HAL
open science

Langue et discours de la contestation. Enjeux et représentations des luttes sociales et politiques en Italie (1967 - 1980)

Ilaria Vezzani

To cite this version:

Ilaria Vezzani. Langue et discours de la contestation. Enjeux et représentations des luttes sociales et politiques en Italie (1967 - 1980). Littératures. Ecole normale supérieure de lyon - ENS LYON, 2013. Français. NNT : 2013ENSL0852 . tel-01015847

HAL Id: tel-01015847

https://theses.hal.science/tel-01015847

Submitted on 27 Jun 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

THÈSE

en vue de l'obtention du grade de

Docteur de l'Université de Lyon, délivré par l'École Normale Supérieure de Lyon

Discipline : Italien

Laboratoire TRIANGLE – UMR 5206

École Doctorale Philosophie, Histoire, Créations, Représentations (ED 487)

présentée et soutenue publiquement le 15 novembre 2013

par Madame Ilaria Vezzani

LANGUE ET DISCOURS DE LA CONTESTATION ENJEUX ET REPRÉSENTATIONS DES LUTTES SOCIALES ET POLITIQUES EN ITALIE (1967-1980)

Directeur de thèse : M. le Professeur Jean-Claude ZANCARINI (Ens de Lyon),

Après l'avis de : Mme Marie-Anne Matard-Bonucci
M. Christophe Mileschi

Devant la commission d'examen formée de :

Guido Crainz (Università degli studi di Teramo), Examinateur
Pierre Girard (Université Lyon III), Examinateur
Marie-Anne Matard-Bonucci (Université Paris 8), Rapporteur
Christophe Mileschi (Université Paris X), Rapporteur
Jean-Claude Zancarini (Ens de Lyon), Directeur

Laboratoire Triangle - UMR 5206
Action, discours, pensée politique et économique
ENS de Lyon
15, parvis René Descartes
69342 Lyon Cedex 07

École Doctorale Philosophie, Histoire, Créations, Représentations (ED 487)
Université Lyon 3
18 rue Chevreuil
69007 Lyon

Résumé de la thèse en français :

La thèse porte sur la langue et les discours de la contestation en Italie dans les années 1970. L'étude vise à définir les enjeux et les représentations qui ont prévalu dans l'utilisation de certains mots plutôt que d'autres, en essayant de se placer du point de vue des acteurs qui ont vécu la période.
Elle analyse d'une part l'utilisation de certains mots dans la langue politique de l'époque, en la comparant avec la production analogue précédente, et notamment avec les traditions politiques de référence.
Elle étudie d'autre part la spécificité de la langue de la période en s'interrogeant sur la question d'un lexique politique propre à une époque donnée.
Elle étudie enfin les débats linguistiques qui ont accompagné cette modification du lexique politique, en s'attachant plus particulièrement aux textes qui ont marqué des tournants linguistiques et idéologiques.
L'étude vise à adopter une démarche scientifique qui comprend une historicisation précise des textes et des enjeux de leur écriture et qui a été définie par l'expression « philologie politique ».
À travers la description d'un corpus très varié, comportant les textes politiques de référence (articles de journaux, tracts, affiches, documents théoriques, débats) produits par les organisations majeures d'extrême gauche (gauche extraparlementaire, mouvements, lutte armée) et leur interaction avec d'autres types de discours (Pci, Dc, presse) ; mais aussi des textes historiographiques et différentes formes de témoignage, cette étude pose la question plus générale de la création d'une langue politique propre à une époque donnée et du caractère particulier de la langue politique des années 1970 en Italie.

Mots clés en français :

Stratégie de la tension/ Massacre d'Etat (*Strage di stato*)
Mouvements collectifs/ Violence politique
Lutte armée /Terrorisme
Compromis historique/Démocratie
Société civile/Etat/Pouvoir
Italie / 1967-1980

Title

Language and debates of protests
Stakes and representations of political and social conflicts in Italy
(1967-1980)

Abstract

The dissertation tackles the language and the debates of protests in Italy in the Seventies. The research looks at defining the stakes and the representations that have been predominant through the use of certain words instead of others, by trying to show the point of view of the stakeholders that have lived this historical period.
On one hand, the use of certain words utilized in the political language of that time has been analyzed, and compared with the precedent analogue production, notably with the political traditions of reference.
On the other hand, the dissertation tackles the specificity of the language of that period by questioning the theme of a political vocabulary relatively of a specific time.
Eventually, an analysis is made of the linguistic debates that have gone along with this change in the political vocabulary, by linking itself in particular to the writings that have marked linguistic and ideological turning points.
The study aims at adopting a scientific method that entails a precise historization of the texts and the stakes connected to their writing which has been defined with the expression of « political philology ».
The research utilizes the description of a very diversified collection of documents that include the political writings of reference (newspaper articles, leaflets, posters, theoretical documents, debates) produced by the main organizations of the extreme left wing (extra parliamentary left wing, movements, armed struggle) and their interaction with different types of speeches (PCI, DC, press); moreover the study includes historiographic texts and different forms of witness' documents. The aim is to discuss more generally the creation of a political language belonging to a specific time and the particular character of the political language in the Seventies in Italy.

Key Words in English

Strategy of Tension / State Massacre
Collective Movements/Political Violence
Armed Struggle/Terrorism
Historical Compromise/Democracy
Civil Society/State/Power
Italy 1967/1980

TABLE DES MATIÈRES

LANGUE ET DISCOURS DE LA CONTESTATION
ENJEUX ET REPRÉSENTATION DES LUTTES POLITIQUES ET SOCIALES
EN ITALIE 1967-1980

INTRODUCTION 9
I. Langue et discours 10
II. Les agents des discours et les sources 14
III. Des « années de plomb » ? 17
IV. Thèse 20
V. Langue et histoire 23
VI. La philologie politique 28
Chapitre 1 33
L'origine des discours de la violence en Italie 33
Analyse et reconstruction des traditions langagières des années 1970 33
I. L'Après-Guerre et la Résistance (1943-1950) 34
1) La référence à la Résistance dans la langue des années 1970 34
2) L'idée d'une filiation « existentielle » 44
II. La question du conflit entre la société et l'Etat et le retour à la Résistance 49
1) La répression violente des luttes ouvrières dans les années 1950 et 1960 52
a) De Modène à Turin, en passant par Reggio Emilia (1950-1962) 52
b) L'apparition de nouveaux concepts: l'opéraïsme, l'ouvrier-masse, et le renouveau du concept d' autonomie ouvrière 61
2) Les « acrobaties nominalistes » du Pci 67
3) Le retour du fascisme : l'extrême droite et la « guerre non-orthodoxe » 73
4) Conclusion 78
Chapitre 2 81
Le renouveau linguistique de 1968 : du « spontanéisme » à « l'organisation » 81
I. L'apparition de nouvelles pratiques politiques et langagières 83
1) Le langage de 1968 83
2) Deux exemples : l'« Université négative » de Trente et « *Il Potere operaio* » de Pise 89
a) L' « Université négative » de Trente 89
b) *Il Potere operaio* de Pise 95
3) Le « pouvoir étudiant » et le Pci 102
II. Après 1968, la recherche de nouvelles formes d'organisation politique 106
1) La naissance des organisations extraparlementaires 106
2) Les travaux de Patrizia Violi sur le langage de Lc et de Po 111
a) Les caractéristiques langagières de Potere Operaio 111
b) Les caractéristiques langagières de Lotta Continua 113
3) Les discours des journaux *Lotta continua* et *Potere operaio* : la « qualité des temps » et la « guerre » 117
4) Conclusion 124
Chapitre 3 127
Piazza Fontana, 12 décembre1969, un tournant? 127
I. Le massacre de piazza Fontana et la « stratégie de la tension » : les réactions de la presse au lendemain des bombes: le début de la guerre ? 129
1) L'article de l'*Observer* et la « stratégie de la tension » 131
2) La presse officielle 133
3) La presse militante : Lotta Continua et Potere Operaio 136

II. Les conséquences : la naissance de la « contre-information » militante _ 140
1) L'ouvrage *La strage di Stato*, juin 1970 _____ 141
2) Développement de la contre-information _____ 144
III. La naissance de la lutte armée en Italie (1970-1971) _____ 149
1) La naissance des groupes armés _____ 151
2) Le langage des Brigades Rouges (1970-1971) : « l'antifascisme militant » et la « propagande armée » _____ 155
a) Les premiers attentats des Br _____ 155
b) « Cosa sono le BR? » (1970-1971) _____ 157
c) L' « antifascisme militant » _____ 168
3) Conclusion _____ 170
Chapitre 4 _____ 173
La radicalisation des groupes, 1972-1973 _____ 173
I. La campagne électorale de 1972 : le tournant de la violence _____ 175
1) Les désordres pendant la campagne électorale _____ 175
a) La mort de Feltrinelli et le débat sur la question de la violence _____ 175
b) Le premier enlèvement des Br: la phase de l'antifascisme militant ___ 184
2) Les élections du 7 mai 1972: le tournant à droite _____ 191
a) Les groupes dans la campagne électorale _____ 191
b) La mort de Calabresi et la crise des groupes _____ 193
II. 1973: Crise et « compromis historique » _____ 196
1) Violence et répression _____ 196
a) L'offensive des Br contre le «terrorisme» _____ 196
b) L'enlèvement de Labate (12 février 1973) _____ 198
c) Les faits de Primavalle et la fin de Potop (avril- juin 1973) _____ 202
d) L'enlèvement de Mincuzzi (28 juin 1973) _____ 204
2) Le coup d'Etat au Chili et le « compromis historique » _____ 206
a) Le Pci et le « compromis historique » _____ 206
b) L'enlèvement de Ettore Amerio (10 décembre 1973) _____ 211
3) La langue des tracts : atemporalité et contextualisation _____ 216
4) Conclusion _____ 222
Chapitre 5 _____ 225
« Cos'è questo golpe? » : 1974, l'année du « golpe » _____ 225
I. Les premières rumeurs d'un coup d'Etat: « golpe » ou « neogollismo »? ___ 226
1) Les enquêtes sur la stratégie de la tension : les scandales de la Dc et la peur du coup d'Etat dans le Pci _____ 226
2) La lecture par les Br du « golpe » et du « néogaullisme » _____ 230
a) Le « néogaullisme » et l' « attaque au coeur de l'Etat » _____ 230
b) Le référendum sur le divorce et l'enlèvement du juge Mario Sossi (18 avril-23 mai 1974) _____ 234
3) Les lectures contemporaines de l'enlèvement de Sossi _____ 239
a) La presse officielle, la presse extraparlementaire et les intellectuels __ 239
b) Les réactions des autorités politiques : le Pci et la Dc _____ 244
II. La diffusion du « golpe » et de la « stratégie de la tension » _____ 247
1) La reprise des massacres _____ 247
a) Le massacre de piazza della Loggia et le train Italicus _____ 247
c) L'action de Padoue : le premier meurtre des Br _____ 250
3) Le « golpe » _____ 253
a) Le « parti du golpe » _____ 253
b) Le Pci et le « golpe » _____ 255
c) Pasolini et le « golpe »: « Cos'è questo golpe? » _____ 258

d) La violence organisée et le « golpe » 261
4) Conclusion 265
Chapitre 6 269
Violence et institutionnalisation 269
Le moment des élections, 1975-1976 269
I. Les élections de 1975 : l'expérience de « Démocratie Prolétarienne » 270
1) 1975: DP, un nouveau cartel politique 271
2) Les enjeux linguistiques des élections de 1975 279
a) Le rapport problématique du Pci avec le « compromis historique » 280
b) Le discours de Dp 287
c) La campagne de Lc 293
d) Une comparaison: le discours du Pci aux élections de 1953 294
II. Les élections de 1976 : le tournant et la nouvelle stratégie de Dp 300
1) 1976 : l'année du « sorpasso » 300
2) Les termes de la campagne 303
a) «Democrazia Proletaria» 303
b) Le Pci 310
c) La Dc 313
d) La crise linguistique des groupes et de Lc : la question de l'autoréférentialité 314
3) Conclusion 318
Chapitre 7 321
Le choix de la violence face à l'institutionnalisation 321
L'essor des groupes armés, 1975-1976 321
I. Le langage des Brigades rouges (1975-1976) 323
1) La Résolution de la Direction stratégique, avril 1975 : un tournant théorique et linguistique 323
a) La Direction stratégique 323
b) L' «Etat impérialiste des multinationales» (Sim) 325
c) L' « attaque au cœur de l'Etat », la Démocratie Chrétienne, et le «terrorisme» 328
d) Le «compromis historique» et le « Parti combattant » 331
e) Le début de la « guerre » : la deuxième phase de la stratégie des Br 334
2) 1976 : le passage au meurtre politique 337
II. Le « modèle » des Br : le cas de Prima Linea 341
1) La naissance du groupe Prima Linea 342
2) La contamination linguistique 346
3) Conclusion 350
Chapitre 8 353
Les « nouveaux » discours 353
Le mouvement féministe et le mouvement de 1977 353
I. Eléments de langage des discours féministes 354
1) Le sujet « femme » 354
a) Le « personnel est politique » 354
b) La redéfinition du politique 357
c) La « prise de parole » féministe 362
d) La question d'une périodisation 367
2) Le rapport à la tradition politique 370
a) La recherche d'une tradition féministe : le retour des « sorcières » 370
b) le rapport avec la gauche traditionnelle et la nouvelle gauche 374
c) Les innovations 381

3) Un exemple : la bataille en faveur de la loi sur l'avortement (1975-78) : entre tradition et innovation 384
4) La réflexion des féministes sur les mots du féminisme 389
II. Le mouvement de 1977 : la déconstruction du langage politique 393
1) La dissolution du sujet révolutionnaire 395
2) La désagrégation du langage 401
3) Une réflexion sur le langage et une nouvelle contre-information 404
4) Conclusion 407
Chapitre 9 409
La question du langage pendant l'enlèvement de Moro, 1978 409
I. Le langage de Moro et des Br : la « confusion des langues » 411
1) Le langage des Br dans la Résolution de 1978 : la « : la guerre civile déployée : l'anéantissement des forces impérialistes » 413
2) Le langage de Moro : « un point irréductible de contestation et d'alternative » 420
3) Les neuf communiqués de l'enlèvement Moro (16 mars - 9 mai) 427
a) Le communiqué n.1 427
b) Le communiqué n.2 428
c) Le communiqué n.3 430
d) Le communiqué n.4 432
e) Le communiqué n.5 435
f) Le communiqué n.6 437
g) Le communiqué n.7 439
h) Le communiqué n.8 441
i) Le communiqué n.9 442
4) Le bilan des Br sur leur langage 443
II. Les nouveaux enjeux de la question de la langue pendant l'affaire Moro 446
1) La presse et le langage des Br 446
2) La gauche extraparlementaire : *Lotta continua* et l'affaire Moro 450
3) Le débat des intellectuels sur le langage des Br: l' « album de famille » 455
4) Un pas en arrière: les lectures des Br en 1978 464
CONCLUSION 469
I. Présupposés 469
II. Périodisation 473
III. Tentatives de définition 477
IV. Des années de paroles 481
BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE 485

INTRODUCTION

De 1967 à 1980, l'Italie a connu un foisonnement de discours politiques. Il suffit de s'attarder dans les archives italiennes des groupes d'extrême gauche pour se rendre compte de l'énorme production de tracts, brochures, revues, affiches, journaux locaux, réalisés et diffusés par une myriade de groupes « militants » qui se sont créés, dissous, et reconstitués au cours de cette période. Le premier constat qui s'impose face à cette production est l'impossibilité de la maîtriser dans toute son étendue. Des choix ont donc été opérés dans notre étude afin de rendre notre discours cohérent et compréhensible.

Nous avons choisi de porter notre attention sur ce que nous avons appelé la « langue » ou les « discours de la contestation », en les mettant en relation avec les « enjeux » et les « représentations » qui les déterminent. Le choix d'appréhender l'histoire de l'Italie des années 1970 à travers le prisme de la langue répond à plusieurs problématiques liées à la période et plus généralement à la méthodologie de la discipline historique. Il est d'abord un fait concret : l'impossibilité, pour l'historien d'aujourd'hui, d'accéder aux sources et aux archives qui demeurent à ce jours encore inaccessibles. Dans l'impossibilité d'écrire une histoire factuelle qui puisse amener de nouveaux facteurs d'interprétation, nous avons opté pour une histoire des « représentations », en essayant de nous placer du point de vue des acteurs qui ont vécu la période. Notre intérêt premier s'est donc focalisé sur les « textes », qu'il faudra encore définir, qui ont marqué des tournants linguistiques, et partant, idéologiques, dans l'analyse des témoins contemporains à la période.

Une autre raison de notre étude réside dans le manque absolu d'une analyse factuelle et circonstanciée des nombreux écrits produits dans la période. Il n'est à ce jour aucun ouvrage qui mette en relation les faits produits par le contexte historique et les mots qui ont été utilisés pour le décrire[1]. Surtout, aucun ouvrage ne distingue nettement les différences

[1] Il existe pourtant quelques ouvrages qui prennent en compte les textes fondateurs des principaux groupes d'extrême gauche au cours des années 1970. Ce sont pourtant souvent des études partielles qui n'interrogent pas l'idée d'une "langue" partagée de l'époque. Il s'agit pourtant de contributions notables à une étude linguistique de la période. Nous pouvons citer dans cette catégorie: V.Tessandori, *BR. Imputazione : banda armata. Cronaca e documenti delle Brigate rosse*, Milano, Baldini Castoldi editore, 2000 [1977], mais

linguistiques des différents groupes qui ont opéré au cours de la période en leur restituant, de ce fait, une identité propre et, dans la mesure du possible, cohérente[2]. Bien plus, aucun ouvrage ne restitue les évolutions linguistiques, les débats langagiers, et les remises en cause des termes politiques traditionnels qui ont caractérisé aussi, et pas sur un mode mineur, la vie de ces groupes. La période baigne donc dans une absence de distinctions langagières, comme semble le montrer un ouvrage de l'époque qui rassemble les expériences linguistiques des années 1970 sous le terme générique de « sinistrese »[3]. Au-delà de la particularité de cet ouvrage, il est indéniable que l'absence d'une étude systématique de ce qui, au vu de notre étude, peut être caractérisé sous le terme de « langue » (avec les précautions qu'impose l'utilisation de ce terme) a participé à l'absence de réflexion historique sur la période.

Ainsi, il est pour nous essentiel de revenir sur la période par une réflexion sur la langue et les discours qu'elle a produit, afin de participer à l'historicisation encore imparfaite de ce moment historique. En effet, comprendre les désirs et les aspirations de ceux qui ont vécu et agi au cours de cette période nous paraît être un moyen pour essayer de l'appréhender et de la comprendre.

I. Langue et discours

L'objet de notre étude porte sur la « langue » et les « discours » de la « contestation ». Qu'entendons-nous par là ? Une première définition de ces termes s'impose.

---

qui n'opère pas d'analyse proprement linguistique des textes des Br; et Soccorso Rosso, *Brigate rosse : che cosa hanno fatto, che cosa hanno detto, che cosa se ne è detto*, Milano Feltrinelli, 1976; M. Clementi, *La « pazzia » di Aldo Moro*, Roma, Odradek, 2001. Réed. 2006; et G.Galli, *Il partito armato. Gli « anni di piombo » in Italia (1968-1986)*, Kaos edizioni, 2003 [1993]; L. Bobbio, *Storia di Lotta continua*, Feltrinelli, Milan, 1988; et A.Grandi, *La generazione degli anni perduti. Storie di Potere Operaio*, Torino, Einaudi, 2003. Une contribution intéressante réside dans des anthologies des textes des principales formations armées comme L. Ruggiero (dir.), *Dossier Brigate Rosse (1969-1975)*, Vol.1, et *Dossier Brigate Rosse (1976-1978)*, vol. 2, Kaos Edizioni, Milan, 2007, et "Progetto Memoria", *Le Parole scritte*, Sensibili alle foglie, 1996.

[2] Ici aussi nous avons une exception de taille dans l'ouvrage de Patrizia Violi sur le langage des journaux de Lc et de Po, analyse qui s'arrête malheuresement aux premières années de l'existence de ces groupes, en 1971-72. P. Violi, *I giornali dell'estrema sinistra*, Garzanti, Milan, 1977.

[3] Flores D'Arcais Paolo e Mughini Giampiero, *Il piccolo sinistrese illustrato*, SugarCo, Milan, 1977.

« Contestation », du latin *contestari*, « plaider en produisant des témoins », est à l'origine un terme de nature juridique[4]. Il désigne aujourd'hui le fait de « mettre en discussion » et est étroitement lié à la pratique discursive. Il est synonyme de discussion mais aussi et le plus souvent de récusation et de refus, et en ce sens, il renvoie aussi à la mise en doute d'un fait établi ou reconnu. La contestation renvoie donc à la controverse, mais aussi au débat et à la discussion. Le terme acquiert un sens plus spécifique à partir de 1968[5], où il entre dans la langue courante avec une connotation plus proprement politique : le terme renvoie à l'« attitude de remise en cause des idées reçues par un groupe social » et au « refus de l'idéologie régnante »[6].

Notre étude vise à interroger la double acception de ce terme, en tenant compte à la fois de sa nature de pratique discursive et d'action légale, et en l'adaptant à la spécificité du contexte italien. En effet, il s'agit pour nous de démontrer que la « contestation » est d'abord passée par une remise en cause du langage courant qui visait à une critique globale du système en place. Ainsi, il est possible d'affirmer que la « contestation » naît tout d'abord avec la naissance d'une « langue » nouvelle (bien qu'il s'agisse d'une notion qu'il faudra interroger) qui répondait à une vision du monde qui s'opposait aux valeurs dominantes. La redéfinition globale du lexique politique traditionnel, la « bataille » sur les mots et sur les traditions de référence, la réflexion sur le bon emploi de tel ou tel terme constituent autant d'aspects de la contestation militante des années 1970. Nous réfléchirons ainsi à l'idée d'une « langue de la contestation » qui était partagée par les milieux d'extrême gauche en Italie et qui constituait le fondement d'une pratique radicale de la politique.

Cette nouvelle critique globale, qui apparaît à partir du milieu des années 1960, ne se réduit pas à de purs phénomènes langagiers, mais elle conditionne les actions et les pratiques politiques. En effet, si l'on s'en tient à la spécificité du cas italien dans l'histoire des mouvements des années 1968, on peut admettre que la contestation était une pratique militante qui visait surtout à remettre en cause les vérités « officielles » ou reconnues comme telles. Si l'on revient à la nature juridique du terme, la *contestatio* demeure liée au domaine

---

[4] D'après le dictionnaire Gaffiot, *Contestor, ari* : prendre à témoin, invoquer ; entamer un débat judiciaire en produisant des témoins ; moment décisif du procès où, devant témoins, le point litigieux est circonscrit et figé.

[5] Dans le dictionnaire de la Langue française Robert, édition 2001.

[6] À partir de ce moment historique, le terme finit par désigner de façon générale toute vive opposition au point de devenir synonyme de termes tels que «altercation, dispute, querelle, différend, opposition » (Robert).

judiciaire et est donc une pratique légale (affirmation fondée sur des témoignages) qui s'inscrit dans les rouages ordinaires des institutions des régimes démocratiques[7]. La contestation fut donc invoquée par ses défenseurs comme une pratique démocratique qui visait à révéler des vérités cachés par les institutions ou par le pouvoir politique, en apportant des preuves et en réclamant des actions légales (essentiellement la réouverture ou la remise en cause des procès). Cette nouvelle pratique de la contestation peut être définie sous le terme général que l'on utilisait à l'époque, à savoir celui de « contre-information » militante.

Celle-ci visait à produire des preuves, par des enquêtes non-officielles et des témoignages, afin de révéler des aspects cachés ou volontairement occultés des faits mystérieux qui ont enveloppée les grands moments politiques des années 1970 (bombes, meurtres politiques, ingérence des services secrets, tentatives de coup d'Etat..). À partir de 1968, le terme de « contre-information » est utilisé pour désigner cette nouvelle pratique militante qui passe avant tout par la remise en cause des vérités « officielles » (discours du pouvoir politique ou des journaux officiels). Elle devient à proprement parler une pratique politique courante au moment de la bataille de vérité sur l'attentat de piazza Fontana, à Milan (12 décembre 1969), et constituera l'une des formes les plus répandues de contestation du pouvoir tout au long des années 1970.

Dès lors, que veulent dire une langue ou un discours de la contestation ? Il s'agit tout d'abord de différencier les termes de « discours » et de « langue »[8].

Une langue est un système de signes et d'expressions propre à un groupe social déterminé : toute langue crée une communauté linguistique, dans la mesure où c'est un instrument de communication compris de la même façon par les membres d'une même communauté. La langue n'existe qu'en vertu d'une sorte de contrat passé entre les membres de la communauté et d'une vision du monde partagée. C'est en ce sens que nous pouvons émettre l'hypothèse d'une « langue politique » partagée par les milieux de la gauche

---

[7] Dictionnaire Latin Gaffiot, Hachette, 2002. Le sens premier du terme, à partir de son origine latine, indique un moment du procès où l'on conteste le point litigieux en invoquant des témoins

[8] Saussure distingue la « langue » de la « parole », terme auquel les linguistes ont préféré celui de « discours ». Sur cette question je renvoie à Rossitza Kyheng, « Langue et parole : dichotomie ou dualité ? », Texto! [en ligne], décembre 2005, vol.X, n°4. Disponible sur : <http://www.revue-texto.net/Saussure/Sur_Saussure/Kyheng/Kyheng_Langue.html>. (Consultée le 16 septembre 2011). Sur cette distinction, je renvoie à F. de Saussure, *Cours de linguistique générale*, ed. Payot, Paris, 1969.

Dans notre travail, nous reprendrons le terme "langage" comme synonyme de "langue", comme dans l'usage courant, et non dans sa définition stricte "d'ensemble de la langue (système abstrait) et de la parole (réalisations)", même si les les linguistes font la distinction entre langage, langue et parole.

contestataire. D'autre part, la langue est aussi associée à une réalité fixe et immuable, dans la mesure où elle est codifiée par des règles et est composée d'un nombre limité de mots : c'est cela qui explique sa réglementation dans des ouvrages tels que les grammaires ou les dictionnaires. Nous étudierons aussi ce deuxième aspect qui tient à l'idée d'une « codification » nécessaire de la « langue » en interrogeant le passage d'une phase d'innovation et de création linguistique à une phase de sclérose.

C'est ce côté fixe et immuable de la langue qui a poussé le père des linguistes, Ferdinand de Saussure, à opérer une distinction communément acquise depuis, entre « langue » et « parole » ou « discours »[9]. Alors qu'une langue est fixée, la prise de parole individuelle peut la renouveler : la « parole » saussurienne serait la réappropriation individuelle de la langue par le sujet. Le terme de « discours » renvoie aussi à une pratique oratoire faite devant une réunion de personnes : il présuppose une prise de parole publique, fortement individualisée, c'est la prise de parti d'un sujet envers un auditoire. Le « discours » serait alors la réappropriation particulière d'une langue commune et partagée. En effet, le discours vise le plus souvent à convaincre, et réfléchit le point de vue du locuteur. Il s'agit d'une construction langagière cohérente qui a un but affiché : faire prévaloir une vision particulière. En ce sens, on peut dire avec Saussure que le « discours » renvoie à une prise de parole individuelle, bien que partagée par un groupe, dans la mesure où il constitue une interprétation du réel qui désigne un sujet ou un groupe de sujets à partir d'une identité caractéristique.

Ainsi, alors que la langue est un système codifié partagé par un groupe social, le discours est une prise de parole individuelle qui renvoie à un sujet particulier ou à un groupe bien défini. À partir de cette définition, nous interrogerons la multiplicité des « discours » au sein de l'hypothèse d'une « langue » partagée par les milieux radicaux. Pour cela, nous tenterons de déterminer les différences linguistiques propres à chaque groupe et nous interrogerons l'idée d'une évolution des discours selon l'évolution temporelle du contexte historique. Nous essaierons de montrer les différents présupposés de ces discours et les différences linguistiques mais aussi idéologiques qui existent entre les discours propres à chaque groupe ou formation.

Dans le cadre de notre analyse, ces distinctions nous amènent à poser plusieurs questions importantes : y a-t-il eu la création d'une véritable « langue » de la contestation au

[9] Cf. note 8. La langue est donc la condition *sine qua non* et première du discours. Pour reprendre une distinction familière aux linguistes, le discours serait le « message » qui n'est déchiffrable que grâce à l'existence d'un « code » qui est la langue.

cours de notre période ? La langue de cette époque a-t-elle été au contraire la juxtaposition de plusieurs discours propres à chaque groupe, mais qui n'ont pas participé réellement à la création d'un véritable code linguistique partagé ? Quelle ont été les relations d'interdépendance entre langue et discours au cours de la période ? Peut-on parler d'une réelle innovation linguistique qui était à la base d'une vision du monde partagée ?

Ces questions nous ramènent au problème des « enjeux » et des « représentations » qui ont déterminé l'utilisation de tel ou tel mot au cours de ce moment historique. Les « enjeux » renvoient à ce qui est « mis en jeu », c'est-à-dire au mobile qui pousse à l'utilisation de tel mot plutôt qu'un autre. Les « représentations » sont à l'origine de la langue, elles déterminent le choix des mots et du vocabulaire ainsi que la structure linguistique et répondent à une vision du monde, à un sens commun et partagé. Nous interrogerons donc l'idée d'un « lexique » de la contestation et d'une « syntaxe » ou d'une « grammaire » propre à cette langue (structures discursives, figures de style..). Nous tenterons enfin d'entrer dans le temps des acteurs afin de comprendre quels enjeux et quelles représentations étaient à l'origine des mots qu'ils utilisaient.

II. Les agents des discours et les sources

Nous avons choisi de délimiter notre étude aux principaux groupes d'extrême gauche ou « gauche extraparlementaire », en entendant par là un milieu très vaste de militants qui se situaient dans une démarche politique et militante radicale et qui ont pratiqué des formes d'engagement variées, restant à la fois dans la sphère légale ou optant pour des formes d'illégalité, voire pour la lutte armée. L'étude de ce vaste milieu nous a poussé à analyser aussi les discours de ceux qu'ils considéraient comme leurs principaux adversaires, la presse officielle, liée aux intérêts des partis, mais aussi les partis politiques eux-mêmes qui incarnaient la politique traditionnelle que le milieu de la contestation à tenté de réfuter au nom de la démocratie directe. Nous essaierons de démontrer que les discours de l'extrême gauche sont étroitement liés aux principaux débats politiques et sociaux de leur temps, et qu'il est impossible d'en rendre compte sans les replacer au sein d'un « dialogue » plus vaste qui prenne en compte les discours officiels, et notamment le discours du Pci, leur principal référent à gauche. Un sort plus particulier a été réservé aux mouvements anarchistes dans la mesure où ces formations ont connu très vite un « repli » sur elles-mêmes, notamment après

l'affaire Pinelli, tout en constituant au cours de la période l'une des principales cibles des attaques des institutions et de la presse[10].

Chaque groupe politique qui s'inscrivait dans ce vaste milieu avait ses particularités propres et il est difficile de réduire les discours produits sous l'appellation générique de discours d' « extrême gauche » ou de la « gauche extraparlementaire ». Un premier point que nous affronterons dans notre démarche sera de restituer aux groupes principaux leurs particularités afin d'éviter de tomber dans les termes généraux de « terroristes », « militants », « communistes », « gauche extraparlementaire ».

L'idée que l'on veut réaffirmer ici est qu'il y a bien eu « une prise de parole »[11] nouvelle à partir de la fin des années 1960 et tout au long des années 1970, en rupture radicale avec les discours de la tradition politique précédente. À partir de 1968, et jusqu'à la fin des années 1970, cette parole a tenu lieu d'*agora*, d'espace démocratique où se confrontaient différents points de vue autour des grandes questions politiques telles que la meilleure façon d'agir dans la *polis*, l'adaptation des moyens aux fins, le rôle de la société civile par rapport à l'Etat.

Les générations qui rencontrent la politique en 1968 décrochent désormais le droit de participer de façon active à la vie démocratique et cette première victoire sera reprise et revendiquée aussi par la deuxième génération de militants des années 1970. Désormais, la parole, l'expression libre sont entrées dans l'héritage politique des jeunes générations au point d'apporter la création de nouvelles formes de langages : les dazibao en 1968, les slogans et les rituels lors des manifestations, les banderoles et les chansons, jusqu'aux postures corporelles. Tout devient expression de ce langage nouveau qui apparaît à ce moment-là et qui rompt radicalement dans ses formes, ses contenus et ses supports avec les générations précédentes.

Pourtant, cette parole a aussi décrété la fin des groupes : l'excès de « verbalisme », l'orthodoxie de l'idéologie, et l'intellectualisme ont produit une sclérose de la parole libre au point de créer un langage clos, parfois incompréhensible, et, en fin de compte, auto-référentiel. Cette prise de parole diffuse a fini par engendrer un mécontentement croissant de la part des militants (notamment ceux de la deuxième génération) puisque à un certain

---

[10] Entretien avec le prof. M. Olivari, Pise, 24/02/2010.

[11] La « prise de parole » est une expression de M. De Certeau, *La Prise de parole et autres écrits politiques*, éd. établie et présentée par Luce Giard, Paris, Le Seuil, 1994.

moment cette parole a été perçue comme stérile, insuffisante et surtout, inadaptée à une situation politique qui exigeait le passage à l'action.

Nous tenterons, à partir de là, d'établir une périodisation à partir des mots utilisés et des grands thèmes affrontés dans les discours politiques de l'extrême gauche. Nous interrogerons les moments de rupture, l'évolution du sens de certains mots, les tournants idéologiques qui sont aptes à rendre compte des grands moments de l'histoire des années 1970. Il s'agira, dès lors de démontrer que les tournants linguistiques ont constitué aussi des tournants idéologiques qui sont à même d'expliquer certaines étapes majeures de la période.

Cette « prise de parole » a été orale tout autant qu'écrite : malgré l'importance de l'oralité dans les combats politiques de l'époque, et notamment au début du mouvement, nous n'avons accès qu'aux réalisations écrites du langage et des discours. Ainsi, de l'oralité de l'époque nous n'avons que des traces indirectes, par les tracts, les articles de journaux, les mots d'ordre et les slogans. Une étude qui parte des spécificités géographiques de chaque groupe aurait été tout aussi intéressante. Cependant, l'ambition de rendre compte des grands débats politiques tout au long de la période nous a conduit à une étude moins précise sur la géographie et l'enracinement territorial des groupes et à privilégier les groupes qui ont eu un écho à l'échelle nationale comme Lotta continua, Potere operaio, Il Manifesto, ou les formations armées telles que les Brigades rouges, les Nap et Prima linea.

L'objectif central de notre étude est donc l'analyse de la langue des groupes de l'extrême gauche (gauche extraparlementaire, mouvements, lutte armée), ses modifications, son évolution au fil du temps, et son interaction avec d'autres types de discours (effets sur la langue des journaux, rapport à la langue du Pci, mise en évidence des effets contrastifs avec la langue de la Dc et de l'extrême droite...). Pour aborder les évolutions langagières, les emprunts à des traditions langagières, les resémantisations de termes empruntés ou de termes de la langue courante, notre étude s'attachera à décrire des moments historiques particuliers, qui ont eu des effets sur la langue utilisée pour dire ces réalités historiques. Le travail d'historicisation s'appuie sur des travaux déjà existants et sur différentes formes de témoignage des acteurs (mémoires, livres-interview). Pour le travail proprement sur la langue, nous avons constitué un corpus très varié qui puisse tenir compte de différents types

de discours (articles de journaux, tracts, affiches, documents théoriques, débats) et qui repose en grande partie sur notre travail dans les archives[12].

Nos sources proviennent le plus souvent des archives nationales qui se trouvent à Rome telles que la Bibliothèque Nationale Centrale, l' « Istituto romano per la storia d'Italia dal fascismo alla Resistenza » (Irsifar), l'Institut Gramsci de Rome, et la Bibliothèque d'Histoire moderne et contemporaine de Rome. Nous avons pourtant eu la possibilité de consulter les archives toscanes et bolonaises des mouvements d'extrême gauche et anarchistes qui se trouvent à la Bibliothèque Franco Serantini de Pise, pour étudier notamment Il Potere operaio pisano et certains mouvements étudiants pisans, et les Archives Marco Pezzi de Bologne où sont rassemblés de nombreux documents sur le mouvement « Democrazia proletaria », qui rassemble les principales formations d'extrême gauche au moment du tournant électoral de 1975-1976.

III. Des « années de plomb » ?

Notre étude s'intéresse à la période des grands mouvements collectifs et sociaux qui commencent en Italie en 1967-68, avec l'explosion de la contestation étudiante, et qui se terminent en 1980, avec la marche des cadres de la Fiat qui met fin symboliquement aux luttes ouvrières. La question d'une périodisation construite autour de grands blocs de textes, de tournants idéologiques et langagiers nous pousse à remettre en cause l'interprétation de la période comme un seul « bloc ».

L'histoire de l'Italie des années 1970 a été résumée par une expression qui désigne ce moment historique sous l'appellation générique d' « années de plomb ». Cette expression, qui tire son origine du film de Margarethe von Trotta, *Années de plomb* (*Die bleierne Zeit*, 1981) met l'accent sur un seul aspect de ces années-là : le plomb et la violence. L'usage important de cette expression appelle plusieurs considérations : tout d'abord, il s'agit d'une vision rétrospective, qui a été forgée par une lecture *a posteriori* des faits. Ensuite, cette expression ramène la question de l'engagement politique des années 1970 au dénominateur commun de la violence et de l'illégalité. Or, la violence, qui a certainement caractérisé ces

[12] Il existe pourtant des recueils de textes sur la lutte armée qui ont été publiés: L. Ruggiero (dir.), *Dossier Brigate Rosse (1969-1975)*, Vol.1, et *Dossier Brigate Rosse (1976-1978)*, vol. 2, Kaos Edizioni, Milan, 2007, "Progetto Memoria", *Le Parole scritte*, Sensibili alle foglie, 1996.

années-là, ne peut pas les résumer complètement. Il s'agit, en effet, d'un phénomène complexe qui suscite plusieurs interrogations : il s'agira donc de réfléchir aux différentes formes qu'a prises cette violence dans la période, en tenant compte du contexte de l'apparition de formes d'illégalité diffuses et en montrant une évolution de l'usage de formes de contestation violentes. Il s'agira aussi de réfléchir au rapport entre avant-gardes « violentes » et mouvements collectifs non-violents, entre formes de violence spontanées au cours des manifestations et formes de violence « organisée ».

L'expression d' « années de plomb » souligne que c'est la mise en valeur du côté armé de la révolte qui l'a emporté sur tous les autres discours, en ne tenant pas compte de la variété des formes politiques de contestation qui ont été utilisées. Cette expression démontre aussi qu'une vision « noire » des années 1970 a prévalu alors que les ouvrages historiques récents s'accordent pour montrer le caractère « double » de ces années-là, marquées par des formes d'illégalité diffuses mais aussi par des luttes légales et par des avancées importantes de la société civile en matière de droits sociaux[13]. Ainsi, il faut s'interroger sur le côté « lumineux » de cette époque, qui consiste sans doute aussi dans l'expérience politique de ceux qui y ont participé, dans leur émergence, provisoire mais bien réelle, en tant que sujets et acteurs politiques.

Cette réflexion appelle donc des distinctions nécessaires des termes utilisés pour définir la période. Il est utile de redéfinir le terme de « violence » qui s'applique indistinctement à des formes d'action très différentes. Pour cela, il est nécessaire de se replacer dans le langage de l'époque, de réinscrire les termes utilisés dans leur contexte d'énonciation afin de s'interroger sur les objectifs et les mobiles qui ont conduit à des actions armées. Il s'agit de comprendre pourquoi à un tel moment donné des groupes qui se revendiquent de la plus pure orthodoxie marxiste-léniniste font le choix de la violence.

Pourquoi à un tel moment donné la révolte explose-t-elle et se prolonge-t-elle pendant plus de dix ans? Pourquoi dans d'autres pays européens, qui réunissaient les mêmes

---

[13] C'est la lecture de la plupart des historiens sur la période: P. Ginsborg, *Storia d'Italia dal dopoguerra a oggi*, Torino, Einaudi, 1989; G. Grainz, *Il paese mancato. Dal miracolo economico agli anni ottanta*, Donzelli editore, Rome, 2003; V. Vidotto, "Il rapimento di Moro", " conférence au Cinéma Palazzo (en collaboration avec les éditeurs Laterza), Rome, 11/06/2012; M.Gotor, "1974, Pasolini, il divorzio e la strage di Brescia", conférence au Cinéma Palazzo, Rome, 29/04/2012. G. Moro établit une distinction entre ce qu'il appelle "conflitto di sistema" et "conflitto di cittadinanza": deux formes de lutte qui ont coexisté au cours des années 1970, l'une violente, l'autre démocratique, et qui souvent se sont superposées. G. Moro, *Anni Settanta*, Einaudi, Turin 2007, p.65 et suiv.

conditions révolutionnaires, n'y a-t-il a pas eu de passage à la lutte armée? Qu'est-ce qui a fait qu'en Italie la lutte armée a duré si longtemps? Quelle est la spécificité du contexte italien? Comment la violence est-elle appréhendée par ses acteurs et ses détracteurs ? Quels ont été les mots utilisés pour la critiquer ou pour la justifier ?

Il s'agit, dès lors, de s'interroger sur des mots-clés de la période comme « guerre », « guerre civile », « terrorisme », « lutte armée », « violence de masse », « justice prolétarienne », « prison du peuple », « procès populaire », « organisation », « Etat », « pouvoir », « démocratie ». La définition de ces mots ne va pas de soi : leur emploi a souvent suscité des débats à l'intérieur de la gauche, produisant de nombreux discours où l'on s'interrogeait sur la bonne définition de ces mots, sur leur utilisation plus ou moins appropriée, sur leur filiation avec les traditions de référence. Le terme de « terrorisme » engage une réflexion particulière : nous allons nous interroger, tout au long de notre étude, sur la théorie de Marica Tolomelli selon laquelle le terrorisme devient un problème social réel à partir du moment où il devient l'objet d'un discours, ou, comme nous le verrons, de plusieurs discours[14].

Il est important de revenir tout particulièrement sur la question de l'Etat et du pouvoir. L'histoire de l'extrême gauche en Italie ne peut être comprise si on ne la met pas en relation avec les caractères spécifiques de l'Etat italien, marqué par une importante faiblesse des institutions et du fonctionnement démocratique en général. Nous allons nous interroger sur les liens entre l'absence d'alternance démocratique et la radicalisation des groupes de gauche[15] ; et nous montrerons aussi l'affirmation croissante d'une certaine vision d'un « Parti-Etat », c'est-à-dire la confusion progressive entre le parti au pouvoir, la Dc et les institutions de l'Etat (d'où découle l'expression brigadiste d' « attaque au cœur de l'Etat » qui visait essentiellement la Dc). La réponse du pouvoir est tout aussi importante dans l'étude du dialogue entre l'Etat et la société civile. Or, le régime démocrate-chrétien incarnait de la façon la plus complète l'institutionnalisation du « non-dit », et nous pouvons trouver peut-être dans cette absence de médiation institutionnelle aux requêtes de la société

---

[14] M. Tolomelli, *Terrorismo e società. Il pubblico dibattito in Italia e in Germania negli anni Settanta*, Il Mulino, Bologne, 2006.

[15] Depuis le début du siècle, la gauche italienne a toujours été écartée des fonctions gouvernementales et des postes de pouvoirs. Cette pratique reposait sur un non-dit, même de la part des partis de gauche eux-mêmes qui vivotaient grâce à cet accord tacite. Nous allons voir quels effets produiront les moments électoraux et le succès croissant du Pci dans les années 1970 sur les mouvements radicaux.

civile l'une des clés de compréhension de la radicalisation des discours et des pratiques de la gauche.

Il nous semble, dès lors, que des distinctions s'imposent entre les formes d'actions menées par les différents groupes politiques, des distinctions qui passent aussi par l'étude des mots utilisés et par leur mise en contexte, afin d' interroger les enjeux de la réduction des années 1970 à des « années de plomb ».

IV. Thèse

Le point de départ de notre étude repose sur l'hypothèse suivante : les années 1970 ont connu une « langue de la contestation » qui a engendré une « guerre » ou une « guérilla sémiologique ». La bataille sur les mots, et partant sur les traditions de référence, est une donnée essentielle pour comprendre la période. Redéfinir les mots, reformuler une langue liée à la tradition marxiste, mais de type nouveau, était déjà une forme de prise du pouvoir.

À partir de là, notre thèse s'articule en trois points.

1) La langue des années 1970 s'est construite à partir d'un processus de mimétisme et de différenciation. La compétition entre les groupes théorisée par S. Tarrow dans l' ouvrage *Démocratie et désordre*, a eu un correspondant dans les pratiques linguistiques[16]. Cette compétition entre les groupes d'extrême gauche a influencé aussi la langue utilisée, qui a suivi une courbe ascendante lorsque la compétition est devenue plus forte, c'est-à-dire après la fin du mouvement étudiant de 1968 et les bombes du 12 décembre 1969, et au moment du tournant électoral, en 1975-76.

Ainsi, la langue utilisée dans les années 1970 reflète le besoin de reconnaissance et de différenciation entre les groupes : si le grand modèle reste en réalité le Pci, comme nous le montrerons plus loin, la langue de l'époque est liée à la fois à un substrat culturel commun, et aux relations que les groupes entretiennent entre eux. Ainsi, par exemple, il est impossible, pour tout nouveau groupe armé, de se constituer et d'adopter une grammaire propre sans faire référence aux Br, à la fois pour s'y allier comme les Nap (Nuclei armati

[16] S. Tarrow, *Democrazia e disordine*, Laterza, Roma-Bari 1996.

proletari) - qui projettent même une fusion avec les Br -, ou pour s'en distinguer, comme dans le cas de Prima Linea.

2) Nous en venons là à notre deuxième point. Cette relation mutuelle entre les langues des groupes trouve paradoxalement son centre dans le langage traditionnel du Pci. On remarque que la violence linguistique explose au moment où la fonction principale de tampon et de médiation qui avait été celle du Pci jusqu'au milieu des années 1960 commence à s'affaiblir et, progressivement, à disparaître. Dès les années 1960, le Pci abandonne son langage radical au profit d'une politique de détente et d'union des forces démocratiques contre le péril d'un coup d'Etat. Cette ligne politique trouvera son plus haut moment dans l'énonciation du « compromis historique », à partir de 1973. Cette ultime étape d'un désengagement progressif de l'idéologie révolutionnaire au profit d'une lutte démocratique, entamé dès l'immédiat après-guerre, aboutit à la reprise et à la réactivation d'un langage radical de la part d'un milieu qui se situe à « gauche » du Pci.

Les groupes réactivent un code linguistique préexistant, enrichissant une langue qui était déjà là, celle de la tradition de la gauche révolutionnaire. Ils n'ont donc pas, à proprement parler, créé une langue *ex-nihilo*, mais ils ont pourtant réactivé et enrichi un code préexistant, en l'adaptant à la nouvelle situation politique. Cet enrichissement d'une langue préexistante s'est fait à partir de plusieurs processus tels que la redéfinition de termes anciens, comme le mot « fasciste » ou « prolétariat », ou par ajout de termes issus d'autres aires sémantiques qui sortaient du cadre de référence des mots traditionnels de la lutte politique.

À partir de ce substrat culturel partagé, de ce que nous avons nommé une « langue de la politique », chaque groupe avait son propre discours. Pour cette raison, si une *langue* a bien existé, dans la mesure où les imprégnations ont été nombreuses d'un groupe à l'autre, et qu'il existait un code linguistique propre à la gauche des années 1970, cependant, dans le détail, chaque groupe avait son propre *discours* particulier.

Or, notre hypothèse est qu'un même substrat linguistique, qui se réclame d'une tradition inscrite dans l'histoire du Pci, a été récupéré par des énonciateurs très différents comme les groupes de la gauche extraparlementaire, les syndicats, jusqu'aux groupes armés, en donnant lieu à des modes d'action très différents.

3) Enfin, le point fondamental demeure celui du passage d'une violence symbolique à une violence pratique, le langage se situant dans un entre-deux complexe de ces deux pôles. En effet, le recours à une violence symbolique dans le langage politique de

l'extrême gauche est une pratique usuelle. Cependant, on a souvent objecté que le langage des années 1970 a introduit une personnalisation croissante de la figure de l'ennemi qui a poussé certains militants à réaliser dans les faits ce que la parole a trop souvent clamé (l'exemple le plus notoire est celui de la campagne de haine du groupe Lotta continua contre le commissaire Calabresi). En réalité, c'est plutôt le contraire qui est vrai.

Lorsque les figures de l'ennemi sont précises, nommées, voire même énumérées dans des listes (comme au début du mouvement de 1968 ou dans l'expérience des premières Br) on ne compte aucune victime. En effet, les célèbres « listes de noms » qui sont dressées au début de notre période ne causeront aucun mort et ne demeureront que les objets d'une violence symbolique. De la même façon, il suffit de penser à la rhétorique du Pci des années 1950, qui est marquée par un discours qui personnalisait fortement la figure de l'ennemi, et qui pourtant n'a jamais eu d'effet notoire : on pense aux nombreuses campagnes contre la Dc, qui citaient même les noms des ministres considérés comme les principaux responsables des scandales politiques.

Bien au contraire, c'est lorsque le langage est marqué par une généralisation croissante des sujets – qui subissent une dépersonnalisation – et des objets qu'apparaissent aussi les premières victimes des faits de violence. Le passage d'une violence symbolique à une violence pratique est liée non seulement à une croissance générale des formes de violence et à une exaspération des conflits sociaux dans la deuxième moitié des années 1970, mais aussi à une utilisation différente du langage. Le langage performatif qui caractérise toute la première période, ponctué de nombreux devoirs : « nous devons », « il faut » etc.., connaît une mutation au détour de la deuxième partie des années 1970 : il se généralise au point que le devoir investit tous les niveaux de l'existence, s'absolutisant dans une lutte trop générale pour être réelle.

En effet, le fait de dénoncer un ennemi précis est le signe d'un attachement à une réalité locale, à un contexte et à des faits précis. Or, c'est le manque de ce même contexte qui généralise la violence. C'est le recours massif à une idée de « globalité » (par ailleurs introduite par le discours de 1968) qui engage les premières formes de violence contre les personnes. Cet élargissement et cette dépersonnalisation de la figure de l'ennemi englobe des figures purement idéologisées : tels que l'Etat – qui dans la conception brigadiste de 1975 n'est plus qu'un sigle, le « SIM » [« Stato imperialista delle multinazionali »][17] –, les

[17] L'histoire des Br montre que l'organisation subit un processus de généralisation croissante des revendications et des figures de l'ennemi à partir de la deuxième moitié de la décennie: ainsi, de l'opposition Br-

fascistes – qui englobent progressivement toute figure de l'ennemi –; ces termes remplacent au fur et à mesure, tel patron de telle usine, tel ouvrier licencié, tel militant de tel groupe. Ainsi, jusqu'au moment où l'action militante revêt un caractère local, elle ne fait pas de victime, c'est lorsque elle prétend revêtir un aspect universel qu'elle finit par aboutir à un usage aveugle de la violence.

Ainsi, le discours radical des années 1970 n'est pas porteur en lui-même d'un passage nécessaire à la violence politique. Depuis sa naissance, la gauche communiste, et en premier lieu le Pci, ont recouru à un discours politique violent qui attaquait directement un ennemi politique désigné (la Dc des années 1950) : l'histoire politique italienne de l'après-guerre, dans le contexte de la guerre froide, a toujours été marquée par une forte idéologisation du conflit politique. Et pourtant, c'est lorsque cet ennemi devient la figure d'un possible « compromis historique » que la violence éclate. Cela montre bien que le langage radical, loin d'exacerber le conflit politique, a joué aussi le rôle de repoussoir de la violence. Tant que l'ennemi était désigné, bafoué, ridiculisé, dénoncé dans la presse communiste, il n'y a pas eu de passage à la violence. Lorsque le Pci engage une réflexion démocratique commune avec cet « ennemi », lorsqu'il cherche par le langage un « compromis », qui n'aura pas lieu dans les faits, les groupes militants se réclamant du « vrai » communisme réagissent de deux manières différentes, voire opposées : en récupérant la tradition d'un langage radical (c'est le cas de « Democrazia Proletaria »), ou en passant à une nouvelle phase de la violence armée.

V. Langue et histoire

Notre étude a pour but de réfléchir à une histoire langagière des concepts, qui prenne en compte à la fois les échanges entre langue et société et les écarts entre des usages actuels et des usages passés d'un même concept, afin de pouvoir rendre compte des possibles maniements actuels d'un phénomène langagier du passé. En effet, les travaux de l'historien

---

patrons, ou Br-fascistes, on passe à l'opposition Br-Etat, puis, dans la phase finale, Br-Sim (« Stato imperialista delle multinazionali ») qui est un concept fourre-tout qui englobe à peu près toutes les réalités du système capitaliste.

Reinhart Koselleck (1923-2006)[18] ont montré que l'histoire sociale et l'histoire des concepts sont étroitement liées : l'une renvoie à l'autre sans pourtant se recouper complètement[19].

En effet, les rapports sociaux, les conflits et leurs résolutions ne coïncident jamais exactement avec les manifestations langagières par lesquelles les sociétés agissent, se saisissent et s'interprètent elles-mêmes. Pourtant il existe un rapport direct entre les phénomènes langagiers et les faits historiques : « La saisie langagière ne rejoint jamais ce qui arrive ou a effectivement eu lieu, et rien n'arrive qui ne soit déjà transformé par son traitement langagier »[20]. On peut donc explorer les présupposés idéologiques et conceptuels d'une époque à travers l'étude des faits langagiers.

Les phénomènes linguistiques utilisés à une époque donnée permettent de saisir les phénomènes conceptuels et culturels qui ont permis le passage à l'action. En effet, les formations sociales cherchent à relever des défis qui leur sont lancés à travers les concepts : « Aucune activité sociale, aucune lutte politique, aucun accord économique ne sont possibles sans un discours et une réponse »[21]. Il s'agit donc de se placer dans le contexte de ce discours : dans le questionnement de la société civile et dans la réponse des institutions. Il s'agit de se demander si ce dialogue a effectivement eu lieu et dans quelle mesure l'absence de réponse de la part des institutions a permis une radicalisation des discours[22].

Ainsi, s'il existe une relation directe entre actes de paroles et actions, pourtant, il ne faut pas les confondre : il y a toujours un écart entre l'histoire et ses possibilités langagières dans la mesure où « aucun acte de parole n'est l'acte même qu'il contribue à préparer, à déclencher et à accomplir »[23]. En effet, il arrive que la réalité ait changé bien avant que son évolution ne soit conceptualisée, et il arrive aussi que des concepts aient été formés qui ont ouvert la voie à de nouvelles réalités[24].

Il s'agit donc pour nous d'analyser le rapport entre l'histoire des concepts et l'histoire sociale. En ce qui concerne notre période, nous sommes partis de l'hypothèse qu'une

---

[18] R. Koselleck, *L'expérience de l'histoire*, Seuil, Gallimard, Paris 1997; et R. Koselleck, *Le Futur passé, Contribution à la sémantique des temps historiques*, Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris, 1990.

[19] « Une histoire ne s'accomplit pas sans paroles, mais elle ne se confond jamais avec elles, elle n'y est pas réductible ». R. Koselleck, *L'expérience de l'histoire*, Seuil, Gallimard, Paris 1997, p.106.

[20] R. Koselleck, *Ibid.*, p.104-105.

[21] *Ibid.*, p.105.

[22] C'est notre hypothèse de départ.

[23] *Ibid.*, p.106.

[24] *Ibid.*, p.117.

« langue de la contestation » a bien existé, qui a fondé une unité de vues et d'identité entre ceux qui partageaient l'idée d'une contestation radicale du pouvoir et de l'Etat. C'est cette langue commune qui a soudé les groupes autour d'objectifs communs et d'une vision du monde partagée : « En l'absence de concepts communs, il n'existe pas de société ni surtout d'unité d'action politique »[25].

Ce qui nous intéresse, dans cette démarche historique, est le questionnement sur l'usage des mots : qui en fait usage et pourquoi ? dans quel intérêt ? quand ces mots apparaissent-ils pour la première fois ? leur sens évolue-t-il ? leurs énonciateurs changent-ils ? Dans ces changements de perspectives, peuvent apparaître des glissements et des ruptures, qui se font jour entre d'anciennes significations et de nouveaux contenus d'un même mot, entre l'usage qu'en fait un groupe donné ou la reprise par son adversaire.

En effet, c'est par des concepts qu'un groupe se reconnaîtra et se définira. Un concept, dans cette acception, non seulement désigne ces unités d'action mais il les forme et les crée. Ainsi, l'histoire des concepts ne se cantonne pas seulement à l'analyse de faits langagiers, l'usage de tel ou tel concept est aussi un facteur qui détermine la formation de groupes politiques ou sociaux et leur histoire[26].

> « Par l'analyse des concepts passés, qui dans leur énoncé peuvent bien être encore des nôtres, le lecteur peut se faire une idée des espoirs et des vœux, des angoisses et des souffrances qui furent ceux des contemporains d'alors. Plus encore, il saisira toute l'étendue et la limite de la force d'expression des témoignages linguistiques du passé. Il pourra évaluer le champ de l'expérience et de l'attente dans le passé, dans la mesure où celui-ci aura pu être saisi sur le mode conceptuel à l'aide de l'instrument linguistique alors existant, et articulé effectivement dans la langue des sources »[27].

L'historien anglais Q. Skinner propose, en reprenant les thèses de Koselleck, une lecture interprétative des textes qui prennent en compte les contextes intellectuels et sociaux

---

[25] R. Koselleck, *Le Futur passé, Contribution à la sémantique des temps historiques*, Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris, 1990, p.100.

[26] *Ibid.*, p.192.

[27] *Ibid.*, p.264.

de leur production[28]. Plusieurs critères seront alors pris en compte. Tout d'abord, l'attention au contexte d'énonciation et à l'intention des auteurs des faits langagiers, afin d'éclaircir ce que les auteurs, en écrivant ces textes, étaient aussi en train de *faire*[29]. Il s'agit de passer d'une compréhension de ce qui a été dit dans le texte à ce que les auteurs *voulaient* dire : il faut donc aussi comprendre quelles on été les intentions de l'auteur quand il écrivait, ce qui présuppose de saisir le temps où il écrivait et le public auquel il pensait s'adresser, afin de montrer ce qu'il a voulu communiquer en utilisant certaines expressions[30].

D'après ces analyses, il apparaît essentiel de reporter les mots du texte non pas à ce qu'ils signifient pour nous mais à ce qu'ils signifiaient pour l'auteur (qui peut être un auteur collectif, un groupe ou une institution) : se replacer dans le contexte d'énonciation permet ainsi de sortir des grilles d'interprétation actuelles des phénomènes langagiers, en contournant le risque d'y plaquer notre vision. L'étude du contexte social dans lequel un texte a été conçu permet de reconstituer un cadre de référence qui révèle, dans une *telle* société, quels sens, reconnus conventionnellement, un auteur a voulu communiquer ou contester. L'étude du contexte linguistique est aussi un moyen pour décodifier les intentions de l'auteur. Les termes utilisés pour exprimer nos concepts ont donc une histoire, et leur transformation renvoie à un changement plus profond de la vie sociale[31].

En effet, tout acte de communication constitue une réponse à un débat préexistant : il il est donc toujours propre à une situation donnée[32]. Replacer un acte de parole dans son contexte permet donc de rechercher la question à laquelle l'acte de communication essaie de répondre :

---

[28] Q. Skinner, *Dell'interpretazione*, Il Mulino, Bologna, 2001, p.7. « Koselleck ed io siamo entrambi convinti che bisogna trattare i nostri concetti normativi non tanto come affermazioni sul mondo, quanto come strumenti e armi di discussione ». *Ibid*., p. 179.

[29] « [...] per comprendere un'opera bisogna occuparsi anche di ciò che l'autore stava *facendo*, e non solo di ciò che egli diceva, nel caso si vogliano comprendere i loro testi » p.48.

[30] *Ibid*., p. 45-54.

[31] « […] le trasformazioni nei lessici sono poco più che indizi o riflessi di trasformazioni più profonde nella vita sociale. Ciò significa che, se una storia di questi mutamenti concettuali vuole avere un valore esplicativo, le spiegazioni devono essere date al livello della vita sociale stessa ». *Ibid*., p. 182-183.

[32] *Ibid*., p.55.

« La mia tesi, in sintesi, è che dovremmo cominciare chiarendo il significato, e quindi l'argomento, degli enunciati che ci interessano, e poi rivolgerci al contesto del loro apparire per determinare esattamente il modo in cui essi si legano o si rapportano ad altri enunciati sullo stesso argomento. Se riusciamo ad identificare questo contesto con sufficiente accuratezza, possiamo sperare di capire cosa il parlante o lo scrittore stesse facendo nel dire quelle cose » [33].

Il s'agit aussi de prendre en compte l'évolution temporelle des concepts, car les concepts sont toujours liés à une époque historique : on peut assister à des glissements de sens, à des déplacements conceptuels d'un seul mot qui ont des conséquences sur tout le système langagier : « quando cambia il significato di una parola, si modifica anche il suo rapporto con l'intero lessico »[34]. Il s'agit donc de porter attention aux conventions générales du discours et à l'évolution du sens de certains mots par rapport à ces conventions (par exemple, le concept de « guerre »).

Les changements linguistiques opérés dans les discours reflètent une tentative souterraine de modifier les perceptions sociales ou les croyances en vigueur, et à leur tour ces modifications se reflètent dans le langage. L'étude de ces changements permet de déterminer l'apparition, à l'intérieur d'une société donnée, de nouvelles formes de comportements sociaux qui se reflètent dans le développement de termes correspondants par lesquels ces nouveaux comportements sont décrits et jugés :

« Non solo il nostro ambiente sociale e morale è determinato dal modo in cui scegliamo di applicare i nostri lessici normativi ereditati, ma uno dei modi in cui ci riappropriamo e cambiamo il mondo consiste proprio nel cambiare i modi in cui questi lessici vengono applicati. Di conseguenza, bisogna tracciare una genealogia di tutti i concetti valutativi, e tracciando le loro mutevoli applicazioni dovremmo essere in grado di cogliere uno dei motori del mutamento sociale, e non soltanto uno dei suoi riflessi »[35].

---

[33] *Ibid.*, p.140.

[34] *Ibid*., p. 163.

[35] *Ibid*., p.180-181.

Quand ces positions deviennent des positions partagées par un groupe social ou par une société tout entière, on assiste à un changement de son attitude par rapport aux valeurs et aux pratiques fondamentales, et à un changement de son lexique normatif. Une action qui avant était considérée comme mauvaise peut à présent être considérée comme bonne et vice versa, et cela à travers le glissement du sens d'un même terme. Convaincre le public que, malgré les apparences, le terme peut être utilisé correctement, en vertu de son sens ordinaire, dans telle situation particulière, peut induire le public à voir un même comportement dans une nouvelle lumière morale :

> « Quanto più riusciamo a persuadere le persone che un certo termine valutativo si applica in circostanze alle quali non avrebbero mai pensato di applicarlo, tanto più diffusamente e profondamente li persuadiamo ad impiegare quel particolare termine per giudicare la vita politica e sociale »[36].

VI. La philologie politique

La démarche scientifique qui guide notre étude a été définie par les expressions « philologie politique »[37] ou « sémantique historique et politique »[38]. La « philologie politique » consiste en une approche des textes qui entend prendre en compte la « qualité des temps », c'est-à-dire, en termes modernes, la conjoncture[39]. L'approche de la « philologie politique » tend à mettre en évidence le sens politique des usages langagiers et lexicaux dans une conjoncture donnée. Elle comprend donc une historicisation précise des textes et des enjeux de leur écriture : il s'agit de s'arrêter sur le temps des acteurs en prenant en compte leurs attentes et leurs espoirs afin de mieux comprendre leurs mots. Il s'agit, en un mot, d'entrer dans le contexte des usages langagiers. Notre démarche, en se situant dans le temps

---

[36] *Ibid*., p.190-191.

[37] Jean-Claude Zancarini, « Une philologie politique. Les temps et les enjeux des mots», *Laboratoire Italien*, n°7, Ens éditions, Lyon, 2007.

[38] R. Koselleck, *Le Futur passé, Contribution à la sémantique des temps historiques*, Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris, 1990, p.194.

[39] N. Machiavel, *Discours* , livre III, chapitre 8 : « Gli uomini nell'operare debbono considerare la qualità de' tempi e procedere secondo quegli».

des acteurs, veut avoir une approche des temps historiques à travers l' analyse de leurs objectifs, des rapports de force dans lesquels ils sont pris, des enjeux des actions qu'ils mènent ou des mots qu'ils utilisent.

Nous employons le mot « philologie» parce que nous partons d'une lecture d'un corpus de textes choisis qui vise à éclaircir le temps de l'époque en établissant des liens entre les textes, les traditions de référence, les groupes ou les organisations politiques qui les ont produits et qui essaie de mettre en évidence les liens, les échos, la circulation et les écarts à l'intérieur d'un groupe ou d'un ensemble de groupes politiques, à un moment donné ou d'un moment à l'autre ; « politique», car il s'agit d'une étude de textes qui ont pris part au débat politique en participant aux bouleversements de la période, et qui sont liés à une conjoncture politique précise.

L'étude philologique permet ainsi de s'interrroger sur l'union et le dialogue entre les différents textes et sur leurs influences réciproques. Deux facteurs essentiels seront pris en compte: l'intertextualité, dans le dialogue entre les textes et dans le rapport aux traditions politiques précédentes ; et les éléments de nouveauté et d'innovation par rapport aux « discours de la contestation » qui ont précédé l'histoire de ces mouvements politiques.

À côté d'une interrogation critique sur le sens des termes, une critique par le contexte permet d'interroger l'évolution et la transformation même du sens des mots et de leur valeur. L'approche contextuelle des mots et de leur usage permet de donner une lecture originale de l'époque, qui se veut un instrument d'analyse politique d'une période donnée. On pourra, dès lors, mieux comprendre la construction de ce que nous avons nommé une « langue de la politique » qui tentait d'exprimer les changements et les nouveautés vécues par les acteurs de l'époque. Une langue nouvelle de la politique qui, comme cela a pu être dit à propos des Florentins de l'époque des guerres d'Italie, « s'ancrait dans une situation politique, dans une « qualité des temps » exceptionnelle, et [qui] circulait parmi tous ceux qui (...) s'occupait des *cose dello stato* »[40].

[40] J-C. Zancarini, *op.cit., ibid.*

Nous tenterons de répondre à plusieurs questions : pourquoi tel mot ou telle expression sont-ils entrés dans le langage courant ? Pourquoi tel groupe at-il adopté telle devise ou tel mot d'ordre ? Dans quel contexte politique précis ces mots nouveaux ont-ils fait leur apparition ? Y a-t-il eu une redéfinition de termes anciens et des glissements de sens de certains mots du langage politique traditionnel ?

Travailler sur la langue des textes produits par les milieux de la contestation radicale en Italie au cours des « années de la révolte »[41], pour élucider le sens précis des mots et des expressions utilisés peut conduire à rendre plus clairs certains aspects de la période, en recherchant dans les usages des mots ses principaux axes chronologiques, ses ruptures, ses tournants. Les décisions prises par les acteurs et les mots qu'ils emploient découlent d'une analyse implicite de la « qualité des temps », on ne peut donc dissocier le mode d'action ou de parole du contexte qui l'appelle. De plus, l'approche critique des textes et la réflexion sur le sens des mots utilisés dans le langage ont une valeur éminemment politique. Elle permet également de comprendre quels liens unissent nos auteurs entre eux et comment ils se lisent et se citent parfois, construisant ainsi une « langue de la politique » liée aux temps qu'ils vivent et veulent comprendre. Une « langue » qui a été a le produit de ce temps et qui en même temps a permis de le modifier.

Il s'agira aussi de s'interroger sur la nature des textes qui constituent notre corpus : textes à usage interne ou externe à une organisation, articles de presse, tracts, brochures, revues, communiqués de revendication d'une action. Tous ces textes possèdent des buts (convaincre, justifier, relater un simple événement), des destinataires et des phénomènes linguistiques (langage oral, parlé, langue bureaucratique, scientifique, théorique, économique) différents. Il faudra replacer ces textes dans une chronologie précise et les rattacher à leur provenance politique (groupe, organisation, parti politique), en les mettant en relation avec leurs moyens de diffusion et de production (tract, affiche, article, communiqué).

La question de la tradition à laquelle ces textes font référence est tout aussi importante puisqu'il n'y a pas de nouveautés sans un héritage acquis et nous interrogerons la manière dont les différentes traditions antérieures du discours radical sont réutilisées voire réinterprétés dans les écrits de l'époque. Nous interrogerons les enjeux de renvois entre les textes afin de reconstruire l'origine et les nouvelles significations des termes employés. En

[41] P. Girard, L. Scotto d'Ardino, J.-C. Zancarini, « Littérature et « temps des révoltes » », dans M. Lazar et M.-A. Matard-Bonucci, (dir.), *L'Italie des années de plomb.* Le terrorisme entre histoire et mémoire, Autrement, Paris 2010.

quoi les usages des mots de cette « langue politique » diffèrent-ils des usages antérieurs de ces mêmes termes, en quoi les reprennent-ils ou les modifient-ils par rapport à la tradition politique précédente ?

En 1985, Adriano Sofri revient sur la question du langage utilisé dans les années 1970 par sa génération en proposant une lecture qu'il nous faudra interroger :

> « Quale fu la tragedia? Che le parole che avevamo ereditato [dalla sinistra] non furono mai messe in questione, ma solo accompagnate da altre parole. Noi non mettemmo in questioni i sostantivi che avevamo ereditato; aggiungemmo semplicemento loro […] un'incredibile quantità di aggettivi »[42].

Le prolongement de cette recherche visera donc à interroger le « passé » des textes, leur substrat politique et idéologique. Sofri semble insister sur le poids de la tradition par rapport aux tentatives de rénovation. Cependant, s'il est vrai que ce langage se greffait sur un important substrat culturel propre aux traditions de la gauche, nous pouvons nous demander si la réactivation d'un lexique politique dormant (et l'innovation langagière qui l'a enrichi) peut constituer déjà une forme de rénovation culturelle et politique. Il s'agit donc de se demander pourquoi, à un certain moment précis de l'histoire, une tradition politique préexistante est réactivée. Si, d'après le jugement de Sofri, il n'y a pas eu, à proprement parler, de réelle innovation linguistique, la redéfinition de certains mots puisés dans des traditions politiques passées ne constitue-t-elle pas un acte nouveau ? Est-ce que la réactivation de cette langue par l'attention portée au contexte ne permet-elle pas de rendre cette langue actuelle ? S'il n' y a pas eu d'invention de mots nouveaux, le fait de les réinvestir de significations nouvelles en les adaptant au contexte n'a-t-il pas engendré tout de même un fait nouveau? Réactiver un langage n'est-ce pas déjà le réinventer ?

L'analyse des discours prendra donc appui sur l'étude de certains mots ou de certaines expressions qui ont servi de clé de compréhension de la période : nous tenterons d'engager une réflexion sur la validité de ces mots, ou, plus précisément sur les raisons qui ont conduit à leur utilisation à tel moment du contexte historique. Enfin, nous étudierons si la perpétuation ou la modification de ce lexique brouille la compréhension historique de l'époque. Cette historicisation des mots politiques nous semble nécessaire pour déceler les

---

[42] A. Sofri, « Intervento », a cura di "Democrazia Proletaria", dans *1968/76: Le vere ragioni*., Mazzotta, Milan, 1985; cité dans S. Tarrow, *Democrazia e disordine*, Laterza, Roma-Bari 1996, p.150.

intérêts et les enjeux de certains discours tenus sur les années 1970. Il s'agit donc, par une approche mêlant historicisation et analyse contextuelle des discours, d'éclaircir les enjeux et les intérêts qui ont prévalu dans l'œuvre de mise en mémoire de l'époque considérée.

Il s'agit, pour les acteurs de l'époque, de réinventer une langue afin de mieux comprendre leurs temps. On ne peut donc analyser ces mouvements sans tenir compte de leurs mots, et l'on ne peut parler d'eux qu'à condition de rentrer dans leur langue, d'utiliser la même langue qu'eux. Il s'agit donc d'étudier les textes afin de donner leur juste sens aux mots et leur véritable valeur aux opinions. Le problème n'est pas de parvenir à des conclusions en tranchant les débats historiques et politiques autour de la question, mais de « trouver une langue pour parler de l'histoire »[43].

[43] L. Baggioni, La "Forteresse de la raison". Lectures de l'humanisme politique florentin d'après l'*Epistolario* de Coluccio Salutati (1331-1406). Thèse soutenue le 1er décembre 2011, sous la direction de J.-C. Zancarini.

Chapitre 1

L'origine des discours de la violence en Italie Analyse et reconstruction des traditions langagières des années 1970

Afin d'interroger notre hypothèse de départ, à savoir l'idée d'une « langue de la contestation » qui se serait développée en Italie au cours des années 1970, il nous faut remonter à l'origine d'une telle « langue » en suivant une démarche de « philologie politique », c'est-à-dire en reconstituant les éléments qui rattachent cette « langue » au contexte historique mais aussi aux traditions politiques précédentes. Ce premier moment tentera donc de reconstruire les traditions langagières qui ont précédé les discours de la contestation des années 1970 en Italie, dans le but de rechercher des éléments qui puissent expliquer certains choix idéologiques et linguistiques postérieurs.

Ainsi, nous tenterons tout d'abord de remonter à l'origine des discours politiques en Italie depuis la Résistance et l'avènement de la République (1943-1946). Nous voulons vérifier l'hypothèse d'une rupture majeure qui serait constituée par ce moment fondateur de la vie politique italienne et qui pourrait fournir des clés de compréhension de certaines caractéristiques des discours politiques de l'Italie de l'après-guerre. Nous pensons pouvoir ainsi identifier quelles sont les traditions politiques à l'origine de la langue utilisée par l'extrême gauche italienne dans les années 1970, et comprendre d'où viennent en partie la grammaire de cette langue et sa syntaxe. Nous interrogerons l'hypothèse que la Résistance – qui reprend à son tour certains aspects de la rhétorique du Risorgimento[44] – constitue un

[44] Il existe une filiation idéologique et linguistique entre le Risorgimento et la Résistance dans la reprise, par exemple, de la tradition unitaire dans les appellations des "Brigate Garibaldi" ou du "Partito d'azione". La Résistance est appelée très vite « secondo Risorgimento » : en 1946 on inaugure une exposition à Milan dédiée à la Résistance et au Risorgimento intitulée « Mostra del 1° e 2° Risorgimento ». Ce lien était appuyé surtout par les socialistes et les communistes. G. Santomassimo, "La memoria pubblica dell'anitifascismo", dans F. Lussana et G. Marramao, (a cura di) *L'Italia repubblicana nella crisi degli anni Settanta. Culture, nuovi soggetti, identità*, Vol. 2, Rubbettino, 2003, p.141.

moment clé fondateur et incontournable pour reconstruire philologiquement la tradition des discours radicaux en Italie.

Nous tenterons ensuite d'analyser les conflits idéologiques et politiques des années 1950-1960 en Italie, en soulignant en particulier l'apport du Parti Communiste Italien à la formation d'une langue révolutionnaire en Italie dans le contexte de la guerre froide, ainsi que le renouvellement de la tradition marxiste opéré dans les années 1960 par le mouvement opéraïste.

L'étude de ces différentes traditions peut nous permettre de dégager certains enjeux des discours politiques postérieurs. Ainsi, avant de commencer l'analyse proprement dite de la langue et des discours de la contestation des années 1970, nous tenterons de fournir certains éléments de compréhension des traditions et du contexte historique qui ont précédé et qui ont participé à la production de ces mêmes discours.

I. L'Après-Guerre et la Résistance (1943-1950)

1) La référence à la Résistance dans la langue des années 1970

La deuxième guerre mondiale et la Résistance constituent le premier moment charnière de cette histoire de longue durée du discours radical en Italie. La référence à la Résistance est présente dans presque tous les groupes armés qui naissent à l'aube des années 1970 : du groupe gênois XXII Ottobre, aux Gap de Feltrinelli, jusqu'aux premières Brigades rouges[45]. La référence à la Résistance est même l'un des aspects principaux de notre question, dans la mesure où ces groupes légitiment leur fondation dans une ligne de continuité avec les groupes de résistants qui se forment en Italie à partir de 1943, s'en inspirant à la fois dans leurs discours et dans leurs pratiques (notamment dans le cas des Gap de l'éditeur Feltrinelli). Cela a donné lieu à une interprétation fréquente de notre période qui consiste à relier les mouvements des années 1970 au mythe de la « Résistance trahie », ou du moins, de la « Résistance inachevée »[46]. Ainsi, l'apport de la tradition et de la littérature de la

[45] Nous expliquerons les ressemblances et les spécificités de ces groupes, ansi que leur rapport à la Résistance, dans le chapitre 3.

[46] « "La Resistenza incompiuta" si intitolava un articolo di Norberto Bobbio del 1966, in cui il filosofo torinese scriveva che se proprio si voleva trovare una « caratterizzazione sintetica, comprensiva, del

Résistance à l'histoire des conflits politiques et sociaux en Italie constitue un premier élément de compréhension de la langue utilisée dans les années 1970. Peut-on affirmer que les discours de la contestation qui voient le jour dans les années 1970 reprennent l'œuvre de remise en question générale de l'Etat et de la société entamée par les résistants ? Les années 1970 sont-elles le prolongement ou la dernière tentative d'achever la Résistance ?

La ressemblance entre les mots de la Résistance et les mots des années 1970 sont décrits admirablement dans un roman de Calvino**,** *Le Sentier des nids d'araignée,* roman qui paraît pour la première fois en 1947. Italo Calvino, dans son roman sur la Résistance, nous offre une source historique de taille, bien qu'appartenant au genre littéraire. Ainsi, lorsque le jeune Pin, le personnage principal du roman découvre la Résistance, c'est au moyen de la découverte des « mots » qui la caractérisent qu'il prend conscience de la portée de ce phénomène. Nous nous apercevons alors que les mots de la Résistance sont étrangement semblables aux mots utilisés dans les années 1970. Lorsque le jeune Pin rencontre dans une prison fasciste le héros de la Résistance « Lupo Rosso », ce dernier lui expose son appartenance au mystérieux « sim », après lui avoir demandé s'il faisait partie des « gap » :

> « Un'altra parola misteriosa : *sim* ! *gap* ! Chissà quante parole così ci saranno : a Pin piacerebbe saperle tutte »[47].
>
> « *Sten*: ecco un'altra parola misteriosa. *Sten, gap, sim,* come si fa a ricordarsele tutte? Ma quest'osservazione ha riempito di gioia Pin; adesso potrà darsi delle arie anche lui. (…) Pin s'entusiasma: pi-trentotto, che bel nome, pi-trentotto! »[48].

---

significato storico della Resistenza e del rapporto tra Resistenza e il tempo presente, non parliamo di Resistenza esaurita (e neppure tradita o fallita), ma di Resistenza incompiuta. Purché s'intenda l'incompiutezza propria di un ideale che non si realizza mai interamente, ma ciononostante continua ad alimentare speranze e a suscitare ansie ed energie di rinnovamento ». Il tema della Resistenza incompiuta veniva ripreso da Giorgio Bocca nella sua *Storia dell'Italia partigiana (Settembre 1943-Maggio 1945)*, che intitolava così l'ultimo capitolo del libro». Cfr. N. Bobbio, *Resistenza incompiuta*, « Resistenza », XX, fasc. 3, marzo 1966; et Cfr. G. Bocca, *Storia dell'Italia partigiana (Settembre 1943-Maggio 1945)*, Bari, Laterza, 1946. Leonardo Casalino, « Politica e cultura nell'Italia repubblicana : memoria e interpretazioni della Resistenza nella galassia azionista », *Laboratoire italien* [En ligne], 3 | 2002, mis en ligne le 07 juillet 2011, consulté le 31 octobre 2011. URL : http://laboratoireitalien.revues.org/367.

[47] I. Calvino, *Il sentiero dei nidi di ragno*, Einaudi, Turin, 2002, p.65.

[48] *Ibid*., p.78.

« Sim », « Gap », « Sten », « Pi-trentotto », bien qu'avec des significations très différentes, ces « parole misteriose » sont les mêmes qui scanderont la vie politique des années 1970. Le « Sim » était alors le « Servizio Informazioni Militari », qui rappelle, dans un tout autre sens le « Sim », «Stato imperialista delle multinazionali», théorisé par les Br à partir de la résolution de la Direction stratégique de 1975; les « Gap » désignent les « Gruppi d'azione patriottica», formations de résistants liées au Pci, sigle repris par les «Gap», «Gruppi d'azione partigiana», de Feltrinelli; le «Sten » et la « Pi-trentotto » sont les armes utilisées par les groupes armés des années 1970, au point que cette dernière devient dans les slogans des années 1970, la «compagna P38». De même, le roman nous livre un imaginaire de l' « ennemi » tout aussi puissant : « avere dei nemici, un senso nuovo e sconosciuto per Pin »[49], que l'on retrouvera dans les discours des jeunes des années 1970.

Si nous revenons à des sources plus proprement « historiques », en rapprochant certains textes de la Résistance à des textes des années 1970, il est possible de reconstruire certaines démarches langagières qui ont eu cours dans la période qui nous occupe. Il est pour nous essentiel cependant de souligner la distance historique entre ces deux moments : alors que les résistants étaient réellement en guerre, les Br dénonçaient un état de guerre larvé. Cependant, dans la perception des Br, leur lutte était l'héritière directe de la tradition de la Résistance.

Dans l'étude de Claudio Pavone, *Una guerra civile*, on peut trouver des citations aptes à élucider notre question[50]. L'ouvrage de Pavone montre que pendant la Résistance, des mots comme « lutte armée » et « terrorisme » étaient utilisés par les partisans, voire même par les organisations politiques entrées en clandestinité. L'ouvrage de Pavone tient à démontrer que la notion de « guerre civile » était le référent principal des groupes résistants, dans la mesure où cette notion était utilisée par tous les groupes sans distinction idéologique pour caractériser le conflit en cours. Seuls les communistes tentent de réglementer le recours à cette expression, puisque tout en l'utilisant, ils essaient de poser l'accent sur le caractère unitaire et national de la lutte de libération[51].

---

[49] *Ibid*., p.103.

[50] Claudio Pavone, *Una guerra civile*, Bollati e Boringhieri, Milan, 1995 (1ère édition 1991). Je me réfère notamment au Chapitre 7 "La violenza", 5. "La guerriglia urbana e i Gap". Il est important de souligner le point de vue particulier de l'auteur, qui s'attache à démontrer la validité de la notion de « guerre civile » pour décrire la Résistance italienne.

[51] C. Pavone, *Ibid*., p. 251-252.

Ainsi, dans les documents de la Résistance italienne, on trouve de nombreuses références à des mots comme « lutte armée », « guerre civile », « lutte civile », « lutte patriotique », « contre-représailles », « guerre patriotique », « procès populaire », « insurrection », « justice populaire », « massacres nazi-fascistes » (le mot utilisé en italien est *strage*). Cependant, ces mots ne possédaient pas les implications qu'elles acquièrent dans l'après-guerre et plus particulièrement dans les années 1960, après la naissance du phénomène du terrorisme palestinien. Comme l'affirme l'historien, «le parole "terrore" e "terrorismo" si trovano usate promiscuamente nelle fonti resistenziali, senza inibizioni e senza gli echi oggi suscitati dalle vicende italiane e internazionali degli ultimi due decenni»[52].

Ainsi, si l'on compare des textes de la lutte armée des années 1970 – nous avons choisi des textes des premières Br – et des mots de la Résistance on peut remarquer des ressemblances. Nous allons donc procéder à une comparaison entre les mots de la Résistance et ceux des années 1970, en apportant quelques exemples précis. Notre démarche consiste à rapprocher des extraits de documents officiels produits par la Résistance italienne avec des passages de textes produits par le principal groupe armé des années 1970, les Brigades rouges, dans la première phase de leur histoire.

« Alla prepotenza del nazismo che pretende di ridurre in servitù con la violenza e il terrore dobbiamo rispondere con la violenza e il terrore ».

Appel de septembre 1943 du Pci entré en clandestinité au peuple italien[53].

« Alla guerra rispondiamo con la guerra/Alla guerra su tutti i fronti con la guerra su tutti i fronti/Alla repressione armata con la guerriglia ».

Tract des Brigades rouges, 3 mars 1972[54].

« Non siano solo spie, agenti provocatori e traditori il nostro obiettivo nel campo della lotta civile anche se sono il primo bersaglio. Miriamo ai tiranelli locali, alle carogne che terrorizzano le popolazioni, alle gerarchie politiche e militari in generale (…). Curiamo

---

[52] *Ibid*., p. 493.

[53] C. Pavone, *op.cit.*, p. 493.

[54] Brigades rouges, communiqué de renvendication de l'enlèvement Machiarini, 3 mars 1972, dans L. Ruggiero (dir.), *Dossier Brigate Rosse (1969-1975)*, Vol.1, Kaos Edizioni, Milan, 2007, p.152. Les Br entreront en clandestinité à peine deux mois plus tard, le 2 mai 1972.

sedi e istituzioni del partito fascista. Attacchiamo dovunque ci sia possibile reparti, distaccamenti e caserme della milizia ».

"Directives pour la lutte armée", diffusées à Milan par le Commandement militaire pour la Haute Italie en février 1944[55].

« (…) in mezzo a noi, nelle officine, nei reparti (..) lavora sotterraneo da molti mesi un esercito di carogne (..) chi non conosce gli spioni che (…) segnano i nomi delle avanguardie di lotta? E i guardioni che filmano i cortei (..)? Chi non nutre istintivamente un odio per i briganti fascisti del Msi e della Cisnal sempre pronti a provocare (..)? (..) E i nostri capi e "capetti" che (…) avallano l'insieme di queste sporche macchinazioni sono forse da meno? Questi sabotatori e liquidatori dell'unità operaia devono essere senza tante esitazioni duramente colpiti, battuti e dispersi ».

"Schiacciamo i fascisti a Mirafiori e Rivalta", Tract Br, 26 novembre 1972[56].

«Se i nazifascisti bruciano le case dei contadini, noi dovremo bruciare le case dei capi fascisti, se uccidono per rappresaglia dei pacifici abitanti (...) dovremo passare alle controrappresaglie sui fascisti, tedeschi e anche le loro famiglie. Al terrore nazifascista bisogna contrapporre il terrore patriottico».

"Lettre des camarades" au commissaire politique de la 5ème zone du Cuneese des Brigades Garibaldi[57].

« ad ogni azione repressiva che il padrone tenterà di mettere in atto nei confronti dei lavoratori a seguito della lotta che stiamo conducendo, sarà risposto secondo il principio "per un occhio due occhi, per un dente tutta la faccia" ».

Tract Br, 18 novembre 1970, après le licenciement du « camarade » Della Torre à la Pirelli[58].

Malgré la distance historique, nous retrouvons dans ces extraits les mêmes expressions, les mêmes mots, les mêmes métaphores et surtout les mêmes constructions syntaxiques, fondées pour l'essentiel sur des rythmes binaires qui restituent une forte

---

[55] C. Pavone, *op.cit.*, p. 252-253.

[56] *Dossier Br, op.cit.*, p. 194.

[57] C. Pavone, *op.cit.*, p. 491.

[58] *Dossier Br, op.cit.*, p. 83.

opposition idéologique. Il est clair que les Br reprennent une rhétorique de l'engagement radical qui avait été celle de la Résistance en modifiant la figure de l'ennemi, qui passe de l'ennemi nazi-fasciste au patron et au fasciste des années 1970. Ainsi, on peut parler d'une rhétorique de l' « antifascisme militant » qui naît sous l'Occupation et qui se répercute dans les décennies à venir. En effet, l'expression d' « antifascisme militant » faisait déjà partie des mots de la Résistance[59].

La figure de l'ennemi est décrite à partir des mêmes référents linguistiques et s'apparente au thème de la « trahison » : « spie, spioni, carogne, provocatori » ; des mêmes procédés ironiques : « capetti », « tirannelli » ; et suscite les mêmes actions : « attaccare » et « colpire » sont les verbes qui reviennent le plus souvent. La même idéologie est mise à l'œuvre dans les deux sources, que l'on pourrait définir comme une loi du talion décuplée : pour toute action répressive de l'ennemi il faudra répondre par une action de taille, à la guerre comme à la guerre.. Surtout, c'est la logique de l'attaque et de la défense qui structure la logique des textes : les attaques de l'ennemi sont mises en avant pour ensuite décrire la réponse des forces qui résistent. Il est pourtant une distinction de taille : le mot « terreur », très utilisé dans les sources résistancielles est banni de la rhétorique Br : en effet, le terme a déjà acquis la signification moderne décrite par Pavone, et ne peut donc constituer un référent linguistique qui puisse légitimer leur action[60].

Ainsi, la référence à la Résistance est presque omniprésente dans le discours des Br : elle assure à la fois une légitimation de l'organisation tout en renforçant ses mots d'ordre par le poids du passé. L'antifascisme militant, et sa rhétorique, permettent de toucher un public plus vaste en réinvestissant les luttes présentes des significations du passé. Ainsi, avant même la naissance des Br, le « Collettivo Politico Metropolitano », l'embryon de ce qui allait devenir le premier noyau du groupe, parle d'une « redécouverte » des méthodes violentes et illégales de la lutte, et non pas d'une refondation ou d'une création ex-nihilo[61]. Le recours au « sabotage » est légitimé comme étant un instrument traditionnel des luttes ouvrières du début du siècle et des actions des résistants. De même, les slogans des Br sont

---

[59] C. Pavone, *op.cit.*, p. 494-495.

[60] Le terme de terrorisme sera même l'objet d'un débat dans les premiers écrits des Br, dans la mesure où ils taxeront de "terrorisme" les actions répressives des forces de l'ordre et des patrons. Ainsi, les Br utilisent le terme de terrorisme dans un sens très péjoratif, refusant de revendiquer ce terme pour leurs actions et lui préférant celui de "guérilla" ou de "guerre civile". Cf. chapitre 3.

[61] Document du « Collettivo politico metropolitano », premier noyau des Br, rédigé en novembre-décembre 1969 et diffusé à Milan sous forme d'opuscule. *Dossier Br, op.cit.*, p. 24.

construits pour la plupart sur une structure binaire qui encense la « résistance » au nom de la « guerre au fascisme »: « Contro i fascisti assassini di Almirante (…) I proletari costruiranno la resistenza armata! »[62]. Les Br, d'après leurs mots, s'inscrivent dans « quelle organizzazioni che hanno scelto la via dell'*azione diretta*, della *azione partigiana*, e della *propaganda armata* »[63] : la référence à la Résistance permet ici de légitimer la conception de la lutte armée des Br, la « propagande armée ».

Il est utile de revenir aussi sur la notion de « terrorisme », qui sera l'un des mots-clés des discours des années 1970. Claudio Pavone insiste sur le fait que les mots de « terrorisme », et surtout de « terreur », employés régulièrement par les résistants, n'avaient aucun lien avec la seule tradition « terroriste » qu'avait connu l'Italie jusqu'aux années 1940, à savoir la tradition des attentats anarchistes de la fin du XIXème siècle et la « propagande par le fait ». Bien au contraire, ces mots étaient appelés par le contexte historique où il existait une « terreur réelle » orchestrée par les troupes d'occupation allemandes, qui allait de la rafle au génocide : ainsi, le « terrorisme » de la Résistance possédait des « motivazioni e implicazioni lontane tanto da quelle degli attentatori ottocenteschi quanto da quelle dei terroristi degli anni settanta e ottanta del Novecento »[64].

L'utilisation du terme de « terrorisme » ou d' « action terroriste » pour caractériser certains épisodes de la Résistance a suscité de longs débats dans l'après-guerre, notamment au niveau judiciaire[65]. La résolution de cette question réside, comme le montre Pavone, dans la distinction entre « action de masse » et « action individuelle ». D'après l'historien, la pratique du terrorisme est exclue de la tradition de la Résistance puisqu'il s'agit d'une pratique individuelle qui s'oppose au marxisme pour les communistes et aux principes moraux et humanitaires pour les autres formations de résistants. Seules les « actions de

---

[62] «Fascisti in camicia bianca », tract Br, 15 janvier 1973, *Ibid.*, p. 214.

[63] Tract Br, première moitié 1971, *Ibid.*, p.108.

[64] C. Pavone, *op.cit.*, p.493.

[65] La question de la limite entre « terrorisme » et « Résistance » a soulevé un débat important dans l'immédiat après-guerre au sein du procès (qui a duré jusqu'à nos jours, la dernière sentence date de 2007) au sujet de l'attentat de via Rasella, à Rome (23 mars 1944) : c'est en réaction à cet attentat que les troupes d'occupation allemande ont perpétré en représaille le massacre des Fosses Ardéatines (24 mars 1944). L'attentat de via Rasella, organisé par un groupe de résistants des Gap a été qualifiée par un tribunal républicain après la guerre d' « acte de terrorisme » - et non pas de résistance ou de guerre - dans la mesure où l'action n'avait pas tenu compte des conséquences collectives qu'il aurait engendré et que l'attentat n'avait pas été utile à l'issue de la guerre, car il n'avait pas servi à affaiblir les troupes allemandes.

masse » étaient considérées comme légitimes. Mais dans les faits, toujours selon l'historien, il y eut à la fois des actions de masse et des actions individuelles.

Le débat soulevé par l'utilisation du terme de « terrorisme » pour définir certaines actions de la Résistance italienne concerne notamment l'action des Gap, les « Gruppi d'Azione Patriottica », qui consistait en une forme de résistance urbaine, par opposition aux résistants en montagne[66]. L'étude de Pavone montre qu'il y a des éléments réels qui peuvent cautionner une filiation entre ce groupe de résistants et les militants des années 1970. En effet, dans un document qui date du 15 novembre 1944, les Gap sont définis par des résistants piémontais, comme des « formazioni di pochi uomini aventi per compito azioni terroristiche »[67]. La suite du document décrit leur action orientée contre « contro i nemici e i traditori » et ayant pour objet des « azioni di sabotaggio contro le vie di comunicazione e depositi del nemico, ecc. ». En effet les Gap, qui étaient des formations en majorité communistes, accomplissaient des actions en ville, contrairement à la résistance des montagnes : leurs actions s'apparentaient donc à des actes de « guérilla urbaine » consistant notamment en des actes de sabotage, des lettres de menaces, des actes symboliques et exemplaires, des guet-apens, des actions ciblées *ad personam* visant à toucher des fascistes notoires et des espions. Les Gap conçoivent en effet l'idée d'une « violence exemplaire », qui sera la même que celle des premières Br et des Gap de Feltrinelli[68].

La rhétorique des Gap s'attache donc à criminaliser l'ennemi et à susciter des actions violentes et la comparaison avec les mots des Br est encore plus frappante:

---

[66] En effet, ce n'est pas un hasard si le premier groupe organisé qui fait recours à des pratiques violentes dans les années 1970, se dénomme aussi « Gap », « Gruppi d'Azione Partigiana », en reprenant le sigle tout en lui donnant une nouvelle définition. Le groupe, créé par l'éditeur Gian Giacomo Feltrinelli en 1969, tisse par sa dénomination, un lien direct avec l'expérience de la Résistance. Sur les Gap de la Résistance, je renvoie aussi à E. Vittorini, *Uomini e no,* Mondadori, Milan, 2001 [1945].

[67] "Lettera al comando regionale militare piemontese", 15 novembre 1944. Le but de cette lettre était de démontrer que les Gap n'appartenaient à aucun groupe politique particulier. C. Pavone, *op.cit*., p. 494.

[68] Pavone cite aussi le choix d'une personnalité telle que Leo Valiani, qui revendica le terrorisme dans *Tutte le strade conducono a Roma*, ouvrage de 1947, préfacé par Pavone lui-même dans la nouvelle édition de 1995. Valiani inscrit le « terrorisme » dans les risques que comporte la pratique de l' « antifascisme militant », expression qui était utilisée pour justifier des pratiques terroristes. C.Pavone, *op.cit*., p. 494- 495. Il est intéressant de noter que Valiani défendra plus tard la « ligne de la fermeté » pendant l'enlèvement de Moro, dans des articles publiés sur les pages du *Corriere della sera*.

« Dobbiamo colpire e colpire duramente i fascisti e i tedeschi negli uomini e nelle cose. Ognuno di noi deve imparare a odiare il nemico (…). Non dobbiamo dare tregua al nemico (…) i Gap devono essere il terrore dei nazifascisti » .

Lettre du commandant des Gap de Milan, Visone, aux commandants et aux commissaires des détachements,
17 juillet 1944[69] .

« Questi nemici dell'unità proletaria dobbiamo ridurli al silenzio, dobbiamo colpirli duramente, con metodo, nelle persone e nelle loro cose, dobbiamo cacciarli dalle fabbriche e inseguirli nei quartieri, non dobbiamo concedergli un minuto di tregua!»

«Forza di massa», Tract Br, 18 décembre 1972[70].

Ces ressemblances s'expliquent aussi par le succès de l'ouvrage autobiographique de Giovanni Pesce, *Senza tregua, la guerra dei GAP* ouvrage de référence à la fois des Br et des Gap de Feltrinelli, publié par l'éditeur Feltrinelli lui-même, en mars 1967[71]. Pesce y décrit les membres des Gap comme des « gruppi di patrioti che non diedero mai « tregua » al nemico: lo colpirono sempre, in ogni circostanza, di giorno e di notte, nelle strade delle città e nel cuore dei suoi fortilizi »[72]. Des groupes de résistants, donc, qui frappèrent l'ennemi « au cœur » de son système (« i fortilizi »), comme les Br tentèrent de frapper le pouvoir « au cœur de l'Etat ».

Pesce y décrit en outre les conditions de vie du combattant des Gap, combattant solitaire, contrairement aux résistants des montagnes: « solo e braccato », « mi ritrovo a casa steso sul letto, gli occhi puntati al soffitto », « lotta contro la paura e la solitudine », « non è il rischio è l'isolamento a logorare il gappista », « attesa angosciosa », « carceriere di me stesso »[73] . Il est frappant de voir comment les parallélismes avec la vie des militants en clandestinité dans les années 1970 se multiplient : Pesce raconte comment les filatures revêtaient la victime d'un visage privé qui rendait plus difficile l'action du gappiste et qui

[69] C. Pavone, *op.cit.*, p.500.

[70] *Dossier Br*, *op.cit.*, p. 197.

[71] G. Pesce, *Senza tregua, La guerra dei GAP*, Feltrinelli, Milan, 1967.

[72] G. Pesce, *op.cit*, p.7, "Introduzione".

[73] C. Pavone, *op.cit.*, p.501.

exigeait de lui un surcroît de fermeté. On retrouve tous ces éléments, par exemple, dans le récit d'un militant des années 1970 en clandestinité, qui n'a jamais voulu révéler son nom[74].

À la fin de l'introduction à son ouvrage, publié, rappelons-le, à l'aube de 1968 et en pleine effervescence du mouvement étudiant au sein des premières occupations des universités, Giovanni Pesce invite les jeunes à continuer l'oeuvre commencée par la Résistance : « Tocca ai giovani continuare sulla strada maestra, ai giovani continuare la Resistenza »[75]. En effet, plusieurs ouvrages sur la Résistance sont publiés à partir de la fin des années 1960[76] : *La guérilla en Italie,* de Pietro Secchia (1969), constitue un texte fondateur pour les jeunes générations. Secchia, ancien dirigeant du Pci dans les années 1950, éloigné par Togliatti à cause de sa ligne trop radicale, revient sur son expérience partisane en reconstituant une anthologie des textes fondateurs de la guérilla et de la lutte armée. L'oeuvre de Secchia rassemble des textes de D'Orgivalle, du Risorgimento (Mazzini et Garibaldi), et constitue un véritable manuel sur la guérilla, en reprenant les textes à usage interne des résistants qui circulaient pendant la guerre: «Elementi di tattica partigiana», «Sintesi di tattica della guerriglia e decalogo del partigiano», «Direttive tecniche per il sabotaggio», «Esempi di imboscata», «Sabotaggio delle linee di comunicazione»[77]. En appendice à cet ouvrage, on trouve un texte de Lénine de 1906 sur « La guerre partisane » comme moyen de libération des masses ouvrières. Dans la préface, Secchia insiste surtout sur le rôle joué par la guérilla et la lutte armée dans la libération du pays : d'abord force inorganisée, la Résistance a su penser des stratégies nouvelles de lutte armée qui lui ont permis de vaincre l'ennemi.

Il est cependant important de noter que la plupart des anciens résistants, ainsi que le Pci, refusèrent l'idée d'une filiation entre la Résistance et la lutte armée des années 1970. D'après le témoignage de l'historien Alessandro Portelli, Rosario Bentivegna, l'un des gappistes responsables de l'attentat de via Rasella avec sa femme Carla Capponi (qui sera ensuite une députée du Pci) refusa tout lien entre la Résistance et les groupes armés des

---

[74] "Giorgio", *Memorie. Dalla clandestinità un terrorista non pentito si racconta,* Savelli Editori, 1981.

[75] *Ibid*., p.10.

[76] C'est le cas de *Un popolo alla macchia,* de Luigi Longo, republié en 1965 [1946], où le nouveau secrétaire du Pci met l'accent sur le soutien populaire à la Résistance et reprend le mythe de la Résistance "trahie" soutenue aussi par Secchia, alors que Ingrao, au même moment, dénonce la disparition de la figure de l'ennemi dans la mémoire officielle de la Résistance.

[77] Miriam Mafai, *L' uomo che sognava la lotta armata. La storia di Pietro Secchia*, Rizzoli, 1984, p.108. On le trouve en version intégrale en ligne :

http://www.bibliotecamarxista.org/autori/miriam%20mafai.htm

années 1970[78], et fut toujours très critique à l'égard de ceux qu'on appelait à l'époque les « nuovi partigiani »[79].

De même, au moment le plus fort des actions armées des groupes clandestins, l'« Associazione nazionale Partigiani d'Italia » (ANPI) fit paraître pour la première fois un communiqué où elle condamnait le phénomène de la lutte armée : «I Partigiani, che hanno combattuto con le armi in pugno per sconfiggere il terrore fascista e nazista, per conquistare la pace, la libertà e la democrazia, esprimono tutta la loro esecrazione nei confronti di chi vigliaccamente colpisce inermi cittadini per seminare sgomento e rovesciare le Istituzioni conquistate con tanti sacrifici dal popolo italiano»[80].

2) L'idée d'une filiation « existentielle »

Le parallélisme établi par les militants des années 1970 entre leur lutte et celle des résistants repose sur plusieurs éléments. Tout d'abord, sur la conception d'un tournant historique majeur, vécu comme un engagement nécessaire, dans un univers totalisant qui se confond avec la dimension politique de l'existence. Ces deux moments historiques, pourtant lointains, ont été vécus par leurs protagonistes comme des moment de « refondation » de la vie publique, conduisant nécessairement à un univers politique nouveau dont l'horizon est déterminé par l'engagement politique de chaque individu. Dans la célèbre *Préface* de *Le Sentier des nids d'araignée*, Calvino résume ce sentiment nouveau comme « un senso della

---

[78] A. Portelli, Conférence "Rosario Bentivegna, partigiano della pace", Casa della Memoria e della Storia et ANPI, Rome, 4 juin 2012. D'après R. Bentivegna il y avait une différence essentielle entre les résistants et les groupes armés des années 1970: les jeunes des années 1940 avaient été contraints d'entrer dans une guerre qu'ils refusaient, et qui se heurtait à leurs principes moraux. D'après Portelli, les témoignages écrits de Bentivegna sur son expérience expriment souvent la "douleur" d'avoir donné la mort et d'avoir dû utiliser des armes (Bentivegna était médecin).

[79] L'expression "nuovi partigiani" pour décrire les mouvements sociaux des années 1960-1970 apparaît souvent dans les discours militants : par exemple, dans la célèbre chanson de Fausto Amodei, *Per i morti di Reggio Emilia*, "son morti sui vent'anni, per il nostro domani: son morti come vecchi partigiani". G. Vettori, *Canzoni italiane di protesta, 1794-1974, dalla Rivoluzione Francese alla repressione cilena*, Newton Compton Editori, Rome, 1976, p.185.

[80] Cf. site officiel de l'Anpi: http://www.anpi.it/chi-siamo/. Cette prise de position apparaît lors d'un colloque organisé par l'Anpi le 17 novembre 1977.

vita come qualcosa che può ricominciare da zero »[81]. De même, en 1968, les luttes étudiantes prônaient une redéfinition totale des modes de vie et de l'existence. La cause politique doit transcender la vie de l'individu et lui conférer un horizon nouveau qui se résout dans l'apport du personnel au collectif.

Ainsi, dans la littérature de la Résistance italienne, il est des thèmes qui reviennent de façon prépondérante : l'individu face à la tension de l'engagement, la « morale » de la Résistance par-delà les différences idéologiques qui donnent lieu parfois à de véritables conflits, l'idée d'une dimension autre et absolue, éminemment politique, à laquelle tout le monde peut participer, l'idée d'une refondation générale d'un Etat moderne où, pour la première fois dans leur histoire, les Italiens seraient enfin unis dans une patrie commune. Certains de ces éléments, tout en tenant compte des différences historiques, sont présents dans la vision de l'histoire que portaient les militants des années 1970 : un moment historique unique, capable de bouleverser la vie politique et sociale et de la refonder.

Un autre élément de raccord se situe dans le « mythe » de la Résistance qui se développe à partir des années 1960, et qui contribue à la création d'un « héros positif ». C'est surtout le Pci qui récupère à son compte l'histoire de la Résistance en l'inscrivant à part entière dans l'histoire des grands moments historiques qui scandent la tradition et la vie du parti. Ainsi, la Résistance devient un véritable « lieu de mémoire » du Pci et le résistant se confond avec la vision idéalisée du bon militant communiste. L'apport fondamental de cette vision est décrite dans le témoignage de Alberto Franceschini, l'un des fondateurs des Br, qui rappelle que lorsqu'il était un militant des jeunesses communistes, les Fgci, « ripercorrere i vecchi sentieri dei partigiani era uno dei nostri riti »[82]. Ainsi, il était impossible pour un jeune militant communiste des années 1960-1970 ne pas céder au mythe et à la vision célébrative de la Résistance en dépit de l'institutionnalisation de la Résistance voulue par le Pci[83]. C'est

---

[81] I. Calvino, *op.cit.*, p.7.

[82] A. Franceschini, *Che cosa sono le BR*, Rizzoli, Milan, 2004, p.29.

[83] Mais la thématique existentielle a aussi suscité de nombreuses critiques. Parmi les détracteurs de l'idée d'une filiation entre la Résistance et les années 1970, nous trouvons notamment le leader communiste Giorgio Amendola. Dans une interview sur le fascisme qui paraît en 1976 et qui suscitera de nombreux débats, Amendola décrit les exigences de la lutte comme une « nécessité historique » dans la mesure où « il combattimento non nasceva da un disegno prestabilito, nasceva da un'esigenza di vita ». *Il sistema letterario, Novecento*, vol. 3B, Principato, 1996, p. 446. Cela montre comment le Pci lui-même était partagé face à la thématique résistancielle entre les positions radicales de Pietro Secchia, et la modération d'Amendola. Cependant, la plupart des résistants du Pci ont adopté des positions officielles, comme Alfredo Reichlin, ou Antonello Tromabadori, anciens membres des Gap romains.

dans cette double tradition de la Résistance, l'une idéalisée et moralisante, l'autre radicale et violente, que se situe l'apport de cette tradition aux jeunes générations des années 1968.

Dans le célèbre roman sur la Résistance de Beppe Fenoglio, *Il partigiano Johnny*, qui est publié en 1968, le héros qui vient de faire le choix de la Résistance, est décrit par ces mots :

> « E nel momento in cui partì, si sentì investito (…) in nome dell'autentico popolo d'Italia, ad opporsi in ogni modo al fascismo, a giudicare ed eseguire, a decidere militarmente e civilmente. Era inebriante tanta somma di potere, ma infinitamente più inebriante la coscienza dell'uso legittimo che ne avrebbe fatto »[84].

Nous avons ici un exemple de ce que l'historien Paul Ginsborg nomme la « résistance spontanée ou existentielle »[85], à savoir un état d'esprit par lequel l'homme du commun sort de sa condition et embrasse une dimension que l'on peut nommer « historique ». Ainsi, l'état d'esprit du héros de *Il partigiano Johnny* peut nous servir de comparaison avec la période qui fait l'objet de notre discours: en effet, dans le choix de la lutte armée nous retrouvons certains éléments décrits par Fenoglio tel que le lien désormais indissociable entre les luttes civiles et leur aspect militaire (« militarmente e civilmente »), reprise par les Br dans l'idée d'un pouvoir qui est à la fois « politique et militaire ». La question centrale de la « légitimité », qui s'oppose à la légalité au nom d'un code civil et légal supérieur revient à la fois dans le langage des Br et des organisations extraparlementaires comme Lotta continua qui défendent la « justice prolétarienne » contre la « justice bourgeoise ». Le militantisme des années 1970, est vécu par les jeunes générations comme une nouvelle forme de « résistance » face à un régime, celui de la Démocratie Chrétienne, qui gouverne depuis plus de trente ans et qui est désormais considéré comme illégitime. De même, l'expression d' « antifascisme militant » et la question centrale du « pouvoir » et de sa définition sont deux thèmes récurrents des discours produits dans les années 1970.

La tradition de la Résistance a permis de légitimer l'idée d'une « violence nécessaire » au nom de principes supérieurs comme la sauvegarde de l'Etat ou la survie du

---

[84] B. Fenoglio, *Il partigiano Johnny*, Einaudi, Turin, 2005 (1ère édition 1968), p. 52.

[85] P. Ginsborg, *Storia d'Italia dal dopoguerra a oggi*, Torino, Einaudi, 1989, p.14.

politique[86]. C'est bien la tradition de la Résistance qui explique le recours constant à l'imaginaire et au vocabulaire de la « guerre » dans les discours des années 1970 : bien qu'il n'y ait jamais eu de véritable guerre en Italie dans les années 1970, et que la situation de l'Italie du Nord occupée par les nazis soit bien différente du contexte économique et social de l'Italie des années 1960-1970, la bombe de piazza Fontana en 1969 sera vécue par les militants comme une véritable « déclaration de guerre » contre les mouvements sociaux.

Un autre témoignage de cette « filiation » intellectuelle et morale entre anciens et « nouveaux » résistants peut être lue dans la célèbre lettre de Giaime Pintor à son frère Luigi. Ce texte constitue le testament moral d'un grand intellectuel italien à son jeune frère, qui deviendra par la suite une figure importante des années 1970, l'un des leaders et des fondateurs de *Il Manifesto*. Dans cette lettre, datée du 28 novembre 1943, Giaime Pintor explique son choix de la Résistance en illustrant le rôle des intellectuels dans la lutte civile, et la nécessité de s'engager si le moment historique l'exige :

> « Fenomeni di questo genere si riproducono ogni volta che la politica cessa di essere ordinaria amministrazione e impegna tutte le forze di una società per salvarla da una grave malattia, per rispondere a un estremo pericolo. Una società moderna si basa su una grande varietà di specificazioni, ma può sussistere soltanto se conserva la possibilità di abolirle a un certo momento per sacrificare tutto a un'unica esigenza rivoluzionaria. (…) Oggi in nessuna nazione civile il distacco fra le possibilità vitali e la condizione attuale è così grande : tocca a noi di colmare questo distacco e di dichiarare lo stato d'emergenza »[87].

Giaime Pintor prône ici un engagement direct des jeunes générations qui doivent être capables de tout sacrifier au nom d'une « exigence révolutionnaire » qui puisse conduire au renouveau politique et moral du pays dans une situation de crise. Surtout, nous avons une

---

[86] On peut citer un autre roman de Fenoglio : « Chi quel gran giorno non sarà sporco di sangue fino alle ascelle, non venitemi a dire che è un buon patriota », affirme l'un des personnages de *Una questione privata* de Beppe Fenoglio, Corriere della sera éditions, Milan, 2003, p.106. Ces propos, tenus par un vieillard qui aide le partisan Milton, ne reflètent pas l'humanité du héros de Fenoglio, mais ils constituent un témoignage des différentes âmes qui animent la Résistance, des plus radicales aux plus morales, comme celle de Milton.

[87] *Il sistema letterario, Novecento*, vol. 3B, Principato, 1996, p.442-443. C'est un extrait tiré du recueil d'écrits de Giaime Pintor, *Il sangue d'Europa*, Einaudi, Turin, 1975.

illustration du passage de témoin entre deux générations, au nom d'une prise de conscience historique nouvelle qui fait des jeunes générations les acteurs principaux d'un renouveau des vieilles idéologies politiques du pays. C'est à elles seules que revient le devoir de « déclarer l'état d'émergence » d'un pays malade et sans démocratie[88].

L'exemple des frères Pintor est parlant aussi dans la mesure où la complexité de la tradition de la Résistance est longtemps reniée, voire mal abordée. Ainsi, les jeunes des années 1970 apprennent les actions héroïques des résistants non pas à l'école mais à travers des témoignages directs de la vieille génération, à travers les récits des partisans, consacrant ainsi une tradition de la résistance qui est plus orale qu'écrite[89].

En effet, c'est seulement en 1960, avec les faits de Gênes et la contestation du gouvernement Tambroni, que l'histoire de la Résistance est réactivée sur la scène publique[90]. Le paradigme antifasciste, qui avait disparu dans les années 1950 au profit de l'anti-communisme, se trouve tout à coup réactivé au moment de l'expérience politique du centre-gauche[91]. Ainsi, ce sont les jeunes manifestants de Gênes, les jeunes à « magliette a strisce », qui défendent les idéaux perdus de la Résistance, en défilant dans les rues de Gênes et des principales villes italiennes au cri de « resistenza ». La revue communiste *Rinascita* fait paraître un supplément au n. 7-8 de l'été 1960, intitulé « La nuova Resistenza »[92].

Après la chute du gouvernement Tambroni, le débat sur la Résistance fait son apparition sur la scène publique : des cycles de conférences sont organisés, école et médias s'intéressent de nouveau à la Résistance, et une circulaire du ministre de l'Instruction Publique italienne décrète que l'enseignement de l'histoire dans les lycées ne s'arrête plus seulement à la première guerre mondiale mais qu'il aille jusqu'à la constitution de 1948. La

---

[88] Giaime Pintor sera tué en 1943, après s'être engagé dans la Résistance.

[89] Sur la tradition orale de la Résistance cf. Calvino, *Préface*, p.8. et le témoignage de Franceschini, l'un des fondateurs des Br qui rappelle les récits de son grand-père, ancien militant du Pci et ancien résistant : « I suoi racconti sulla Resistenza erano le mie favole », *op.cit*., p.15.

[90] Le gouvernement du démocrate-chrétien Fernando Tambroni est formé en mars 1960 avec l'appui du Msi. Les protestations contre le rassemblement du Msi organisé à Gênes marquèrent la chute du gouvernement en juillet 1960 et préparèrent l'ouverture à gauche des années 1962-1968.

[91] G. Crainz, *Storia del miracolo italiano*, Donzelli, Rome, 2005, p.163-164.

[92] *Ibid*., p.180- 181. Dix ans après, le premier noyau des futures Br intitulera son premier journal « Nuova Resistenza ».

Rai commence à diffuser les premières émissions sur la Résistance[93]. La Résistance est de nouveau appelée en cause dans le but de défendre la démocratie et l'antifascisme de l'Etat républicain : longtemps objet de silence, la Résistance s'inscrit à nouveau dans les moments fondateurs de l'histoire républicaine[94].

II. La question du conflit entre la société et l'Etat et le retour à la Résistance (1950-1965)

Deux facteurs ont essentiellement participé au développement d'un discours radical en Italie: l'histoire des conflits politiques et sociaux du XXème siècle et l'absence d'une réflexion unitaire sur le concept d'Etat national. D'une part, donc, la nature conflictuelle de l'histoire sociale italienne à partir de la mise en place de la dictature fasciste ; d'autre part, les manques structurels de l'Etat italien qui ont révélé son incapacité à résoudre ces conflits de manière démocratique.

Depuis le début des années 1950, l'histoire italienne est marquée par l'absence d'une gestion démocratique des luttes sociales, due au manque d'institutions de médiation et de régulation des conflits sociaux[95]. Cela a engendré une radicalisation des luttes, marquées par une opposition frontale entre l'Etat et les groupes sociaux, la rigidité du système politique ne permettant que des modes de confrontation directe. À cela il faut ajouter la persistance de fortes inégalités et d'un certain « retard » du pays, le maintien de structures archaïques, et la

---

[93] *Ibid*., p.184 et aussi p. 164: jusqu'aux années 1960, l' « analisi del fascismo e della Resistenza erano largamente banditi, al tempo stesso, sia dai programmi scolastici che dalle trasmissioni della Rai », Crainz, *Ibid*, p.164.

[94] Cependant, l'apologie institutionnalisée de la Résistance permet de taire les côtés les plus radicaux de ce moment historique. Entre 1961 et 1965, selon G. Crainz, "si passa cioè dall'oblio alla costruzione di una "memoria pubblica" astrattamente apologetica, che si sovrappone alle molteplici e differenti – talora opposte – memorie private, senza riuscire a risolverle in sé, senza aiutarle a riconoscersi come parte di un processo. L'insistenza unilaterale e retorica sui temi del "riscatto nazionale" e del "sacrificio" tendeva a tradursi in sermoni pedagogici e di scarsa efficacia, e veniva al tempo stesso a negare o ad oscurare altri elementi: la drammaticità di uno scontro che fu anche guerra civile, le aspirazioni a più radicali trasformazioni del paese ecc.", *Ibid*., p.186.

[95] M. Tolomelli, *Terrorismo e società, op.cit.*

forte idéologisation de la vie politique qui est régie par l'opposition frontale, dans le contexte de la guerre froide, entre les « deux Eglises » : la Dc et le Pci.

Parmi les institutions de médiation, à notre avis, le Pci a joué un rôle fondamental en tant qu' « éponge » ou « parti-tampon » des conflits entre la société civile et l'Etat. L'une des causes de la radicalisation des conflits sociaux dans les années 1970 est à rechercher, à notre avis, dans l'abandon progressif du Pci de ce rôle de médiation au moment où il tentait de se rapprocher de la sphère institutionnelle et gouvernementale par la politique du « compromis historique ».

En effet, d'après nous, les conflits des années 1970 naissent en partie du positionnement nouveau du Pci qui quitte sa base sociale pour se rapprocher de la sphère gouvernementale. Cet « abandon » du Pci de la société civile pousse celle-ci à se réorganiser et à rechercher de nouveaux référents : d'où l'explosion de la sphère associative (écoles, comités de quartier, conseils d'usine…), et l'apparition de nouveaux groupes politiques qui se situent « à gauche » du Pci (organisations extraparlementaires, nouveaux partis comme le parti de « Il Manifesto » en 1972 ou « Democrazia proletaria » en 1975). La réorganisation de la société civile passe donc aussi par la création d'organismes et d'institutions démocratiques, présentes tout au long des années 1970, et souvent oubliées dans l'histoire de ces années-là.

Cette explosion du réseau associatif ou groupusculaire naît d'un refus de la politique institutionnelle et notamment de la délégation du système représentatif. Cependant, et c'est bien là que cela devient intéressant, les résultats électoraux du Pci ne cessent de croître au cours de la période, ce qui montre que la contestation et l'institutionnalisation ont toujours marché parallèlement : l'engagement associatif ne cessait aussi de rechercher une représentation politique. Cela a conduit à un phénomène paradoxal : l'engagement dans la sphère politique et dans la sphère sociale étaient comme séparés, et des militants du réseau associatif et politique, quoique plus radicaux dans leurs discours, pouvaient finalement finir par voter pour le Pci (l'exemple le plus frappant est celui du groupe Lotta Continua qui pousse à voter pour le Pci à la fois aux élections de 1968, alors qu'il ne s'appelle encore que Il Potere operaio pisano, et à la fin de la vie du groupe, aux élections de 1975). Les deux processus de lutte, radicale et institutionnelle, se sont toujours côtoyés.

Ainsi, l'« anomalie italienne », pour reprendre l'expression de Massimo Salvadori, à savoir le fait que depuis le début du siècle les partis à l'opposition (le Psi et le Pci) n'ont jamais pu gouverner en Italie, aurait eu un double effet sur la vie politique : d'une part en radicalisant les requêtes de la base ainsi que les formes du conflit social, de l'autre en créant

une poussée qui renforçait le rôle stratégique du Pci au sein de la vie politique[96]. Nous savons aujourd'hui que dans le contexte de la guerre froide, le Pci, tout en étant le parti communiste le plus important d'Europe, n'aurait jamais pu accéder au gouvernement, notamment à cause de la présence des structures de Gladio sur le territoire italien[97].

Pour le moment, il est important de réfléchir au rôle joué par le Pci comme institution de médiation au moment des conflits sociaux des années 1950 et 1960 : c'est dans cette période qu'il faut rechercher les premiers signes d'une fracture entre le Pci et certains secteurs de sa base (notamment après les faits de Piazza Satuto en 1962, puis au cours des révoltes étudiantes). Pour cela, il faut remonter aussi à la nature de ces conflits sociaux et à la question du retour de la violence dans les conflits politiques.

Marica Tolomelli, dans *Terrorismo e Società*, montre qu'il existe une tradition de la violence politique en Italie qui est due à plusieurs facteurs. Tout d'abord, l'importance des partis de gauche et leur exclusion du gouvernement ; l'expérience du fascisme et de la Résistance[98] ; la violence dans les relations industrielles et le refus des chefs d'entreprise d'une résolution et d'une cogestion des conflits ; l'habitude à une violence diffuse dans la société due à la criminalité organisée, aux mafias et à l'absence de mesures sociales envers les couches les plus défavorisées ; la réponse violente de l'Etat face aux conflits sociaux: Modène (1950), Reggio Emilia (1960), Avola (1968), Battipaglia (1969)[99]. Ces événements ont eu des effets directs sur l'opinion publique et sur la culture politique du pays car ils ont montré que l'Etat italien était encore un Etat répressif et autoritaire.

---

[96] M. L. Salvadori, *Storia d'Italia e crisi di regime: alle radici della politica italiana*, Bologna, Il Mulino, 2001, p.30. Cependant cette anomalie rendait le Pci indispensable dans l'œuvre de régulation des conflits sociaux.

[97] N. Tranfaglia, «Un capitolo del "doppio stato". La stagione delle stragi e dei terrorismi, 1969-84», dans F. Barbagallo (dir.), *Storia dell'Italia repubblicana***,** Einaudi, Turin, 1995 et F. Rizzi (dir.), *L'Italia delle stragi, Da Portella della Ginestra alla strategia della tensione nella relazione della Commissione stragi*, Il Minotauro, Milan, 1997 (il s'agit d'une partie du compte-rendu de la "Commissione Parlamentare Stragi", présidée par le sénateur Pellegrino), p.36 et suiv.

[98] L'Italie des années 1950 sort à peine de vingt ans de dictature et de deux ans de guerre civile (1943-1945) qui ont constitué une césure politique forte dans l'histoire de l'Italie

[99] Ainsi, selon Tolomelli, le changement et la rupture apportée par les années 1970 se situe dans le fait que la violence devient le seul moyen de résolution des conflits. Selon nous, la violence ne devient jamais le *seul* moyen de résolution des conflits, mais elle prend en effet une place prépondérante au fur et à mesure que se rétrécissent les espaces de médiation (notamment après les élections de 1976 et les gouvernements de solidarité nationale).

1) La répression violente des luttes ouvrières dans les années 1950 et 1960

a) De Modène à Turin, en passant par Reggio Emilia (1950-1962)

Dans l'après-guerre, l'Italie connaît deux vagues d'épisodes de luttes sociales importantes suivies par de violentes répressions : les deux années 1947-1949, et le début des années 1960. La première vague est liée surtout aux luttes des ouvriers agricoles du Sud : comme le massacre de Portella della Ginestra en 1947, qui pourtant demeure un cas particulier[100], jusqu'à la répression des ouvriers agricoles calabrais en 1947-1949[101]. Au même moment, cette effervescence sociale, liée au début de la guerre froide et à la répression ouverte des mouvements sociaux et des organisations communistes[102], connaît deux autres épisodes importants : les révoltes qui suivent l'attentat contre Togliatti en juillet 1948, et les morts ouvriers de Modène le 9 janvier 1950[103].

Ce dernier épisode de morts ouvriers suscite une vive émotion dans l'opinion publique et provoque la chute du gouvernement De Gasperi[104]. Le 11 janvier 1950, des milliers de personnes se rassemblent pour les funérailles des six ouvriers tués et les dirigeants du Pci se rendent à Modène, où le secrétaire du Pci, Palmiro Togliatti, tient une longue oraison funèbre devant les Modénais rassemblés autour des cercueils.

---

[100] Le cas du massacre de Portella della Ginestra, en Sicile, le 1er mai 1947, est particulier dans la mesure où il est étroitement liée aux problématiques particulières du territoire : à savoir le début d'une présence massive de la mafia sicilienne qui veut contrôler les ouvriers agricoles et empêcher toute réforme agraire, défendue par les mouvements socialistes et communistes.

[101] Ces luttes sont liées à la réforme agraire entamée par la Dc en 1950. L'épisode le plus connu est le massacre de Melissa, en Calabre, en octobre 1949.

[102] P. Ginsborg, *op.cit.*, p. 250-252.

[103] Le 9 janvier 1950, suite à des mesures de licenciements, les ouvriers en grève des « Fonderie Riunite » de Modène, se rassemblent devant l'usine. La police n'hésite pas à tirer sur la foule en provoquant six morts ouvriers et 50 blessés.

[104] Cet épisode, qui s'ajoute aux meurtres des ouvriers agricoles du Sud, entraîne une vive contestation de l'opinion publique et des médias sur l'usage des armes à feu pour réprimer les manifestations. Les faits de Modène poussent de Gasperi à former un nouveau gouvernement le 26 janvier 1950.

Bien que Togliatti se rallie immédiatement à la tradition du Pci, en parlant au nom du « parti d'Antonio Gramsci, du parti qui travaille dans l'esprit de Lénine et de Staline »[105], en réalité, le discours du secrétaire du Pci tient à préserver la paix sociale et à éviter l'affrontement. Nous avons ainsi une opposition latente entre deux niveaux de discours : celui qui tient au *choix des mots* employés, qui renforcent le ton exacerbé (« caduti », « vendetta », « condannati a morte », « vittima », « tragedia », « voi siete stati uccisi! », « la violenza delle armi », « assassinio », « eccidio », répétés plusieurs fois …), et celui qui tient au *sens global* que l'auteur veut donner à son discours : la paix sociale :

> «Noi vogliamo la pace sociale e la pace tra i popoli. Anche a questo governo ed agli uomini che lo dirigono abbiamo offerto e chiesto una politica di distensione e di pace. (…) dobbiamo assumerci un nuovo impegno. Come partito dì avanguardia della classe operaia e del popolo italiano, (…) ci impegneremo ad una nuova, più vasta lotta, in difesa della esistenza, della sicurezza, degli elementari diritti civili dei lavoratori » [106].

Ainsi, les tons exacerbés naissent de l'utilisation d'un vocabulaire de la guerre, qui rappelle l'expérience de la deuxième guerre mondiale et qui reprend la rhétorique de la Résistance. Les noms des victimes sont déclamées comme sur un monument aux morts :

> « E voi, compagni e fratelli caduti, Angelo Appiani di anni 30; Alberto Rovati di anni 36; Arturo Malagoli di anni 21; Ennio Garagnani di anni 21; Renzo Bersani di anni 21; Arturo Chiappelli di anni 43, riposate! Non oso, non son capace di dirvi: riposate in pace! »[107].

Les quotidiens communistes évoquent aussi les termes de la résistance : on parle de « strage » (*Paese sera*) ou d' « eccidio » (*l'Unità*). La dramatisation des tons est utilisée en réalité pour dénigrer les représentants du gouvernement, c'est-à-dire la Dc : « In uno Stato

---

[105] Le secrétaire du Pci commence ainsi son oraison: "ai lavoratori di Modena e di tutta l'Emilia qui convenuti e qui presenti, porto l'espressione della solidarietà e del cordoglio profondo del Partito Comunista Italiano, del partito di Antonio Gramsci, del partito che lavora nello spirito di Lenin e di Stalin".

[106] On peut trouver la version intégrale du discours en ligne:
http://www.lavoropolitico.it/togliattidiscorsomodena.htm

[107] *Ibid.*

che ha soppresso la pena di morte anche per i più efferati tra i delitti[108], voi siete stati condannati a morte, e la sentenza è stata su due piedi eseguita nelle vie della città, davanti al popolo inorridito ». Les hommes de la Dc sont décrits comme « un prefetto, un questore irresponsabili e scellerati? Un cinico ministro degli interni »[109]. Dans le même sens, Modène est célébrée comme une ville héroïque, médaille d'or de la Résistance, « città eroica e gloriosa, medaglia d'oro della guerra per la libertà d'Italia », afin de mieux dénigrer le président du Conseil, De Gasperi, accusé de briser l'unité nationale, voire même de réactualiser des pratiques fascistes :

> « Un presidente del consiglio cui spetta solo il tristissimo vanto di aver deliberatamente voluto spezzare quella unità della nazione che si era temprata nella lotta gloriosa contro l'invasore straniero; di aver scritto sulle sue bandiere quelle parole di odio contro i lavoratori e di scissione della vita nazionale che ieri furono del fascismo e oggi sono le sue ? ».

Tout en portant ces attaques, Togliatti présente son parti comme le vrai défenseur de l'unité nationale[110]. Pourtant, le discours de Togliatti, est compris comme une énième illustration de sa théorie de la « démocratie progressive » : à savoir une prise du pouvoir qui passe par les instruments de la démocratie parlementaire et de la paix sociale. Nous avons là un premier exemple de la « duplicité » rhétorique du parti de Togliatti, sur laquelle nous reviendrons plus loin.

La deuxième vague de protestations commence à l'été 1960 et se termine en 1962. Le début (1960-62) et la fin des années 1960 (avec la révolte de 1967-1968) sont marqués par deux mouvements sociaux d'une ampleur inouïe qui redessinent les pourtours des conflits politiques et sociaux et qui ont des conséquences majeures sur la gauche parlementaire. Dans les deux cas, nous avons un type de mobilisation qui voit la participation de nouveaux acteurs sociaux.

---

[108] La peine de mort est abolie en Italie avec la mise en place de la Constitution, le 1er janvier 1948. Togliatti se réfère ici aux principes de la Constitution, issue de la Résistance.

[109] Le ministre de l'Intérieur était Mario Scelba.

[110] Togliatti parle même d'une politique de la détente avant l'heure: "Non è sufficiente dire basta, dobbiamo impegnarci a qualche cosa di più. Noi vogliamo la pace sociale e la pace tra i popoli. Anche a questo governo ed agli uomini che lo dirigono abbiamo offerto e chiesto una politica di distensione e di pace".

Le premier moment, qui commence en 1960, est lié à la mise en place du gouvernement Tambroni, avec l'appui de l'extrême droite néofasciste du Msi. Cela déclenche, à l'été 1960, les faits de Gênes et de Reggio Emilia. Ce qui relie Modène à Gênes ce sont les protagonistes des luttes : la classe ouvrière. Ce qui les sépare, c'est l'apparition d'une nouveau sujet révolutionnaire à côté des ouvriers : les « giovani dalle magliette a strisce »[111]. Une autre différence réside dans la modalité et les objectifs des luttes : si à Modène nous avons un épisode de lutte « classique » - une grève contre un patron qui tourne mal-, à Gênes, la classe ouvrière se mobilise sur un terrain politique qui dépasse la revendication sociale, mais qui se rallie à l'antifascisme militant.

Rappelons d'abord les faits qui ont été à l'origine des heurts de Gênes. A l'été 1960, après la mise en place du gouvernement Tambroni, le Msi organise un congrès national à Gênes, une ville célèbre pour son engagement dans la Résistance. Au nom de l' « antifascisme militant » de la Résistance, la ville se mobilise pour empêcher ce congrès et se heurte aux forces de l'ordre (30 juin-2 juillet 1960). C'est là qu'apparaissent pour la première fois les « giovani dalle magliette a strisce »[112]. Ce nouvel acteur des luttes sociales est constitué par la jeunesse ouvrière et étudiante qui se trouve unie pour la première fois dans une lutte commune. La presse conservatrice utilise un terme anglais, les « teddy boys », pour les décrire[113]. Le Pci, au contraire, soutient les luttes de l'été 1960 y voyant une réactivation des principes de la Résistance et de l'antifascisme militant. Bientôt, Reggio Emilia, une autre « ville rouge » se mobilise aussi au nom de l' « antifascisme militant » et au cri de « Vive la Résistance ! ». Cependant, la situation dérape : le 7 juillet 1960 la police tire sur la foule pendant une manifestation pacifique et tue 5 ouvriers inscrits au Pci[114]. Les faits de Gênes et les morts de Reggio Emilia entrent à part entière dans la tradition politique du Pci[115].

---

[111] G. Crainz, *Storia del miracolo italiano, op.cit*., p.180 et suiv.

[112] L'origine des « ragazzi con le magliette a strisce » s'explique par une vente de stock à Gênes, à l'été 1960, de t-shirt à rayures qui n'étaient plus à la mode, l'épisode est relaté dans C. Armati, *Cuori Rossi*, Newton Compton editori, Rome, 2010 [2008], p.121.

[113] L'expression est reprise dans une célèbre chanson populaire "E poi ci chiamavano teddy boys".

[114] Les victimes de Reggio Emilia sont deux jeunes ouvriers de 19 et 22 ans et trois ouvriers qui ont été d'anciens résistants : Ovidio Franchi, Afro Tondelli, Marino Serri, Lauro Farioli, Emilio Reverberi.

[115] Cependant, les violences de l'été 1960 seront les derniers épisodes de violence repris et justifiés par le Pci.

En ce qui concerne la compréhension des faits de juillet 1960 par la presse il est intéressant de noter que les violences ne sont condamnées ni par les journaux de gauche, ni même par les journaux modérés favorable à l'entrée de la gauche au gouvernement, comme *La Stampa* ou *Il Giorno* de Enrico Mattei. En effet, les faits de l'été 1960 sont considérés parmi les déclencheurs de la formation d'un gouvernement de centre-gauche, qui était fortement voulu par une grande partie de l'opinion modérée et républicaine[116]. Une étude de Mario Isnenghi, sur les « Forme e ideologia della informazione quotidiana, 1960-1975 »[117], montre que la presse se divise en deux camps : les journaux de centre-droite utilisent un vocabulaire outrancier pour décrire les violences des manifestants, alors que les journaux de gauche et de centre-gauche sont tout d'abord « étonnés » par les violences, mais finissent par défendre, sans les comprendre tout à fait, les violences de la jeunesse et des ouvriers.

Ainsi, *Il Giorno*, *l'Avanti!*, *l'Unità* et *Paese Sera* offrent tout compte fait des lectures positives des faits de juillet 1960. Si l'on analyse les termes utilisés par les quotidiens *Il Giorno* et *La Stampa* (deux quotidiens modérés et favorables au centre-gauche) pour décrire les manifestants on a des termes tels que : « i dimostranti, la massa, dimostranti antifascisti, la massa, la folla immensa, scioperanti, i genovesi » (*Il Giorno*) ; «giovanotti, giovani, dimostranti antifascisti, un gruppo di ex-partigiani, giovanotti molti in tenuta da lavoro, i dimostranti » (*La Stampa*). Au contraire, *Il Corriere della sera* décrit des: « gruppi di scalmanati, i dimostranti, estremisti, massa di esagitati, schiera di persone vocianti, giovanotti muscolosi, rivoluzionari, violenti, facinorosi, gli assalitori, turba di scalmanati, la schiera dei violenti, teppisti, la schiera degli irriducibili »[118].

Les faits de l'été 1960 marquent le retour des anciens résistants sur la scène publique et, surtout, définissent une nouvelle alliance entre la jeune et la vieille garde de la tradition communiste radicale[119]. Ainsi, le communiqué de l'Anpi (Associazione Nazionale Partigiani d'Italia) à l'annonce de la suppression du rassemblement du Msi, célèbre cette victoire comme le fruit d'une alliance entre vieux et nouveaux « résistants ». Une nouvelle étape est

---

[116] En janvier 1962, le congrès de la Dc ratifie l'ouverture à gauche, et en mars 1962 le premier gouvernement de centre-gauche est formé par Fanfani (Dc-Psdi-Pri) sur un programme concordé avec le Psi.

[117] M. Isnenghi, « Forme e ideologia della informazione quotidiana, 1960-1975 », dans *La stampa italiana del neocapitalismo*, sous la direction de V. Castronovo et N. Tranfaglia, Laterza, Bari,1976.

[118] M. Isnenghi, *ibid*., p.69.

[119] Sur la présence et l'engagement des anciens résistants à la manifestation de Gênes, cf. G. Crainz, *Storia del miracolo italiano, op.cit.*, p. 174-175 .

franchie : les jeunes aux « magliette a strisce » sont reconnus comme les véritables héritiers de la lutte de la Résistance.

> « La vittoria conseguita sui neofascisti è la vittoria di tutto il popolo di Genova e con lui di tutto il popolo italiano. Chi vi ha partecipato, chi vi ha anche solamente assistito ha rivissuto i grandi giorni della Resistenza.
>
> (…) Certamente la lotta non è terminata, ma si è rinfrancata la fiducia e l'affetto del popolo verso chi, interpretando i suoi sentimenti, non ha tradito il retaggio della Resistenza consacrato da tanto nobile sangue.
>
> (…) Ma essi, i partigiani degli anni '43-45, sentono il dovere di rendere un particolare, commosso omaggio di gratitudine all'ammirevole gioventù operaia e studentesca che ha dato non solo un'esemplare prova di fede, di ardimento, di disciplina ma anche la garanzia che la Resistenza sarà da essa portata innanzi fino alla concreta realizzazione dei principi di libertà civile, di eguaglianza democratica, di giustizia sociale sanciti dalla Costituzione repubblicana »[120].

Les faits de l'été 1960 réactivent le paradigme antifasciste et deviennent une source de légitimation pour l'ouverture à gauche entamée par la Dc. Encore une fois, le recours au modèle de la Résistance permet d'inscrire les conflits politiques au sein d'une tradition commune et partagée. Dans ce communiqué, l'Anpi établit une filiation entre la lutte antifasciste et les nouveaux acteurs sociaux protagonistes des luttes antifascistes, dont notamment la jeunesse ouvrière et les étudiants qui deviennent des figure-clés de ce nouveau sursaut patriotique. Le communiqué insiste sur l'idée de continuité avec la Résistance (contre la « trahison » de ses idéaux) au nom d'une lutte politique qui n'est pas terminée et qui réclame l'application concrète des principes de la Constitution républicaine issue de la Résistance.

Il est important de noter que la réactivation de l'« antifascisme militant » date de l'été 1960 et que le mouvement gagne les principales villes italiennes où le slogan « Viva la Resistenza ! » apparaît sur les murs de l'Italie tout entière et est clamé dans les cortèges[121]. Le gouvernement ne sait pas comment réagir face au retour de l'antifascisme militant. Les descentes de police dans les quartiers ouvriers, comme celui romain de Borgata Gordiani, sont vécues comme un retour aux rafles de l'occupant nazi : « A mi fijo l'hanno incolpato che

---

[120] C.Armati, *op.cit*., p. 111

[121] G. Crainz, *op.cit*, p.180.

aveva fatto le scritte con la vernice per terra : « Viva la Resistenza ! E che è un delitto ? »[122]. La célèbre chanson de Fausto Amodei, *Per i morti di Reggio Emilia*, écrite en 1960, compare les victimes à de « vieux partisans » et établit un lien de continuité avec les luttes passées de la Résistance : « Compagno cittadino fratello partigiano teniamoci per mano in questi giorni tristi, di nuovo a Reggio Emilia di nuovo là in Sicilia son morti dei compagni per mano dei fascisti »[123].

La révolte de Gênes a donc plusieurs effets sur la vie politique italienne en marquant la fin du centrisme sur le plan gouvernemental, et un retour aux valeurs de la Résistance et de l' « antifascisme militant ». On assiste donc à une reprise et à une reformulation du paradigme résistanciel, qui a permis à la gauche communiste et socialiste de se réapproprier la mémoire officielle de la Résistance[124].

Les « faits de Turin » de 1962 introduisent un tournant majeur dans l'histoire de l'extrême gauche italienne. Les heurts qui ont lieu à Turin en juillet 1962 marquent le début d'une fracture – qui apparaît alors clairement pour la première fois – entre une partie du mouvement ouvrier et le Pci. Les faits de Turin de l'été 1962 sont liés au renouveau des contrats des ouvriers métallurgiques : au cours de la grève des métallos turinois, on assiste à trois jours de heurts violents avec les forces de l'ordre, les 7, 8 et 9 juillet, à Piazza Statuto[125].

Les protagonistes de ces heurts sont de jeunes ouvriers, dont la plupart issus de l'émigration du Sud de l'Italie[126], ainsi que d'anciens résistants[127]. La manifestation de Turin

---

[122] « Come ai tempi dei nazisti », *Vie Nuove*, juillet 1960, n. 29, dans C.Armati, *op.cit*., p.120-121.

[123] G. Vettori, *Canzoni italiane di protesta, op.cit.*, p. 186. La comparaison avec la Résistance est présente dans tout le texte, voici un autre exemple: : « uguale è la canzone che abbiamo da cantare : *scarpe rotte eppur bisogna andare* », qui reprend le célèbre motif du chant partisan *Fischia il vento*. Le texte d'Amodei deviendra par la suite l'une des chansons les plus chantées lors des cortèges.

[124] Dans la première moitié des années 1950, les leaders communistes et socialistes étaient exclus des célébrations officielles de la Résistance (notamment en 1955, lors du premier anniversaire de la Libération). Dans le climat de la guerre froide, l'anticommunisme était devenu plus important que l'antifascisme. G.Crainz, *Storia del miracolo italiano, op.cit.*, p.164.

[125] Les heurts sont déclenchés par la rumeur d'un accord séparé de la Uil, la majeure organisation syndicale socialiste, avec la direction de la Fiat, pour cette raison les ouvriers grévistes se rassemblent le matin du 7 juillet devant le siège de la Uil, qui se trouve piazza Statuto.

[126] Entre 1951 et 1971, la distribution géographique de la population italienne subit un profond bouleversement. Il y eut deux grandes vagues d'émigration interne: 1957-1963 et 1967-1971. Les statistiques ne sont pas précises quant à ce phénomène, mais on peut afirmer qu'entre 1955 et 1971, 9 140 000 persones participent à des migrations interrégionales. Cf. P.Ginsborg, *op.cit.*, p.295.

rappelle les faits de Gênes de l'été 1960 : dans les deux cas, les manifestants sont des jeunes, en particulier de jeunes ouvriers, et on assiste à des épisodes de violence et à des heurts avec les forces de l'ordre pendant plusieurs heures. Cependant, l'historien Paul Ginsborg met en avant un argument important pour souligner la différence entre les faits de Gênes et de Turin: alors que la révolte de Gênes est légitimée et est conduite au nom de la Résistance, piazza Statuto au contraire n'a pas cette légitimité historique. D'après l'historien, Piazza Statuto n'est pas l'expression de l'Italie issue de l'après-guerre, mais de l'Italie de la modernité et du « miracle économique » et elle annonce en cela les révoltes de la fin des années 1960[128]. D'après Moroni et Balestrini, cependant, cette radicalisation des luttes ouvrières est due aussi à la politique des industriels, qui, entre 1953 et 1962, et plus particulièrement à la Fiat de l'ingénieur Valletta, pratiquent une politique qui vise à réprimer ouvertement les luttes ouvrières et la pratique du droit de grève[129].

Cette fois-ci, le Pci désavoue les faits de Turin. Les journaux communistes offrent presque les mêmes lectures que les quotidiens des intérets patronaux[130] : tout comme *La Stampa*, la presse communiste parle de « provocation », de « teppisti »[131]. C'est aussi la première fois que la presse communiste parle d' « agents provocateurs », lors de manifestations ouvrières, pour définir les responsables des heurts avec les forces de l'ordre. Par la suite, et notamment au cours des années 1970, tous les moments de lutte qui échappent au contrôle du parti ou du syndicat vont être imputés par la presse communiste à

---

[127] P. Ginsborg, *op.cit*, p. 343.

[128] *Ibid.*, p. 348.

[129] N. Balestrini et P. Moroni, *L'orda d'oro 1968-1977. La grande ondata rivoluzionaria e creativa, politica ed esistenziale*, Milano, Feltrinelli, 2003 [1988], p. 17-20. Selon Nanni Balestrini et Primo Moroni, cela fait mûrir dans le Pci la conviction qu' il est nécessaire de déplacer les luttes à l'extérieur des usines, au sein des rapports de classe du pays et en faveur des luttes socialistes internationales du Tiers Monde. Ce désengagement du Pci du thème central des luttes à l'intérieur de l'usine devient, au début des années 1960, l'objet d'une forte polémique au sein du mouvement émergent de l'opéraïsme**.** Surtout, cela marque le début d'un processus qui voit une autonomisation progressive des luttes, laissant le terrain ouvert à des initiatives spontanées qui ne sont dirigées ni par le Parti ni par les syndicats. Sur le thème de l'offensive patronale, voir aussi P. Ginsborg, *op.cit*., p.257-259.

[130] « Poco dopo, la stampa comunista, sia livello locale che a livello nazionale, sposa, nella sostanza, la stessa tesi [du journal La Stampa], anche se con maggiori articolazioni». G. Crainz, *Storia del miracolo italiano, op.cit*., p.204.

[131] « L' "operazione Piazza Statuto": riveliamo il retroscena della provocazione.(…) Chi ha pagato?» se demande *l'Unità*, 13 juillet 1962.

des agents indéfinis de la provocation[132]. Ainsi, c'est à piazza Statuto que naît cette déformation langagière du Pci qui perdurera jusqu'à l'affaire Moro : à savoir l'identification des franges les plus radicales de la contestation avec des « agents de la provocation » : « I « fatti di piazza Statuto » vennero attribuiti dal Pci all'opera di agenti provocatori, e così vennero interpretati in seguito tutti i momenti o le forme di lotta sfuggiti al controllo del partito o del sindacato » [133].

Cette position nouvelle du Pci ne passe pas inaperçue. Un article de la revue fondée en 1952 par Amadeo Bordiga, *Il programma comunista*, organe officiel du Parti communiste internationaliste, souligne bien ce changement et annonce déjà ses conséquences :

> « Non è mai avvenuto, nella storia del movimento operaio, nemmeno nei periodi di più vile opportunismo di partiti e sindacati, che gli operai che insorgono contro le sopraffazioni del capitale e dei suoi lacchè, e che, ricorrendo all'arma dello sciopero, non dimenticano che questo è appunto un'arma, un'arma di *guerra* sociale, fossero bollati come "teppisti" e come "provocatori" da quelli che sconciamente pretendono di rappresentarli » [134].

Le témoignage du célèbre « bandit» Sante Notarnicola va dans le même sens: « La stampa baldracca dei borghesi parlava di teddy-boys, di teppisti e non capiva niente, come non capiva niente il partito. I giovani cercavano un partito che li portasse alla rivoluzione, invece trovavano solo riunioni di cellula o festival dell'Unità »[135].

En effet, le Pci mène au début des années 1960 une politique « double » qui allie une opposition modérée au sein des chambres et une mobilisation massive et radicale dans les rues [136]. Ainsi, alors que le Pci mène une politique dure et contestatrice dans le monde du

---

[132] Sur cet aspect, voir aussi N. Flores, N. Gallerano, *Sul Pci, Un'interpretazione storica*, Il Mulino, Bologne, 1992, p.186 et suivantes. Les deux auteurs expliquent la position du Pci comme un héritage de la tradition stalinienne qui vise à supprimer toute opposition venant de gauche, mais elle révèle aussi une incompréhension fondamentale du Pci des faits de Piazza Statuto, ainsi que son incapacité à s'adapter aux changements sociaux apportés par le miracle économique.

[133] *Ibid.*, p. 187.

[134] "Evviva i teppisti della guerra di classe!", *Il programma comunista*, n. 14 du 17 juillet 1962.

[135] *L'evasione impossibile*, Feltrinelli, Milan, 1972, dans C. Armati, *op.cit.*, p. 126. Sante Notarnicola est un célèbre bandit, fondateur de la bande criminelle « Cavallero », très connue dans les années 1960 pour ses hold-up. Inscrit aux Fgci, puis au Pci, Notarnicola fera ensuite partie des Nap, Nuclei Armati Proletari, fondés en 1974.

[136] S. Colarizi, *Storia dei partiti nell'Italia repubblicana*, Laterza, Rome-Bari, 1996, p.254.

travail, et, surtout, appuie et coordonne les contestations de l'été 1960 contre la tentative de Tambroni de restaurer un régime autoritaire de droite[137], il est incapable d'intégrer cette figure sociale nouvelle qu'est l' « ouvrier-masse » et qui apparaît violemment sur la scène publique à Piazza Statuto [138].

b) L'apparition de nouveaux concepts: l'opéraïsme, l'ouvrier-masse, et le renouveau du concept d' autonomie ouvrière

La nouvelle période de conflits sociaux qui naît avec la question du renouvellement des contrats de 1962 constitue un tournant majeur. Après ces faits, des questions fondamentales comme celles du désarmement de la police, de l'unité ouvriers-étudiants, et de la rébellion violente ou pacifique apparaissent. C'est surtout, d'après Nanni Balestrini et Primo Moroni, le début de l'autonomie ouvrière et la fin du mythe de la production qui va élever le niveau de vie de la classe ouvrière : « c'est à piazza Statuto que commence l'histoire du mouvement de l'autonomie ouvrière »[139]. Piazza Statuto marque un tournant dans l'histoire du mouvement ouvrier en Italie[140].

La question qui se pose après piazza Statuto, à savoir celle d'une rupture au sein de la classe ouvrière entre les jeunes et les vieilles générations, avait été déjà l'objet de plusieurs études et enquêtes menées par des intellectuels marxistes en opposition avec le Pci. Ces intellectuels, dont notamment Raniero Panzieri et Mario Tronti, rassemblent leurs travaux

---

[137] Cela est confirmé par le succès du Pci aux élections de 1963 qui lui permet d'atteindre 25% des voix (+2,6 % par rapport à 1958). cf. Colarizi, p. 254.

[138] A cela il faut ajouter la répression très violente à Milan, le 27 octobre 1962, d'une manifestation en faveur de Cuba au moment de la crise des missiles, une jeep de la police écrase un jeune, Giovanni Ardizzone, qui meurt peu après. C. Armati, *op.cit.*, p.134-139. "La Ballata dell'Ardizzone" de Ivan Della Mea est dédiée à cet épisode.

[139] « A piazza Statuto inizia la storia del movimento di autonomia operaia in Italia », N.Balestrini et P. Moroni, *op.cit.*, p.136.

[140] En effet, l'insubordination de Piazza Statuto marque aussi la naissance du spontanéisme et de nouvelles formes de lutte comme la grève Fiat du 15-16 octobre 1963 « a gatto selvaggio » qui se répand de manière spontanée : « Con il gatto selvaggio l'insubordinazione di piazza Statuto entra in fabbrica ». N. Balestrini et P. Moroni, *op.cit.* p. 143-144. Après les faits de Turin la grève se répand de façon massive avec la grève des 60 000 à la Fiat de Turin le 23 juin 1963. G. Crainz, *op.cit.*, p. 202.

dans une nouvelle revue qui paraît à partir d'octobre 1961, les *Quaderni Rossi*[141]. Une nouvelle réflexion de type marxiste voit le jour à ce moment-là. La nouveauté réside dans le fait qu'elle n'est pas contrôlée par le Pci, et qu'elle utilise des instruments nouveaux comme l'enquête sociologique pour réfléchir sur la classe ouvrière et sur le capitalisme moderne. Son support est celui d'une revue écrite par des intellectuels qui s'adresse à des intellectuels. Sur le même modèle, une autre revue importante voit le jour à ce moment-là : les *Quaderni Piacentini*, publiés à partir de mars 1962 par des « giovani della sinistra » et dirigés par Piergiorgio Bellocchio[142]. Elle rassemble un groupe d'intellectuels connus comme G. Fofi, G. Cherchi, F. Stame, G. Viale, et C. Donolo. Le groupe se situe immédiatement dans une réflexion à usage interne à la gauche marxiste : « Vogliamo che questo sia un foglio di battaglia; portata non solo all'esterno, ma all'interno »[143].

Le groupe des *Quaderni Rossi* de Raniero Panzieri, qui pourtant avait déterminé la nouvelle figure sociale qui était apparue à Piazza Statuto, décrit les épisodes de violences comme contraires aux intérêts de la classe ouvrière[144]. Le groupe se sépare au début de 1963 sur la question de l'autonomie ouvrière et une partie du groupe donnera naissance à une nouvelle revue *Classe operaia*[145], qui publiera de 1964 à 1966 et qui sera dirigée par Mario Tronti. Il est important de noter que l'expérience des *Quaderni Rossi* et de *Classe operaia* cessent toutes les deux en 1966, avec le début du mouvement étudiant.

L'apport fondamental de l'expérience des *Quaderni Rossi* pour la suite des luttes politiques et sociales des années 1968 et 1970, réside dans la reprise du concept gramscien d'autonomie ouvrière[146]. Gramsci relie ce concept à la construction d'un parti de la classe

---

[141] Les *Quaderni Rossi* seront publiés jusqu'en 1965 et compteront 6 numéros.

[142] Les « Quaderni Piacentini » paraîtront jusqu'en 1980.

[143] Article « Prova per una rivista da farsi »; premier numéro, cité dans Revelli, « Movimenti sociali e spazio politico », dans F. Barbagallo (dir.) *Storia dell'Italia repubblicana*, Einaudi, Turin, 1995, p. 403.

[144] Dans leurs articles, la grève des ouvriers Fiat est séparée des événements et des sujets qui ont animé piazza Statuto. Balestrini et Moroni, *op.cit.*, p. 135.

[145] La scission porte sur la question de l'organisation des ouvriers. Contrairement à Panzieri, Mario Tronti, qui dirige la nouvelle revue, voit la défaite du syndicat comme un aspect positif pour la classe ouvrière. Le premier numéro de *Classe Operaia* date de février 1964, les publications cessent dès 1966. Parmi les rédacteurs on peut citer de nombreux historiens et intellectuels: Mario Isnenghi, Toni Negri, Adriano Sofri, Alberto Asor Rosa, Silvio Lanaro.

[146] Sur la centralité du concept d'autonomie chez Gramsci, je renvoie à G. Labica et G. Bensussan *Dictionnaire critique du marxisme*, Puf-Quadrige, Paris, 1999. Cependant, l'exigence de l'autonomie de la

ouvrière. Les *Quaderni Rossi* reprennent cette idée et lui donnent un sens moderne : l'idée d'une lutte de la classe ouvrière autonome par rapport aux organisations traditionnelles. Le terme d' « autonomie » est ici utilisé comme synonyme de « contrôle ouvrier » ou de « l'azione autonoma delle grandi masse »[147]. Ce n'est pas encore l' « Autonomie » avec un grand A des années 1970, à la fois concept et organisation, cependant, le groupe de Panzieri théorise pour la première fois l'idée d'une autogestion des luttes ouvrières hors du cadre institutionnel des partis ou des syndicats, qui constituera le fondement théorique des mouvements collectifs des années successives.

Ainsi, le « contrôle ouvrier »[148] est synonyme de « rupture révolutionnaire » et d'une « perspective d'autogestion socialiste »[149]. Tronti parle d'une « autonomie de gouvernement (*autogoverno politico*) politique de la classe ouvrière »[150]. La critique des partis et des syndicats de gauche - menée notamment par Asor Rosa et par Tronti - s'atténue après piazza Statuto, à cause des nombreuses critiques des syndicats envers le groupe[151], qui les accusent d'avoir été les instigateurs de la perte de confiance dans les syndicats. La rupture avec les syndicats réapparaît cependant en 1965 dans le dernier numéro de la revue, le numéro 6, entièrement dédié à cette question : « Movimento operaio e autonomia nella lotta di classe »[152].

La question de l' « autonomie » des ouvriers est étroitement liée à la question du pouvoir ouvrier et de la prise du pouvoir : « Il tema principale di questa ricerca è l' esistenza o meno nella classe operaia (cioè in nuclei operai sufficientemente consistenti per avere una funzione determinante nelle lotte) di un obbiettivo esplicito di presa del potere, operante sin

---

classe ouvrière se résout chez Gramsci dans un parti de la classe ouvrière qui ne reproduirait pas les structures des partis bourgeois.

[147] R. Panzieri, "Sull'uso capitalistico delle macchine nel neocapitalismo", *Quaderni Rossi*, n.1, p.37.

[148] *Ibid.*, p.70.

[149] *Ibid.*, p.70. Panzieri le précise meme plus loin, p.71: "La formula del controllo operaio può oggi essere giudicata equivoca, assimilabile a una impostazione " centrista" , di attenuazione e di conciliazione delle esigenze rivoluzionarie proposte dalle lotte con la tradizionale linea nazional- parlamentare- democratica: in verità non mancano accenni a una utilizzazione della formula in questo senso. Velleitaria e ambigua è, per esempio, l' indicazione del controllo operaio quando s' intende con essa la continuazione o la ripresa della concezione e della esperienza dei Consigli di gestione".

[150] M. Tronti, "La fabbrica e la società", *Quaderni Rossi*, n.2, p. 29-30.

[151] Ces critiques sont reprises dans l'article de L.Lanzardo, *Quaderni Rossi*, n.3.

[152] Ce dernier numéro paraît en 1965 après la mort de Panzieri (9 octobre1964).

da ora »[153]. L'idée d'autonomie ouvrière qui se fait jour ici est étroitement liée à la requête d'un « potere politico operaio distinto e autonomo » du pouvoir bourgeois[154]. Ainsi, la revendication d'un «potere operaio» devient centrale dès l'expérience des *Quaderni rossi*[155].

Bien que l'expérience des *Quaderni Rossi* ne dure que quatre ans, elle va avoir une influence considérable sur les mouvements des années 1968 et 1969. Ainsi, ce n'est un hasard si quelques-uns des leaders étudiants de 1968, comme Adriano Sofri, Antonio Negri ou Vittorio Rieser[156], se sont formés à l'école de Mario Tronti et proviennent de l'expérience de *Classe Operaia*.

Le mouvement de 1968, en particulier, va hériter certains thèmes et certains mots qui proviennent de l'expérience des *Quaderni Rossi* et de *Classe Operaia*, ainsi que la méthode de l'enquête sociologique et de l'étude sur le terrain. En effet, l'apport fondamental de ces revues et leur nouveauté réside dans la réalisation d'études sociologiques régulières sur la classe ouvrière (phénomènes de migrations, âge, formation, spécialisation..) qui rendent compte d'une évolution profonde du tissu social ou de ce que les *Quaderni Rossi* appelaient la « composition de classe ». Les résultats de ces enquêtes révèlent que le système et les rapports de production évoluent constamment en créant de nouveaux acteurs sociaux

---

[153] "Piano capitalistico e classe operaia", *Quaderni Rossi*. n.3, p.39.

[154] M.Tronti, "Il piano del capitale", *Quaderni Rossi*, n.3, p.71

[155] « Non si tratta di contrattare oggi i singoli punti per contestare poi domani l'insieme del potere. E' esattamente il contrario: la richiesta del potere deve precedere tutto; solo così tutto si organizza per la conquista del potere. Bisogna contestare subito alla classe dominante il suo dominio politico; poi, si potrà anche contrattare con essa il terreno della lotta », M.Tronti, *Ibid*, p.72.

[156] Vittorio Rieser participera au mouvement de 1968 et sera ensuite l'un des fondateurs de l'organisation Avanguardia operaia. Voici ce qu'il raconte sur l'expérience des *Quaderni Rossi*: "Mi sia permesso qui un aneddoto. Nella prima fase dei *Quaderni rossi*, imperversavano i litigi tra i compagni che facevano capo a Tronti e chi vi si contrapponeva (Panzieri, per un po', mantenne una posizione "mediana"). In una di queste riunioni, particolarmente infuocata, i compagni che facevano capo a Tronti ci spiegavano che la classe operaia era "tutta fuori del capitale", mentre nella nostra analisi finiva per essere "tutta dentro al capitale". In un intervallo, Dario [Lanzardi] – che, pur avendo una posizione precisa, manteneva un suo distacco ironico – camminava su e giù per la sala canticchiando "tutto fuori, tutto dentro – gli faremo un monumento..". Lanzardo confluera par la suite dans le mouvement de 1968 et c'est grâce à lui que seront republiés les *Quaderni Rossi* en 1970 en 8 volumes, aux éditions Sapere. Cette publication en 1970 montre le regain d'intérêt pour l'expérience des QR et son lien avec les mouvements de 1968-69. Ce témoignage de V. Rieser est paru dans *Liberazione*, 22 février 2011, « Dario Lanzardo, compagno fuori del comune».

différenciés même au sein de la classe ouvrière : ces études introduisent pour la première fois une nouvelle figure sociale, l'« operaio massa » (l'« ouvrier-masse »)[157].

Cette nouvelle figure sociale, analysée dans les années 1960[158], constitue une rupture par rapport à l'image de l'ouvrier des années 1950, qui était le plus souvent un ouvrier professionnel, très politisé, ayant vécu la Résistance, conscient de sa mission politique, et qui attend la crise du capitalisme en militant dans des organisations syndicales ou dans les partis. L'« operaio massa », au contraire, constitue un «nouveau» type d'ouvrier: dépolitisé, issu de l'immigration du Sud, pas qualifié, et lié à l'introduction massive du travail à la chaîne à partir des années 1960[159]. Ainsi, les organisations extraparlementaires des années 1970 chercheront dans cette nouvelle figure d'ouvrier leur base politique, en opposition à l'ouvrier traditionnel du Pci.

Cette figure, analysée pour la première fois dans les *Quaderni Rossi* au début des années 1960, sera théorisée dans l'une des œuvres majeures de l'opéraïsme italien, *Operai e capitale* (1966) de Mario Tronti, ouvrage qui constituera d'ailleurs l'une des lectures des jeunes des années 1970. Tronti y théorise des concepts comme « neocapitalismo », « composizione di classe »[160], « operaio massa », « piano del capitale », « inchiesta e conricerca operaia », des termes qui finissent par entrer dans le lexique politique courant.

Le terme d'ouvrier-masse se diffuse surtout à partir des luttes étudiantes et ouvrières des années 1968-1969. Par la suite, il devient l'un des concepts-clé du groupe Potere Operaio[161] qui hérite aussi la terminologie scientifique des *Quaderni Rossi* en reprenant leurs grilles d'interprétation et des expressions telles que « attacco operaio », « ristrutturazione capitalistica », « riconfigurazione della composizione di classe ». Dans *Crisi dello Stato-piano* (1971), l'un des leaders de Potere operaio, Toni Negri, remplace le terme d'ouvrier-masse par le concept de « operaio sociale » (non plus cantonné dans les grandes usines, mais

---

[157] N. Balestrini et P. Moroni, *op.cit.*, p.128 et suiv.

[158] Au moment, donc, du "miracle économique" italien (1958-1963).

[159] *Ibid.*

[160] La « recomposition de classe » est liée au concept de « centralité ouvrière » : « la classe ouvrière n'est pas une notion mythologique, mais un ensemble historiquement composé », G. Labica et G. Bensussan, *op.cit.*, article « opéraïsme », p.816.

[161] Pour l'histoire du groupe de Potere operaio je renvoie au chapitre suivant.

figure sociale diffuse), mais le concept ne se répand que dans la deuxième moitié des 1970[162].

Ainsi, on a déjà dans les *Quaderni rossi* une première élaboration des principaux thèmes que l'on retrouvera dans les années 1970, bien plus, on a un modèle de réflexion et d'engagement qui sera aussi celui des années 1970 : l'enquête sociale ou, plus généralement, l'enquête tout court, qui, dans les années 70 deviendra aussi enquête politique. Les legs des revues opéraïstes des années 1960 constituent une première étape dans la formation d'un nouvel espace de réflexion à gauche du Pci. Elles laissent surtout une nouvelle réflexion théorique qui sera prise en charge par les nouvelles générations et qui constitue essentiellement une analyse pointue des nouvelles conditions de production du capitalisme et de la classe ouvrière. Elles laissent enfin un débat ouvert sur la nécessité de renouveler les formes de lutte traditionnelles en remettant en cause le rôle de médiation des organisations institutionnelles (parti et syndicat) au nom de l' « autonomie ouvrière » et d'un rapport direct avec les masses ouvrières.

La question de la « centralità operaia » restitue à la classe ouvrière le rôle de moteur du processus révolutionnaire en dépit des partis et des syndicats : l'apport central des *Quaderni Rossi* réside dans la critique du parti comme modèle exclusif de l'organisation ouvrière[163]. Cette réflexion constitue la prémisse de la « démocratie directe » et du « contrôle ouvrier » théorisés par les mouvements de la fin des années 1960, et qui donneront lieu à la formation de nombreux « conseils ouvriers » au moment des luttes de 1968 et 1969.

---

[162] Antonio Negri, *Dall'operaio massa all'operaio sociale. Intervista sull'operaismo*, Ombre corte, 2007 [1ère édition: 1979].

[163] En réalité une partie des intellectuels des *Quaderni rossi* et de *Classe Operaia* va confluer dans le Pci, comme M. Tronti. Une autre partie animera le mouvement de 1968 et participera ensuite à la naissance de la gauche extraparlementaire. Sur l'idéologie des QR je renvoie à N.Balestrini et P.Moroni, *op.cit*., p. 128-143. Cependant, encore au début des années 1960, les positions des QR et du Pci sont inconciliables : les enquêtes menées par les QR mettent en lumière une violence interne à l'usine et des formes de répression de la classe ouvrière qui sont complètement internes au mode de production capitaliste, d'où la conclusion que la violence est inhérente au mode de production capitaliste. Cette idée sera reprise aussi par le mouvement de 1968 et par les autres mouvements des années 1970. Pour les intellectuels des QR le capitalisme n'est donc pas réformable et il faut se poser en « rupture » avec lui. Cette vision des QR était inconciliable avec les positions du Pci et du syndicat qui conservaient une certaine forme de confiance dans le développement des forces de production et qui visaient à réconcilier les positions ouvrières et le mode de production capitaliste comme prémisse à une future société socialiste.

2) Les « acrobaties nominalistes » du Pci[164]

Dans l'après-guerre, le Pci subit une importante évolution idéologique: né comme parti dont le but est de former une avant-garde révolutionnaire, il se positionne de plus en plus sur des positions qui défendent le système démocratique. Ainsi, le modèle avant-gardiste léniniste cède la place au modèle classique du parti de masse, dont le but est d'obtenir le consensus des masses. Comment concilier cette évolution, sans renoncer à la tradition marxiste révolutionnaire ? Le Pci jouera ainsi sur deux plans : il modifiera progressivement sa ligne politique tout en recourant à la tradition marxiste-léniniste pour légitimer ses revirements.

Dès juillet 1944, le « tournant de Salerne » met en place un « parti nouveau » qui scelle l'abandon de la perspective révolutionnaire et élabore la stratégie de la « démocratie progressive ». Togliatti renonce à la conception d'un parti d'avant-garde révolutionnaire sur le modèle léniniste. Le « parti nouveau » de Togliatti repense aussi le rapport au pouvoir, c'est-à-dire au gouvernement. Les institutions de l'Etat sont passibles de devenir des instruments de démocratie lorsqu'elles sont dirigées par un parti de masse comme le Pci : la rhétorique du Pci opère une légitimation des institutions bourgeoises, tout en affichant une absence de clarté sur la phase révolutionnaire.

En effet, le « parti nouveau » abandonne la perspective léniniste de prise du pouvoir par les armes. Le terme clé des discours de Togliatti est déjà le terme de « démocratie ». Cependant, la figure de l'ennemi demeure encore celle du récent passé fasciste : le respect du système démocratique de la part du parti révolutionnaire naît aussi de la volonté de collaborer avec les forces démocratiques afin d'extirper les racines du fascisme. La construction d'un régime démocratique avec les autres forces politiques rend nécessaire l'abandon d' une position de pure opposition.

En 1946, lors du 5ème congrès du Pci, Togliatti parle d'un « ritorno offensivo del nemico » qui est encore possible, mais qui a des possibilités limitées, s'agissant ici encore de l'ennemi fasciste. Par contre, suite à un moment de dures attaques contre les organisations communistes au début de la guerre froide (1948-1951), Togliatti parle à nouveau du « retour offensif de l'ennemi » comme d'une menace concrète lors du 7ème congrès de 1951 (jouant ici volontairement sur une ambiguïté au sujet de la figure de l'ennemi qui a ici un sens plus

[164] L'expression "acrobazie nominalistiche" est de S. Lupo, *Partito e antipartito. Una storia politica della prima Repubblica, 1946-78*, Donzelli, Roma, 2004, p.76.

large)[165]. C'est seulement lors du 8ème congrès (1956) qu'on proclame « l'impossibilità del ritorno alla reazione aperta in un regime di tipo fascista»[166]. En tout cas, la figure et le mot d' « ennemi » ne sont utilisés dans la rhétorique des dirigeants du Pci que pour désigner le fascisme ou une politique fasciste. Le mot ne sera repris que lors de l'insurrection polonaise de Poznan qui précède l'invasion soviétique à Budapest. Togliatti intitule alors un célèbre article dans *Rinascita* « La presenza del nemico » en juillet 1956.

Après la défaite aux élections de 1948, jusqu'à la moitié des années 1950, le Pci reprend une certaine radicalité dans la rhétorique de l'affrontement, marqué par le début la guerre froide. C'est le moment où l'on commence à parler de la célèbre « doppiezza » du Pci vis-à-vis de la démocratie en indiquant par là le respect seulement formel des règles démocratiques dans l'attente du moment insurrectionnel. En réalité, nous partageons la vision de Flores et Gallerano selon laquelle « doppia [era] la natura complessiva del partito, non la sua strategia e neppure la sua lealtà nei confronti delle istituzioni repubblicane »[167].

En effet, le discours du Pci baigne dans une volontaire ambiguïté qui sert à masquer une crise idéologique importante du parti. Dans l'après-guerre, le parti de Togliatti vit dans une imprécision ou « duplicité » linguistique latente : les mots utilisés par le parti ont du mal à définir la portée véritable de la politique communiste. On assiste ainsi au paradoxe selon lequel le parti affirme vouloir abandonner les pratiques révolutionnaires tout en gardant une rhétorique et un vocabulaire qui se réfère à la tradition insurrectionnelle. C'est là que réside la véritable « duplicité » du Pci de Togliatti.

Ainsi, les années 1950 reprennent des tons plus radicaux, notamment dans la critique du centrisme de la Dc, mais cet antagonisme demeure sur le terrain de l'idéologie, et n'est que le revers du mythe de l'Urss qui est abondamment entretenu à ce moment-là. Les tons durs apparaissent lors d'épisodes conflictuels importants comme la bataille sur la « legge truffa » en 1953. Les écoles de Parti étudient les « classiques » du marxisme révolutionnaire comme *Le Manifeste*, le *Matérialisme historique et dialectique* de Marx, *Les questions du léninisme* de Staline, L' *Histoire du Pc d'Urss*, les romans de Maxime Gorki…. La rhétorique du parti cite les écrits de Gramsci, de Togliatti et de Staline. Il faut souligner

---

[165] G. Galasso, *Seguendo il Pci, Da Togliatti a D'Alema (1955-1996)*, Costantino Marco editore, Lungro, 1998, p.187.

[166] *Ibid.*

[167] N. Flores et N. Gallerano, *op.cit.*, p. 92.

que plusieurs historiens insistent aussi sur le fait que cette période coïncide aussi avec un moment de persécution des militants communistes[168].

Cependant, à l'intérieur du parti, le « centralisme démocratique » de tradition léniniste reconduit toute opposition : le cas de l'éloignement de Secchia, célèbre opposant à Togliatti, après un scandale en juillet 1954, est significatif dans la mesure où nous retrouverons les écrits de Secchia parmi les œuvres lues par les militants des années 1970. La « duplicité » naissait en réalité des contradictions internes au Pci que le parti n'avait pas réussi à résorber par une ligne politique claire et par une synthèse des différents apports de sa tradition politique.

Suite à la destalinisation entamée par Khrouchtchev au XX Congrès du Pcus (février 1956) et à la répression de l'insurrection de Budapest (octobre-novembre 1956), la nouvelle politique du Pci est guidée par une nouvelle formule de Togliatti, énoncée lors du 8ème congrès du Parti (8-14 décembre 1956) : la « voie italienne au socialisme »[169]. La définition de cette nouvelle ligne demeure confuse et est résumée par une autre formule : le Pci doit conduire une stratégie de « réformes structurelles ». L'idée d'une transition pacifique et progressive vers le socialisme demeure très floue. Le 8ème congrès affirme que :

> « la soluzione delle fondamentali contraddizioni interne alla nostra società possono essere realizzate soltanto con la conquista del potere politico da parte della classe operaia. Ma nei rapporti di forza in atto tra le forze del proletariato (..) e quelle dello sfruttamento e della reazione, di fronte alla urgenza dei problemi (..) i comunisti dichiarano apertamente che lo smantellamento delle più arretrate e pesanti strutture della società italiana e l'avvio di una loro trasformazione in senso democratico e socialista non possono e non debbono essere rinviati all'ora della conquista del potere (…). Da qui passa la via italiana al socialismo »[170].

Nous avons ici un exemple parlant de la rhétorique de cette époque qui allie le recours aux *termes* de l'analyse marxiste à leur utilisation au sein d'un *discours* réformiste.

---

[168] P. Ginsborg, *op.cit.*, p. 251 et N. Flores et N. Gallerano, *ibid.*, p.93.

[169] Au milieu des années 1950, le parti subit d'importantes défections après les faits de Budapest en ouvrant une crise des effectifs et qui se poursuit jusqu'à la moitié des années 1960.

[170] G. Galasso, *op.cit.*, p.219-220. Togliatti justifie la "voie italienne au socialisme" en affirmant que Lénine a dit que les pays ne parviendront pas au socialisme de la même façon.

Togliatti peu après cite Lénine en affirmant que la nouvelle ligne n'est pas une ligne révisioniste («in queste affermazioni non è contenuta nessuna revisione dei nostri principi ») et que « la dittatura del proletariato, cioè la direzione politica da parte della classe operaia della costruzione della società socialista, è una necessità storica », mais qu'il existe plusieurs formes de dictatures du prolétariat et de démocraties[171]. Le nouveau discours du Pci allie la « voie italienne au socialisme » à la plus pure tradition marxiste de la dictature du prolétariat : même la voie légale et démocratique de la prise du pouvoir demeure une voie révolutionnaire du moment qu'elle est légitimée par la tradition marxiste-léniniste.

La définition de la « voie italienne au socialisme » est reprise en 1960 dans les *Thèses* du 9ème congrès du Pci : « spetta oggi alla classe operaia una funzione di avanguardia e di guida di tutte le forze della democrazia (…) per difendere, restaurare e sviluppare la democrazia, per dare alle stesse tradizionali istituzioni democratiche e parlamentari un nuovo contenuto »[172]. La classe ouvrière n'est plus l'avant-garde de la révolution mais de la démocratie. Les *Thèses* du 10ème congrès affirment vouloir réaliser dans la « legalité constitutionnelle », la « transformation socialiste de l'Italie »[173]. Togliatti insiste sur l'impératif de « contact » et de « collaboration » avec les autres forces démocratiques en prônant l'unité contre les divisions[174].

Ce mélange entre tradition et renouveau donne lieu à un langage problématique, mal compris des militants. Un dernier exemple en est la synthèse de la politique du Pci que fait Paolo Bufalini en 1967, dans l'article paru dans *Critica marxista*, intitulé « Il nostro bilancio del ventennio » : « per un verso, portare avanti la lotta di opposizione, di classe, ideale e politica, per altro verso costruire e difendere il terreno democratico e nazionale, unitario, dello scontro e delle lotte, della dialettica democratica »[175].

Ces objectifs incompatibles qui font du prolétariat à la fois le sujet d'une opposition de classe et d'une défense radicale de la démocratie posent des problèmes de stratégie qui permettent à tout un chacun de créer sa propre mythologie communiste. Nous avons là un véritable « hiatus » linguistique, une séparation entre le discours révolutionnaire et le discours démocratique, qui rendent incompréhensible la véritable ligne du Pci.

---

[171] *Ibid.*, p.222.

[172] *Ibid.*, p.220.

[173] *Ibid.*, p.221.

[174] *Ibid.*, p.261.

[175] *Ibid.*, p.275.

Un autre débat important porte sur la question de la guerre, abandonnée tout à fait par par la « voie italienne au socialisme » qui constitue l'héritage que Togliatti lègue au Pci des années 1960. Au début des années 1960, le camp communiste se divise sur la question de la guerre: la Chine de Mao s'oppose à la théorie de la « coexistence pacifique » entamée par Khrouchtchev[176]. Publié le 31 décembre 1962 sur « Renmin Ribao », le « Quotidien du Peuple », l'organe officiel du Pc chinois, et diffusé sous forme de brochure en Italie, l'article intitulé « Les divergences entre le camarade Togliatti et nous » constitue une très forte critique à la « voie italienne au socialisme »[177]. Celle-ci y est considérée comme un abandon de la révolution, et surtout de l'orthodoxie marxiste-léniniste[178]. La position nouvelle exprimée par Togliatti d'une prise du pouvoir « pacifique » est condamnée par la Chine maoïste. Surtout, la Chine condamne l'abandon de la distinction entre « guerres justes » et « guerres injustes » : pour Togliatti on peut parvenir au socialisme de manière pacifique, par des « riforme di struttura », en scellant par là l'abandon de la théorie révolutionnaire au profit d'une réforme radicale de la démocratie.

La duplicité du Pci, entendue comme coexistence de plusieurs lignes à l'intérieur du parti, est confirmée par le désarroi du parti après la mort de Togliatti. En effet, après la mort du leader communiste en 1964, les contradictions internes à cette formule éclatent en plein jour au 11ème congrès du Pci (1966) dans l'affrontement entre Amendola e Ingrao[179].

---

[176] Le problème de la guerre est présent dans toute la tradition marxiste-léniniste: pour Lénine la guerre est l'aboutissement inévitable du développement du capitalisme et de l'impérialisme. C'est la poursuite de la politique par d'autres moyens. Les communistes doivent transformer la guerre impérialiste en guerre civile, et donc en pratique révolutionnaire sous la conduite du Parti. Cette théorie est inconciliable avec la théorie de la coexistence pacifique.

[177] L'article du « Renmin Ribao » est cité dans N. Balestrini et P. Moroni, *op. cit.*, p. 149. L'apparition d'armes nucléaires de destruction massive aurait modifié la pensée de la guerre de Togliatti et aurait conduit le Pci à remettre en cause les principes marxistes-léninistes sur la guerre.

[178] Cette polémique accélère la création d'une dissidence à l'intérieur du Pci, qui aboutit à la création le 14 octobre 1966 du « Parti communiste d'Italie (marxiste-leniniste) », par Fosco Dinucci, Vincenzo Misefari et Osvaldo Pesce.

[179] Au XI Congrès de 1966 a lieu une bataille entre la droite du Parti– Amendola et Napolitano- et la gauche– Ingrao. Selon Amendola, l'ouverture à gauche de la DC a été un échec qui ouvrira une crise que le Pci doit exploiter afin d'entrer dans le gouvernement. Amendola affirme la nécessité d'une union de la gauche et propose une alliance avec le Psi. Il soutient la nécéssité de participer au gouvernement afin de pouvoir mettre en place un gouvernement de la gauche réformiste. Pour Ingrao le danger pour le Pci, n'est pas l'exclusion du gouvernement, mais bien au contraire, le progressif glissement du Pci sur des positions sociales-démocrates. Pour Ingrao, il faut créer un nouveau bloc historique, lancer une nouvelle mobilisation dans les usines et ouvir

L'historien G. Crainz insiste bien sur les hésitations linguistiques du Pci, qui révèlent à la fois son dogmatisme sectaire mais aussi le refus de réduire la voie italienne au socialisme à du pur et simple parlementarisme[180].

Le problème réside dans le fait que le Pci ne peut abandonner son langage radical sans remettre en cause son identité. Ainsi, les références au marxisme-léninisme apparaissent encore dans un discours de Longo de janvier 1967 qui prône « un'azione sistematica per fare assimilare i fondamenti, i metodi d'azione propri del nostro partito e del marxismo-leninismo », « un'azione rivoluzionaria », contre le « rivoluzionarismo parolaio »[181]. La « duplicité » réside dans l'abandon du Pci des pratiques insurrectionnelles tout en voulant garder un discours révolutionnaire.

La même duplicité est maintenue au niveau de la relation avec la Dc : celle-ci est rarement décrite comme un « ennemi », sauf au moment de campagnes électorales particulièrement virulentes comme celles de 1948 et 1953[182]. Au niveau institutionnel, le Pci recherche l'ancienne « unité » des partis antifascistes, alors qu'au niveau de la société civile ou au niveau local, dans les administrations régionales par exemple, il conduit une véritable opposition. Ainsi, le Pci mène au début des années 1960 une politique « double » qui allie une opposition modérée au sein des chambres à des formes de lutte et à une rhétorique radicales[183].

---

le Parti aux masses : or pour cela, le Parti devrait abandonner son centralisme démocratique afin de mettre en place une démocratie interne. La gauche apparaît en nette minorité au Congrès : Longo et Berlinguer sont plus proches d'Amendola que d'Ingrao, sans pour autant accepter toutes ses propositions. Ingrao s'est trop écarté de la voie centriste dictée par Togliatti. En tout cas, pour le moment aucune réponse n'est donnée par la Direction du Parti aux problèmes soulevés par Ingrao et Amendola, la Direction ayant opposé une fin de non-recevoir aux propositions des deux leaders.

[180] G. Crainz, *Il Paese mancato. Dal miracolo economico agli anni ottanta*, Roma, Donzelli, 2003, p.155-170 : Ingrao dénonce la coexistence de plusieurs lignes dans le parti, dans un article paru dans *Rinascita* en mars 1965. Reichlin affirme dans une réunion de la direction du 30 mars 1965: « non abbiamo più come per il passato un modello della conquista del potere e della rivoluzione » .

[181] *Ibid*., p.155.

[182] Dans la rhétorique communiste des années 1950, la Dc figure surtout comme le parti des grands intérêts capitalistes.

[183] S. Colarizi, *op.cit*., p.254.

3) Le retour du fascisme : l'extrême droite et la « guerre non-orthodoxe »

Pour comprendre la langue des années 1970, il est nécessaire de revenir sur la question des « fascismes »[184] dans la période de l'après-guerre jusqu'au milieu des années 1960. Sans pouvoir consacrer à ce thème un chapitre entier, nous voulons pourtant pointer quelques aspects généraux de la question en soulignant quelques épisodes clés qui puissent expliquer en partie la radicalisation des conflits de la fin des années 1960 jusqu'à la première moitié des années 1970.

En effet, on ne peut étudier les discours contestataires de l'extrême gauche sans analyser le rôle et les fonctions jouées par l'extrême droite en Italie à la même période. À partir de la fin des années 1960, la vie politique italienne connaît une polarisation croissante entre ces deux extrêmes politiques qui se superpose à l'opposition traditionnelle entre la Dc et le Pci. Le retour d'une extrême droite radicale apparaît surtout au moment de l'expérience des gouvernements de centre-gauche (1962-1968), et ensuite au moment du « compromis historique » (1973-1979)[185], c'est-à-dire à des moments où au niveau institutionnel les partis de centre-droite et de centre-gauche tentent une réconciliation démocratique. Ces moments d'alliance partielle entre la gauche et la droite engagent immédiatement des réactions des milieux conservateurs, comme en 1964 avec le « Piano Solo » du général De Lorenzo[186].

Il faut en outre rappeler que l'Italie républicaine n'avait pas opéré de véritable épuration des administrations fascistes dans l'après-guerre (magistrature, fonctionnaires, hautes hiérarchies militaires..) ; et qu'elle avait maintenu le « Casellario Politico Centrale » de Crispi, renforcé par le code Rocco sous le fascisme, et qui est encore utilisé par la Première République pour ficher les sujets suspects, notamment les leaders ouvriers et

---

[184] Nous parlons de "fascismes" au pluriel dans la mesure où le néofascisme de l'après-guerre a rassemblé plusieurs groupes qui faisaient tous référence à l'idéologie fasciste mais qui théorisaient des moyens d'action différents. Pour la distinction entre "fascisme" et "fascismes", je renvoie à E. Gentile, *Il fascismo in tre capitoli*, Laterza, Rome-Bari, 2004.

[185] Pour la question du "compromis historique", cf. chapitre 4.

[186] Le "piano Solo" mis en place par le général des carabiniers Giovanni De Lorenzo consistait en un projet militaire réactionnaire qui visait à empêcher la mise en place d'un gouvernement de gauche. Le projet, qui devait être réalisé seulement par les Carabiniers, consistait en un coup d'état (arrestations des principaux membres de l'opposition et occupation des centres névralgiques du pouvoir) dans le cas d'une victoire des gauches. L'existence de ce projet est découvert par l'opinion publique seulement en 1967, grâce à une enquête de la revue *l'Espresso*.

syndicaux[187]. Enfin, il est utile de rappeler aussi la présence de forces spéciales américaines dénommées « Gladio-Stay Behind » sur le territoire italien dès la moitié des années 1950 dans le but d'empêcher une invasion des forces du Pacte de Varsovie (1955), et puis d'empêcher une victoire électorale des communistes italiens (la présence de cette structure n'est rendue publique qu'en 1990)[188].

L'épisode le plus significatif de cette radicalisation de l'extrême droite italienne, à partir du milieu des années 1960, demeure le Congrès de l'Institut Pollio organisé en mai 1965 sur le thème de « La guerre révolutionnaire »[189]. Au cours de ces journées plusieurs intervenants se succèdent, parmi lesquels des représentants des milieux d'extrême-droite, des personnalités du Ministère de la Défense et des services secrets (comme l'agent du Sid Guido Giannettini), des intellectuels de droite (comme le fondateur de Ordine nuovo Pino Rauti)[190]. Le congrès de l'Institut Pollio marque un tournant décisif dans la réorganisation de l'extrême droite dans un sens éversif [191].

Dans la présentation du colloque, Eggardo Beltrametti définit l'objet d'étude des journées : il s'agit de « promuovere lo studio critico della «guerra rivoluzionaria» , cioè dell'offensiva planetaria del comunismo, avendo lo scopo di denunciare l'estensione e

---

[187] G. Crainz, *Il paese mancato, op.cit.*, p.107.

[188] L'existence de "Gladio-Stay Behind" n'est rendue publique qu'après la chute du bloc communiste en Urss, en 1990, par une allocution du président du Conseil Giulio Andreotti à la Chambre des députés (24 octobre 1990).

[189] L'Institut Pollio est un centre d'études historiques et militaires fondé en mai 1964 par des milieux proches de l'Etat major de la Défense. Le premier congrès de l'Institut a lieu à l'Hôtel Parco dei Principi de Rome, du 3 au 5 mai 1965. Pour une transcription complète du congrès de l'Hôtel Parco dei Principi:

http://www.stragi.it/la_guerra_rivoluzionaria/index.htm

[190] Le "Centro studi Ordine nuovo" (à ne pas confondre avec le "Movimento Politico Ordine Nuovo"), fondé dans les années 1950 par Pino Rauti et d'autres militants du Msi, était un mouvement politique et culturel d'extrême droite. Il est dissout et rentre dans le Msi en 1969, au moment de l'élection de G.Almirante. Une partie des militants refuse de rentrer dans le Msi et fonde en 1969 le "Movimento Politico Ordine Nuovo", dirigé par Clemente Graziani. Accusé d'avoir réalisé des actions subversives au cours de la "stratégie de la tension", le "Movimento Politico Ordine Nuovo" est dissout en 1973.

[191] Interview du juge Ferdinando Imposimato, 12 mars 2010. Q: "Quali sono state le tappe principali degli anni '70, i momenti di svolta, le date chiave?" R: "Intanto dobbiamo partire dal 1965, dalla riunione che si tenne all'Hotel Parco dei Principi nel 1965 a cui parteciparono esponenti dei servizi segreti, esponenti delle istituzioni, in particolare l'Arma dei Carabinieri e anche dell'Esercito, e molti capi dell'eversione di destra che, diciamo, teorizzarono la "strategia della tensione" e quindi la strategia della lotta al comunismo, però anche attraverso azioni provocatorie, che dovevano essere fatte dai "neri" e essere attribuite ai "rossi", questa era la sostanza diciamo della filosofia di questa strategia che venne elaborata nel 1965".

l'urgenza del pericolo che essa rappresenta e di cercare i mezzi più idonei per un'efficace difesa ». Le but des journées d'étude organisées par l'Institut Pollio n'est pas purement spéculatif, il s'agit de trouver des solutions pratiques au phénomène de la « guerre révolutionnaire », lancée, d'après les intervenants, par le communisme international: « Vi è quindi la speranza che le idee enunciate ed i suggerimenti proposti durante il I° Convegno possano essere accolti e sviluppati e che possano essere di sprone a qualche pratica iniziativa »[192] .

Le colloque part du présupposé que le communisme international a déclaré une « guerre révolutionnaire » qui se manifeste sur plusieurs fronts périphériques mais dont le but est la mise en place du communisme dans le monde entier :

> « Noi affermiamo che è in corso di svolgimento una vera e propria guerra guerreggiata, condotta secondo dottrine, tecniche, procedimenti, formule e concetti totalmente inediti. (…) Simile nuovo tipo di guerra si chiama appunto «guerra non-ortodossa» o «guerra rivoluzionaria »[193] .

Les intervenants définissent cette nouvelle guerre « non-orthodoxe » comme une « troisième guerre mondiale » dont il faut que l'occident commence à prendre conscience afin de trouver les moyens de la contrecarrer par les mêmes armes employées par les communistes[194].

En partant de ce présupposé, les participants au colloque préconisent la mise en œuvre de moyens immédiats et efficaces pour répondre à cette guerre « non-orthodoxe » : il s'agit d'adopter une « guerre offensive permanente » contre le communisme. Dans sa relation « La guerra rivoluzionaria: filosofia, linguaggio e procedimenti. Accenni ad una prasseologia per la risposta », Eggardo Beltrametti propose l'idée d'une offensive permanente contre le communisme : « Anche da questi pochi cenni possiamo comunque

---

[192] De même, Pino Rauti dans sa relation « La tattica della penetrazione comunista in Italia », affirme que « Spetterà poi ad altri organi, in senso militare, in senso politico generale, trarre da tutto questo le conseguenze concrete, e far sì che alla scoperta della guerra sovversiva e della g. r. segua l'elaborazione completa della tattica contro-rivoluzionaria e della difesa ».

[193] Relation de Gianfranco Finaldi.

[194] *Ibid.* L'auteur insiste sur l'idée d'une guerre bien "réelle" et non pas d'une guerre au sens figuré du terme: « Questo modo completamente nuovo consiste anzitutto nel rendersi conto che i comunisti applicano a tutti i livelli (su scala internazionale come su scala nazionale) una scienza bellica. Essi conducono cioè, non una lotta politica, ma, una guerra nel senso reale e non figurato del termine. »

trarre l'osservazione che una risposta efficace alla g.r. deve assumere il carattere offensivo permanente sul piano strategico e tattico, deve dare un esito netto, deve essere implacabile e deve essere marcata dal successo ».

Le terme de « guerre non-orthodoxe », comme le rappellent les intervenants, a été forgé dans les milieux de l'Otan pour définir l'ensemble des moyens employés pour lutter efficacement contre le danger communiste : « Dobbiamo invece dimenticare, come dice il colonnello Bonnet, tutte le regole della guerra classica (…) » et passer à la « "guerra non ortodossa" , come viene chiamata negli ambienti atlantici, la quale si ponga nelle condizioni di rispondere alla g.r. con metodo efficace senza tradire i nostri principi »[195].

Une autre preuve de ce climat réside dans l'ouvrage paru en 1966, *Le mani rosse sulle forze armate*, écrit par l'idéologue de Ordine nuovo, Pino Rauti et par l'agent du Sid, Guido Giannettini[196]. L'ouvrage, voulu par le Chef de l'Etat Major de la Défense, le général Aloja, constitue une attaque directe contre le général De Lorenzo (chef de l'Etat major de l'Armée, fonction occupée auparavant par Aloja) sur les méthodes à utiliser pour rendre les forces armées plus performantes dans le contexte de la guerre froide et de l'attaque généralisée du communisme international. Le général Aloja avait mis en place une réforme des Forces armées en créant des «corps spéciaux» instruits aux nouvelles techniques de la «guerre révolutionnaire», que l'on appelait des «corsi di ardimento». Cette réforme visait à développer des stratégies et des techniques de combat pour intervenir non plus seulement dans les foyers de guerre, mais pour se défendre de l'attaque éventuelle de l' «ennemi de l'intérieur» ou «ennemi interne».

Encore une fois, le présupposé des auteurs réside dans l'idée que le communisme s'est répandu au niveau international car il a su combattre sur un double terrain: en effet, les actions armées n'étaient que la deuxième étape d'une «guerre psychologique» qui permettait de préparer le terrain et les «consciences» à une prise de pouvoir des communistes. Cela permettait de jouer sur l'adhésion des populations des pays où se développaient des foyers révolutionnaires. Cette stratégie d'attaque du communisme mondial est définie comme une «guerre non-orthodoxe», «guerre révolutionnaire», «guerre partisane», «guerre subversive», «guerre non traditionnelle», «guérilla» ou «guerre psychologique».

Ainsi, d'après les auteurs, le contexte de la guerre froide a engendré un type de conflit où:

---

[195] « La guerra rivoluzionaria: filosofia, linguaggio e procedimenti. Accenni ad una prasseologia per la risposta », intervention de Eggardo Beltrametti.

[196] P. Rauti, G. Giannettini, *Le mani rosse sulle forze armate*, Savelli editore, Rome, 1975.

« tende anche a scomparire il vecchio confine fra guerra e pace (…) oggi siamo in tempi di guerra fredda, di costante aggressione ideologica, di sotterranea e fanatica erosione delle coscienze. (…) Siamo in tempi di guerra rivoluzionaria (…) e l'Esercito e tutte le Forze Armate non possono non tenerne conto »[197].

L'absence de distinction entre "temps de paix" et "temps de guerre" prônée par les auteurs au nom d'une guerre «souterraine» menée par le communisme international, constitue un présupposé central de la tactique subversive de l'extrême droite. Il permet de légitimer toute action au nom d'une "déclaration de guerre" lancée, soi-disant, par le communisme et de prôner l'adoption des mêmes moyens des guérillas dans une situation de paix (attentats, sabotages..).

Le pamphlet, écrit en défense des positions de Aloja sur la modernisation des forces armées en opposition aux vues du général De Lorenzo, qui entendait répondre aux attaques du communisme international par d'autres moyens, dénonçait aussi les attaques subies par Aloja par la presse communiste. En effet, à partir de janvier 1966, une série d'enquêtes menées par des journaux liés au Pci comme *l'Unità*, *Paese sera* et *Vie nuove*, avaient dénoncé les "corsi di ardimento" du général Aloja comme anti-démocratiques et avaient critiqué la "legge-delega" de 1965 qui renforçait les pouvoirs du Chef de l'Etat Major de la Défense[198]. Les attaques des communistes finissent en réalité par révéler les divisions au sein de l'Etat major sur la conduite à mener face au risque d'une attaque communiste qui se cristallisa dans l'opposition entre Aloja et De Lorenzo.

De Lorenzo, en réalité, préparait en sourdine sa propre défense face à la menace communiste. Dès 1964, le général De Lorenzo avait mis en place le « Piano Solo » : un projet anti-démocratique visant à arrêter, dans le cas d'une prise du pouvoir par les communistes, des hommes des institutions [199] et à occuper les lieux névralgiques du pouvoir (préfectures, sièges de journaux et des partis, radios, télévision) afin de rétablir l'ordre constitutionnel. Selon De Lorenzo, qui à l'époque occupait la fonction de Commandant en chef des Carabiniers, la réalisation des opérations revenait exclusivement à cette partie des

---

[197] *Ibid.*, p.120-121.

[198] Par la "legge-delega" de 1965, le Chef de l'Etat Major de la Défense ne dépendait plus que du Ministre de la Défense, qui à l'époque était G. Andreotti.

[199] Les listes avec les noms des personnes à arrêter dans la réalisation du "Piano Solo" ne furent jamais retrouvées.

forces armées. Trois ans après, suite à une campagne de presse commencée en 1967 avec une enquête de la revue de *l'Espresso*, le « Piano Solo » est découvert et De Lorenzo est destitué en 1967. En 1969, le gouvernement met en place une commission parlementaire d'enquête sur le « Piano Solo »[200].

Pourtant, l'expression de « guerre non-orthodoxe » est désormais entrée dans le lexique courant de certains milieux des hauts commandements militaires, comme en témoigne un colloque organisé en juin 1971 par l'Institut d'études militaires de Rome sur « Guerra non ortodossa e difesa »[201]. Dans un entretien avec Sergio Zavoli en 1995, l'ancien néofasciste Vincenzo Vinciguerra affirme que le concept de « guerre non-orthodoxe » était largement diffusée dans les milieux des forces armées :

> « Ma questa non è la guerra classica. Questa è la guerra che i tecnici degli stati maggiori, compreso quello italiano, chiamano « non ortodossa ». La guerra che ha per obiettivo le menti, le coscienze, i cuori e gli animi degli uomini, non i territori. La « guerra non ortodossa » non risponde alle regole della guerra classica : e questo degli agguati, degli attentati, non è che un mezzo (…) »[202].

4) Conclusion

Ainsi, l'étude de ce premier moment montre comment certains phénomènes linguistiques que l'on retrouvera dans les discours des années 1970 ont été mis en place du point de vue théorique dès le milieu des années 1960. La « stratégie de la tension » qui se manifeste à partir de 1969, découle du concept de « guerre non-orthodoxe » qui s'était largement diffusé dès le milieu des années 1960 dans les milieux des hauts commandements militaires et dans les milieux néofascistes. De même, le renouvellement idéologique des

---

[200] P. Ginsborg , *op.cit*., p. 373 et suiv.

[201] En 1971, un congrès sur la « Guerre non-orthodoxe et défense », avait été organisé par l'Institut d'études militaires et par l'Association des études parlementaires pour les forces armées. Le congrès voit la participation des généraux et des mêmes personnalités qui étaient présentes au congrès de l'Institut Pollio, en 1965, comme l'agent du Sid Guido Giannettini, intermédiaire entre le Sid et les milieux d'extrême-droite. G. Crainz, *Il paese mancato, op.cit*., p.379.

[202] S. Zavoli, *La notte della Repubblica*, Mondadori, Milan, 1995, p.193. Vincenzo Vinciguerra a été l'auteur de l'attentat de Peteano (1972) qui provoqua la mort de trois agents des Carabiniers.

milieux marxistes autour de l'opéraïsme et du concept d'« autonomie ouvrière » marque le début d'une fracture entre le Pci, en crise depuis la mort de Togliatti, et de nouveaux acteurs sociaux que le Pci ne parvient pas à intégrer dans son projet politique (la jeunesse, les étudiants, l' « ouvrier-masse »). Enfin, les legs de la Résistance et le conflit autour de son héritage révèlent un hiatus profond entre une Résistance célébrée par les autorités officielles et sa réappropriation de la part de la société civile qui se manifeste lors des conflits sociaux des années 1960. L' « explosion » de 1968 qui commence en Italie dès les 1966-1967 participe à la fois d'un mouvement international, mais révèle aussi, par sa longueur et ses conséquences, la crise de la politique institutionnelle italienne, incapable de gérer ses différents héritages face au défi de la démocratie.

Chapitre 2

Le renouveau linguistique de 1968 : du « spontanéisme » à « l'organisation »

Au moment de l'explosion de la contestation étudiante de 1968 en Italie, de nouveaux phénomènes langagiers apparaissent. Le mouvement de 1968 constitue un catalyseur des différentes tendances que nous avons décrites dans le moment précédent. Au niveau linguistique, on assiste à la remise en cause du langage politique traditionnel, au nom d'une transformation profonde du politique et d'une refondation globale de l'existence. Le mouvement marque aussi l'entrée en scène de nouveaux acteurs politiques et sociaux, et notamment la politisation de la classe moyenne dont sont issus la plupart des étudiants [203]. L'irruption de la « jeunesse étudiante » marque une rupture linguistique importante qui réinvestit l'espace public d'un langage spécifique à la jeunesse et qui jette les bases d'un renouvellement de la conception du politique.

La contestation étudiante explose en Italie entre la fin de 1967 et le début de 1968. Malgré des premiers signes d'agitation dès 1965 [204], le mouvement débute réellement en automne 1967 par une « grève active des étudiants » de la faculté de Sociologie de Trente. Le 18 novembre 1967, c'est au tour de l'Université Cattolica de Milan qui est occupée et immédiatement évacuée; mais l'occupation la plus importante demeure celle de Palazzo Campana à Turin, le 27 novembre. Entre décembre 1967 et février 1968, l'agitation gagne l'Italie tout entière : Pise, Pavie, Cagliari, Salerne, Sassari, Venise, Padoue, Bologne, Milan, Rome. En réponse aux violences policières, plusieurs facultés sont réoccupées au début de 1968 à Turin, Trente, Pise et Naples.

L'occupation de l'Université de Rome, à partir du 2 février 1968, et de la Statale de Milan (28 février) sont caractérisées par d'intenses heurts avec l'extrême droite néofasciste. Le 1er mars 1968, après les heurts de Valle Giulia à Rome, « il movimento diventa

[203] P. Ginsborg, *op.cit.*, p.418.

[204] Le début de l'agitation étudiante et les premières occupations datent de 1965-1966, en particulier en réaction au projet de loi 2314 du Ministre de l'Instruction Gui présenté en 1965. Sur les premières occupations, je renvoie à G. Crainz, *op.cit.*, p. 208-215. Le moment le plus fort de cette agitation est le meurtre de l'étudiant socialiste Paolo Rossi, tué par des néofascistes à l'Université de Rome le 27 avril 1966.

« notizia » : les journaux et la télévision commencent à s'intéresser vivement à la contestation étudiante [205]. Le printemps 1968 constitue l'acmé du mouvement, qui par la suite commence à refluer, même si les agitations continuent dans toutes les facultés.

Sans doute, il est difficile de rendre compte des usages linguistiques d'un mouvement que l'on ne peut pas résumer sous un dénominateur commun : en effet, le manque de centralisation du mouvement a donné lieu à une véritable « géographie langagière » par laquelle chaque faculté avait son discours particulier. De plus, les débats linguistiques et théoriques du mouvement connaissent des évolutions reconductibles aux étapes de la vie du mouvement : un point de rupture important se situe sans doute après les heurts de Valle Giulia en mars 1968, à Rome, qui marquent l'entrée en scène de la violence et la médiatisation du mouvement par la presse officielle[206].

L'objet de notre discours ici n'est pas de rendre compte des différentes étapes du mouvement, mais de restituer les phénomènes langagiers principaux, qui ont eu des conséquences sur les discours de la contestation des années 1970. En effet, la fin du mouvement étudiant aura des conséquences majeures sur les luttes politiques des années 1970 : à la fois au niveau linguistique, en annonçant certains thèmes qui marqueront le militantisme des années successives ; et au niveau pratique, en donnant une nouvelle forme politique au militantisme avec la création des organisations extraparlementaires.

Il s'agit, dès lors, d'interroger les phénomènes linguistiques qui apparaissent en 1968 et qui ont engendré une remise en cause des formes et du langage traditionnels de la politique. Le langage de 1968 a-t-il réellement innové ? Quel rapport entretient-il avec la tradition qui l'a précédé ? Le mouvement a-t-il renouvelé en profondeur la conception de la politique ?

---

[205] M. Revelli, « Movimenti sociali e spazio politico », dans *Storia dell'Italia repubblicana*, Volume 2, Tome 2, Einaudi, Turin, 1995, p.402. D'après Revelli, les faits de Valle Giulia mettent fin aussi à la phase « créative » du mouvement.

[206] Il est difficile de rendre compte des tournants linguistiques et théoriques dans la mesure où le mouvement privilégie l'action directe sur l'analyse théorique et historique, P. Ginsborg, *op.cit*, p.415. D'après M. Revelli, « balza in primo piano il contesto, la dimensione collettiva dell'agire », *op.cit*., p.420.

I. L'apparition de nouvelles pratiques politiques et langagières

1) Le langage de 1968

Avec le mouvement de 1968, des mots nouveaux apparaissent dans les discours politiques des jeunes qui veulent se réapproprier la politique, ou mieux, la refonder : des mots tels que « anti-autoritarisme », « subjectivité », « personnel », « spontanéité » [207]. La politique nouvelle se fait à coups de l'intercalaire « cioè » et de l'expression « nella misura in cui », voire même « cioè, nella misura in cui, cazzo, compagni » [208]. Ces locutions expriment le besoin nouveau d'expliquer le monde, et annoncent déjà les raisonnements alambiqués que produira le mouvement, le langage difficile et cultivé qui le caractérise, la complexité de sa recherche qui se mesure à ses phrases à rallonge. Il ne faut pas attendre longtemps pour avoir une première réflexion sur le langage de 1968. Au milieu des événements, le mouvement réfléchit déjà sur son langage. Dès juillet 1968, un article publié dans les *Quaderni Piacentini* par un observateur attentif comme Carlo Donolo, montre que la caractéristique principale du mouvement consiste dans une « redéfinition » de la parole politique [209]. Une redéfinition qui touche à la fois les mots et les lieux de la politique.

Les mots, d'abord. Le concept d'anti-autoritarisme est défini comme l' « irruption de la vie quotidienne dans la lutte politique » [210]. Il s'agit d'une lutte concrète et quotidienne qui se distingue de l'idéologie toujours en quête de symboles, et qui se manifeste, comme affirme Revelli, par une « politisation du quotidien »[211]. Cependant, C. Donolo montre le lien entre ce nouveau concept et le vocabulaire politique traditionnel : « autoritarismo è una parola nuova per un fatto vecchio : lo sfruttamento »[212]. Le renouvellement linguistique de 1968 puise ses sources dans la tradition marxiste, tout en essayant de la renouveler par de nouveaux concepts. En effet, continue Donolo, le terme d' « autoritarisme », « è

---

[207] Le terme «spontanéité» n'est pas encore utilisé dans le sens péjoratif de « spontanéisme ».

[208] Interview informelle à Carlo, ancien militant de l'organisation maoïste romaine « Servire il popolo ».

[209] « La politica ridefinita », dans *Quaderni Piacentini*, n. 35 juillet 1968.

[210] M. Revelli, *op.cit.*, p.412. Définition de G. Viale.

[211] *Ibid.*

[212] C. Donolo, « La politica ridefinita », cit. dans C. Oliva et A. Rendi**,**. *Il movimento studentesco e le sue lotte*, Feltrinelli, Milan, Février 1969**,** p. 213.

generalizzabile a forme di deprivilegiamento e di oppressione non comprese nel concetto più vecchio ». Le nouveau concept dépasse la sphère de la lutte des classes traditionnelle et la réinvestit de la participation de nouveaux groupes sociaux « ai quali il sistema non sottrae tanto plusvalore quanto potere di autodeteminazione e capacità di emancipazione »[213] : ces nouveaux acteurs de la révolte sont les étudiants.

Cette redéfinition de l'idée d'autorité, et donc d'oppression, a de nombreuses conséquences. D'une part, elle remet en question l'unicité de la classe ouvrière comme force révolutionnaire porteuse de la lutte des classes : en effet l'anti-autoritarisme « tiene conto del fatto che anche lo sfruttamento immediato dell'operaio è possibile non solo grazie al disciplinamento cui è soggetto sul posto di lavoro, ma anche all'effetto globale dei controlli sociali fuori della fabbrica »[214]. D'autre part, elle redéfinit les lieux de la lutte des classes, puisque l'exploitation est redéfinie comme extérieure à l'usine [215]. L'idée d'un « contrôle social » présent dans toutes les sphères de la société (à commencer par l'université, l' école, la famille) confère à la révolte de 1968 un caractère absolu et totalisant tout en engendrant une redéfinition des « lieux » de la contestation.

En effet, les lieux du politique sont redéfinis. La donnée principale qui constitue la nouveauté de 1968 est la destructuration des espaces traditionnels de la politique et la conviction que le politique soit « partout ». Selon le témoignage de A. Sofri, le mérite de la révolte de 1968 est d'avoir « ouvert » l'espace public : « Prima del Sessantotto c'era scritto "Vietato l'ingresso" dappertutto. Le case chiuse (...) erano state abolite: ma le caserme, i manicomi, gli ospedali, le fabbriche e gli altri luoghi di lavoro, gli uffici pubblici, le scuole erano tutte case chiuse. Il Sessantotto le aprì » [216] . Par rapport aux moments de révoltes précédents, le mouvement considère comme une victoire toute parole libérée : le terme de révolution peut ainsi devenir synonyme d' « assemblée », voire même de « discussion » [217]. La révolution réside dans l'ouverture des espaces clôs des institutions scolaires et dans la réappropriation de ces espaces par la parole libérée.

---

[213] *Ibid.*

[214] *Ibid.*

[215] *Ibid.*

[216] G. Crainz, *op.cit.*, p.251.

[217] « Ciò significa semplicemente che, nella lotta del movimento studentesco medio, ogni pur piccolo risultato raggiunto è una rivoluzione, ogni assemblea concessa e svoltasi è una rivoluzione, ogni discussione in classe al posto dell'ora di sintassi latina è una rivoluzione (…) ». Le passage se réfère, notons-le, au mouvement dans les collèges. C. Oliva et A. Rendi**,** *op.cit.***,** p. 208.

Les lieux politiques deviennent ceux de la vie quotidienne : le lieu de travail, l'école, l'université, la rue… Encore une fois, c'est la fin de la primauté de l'usine comme lieu de départ du processus de transformation de la société, mais c'est aussi la disparition des termes de la politique institutionnelle. Les termes usuels comme système représentatif, partis, élection, parlement, gouvernement, Etat sont substitués par des pratiques nouvelles qui mettent en avant la parole et l'action directe: assemblée, mouvement, tracts, affiches, sit-ins, cortèges, chants, tazebao. Ainsi, la redéfinition langagière des termes politiques n'est que l'autre aspect d'une redéfinition des pratiques politiques.

Le rapport à la tradition du mouvement de 1968 joue à la fois sur l'idée de continuité et de rupture. Les jeunes de 1968 contestent l'héritage de la génération précédente, en lui substituant une « nouvelle tradition » marxiste. Paul Ginsborg définit le mouvement de 1968 comme un mouvement marxiste au sens large mais qui repose sur « una lettura libertaria e iconoclastica del materialismo storico »[218]. En effet, une donnée importante, qui sera essentielle pour expliquer la suite, est l'ouverture de l'horizon des lectures des jeunes générations de 1968.

La révolte de 1968 constitue avant tout une contestation des idéologies courantes, qui remet en cause à la fois la société « bourgeoise » et la tradition communiste. Les jeunes militants de 1968 ne lisent plus les grands classiques du marxisme qu'on trouvait dans les écoles du Parti. Bien au contraire, ils lisent les auteurs « dissidents » en prenant pour modèle la Chine de Mao ou les écrits de la guérilla menée dans le Tiers-Monde (Che Guevara, le Vietnam). La sociologie, la psychanalyse sociale et les nouvelles disciplines connaissent un énorme succès. C'est peut-être là le vrai point de raccord avec les années 1970 : la lecture vorace d'une nouvelle bibliothèque militante qui n'est plus celle de leurs pères. Ainsi, les textes et les traditions de référence du mouvement s'internationalisent et les références culturelles de la génération de '68 dépassent la sphère nationale: ainsi, Revelli affirme, en parlant des soixante-huitards italiens, que « Da essi scompare ogni traccia dei capisaldi della cultura « nazional-popolare » su cui si era formata la precedente generazione di militanti politici: non c'è né Gramsci né Togliatti »[219].

---

[218] P. Ginsborg, *op.cit.*, p.418.

[219] M. Revelli, *op.cit.*, p.417.

Les livres les plus lus par les jeunes de 1968 sont les écrits de Mao, *L'homme à une dimension* de Marcuse, et les écrits du jeune Marx [220]. Parmi les auteurs italiens, l'ouvrage de référence, qui sera l'un des livres les plus lus de 1968, est la *Lettera a una professoressa* de Don Milani dont des passages entiers sont repris dans les tracts [221]. Il est intéressant de noter le double rapport entre consommation et production de livres : si les soixante-huitards italiens lisent beaucoup (en « consommant » même les nouveautés éditoriales en vogue à l'époque), en revanche ils ne produisent pas de livres. Leurs moyens de communication sont d'ores et déjà marqués par l' « immédiateté » militante :

> « Il suo [de la génération 68] patrimonio « tramandabile » è costituito da una molteplicità dispersa di documenti ciclostilati, di volantini d'occasione, di giornaletti di facoltà o di ateneo, di articoli, interventi orali, confronti e discussioni in cui naufraga la figura dell' « autore » (...) e balza in primo piano il contesto, la dimensione collettiva dell'agire » [222].

La production linguistique de 1968 refuse donc la personnification à outrance et l'identification à un groupe précis qui marquera pourtant la période suivante, avec le triomphe des organisations, mais aussi d'un aspect plus personnel et personnalisé des luttes menées par les groupes.

Ainsi, les moyens d'expression de ces jeunes relèvent plutôt d'un langage expressif et immédiat. La chanson, les slogans, la gestuelle symbolique accompagnent le plus souvent les cortèges. À partir du début des années Soixante, la chanson militante, en particulier, se développe et prend une grande ampleur. Bien qu'appartenant traditionnellement au langage militant, la chanson est réinvestie d'une portée politique et sociale qui s'oppose au « Varietà » diffusé avec un grand succès par les émissions de la Rai. Depuis le début des années 1960, le groupe « Cantacronache » fondé à Turin en 1957, ou le « Nuovo Canzoniere

---

[220] P. Ginsborg, *op.cit*., p.415. Sur les lectures des Soixante-huitards je renvoie aussi à M.Revelli, *op.cit*., p.417-421.

[221] Don Lorenzo Milani, *Lettera a una professoressa*, Scuola di Barbiana, Firenze, Libreria Editrice Fiorentina, 1967. G. Crainz, *Il paese mancato, op.cit*., p.220. L'ouvrage *Lettera a una professoressa*, de Don Milani, constitue le véritable précurseur de la révolte de 1967-1968. Il est intéressant de noter que ce texte, dont le mérite principal est la simplicité, est en rupture complète avec la conception et le langage de la pédagogie traditionnelle.

[222] M. Revelli, *op.cit*., p.417. En effet, le leader turinois Guido Viale avait fortement critiqué le « culte du livre », dans « Contro l'Università », *Quaderni Piacentini*, 1968, n.33.

italiano » fondé à Milan en 1962, racontent la vie du prolétariat urbain et ouvrier, rapportent des épisodes liés à la Résistance et les luttes sociales du début des années 1960.

Reprenant l'héritage de leurs prédécesseurs, de jeunes chansonniers apparaissent en 1968 et continuent l'œuvre de mise en mémoire des grands moments de révolte. La chanson la plus chantée par le mouvement de 1968 est *Contessa*, écrite par Paolo Pietrangeli à la suite de la mort de l'étudiant socialiste Paolo Rossi le 27 avril 1966 tué par des néofascistes à l'Université de Rome « La Sapienza ». La chanson connaît un succès considérable et imprévu en devenant le véritable hymne du Soixante-huit italien. Cependant, même si la chanson se diffuse en 1968, c'est-à-dire lorsque le mouvement a pris une ampleur inouïe par rapport à 1966, les mots appelant à la violence renvoient à un langage encore proche de la tradition communiste du Pci, à ses symboles, la faucille et le marteau, à ses mots d'ordre, la « piazza » contre le « sistema »[223]. Surtout, les sujets révolutionnaires sont encore les paysans et les ouvriers, alors que la nouvelle classe sociale émergente et révolutionnaire, les étudiants, n'apparaît même pas.

Une autre chanson écrite à l'époque est celle du vénitien Gualtiero Bertelli, qui, dans *Primo d' agosto, Mestre, sessantotto*, raconte les luttes des ouvriers de la Montedison de porto Marghera qui ont culminé dans la journée du 1er août 1968 lorsque, face aux armes des policiers, les militants en lutte opposent encore un mot d'ordre issu de la tradition communiste, l' « unité » : « Se questa è violenza, o padrone,/ abbiamo scordato la tua legalità;/ solo la tua violenza è autorizzata :/ a questa noi opponiamo l'unità »[224]. L' « unité » contre la « violence » du patron : nous retrouvons là le langage de la plus pure tradition togliattienne. Le répertoire chansonnier n'est pas encore celui des luttes de l' « automne chaud », qui seront marquée par le franchissement d'une étape ultérieure dans les tons et dans la célébration de la violence.

La chanson politique s'inscrit dans la tradition plus que d'autre formes d'expressions du mouvement : le substrat commun dans lequel puise la chanson est celui d'une expérience partagée, et elle tend à une généralisation plus importante que le tract ou l'article de journal. La chanson devient un instrument de mémorialisation qui met en place un passé commun

---

[223] Le refrain est devenu célèbre et a été chanté dans de nombreuses manifestations tout au long des années 1970: « Compagni dai campi e dalle officine,/prendete la falce, portate il martello,/scendete giù in piazza, picchiate con quello,/scendete giù in piazza, affossate il sistema ».

[224] G. Vettori (dir.), *Canzoni italiane di protesta, 1794-1974, dalla Rivoluzione Francese alla repressione cilena*, Newton Compton Editori, Rome, 1976, p. 240-241.

des luttes, et qui peut être réinvesti d'un sens nouveau selon les époques et subir une réappropriation de la part des nouvelles générations.

Le mouvement de 1968 utilise des formes de communication directes. Le mouvement innove surtout par les supports de la communication qui sont, pour la plupart, des supports immédiats comme le corps, le chant et le slogan, qui libèrent la parole et le geste dans une expressivité pure. Au niveau politique, il critique la délégation des pouvoirs et le système représentatif et opte pour la parole directe de l'Assemblée générale, en aspirant à des « forme di comunicazione assolutamente non codificate politicamente »[225]. La rupture avec le lexique de la politique traditionnelle passe par la subversion des rôles et des hierarchies. Le mouvement crée même un contre-langage qui repose sur des paradoxes (en s'inspirant des slogans de 1968 en France : « il est interdit d'interdire », « l'imagination au pouvoir »), et par lequel il exprime le refus de la loi, en s'appuyant aussi sur le contre-rituel social lors des manifestations, les graffitis sur les murs, les affiches, la provocation pour « épater » les bourgeois.

Ainsi, le mouvement étudiant qui naît en 1968 apporte des changements fondamentaux dans le langage de la contestation. En effet, l'utilisation massive de la chanson, des slogans rythmés et musicaux est une caractéristique nouvelle de la protestation qui apparaît dès 1965 lors des luttes contre la guerre au Vietnam, et qui introduit un côté festif de la lutte, étranger à la tradition ouvrière[226]. Le mouvement est marqué par le refus d'une identité individuelle et par la recherche d'une identité collective : au niveau syntaxique, un sujet collectif, exprimé par l'utilisation du pronom « nous », s'impose. Le mouvement vise à se distinguer en se réappropriant un langage nouveau et une identité collective fortement identitaire. Tout le répertoire de l'expression est réinvesti: habits, gestes, langage hyperbolique et paradoxal. L'Italie reprend à son compte les mêmes modalités d'expression qui apparaissent lors du mouvement de mai en France mais aussi du mouvement des droits civiques et de la lutte contre la guerre du Vietnam aux Etats-Unis : la caricature, le dessin satirique, les inscriptions sur les murs, les affiches politiques, les « tazebao » renouvellent complètement les modes d'expression traditionnels par l'utilisation de répertoires d'action qui proviennent de transferts politiques et culturels d'un pays à l'autre.

---

[225] M. Revelli, *op.cit.*, p.406.

[226] P. Violi, *I giornali dell'estrema sinistra*, Milano, Garzanti, 1977, p.14.

2) Deux exemples : l'« Université négative » de Trente et « *Il Potere operaio* » de Pise[227]

a) L' « Université négative » de Trente[228]

Le mouvement d'occupation qui touche la Faculté de Sociologie de Trente [229] connaît plusieurs étapes : au cours de la première occupation, qui a lieu en janvier-février 1966, les étudiants réclament la création de la « laurea » en sociologie ; une deuxième occupation a lieu en octobre-novembre 1966 sur le statut de la Faculté [230]. En mars 1967, la faculté de Sociologie de Trente organise une semaine de mobilisation, la « semaine du Vietnam », au cours de laquelle les étudiants expérimentent pour la première fois la violence des forces de l'ordre. En novembre 1967, les étudiants organisent une « grève active» au cours de laquelle ils redéfinissent les buts du mouvement. Le 31 janvier 1968, commence la troisième occupation, la plus longue. Lors des deux premières occupations (début-fin 1966), le mouvement commence à peine à définir ses objectifs. Les luttes de 1966 sont caractérisées par un langage certes radical mais encore empreint d'une réflexion sur la fonction particulière de l'étudiant en sociologie. On assiste à une rupture linguistique importante seulement à partir de la « grève active » des étudiants en novembre 1967.

En effet, dans un texte qui date de la deuxième occupation, en novembre 1966, « Bilancio della seconda occupazione », les étudiants insistent sur des mots tels que « partecipazione collettiva e assembleare », « difesa dell'autonomia » du mouvement, « contestazione » mot qui revient le plus souvent pour caractériser la lutte [231]. Mais surtout on a déjà une première redéfinition des mots et une prise de conscience que « *il termine democrazia può significare poco o nulla*, quando non si specifichi di quale democrazia si

---

[227] Au sein de ce vaste mouvement qui a touché l'Italie toute entière nous avons choisi de nous arrêter sur deux exemples qui pour nous sont particulièrement significatifs du point de vue linguistique : Trente et Pise.

[228] L'exemple de la faculté de Trente est significatif car nous y trouvons des personnalités importantes pour la suite de notre étude : Mara Cagol et Renato Curcio, qui fonderont par la suite les Brigades Rouges, mais aussi Marco Boato et Mauro Rostagno qui sont parmi les fondateurs de "Lotta continua".

[229] L' "Istituto universitario di Scienze sociali" de Trente avait été fondé en 1962, et était considéré comme l'un des succès des réformes du centre-gauche.

[230] La première occupation dure 18 jours, la deuxième 17 jours.

[231] "Bilancio della seconda occupazione", Movimento studentesco (a cura di), *Documenti della rivolta universitaria*, Laterza, Rome-Bari, 2008 [1968], p.39.

intenda parlare » et qu'il en est de même pour la « qualifica del sociologo », qui, selon le mouvement, n'a pas encore un rôle social bien défini[232]. Le deuxième terme qui revient le plus souvent est celui d' « autonomie », qui provient de la tradition ouvriériste : ainsi, le sociologue doit rester « autonome » vis-à-vis des pouvoirs, afin que « autonomia scientifica e democrazia dell'università siano termini inscindibili », au nom d'une « autodeterminazione democratica » et d'une « irrinunciabile autonomia politica »[233]. Il est remarquable que ce langage soit jugé trop « réformiste » par le jeune Boato qui soigne l'introduction aux textes produits par le mouvement de Trente pour l'édition d'avri1 1968 des *Documenti della rivolta universitaria*, en lui opposant des termes comme « azione antagonistica », « radicale contestazione » [234]. En tout cas, ce premier moment est encore marqué par des problématiques liées à la spécificité de la faculté de Sociologie de Trente, bien que les termes provenant de la tradition opéraïste soient déjà très présents.

À partir l'automne 1967, le mouvement étudiant de Trente repense sa stratégie globale. Entre-temps, il y a eu un épisode majeur, « la semaine du Vietnam », une grève des étudiants en soutien des luttes au Vietnam, qui a eu lieu du 12 au 18 mars 1967. Les étudiants pacifiques sont menottés fichés, dénoncés. Cet événement provoque la radicalisation de l'université de Trente : c'est le début d'un changement énorme dans leur prise de conscience politique[235]. Ce changement est confirmé aussi par le langage des documents élaborés par les étudiants, par le choix de mots nouveaux qui définissent leur lutte : on passe de « contestazione » (1966) à « antagonismo » (1967). Ce changement langagier montre la volonté d'une rupture avec le système et l'abandon de toute velleité réformatrice.

L'idée d'une « Université négative » est lancée en automne 1967 dans une affiche rédigée par le « Mouvement pour une université négative ». Le thème de l' « Université négative » dénonce l'université comme un instrument de classe dont la fonction est de produire et de transmettre l'idéologie de la classe dominante : « Repressione e violenza sono il tessuto connettivo della nostra società », il s'agit de subvertir cet ordre par l'université négative, c'est-à-dire en organisant une « contestation idéologique » globale qui

---

[232] *Ibid.*, p.26-27.

[233] *Ibid.*, p.33-39.

[234] *Ibid.*, p.14.

[235] Je reprends ici la lecture de N. Balestrini et P. Moroni, *op.cit*., p. 210, qui est confirmée par Boato dans *Documenti della rivolta universitaria*, p.5-6. Dans l'introduction, Boato montre comment l'irruption de la police dans la faculté va constituer un tournant majeur pour le mouvement de Trente.

s'organiserait en «contre-cours». L'université négative doit « réaffirmer » des principes nouveaux en utilisant des formes antagonistes. De même, c'est toujours à l' automne 1967, que paraît la revue théorique de référence du mouvement de Trente, *Lavoro Politico* (octobre 1967), rédigée principalement par Renato Curcio et Mauro Rostagno. La revue condamne l'hypothèse d'une guérilla en Italie[236]. En deux ans Curcio change radicalement de position politique: on voit ici l'importance du contexte et des événements dans l'évolution des consciences individuelles.

Ce revirement langagier qui a lieu en automne 1967 est marqué par un document produit par l'Université négative qui annonce « La nuova fase politica del movimento studentesco trentino » (novembre 1967)[237]. Le mouvement change radicalement l'analyse de ses objectifs, les tons, les contenus. Lors des deux premières occupations de janvier-février 1966 et de novembre 1966, les étudiants avançaient des requêtes particulières (comme la "laurea" en sociologie, bien que leurs documents abordent déjà la critique des rôles sociaux et de la fonction de classe de l'université). Au contraire, l'occupation de novembre 1967 pose des demandes plus générales, qui dépassent la sphère locale des étudiants. Ainsi, on passe de revendications corporatives à des revendications plus globales qui investissent l'université comme expression de tout un système oppressif.

En effet, le document de novembre 1967 montre la prise de conscience d'un tournant majeur vécu par le mouvement étudiant. Ce texte revendique un antagonisme affirmé, un affrontement entre « due posizioni che diventano antagonistiche nella misura in cui si chiariscono le loro particolari esigenze strutturali »[238]. Cette polarisation croissante du discours est due aux premières analyses sur la question du « pouvoir ». En effet, le document insiste sur l'antagonisme entre deux positions frontales : les étudiants et les institutions.

Le document annonce par plusieurs termes le passage à une lutte plus globale qui ne serait plus seulement liée aux objectifs spécifiques des étudiants de Trente : « lotte caraterizzate da contenuti politici più generali », « visione globale », « contesto più ampio », la lutte doit assumer un « carattere critico generale». Dans le même sens, le discours se politise en affrontant la question du pouvoir : « rapporti di potere esistenti nella società », « esercizio autoritario del potere », « strumenti di potere da opporre all'autoritarismo»[239]. La démocratie se veut « directe » : la « volontà dell'assemblea generale » devient le centre

---

[236] N. Balestrini et P. Moroni, *op.cit*., p. 215.

[237] *Documenti della rivolta universitaria*, *op.cit.*, p.41.

[238] *Ibid*., p.42.

[239] *Ibid*., p. 41-43.

principal de décision. C'est là qu'apparaît pour la première fois l'idée d'un pouvoir étudiant : « problema della creazione di un suo potere [du mouvement étudiant] da contrapporre alla politica della Direzione di Istituto», « potere che strutturalmente ci manca »[240].

Cette polarisation conduit à une nomination directe de la partie adverse. On cite les noms des ennemis, on indique des personnalités particulières, « individuati come « controparte », per certi versi come nemico » selon la lecture de Revelli[241]. En effet, le document de novembre 1967 cite le nom du professeur Volpato qui a fait chasser les étudiants par la force lors de la semaine du Vietnam : « Non sappiamo ancora se il prof. Volpato abbia fatto cacciare a forza gli studenti, e quindi attuato la serrata dell'università per solidarietà con il generale Westmoreland, o in nome di una assurda neutralità delle scienze sociali..»[242]. À Turin, dans un document qui date de janvier 1968, les attaques contre le corps enseignant sont encore plus dures : la recherche d'une médiation avec les institutions universitaires, qui caractérisait encore le mouvement turinois en février 1967, est complètement abandonnée et laisse la place à un « antagonisme » de fond résumé dans le titre « Didattica e Repressione » :

> « I Docenti in genere se ne infischiano dell'Università (…). C'è chi fa il sindaco (Giuseppe Grosso), chi il deputato (Mussa Ivaldi), chi fa il dirigente industriale (Ricossa), chi fa il principe del foro (Gallo), chi fa il pianificatore (Lombardini) e chi non fa assolutamente nulla (Nicola Abbagnano) »[243].

Le politisation du discours conduit à la création de la figure d'un « ennemi » et à l'utilisation de structures binaires qui relèvent de l'opposition entre deux conceptions inconciliables. Les « listes de noms » qui apparaissent en 1968 et qui seront décriées comme la prémisse de la violence politique, en réalité ne sont que l'expression d'une violence verbale : le saut vers la violence organisée est encore bien lointain.

---

[240] *Ibid.* Le terme « potere » devient le thème principal de la deuxième moitié du document et à la fin du texte il apparaît cinq fois. Au même moment, lors de l'occupation de Palazzo Campana, à Turin, Luigi Bobbio et Guido Viale lancent le slogan du "potere studentesco" (novembre 1967). Cf. aussi G. Crainz, *op.cit.*, p.220-221.

[241] M. Revelli, *op.cit.*, p.406.

[242] *Documenti della rivolta universitaria*, *op.cit.*, p. 41-42.

[243] M. Revelli, *op.cit.*, p.411.

Cependant, au niveau linguistique, le rapport entre tradition et renouveau demeure complexe. Ainsi, le texte produit par le mouvement de Trente en novembre 1967 allie le vocabulaire issu de la tradition marxiste et utilisé par le Pci : « rapporti di forza, struttura, scendere in agitazione, quadri, alienati, forza-lavoro » au vocabulaire nouveau du mouvement étudiant ou de l'ouvriérisme : « meccanismo sociale, controllo sociale, nella misura in cui, concretamente, oggettivamente, partecipare, sostanziale, in qualche misura, assemblea generale, autoritario, movimento » [244].

La troisième occupation de l'Institut de Sociologie qui commence le 31 janvier 1968 produit un nouveau document intitulé « Università come istituto produttivo » [245]. Ce document constitue une véritable rupture : il marque le passage à une ligne de contre-pouvoir antagoniste et autonome des étudiants, et pose la « centralità del problema del potere »[246]. En effet, le texte met déjà en relation la « lotta » ou la « contestazione », avec la question de l'« organizzazione », qui deviendra centrale peu de temps après. Le mot d'ordre du « pouvoir étudiant »[247] devient le maître-mot de la constestation de l'université de Trente :

> « potere studentesco come contestazione permanente delle strutture universitarie e del potere accademico, come strumento di rottura dell'autoritarismo accademico, a cui si può reagire solo con l'organizzazione del diverso e contrapposto »[248].

L'idée d'un « pouvoir étudiant » constitue une nouveauté fondamentale dans la mesure où il s'agit d'un concept absolument nouveau, qui ne se rattache à aucune tradition politique précédente.

---

[244] *Documenti della rivolta universitaria*, *op.cit*., p. 41-43.

[245] *Documenti della rivolta universitaria*, p. 51. Le thème dominant du texte est celui d'« homme-marchandise » : le texte étudie le processus de production et de vente jusqu'au système de la plus-value où l'on cite la valeur « x » de l'étudiant avant l'entrée en université et « x+y » de l'étudiant diplômé. On peut remarquer un mélange des tons et des genres: l'ironie (« alleluja nel più alto dei ceti », p. 52), le langage publicitaire « lo studente saponetta Cadum », l'essai scientifique : « L'università è uno degli istituti produttivi dell'attuale sistema sociale inteso come sistema mercantile (sistema delle merci) » (p. 51.).

[246] M. Boato, *Documenti della rivolta universitaria*, *op.cit.*, p. 44.

[247] M. Revelli, *op.cit.*, p.408.

[248] *Documenti della rivolta universitaria*, p. 60-61.

L'introduction du « pouvoir étudiant » constitue un tournant majeur pour le mouvement. Le passage au « pouvoir » implique une « globalisation » des luttes qui investit tous les espaces puisque « tout » est politique. Le mouvement turinois, qui avait lancé en premier le mot d'ordre du « pouvoir étudiant » lors de l'occupation de Palazzo Campana, en novembre 1967, était défini ainsi par l'un des leaders du mouvement, Luigi Bobbio :

> « superare la parola d'ordine della democratizzazione dell'università, che da anni il movimento studentesco sta portando avanti, perché l'esigenza sostenuta dagli studenti non è la democrazia (che poi vuol dire generalmente collaborazione) ma il potere che implica evidentemente un antagonismo »[249].

Dans les deux cas, le « pouvoir étudiant » scelle l'abandon définitif de la « cogestion » réformiste des institutions universitaires au nom de l' « autonomie » et de l' « auto-détermination » des étudiants. Le pouvoir est défini par les deux mouvements comme « antagonisme » et opposition (« contrapposto »)[250].

Le 6 février 1968, a lieu la première tentative d'unifier les luttes au niveau national. Le congrès national des mouvements étudiants se déroule à la faculté de Sociologie de Trente, qui est encore occupée, et produit une « Mozione conclusiva del convegno sulle lotte studentesche ». Le compte-rendu de la réunion réaffirme le principe d'une « démocratie directe » ainsi que la « non-autonomie » des structures étudiantes (écoles, universités..) par rapport aux structures de la production capitaliste. Ce document montre déjà la tendance vers une institutionnalisation croissante du mouvement en définissant la « necessità di un salto politico »[251], et en posant le « problema del partito », et des « lotte rispetto allo Stato ». C'est le retour à l'acceptation des lieux traditionnels de la politique : le parti, l'Etat.

Surtout, le document scelle l'abandon de l' « autonomie » des luttes étudiantes au profit de l' « organisation » et du pouvoir : « Tale ciclo nuovo di lotte abbandona dunque

---

[249] N. Balestrini et P. Moroni, *op.cit.,* p.219.

[250] C'est ce qui pousse le journaliste Walter Tobagi à analyser la révolte de 1968 à partir de la question centrale du pouvoir : « Da una parte, i giovani gauchistes italiani prospettano, alle organizzazioni di sinistra, un modo nuovo di intendere e partecipare la politica, di restituirla ad una diversa gestione; oppure propongono se stessi come i "nuovi gestori"». Walter Tobagi, *Storia del movimento studentesco e dei marxisti-leninisti in Italia*, Sugar editore, Varese, 1970, p.149.

[251] *Documenti della rivolta universitaria*, p. 78.

l'astratta finalità dell'autonomia delle strutture scolastiche »[252]. C'est un moment clé dans la mesure où la politisation du mouvement coïncide avec la remise en question de l'autonomie des luttes étudiantes au profit d'une lutte globale qui sorte de la sphère de l'Université. Ainsi, le « pouvoir étudiant » est défini comme la « construction d'un mouvement politique de masse » (sur le modèle de la politique traditionnelle), et comme « una lotta politica continuativa, articolata e sempre più generalizzata »[253]. On parle pour la première fois de "luttes de masse", d'où le refus de l'autonomie des luttes étudiantes au profit d'une alliance avec les luttes ouvrières : « il legame delle lotte studentesche con le lotte operaie deve realizzzarsi tuttavia a livello di lotte di massa »[254]. Pour la première fois on parle de « lotte universitarie, studentesche e operaie ». À partir de là, le texte pose aussi la question de l'organisation, « il problema della costruzione di una direzione politica unificata» contre le risque du «spontaneismo»[255].

b) *Il Potere operaio* de Pise

Après Trente, Pise est l'une des premières universités touchées par le mouvement. La Sapienza de Pise est occupée en février 1967. Dès cette date, un texte de référence du mouvement circule parmi les étudiants : ce sont les *Tesi della Sapienza*. Ces thèses sont une claire transposition des thèmes opéraïstes adaptés au milieu étudiant : l'étudiant y est considéré pour la première fois comme un sujet social assujetti, comme une « figure sociale interne à la classe ouvrière », son statut social y est analysé « en termes de lutte entre le capital et le travail »[256]. Au niveau linguistique, les thèses tentent de réactualiser la plus pure tradition communiste, reprenant dans le titre les *Thèses d'avril* de Lénine, les *Thèses de Lyon* élaborées par Gramsci en 1926, et les « thèses » des congrès du Pci.

---

[252] *Ibid*., p.73-74.

[253] *Ibid.*, p.76.

[254] *Ibid*., p.78.

[255] *Ibid*., p.77.

[256] N. Balestrini et P. Moroni, *op.cit.*, p.203. Comme l'affirment les auteurs, cette position est pour le moment encore minoritaire, mais elle aura des conséquences remarquables dans la suite du mouvement.

Dès le 10 mai 1967, le journal du mouvement pisan, *Il Potere Operaio,* commence à circuler[257]. Le journal *Il Potere operaio* de Pise (à ne pas confondre avec l'organisation « Potere Operaio » qui naît seulement en septembre 1969) est un journal ouvrier diffusé dans tout le littoral toscan. L'organisation est présente surtout à Massa, Pise, Cecina et Piombino, puis de nouveaux centres surgissent à La Spezia, Livourne, Florence et Pistoie. Cependant, le groupe est surtout présent à Pise où il est très connu et très populaire et dont le centre est situé à l'Ecole Normale de Pise.

Le journal analyse dans un sens nouveau et avant-coureur la question ouvrière en s'inspirant des *Quaderni rossi* de Panzieri. En effet, la plupart de ses rédacteurs, comme son directeur Luciano Della Mea, proviennent de l'expérience des *Quaderni Rossi*. Mais on y trouve aussi des militants et des ouvriers du Pci et du Psiup[258]. Le lien avec la tradition ouvriériste est explicité dès la première page d'un premier numéro unique du journal, qui date du 20 février 1966, et qui présente en exergue une citation de Raniero Panzieri[259] : le journal se veut d'emblée un organe de liaison entre les luttes étudiantes et les luttes ouvrières. La classe ouvrière est appelée, selon les thèses opéraïstes, à opérer la *rupture* avec le capitalisme, et les étudiants doivent se ranger à ses côtés. *Il Potere operaio* de Pise reprend à son compte la conviction déjà exprimée par Panzieri dès 1962 d'un tournant majeur de l'histoire du mouvement ouvrier qui, pour la première fois, est appelé à une « lutte directe » contre le capital, c'est-à-dire sans la médiation des partis et des syndicats. En effet, l'interlocuteur principal du groupe est la classe ouvrière à laquelle le journal s'adresse explicitement.

---

[257] La publication ne devient régulière qu'à partir du 10 mai 1967, le journal porte sur sa première page le titre avec le n.1 et le nom du directeur Luciano Della Mea. Cependant aux archives Franco Serantini de Pise nous avons trouvé trois parutions précédentes : un numéro unique datant du 20 février 1966 ; et deux numéros datant du 8 et du 30 mars 1967 ; à partir du 10 mai 1967 la publication devient presque régulière et la parution mensuelle jusqu'au numéro 19 datant du 7 juillet 1969.

[258] Après 1968, le groupe de *Il Potere operaio* se divise sur la question du modèle de l'organisation: Centro Karl Marx (Barcella, Campione, Cazzaniga), Lega dei comunisti (Luciano Della Mea, Luperini), Lotta continua (Sofri).

[259] « Direi che, oggettivamente, c'è veramente oggi in Italia e in altri paesi capitalistici avanzati una situazione che per i militanti è una situazione entusiasmante. Perché entusiasmante, veramente entusiasmante? Perché per la prima volta nella nostra storia, *la classe operaia è chiamata alla lotta diretta per il socialismo*. Questo è il carattere veramente entusiasmante. Noi sentiamo che c'è questa spinta, che veramente oggi comincia ad esserci nella situazione di classe del nostro paese». *Il Potere operaio*, numéro unique 20 février 1966, Archivio Franco Serantini (AFS), Pise.

Il est intéressant de voir que la question de la violence demeure sur un plan strictement symbolique, du moins jusqu'aux heurts de Valle Giulia du 1er mai 1968. La question de la guerre et de l'ennemi est certes déjà là : le mouvement naît sous l'influence des mouvements pacifistes américains et, comme à Trente, se mobilise contre la guerre américaine au Vietnam. Cependant, la question de la guerre et de l'ennemi n'est vécue qu'au niveau symbolique, reprenant la division du monde en deux pôles, qui est le propre de toute la rhétorique (même au niveau international) qui caractérise la guerre froide. Ce n'est donc pas la figure de l'ennemi capitaliste qui introduit une nouveauté dans la rhétorique des années 1960, mais le nouvel acteur qui s'oppose à cet ennemi : un « nous » nouveau qui ne se résume plus au Pci ou aux militants communistes, mais à une classe nouvelle, la jeunesse étudiante, qui n'est pas forcément inscrite dans une organisation communiste mais qui se reconnaît en tant que jeunesse étudiante et militante.

Ainsi, par exemple, le titre d'un article du deuxième numéro du journal, paru le 7 juin 1967, s'intitule « Il Vietnam e noi ». Qui est ce « nous » ? Ce sont à la fois les étudiants qui manifestent (le sous-titre de l'article est « Le dimostrazioni contro la guerra ») mais aussi un sujet plus global qui, sous l'égide des étudiants, veut rassembler tous les opprimés du monde occidental : « il loro nemico è il nostro nemico, perché la loro schiavitù macchiata di sangue è la nostra schiavitù travestita di democrazia »[260].

La figure de l'ennemi demeure ici à un niveau purement symbolique se confondant à la fois avec les soldats américains au Vietnam et avec tous les oppresseurs du monde occidental. La guerre dont parle le journal est encore une guerre extérieure, lointaine. De même, le terme de « violence » n'apparaît pour le moment dans le journal que pour caractériser les luttes dans le Tiers-Monde, et notamment la guerre au Vietnam[261].

Cependant, la question de la guerre est appréhendée sous le spectre de l'idéologie communiste, et plus particulièrement sous l'angle maoïste. Le Po de Pise reprend l'idée de l'opposition entre une « guerre juste » et une « guerre injuste » abandonné, nous l'avons vu, par Togliatti. Cette idée sera reprise globalement par tout le mouvement de 1968, et se résume dans le slogan célèbre du Soixante-huit romain « Guerra no, guerriglia sì ». On

---

[260] « Il Vietnam e noi », *Il Potere operaio* de Pise, 7 juin 1967.

[261] Dans l'article « Il Vietnam e noi », les jeunes rédacteurs préconisent une action qu'ils caractérisent comme « violente » : il s'agit de se rendre à une manifestation illégale contre la guerre du Vietnam, car non autorisée par la Préfecture de Pise. La violence se confond avec l' « illégalité » : une action violente n'est autre que manifester illégalement contre la guerre au Vietnam, sur le modèle, d'ailleurs de tous les autres mouvements pacifistes. Il n'y a ici aucune spécificité du cas italien.

oppose ici la « guerre » impérialiste à la « guérilla » des peuples opprimés : la guérilla n'est pas une guerre comme les autres, c'est une guerre défensive menée par des peuples opprimés et des couches sociales défavorisées.

Il faut pourtant souligner que l'adhésion à la conception maoïste de la guerre n'est pas assumée entièrement par ses auteurs, à travers une reformulation personnelle. On n'assiste donc pas à une réactivation de la formule maoïste, mais tout simplement à une citation, placée à la fin du journal qui clôt le numéro 3 de *Il Potere Operaio* du 3 Juillet 1967[262]. La citation n'est pas même commentée et est seulement introduite par un « Mao Tse Tung dice » :

> « La guerra, questa mostruosa e reciproca carneficina tra gli uomini, sarà infine eliminata dal progresso della società umana, ed in un futuro non troppo lontano. Ma vi è un solo modo di sopprimerla, ed è opporre guerra a guerra: opporre guerra rivoluzionaria a guerra contro-rivoluzionaria, guerra nazionale rivoluzionaria a guerra nazionale contro-rivoluzionaria, guerra rivoluzionaria di classe a guerra contro-rivoluzionaria di classe. (….) Quando la società umana giungerà alla eliminazione delle classi dello stato non vi saranno più guerre, né contro-rivoluzionarie né rivoluzionarie, né giuste né ingiuste. Sarà l'era della pace eterna per l'umanità. Noi studiamo le leggi della guerra rivoluzionaria spinti dal desiderio di eliminare ogni guerra e in questo sta la differenza tra noi comunisti e tutte le classi sfruttatrici »[263].

Il est intéressant de voir ici les présupposés idéologiques qui caractériseront plus tard l'organisation Lotta continua: l'idée maoïste d'une guerre populaire et « juste » contre une guerre impérialiste « injuste », reviendra plus tard dans l'opposition entre la violence bourgeoise et la violence prolétarienne considérée comme « légitime ». L'idée principale réside dans la conception d'une guerre nécessaire, et partant, d'une violence nécessaire, qui permet de supprimer toute guerre: nous retrouvons ici la vision marxiste de la violence comme la grande « accoucheuse de l'histoire », mais reprise dans la version de Mao qui a théorisé le concept de « guerre juste ».

---

[262] La citation se trouve au fond de la dernière page du journal.

[263] La citation est tirée de l'oeuvre de Mao Zedong *Problèmes stratégiques de la guerre révolutionnaire en Chine* qui date de 1936. Cet ouvrage, publié en Italie pour la première fois en 1949, est réédité en 1964 par Dall'Oglio (Milan) et de nouveau en 1968 par la « Casa editrice in lingue estere » de Pékin. Les citations du Président Mao, le « libretto rosso » (en français « le Petit Livre rouge »), est publié en Italie en 1967 par trois éditeurs : la « Casa editrice in lingue estere » de Pékin, la Feltrinelli de Milan, et la Longanesi de Milan. En 1967 et 1968 on assiste à une véritable floraison de publications des œuvres de Mao en Italie.

Comme pour le mouvement de Trente, ce sont donc les luttes contre la guerre du Vietnam qui donnent lieu à la première expérience de la violence. Cependant, contrairement au mouvement de Trente, à Pise la révolte étudiante se double de l'une des premières grandes luttes ouvrières : la grève des usines textiles du comte Marzotto à Valdagno, en Vénétie[264]. Le titre de l'article qui met en relation ces deux épisodes est significatif : « Studenti e operai, nella piazza e nella fabbrica apprendono dal capitalismo la stessa lezione: la violenza ». L'article met en relation la grève des ouvriers de Valdagno, et le cortège des étudiants de Pise contre la guerre au Vietnam qui a lieu le samedi 28 octobre 1967. Lorsque le cortège pacifique est immédiatement chargé par la police:

> « Il comportamento degli studenti è stato invece esemplare (…): compatti e uniti hanno affrontato la polizia con grida e slogan molto meno pacifici di quelli gridati fino ad allora, con rabbia e intensità crescenti. Non solo: ma puntualmente, non appena la polizia ha rallentato la sua azione (…) sono ritornati nella piazza e hanno continuato con slogan e canzoni »[265].

Le côté festif de la contestation est mis au premier plan bien qu'il aille de pair avec une recrudescence de la violence des mots : slogans radicaux et chansons sont partie prenante d'une même expressivité radicale propre au mouvement de 1968, mais qui est encore bien lointain des luttes successives[266]. En effet, il est important de noter que la réaction des étudiants, définie comme « exemplaire » dans l'article, a été une réaction pacifique face aux exactions policières. Comme à Trente, au moment de la « semaine du Vitenam », les étudiants font un « apprentissage de la violence » qui va de pair avec une remise en cause du terme de « démocratie » : « In questa occasione anche gli studenti hanno

---

[264] Pour le récit des émeutes de Valdagno, je renvoie à P. Ginsborg, *op.cit.*, p. 421-422. L'exceptionnelle violence des émeutes, qui ont lieu en avril 1968, mais qui se poursuivront jusqu'au début de 1969, demeurent pourtant un épisode isolé « ma indicativo d'un nuovo spirito che si stava estendendo nella primavera del '68 nelle fabbriche del Nord e del Centro ». P. Ginsborg, *op.cit.*, p. 422.

[265] « Studenti e operai, nella piazza e nella fabbrica apprendono dal capitalismo la stessa lezione: la violenza », *Il Potere Operaio*, Pise, numéro 7, 21 novembre 1967. AFS.

[266] Les luttes de l' "automne chaud" et des années 1970 reprendront pourtant la gestuelle et certains aspects festifs des cortèges de 1968 (symboles, slogans, chansons).

potuto sperimentare ed imparare la violenza, hanno scoperto che la libertà e la democrazia sono paraventi dietro cui si nasconde il manganello e se occorre il mitra »[267].

L'occupation de l'Université de Pise, en janvier 1968, est décrite dans les mêmes termes : l'accent est mis sur la « répression »[268]. L'article qui ouvre l'édition du 30 janvier 1968 de *Il Potere operaio* s'intitule « Registri e manganelli » : les deux formes de la répression subie par le mouvement de Pise. Celui-ci connaît la « fase di piena maturità del movimento » au moment des premières interventions des forces de l'ordre: là aussi l'apprentissage est seulement celui qui les pousse sur le chemin de la prise de conscience de la violence. L'intervention des forces de l'ordre, à plusieurs reprises, lors des assemblées dans la faculté ou lors des manifestations, incite les étudiants à poursuivre leur travail de lutte, et l'université de Pise est occupée une deuxième fois au début de 1968.

Comme à Trente, le mouvement subit le passage à des requêtes radicales, globales. Dans un autre article du même numéro, ils justifient ainsi l'occupation de la faculté de Lettres et de Philosophie de l'Université de Pise:

> « Ma per appoggiare queste *minime* richieste di miglioramento non era necessario un atto radicale come l'occupazione della facoltà: essa aveva invece un significato più vasto, era la ribellione, la risposta degli studenti alla scuola così come ci viene imposta dai Padroni e dallo Stato »[269].

---

[267] La citation intégrale montre l'opposition entre deux odres de discours: les étudiants pacifiques et la violence de la répression: « In questa occasione anche gli studenti hanno potuto sperimentare ed imparare la violenza, hanno scoperto che la libertà e la democrazia sono paraventi dietro cui si nasconde il manganello e se occorre il mitra; hanno imparato che finché si discorre isolati, quasi in privato, cioè senza la possibilità di incidere sugli altri, ti fanno anche parlare, ma non appena i tuoi discorsi hanno un minimo di possibilità di essere conosciuti e portati avanti da sempre maggiori forze, allora cominciano a parlare anche « loro » e parlano col manganello». *Ibid.*

[268] En janvier 1968, l'Université de Pise est réoccupée en prônant un programme d'alliance immédiate entre les luttes étudiantes et la « lutte des classes ».

[269] « La lotta degli studenti pisani », *Il Potere operaio*, 30 janvier 1968. Le mouvement pisan demande l'abolition des différences économiques entre étudiants pauvres et riches, l'atténuation des discriminations économiques avec des horaires plus flexibles (pour ceux qui habitent en dehors de Pise) et des instruments de travail pour les plus pauvres (des livres). Nous voyons que les requêtes sont encore spécifiques au milieu étudiant.

La personnification d'un Etat ennemi qui se confond avec le patronat est la première étape du tournant linguistique du groupe. Un deuxième tournant se situe après les heurts de Valle Giulia. Le discours sur la violence acquiert une autre portée, le langage et le ton du journal changent pour commenter ces événements. Et ce changement se fait à travers le terme d' « organisation », condition nécessaire du passage à une « violence défensive » :

> « (…) si fa strada la coscienza che alla violenza dei capitalisti, oggettivamente necessaria e ineliminabile, sia da opporre, se si vuole liquidarla, una violenza superiore, una violenza di massa. Ecco perché masse di studenti e avanguardie di operai avvertono l'esigenza di passare dalle reazioni spontanee contro situazioni insopportabili alla organizzazione politica della rivolta in un nuovo partito rivoluzionario »[270].

La pensée de Mao est ici reformulée et reprise à leur compte par les rédacteurs du journal. On a ici en germes tous les termes de la future organisation Lotta continua : violence capitaliste et violence de masse, spontanéisme et organisation, révolte et construction d'un parti révolutionnaire. Les rythmes binaires se multiplient, marquant le passage à une nouvelle phase, celle de l'opposition entre l'organisation et la violence capitaliste. Il n'est encore question que d'une violence défensive (et d'ailleurs les héritiers du Po de Pise ne franchiront jamais le pas assumé d'un passage à l'offensive), mais l'article montre bien que le mois de mars 1968 constitue un tournant même pour le mouvement pisan. Une nouvelle étape a été franchie par le Mouvement étudiant, même si le groupe ne défend pas l'idée d'un le passage direct à la violence : le mot d'ordre devient celui de l' « organisation » au nom de l' « auto-défense ».

Ces premières analyses montrent le rapport contradictoire du mouvement de 1968 avec la violence : pour le moment, la violence demeure une violence verbale, qui se résume en une exacerbation de l'usage expressif de la violence. Celle-ci demeure pourtant un moyen expressif qui renvoie à un univers symbolique, même si après Valle Giulia la violence, encore « défensive », entre à part entière dans l'histoire du mouvement. Selon M. Revelli, la violence est plus un langage qu'un instrument politique, c'est un moyen d'expression plus

[270] « La violenza dell'imperialismo », *Il Potere operaio*, 13 mars 1968.

qu'une pratique : elle reconduit à une « bellicità teatrale »[271]. Cependant, c'est à ce moment-là aussi que la violence devient un instrument du combat politique : « Incominciò a essere teorizzato e praticato un uso « difensivo » della violenza. E dunque un uso « organizzato » di essa »[272].

Luigi Bobbio offre la même lecture : dans la réflexion du groupe de Pise, la violence est un thème très présent, mais il s'agit pour le moment d'une réflexion théorique, qu'il faut reconduire surtout aux luttes du Tiers Monde et principalement à la guerre du Vietnam. Après la bataille de Valle Giulia, le 1er mars 1968, à Rome, le groupe connaît un premier tournant : la violence devient une « nécessité pratique »[273], il s'agit d'opposer une violence de masse à la violence capitaliste[274] : « Sarebbe vano cercare, in questo periodo, ulteriori elementi di riflessione sulla questione della violenza. Essa entra a far parte della cultura di questa generazione di militanti in modo quasi « naturale », come affermazione teorica, e come necessità pratica »[275].

3) Le « pouvoir étudiant » et le Pci

En 1968, le mouvement définissait sa pratique de « contestazione globale ». En effet, si en 1966-67, les luttes avaient des mobiles bien précis et inhérents à la condition étudiante (le refus de la loi 2314 de Gui, l'accès des classes inférieures à l'université), 1968 apporte une rupture plus globale. L'université finit par être contestée dans sa fonction structurelle par rapport au système capitaliste. Le mouvement théorise l' « autonomie étudiante » (en ligne directe avec l' « autonomie ouvrière » des opéraïstes) et l'indépendance de ses luttes par rapport aux organisations traditionnelles de l'Université et des partis politiques, tout en restant subordonné aux luttes de la classe ouvrière.

Ainsi, le mouvement de 1968 rompt avec une conception traditionnelle de la politique au nom de formes de démocratie directe et d'une « prise de parole » publique : « un

---

[271] M. Revelli, *op.cit*., p.471. La portée symbolique de la violence, d'après lui, ne changera qu'à la fin de 1969 avec l'attentat de piazza Fontana.

[272] *Ibid*., p.472.

[273] L. Bobbio, *Storia di Lotta Continua*, Feltrinelli, Milan, 1988, p.24.

[274] *Il Potere operaio*, n.10, 13 mars 1968, cité dans Bobbio, *Ibid.*, p.24.

[275] *Ibid*., p.24.

modo nuovo di fare politica e anche di definire che cosa sia la politica »[276]. Cette nouvelle conception de la politique passe notamment par le déplacement des lieux de la politique, la redéfinition du pouvoir et l'introduction de nouvelles catégories sociales porteuses d'un processus révolutionnaire.

Mais le grand changement se situe dans l'impératif d' « organisation » qui dès 1968 devient le mot d'ordre des jeunes engagés dans le mouvement étudiant. Pourtant, et c'est là la rupture avec la suite, le mouvement étudiant ne parvient pas à s'organiser au niveau national et à se doter d'une structure unitaire qui puisse centraliser les luttes[277]. Cette impossibilité d'une ligne et d'un programme unitaire se reflète aussi dans les mots d'ordre utilisés par les différents mouvements étudiants : « pouvoir étudiant » à Turin, « Université négative » à Trente, « pouvoir ouvrier » à Pise et le marxisme-léninisme ou le maoïsme doctrinaires de Rome et de Naples. Cette richesse rend ainsi le mouvement incontrôlable et est le signe d'une critique profonde à la forme même du parti, et à son plus haut représentant, le Pci. Celui-ci se trouve face à la plus grande révolte sur sa gauche de son histoire.

Le mouvement de 1968 a donné aux luttes un aspect « global » et totalisant : la critique du système universitaire se rattache de plus en plus à une critique globale de la société. La prise de conscience de la non-réformabilité sectorielle de l 'école et de l'université, englobées dans un « système » répressif, ouvre la voie au caractère totalisant de la contestation. Mais c'est aussi la cause de la fin du mouvement étudiant: l'élargissement de la lutte pousse le mouvement étudiant à sortir de l'université et à déplacer la lutte sur un autre terrain, celui de la société tout entière et de la politique[278]. Le mouvement doit trouver les « raisons de son existence », en quelque sorte « hors de lui-même », hors de l'université, en perdant son originalité et son identité propre[279].

---

[276] C. Donolo, "La politica ridefinita", *Quaderni Piacentini*, juillet 1968, n.35.

[277] Les deux congrès nationaux des mouvements étudiants, à Trente, le 23 juin 1968 et à Venise le 2-3 septembre ne parviennent pas à créer une structure unitaire des luttes. Sur ces tentatives, je renvoie à M. Revelli, *op.cit*., p. 422-423. Selon Revelli cet échec est un autre signe de la destructuration du politique et des formes de politique traditionnelles et unitaires (comme les partis).

[278] « La politicizzazione nella situazione del capitalismo avanzato deve comprendere anche ambiti tradizionalmente impolitici e in genere deve avere una portata più profonda per i soggetti coinvolti, mentre anche nei confronti della classe operaia i temi di politicizzazione non possono più essere limitati alla situazione di fabbrica in senso stretto », C. Donolo, « La politica ridefinita », *Quaderni piacentini*, cité dans F. Lussana, « Le donne e la modenizzazione: il neofemminismo degli anni 70 », dans *Storia dell'Italia repubblicana*, Einaudi, Turin, 1995, Volume III, tome 2, p. 493.

[279] C'est la lecture de M. Revelli, *op.cit*., p.443.

Pour appréhender le mouvement de 1968, le Pci utilise de vieilles catégories linguistiques révélant par là une fondamentale incompréhension de ses dirigeants sur ce qui se passait au sein des Universités[280]. Le Pci est tout d'abord étonné par le mouvement qui lui inspire de nombreuses critiques, notamment dans les prises de position de Giorgio Amendola : celui-ci condamne le mouvement étudiant en reformulant la conception léniniste de l'extrémisme comme « rigurgito d'infantilismo estremista »[281]. Ingrao, au contraire, a une lecture positive de la révolte étudiante. Le langage du Pci reste pourtant ancré à des catégories traditionnelles, issue de la plus pure tradition léniniste et stalinienne, qui laissent peu de marges à la tentative d'une compréhension des causes et des dimensions réelles du mouvement.

Le secrétaire du Parti, Luigi Longo compare les étudiants à de bons « militants » qui travaillent pour « l'intellectuel collectif », c'est-à-dire pour le Parti, selon la célèbre expression d'Antonio Gramsci[282]. Longo essaie par là de réinsérer le mouvement étudiant dans les forces de la gauche traditionnelle, de réinscrire la lutte des étudiants dans la tradition du Pci. Surtout, son incompréhension de la spécificité de la lutte étudiante se révèle dans le choix des mots utilisés: Longo parle d'une forme nouvelle de la « lutte anticapitaliste » ramenant ainsi la problématique étudiante aux pôles traditionnels du communisme et du capitalisme, en ne comprenant pas que la lutte des étudiants sort du cadre institutionnel de la forme du parti. Malgré les positions intransigeantes de Amendola, Longo entame une période de « cordialité » entre les jeunes et la vieille garde du Pci, qui vise, bien

---

[280] Il faut dire pourtant que les historiens ne sont toujours pas en mesure d'expliquer totalement l'ampleur de ce mouvement et en particulier son enracinement et sa durée : sur les causes du mouvement de 1968 en Italie, et les débats historiographiques, je renvoie à M. Revelli, *Ibid.*

[281] G. Amendola, « Necessità della lotta su due fronti », *Rinascita*, 7 juin 1968. Amendola doit corriger son tir à cause des nombreuses critiques à l'intérieur même du Pci et dans un article intitulé « Utilità di un discorso chiaro » (28 juin) il explique que sa polémique contre l'extrémisme ne concerne qu'une partie du mouvement étudiant (la plus extrémiste) et non pas le mouvement dans son ensemble.

[282] Le jugement de Longo mérite d'etre cité en entier: « Io non considero affatto come un arbitrio, come un qualche cosa che non spetta agli studenti in quanto tali, passare dalle considerazioni dei loro problemi piu specifici a quelli piu generali della rivoluzione italiana. Al contrario, questa estensione (…) è il contributo che ogni militante ed ogni gruppo di militanti, del resto, deve fare per fare del partito l'intellettuale collettivo del movimento operaio e popolare, di cui parlava Gramsci». Luigi Longo, « Il movimento studentesco nella lotta anticapitalistica », *Rinascita*, 3 mai 1968, dans C. Oliva et A. Rendi, *op.cit.*, p. 232.

entendu, à intégrer le mouvement de 1968 dans la sphère d'influence du Pci, le voyant tout au plus, comme une « hérésie » mais toujours au sein du camp communiste[283].

Or, le mouvement réfute cette lecture du Pci. Les deux leaders du mouvement turinois, G. Viale et L. Bobbio, dénoncent la tentative du Pci « di assorbire le lotte studentesche e di presentare ad esse solo uno sbocco di tipo parlamentare o di tipo elettorale »[284]. Le Pci est donc attaqué dans la mesure où il ramène les nouvelles luttes étudiantes à une forme de politique traditionnelle qui trouve dans les lieux politiques un espace de médiation et de solution aux conflits sociaux. Or, le mouvement se définit comme « extraparlementaire », terme qui apparaît dès 1968. Dans une interview qui date de mars 1968, les deux leaders turinois Bobbio et Viale utilisent ce terme pour définir la nouvelle nature politique du mouvement :

> « Di fatto il movimento studentesco è stato un movimento extraparlamentare. Tutte le assemblee degli studenti hanno rifutato di discutere la legge 2314 [la loi Gui]. Questo dimostra in modo chiaro il rifiuto di trovare sbocchi parlamentari alla lotta, di credere che la lotta possa concludersi a questo livello »[285].

Le terme « extraparlementaire » inscrit l' originalité du mouvement dans le refus de la délégation et des formes traditionnelles de la politique. Le mouvement entend se situer au-delà de la politique traditionnelle en investissant un espace de parole global. La lutte ne se situe pas sur le terrain parlementaire du refus ou de l'approbation de la loi Gui, mais elle dépasse l'idée d'un pouvoir qui se situerait dans les espaces de la politique institutionnelle.

---

[283] D'après C. Oliva et A. Rendi, la position du Pci peut se résumer ainsi: « il movimento studentesco è una forza di sinistra, gli studenti combattono per il socialismo. Non sono completamente comunisti, è vero, ma è noto che i comunisti sono per la piu vasta unità possibile con tutte le forze possibili ». C. Oliva et A. Rendi, *op.cit.*, p. 236-237.

[284] *Ibid.*

[285] C. Oliva et A. Rendi**,** *op.cit.*, p. 223. Interview de Bobbio et Viale, « Studenti e partiti », dans *Mondo Nuovo*, 24 mars 1968.

Le pas vers une conception totalisante de la politique est alors franchi : « è chiaro che nel momento in cui il movimento studentesco si propone di essere una forza politica (…) si pone il problema di un suo impegno globale e non ristretto alle strutture scolastiche » [286]. La lecture des partis politiques et du Pci qui voyaient dans le mouvement étudiant une lutte corporative visant à dénoncer le malaise dans les universités et dans les écoles est ici réfutée : le mouvement étudiant se conçoit comme « une force politique » à part entière, porteuse d'un projet de renouvellement global de l'existence.

L'exigence de l'organisation qui clôt l'expérience du mouvement de 1968, est « esattamente opposto alla pulsionalità e quotidianità di quello del '68-69 », laissant la place à un « linguaggio d'organizzazione, così come ossessivamente organizzati sono i moduli d'azione »[287]. Ce glissement langagier répond à une nouvelle vision du mode d'action politique prôné par le mouvement: la revendication d'un « pouvoir étudiant » opère une transformation du langage et des modes d'action. Le retour à l'idéologie apparaît dans les lectures publiques du « petit livre rouge » de Mao, dans la structuration de la parole par slogans, dans l'appauvrissement du langage : le retour au quotidien après le reflux de la contestation, conduit le mouvement à une idéologisation croissante qui se traduit dans l'impératif de l'organisation selon le modèle léniniste[288].

II. Après 1968, la recherche de nouvelles formes d'organisation politique

1) La naissance des organisations extraparlementaires

Le mouvement de 1968 a sans doute apporté une rupture radicale dans la conception de la politique et de l'organisation. Il a laissé une forte volonté de démocratisation, de modernisation de la société civile et de participation. Cependant, après la prise de parole directe, le mouvement, qui ne parvient pas à se réinventer, s'institutionnalise par la création d'organisations dites « extraparlementaires ». Dès la fin de 1968, après le reflux du

[286] C. Oliva et A. Rendi**,** *op.cit.*, p. 224.

[287] C'est la lecture de M. Revelli, *op.cit.*, p. 474.

[288] La position de conciliation du Pci sera remise en cause par l'apparition des premières organisations extraparlementaires, et en premier lieu de *Il Manifesto* qui naît de l'expulsion d'un groupe de dirigeants du Pci. À partir de ce moment-là, le Pci privilegiera toujours l'issue politique ou parlementaire comme moyen de résolution des conflits sociaux.

mouvement, les groupes nés de la révolte étudiante décident de passer du « spontanéisme » à l' « organisation ». Ainsi, dans un texte de février 1969, il est dit que « Il movimento rifiuta oggi il suo originario « spontaneismo » (il termine « spontaneista » – anzi – viene oggi usato esclusivamente come insulto sanguinoso) »[289]. L'évolution du mouvement conduit à une remise en cause des termes qui avaient fait son originalité. La spontanéité cède le pas à l'impératif de l'organisation et ce nouveau mot d'ordre devient la prémisse nécessaire pour s'insérer dans les conflits ouvriers. Il semble que les jeunes imputent la fin du mouvement à leur manque d'organisation : en réalité, ce ne fut pas le « spontanéisme » de 1968 qui fit refluer le mouvement mais un tarissement « interne » des poussées initiales du mouvement.

Entre l'automne 1968 et l'automne 1969, les principales organisations de la « Nouvelle gauche » voient le jour. Après le congrès de Venise (2-6 septembre 1968), dernier moment d'unité du mouvement, le reflux de la contestation étudiante pousse le mouvement à se scinder en organisations séparées afin de poursuivre les luttes. Ainsi, c'est à partir de l'automne 1968 que les principaux groupes de la gauche dite « extraparlementaire » se constituent. La plupart de ces organisations se forment autour d'un journal militant, c'est-à-dire autour d'une « prise de parole » publique mais aussi autour d'un « discours » bien défini et qui vise à se distinguer des autres groupes.

Plusieurs groupes naissent entre 1968 et 1969, mais nous ne traiterons que les groupes principaux que nous avons choisi de prendre en compte dans notre étude[290].

La première organisation est « Avanguardia operaia » (Ao), qui se constitue à Milan, à la fin de l'année 1968 (octobre-décembre), à partir de l'expérience du Cub, le « Comitato unitario di base », qui se forme à la Pirelli Bicocca de Milan au printemps 1968. Le groupe est formé par une alliance entre ouvriers et étudiants et il restera toujours majoritaire au sein des Cub. Ses dirigeants proviennent d'une longue expérience militante au sein de la IVème Internationale (trotskiste) et de l'usine. Le groupe, qui s'inscrit dans la tendance léniniste et

---

[289] C. Oliva et A. Rendi**,** *op.cit.*, p.201.

[290] Quelques mots sur le principal groupe maoïste né des mouvements de 1968, mais qui disparaît au début des années 1970. L' « Unione dei comunisti italiani (marxisti-leninisti) », se constitue en octobre 1968 autour du journal *Servire il popolo*. Le groupe, appelé familièrement l'UCI, ou l' « Unione », est constitué essentiellement par des membres du Mouvement étudiant de Rome et de militants liés à la IVème Internationale et est guidé par le leader Aldo Brandirali. En 1968, l'Union est le groupe le mieux organisé et le plus coordonné, c'est un groupe dogmatique et sectaire mais aussi le plus intellectuellement sophistiqué. Il s'inscrit dans la tendance maoïste et marxiste-léniniste. L'organisation, qui est majoritaire au sein du mouvement étudiant romain, commence à se dissiper dès le début de 1969 à cause des divisions internes et disparaît définitivement en 1972. L'Uci sera peu à peu remplacée par « Potere Operaio » au sein des luttes romaines.

philo-maoïste, a pour but de constituer une avant-garde ouvrière et étudiante pour former un nouveau parti révolutionnaire. Très vite, Ao se dote d'une revue, *Avanguardia operaia* (décembre 1968), mais elle disparaît très vite [291]. En octobre 1971, un nouveau journal *Avanguardia operaia* paraît tous les 15 jours, et devient hebdomadaire à partir de 1972. Entre 1969 et 1971, alors que les Cub se développent dans plusieurs usines, l'organisation bénéficie de l'adhésion de nombreux groupes et cercles d'autres villes italiennes : Ao sort des limites de Milan et devient une organisation nationale, même si Milan reste la base principale. A partir de 1974, le groupe se dotera d'un nouveau quotidien, *Il Quotidiano dei lavoratori* (novembre 1974).

Le 23 juin 1969, paraît le premier numéro de la revue politique *Il Manifesto.* Celle-ci est le produit des élaborations théoriques d'un groupe d'intellectuels du Pci qui ne partagent plus la ligne officielle du parti exprimée dans *l'Unità* et *Rinascita* [292]. La revue, dirigée par Lucio Magri et Rossana Rossanda, bénéficie de la participation de nombreux intellectuels du Pci comme Luigi Pintor, Aldo Natoli, Valentino Parlato, Luciana Castellina. En novembre 1969, Rossana Rossanda, Luigi Pintor et Aldo Natoli sont radiés du Pci avec l'accusation de « fractionnisme ». La revue continue à paraître de façon mensuelle, jusqu'au 28 avril 1971, lorsque *Il Manifesto* devient un quotidien. Le groupe de *Il Manifesto* se transforme en groupe politique organisé lors des élections de 1972.

Comme « Avanguardia operaia », le groupe de *Il Manifesto* part du projet de créer une nouvelle classe révolutionnaire qui relierait la gauche traditionnelle et les nouveaux sujets des mouvements révolutionnaires. Dans le premier numéro du journal, le groupe affirme qu'il s'agit d'opérer « una saldatura tra le spinte maturate in questi anni e una tradizione di mezzo secolo », d'engager « un dialogo tra passato e futuro »[293]. Le groupe du *Manifesto* est convaincu, comme tous les groupes de la gauche extraparlementaire, de l'imminence d'une nouvelle phase historique: « Questa pubblicazione nasce da un convincimento che pensiamo non solo nostro: il convincimento che la lotta del movimento operaio, la storia stessa del movimento sia entrata in una fase nuova »[294].

L'organisation « Potere operaio » (Po) se constitue en septembre 1969, après la scission du groupe de *La Classe,* une revue hebdomadaire qui naît au moment des luttes de

---

[291] Elle ne fait paraître que deux numéros en 1969.

[292] Le quotidien *L' Unità* et la revue *Rinascita* sont les organes de presse officiels du Parti communiste Italien.

[293] N. Balestrini et P. Moroni, *op.cit*., p.375.

[294] *Ibid*., p.374.

la Fiat au printemps 1969 et qui constitue l'organe de presse de l'assemblée permanente ouvriers-étudiants de Turin. Suite aux luttes ouvrières et à la bataille de corso Traiano[295], à Turin, en juillet 1969, *La Classe* organise un congrès dont le but est celui de construire une organisation révolutionnaire qui puisse coordonner les luttes ouvrières au niveau national. Ce projet unitaire tombe à l'eau et l'assemblée ouvriers-étudiants de Turin se divise en deux courants principaux: d'un côté « La Classe » ; de l'autre, les militants toscans de « Il Potere operaio » et le Mouvement étudiant de Turin. Le premier courant donnera naissance à « Potere Operaio », le deuxième à « Lotta continua ».

La scission se produit autour de divergences idéologiques profondes. Les militants de « Il Potere operaio » de Pise jugent la ligne de *La Classe* trop ancrée sur l'« économisme »[296] puisqu'elle s'articule entièrement sur le refus du travail, et lui opposent un projet qui vise essentiellement à la formation de la conscience ouvrière à travers une mobilisation continue des masses[297]. La scission conduit à la création de l'organisation « Potere operaio », composée essentiellement d'éléments de « Il Potere operaio » de Vénétie (notamment de Padoue avec Toni Negri) et d'Emilie-Romagne, et du Mouvement étudiant romain (Piperno, Scalzone, Pace). Le groupe, qui se conçoit comme une avant-garde externe de type léniniste, se donne pour objectifs la primauté des luttes sur le salaire, le rôle hégémonique de la classe ouvrière sur les luttes étudiantes, et la lutte contre le travail. Le groupe se dotera d'un journal *Il Potere operaio*, publié dès septembre 1969.

L'histoire de « Lotta Continua » (Lc) commence au printemps 1969, lorsque des groupes de militants de *Il potere operaio* toscan et du Mouvement étudiant turinois se

---

[295] Le 3 juillet 1969, au cours d'une manifestation des ouvriers de la Fiat Mirafiori en grève depuis le mois d'avril, la tension croît au point d'aboutir à une véritable bataille urbaine entre les forces de l'ordre et les manifestants qui se poursuit toute l'après-midi et qui ne cesse que dans la nuit. Les heurts du 3 juillet 1969, dits « la bataille de Corso Traiano » à Turin, constituent le début d'un changement au sein des mouvements. La « bataille » avait été le fruit d'une initiative autonome des ouvriers : le cortège, qui avait vu une grande participation des ouvriers et des étudiants, avait été appelé par l'assemblée ouvriers-étudiants de Turin contre l'avis des syndicats. C'est lors de cet épisode qu'apparaît pour la première fois le slogan: « Che cosa vogliamo? Vogliamo tutto! ». Alfredo Bandelli, dédiera à cet épisode la célèbre chanson *La ballata della Fiat*, dans G. Vettori, *Canzoni italiane di protesta, op.cit.*, p.256-257.

[296] Le terme *économisme* a d'abord été employé par les bolchéviques pour critiquer ceux qui réduisaient le marxisme à une théorie économique.

[297] Ce sera la ligne de Lc. Alors que *La Classe* insiste sur les revendications salariales, « più soldi, meno lavoro », les Turinois et les Pisans critiquent cette vision réductrice et mécaniciste des rapports sociaux. Pour le leader du mouvement étudiant turinois Guido Viale, il faut au contraire « investir tous les aspects de l'affrontement » [« investire tutti quanti gli aspetti dello scontro », juillet 1969, L. Bobbio, *op.cit.*, p.46.

rendent à la Fiat Mirafiori où les ouvriers ont engagé une lutte autonome. En mai-juin 1969, à la Fiat Mirafiori, de nombreux tracts paraissent avec le titre « La lotta continua ». A l'été 1969, le groupe, auquel se sont ajoutés d'autres militants provenant de Milan et de Trente, décide la publication d'un journal qui reprend le slogan adopté dans les tracts de l'assemblée ouvriers-étudiants de Turin : le 1er novembre 1969, paraît le premier numéro du journal *Lotta Continua*. Le journal naît avant le groupe afin d'unifier les luttes après la scission avec le groupe de *La Classe*. L'organisation naît ensuite autour du journal.

Lc est le fruit de la rencontre entre plusieurs traditions: l'organisation naît de l'alliance entre « Il potere operaio pisano » (Adriano Sofri et les élèves de l'Ecole Normale Supérieure de Pise, Luciano della Mea et quelques ouvriers), et le mouvement étudiant du Nord de l'Italie: Trente (Mauro Rostagno et Marco Boato), Turin (Luigi Bobbio et Guido Viale), Milan, Pavie. La rencontre de ces groupes avec les luttes ouvrières qui ont lieu à la Fiat Mirafiori à l'été 1969 marque la naissance de l'organisation.

En effet, Lc considère les mouvements réels comme seule source de légitimation de son existence. L'organisation recueille tour à tour les tensions des nouveaux acteurs sociaux qui émergent, de sorte que sa ligne politique se façonne sans cesse selon la situation des luttes et des mouvements sociaux. Lc vise à suivre le « mouvement réel » contre l'orthodoxie de l'idéologie : sa priorité est d'être à l'intérieur des luttes comme l'énonce à plusieurs reprises la prise de position du journal : « stare dentro alle lotte ». Lc veut affirmer un rapport direct et sans intermédiaires avec les masses, qui conduira le groupe à créer un véritable « mythe des masses ». Le groupe s'oppose surtout à l'idée léniniste du parti comme « avant-garde externe » du prolétariat, et se propose comme une « avant-garde interne » aux luttes [298]. En effet, Lc ne se considère pas - pour le moment- comme un parti, au point que Luigi Pintor de *Il Manifesto,* la définit « non una organizzazione ma uno stato d'animo » [299].

[298] A. Giannuli, *Bombe a inchiostro*, Bur, Milan, 2008, p.30.

[299] *Ibid.*, p.31.

2) Les travaux de Patrizia Violi sur le langage de Lc et de Po

L'étude du langage propre aux groupes de la gauche extraparlementaire est essentiel pour mieux comprendre leur idéologie. Cependant, le rapport entre le langage et les comportements des militants est double: d'une part, le langage utilisé découle des analyses politiques des groupes ; d'autre part le langage modifie ces comportements : en effet, l'usage d'un certain type ou registre de langue influence à son tour le comportement du parlant.

Les travaux de Patrizia Violi sont en ce sens les seuls qui s'intéressent à une analyse proprement linguistique des groupes. Dans son ouvrage, *I giornali dell'estrema sinistra*[300], P. Violi s'intéresse en particulier à Lc et Po. Violi part du constat d'une rapide clôture du langage politique du mouvement italien, qui s'intellectualise et se sclérose au point de devenir de plus en plus un symbole de reconnaissance et d'identification des différents groupes du mouvement étudiant[301]. En effet, la nécessité de se différencier par rapport à un langage politique donné a permis aux groupes en voie de formation de définir une image propre, très caractérisée et différente des autres réalités politiques. Ainsi, le langage des groupes connaît un processus rapide de stéréotypage, caractérisé par l'utilisation de termes et d'expressions invariables.

P. Violi cite des expressions courantes qui caractérisent cette nouvelle génération politique, par delà les différences entre les groupes, comme « nella misura in cui, a monte, a valle, al limite, al livello, oggettivo, gestire, demistificazione, sensibilizzazione, non a caso, momento, discorso »[302]. Au-delà du recours massif à des termes qui renvoient à un langage théorique et à un registre de langue soutenu, chaque groupe crée un langage qui lui est propre et qui sert à le caractériser et à le définir.

a) Les caractéristiques langagières de Potere Operaio

Le langage de Po est un langage spécifique et fortement connoté, que le lecteur de l'époque peut reconnaître immédiatement grâce à un usage constant et massif de certaines expressions récurrentes comme « ristrutturazione capitalistica, scadenza contrattuale, uso capitalistico della crisi, forma della contrattazione, salario garantito, iniziativa padronale,

[300] P. Violi, *I giornali dell'estrema sinistra*, Milano, Garzanti, 1977.

[301] P. Violi, *op.cit.*, p.15-16.

[302] *Ibid.*, p.16.

qualità dello scontro, terreno della lotta, appropriazione della ricchezza, rifiuto del lavoro, urgenza dello scontro, ciclo di lotte, direzione operaia, soggetto fondamentale, alternativa di potere, società del capitale, operaio-massa, compiti di attacco, processo di proletarizzazione... »[303].

Cette énumération constitue un condensé presque exhaustif du langage et de l'idéologie du groupe. On peut remarquer en effet la prééminence du vocabulaire économique, issu en particulier de l'idéologie marxiste ainsi que le thème central de l'affrontement entre la classe ouvrière et le patronat : en effet, l' « ouvrier-masse », issu de la tradition opéraïste, est une figure centrale des analyses de Po. Ainsi, le journal de Po se caractérise par un usage important de termes politiques et d'analyses idéologiques et, plus que les autres groupes, du langage économique.

P. Violi remarque aussi un autre registre langagier qui dérive du langage militaire: « qualità dello scontro, terreno della lotta, contrattacco capitalistico, obiettivo strategico, momento d'attacco, parola d'ordine, terreno della insurrezione, battaglia contrattuale, compiti di attacco, progetto strategico, campagna di reclutamento... » [304]. Cet usage massif dérive de la logique de l'affrontement qui caractérise le ton du journal.

Au-delà de ces deux registres de langue, le journal adopte un ton théorique et technique, qui lui confère un caractère officiel et rigoureux, et qui exclue tout registre affectif. L'accentuation du caractère théorique se traduit par l'absence presque totale d'un code narratif, d'un style oral ou parlé[305]. En effet, contrairement à Lc, le journal de Po accentue l'enquête théorique et refuse la fonction d'information sur les luttes: le but du journal est donc la formation politique des militants [306].

Cependant, l'accentuation du côté théorique, rend le langage de Po hautement spécialisé et technique, ce qui présuppose une préparation théorique du lecteur. Ainsi, nous avons un usage importants des substantifs abstraits en «-ismo», «-zione», «izzazione» («avventurismo, revisionismo, articolazione, ricomposizione, concezione, centralizzazione,

---

[303] *Ibid.*, p.30.

[304] *Ibid.*, p.33.

[305] *Ibid.*, p.19-20.

[306] En effet, nous verrons plus loin que le journal *Potere operaio* ne parlera pas de l'attentat de Piazza Fontana du 12 décembre 1969, du meurtre de Pinelli et des accusations à Valpreda. Un changement important s'opère cependant lorsque de *Potere operaio* se transforme en *Potere operaio del lunedì*, à partir de février 1972.

democratizzazione»)[307]. La rigueur scientifique de Po pousse à adopter un registre de langue élevé qui finit par se refermer sur lui-même et par fonctionner en système clos: en effet, nous avons des formules et des schémas expressifs récurrents, souvent éloignés du langage commun, difficiles à décoder, et dont le but est l'affirmation de l'individualité élitiste du groupe.

Dans le même sens, le journal opère aussi des déplacements de signification importants par rapport à la tradition politique: « conservatore » devient « reazionario », « società » est remplacé par « popolo, classe ou proletariato », la « legalità » devient la « legalità borghese », « movimento politico » se traduit en « movimento di massa ». De même, les termes d' « opportunismo » et d' « opportunista » subissent des modifications dans leur usage et finissent par acquérir des connotations négatives nouvelles. Ce renouveau du langage politique traditionnel tend, comme pour les autres groupes, à distinguer et à caractériser le groupe par rapport à la tradition politique précédente : tout en reprenant les termes traditionnels du langage politique de la contestation, les groupes essaient de les investir de significations nouvelles et de les adapter au contexte politique et à leur vision des luttes.

b) Les caractéristiques langagières de Lotta Continua

Le langage de Lotta continua se distingue de celui des autres organisations: le mythe de la révolution faite par les masses entraîne le recours à un langage simple et parlé, qui s'adresse à tout le monde. En effet, Lc ne s'adresse pas seulement à l'ouvrier des villes, syndicalisé et politisé, et héritier d'une longue tradition de conflits sociaux, mais aussi à une nouvelle catégorie sociale, porteuse, autant que la classe ouvrière, des aspirations de rénovation de la société. En effet, le discours de Lc s'oriente aussi vers de nouveaux sujets révolutionnaires traditionnellement exclus comme le sous-prolétariat urbain et toutes les figures de marginaux: les prisonniers, les soldats, les habitants des quartiers, les familles pauvres qui occupent les maisons, les chômeurs du Sud de l'Italie... Ce déplacement du destinataire rend compte des motivations idéologique des choix expressifs de Lc.

Au niveau des supports du discours, Lc innove aussi dans l'utilisation de nouveaux moyens de communication, comme la chanson et la bande dessinée, dans le but de la contre-

[307] *Ibid.*, p.32.

information: le « Canzoniere del proletariato » composé par un groupe de camarades de Lc, dirigé par Pino Masi, produit de nombreux disques et donne plusieurs spectacles dans le cadre des rassemblements, des réunions, des cortèges du groupe. La bande dessinée traditionnelle est aussi investie d'une nouvelle signification politique: avant de trouver ses propres illustrateurs, Lc commence par reprendre des dessins de la bande dessinée traditionnelle comme *Topolino* (Mickey) et *Paperino* (Donald), en modifiant les dialogues: *Paperino* devient un prolétaire révolutionnaire qui doit lutter à la fois contre le capitaliste *Paperon de Paperoni* (Picsou) et le révisionisme réformiste de *Qui Quo Qua* (Riri, Fifi, et Loulou), qui incarnent les syndicalistes et bureaucrates du Pci. *Pippo* (Dingo) est un militant de Lc qui risque d'être dénoncé par *Topolino*, devenu un agent du *Commissaire Bassettoni* (Commissaire Finot), qui devient le Commissaire « Calabrotti » (Calabresi)[308]. Ainsi, Lc opère avec succès une gestion alternative des moyens et des supports de la communication officielle.

Dans le journal, l'importance des éléments figuratifs comme le dessin, la vignette, le photomontage s'inscrivent de façon logique dans le type de discours qu'entend mener Lc: en effet, l'image a un impact plus vif que la parole puisqu'il s'agit d'une forme de communication directe et qui impressionne de façon immédiate l'imaginaire du lecteur: son impact est immédiatement affectif. Le langage de Lc, qu'il soit de type discursif ou qu'il fasse recours à l'image, tend toujours à susciter de vives impressions chez le lecteur, à susciter une réaction émotionnelle.

Les exigences idéologiques de Lc entraînent des particularités sensibles du journal par rapport aux autres organes de la presse extraparlementaire. En effet, le besoin de s'adresser aux masses entraîne un niveau de lecture facilement compréhensible, qui est susceptible d'avoir une large diffusion au sein des masses. Cette exigence de clarté conduit à l'abandon d'une langue spécialisée utilisée à la fois par les médias officiels et par une certaine partie de la presse extraparlementaire, au profit d'une langue parlée qui vise à récupérer la tradition orale et populaire, c'est-à-dire un discours direct et sans médiations.

Cette immédiateté de l'écriture, obtenue surtout à travers l'usage massif de termes et de syntagmes de la langue parlée, détermine le développement de facteurs suggestifs, affectifs, et spectaculaires. Dramatisation, persuasion, et participation émotionnelle du lecteur sont les buts recherchés au niveau sémantique – par l'utilisation de nombreux

[308] *Ibid.*, p.72.

adjectifs et figures rhétoriques – et syntaxique, grâce à l'articulation entre le discours direct et le discours indirect [309].

Selon l'étude de Patrizia Violi, l'élément le plus remarquable réside dans l'élimination du vocabulaire politique traditionnel, qui se réfère au système parlementaire classique, et dans sa substitution par un nouveau type de langage politique qui récupère le langage commun. Selon P. Violi, cette caractéristique de Lc constitue un fait nouveau et spécifique : en effet, le processus de redéfinition lexicale qui distingue les différents journaux de la presse extraparlementaire passe surtout à travers la réutilisation des mêmes mots mais selon une modalité différente. Dans le cas de Lc, au contraire, on assiste à une reformulation globale du discours qui se pose en rupture avec le discours traditionnel et avec la codification officielle du langage politique.

Lc parvient à renouveler le langage politique à travers, d'une part, l'utilisation d'un langage non spécialisé, et, d'autre part, à travers l'élargissement du code politique à la langue commune et parlée[310]. Cet élargissement du code politique est produit par la redéfinition de termes qui ne rentrent pas normalement dans les catégories politiques: en créant des néologismes comme l'expression « fanfascismo », ou en empruntant des termes qui deviennent politiques par l'usage qu'en fait le discours comme « creatività, verifica, giovinezza »[311]. Le terme de « violenza » lui-même, n'est pas défini à partir de catégories politiques, selon Violi, mais il renvoie à un moment de libération et d'unification des masses, à partir de termes qui lui donnent une charge émotive forte et une dimension de force purificatrice. Ainsi, le terme est souvent associé à des termes comme: « espressione dei bisogni delle masse », « modo di essere e di lottare », « liberazione dalla paura », « crescita politica »[312]. La violence est toujours décrite comme violence physique, c'est-à-dire comme affrontement direct avec les forces de l'ordre, conception encore liée au modèle romantique du révolutionnaire sur les barricades.

En ce qui concerne plus précisément le choix des termes, Lc se distingue par son langage hyperbolique et expressif, truffé d'adjectifs souvent superlatifs: « la manifestazione è stata magnifica »[313]. Ainsi, les épisodes de lutte, les cortèges, les grèves sont décrits selon une évaluation qualitative à partir d'adjectifs comme « bello, esaltante, festa, gioia, piacere,

---

[309] *Ibid.*, p.79.

[310] *Ibid.*, p.81.

[311] *Ibid.*, p.83.

[312] *Ibid.*, p.92.

[313] *Ibid.*, p.103.

buono, magnifico, splendido, entusiasmante ». L'adjectif « bello » revient souvent dans le discours de Lc, alors qu'il n'appartient à aucune catégorie politique (« è un'assemblea molto bella », « la lotta autonoma è la lotta piu bella »)[314]. A l'inverse, ce qui s'oppose aux luttes des masses, comme les initiatives syndicales ou de parti, sont connotées par des adjectifs négatifs: « deprimente, noioso, triste, squallido, schifoso, orrendo.. »[315].

L'utilisation de gros mots, comme l'usage très fréquent de « incazzato » à la place de « arrabbiato » («i proletari sono sempre più incazzati » ou « dobbiamo metterlo in culo ai padroni »)[316] détermine aussi cette recherche d'une langue orale et vivante qui s'exprime à travers un langage qualitatif et affectif visant à susciter de fortes émotions. Enfin, l'utilisation du dialecte, du discours direct, des expressions argotiques (« la classe operaia è stufa di essere menata per il naso »)[317] s'inscrit dans la récupération des modalités expressives de la culture populaire. Il s'agit, au niveau linguistique, de récupérer la tradition ouvrière et prolétarienne.

Enfin, le langage de Lc se distingue par le recours massif à des éléments de spectacle et de mise en scène du discours, dans le but de créer un véritable « mythe des masses ». Ainsi, les descriptions des luttes acquièrent un côté épique:

> « Alle 6 si formano due cortei di 4000 persone l'uno che si dirigono alle fonderie, poi alle mecchaniche, trovano infine i loro compagni di Lotta continua che li portano dentro con saluti entusiasti. Incomincia il corteo più entusiasmante di tutte le lotte Fiat: entusiasmante per chi c'è dentro, terrorizzante per chi ne è fuori » [318].

L'épisode, qui se réfère à une grève Fiat qui a lieu au printemps 1970, est décrite à travers un registre de langue qui relève de l' affectif :« entusiasti », « entusiasmante », « terrorizzante ».

De même, l'utilisation de nombreuses figures de styles, comme les répétitions et les énumérations, s'inscrivent dans la droite ligne idéologique de l'information telle qu'elle est conçue par le groupe de Lc et qui passe par un martèlement incessant des mêmes thèmes au point de créer de véritables « campagnes » (la mort de Pinelli, le procès Valpreda, l'affaire

---

[314] *Ibid.*, p.101-102.

[315] *Ibid.*, p.102.

[316] *Ibid.*, p.108.

[317] *Ibid.*, p.131.

[318] *Ibid.*, p.136. Cit. *Lotta continua*, Anno 2, n.14.

Calabresi...). Dans le même sens, l'utilisation importante du slogan dans le discours du journal vise à créer une adhésion immédiate et à fédérer autour d'un mot d'ordre, ce qui explique aussi la reprise constante des slogans dans les cortèges de Lc.

La création d'un langage particulier au groupe remplit non seulement une fonction informative mais confère au journal un rôle de cohésion du groupe, de reconnaissance et d'identification. Par exemple, l'anonymat des articles souligne leur origine collective mais aussi leur recherche d'objectivité. Au delà de cette longue exposition des caractéristiques innovatrices du discours de Lc, il est important de souligner que le journal offre aussi des articles théoriques et des dissertations cultivées qui montrent le niveau culturel de celui qui écrit, et qui exigent un niveau de lecture élevé. C'est ainsi que P. Violi conclut son étude en montrant que la presse extraparlementaire finit toujours par devenir un moyen de diffusion interne à l'organisation, qui s'élargit, tout au plus, aux sympathisants.

3) Les discours des journaux *Lotta continua* et *Potere operaio* : la « qualité des temps » et la « guerre »

Aux remarques de P. Violi, il faut ajouter la mise en évidence de deux caractéristiques importantes du langage de ces deux organisations extraparlementaires : à savoir l'accent mis sur la « qualité des temps » et la présence d'un discours sur la « guerre ».

En effet, le contexte conduit à une radicalisation des organisations extraparlementaires. Entre décembre 1968 et l'été 1969, plusieurs manifestations pacifiques sont réprimées dans le sang par la police qui n'hésite pas à tirer sur les manifestants: la révolte des ouvriers agricoles à Avola (Syracuse), le 2 décembre 1968, produit 2 morts et 48 blessés; les protestations des mouvements étudiants lors de la première de la Scala de Milan le 7 décembre 1968 provoquent des heurts avec les forces de l'ordre et de nombreuses arrestations; la manifestation des groupes toscans devant le célèbre night « La Bussola » de Viareggio le 31 décembre 1968, est réprimée par la police qui tire sur les étudiants : Soriano Ceccanti est touché par une balle et reste paralysé; la révolte des ouvriers de Battipaglia (Salerne) en avril 1969 provoque 2 morts parmi les manifestants. Enfin, la rencontre avec les luttes ouvrières de l'« automne chaud » et la répression qui s'ensuit conduisent Lc et Po à radicaliser leur vision politique.

Au printemps 1969, même si le mouvement a perdu son souffle initial[319], les occupations des universités ne cessent pas, en provoquant des interventions des forces de l'ordre, mais aussi des agressions fascistes dans les écoles et les facultés occupées[320]. Au même moment, la reprise des grèves à la Fiat réorientent le mouvement étudiant sur le front ouvrier. En mai 1969, les agitations ouvrières commencent dans la principale usine italienne, la Fiat Mirafiori de Turin. Après les heurts de Corso Traiano à Turin, en juillet 1969, les grèves reprennent à la Fiat de Turin en automne 1969 et touchent aussi la Pirelli de Milan pour le renouvellement des contrats des ouvriers métallurgiques. Les grèves touchent presque un million et demi d'ouvriers[321] : les agitations ouvrières qui jusque-là étaient limitées à certains secteurs et à certaines usines investissent les principaux établissements industriels italiens[322]. Les requêtes des ouvriers sont radicales : ils réclament l'égalité des salaires et une amélioration des conditions de travail[323]. Surtout, l' « automne chaud » constitue la première lutte de grande ampleur organisée de façon autonome par les ouvriers sans le contrôle politique des partis et des syndicats[324], au nom du « potere operaio »[325].

---

[319] G. Crainz, *op.cit.*, p. 289. Entre janvier et avril 1969, les occupations s'intensifient en réaction à la réforme universitaire proposée par le ministre Fiorentino Sullo. Cependant, selon G. Crainz, au printemps 1969 les agitations, qui continuent encore à l'université, commencent à refluer considérablement.

[320] G. Crainz, *op.cit.*, p. 283.

[321] P. Ginsborg, *op.cit.*, p.430.

[322] Les causes des agitations ouvrières du printemps-automne 1969 s'expliquent par la rencontre entre la rage des jeunes ouvriers Fiat, issus de l'immigration du Sud, le mouvement étudiant qui ne trouve plus de débouchés aux luttes universitaires et la vieille minorité syndicaliste qui depuis les années de Valletta travaillait à l'ombre de la répression interne à l'usine, cf. N.Balestrini et P. Moroni, *op.cit.*, p.278 et suiv. À cela il faut ajouter les limites du "miracle économique" italien, qui a exclu les ouvriers de la modernisation croissante de la société. D'autres facteurs émergent des interviews réalisées par M. Cavallini avec des ouvriers de la Fiat Mirafiori, comme la perte, dans l'imaginaire social, de l'image de l'ouvrier Fiat comme ouvrier privilégié, à cause de l'immigration, de la dureté des conditions de vie en ville, des rythmes de travail. M. Cavallini, *Il terrorismo in fabbrica. I lavoratori di fronte all'attacco delle Brigate rosse*, Roma, Editori Riuniti, 1978, p.35-37.

[323] Les revendications ouvrières sont nombreuses et radicales : augmentation et égalité des salaires pour tous (salaire invariable indépendant des profits de l'usine); abrogation des catégories les plus basses et des « gabbie salariales », c'est-à-dire la différence de salaire pour un même travail selon des critères géographiques (Nord-Sud); baisse du temps de travail; fin du « cottimo » (paie à la pièce); meilleures conditions de sécurité pour mettre fin aux nombreux accidents de travail.

[324] Les syndicats n'arrivent pas à contrôler les conflits à la Fiat au printemps 1969. Plusieurs Cub (Comitati unitari di base) apparus au printemps 1968, se diffusent entre le printemps et l'automne 1969. Cependant, dès la fin de 1969 les syndicats reprennent l'initiative (P. Ginsborg, *op.cit.*, p.433). Les formes de mobilisation montrent l'autonomie croissante des ouvriers: les piquets de grève sont remplacés par des cortèges internes qui

Les deux organisations naissent dans ce contexte : les journaux de *Lotta Continua* et *Potere Operaio* voient le jour entre septembre et novembre 1969, c'est-à-dire au moment le plus fort de l' « automne chaud ». Aux yeux des militants des deux formations extraparlementaires, la naissance des journaux est appelée par un contexte historique exceptionnel, par un moment décisif de la lutte des classes qui amènera d'immenses changements. Le deuxième numéro de *Lotta Continua*, qui date du 7 novembre 1969, inscrit le projet du journal dans le nouveau tournant pris par les luttes ouvrières :

> « L'ultima settimana di ottobre ha segnato una tappa decisiva nella fase attuale dello scontro di classe. Fallita la speranza in una soluzione indolore, « sindacale », delle lotte operaie, la borghesia ha fatto ricorso all'attacco violento e massiccio »[326].

Lotta continua met l'accent sur la crise des syndicats ce qui donne une autre portée à leur discours et à leur position : face à la crise des organisations traditionnelles, les nouvelles organisations extraparlementaires peuvent jouer un rôle de premier plan dans la direction des luttes sociales. Le moment est pour eux exceptionnel dans la mesure où le groupe sous-estime l'enracinement des syndicats et pense pouvoir s'insérer dans les luttes en défendant l'idée d'un changement des instances de pouvoir à l'intérieur des usines. Le thème fondamental de l'article qui ouvre ce numéro du journal est donc une prise de distance par rapport au Pci et aux syndicats au nom d'une lutte autonome des ouvriers.

On retrouve dans ce discours la radicalité du mouvement de 1968 : la lutte pour le renouvellement des contrats ouvriers devient le terrain d'un affrontement « de classe » sur la question du pouvoir à l'intérieur de l'usine contre toute solution réformiste. Le groupe met

---

visent à convaincre le plus grand nombre d'ouvriers d'arrêter le travail. Sur les cortèges internes, voici le témoignage d'un ouvrier membre du Pci: « Il caso dei cortei interni è illuminante: nel '69 avevano contribuito non poco a dare un colpo al militarismo col quale l'azienda gestiva i rapporti con gli operai, erano serviti a dare ai lavoratori il senso concreto della propria forza di fronte ad una gerarchia oppressiva e considerata intoccabile. Poi, grazie alle provocazioni, sono spesso diventati momenti di divisione. Capitava un episodio di violenza e la volta dopo il lavoratore ti diceva: « se partecipare alla lotta significa dare in testa a gente che come me è sfruttata dalla Fiat, io non ci sto ». E se ne restava in reparto. Voglio dire che le provocazioni generavano una ripulsa generalizzata dell'estremismo, ma che questa ripulsa si traduceva anche molto spesso in un rifiuto della battaglia sindacale ». M. Cavallini, *op.cit*., p.53.

[325] G. Crainz, *op.cit*., p.347.

[326] *Lotta Continua*, 7 novembre 1969.

en avant l'idée d'une opposition frontale et définitive entre les intérêts des patrons et des ouvriers : le moment est donc « décisif ». Il est intéressant de noter que cette vision des années 1968-1969 est partagée aussi par la classe ouvrière dont les témoignages révèlent cette même vision d'un tournant et d'un moment exceptionnel des luttes[327].

Nous trouvons la même idée d'un moment unique de l'histoire, qui appelle de nouvelles formes d'engagement politique, dans le premier numéro du journal *Potere Operaio* qui date du 18 septembre 1969. Le premier article explique le projet de *Potere Operaio* qui vient de naître des cendres de *La Classe*:

> « (…) va detto chiaramente che esiste un salto dal discorso portato avanti con *La Classe* a quello che si intende impostare con *Potere Operaio*. Non è un salto determinato in astratto, ma provocato dal livello delle lotte e in primo luogo dalle urgenze d'organizzazione»[328].

On retrouve ici l'idée d'une nouvelle phase de la lutte qui pousse le groupe à répondre à de nouvelles exigences d'organisation et à adopter un nouveau « discours ». Les rédacteurs insistent bien sur l'idée qu'il ne s'agit pas du « saut » d'une avant-garde qui dépasserait les nécessités des masses, mais que le changement est appelé par le contexte historique et par le franchissement d'une étape fondamentale du conflit. Le groupe justifie son existence de manière scientifique, selon un critère objectif inscrit dans le moment historique et dans la nouvelle phase de la lutte des classes.

À la veille de l'attentat de piazza Fontana, le 11 décembre 1969, *Potere operaio* commente les nouveaux contrats ouvriers qui ont été présentés en insistant encore une fois sur l'idée qu'il s'agit bien d'un moment particulier, unique, qui ne se répètera pas dans l'histoire du mouvement ouvrier :

---

[327] Selon le témoignage d'un ouvrier de la Pirelli Bicocca, Mario Mosca, l'un des fondateurs du CUB : « il 68 è stato l'anno più bello della mia vita. L'anno in cui mi sono sentito come lavoratore protagonista e padrone del mio destino. E questa sensazione ce l'avevo dentro anche nei due anni successivi. Era bello vivere ». Cit. P. Ginsborg, *op.cit.*, p.434. Dans le même sens, Luciano Parlanti, l'un des dirigeants des luttes à la Fiat, affirme « non mi sono mai sentito tanto uomo come nell'autunno caldo. […] « Era ora, era ora », era quello che ci dicevamo più spesso ». G. Crainz, *op.cit*., p.348. D'après les entretiens réalisés par M. Cavallini avec les ouvriers de la Fiat Mirafiori, les deux années 1968-69 ont été « un' esplosione che ci ha introdotti in una fase nuova dello scontro, che ha modificato radicalmente il modo di essere dell'operaio all'interno della Fiat. » M. Cavallini, , *op.cit.*, p. 30.

[328] « Da *La Classe* a *Potere operaio* », *Potere operaio*, 18 septembre 1969

> « Siamo nel tempo, ormai in cui una lotta senza quartiere e senza ambiguità si è aperta tra le esigenze materiali della classe operaia e i tempi, i modi e le necessità di sviluppo del capitale. Siamo dentro un processo i cui protagonisti si fronteggiano in una partita definitiva (...) »[329].

Encore une fois, le discours tend à radicaliser les termes de l'affrontement : il ne s'agit pas de trouver une solution de conciliation entre des intérêts opposés, le moment est venu d'une lutte sans quartier qui ne laissera qu'un seul vainqueur. On voit bien que les militants de l'époque étaient convaincus de vivre un moment décisif des luttes qui constituait le début du processus révolutionnaire. L'accent est toujours mis sur l'idée d' une conjoncture particulière qui voit l'éclatement des contradictions du capitalisme et l'opposition entre les moyens de productions et les rapports de production, ce qui, selon les principes du marxisme, constitue bien le début du moment révolutionnaire.

Cette radicalisation des termes du conflit a été un processus lent : encore en juillet 1969, au lendemain des événements de Corso Traiano, un tract de l'assemblée ouvriers-étudiants de Turin révèle les legs de l'expérience étudiante de 1968 sur les luttes ouvrières de la première moitié de 1969 : si la lutte se déplace à l'intérieur de l'usine, elle reprend pourtant les « armes » de 1968 (« sciopero », « assemblea », « corteo »). Le principal instrument des luttes demeure encore l'assemblée, lo « strumento più importante della nuova organizzazione proletaria »[330]. Un changement important s'opère donc au moment de l'« automne chaud » qui résulte essentiellement du renforcement de l'organisation comme instrument principal des luttes et de l'assemblée comme instrument de l'organisation nouvelle.

Un autre élément commun du langage des deux groupes réside dans le vocabulaire de la guerre. Bien avant les bombes de piazza Fontana, *Lotta Continua* e *Potere Operaio* se

---

[329] « Compagni, non rispettiamo la tregua », *Potere operaio*, 11 décembre 1969.

[330] « La lotta continua, operai e studenti », 4 juillet 1969: « In fabbrica ci siamo noi (…) con le nostre armi, dallo sciopero, all'assemblea, al corteo. (..) L'assemblea settimanale è strumento più importante della nuova organizzazione proletaria cresciuta nelle grandi lotte di questi mesi».
Site : http://www.infoaut.org/index.php/blog/storia-di-classe/item/1992-3-luglio-1969-la-rivolta-di-corso-traiano?tmpl=component&print=1.

réfèrent déjà à un discours de la guerre[331] . Cependant, les deux journaux adoptent d'emblée deux positions différentes : *Lotta Continua* a une position défensive alors que *Potere Operaio* défend déjà une position d'« attaque ».

Dès le numéro du 7 novembre 1969, *Lotta continua* analyse la lutte sociale en termes de guerre civile: en commentant les heurts de Pise d'octobre 1969, dans le dernier article du journal, le rédacteur affirme que les journaux bourgeois « tendono a creare un clima di terrorismo e di guerra civile ». C'est donc l'adversaire, la presse officielle qui, d'après les rédacteurs de *Lotta Continua*, est le premier responsable du climat de « guerre civile » qui est en train de s'installer dans le pays[332].

Dans le numéro de *Lotta Continua* du 22 novembre 1969, l'article « Quegli estremisti di Lc », commente la peur exprimée par la « stampa borghese », et notamment, par le quotidien *Il Messaggero*, au sujet de la gauche extraparlementaire. La presse bourgeoise, d'après l'article, se demande quand les extrémistes de gauche « attaccheranno », en les définissant des « nemici ». La réponse des jeunes rédacteurs du journal, qui conclut l'article, s'inspire d'une citation de Mao: « Ci basta tenere ben scritto in testa quel detto pronunciato da un vecchio saggio: « Se il nemico attacca è un bene e non è un male »[333]. L'article montre que les militants sont convaincus qu'une guerre civile latente est en train de se mettre en place et relèvent le défi de l'affrontement: en effet, le discours de la presse « bourgeoise » est immédiatement reconnu et accepté par le groupe qui s'inscrit déjà, en reprenant les termes de l'affrontement, dans la logique de la guerre et de l'ennemi.

Le discours de Lc vise pourtant à se décrire dans une position défensive. En effet, dans la vision du groupe, c'est l'ennemi qui conduit l'attaque : le numéro suivant de *Lotta*

---

[331] Nous verrons dans le chapitre suivant que dès la moitié de 1969, des rumeurs de coup d'Etat circulaient dans les milieux de la gauche extraparlementaire, notamment après les attentats à la bombe qui ont lieu au printemps 1969.

[332] Rappelons que les articles de de *Lotta Continua* et de *Potere Operaio* ne sont pas signés par leurs auteurs.

[333] Mao, *Petit Livre rouge* : «Per tutto quanto ci concerne, che si tratti di un individuo, di un partito, di un esercito o di una scuola, ritengo che la mancanza di attacchi contro di noi sia un male, poiché ciò significa necessariamente che noi stiamo facendo causa comune col nemico. Se veniamo attaccati dal nemico, è un bene, poiché ciò dimostra che abbiamo tracciato una linea di demarcazione molto precisa tra noi e il nemico. E se quest'ultimo ci attacca con violenza, dipingendoci a fosche tinte e denigrando tutto ciò che noi facciamo, è meglio ancora, poiché ciò dimostra non soltanto che noi abbiamo tracciato una linea di demarcazione molto precisa tra noi e il nemico, ma anche che abbiamo conseguito un notevole successo nel nostro lavoro. Essere attaccati dal nemico è un bene, non un male » (26 mai 1939).

continua du 29 novembre 1969, commente l'arrestation du directeur du journal *Potere Operaio*, Francesco Tolin[334], en reprenant la maxime maoïste dans le titre de l'article : « Se il nemico attacca è un bene e non un male ». Ce sont donc des alliés qui ont été attaqués dans la vision des rédacteurs de *Lotta Continua*, et l'article montre bien que le groupe a accepté le climat de pré-guerre qui sous-tend déjà la fin de l'année 1969, avant même les bombes du 12 décembre.

Le groupe de Potere Operaio recourt aussi à une logique de la guerre, mais dans une position différente par rapport à Lc : le groupe est déjà dans la logique de l'attaque. Dans le cinquième numéro du journal de *Potere Operaio*, qui date du 16 octobre 1969, un article sur la libération d'un militant noir aux USA, s'intitule « La violenza non è né buona né cattiva: la violenza è ». Le groupe exprime par là l'idée d'un état de guerre et d'un climat de violence larvés, inscrits dans l'état des choses. Dans le même numéro, l'article suivant explicite la vision de la guerre du groupe :

> « Sì, dell'attacco, dell'offensiva, dell'iniziativa. Perché questa è la realtà. Perché così vanno le cose. Prima le lotte operaie e poi tutto il resto: *l'iniziativa, l'attacco è strategicamente sempre di parte operaia, e l'iniziativa politica del capitale si qualifica sempre come risposta*» [335].

Potere operaio reprend à son compte la thèse de l'offensive illustré par Lénine dans *Les enseignements de l'insurrection de Moscou* (1906) : « L'offensive contre l'ennemi doit être des plus énergiques : l'attaque et non la défense doit devenir le mot d'ordre des masses ». Pour le groupe de Potere Operaio, il existe une guerre objective, une violence inscrite dans les rapports de production, inhérente à la société capitaliste : « la violenza è

---

[334] En tant que responsable des articles publiés dans *Potere operaio*, F. Tolin est accusé d'instigation à la violence. A. Grandi, *La generazione degli anni perduti. Storie di Potere Operaio*, Torino, Einaudi, 2003, p. 107.

[335] « Funzioni della repressione », *Potere operaio*, 16 octobre 1969. Voici la suite de l'article: «E questo discorso valga anche per la violenza operaia. La violenza operaia è una violenza che attacca. Anzi è proprio nell'attacco che sa esprimere il meglio di sé, la sua vera natura (e proprio nella difesa invece si dimostra carente, rivelando fino in fondo la carenza dell'organizzazione). Sì alla violenza operaia d'attacco. E bando alle mistificazioni moralistiche da intellettuali di sinistra, da cattolici democratici, da opportunisti, sulla polizia che ha aggredito gli operai. Basta con queste cose, lasciamole scrivere a « L'Unità ». La polizia non aggredisce nessuno, se non per difendere lo *status quo*, l'organizzazione produttiva e sociale del capitale. Chi aggredisce siamo noi. Chi aggredisce sono gli operai. Sia chiaro».

l'esistenza dei padroni : la violenza è l'esistenza del capitalismo : i soli, i veri assassini sono sempre i padroni»[336]. On voit donc qu'avant même piazza Fontana, les pages du journal offrent un ample débat sur la question de la violence, débat accru par l'arrestation du directeur du journal, Francesco Tolin, le 26 novembre, et par la recrudescence des luttes ouvrières de l' «automne chaud ». Le groupe se positionne d'emblée sur la stratégie léniniste de l'insurrection et de l'offensive.

4) Conclusion

On peut affirmer que le passage du « spontanéisme » à l' « organisation » a engendré de nouvelles formes langagières propres à chaque groupe qui relèvent d'un fort souci identitaire. La création des organisations extraparlementaires après l'explosion de 1968 a radicalisé le langage des acteurs dans des visions souvent closes, à usage interne aux groupes, qui remettent en cause l'explosion d'un sujet « collectif » tel qu'il s'est affirmé au cours des luttes de 1968. Le nouvel acteur de ces requêtes se spécialise de plus en plus et sort du cadre générationnel : on passe du nouveau sujet de la jeunesse contestatrice à des visions idéologiques qui s'affrontent dans le but d'obtenir une plus large part de consensus.

Cependant, il faut restituer au moment 1968 le début d'une prise de conscience des revendications collectives de la part de nouveaux acteurs sociaux. Le mouvement de 1968 a engagé un processus de « libération de la parole » que l'on retrouvera dans les années suivantes. Surtout, de nouveaux lieux de parole sont créés et investis d'une parole « débordante » et omniprésente. Les espaces de la prise de la parole publique se modifient : ce ne sont plus les lieux de la politique intitutionnelle mais les assemblées étudiantes, la rue, les espaces publics, les cortèges. Les modalités et les supports de cette prise de parole se modifient aussi sensiblement : presse extraparlementaire, affiches, tracts, sit-ins, slogans, chansons. Le mouvement se veut porteur d'une parole qui ne provienne plus de la politique

[336] « I soli assassini sono i padroni », *Potere Operaio*, 27 novembre 1969. L'article se réfère aux heurts qui ont eu lieu à Milan le 19 novembre 1969 et qui ont causé la mort de l'agent de police Antonio Annarumma. La mort de Annarumma a été l'objet de nombreuses controverses entre la version officielle de la police et la version des manifestants provoquant dans les jours suivants une révolte de la police à Milan. Crainz, *op.cit.*, p.359.

.

institutionnelle, qui ne soit plus médiatisée par les organisations traditionnelles : syndicats, partis, organisations étudiantes, associations catholiques sont remis en cause au nom d'un nouveau sujet collectif.

Le langage exprime la volonté d'aborder une dimension globale de la lutte qui est confirmée par l'impératif d'unification des luttes voire même par l'utilisation massive de l'adjectif « globale », dans les documents des mouvements de Trente et de Pise, ou du terme « tutto » dans les slogans des luttes de l'automne chaud : « Cosa vogliamo? Tutto », « Tutto il potere agli operai »[337].

Cette dimension globale se manifeste aussi par la requête d'un « pouvoir ». La question du « pouvoir étudiant » devient de plus en plus une requête globale : on passe de revendications pour ainsi dire corporatives, à des revendications totales, politiques. Le passage à la politique va dans le sens d'une totalisation du réel : la révolte est aussi une révolte existentielle, qui touche tous les domaines de l'existence. Les étudiants ne réclament plus seulement une participation mais une direction dans la gestion de leurs affaires. L'apparition du slogan du « pouvoir étudiant » rend compte d'une politisation du mouvement qui très vite transcende la sphère étudiante pour se cristalliser dans l'univers plus proprement politique de la communauté civile. Le mot « pouvoir » rend compte de la volonté de faire de l'étudiant le premier maillon d'une chaîne de travail qui commence à l'université et qui se termine à l'usine. Il finit par incarner le pouvoir de tous les opprimés à l'intérieur de leur cadre de travail. Le « pouvoir étudiant », qui est une notion jusqu'alors inconnue dans le lexique politique, se résumera finalement à une requête de pouvoir tout court[338].

La révolte de 1968 incarne surtout une remise en question des organisations politiques traditionnelles des partis et des syndicats : il s'agit de la première révolte autonome de grande ampleur qui échappe au contrôle des partis et des syndicats, et cette modalité de lutte « autonome » sera reprise tout au long des années 1970. Le mouvement de 1968, qu'on appelle le « mai rampant » (*maggio strisciante*) à cause de sa durée, aura des conséquences importantes sur les modalité de lutte de toute la décennie. Il forme, aussi, une

---

[337] Ces slogans sont scandés lors des cortèges ouvriers de juillet 1969 à Turin.

[338] Le dernier numéro du journal pisan *Il Potere operaio* clôt cette expérience au nom d'une lutte « globale » contre le « pouvoir » : « Ma soprattutto il problema del potere deve assumere una dimensione generale. Il potere dei padroni esiste a livello di tutta la società, e viene esercitato in tutta la società attraverso le divisioni e le differenze [fra operai, studenti, casalinghe, contadini ecc...](…). Il problema del potere o lo poni a livello generale o non lo poni correttamente », « Il problema del potere », *Il Potere operaio* de Pise, juillet 1969.

génération de militants qui contribueront au renouveau du discours politique dans les années 1970.

Cependant, l'évolution des revendications du Mouvement, qui sort de l'Université ou de l'école pour avoir une approche globale de la société, finit par refluer dans une conception politique qui renvoie à l'idéologie traditionnelle (marxisme-léninisme) de la lutte des classes et à ses formes d'organisation. La langue innovatrice du mouvement est recouverte par la langue traditionnelle de l'organisation. De même, l'attention aux luttes de la classe ouvrière, ramène le mouvement à des conceptions plus traditionnelles de la politique. La vision d'une unité nécessaire avec les luttes ouvrières finira par l'emporter malgré les différences théoriques originaires des différentes âmes du mouvement étudiant. Ce sont en effet les luttes de l'automne 1969 qui donneront un nouveau souffle à un mouvement déjà en crise et en quête d'identité.

Il n'y a pourtant pas de lien direct entre les faits de 1968 et le passage à la violence organisée des années 1970. Si la violence fut immédiatement acceptée comme inévitable, le mouvement fut au début assez pacifique et se radicalisa seulement face aux violences policières à l'intérieur des facultés[339]. La violence entra donc de manière « naturelle » dans les valeurs du mouvement, mais sa théorisation fut longue et conflictuelle[340].

En définitive, le mouvement de 1968 a eu le mérite d' « ouvrir » l'espace politique en reconduisant la politique dans la sphère de la société civile : c'est là héritage essentiel qu'il léguera aux mouvements des années 1970.

---

[339] P. Ginsborg, *op.cit.*, p.415 et G. Crainz, *op.cit.*, p.267: après Valle Giulia, « L'accento inizia a spostarsi dal carattere pacifico della protesta (…) alla necessità di garantirne la prosecuzione : cioè l' « autodifesa » ».

[340] Le mouvement ne reprit que l'idée d'une violence juste des révolutionnaires – Mao, Che, les Vietnamiens – qui s'opposait à la violence injuste des capitalistes. Mais encore une fois, il s'agissait plutôt d'une violence verbale et symbolique (notamment dans les slogans de tradition maoïste ou guévariste : « Il potere nasce dalla canna del fucile » , « Guerra no, guerriglia si ») ou défensive que d'une violence organisée et théorisée.

Chapitre 3

Piazza Fontana, 12 décembre1969, un tournant?

> « Strage è una parola feroce. Porta con sé, dentro la sua stessa etimologia (*sternere*, ovvero l'abbattere, il macellare capi di bestiame) le connotazioni brutali di una storia arcaica, diffusa sotto ogni cielo »[341].

Le 12 décembre 1969 constitue l'une des dates clés de notre réflexion historique. La bombe qui explose à la Banque de l'Agriculture de Milan le 12 décembre 1969 modifie sensiblement les équilibres politiques mais touche aussi les forces de la contestation en Italie[342]. L'attentat de Piazza Fontana constitue un moment charnière dans la mesure où il clôt définitivement le moment de l'innocence et de l'insouciance de la révolte de 1968[343].

Dans son ouvrage *Piazza Fontana*, G. Boatti met l'accent sur un double aspect amené par la « strage »: l'ouverture d'une époque de violence inouïe, telle que l'Italie n'en avait jamais connue auparavant, corroborée par l'utilisation massive dans les années successives du mot terrible de « strage » ; et la prise de conscience d'une partie de la population, à ce moment précis de l'histoire, que plus rien ne serait comme avant. Cette « innocence perdue » et jamais recouverte par la jeunesse engagée des années 1970 ouvre une saison qui voit la lutte constante entre une poussée sociale orientée vers un changement radical de la vie démocratique et une réponse des institutions qui tour à tour essaie de rediriger cette poussée dans un sens conservateur. En ce sens, piazza Fontana constitue bien « un insanguinato spartiacque nella storia dell'Italia repubblicana »[344]: un moment qui constitue à la fois un point de rupture et un tournant majeur dans l'histoire de l'Italie.

---

[341] G. Boatti, *Piazza Fontana, 12 dicembre 1969: il giorno dell'innocenza perduta*, Einaudi, Torino, 2009 [1999], p. 407.

[342] Le 12 décembre 1969, une bombe explose dans la Banque nationale de l'Agriculture, à Milan, provoquant 17 morts et 88 blessés. Le même jour, à Rome, deux bombes explosent devant l'Autel de la Patrie et devant l'entrée du Musée du Risorgimento, à piazza Venezia, et une autre bombe explose à l'entrée de la Banca Nazionale del Lavoro. Les bombes de Rome provoquent 16 blessés. Une autre bombe non explosée est retrouvée à la Banca commerciale de Milan.

[343] C'est la thèse de Giorgio Boatti dans son ouvrage: *Piazza Fontana*, *op.cit*.

[344] *Ibid.*, Introduzione, p.III.

Cet événement a une portée fondamentale dans la radicalisation des groupes extraparlementaires : en effet, l'attentat de Piazza Fontana est immédiatement perçu comme une attaque contre les forces révolutionnaires qui étaient en train de s'organiser dans les grands mouvements ouvriers de l'automne 1969. La lecture de la gauche impute la responsabilité des bombes aux intérêts patronaux et aux forces réactionnaires du pays. La mort de l'anarchiste Pinelli, trois jours après l'attentat [345], la campagne de presse contre les milieux anarchistes et l'extrême gauche menée par tous les grands quotidiens du pays, ne fait que confirmer les soupçons de l'extrême gauche. Celle-ci est dans un premier moment ébranlée par l'affaire Pinelli, puis par le procès Valpreda[346]. Ce n'est que lorsque les procès montreront les responsabilités de l'extrême droite que l'extrême gauche pourra rétablir son image auprès de l'opinion publique. Pourtant, la grande vague révolutionnaire de l'automne 1969 est définitivement ralentie, voire arrêtée.

C'est donc le massacre de piazza Fontana qui voit pour la première fois le mouvement étudiant et ouvrier se souder dans une stratégie défensive qui conduit à l'utilisation d'un nouveau langage politique. Les tracts et les brochures parus après l'attentat parlent tous d'une attaque qui nécessite une réponse des mouvements étudiants et ouvriers: le discours se radicalise, certes, mais il est important de noter qu'il paraît justifié aux yeux de la gauche extraparlementaire au nom d'une « guerre » qui leur a été déclarée par les institutions, les patrons, les fascistes. Piazza Fontana, constitue, aux yeux des militants, un « acte de guerre »[347] des forces conservatrices aux forces les plus radicales du pays, dans le but d'arrêter le processus révolutionnaire commencé par les luttes de l' « automne chaud ».

---

[345] Giuseppe Pinelli, anarchiste du cercle milanais "Ponte della Ghisolfa", est arrêté dans le cadre des enquêtes sur la "piste anarchiste" de la bombe de piazza Fontana. Il meurt en tombant du quatrième étage de la Préfecture de Milan, le 15 décembre 1969. Le autorités policières parlèrent de "suicide", mais cette version fut toujours contestée par la gauche extraparlementaire et par les milieux anarchistes.

[346] Pietro Valpreda est arrêté au sein des enquêtes sur les milieux anarchistes peu après l'attentat de Piazza Fontana. Valpreda est reconnu par le conducteur de taxi Cornelio Rolandi comme l'homme à la valise noire qu'il avait déposé à Piazza Fontana, quelques minutes avant le massacre. Le premier procès de Valpreda commence le 23 février 1972.

[347] Voici, par exemple, le témoignage de Curcio: « Fu a quel punto che scattò un salto di qualità: prima nel nostro pensare e poi nel nostro agire. Queste bombe e la strumentalizzazione che ne viene fatta sono un atto di guerra contro le lotte e il movimento, dimostrano che siamo arrivati a un livello di scontro molto aspro, ci dicemmo. Si tratta di una svolta che ci lascia aperte solo due strade: mollare tutto e chiudere l'esperienza del Collettivo, che in questo nuovo clima non ha più senso; oppure andare avanti, ma attrezzandoci in modo del tutto nuovo ». R. Curcio, *A viso aperto*, Mondadori, Milan, 1993, p.49-50.

Malgré cette lecture communément partagée par la nouvelle gauche, il existe cependant des interprétations particulières à chaque groupe, dans la mesure où chacun d'eux s'est déjà constitué autour d'une identité propre et de valeurs communes et partagées. En effet, les groupes de la gauche extraparlementaire possèdent déjà une lecture du réel qui préexiste à l'attentat: ainsi, piazza Fontana constitue certes un moment clé, une rupture au sein de la gauche radicale, mais il s'agit d'une rupture qui s'inscrit dans un *humus* déjà favorable à certaines prises de position postérieures. Il est donc nécessaire de prendre toujours en compte un double aspect de l'événement : piazza Fontana constitue certes un « tournant » dans l'histoire italienne, mais il vient radicaliser un contexte déjà empreint d'éléments et de discours politiques favorables à un tel changement. L'événement de piazza Fontana ne fait que modifier ou confirmer certaines grilles d'interprétation de la gauche radicale.

Ce chapitre entend comprendre dans quelle mesure l'attentat de Piazza Fontana a constitué un tournant pour les organisations nées après 1968 et en quoi il a modifié le langage et les pratiques de la gauche contestataire.

I. Le massacre de piazza Fontana et la « stratégie de la tension » : les réactions de la presse au lendemain des bombes: le début de la guerre ?

L'attentat de Piazza Fontana est précédé par un climat de violence diffuse. Le printemps et l'été 1969 sont marqués par une série d'attentats à la bombe. Le 25 avril, anniversaire de la Libération, une bombe explose à la Foire de Milan : le choix de la date, et d'autres attentats aux sièges de l' « Associazione nazionale dei Partigiani d'Italia » (Anpi) révèlent, aux yeux de l'extrême gauche, les origines néofascistes de ces attentats. Cependant, la presse accuse immédiatement l'extrême gauche et les milieux anarchistes. Pendant tout le mois d'avril, des attentats se succèdent à Milan contre des sièges du Pci et des groupes de la nouvelle gauche. En août 1969, d'autres bombes explosent dans sept trains italiens [348]. C'est dans ce contexte que l'éditeur Giangiacomo Feltrinelli publie l'ouvrage *Estate 1969*, qu'il a lui-même rédigé au cours de l'été 1969, et qui exprime sa théorie d'un coup d'Etat imminent en Italie. Au même moment, Feltrinelli publie aussi une série de manuels sur la guérilla, dont les plus

[348] G. Crainz, *op.cit.*, p.342.

célèbres sont *La guerriglia in Italia*, et *Il sangue dei leoni*, un manuel dans lequel on explique entre autres comment fabriquer des bombes, tous deux publiés en 1969[349].

Les rumeurs d'un coup d'Etat commencent à circuler dans les milieux de gauche : à la fois dans les milieux politiques, comme en témoignent les réunions de la Direction du Pci de la première moitié de 1969[350], et dans les milieux de la gauche extraparlementaire. Un article de *Il potere operaio pisano* en parle explicitement dès le mois de mars 1969:

> « Il pericolo della involuzione autoritaria, del colpo di Stato e del potere ai colonelli viene sbandierato per coprire e giustificare di fronte all'opinione pubblica dei benpensanti la violenza repressiva del governo come necessaria e provvidenziale »[351].

En automne, la reprise des luttes ouvrières de l' « automne chaud » et la mobilisitation étudiante et des organisations extraparlementaires créent un climat de peur sociale. À Milan, la mort de l'agent de police Annarumma, lors d'une manifestation des ouvriers et des étudiants, provoque une révolte de la police à Milan : dans la nuit du 19-20 novembre, la plupart des casernes de Milan sont en agitation et veulent attaquer l'Université Statale[352]. Des expéditions punitives sont organisées par les néofascistes contre le mouvement étudiant

---

[349] G. Feltrinelli, *Estate 1969. La minaccia incombente di una svolta radicale e autoritaria a destra, di un colpo di stato all'italiana*, Feltrinelli, Milan, 1969; P. Secchia, *La guerriglia in Italia : documenti della resistenza militare italiana*, Feltrinelli, Milan, 1969; E.M. Sumbu, *Il sangue dei leoni : appello politico a tutto il popolo congolese per una riscossa in massa contro la reazione Kinshasa, Discorso al Congresso culturale dell'Avana: Cultura e indipendenza nazionale di E. M. Sumbu, Manuale delle Special forces*, Feltrinelli, Milan, 1969.

[350] Dans la réunion de la Direction du Pci du 24 mars 1969, le secrétaire du Pci Luigi Longo affirme: « Per quanto riguarda i pericoli di svolte autoritarie o di colpi di mano, dobbiamo richiamare l'attenzione del Partito sul fatto che questi pericoli sono reali ». Dans la réunion de la Direction du Pci du 7-8 mai 1969, un dirigeant, Galluzzi, évoque deux possibilités: « un colpo di stato militare che può venire da ambienti militari integrati dalla Nato » ou bien un tournant autoritaire de type « centriste » organisé par le président de la République Saragat. En juillet 1969, la situation devient plus dramatique et Longo, dans la réunion de la Direction du 2 juillet 1969, rapporte que certains dirigeants affirment que « la situazione è tale per cui può esserci un intervento [dell'esercito] ». Le 3 juillet, le Bureau Politique du Pci décide de « prendere misure pratiche volte ad allargare le nostre informazioni e volte a organizzare seriamente in tutte le organizzazioni i servizi di vigilanza ». G. Crainz, *op.cit.*, p. 345-346.

[351] « La borghesia, il Pci, le masse », *Il Potere operaio pisano*, 21 mars 1969.

[352] Crainz, *op.cit.*, p.359.

milanais, à un moment où la nouvelle direction de Almirante favorise les organisations de la jeunesse néofasciste[353]. C'est dans ce climat qu'a lieu à Milan l'attentat de Piazza Fontana.

1) L'article de l'*Observer* et la « stratégie de la tension »

Au lendemain des bombes, un article du journal anglais *Observer* parle pour la première fois de « stratégie de la tension »[354]. L'expression est employée par le journaliste anglais Leslie Finer, dans un article du journal publié le 14 décembre 1969. Dans l'article du rédacteur anglais, le terme est utilisé de manière différente par rapport à l'usage qu'en fera par la suite la gauche extraparlementaire. Cependant, la presse italienne s'intéresse immédiatement à l'expression et notamment *Lotta continua*, qui dans un article du 20 décembre 1969, intitulé « La logica della bomba », cite l'extrait de l'*Observer* qui définit la « stratégie de la tension » :

> « (…) l'Observer indicava una parte molto precisa, in cui direttamente chiamava in causa il nostro presidente. Con queste testuali parole (…):
>
> « *La teoria che si sta facendo strada per ora è che sono riconoscibili i segni del terrorismo di estrema destra, ma che da esso possono trarre vantaggio anche le destre « moderate ». Nessuno è tanto pazzo da dar la colpa degli attentati al presidente Saragat. Ma l'intera sinistra sta dicendo oggi che la sua « strategia della tensione » ha indirettamente incoraggiato l'estrema destra a passare al terrorismo. Fu in luglio che Saragat provocò la scissione dei socialisti italiani. (...) I motivi di Saragat per creare la scissione erano evidentemente sottili. Egli stava cercando, più che di influenzare i socialisti, di spostare i democristiani verso la destra.* (...) » »[355].

---

[353] L'extrême droite connaît une période de forts changements. Les élections de 1968 sont le pire résultat du Msi dirigé par Arturo Michelini. En juin 1969, Giorgio Almirante est élu secrétaire du Msi. Au même moment, des initiatives se multiplient dans son parti : l'organisation néofasciste Ordine Nuovo, en novembre 1969, rentre officiellement dans le Msi, tandis que Avanguardia Nazionale commence à se réorganiser.

[354] G. De Luna, *Le ragioni di un decennio*, Feltrinelli, Milan, 2009, p. 31.

[355] « La logica della bomba », *Lotta continua*, 20 décembre 1969.

En effet, les journaux étrangers confèrent immédiatement la paternité de l'attentat à l'extrême droite. L'expression de « stratégie de la tension », forgée par le journal anglais, essaye d'exprimer le sentiment diffus de la gauche par rapport à l'attitude du président Saragat : celui-ci serait le responsable de cette première acception du terme de « stratégie de la tension ». La stratégie politique de Saragat a conduit à la sortie de l'aile la plus à droite du Psi, qui en juillet 1969 devient le Psu, puis reprend le nom de Psdi[356]. Cette manœuvre aurait destabilisé la gauche tout en renforçant la droite la plus conservatrice[357]. En effet, c'est un parti socialiste purgé de ses éléments les plus démocratiques qui gouverne avec la Dc. L'expression, telle qu'elle est utilisée par le journaliste anglais, pointe déjà les liens entre les plus hautes institutions de l'Etat et l'extrême droite dans une « stratégie » qui vise à déplacer l'échiquier politique dans un sens conservateur. Cependant, nous sommes encore loin de l'usage postérieur de l'expression[358].

Il est intéressant de noter qu'alors que la presse militante reprend immédiatement la définition de la « stratégie » de Saragat, le principal quotidien italien, *Il Corriere della Sera*, passe sous silence cette expression tout en rapportant les incidents diplomatiques qu'elle a causé entre l'Italie et le Royaume-Uni. Le *Corriere* du 16 décembre 1969, en effet, relate les protestations de l'ambassadeur italien à Londres au sujet de l'article de l'*Observer,* dont il est

---

[356] Le 30 octobre 1966, le Psi et le Psdi (nés en 1947 du Psiup) se réunissent à nouveau dans le Psi-Psdi. Mais cette unité dure moins de deux ans. Le Psi-Psdi reprend le nom de *Partito Socialista Italiano* (PSI), le 28 octobre 1968. En juillet 1969, la fraction sociale-démocrate prend le nom Partito Socialista Unitario (PSU), qui en février 1971 redevient le *Partito Socialista Democratico Italiano* (PSDI).

[357] C'est aussi la lecture du secrétaire du Pci, Luigi Longo: « Credo che la pericolosità del regime che crea questi attentati è data non tanto dalla esistenza in Italia di una organizzazione o di un complotto. (…) il problema grave è che possa esserci, ci siano o si dica che ci sono forze che fanno capo al Presidente della Repubblica o ambienti stranieri che possano puntare su questo per cambiare la situazione ». Réunion de la Direction du Pci, 19 décembre 1969, Archivio Istituto Gramsci (APC), Roma, Faldone Direzione, mf. 006, 2318.

[358] En effet, d'après la gauche extraparlementaire, la « stratégie de la tension » vise à arrêter les luttes de l'automne chaud. Selon le journaliste anglais L. Finer, c'est au contraire la « modération » des luttes de l'automne chaud qui provoque le terrorisme néofasciste : « Per l'intero schieramento di destra, dai socialisti saragattiani ai neofascisti, l'inaspettata moderazione dell'autunno caldo minacciava di liquidare la paura della rivoluzione sulla quale essi avevano puntato. Quelli che hanno fatto esplodere le bombe in Italia hanno rinverdito questa paura. Dal terrorismo dell'estrema destra, anche la destra "moderata" può trarre vantaggio ». L. Finer, *The Observer*, 14 décembre 1969, cité dans *La strage di stato, Samonà e Savelli, Rome,1971,* p.141.

dit qu'il attaquait de manière infondée le président Saragat, sans toutefois expliciter en quoi consistaient ces attaques[359].

2) La presse officielle

Au lendemain des bombes, la presse officielle épouse immédiatement la thèse de la responsabilité des anarchistes, à quelques exceptions près : « *Il Corriere della Sera* e *Il Corriere d'informazione* sono colpevolisti come i quotidiani della catena Monti e *Il Messagero* e *Il Tempo* di Roma. *Il Giorno* e *La Stampa* invece riflettono anche i dubbi e le perplessità suscitati dall'inchiesta e dal caso Pinelli »[360]. Cependant, dans la plupart des articles, on accepte sans ambages la version officielle des enquêteurs : *Il Corriere della Sera* n'hésite pas à dépeindre l'anarchiste Valpreda sous les traits du « mostro » et les journaux d'extrême droite lancent de véritables campagnes contre les anarchistes[361]. La presse, en relatant jour après jour les résultats des enquêtes sur les milieux anarchistes, devient très vite le lieu d'un débat politique qui vise à orienter l'opinion publique dans un sens conservateur. *L'Unità* relève immédiatement le tournant conservateur de la presse après l'attentat : il est clair, en effet, qu'aux bombes réelles s'est ajoutée une entreprise de déstabilisation médiatique. *L'Unità* dénonce surtout les articles du *Corriere della sera* qui seraient un instrument de propagande des services secrets[362].

En effet, les journaux de gauche expriment d'emblée des doutes face à l'assurance des enquêteurs sur la « piste rouge »: *l'Unità* cite un discours d'Ingrao devant la chambre des députés dans lequel le dirigeant communiste affirme:

---

[359] « Deplorato a Londra l'attacco dell'Observer », *Il Corriere della Sera*, 16 décembre 1969.

[360] Paolo Murialdi, *Storia della stampa italiana*, cité dans G. Boatti, *Ibid*., p. 90-91.

[361] *La Notte*, journal milanais de droite, lance une véritable campagne de haine: « Ci si meraviglia che quattro ragazzini omossessuali buttino le bombe e compiano le stragi. (…) i ribelli erano sicuri dell'immunità e si consideravano padroni della piazza. In queste mani è l'Italia. E il centro sinistra che ve l'ha portata nel giro di un quinquennio... ». G. Boatti, *op.cit*., p. 91.

[362] Quelques jours après les bombes, après les attaques de *L'Unità*, le « Caso Zicari » éclate. Giorgio Zicari est un journaliste du *Corriere della Sera* qui s'occupe de piazza Fontana : ce journaliste a le don de se trouver toujours sur place au bon moment (il est le seul à raconter en direct l'arrestation de Valpreda) et livre dans ses articles des détails secrets de l'enquête. Ce n'est que plusieurs années plus tard que l'on découvre que Zicari est étroitement lié aux services secrets du Sid. Pour le "caso Zicari", G. Boatti, *Ibid.*, p. 91.

> « Ci troviamo di fronte ad un'organizzazione specializzata nel terrorismo che mira a qualcosa di grosso (…) Chi ha così cinicamente messo nel calcolo quel sangue, quelle vittime, ha voluto suscitare uno smarrimento, un'esasperazione che portasse a una crisi, a un crollo delle istituzioni democratiche»[363].

Mais étudions de plus près le cas du *Corriere della Sera*, le principal quotidien italien. Au lendemain de l'attentat, le samedi 13 décembre 1969, le quotidien vise immédiatement à recueillir le côté sensationnel de l'attentat tout en concentrant l'émotion et l'indignation des lecteurs : « Orrenda strage a Milano. Attentato terroristico in una banca del centro. Tredici morti e novanta feriti », titre la première page. Dans le premier article qui traite de l'attentat, « Difendere la libertà », on peut lire :

> « Il seme della violenza ha dato i suoi frutti avvelenati. L'orrendo attentato di piazza Fontana rappresenta – come ha sottolineato giustamente Saragat (...) – l'ultimo anello di una tragica catena di atti terroristici che deve essere spezzata ad ogni costo per salvaguardare la vita e la libertà dei cittadini. Non sono possibili termini di confronto; non basta nessun richiamo o parallelo storico (...) »[364].

Le journal se fait le porte-parole de l'institution en reprenant ici les mots du Président de la République Saragat adressés au Ministre de l'Intérieur[365]. L'article impute l'attentat à un climat général de violence lié à la contestation de 1968 et aux luttes ouvrières (« il seme

---

[363] *L'Unità*, 14 décembre 1969. G. Boatti, *Ibid*, p.89. Cependant, la direction du Pci, tout en étant convaincue de la paternité d'extrême droite de l'attentat, ne s'intéresse qu'aux conséquences politiques de l'attentat. Ainsi, Terracini affirme que : « La situazione dopo gli attentati è ben diversa da quella che si profilava nel corso delle lotte. (…) È il momento di desolidarizzazione del nostro partito nei confronti di tutti i gruppi estremisti ». Réunion de la Direction du Pci, 19 décembre 1969, Archivio Istituto Gramsci (APC), Roma, Faldone Direzione, mf. 006, 2313-2314.

[364] « Difendere la libertà », *Corriere della Sera*, 13 décembre 1969.

[365] Voici le texte exact de Saragat publié dans le même numéro du journal: « L'orrendo attentato che ha seminato la morte a Milano lascia sgomenta la Nazione per l'efferatezza del delitto, per la sua mostruosa enormità, per la sua bestiale incoscienza. L'attentato di Milano è un anello di una tragica catena di atti terroristici che deve essere spezzata ad ogni costo per salvaguardare la vita e la libertà dei cittadini. »

della violenza ha dato i suoi frutti »)[366], tout en dramatisant l'événement par la thèse d'un tournant historique sans précédent (« non basta nessun richiamo o parallelo storico»). Tout l'article tend en effet à criminaliser un ennemi, non encore identifié, au nom des valeurs de la démocratie et de la liberté. Dans les jours qui succèdent à l'attentat, *Il Corriere* confirme sa position en défense des institutions et de l'Etat : « il paese chiede un'azione decisa contro ogni sovversivismo », réclame le quotidien en première page, le 14 décembre. *Il Corriere* devient la voix du respect de l'ordre public et appuie le recours à une action décisive de l'Etat.

Bien que le journal semble épouser la thèse des « opposti estremismi »[367] du président Saragat, en réalité le *Corriere della sera* commence une campagne de presse contre les anarchistes. Un article du journal met en relation l'attentat au théâtre Diana qui a eu lieu en 1921 avec piazza Fontana. L'attentat de 1921, le plus sanglant qu'a connu Milan jusqu'à piazza Fontana, avait été organisé par des anarchistes qui réclamaient la libération de Enrico Malatesta[368]. Un lien est donc implicitement tissé entre les attentats anarchistes du début du siècle et piazza Fontana, dont la paternité est donc, de manière sous-entendue, déjà attribuée aux anarchistes.

Dans le même sens, il est important de souligner la façon dont le quotidien traite la mort de l'anarchiste Pinelli : un seul article parle de Pinelli, au lendemain de sa mort, dans le numéro du 16 décembre 1969, en insistant sur son « suicide » comme preuve de sa culpabilité. L'affaire Pinelli ne sera plus traitée par le quotidien. Bien plus, *Il Corriere* se hâte de décréter la fin des luttes ouvrières, en saluant ainsi la fin des désordres : le 23 décembre, alors que les négociations pour les contrats ouvriers touchent à leur fin, le quotidien titre en première page: « Fine dell'autunno caldo ». Nous avons là une vision des luttes ouvrières qui s'oppose radicalement à celle de la gauche extraparlementaire.

---

[366] Le *Corriere della sera* a été le principal détracteur de la révolte de 1968, en inventant le sobriquet préjoratif « les chinois » pour désigner les jeunes soixante-huitards. P. Ginsborg, *op.cit.*, p.416.

[367] La théorie des "extrémismes opposés" est une théorie attribuée à Saragat qui vise à condamner et à mettre sur le même plan l'extrémisme néofasciste et l'extrémisme communiste, au nom d'une politique centriste. Cf. *La strage di stato*, *op.cit.*, p.137-138.

[368] *Corriere della sera*, 14 décembre 1969. L'attentat au théâtre Diana à Milan, le 23 mars 1921, a provoqué 21 morts et 90 blessés.

3) La presse militante : Lotta Continua et Potere Operaio

Au lendemain des bombes, *Lotta Continua* prend immédiatement position contre le terrible attentat, mais surtout contre l'instrumentalisation de l'attentat menée par la presse bourgeoise et les institutions. Il est clair, aux yeux du groupe, que l'attentat a été porté contre le mouvement ouvrier et les groupes radicaux qui le côtoient. Ainsi, dans l'article qui ouvre le journal du 20 décembre 1969, « Bombe, finestre e lotta di classe », le journal s'insurge contre les « mots » qui sont voués à criminaliser la gauche extraparlementaire :

> « Mai prima di oggi abbiamo avuto schifo delle parole, del modo in cui le parole possono essere piegate a qualunque spudoratezza, a qualunque ipocrisia, a qualunque calunnia. Le parole grosse le lasciamo da parte, ai professionisti del mestiere. Le cose che noi abbiamo da dire sono semplici e chiare.
>
> Prima di tutto dobbiamo dire tutta la nostra ripugnanza per l'attentato di Milano, per un'azione che ha una chiara intenzione politica, ma che soprattutto rivela che cosa vuol dire far politica per certa gente. Ricorrere all'uso di una violenza indiscriminata, vigliacca, bestiale (…) »[369].

L'article pointe le doigt sur les mots qui ont été utilisés par la presse et les institutions pour accuser les groupes d'extrême gauche et les anarchistes : il dénonce d'emblée la création d'une contre-vérité, par le biais d'un langage faux et manipulateur, qui vise à attaquer la gauche. En effet, le journal dénonce une campagne terrible contre tous les militants révolutionnaires, orchestrée par le pouvoir bourgeois :

> « si cerca di mettere in un sol mazzo la violenza bestiale e mercenaria di chi vuol perpetuare una società che si fonda e cresce sull'opposizione e sullo sfruttamento, con l'azione diretta delle masse, giusta e sacrosanta (...) Fra la violenza terroristica di Milano e quella della lotta degli sfruttati contro gli sfruttatori c'è un abisso: e la somiglianza che l'uso della stessa parola suggerisce non è altro che un arbitrio mostruoso »[370].

---

[369] « Bombe, finestre e lotta di classe », *Lotta Continua*, 20 décembre 1969.

[370] *Ibid.*

On remarque ici une distinction éminemment importante. Pour le groupe de Lotta continua, il existe deux types de violence : l'usage d'un seul et même mot, «la violence », fourvoie la compréhension et la distinction entre deux phénomènes radicalement distincts. Ainsi, aux yeux des militants du groupe, il existe une violence « juste », celle de la classe ouvrière, et une violence injuste, celle de l'Etat et des forces provocatrices qui sont à son service. En effet, nous trouvons plus loin la distinction entre une « violenza schifosa », celle des bombes de Milan, et une « lotta giusta » : la « lutte » des prolétaires s'oppose donc à la « violence » du terrorisme, et le rédacteur refuse d'utiliser le même mot pour désigner deux phénomènes distincts.

L'attentat est immédiatement perçu à travers son but politique, l'affaiblissement des luttes ouvrières, et par sa matrice, les fascistes. En effet, le journal analyse l'attentat à l'aune de la signature des contrats ouvriers : les nouveaux contrats ont été une défaite, et les bombes ont permis de la passer sous silence. L'autre résultat des bombes a été de porter une attaque décisive contre les groupes extrémistes de gauche : « L'esperienza quotidiana della violenza borghese, da quella ufficiale a quella terroristica, sta sotto i nostri occhi »[371]. Le « terrorisme » est ainsi défini comme la violence non officielle de l'Etat.

Quelques mois après l'attentat, en avril 1970, le journal revient sur le massacre dans l'article « Perché parliamo di Pinelli » :

> « Ma se continuiamo ancora a parlare di queste cose, non lo facciamo solo perché è stato ucciso un compagno, perché un altro è in galera innocente (…) lo facciamo perché crediamo che la strage di Piazza Fontana e l'omicidio di Pinelli (…) hanno espresso i momenti più violentemente criminali di una offensiva a largo raggio dello stato borghese contro l'autonomia operaia e il movimento rivoluzionario; l'obiettivo era ed è la ripresa del controllo complessivo sulla classe operaia »[372].

Le groupe de Lc analyse l'attentat de piazza Fontana en utilisant le vocabulaire de la guerre : il s'agit d'une « offensive » de l'Etat, d'une attaque qui fait partie d'une stratégie à plus long terme visant à destabiliser la classe ouvrière. L'article parle d'ailleurs aussi de

---

[371] *Ibid.*

[372] « Perché parliamo di Pinelli », *Lotta Continua*, 18 avril 1970.

« strategia del terrore ». D'après le groupe, l'Etat et la bourgeoisie ont lancé une offensive contre le prolétariat[373].

Afin de mener plus loin notre réflexion sur la question de la violence, il est important d'analyser un autre article de ce même numéro du 18 avril 1970 qui s'intitule : « Legalità borghese e violenza rivoluzionaria, non riguarda solo il Guatemala ». L'article, qui s'inspire de la guérilla au Guatemala, constitue un débat sur la question de la violence et de la lutte armée. Au début, le texte affirme les thèses du groupe par rapport à la question de la violence:

> « La nostra legalità sono le masse proletarie, la nostra violenza è quella che la classe operaia riconosce come sua, quella che è attacco all'ordine dei padroni. Noi non riconosciamo altra legalità che quella delle masse proletarie, ed è per questo che ci prepariamo in modo costante alla illegalità »[374].

Nous avons ici l'idée principale qui sous-tend tous les discours de la contestation des années 1970 : à savoir la distinction entre la légalité et la légitimité, à partir d'une redéfinition des termes du langage politique courant. La gauche extraparlementaire se réfère à un ordre de valeurs qui subvertit radicalement les valeurs et la légalité « bourgeoise » : « è la legalità stessa dei padroni che è violenta »[375]. La légalité et l'illégalité doivent être jugées non plus à partir des valeurs de la bourgeoisie, mais du prolétariat. L'article, qui est construit sur un paradoxe, montre une profonde subversion des valeurs de la bourgeoisie, mais surtout du langage bourgeois : l'article redéfinit les termes de « légalité » et de « violence » à partir des besoins de la classe ouvrière.

Ainsi, l'article n'abandonne pas la référence aux idées de légalité ou de justice, cependant, aux yeux des militants, il existe une seule source de légitimité, celle des classes soumises : « tutte le nostre azioni devono essere legittime in rapporto alla lotta

---

[373] « Non solo un atto terroristico quindi, e neppure un semplice complotto, ma piuttosto le prove generali dei meccanismi di difesa della borghesia di fronte all'offensiva proletaria; e le armi sono ancora una volta la violenza criminale (…) ». *Ibid*. Il est intéressant de noter que l'article parle de « prove generali dei meccanismi di difesa della borghesia », montrant par là que ce genre d'offensive est destinée à se répéter. Il y aura en effet d'autres massacres néofascistes.

[374] « Legalità borghese e violenza rivoluzionaria, non riguarda solo il Guatemala », *Lotta Continua*, 18 avril 1970.

[375] *Ibid*.

proletaria »[376]. La légitimité, par delà la nature de l'action, ne découle que du rappport avec la luttes des masses. Il y a donc une légitimité du prolétariat, qui s'oppose à la légalité bourgeoise[377].

En novembre 1970, le groupe renouvelle sa ligne politique en lançant le slogan : « Prendiamoci la città » (1970-71). Cette nouvelle ligne politique vise à déplacer le terrain de la lutte : face à l'arrêt du conflit social dans les usines, Lc inscrit la lutte dans l'ensemble de la société civile. Pour cela, le groupe opère une redéfinition du prolétariat, « inteso, in senso lato, come l'insieme degli oppressi »[378] : de nouvelles catégories sociales deviennent porteuses du processus révolutionnaire. La lutte se généralise. En effet, « Prendiamoci la città » permet à la fois de sortir de l'usine et de créer de nouveaux espaces de lutte : « la lotta armata comincia con la difesa di un inquilino minacciato di sfratto e finisce con la lotta di popolo contro l'imperialismo »[379]. L'idée d'une lutte de longue durée (contre l'idée d'insurrection prônée par Po) et d'une violence défensive et de masse est mise en avant. La violence est bien conçue comme un instrument nécessaire de la lutte révolutionnaire, mais elle n'est légitime que si elle est liée aux luttes des masses[380].

Le groupe de Lc comprend immédiatement l'importance de Piazza Fontana et ses conséquences sur l'évolution des luttes de la gauche extraparlementaire. Contrairement à *Lotta Continua*, *Potere Operaio*, ne parle pas des bombes du 12 décembre. En effet, le journal ne sort pas dans le mois de janvier 1970, et le premier numéro après les bombes, le 14 février 1970, ne mentionne pas le massacre de piazza Fontana. Ainsi, le groupe Potere Operaio ne rapporte pas l'événement : ce choix est peut-être dû à la ligne du journal, qui rapporte exclusivement les luttes du monde ouvrier, mais il révèle aussi une incompréhension profonde des conséquences de l'événement sur les luttes ouvrières[381].

---

[376] *Ibid.*

[377] *Ibid.*

[378] L. Bobbio, *op.cit.*, p.81.

[379] « Il nostro programma. Spieghiamo meglio che cosa vuol dire Prendiamoci la città », Lc, 29 janvier 1971. L. Bobbio, *op.cit.*, p. 83.

[380] En effet, au même moment, Lc condamne l'apparition des premiers phénomènes de lutte armée puisque celle-ci « pretende di affrontare con strumenti terroristici i compiti propri della lotta di massa ». « La violenza e il terrorismo : La strategia della tensione e la necessità dell'autodifesa rivoluzionaria . L'azione di massa e l'azione GAP (gruppi di azione partigiana) », *Lotta continua*, 12 novembre 1970.

[381] En effet, il ne faut pas oublier que Po, contrairement à Lc, ne s'occupe dans son journal que des luttes ouvrières. Lc possède une vision d'ensemble plus large, en s'intéressant aux luttes qui sont menées sur

Cependant, la vision de la lutte des classes de Potere Operaio se radicalise. D'après le premier article du journal du 14 février 1970, le mouvement ouvrier est entré dans une nouvelle phase où la lutte ouvrière n'est plus suffisante : il faut désormais construire le parti de la révolution, qui permettra de passer à la violence de masse[382]. Ainsi, le journal enregistre tout de même un changement : une nouvelle étape a été franchie puisque désormais l'impératif de l'organisation devient plus pressant. Le journal se livre de façon prépondérante à des débats sur l'organisation, mais l'objectif est à présent la conquête du « pouvoir », défini comme « refus du travail »[383]. Le pouvoir est donc inscrit dans les relations internes à l'usine et au monde du travail et ce changement de ligne est justifié par la répression croissante des ouvriers dans les années 1970-71. C'est seulement à partir du nouveau journal de Potere Operaio, qui en 1972 devient *Potere Operaio del Lunedì*, que le massacre de piazza Fontana apparaîtra dans les pages du journal.

II. Les conséquences : la naissance de la « contre-information » militante

Après les bombes de piazza Fontana, on assiste à l'apparition d'un nouveau type de discours que nous pouvons désigner sous le terme général de « contre-information ». Le terme est déjà utilisé en 1968 par les mouvements étudiants, mais après les bombes du 12 décembre il se diffuse et prend une autre signification. La contre-information est à l'origine un terme militaire qui désigne l'activité de contre-espionnage des services secrets du monde entier. Dans les années 1970, en Italie, le terme connaît un déplacement sémantique qui l'apparente désormais à une modalité de la lutte politique, à une nouvelle forme de militantisme[384].

Le terme définit une « information alternative » par rapport à celle des médias officiels, retenue inexacte ou même complice des autorités dans la « chasse » au rouge ou à l'anarchiste qui a lieu après les bombes du 12 décembre. La contre-information touche à la fois les milieux d'extrême gauche, les milieux intellectuels, et une certaine partie de la presse

---

plusieurs fronts (étudiants, ouvriers, premières luttes pour les maisons), et en commentant les principaux événements politiques.

[382] « Lotta di massa e lavoro di partito », *Potere Operaio*, 14 février 1970.

[383] *Ibid.*, «(…) il potere che si definisce come rifiuto del lavoro».

[384] Aldo Giannuli, *Bombe a inchiostro*, BUR, Milan, 2008, p.7.

officielle. Mais c'est l'ouvrage *La strage di stato*, qui paraît en juin 1970, qui renouvelle officiellement la contre-information, définie par l'historien A. Giannuli comme une tentative de « dévoiler les mécanismes du pouvoir »[385].

Les moyens utilisés par la contre-information militante sont nombreux et touchent plusieurs secteurs: des avant-gardes artistiques et culturelles, aux militants des groupes extraparlementaires, jusqu'à la presse officielle. Giannuli parle d'une véritable « guérilla sémiologique »[386] qui part de l'enquête sociologique sur les milieux ouvriers, pour arriver à une nouvelle forme d'historiographie militante en passant par le théâtre et le cinéma engagé, par la bande dessinée et par la chanson politique. Ce fut grâce à cette nouvelle forme d'engagement que les résultats des enquêtes dépassèrent la simple sphère de l'information et engagèrent carrément une mutation de l'imaginaire collectif: le côté « obscur » qui émergea alors, opéra une désacralisation définitive de l'image du pouvoir.

1) L'ouvrage *La strage di Stato*, juin 1970

La strage di Stato paraît le 13 juin 1970[387]. L'ouvrage, publié par la maison d'édition Samonà et Savelli, liée à la IVème Internationale, est le fruit d'une enquête dont les auteurs sont anonymes : la préface de l'ouvrage est signé par « un gruppo di militanti della sinistra extraparlamentare »[388].

---

[385] *Ibid*., p.9.

[386] *Ibid*., p.10.

[387] *La strage di Stato, Samonà e Savelli, Roma, 1971, 5ème édition [1ère édition: juin 1970], p.17.*

[388] Les auteurs de l'ouvrage apparatiennent en réalité au « Collectif de contre-information sur piazza Fontana » qui est formé par trois instances principales : le « Collettivo politico giuridico », né en février 1970, qui rassemble l'aile la plus à gauche de l'« Associazione italiana dei giuristi democratici ». Cette organisation est née au début des années 1950 sous l'inspiration de membres du Pci comme U. Terracini et du Psi comme L. Basso, et de l'ancien Partito d'azione. Au début des années 60, cette association prend de l'ampleur en défendant des militants accusés et en publiant des articles. Mais l'association se divise sur piazza Fontana à cause des articles sur l'Unità et l'Avanti! qui accueillent la thèse de la culpabilité de Valpreda. Les juristes les plus à gauche de l'Aigd décident alors de former le « Collettivo politico giuridico », auquel adhèrent aussi certains magistrats de « Magistratura democratica ». Au même moment, au début de 1970, à Milan, un groupe informel se constitue pour enquêter sur la mort de Pinelli: il est composé par des syndicalistes de la Cisl, des professeurs de sociologie de l'université milanaise « Cattolica » et de journalistes proches du Pci, comme Invernizzi (qui publie aussi sur *Vie Nuove)*. L'activité de ces deux groupes connaît un tournant lorsque Marco Ligini se rend à Milan faisant ainsi le lien entre les groupes de Rome et de Milan. Ainsi, à partir de janvier 1970, le « Collettivo

La thèse centrale du livre repose sur l'idée d'une tentative de coup d'Etat en Italie appuyée par le régime des colonels grecs. Selon les auteurs de *La strage di Stato*, le massacre de piazza Fontana, et les attentats qui l'ont précédé, font partie d'une stratégie visant à réduire les conflits sociaux et à exclure la gauche - les socialistes et les communistes - du gouvernement afin d'établir une alliance avec la droite fasciste. Cela aurait dû ensuite créer les conditions favorables pour un coup d'Etat de type autoritaire, sur le modèle grec[389].

L'ouvrage introduit deux notions nouvelles qui feront fortune : la « strage di stato » et la « stratégie de la tension ». Il semblerait que l'expression « strage di stato » ait circulé dans les milieux extraparlementaires depuis les bombes dans les trains d'août 1969[390], mais il est certain qu'elle se répand grâce au succès de l'ouvrage : par exemple, le journal *Lotta Continua* ne parle de « strage di stato » que dans le numéro du premier octobre 1970, qui coïncide avec la première réédition du livre *La strage di Stato*[391].

L'ouvrage opère aussi une redéfinition de l'expression « stratégie de la tension », qui, nous l'avons vu, a été forgée par le journaliste anglais de l'*Observer* Leslie Finer. L'expression apparaît au début de l'enquête de La strage di Stato dans un sens plus précis par rapport à l'usage qu'en avait fait le journal anglais:

---

politico giuridico » commence à collaborer avec le « Collettivo di controinformazione » qui s'est constitué à Rome, en novembre 1969, sous l'initiative de Marco Ligini: « Il Collettivo si propone di restituire alla masse l'informazione di classe che è loro negata dalla stampa padronale o di partito (...) ». Giannuli, *op.cit*., p.39. Cependant, encore aujourd'hui, on ne connaît pas précisément les noms des auteurs de *La strage di Stato*, ni surtout, leurs sources.

[389] *En effet, au début du mois de décembre 1969, quelques jours avant les bombes de Piazza Fontana, plusieurs quotidiens et revues, dont l'Unità, l'Espresso, et Paese Sera, publient un document réservé d'un agent secret grec qui date de mai 1969, et qui affirme que la junte militaire grecque appuie un coup d'Etat en Italie. Ce document, d'abord publié par le journal anglais Guardian, est le fruit des enquêtes du journaliste anglais Leslie Finer qui avait travaillé à Athènes comme correspondant de l'Observer, et qui était en contact avec des membres de la résistance grecque. C'est ce même Leslie Finer qui, quelques jours après les bombes de Piazza Fontana, forge, dans un article de l'Observer devenu célèbre, l'expression « strategy of tension ».*

[390] Interview d'E. Masi, juin 2009.

[391] «La strage di stato», *Lotta continua*, 1er octobre 1970. Il s'agit d'un long article qui présente les thèses principales de l'ouvrage.

« Le bombe del 12 dicembre scoppiano in un paese dove, a partire dal 3 gennaio 1969, ci sono stati 145 attentati: dodici al mese, uno ogni tre giorni, e la stima è forse per difetto. Novantasei di questi attentati sono di riconosciuta marca fascista (…). In realtà ci vuole poco a scoprire che la lunga mano che li promuove è sempre la stessa, e cioè una mano che pone diligentemente in atto i presupposti necessari alla « strategia della tensione » che sta maturando a più alto livello politico »[392].

La « stratégie de la tension » est définie comme l'alliance entre les milieux fascistes et le pouvoir politique contre l'extrême gauche ou les anarchistes. Plus loin elle est définie comme « il risultato di precise scelte politiche, coerentemente organizzate all'interno di un disegno preordinato »[393]. Ce dessein est encore celui d'une « aventure réactionnaire » qui relie la « stratégie de la tension » à la question des coups d'Etat, le but principal étant celui de manipuler l'opinion publique, grâce à une « main d'œuvre fasciste », et de créer un climat propice à un tournant à droite. Le texte définit la « stratégie de la tension » comme une « guerre d'usure » (« guerra di logoramento »)[394].

Le responsable de ce plan serait le « parti américain », c'est-à-dire toutes les forces politiques italiennes - à l'exception des partis de gauche - ainsi que le patronat et les apparats militaires: c'est à partir de cette idée de responsabilité que le massacre n'est plus défini comme « fasciste » mais comme « d'Etat »[395].

---

[392] *La strage di Stato, op.cit., p. 27.*

[393] *Ibid.*, p. 141- 142.

[394] « La « strategia della tensione », per potersi realizzare, necessita di un contesto storico, politico e sociale pieno di profonde contraddizioni in cui possa inserirsi un'azione spregiudicata che tenda a spostare il terreno della lotta politica sul terreno dello scontro frontale con le forze dell'ordine, in modo da trasformare il rapporto tra lavoratori e Stato in un problema di ordine pubblico. (…) A tale scopo (..) si provoca a freddo un clima interessato di allarmismo con le continue minacce di scioglimento delle camere e di elezioni anticipate, con le ricorrenti minacce di colpo di stato, con l'utilizzazione indiscriminata dello squadrismo fascista, con la provocazione promossa dall'apparato burocratico e poliziesco (…). Un disegno di questo genere conta sulla possibilità di eccitare l'opinione pubblica contro i pericoli che minacciano le istituzioni democratiche, pericoli rappresentati dagli « opposti estremismi » (…). Si cerca infatti di provocare una guerra di logoramento che acuisca la sfiducia dei cittadini e quindi predisponga il terreno per l'accettazione supina di avventure reazionarie o paragolliste ». *La strage di Stato, op.cit.*, p.143.

[395] Il faut noter, cependant, que l'ouvrage tend à tenir pour sûrs certains préjugés sur le « parti de la ré-action ». Giannuli montre bien que cette idée d'un bloc unique et homogène est l'un des dogmes de la contre-information alors qu'en réalité ce « parti américain » connaît des divergences, notamment entre les différents

Au-delà de certaines erreurs d'évaluation et de certaines inexactitudes, la thèse de *La strage di Stato* se révéla, en substance, exacte[396]. Le livre eut un succès énorme: trois rééditions en deux mois, 100 000 exemplaires vendues dans les deux premières années, plusieurs rééditions jusqu'en 1978, entre 300 000 et 500 000 exemplaires vendus en tout[397], peut-être même un million[398]. Ce fut, en substance, le vrai « best-seller » de la gauche extraparlementaire tout au long des années 1970. De plus, l'anonymat des auteurs permit de dépasser les divisions internes à la gauche en rassemblant tous les militants sur un même thème, celui de l' antifascisme militant[399]. À la fin du livre, les déclarations de Lelio Basso, président du Psiup, de Ferruccio Parri, chef de groupe de la gauche indépendante, de Aldo Natoli de *Il Manifesto*, et d'Alessandro Natta, membre de la direction du Pci, confèrent une reconnaissance politique aux résultats de l'enquête.

Cependant, alors que la gauche extraparlementaire adopte rapidement l'expression de « strage di stato », le Pci refuse cette expression. Tout en mettant en avant le rôle des fascistes dans le massacre, les journaux et les parlementaires du Pci refusent d'adopter l'expression de « strage di stato » en lui préférant celle de « pista nera ». La presse officielle passe sous silence l'ouvrage alors que l'extrême droite, Almirante, Rauti, Borghese, et Ventura, portent plainte contre les auteurs du livre.

2) Développement de la contre-information

Après la parution de l'ouvrage *La strage di Stato*, le groupe de Lotta continua, en particulier, se distingue pour son œuvre de contre-information. Le journal lance une série d'enquêtes qui reprennent les thèmes de l'ouvrage en insistant pourtant sur la figure du commissaire Calabresi. Une véritable « campagne » contre le commissaire est lancée au début de 1970, dans le but de pousser les autorités à rouvrir le procès sur la mort de Pinelli.

---

types de services secrets: le Sid et l'Ufficio Affari Riservati se trouvent souvent en contraste. En effet, l'ouvrage tend à surévaluer le rôle de la droite fasciste et le risque d'un retour à un régime fasciste, en misant sur le fait que le patronat et les partis politiques étaient favorables à un tournant autoritaire. Or, justement, ce parti de la réaction n'était pas un bloc unique mais était constitué d'intérêts divergents. Giannuli, *op.cit.*, p.44.

[396] G. Crainz, *op.cit.*, p.384.

[397] A. Gannuli, *op.cit.*, p.47.

[398] N. Balestrini et P. Moroni, *op.cit.*, p.345.

[399] On ne connaît que quelques noms des auteurs : Marco Ligini, l'avocat Edoardo Di Giovanni (Cpg), le journaliste Invernizzi.

Le journal de Lc publie à maintes reprises la photo du commissaire et forge le slogan ironique: « Pinelli: suicidato, va bene, ma da chi? ». Les bandes dessinées de Roberto Zamarin illustrent l'affaire Pinelli-Calabresi, et connaissent un grand succès. À Milan, les murs sont recouverts d'inscriptions contre le commissaire Calabresi: « Calabresi assassino », « Calabresi boia », « Calabresi sarai suicidato ». La propagande de Lc opère une personnalisation croissante du pouvoir[400].

L'affaire a encore plus de retentissement lorsque Calabresi finit par citer en justice le journal et son directeur, Pio Baldelli. En octobre 1970, commence le procès Calabresi-Lc : le procès est conçu par Lc comme une œuvre de contre-information qui doit révéler au public les contradictions sur la mort de Pinelli et les responsabilités éventuelles du commissaire. La modalité de la campagne contre Calabresi va être la spécificité du groupe de Lc qui tout au long de son existence va tenter de tenir ouvertes les grandes affaires de l'époque et notamment les meurtres des militants de la gauche extraparlementaire.

En somme, Lc est la première organisation qui comprend l'importance capitale de la « strage di stato » et ses conséquences sur les conflits sociaux et sur l'extrême gauche. Par son œuvre constante de contre-information, Lc joue un rôle décisif pour tenir ouverte l'affaire Pinelli. Désormais, la contre-information devient pour Lc une nouvelle forme de militantisme actif qui s'opère en deux phases : l'enquête et la collection des informations notamment sur les liens entre le pouvoir économique et les fascistes, et la publication immédiate de ces données par la propagande de masse[401].

Cependant, la contre-information n'est pas seulement l'apanage des milieux d'extrême gauche. En effet, deux types différents de contre-information se cristallisent: la « contre-information militante » et la « contre-information démocratique »[402], qui touche aussi certaines personnalités qui écrivent dans la presse officielle. Les bombes de piazza Fontana entraînent une nouvelle conception du métier de journaliste. Quelques jours après l'explosion des bombes, Giorgio Bocca affirme que : « le bombe hanno spezzato il fronte del giornalismo servile, per la prima volta parte della stampa italiana ha detto no alle antiche acquiescenze, si è contata, scoprendo che migliaia di giornalisti […] non sono più disposti a

---

[400] L. Bobbio, *op.cit*., p.60-63. L'indication des noms des responsables, s'inscrit, d'après Bobbio, dans la logique du groupe: « Si tratta di rendere più concreta e palpabile la consapevolezza di cos'è il potere attraverso una sua personalizzazione. (…) Il concetto astratto di « capitalismo » e di « sistema » cede il posto all'indicazione degli uomini che ne fanno parte e delle relazioni che intercorrono fra di loro». *Ibid*., p.63.

[401] L. Bobbio, *Ibid*.

[402] A. Giannuli, *op.cit*., p.52.

cedere la loro firma per qualsiasi uso »[403]. En 1995, Bocca reprendra cette idée: « dopo Piazza Fontana avevamo capito in tanti che il rapporto con le autorità costituite non era più attendibile »[404].

Désormais, ce qui s'appelle la « contre-information démocratique » vise à diffuser une information qui ne repose plus seulement sur les sources officielles du gouvernement, des préfets, des autorités policières. Le journalisme se transforme en un journalisme d'enquête dont le but devient celui d'établir une vérité en mesure de s'opposer aux « vérités officielles ». Non seulement les autorités n'apparaissent plus comme les garantes de la vérité, mais elles finissent par résulter comme les principaux obstacles à son établissement. Ainsi, plusieurs noms importants du journalisme italien comme Camilla Cederna, Corrado Stajano, Giampaolo Pansa, Marco Fini et Giorgio Bocca, s'engagent dans la bataille de vérité de piazza Fontana en menant des contre-enquêtes.

Au début de 1970, les journalistes démocratiques se rassemblent dans le « Comitato dei giornalisti democratici per la libertà di stampa e contro la repressione ». Le Comité apparaît pour la première fois lors de la manifestation organisée par le Mouvement étudiant contre la répression le 21 janvier 1970. Parmi eux on trouve Giorgio Bocca, Franco Fortini, Morando Morandini, Eugenio Scalfari, Corrado Stajano.

En octobre 1970, sous l'initiative des militants révolutionnaires et de nombreux avocats, intellectuels et artistes (notamment Dario Fo et Franca Rame) naît l'organisation « Soccorso rosso ». « Soccorso rosso », dont le nom complet est « Soccorso rosso- Comitato nazionale di lotta contro la strage di stato in appoggio a Valpreda ed ai suoi compagni », rassemble tous les groupes de la gauche extraparlementaire et s'occupe de fournir une assistance légale aux militants arrêtés ou dénoncés suite aux enquêtes sur le massacre de piazza Fontana. De nombreuses cellules du « Comitato nazionale di lotta contro la repressione e la strage di stato » - qui rassemble tous les groupes de la gauche extraparlementaire - surgissent dans l'Italie toute entière. En automne 1973, Dario Fo et Franca Rame réunissent tous les comités de Soccorso rosso sous le nom de « Soccorso rosso militante » en accord avec le « Soccorso rosso comitato di lotta contro la strage »: alors que celui-ci s'occupe de piazza Fontana, le « Soccorso rosso militante » s'occupe de tous les militants incarcérés[405].

---

[403] G. Crainz, *op.cit.*, p.408.

[404] *Ibid.*

[405] A. Giannuli, *op.cit*, p.347.

Mais la contre-information a connu aussi d'autres supports de communication. Elle finit par passer par tous les moyens traditionnels du militantisme : du théâtre politique de Dario Fo à la chanson politique. En décembre 1970, le collectif « La Comune », fondé quelques mois auparavant par Dario Fo, met en scène pour la première fois la pièce *Morte accidentale di un anarchico*. La comédie, qui relate l'interrogatoire de Pinelli au commissariat de Milan, est représentée des centaines de fois dans les deux années successives, rassemblant un public qui au total dépassa les 400 000 personnes, un nombre bien supérieur à celui du milieu de la gauche extraparlementaire[406]. Dans le prologue écrit pour la publication de la pièce, Dario Fo e Franca Rame affirment qu'ils ont décidé d'écrire leur ouvrage après la parution de *La strage di Stato* et au moment du procès Lotta continua-Calabresi : « è a questo punto che anche noi decidiamo la necessità di muoverci al più presto. A nostra volta iniziamo il lavoro d'inchiesta »[407].

En ce qui concerne la chanson politique, la mort de Pinelli introduit un tournant dans la chanson politique de l'époque. La « balade de Pinelli », composée peu après la mort de l'anarchiste, devient le chant révolutionnaire de la nouvelle gauche, à côté des grands classiques comme les chants de la Résistance et le « Nuovo Canzoniere ». Le « Canzoniere del Proletariato » de Lotta Continua enregistre immédiatement une version chantée par Pino Masi alors que J. Fallisi, pour le « Circolo Giuseppe Pinelli », rajoute des strophes qui radicalisent les propos plus modérés de Lc. La chanson, qui sera chantée aussi par Claudio Lolli, a un succès immense et devient l'un des hymnes des luttes sociales: elle est désormais chantée dans toutes les cortèges de la gauche extraparlementaire et notamment par les militants de Lc.

La chanson reprend la version de la mort de Pinelli entretenue par la gauche extraparlementaire contre la version des autorités officielles : « l'hanno ucciso perché era un compagno » dans la version de Lc, « ti hanno ucciso spezzandoti il collo, sei caduto ed eri già morto » dans la version anarchiste, où l'on trouve même « altre bombe verranno gettate per frenare la lotta di classe » : c'est là la thèse de la « strage di stato »[408]. Les deux versions s'accordent sur les responsabilités du préfet Guida et du commissaire Calabresi, et toutes deux crient vengeance : « la vendetta più dura sarà », « la giustizia sarà giudicata ».

---

[406] *Ibid.*, p.149

[407] D. Fo, *Morte accidentale di un anarchico*, Einaudi, Torino, 2004, p.4.

[408] Pour les deux versions je renvoie à N.Balestrini et P. Moroni, *op.cit*, p.347, et G. Vettori (dir.), *op.cit*, p.260. Le refrain de cette chanson est célèbre: "Quella sera a Milano era caldo/ Ma che caldo che caldo faceva/ Brigadiere apra un po' la finestra/ E ad un tratto Pinelli cascò".

Surtout, le succès de la chanson montre comment la figure de l'anarchiste Pinelli devient le martyr de cette nouvelle génération de militants, remplaçant la figure du résistant et, encore plus, de l'ouvrier. Pinelli devient le symbole d'une nouvelle lutte qui ne recoupe plus seulement les vieux mythes de la gauche révolutionnaire – la lutte contre les patrons – mais qui exprime la nouvelle situation politique liée à la stratégie de la tension: Pinelli incarne la lutte contre le pouvoir, les institutions, les bombes, les responsables des massacres d'Etat.

La « ballata di Pinelli » finit par constituer un véritable « genre » de la chanson engagée: en effet, à partir de la mort de Pinelli, les chansonniers militants composeront des chansons pour toutes les victimes de l'Etat et de la répression. Ainsi, il existe une balade pour deux autres victimes de la police, Saverio Saltarelli, et Franco Serantini : *La ballata di Franco Serantini*; et *Compagno Saltarelli, noi ti vendicheremo*, écrites par le « Canzoniere del Proletariato » de Lc, et la *Ballata per Franco Serantini* de Ivan della Mea.

Ainsi, d'après l'historien Guido Crainz, la bataille pour la vérité sur piazza Fontana constitue un tournant majeur qui permet d'expliquer une nouvelle prise de conscience politique :

> « proprio grazie alla « battaglia di verità » su piazza Fontana, questa sarà anche l'ultima volta in cui la « versione ufficiale » - di questure, magistrature inquirenti e governi - sarà automaticamente accettata dal paese, o dalla gran parte di esso. Questa « unicità » spiega perché si siano introdotte allora modificazioni profonde negli orizzonti culturali, prima ancora che nello scontro sociale e politico »[409].

Le changement est tout d'abord culturel : la perte de confiance en l'Etat modifie sensiblement la vision de la politique des jeunes militants déjà sensibilisés à une pratique de la violence. Comme l'affirme Giorgio Bocca, « per la prima volta, gli italiani avevano l'impressione di essere stati ingannati, traditi dal loro stato »[410]. C'est là un élément très important pour comprendre la suite de notre période. Un deuxième changement se situe dans l'acquisition de nouvelles formes d'engagement qui passent d'abord par une transformation culturelle et langagière : les thèmes de la « strage di stato » et de la « stratégie de la tension »

[409] G. Crainz, *op.cit*, p.369.

[410] G. Bocca, *Il provinciale*, p. 222, cité par G. Crainz, *op.cit*, p. 384.

vont devenir des références courantes dans le langage politique. Bien plus, ils vont justifier les nouvelles stratégies politiques qui inspirent les militants et les luttes de 1972-1973.

III. La naissance de la lutte armée en Italie (1970-1971)

Après la fin de « l'automne chaud » et l'attentat de piazza Fontana, les luttes ouvrières ne s'arrêtent pas. Au contraire, entre 1970 et 1971, les agitations ouvrières ne cessent de se développer et de toucher de nouveaux secteurs de la production, même si elles n'ont plus la même ampleur qu'en 1968-69[411]. Après un moment d'arrêt, l'offensive reprend à l'automne 1970. Les premières actions des groupes sont étroitement liées à la reprise de l'agitation en milieu ouvrier.

En 1970, afin d'essayer de calmer les bouillonnements sociaux, le gouvernement met en place une série de réformes: la réforme la plus importante, qui touche directement les milieux ouvriers, est la mise en place du « Statuto dei Lavoratori » qui est approuvé en mai 1970 et qui constitue la première loi en défense des travailleurs (droits syndicaux, licenciements, liberté d'opinion du travailleur, etc..). Dans le même sens, au printemps 1970, le gouvernement met en place les régions qui étaient prévues par la Constitution de 1948 : c'est un pas vers la décentralisation en vue de rapprocher le pouvoir de la société. Le gouvernement engage aussi une réforme des retraites et met en place le référendum abrogatif, qui était aussi prévu par la Constitution. Enfin, le 1er décembre 1970, la loi Fortuna- Baslini sur le divorce entre en vigueur.

Cependant, cette volonté de réforme va de pair avec une importante offensive de la droite réactionnaire. Deux épisodes jouent un rôle essentiel dans l'accentuation de l'exaspération du climat politique dans le pays: la révolte de Reggio Calabria et la tentative de coup d'Etat de Junio Valerio Borghese. La révolte de Reggio Calabria a lieu entre juillet 1970 et février 1971. La ville de Reggio Calabria, qui s'est vue destituée de son rôle de chef-lieu au profit de Catanzaro, sombre dans une guérilla urbaine qui ne sera maîtrisée que grâce à l'intervention de l'armée et à la promesse que Reggio Calabria restera chef-lieu de la région ainsi que Catanzaro. La révolte, à laquelle participent au début des jeunes militants d'extrême droite et d'extrême gauche, est rapidement prise en main par les groupes néofascistes et

[411] P. Ginsborg, *op.cit*, p.433-434.

surtout par le Msi[412]. Au même moment, dans la nuit du 7 au 8 décembre 1970, le prince Junio Valerio Borghese, commandant de la X-Mas pendant la République de Salò (1944-45), occupe aves des forces armées le Ministère de l'Intérieur à Rome pendant quelques heures, mais se retire immédiatement. L'opinion publique n'apprendra cette tentative de coup d'Etat qu'au mois de mars 1971[413].

C'est dans ce climat que prend fin le mandat du président de la République Giovanni Saragat. Le 24 décembre 1971, Giovanni Leone, est élu à la présidence de la République grâce à l'appui du Msi. L'élection marque un nouveau tournant à droite : Leone est le premier président de l'Italie républicaine élu grâce aux voix des néofascistes. Mais la plus grande menace vient des groupuscules néofascistes qui, d'après G. Crainz, lancent la plus grande offensive qu'ait jamais connu l'Italie républicaine[414]. En effet, après les bombes du 12 décembre, un climat de violence se répand dans le pays, marqué par de nombreuses agressions contre les militants de gauche et d'extrême gauche[415]. Les violences néofascistes

---

[412] La révolte de Reggio en Calabre avait été précédée par des attentats contre des trains dont notamment la « strage di Gioia Tauro »: une semaine après le début de la révolte, le 22 juillet 1970, le « Treno del Sole » Turin-Palerme déraille près de la gare de Gioia Tauro, en Calabre. Le 26 septembre 1970, cinq anarchistes sont tués dans un accident de voiture : ils voyageaient avec les preuves que l'accident au train du Soleil à Gioia Tauro n'avait pas été le fruit d'un déraillement mais d'un attentat fasciste qui visait à isoler Reggio Calabria et à favoriser une tournant terroriste de la révolte. En 1993, le repenti Giacomo Lauro accusera les groupes néofascistes des attentats contre les trains de l'été 1970.

[413] On parla alors de « golpe d'operetta », mais le procès révéla les liens du prince Borghese avec certains secteurs de l'armée. En 1974, après de nombreux renvois, quatre généraux sont accusés de complicité dans le coup d'Etat, parmi eux figure Vito Miceli, le commandant du Sid. Le procès prouvera aussi les liens du prince Borghese avec les services secrets et certains secteurs de l'Armée. Cependant, dans un deuxième procès, ils seront tous acquittés. P. Ginsborg, *op.cit.*, p.452-453, et G. De Lutiis, *Storia dei Servizi segreti in Italia*, Roma 1984, p.100-107.

[414] G. Crainz, *op.cit.*, p.370.

[415] Les épisodes de violence réalisés par l'extrême droite correspondent à 95% des épisodes de violence entre 1969 et 1973, au 85% en 1974, et au 78% en 1975. Entre 1969 et 1971, le nombre des violences réalisées par les groupes néofascistes contre les personnes et les biens ne cesse d'augmenter: 148 en 1969 (10 épisodes sont réalisées par la gauche), 286 en 1970, 460 en 1971. G. Crainz *op.cit.*, p. 370-371. Pour les chiffres précis des violences tout au long des années 1970, je renvoie à D. Della Porta et M.Rossi, *Cifre crudeli. Bilancio dei terrorismi italiani*, Bologna, 1984 et M. Galleni, *Rapporto sul terrorismo*, Milano, Rizzoli, 1981.

se répandent du Nord au Sud de l'Italie, mais c'est à Milan que ce phénomène connaît la plus grande ampleur[416].

Les anniversaires de piazza Fontana marquent la radicalisation du mouvement et témoignent d'une recrudescence de la violence. Le 12 décembre 1970, lors du premier anniversaire du massacre de Piazza Fontana, le cortège des étudiants et des anarchistes est chargé par la police alors que des centaines de fascistes attaquent les sièges des organisations de gauche et de la Statale. Un étudiant, Saverio Saltarelli, est tué par une grenade lacrymogène tirée à hauteur d'homme. Un an après, le 12 décembre 1971, les cortèges sont à nouveau interdits à Milan, et la ville est en état de siège. L'Italie tout entière est alors investie par de nombreux cortèges contre la répression et pour la vérité au sujet de piazza Fontana : la version de la « strage di stato » commence à se répandre de plus en plus. C'est dans ce climat de violence que se développent les premières actions des groupes armés[417].

1) La naissance des groupes armés

Les premiers groupes qui font le choix d'une lutte militaire et clandestine se réclament directement de la tradition de la Résistance: le « Gruppo XXII Ottobre » et les « GAP », « Gruppi d'azione partigiana », se disent héritiers des héros de la Résistance et prétendent tisser un fil direct avec cette période. Ces deux formations clandestines sont formées toutes deux dès la fin de l'année 1969 et réalisent leurs premières actions au printemps 1970. Il est important de noter que ces deux formations, qui se réclament tout d'abord de l'antifascisme, apparaissent à un moment de recrudescence des violences fascistes, surtout dans le Nord de l'Italie.

---

[416] Une enquête de la région Lombardie signale, en automne 1971, 400 épisodes de violence fasciste dans la région depuis 1969, un épisode tous les deux jours. G. Crainz *op.cit.*, p.371.

[417] Sur le climat de violence diffus, voici le témoignage rétrospectif de R. Curcio: « *Come siete arrivati alla decisione di passare alla lotta armata?* Non c'è stato un momento in cui qualcuno, a tavolino, ha decretato che si doveva cominciare a sparare e a compiere attentati. È stata una maturazione graduale e laboriosissima. Il processo è andato avanti sulla spinta delle esigenze contingenti e nel contesto di una violenza diffusa generale ». R. Curcio, *op.cit.*, p.51.

Le « Groupe XXII Octobre » est fondé à Gênes le 22 octobre 1969 (d'où le nom du groupe) par de jeunes prolétaires, essentiellement des ouvriers, de la Val Bisagno[418]. Bien que fondé dès l'automne 1969, le groupe passe à la lutte armée seulement en avril 1970. Le modèle d'organisation du groupe fait explicitement référence à la Résistance: le groupe se définit comme une « avanguardia partigiana » dont l'objectif est celui de déclencher « la guerra partigiana rivoluzionaria »[419]. Le groupe réalise essentiellement des attentats à la bombe et des actions de sabotage, en interrompant notamment les programmes télévisés pour diffuser leurs messages. Le 5 octobre 1970, le Groupe XXII Octobre réalise sa première opération d'envergure: l'enlèvement de Sergio Gadolla, fils de l'une des famille les plus riches de Gênes. C'est aussi le premier acte important de la lutte armée de gauche. Le 26 mars 1971, le groupe XXII Octobre conclut sa brève vie: lors d'un hold-up, le leader du groupe, Mario Rossi, tue le convoyeur de fonds Alessandro Floris. Une photo prise au moment du hold-up conduit à l'identification des membres de la bande et à l'arrestation du groupe[420].

Les « Gap » sont un groupe paramilitaire d'inspiration marxiste-léniniste qui ont été fondés par l'éditeur milanais Giangiacomo Feltrinelli. Les « Gruppi d'azione partigiana » apparaissent officiellement en avril-mai 1970 mais ils ont été préparés dès la fin de 1969 : il s'agit du premier groupe armé clandestin qui apparaît sur la scène politique italienne après les luttes sociales de 1968-1969 [421]. Le nom même du groupe vise à établir une filiation directe avec la Résistance: les « Gap - Gruppi d'azione partigiana » de Feltrinelli reprennent le sigle des « Gap - Gruppi d'azione patriottica » qui se sont formés pendant la Résistance.

Le groupe de Feltrinelli va jouer un rôle clé dans la lutte armée. En effet, les Gap vont très vite devenir un modèle pour les jeunes groupes armés qui naissent au début des années 1970, et notamment pour les Brigades Rouges. Bien que les Br réfutent la stratégie des Gap qui repose sur le modèle tiers-mondiste des « foyers » de guérilla, en la considérant dépassée et irréalisable dans un univers urbain, et adoptent, pour leur part, le principe d'une

---

[418] La Val Bisagno est une région industrielle près de Gênes qui a joué un rôle fondamental dans la constitution des premiers groupes de la Résistance.

[419] Pour la description du groupe, je renvoie à Progetto memoria, *La Mappa perduta*, Sensibili alle foglie, 2006 [1994], p.41-42. Pour les documents produits par le mouvement, Progetto memoria, *Le Parole scritte*, Sensibili alle foglie, 1996, p. 28-31.

[420] Le Groupe XXII Octobre joue un rôle important pour les futures Brigades rouges: en 1974, elles enlèveront le juge Mario Sossi qui avait instruit le procès contre le Groupe "XXII Ottobre" (1972-1973).

[421] Progetto memoria, *La Mappa perduta*, *op.cit.*, p.33.

« guérilla urbaine » de longue durée, elles sont pourtant influencées par le personnage romanesque de Feltrinelli[422]. En effet, celui-ci jusqu'à sa mort, en mars 1972, va constituer le principal facteur de lien entre les différents groupes révolutionnaires, notamment entre le Groupe XXII Octobre, les Gap, les Br, d'anciens résistants et certains éléments de Potere Operaio. C'est encore lui qui va procurer des armes aux premiers groupes armés et qui va constituer pour eux une importante source de financement.

Le troisième groupe armé qui se constitue en octobre 1970 sont les Brigades rouges (Br)[423]. Les Brigades Rouges naissent de deux expériences politiques précédentes: celle du « Collettivo Politico Metropolitano » (Cpm) et celle de l'organisation de « Sinistra Proletaria ». Le « Collettivo Politico Metropolitano » naît à Milan le 8 septembre 1969, afin de coordonner plusieurs Comités Unitaires et Collectifs Autonomes nés à Milan pendant les luttes ouvrières et étudiantes de 1968-69. Un an plus tard, en juillet 1970, une partie du Cpm fonde la revue *Sinistra Proletaria* qui publie des *Fogli di lotta* jusqu'au 2 février 1971. Le nom de l'organisation armée des « Brigades Rouges » apparaît pour la première fois dans le numéro du 20 octobre 1970 des *Fogli* de la revue *Sinistra Proletaria* qui annonce la création d'« organisations ouvrières autonomes »[424].

Le 25 avril 1971, paraît un nouveau journal, *Nuova Resistenza*, qui aura une vie brève puisqu'il ne fera paraître que deux numéros, mais qui constitue une référence directe à la Résistance. Le journal, financé par l'éditeur Feltrinelli, publie les communiqués des Gap et des Br. On voit que dans la première phase de leur histoire, les Brigades Rouges revendiquent aussi un lien direct avec la Résistance, notamment dans le choix du nom du groupe qui renvoit aux « Brigate Garibaldi »[425].

---

[422] Les Br refusent aussi le rôle révolutionnaire que Feltrinelli confère à l'Urss.

[423] Les Brigades Rouges constituent la plus importante formations armées des années 1970, à cause de l'importance et de l'ampleur du nombre des militants engagés, à cause de la portée politique et du nombre des actions réalisées, et à cause de la durée de vie de l'organisation par rapport aux autres groupes armés.

[424] P. Ginsborg, *op.cit*, p.487.

[425] Sur le choix du nom de "Brigades rouges" et la référence à la Résistance, je renvoie à R. Curcio, *op.cit*., p.5 et A. Franceschini, *op.cit*., p. 78: «"Brigate" perché così si chiamavano le formazioni partigiane comuniste, le Brigate Garibaldi: quel nome evocava un legame con la Resistenza. L'aggettivo lo aggiungemmo dopo una lunga discussione tra chi preferiva "rosse" e chi invece voleva "comuniste". L'aggettivo "comuniste" ci avrebbe caratterizzati troppo da un punto di vista ideologico. E alle fine scegliemmo "rosse" perché ci sembrava un marchio più popolare.»

En novembre 1970, la première « Brigata Rossa » se forme à la Pirelli de Milan. Entre novembre 1970 et mai 1972, les Br se développent à la Pirelli, à la Sit Siemens et dans certains quartiers ouvriers de Milan: Lorenteggio et Quarto Oggiaro. C'est encore une organisation semi-clandestine, puisque la clandestinité ne devient totale qu'en mai 1972 après les arrestations dues aux révélations de l'infiltré Marco Pisetta[426].

Les Brigades Rouges sont le résultat de différentes expériences idéologiques et sociales, que l'ont peut diviser en trois catégories. La première catégorie est celle qui découle des expériences des luttes étudiantes de l'Université de Trente: Renato Curcio et Margherita Cagol, qui, avec Alberto Franceschini ont fondé les Br, ont étudié à la faculté de Sociologie de Trente et ont fait partie des groupes maoïstes qui se sont constitués après les luttes étudiantes. La deuxième catégorie, composée par Alberto Franceschini et par les autres brigadistes qui viennent de Reggio Emilia, comme Prospero Gallinari, Roberto Ognibene, et Fabrizio Pelli, ont milité dans les jeunesses communistes de la Fgci (Federazione giovanile comunista italiana) - sauf Pelli - , et constituent l'aile des militants communistes déçus par la politique du Pci[427]. À ce premier noyau, se rallie très vite une troisième catégorie de brigadistes, constituée par des ouvriers des usines du Nord, comme Mario Moretti, Corrado Alunni, Paola Besuschio, et Pierluigi Zuffada, qui travaillent tous à la Sit-Siemens de Milan[428].

Ainsi, l'apparition des Brigades Rouges se situe au carrefour de trois expériences politiques différentes de la fin des années 1960: la contestation étudiante, les luttes ouvrières de l'automne 1969, et la tradition politique liée au Parti communiste[429]. Cependant, les modèles des Brigades Rouges allient les legs de la tradition communiste à des modèles plus

---

[426] Pour la chronologie de l'histoire du groupe, *La Mappa perduta*, *op.cit*, p.48; Soccorso rosso, *op.cit*., V.Tessandori, *op.cit*., G. Galli, *op.cit*.

[427] Franceschini, Gallinari e Ognibene ont constitué une aile dissidente de la FGCI et sont sortis du Pci en 1969. A. Franceschini, *op.cit*., p.23-49.

[428] G.Galli, *op.cit*., p.22. De nombreux brigatistes sont issus de milieux ouvriers (le père de Franceschini était un ouvrier antifasciste déporté à Auschwitz, Prospero Gallinari, issu d'un milieu paysan, est un ouvrier de la Magneti-Marelli), mais nombreux sont aussi les brigatistes qui viennent de milieux petits-bourgeois (Cagol). Enfin, il ne faut pas oublier que de nombreux militants venaient de milieux très catholiques (surtout les militants qui sortent de Potere operaio, mais aussi Margherita Cagol, Mario Moretti, et Corrado Alunni). P. Ginsborg, *op.cit*, p.487.

[429] Cette « filiation » des Brigades Rouges par rapport à trois traditions politiques est importante pour notre étude dans la mesure où il est nécessaire d'analyser les legs que ces trois traditions ont laissé dans leur langage.

récents. Les Br s'inspirent en effet des mouvements de guérilla d'Amérique du Sud : les deux livres sur les Tupamaros publiés par Feltrinelli deviennent de vrais manuels de guérilla pour les premiers militants des Br. Le modèle d'action des Br s'inspire ainsi des nouvelles expériences de lutte: les Black Panters, les Tupamaros, la Bolivie, Cuba, le Brésil[430]. À cela s'ajoute une particularité de l'extrême gauche italienne: la tradition de la Résistance[431].

2) Le langage des Brigades Rouges (1970-1971) : « l'antifascisme militant » et la « propagande armée »

a) Les premiers attentats des Br

Les premières actions des Br sont des actions circonscrites au quartier ou à l'usine. C'est à Milan, la ville ouvrière qui est le théâtre des plus importants épisodes de la violence fasciste, que les Brigades rouges réalisent leurs premiers attentats[432]. Les premières actions du groupe ont lieu entre septembre et décembre 1970, et s'inscrivent dans le contexte des luttes ouvrières. Il s'agit d'attentat incendiaires contre les biens[433] et d'actions de sabotage à l'intérieur de l'usine [434]. Ainsi, les victimes sont des syndicalistes de droite, des administrateurs, des chefs de service et des contremaîtres (les « capisquadra ») des usines milanaises de la Pirelli et de la Sit Siemens. Il s'agit toujours d'actions contingentes: punir un fasciste, un chef de service trop zélé, un dirigeant qui a pris des mesures contre les ouvriers[435]. En même temps, les Br tentent de s'insérer dans les quartiers ouvriers de Milan, Lorenteggio ou Quarto Oggiaro, en y diffusant leurs premiers écrits.

---

[430] R. Curcio, *op.cit.*, p.54-57. Curcio affime que Feltrinelli lui procure le *Manuale di guerriglia urbana* de Carlos Marighela, le fondateur du Parti communiste brasilien philo-chinois, tué par la police le 5 mars 1969.

[431] Les brigadistes affirment avoir reçu leurs premières armes par des anciens résistants. Cf. R. Curcio, *Ibid.*., p.71 et A. Franceschini dans G. Galli, *Piombo rosso. La storia completa della lotta armata in italia dal 1970 a oggi*, Milano, Baldini Castoldi Dalai, 2004, p.12.

[432] Les Br choisissent comme premier terrain de lutte la ville de Milan parce qu'ils y sont bien implantés, et parce qu'on y trouve cette nouvelle classe ouvrière, constituées d'émigrés du Sud, qui est plus sensible aux nouveaux thèmes sociaux par rapport à la classe ouvrière de Turin, déjà politisée et bénéficiant d'une longue tradition ouvrière.

[433] Le 17 septembre 1970 les Br incendient à Milan le rideau de fer du garage du chef du personnel de la Sit Siemens, Giuseppe Leoni ; le 27 novembre, elles incendient l'automobile du chef du service de vigilance

Ces premières actions des Br sont des actions démonstratives qui visent à avoir un impact psychologique sur le public à laquelle elles sont destinées. Le premier but des Br est donc celui de fédérer et de créer un consensus autour de leur projet: dans cette première phase les Br visent surtout à obtenir de nouvelles adhésions et à convaincre de nouvelles recrues de militants. Ces actions, toujours accompagnées de communiqués de revendication, servent à marquer la présence des Br, à définir leur territoire et à rendre crédibles leurs discours. L'importance des communiqués qui revendiquent ces actions visent à montrer le lien indissociable entre le discours et l'action : les communiqués s'inscrivent à part entière dans la *praxis* révolutionnaire dans la mesure où le discours résulte d'un acte qui a été accompli[436].

L'attentat le plus important des Br n'a lieu qu'en janvier 1971, à Milan: dans la nuit du 25-26 janvier 1971, trois camions sont détruits par une explosion à Lainate, sur la piste d'essai des pneumatiques de la Pirelli. Les Br revendiquent l'attentat le 5 février. Le journal *Lotta continua* condamne l'attentat en affirmant que les actions des Br vont dans le même sens que les provocations fascistes anti-ouvrières et isolent, de ce fait, le mouvement

---

de la Pirelli Bicocca, Ermanno Pellegrini et le 8 décembre 1970, l'automobile du chef du personnel de la Pirelli Bicocca, Enrico Loriga. Suite au « golpe Borghese », le 13 décembre 1970, les Br réalisent le premier attentat à Rome en incendiant le bureau du prince Borghese. L. Ruggiero (dir.), *Dossier Brigate Rosse (1969-1975)*, Vol.1, Kaos Edizioni, Milan, 2007, p.61-70 et «Progetto memoria», *La Mappa perduta*, Sensibili alle foglie, 2006 [1994], p.48.

[434] Les Br réalisent aussi plusieurs actions de sabotage : l'usine Pirelli reste sans connexion téléphonique pendant une journée puisque des clous ont été placés dans les câbles, les engrenages de certaines machines sont bloqués par des barres de fer. V. Tessandori, *op.cit*., p.60.

[435] Le problème principal est celui du temps de travail des ouvriers. Ce sont les chefs d'équipe et de service qui contrôlent les temps ouvriers, d'où les premières actions des Br contre cette catégorie, qui est la plus proche de l'oppression des ouvriers. Voici le témoignage d'un ouvrier de la Fiat Mirafiori: «(...) io nel 68 lavoravo alle presse. Qui i tecnici avevano calcolato dei ritmi di produzione molto vicini al massimo rendimento della macchina e dell'uomo. Anzi, al massimo rendimento della macchina e basta. All'uomo non ci pensavano proprio: era una parte della macchina. Il rispetto di questi ritmi era rigidamente garantito dalla gerarchia di fabbrica: capisquadra, capireparto eccetera. Le cifre erano quelle, indipendentemente da ogni fattore avverso. (…) Molte volte mi è capitato che nella macchina ci fosse troppo olio: faticavi di più perché i pezzi non si staccavano bene, ma producevi meno. Alla fine andavi dal caposquadra e dicevi: « Guardi che io non c'entro, il mio lavoro l'ho fatto, è la macchina che si fa gli affari suoi ». Niente. I regolamenti non conoscevano deroghe. Scattavano multe e sospensioni: « scarso rendimento », « voluta lentezza ». A me la fabbrica ricordava la vita militare ». M. Cavallini, *op.cit*., p.34.

[436] En effet, même les communiqués qui ne revendiquent pas une action possèdent un discours normatif: ce sont des listes d'ennemis à frapper à l'intérieur de l'usine.

ouvrier[437]. En février 1971, des attentats incendiaires sont aussi perpétrés par les Gap de Feltrinelli, qui avaient commencés leurs attentats dès le printemps 1970.

À cette époque, les Br sont dirigées par Curcio, Franceschini, et Cagol, qui vivent en semi-clandestinité, et comptent une dizaine de « réguliers » (« regolari ») plus une centaine d' « irréguliers » (« fiancheggiatori »). En avril 1971, Mario Moretti, un ancien militant du Cpm entre dans les Br avec son collègue de la Sit-Siemens, Corrado Alunni.

Le 15 juillet 1971, dans le quartier de Quarto Oggiaro à Milan, les Br détruisent par un attentat incendiaire l'automobile du militant du Msi Raffaele Artoni: le tract de revendication affirme que celui-ci a été parmi les responsable de l'incendie de la voiture d'un militant du Pci. Les Br utilisent pour cette action un explosif, ce sera la dernière fois car le groupe craint que leur image ne soit associée au « terrorisme » des bombes [438]. Le 30 juillet 1971, les Br effectuent le premier hold-up à main armée à Pergine Valsusana (Trente) pour s'auto-financer. Le hold-up ne sera pas revendiqué. Dans la deuxième moitié de l'année 1971, les Br travaillent sur le terrain pour s'implanter dans les usines et dans les quartiers en produisant leurs premiers documents théoriques[439].

b) « Cosa sono le BR? » (1970-1971)

Il existe une première phase dans l'action et dans l'idéologie du groupe qui peut être résumée, selon nous, par l'expression d' « antifascisme militant ». Ce premier moment, qui va de 1970 à 1973, connaît deux phases distinguées: dans les deux premières années, 1970-1971, le langage des Br est essentiellement orienté vers la quête d'une identité propre et vers la recherche d'une définition du groupe. Le deuxième moment, 1972-1973, voit une radicalisation du langage et des actions, marquées par les premiers enlèvements réalisés par les Br.

---

[437] *Dossier Br, op.cit.*, p.91.

[438] « Quella volta usammo il plastico, ma fu l'unica. Decidemmo infatti di non servirci mai di esplosivo perché lo consideravamo uno strumento vile, simbolo del terrorismo indiscriminato, e, soprattutto, per non confondere la nostra immagine con lo stragismo fascista e di Stato ». R. Curcio, op.cit., p.64.

[439] C'est à partir de l'été 1971 que commence une trêve dans les attentats incendiaires qui va durer six mois, jusqu'en janvier 1972. V. Tessandori, *op.cit.*, p.73.

Ce premier moment qui va de 1970 à la fin de 1971, est donc marqué par la recherche d'une définition qui puisse distinguer le groupe des autres formations de gauche et lui offrir une certaine visibilité. La première occurrence de l'expression « Brigades rouges » apparaît dans les *Fogli di lotta di Sinistra proletaria*, le 20 octobre 1970, où les Br sont définies comme:

> « *organizzazioni operaie autonome* (Brigate Rosse) che indicano i primi momenti di autoorganizzazione proletaria per combattere i padroni e i loro servi « alla pari », con gli stessi mezzi che essi utilizzano contro la classe operaia: diretti, selettivi, coperti come alla Siemens »[440].

Les Br se définissent comme des « organisations ouvrières autonomes », reprenant l'idée d'une organisation interne à la classe ouvrière qui se distingue des organisations traditionnelles des partis et des syndicats. La question centrale apparaît d'emblée dans l'idée d'un contre-pouvoir *égal* à celui des patrons: la question de la violence reste encore sous-jacente alors que se dégage l'idée d'une organisation clandestine (« coperta »).

Comme semble l'annoncer la fin de la citation, le deuxième document produit par l'organisation, signé « Brigata rossa », est distribué à la Sit Siemens de Milan en novembre 1970 : il s'adresse « Ai signori fascisti della Siemens » et établit un lien direct entre les luttes ouvrières et la lutte antifasciste. En effet, l'ennemi « fasciste » (« camerati », « squadrismo ») est d'ores et déjà désigné : le tract contient une liste de noms de chefs ou de syndicalistes de la Sit Siemens qui ont dénoncé des ouvriers. Ce premier document est illustré par la revendication d'une action contre Giuseppe Leoni, chef du personnel de la Sit Siemens, qui a eu lieu le 17 septembre 1970 : « Se rimanessero dei dubbi sulla serietà della nostra proposta, consultate il dott. Leoni che ha ultimamente avuto l'auto un pò arrostita »[441]. Les Br se rattachent à la tradition antifasciste en menaçant de représailles toute action contre les ouvriers.

---

[440] *Fogli di lotta di Sinistra proletaria, Dossier Br, op.cit.*, p.77-78. Les premiers tracts signés "Brigata Rossa" étaient apparus en avril 1970 dans le quartier de Lorenteggio à Milan.

[441] « Ai signori fascisti della Siemens », novembre 1970, *Dossier Br, op.cit.*, p.80.

C'est à la Pirelli de Milan que se forme véritablement la première « Brigata rossa » qui produit, toujours en novembre 1970, le premier « communiqué » des Br, signé encore au singulier par la « Brigata Rossa »[442]. Ce document sera suivi par six autres communiqués (novembre 1970- mars 1971). Ces premiers textes produits par les Br sont essentiellement des textes de revendication d'actions. Cela permet de présenter le groupe et de le définir par les « faits ». Il s'agit de justifier leurs premières actions dans un souci de crédibilité et de propagande : les communiqués n.1 (novembre 1970) et 3 (1er décembre 1970) citent le nom de Ermanno Pellegrini, victime d'un attentat des Br le 27 novembre 1970 ; le communiqué n.4 (11 décembre 1970) revendique l'action contre Enrico Loriga du 8 décembre 1970 ; le communiqué n.6 (5 février 1971) justifie l'incendie de Lainate.

Mais c'est seulement dans le communiqué n.7, diffusé à la Pirelli de Milan en mars 1971, que les Br entament un début de discours théorique sur leurs actions et sur leur idéologie. Ce communiqué constitue le premier communiqué signé par les « Brigades Rouges » au pluriel : c'est donc entre février et mars 1971 que les Brigades Rouges décident de se doter d'une structure unitaire. Ce document donne une nouvelle définition des Br:

> « *Che cosa sono le Brigate rosse?*[443]
>
> Le Brigate rosse sono le prime formazioni di propaganda armata, il cui compito fondamentale è quello di propagandare con la loro esistenza e con la loro azione i contenuti di organizzazione e di strategia della guerra di classe.
>
> Le Brigate rosse hanno dunque sempre come riferimento gli obiettivi propri del movimento di massa e il loro compito fondamentale è guadagnare l'appoggio e la simpatia delle masse proletarie »[444].

À peine cinq mois plus tard, la définition des Br a sensiblement changé : le discours est ici plus théorique car il possède une dimension normative qui était absente de la première

---

[442] Le document s'intitule précisément: « Brigata rossa Pirelli, Comunicato n.1», *Ibid.*, p.81. Le singulier « Brigata rossa » indique le caractère autonome et local de l'organisation qui refuse au début le nom unificateur de Brigades rouges: chaque usine avait sa propre « brigata », qui agissait de façon autonome mais coordonnée aux autres « brigate ».

[443] La question « *Che cosa sono le Brigate rosse?* » apparaît pour la première fois dans le communiqué n.7, en mars 1971, et sera reprise ensuite dans les autres documents théoriques produits par le groupe tout au long de l'année 1971.

[444] "Brigata rossa Pirelli. Comunicato n.7", mars 1971, *Dossier Br, op.cit.*, p.102.

définition et qui deviendra une constante dans les textes ultérieurs des Br. Les Br se dotent d'un « devoir » (« compito » qui revient à deux reprises, « obiettivi »), et d'un univers de référence qui est aussi normatif: le lien direct avec le mouvement de masse. Cette deuxième référence est importante dans la mesure où l'action armée est encore conçue comme une émanation de la volonté ouvrière et des luttes sociales.

C'est ici qu'apparaît aussi pour la première fois l'idée de « propagande armée »: les Br ne sont plus définies comme des « organisations ouvrières autonomes » mais comme des « formations de propagande armée », elles ne se définissent plus par leur nature de classe, mais par leur pratique politique. Dès lors, leur nouvelle ligne de « propagande armée » se définit comme une action psychologique et militaire qui vise à obtenir une adhésion : c'est un travail sur les consciences qui cherche à convaincre et à rallier les mouvements sociaux par la pratique de la violence armée. Les Br se définissent moins pas leur nature que par le but affiché d'obtenir l' adhésion et le soutien des mouvements : leur action doit s'inscrire dans les luttes des masses prolétariennes. Les Br réinvestissent la « propagande par le fait » d'inspiration anarchiste[445] d'une nouvelle signification[446].

Parallèlement à l'idée de « propagande armée », une première référence à la « guerre » de classe apparaît : le discours découle ici de la vulgate marxiste-léniniste alors que l'idée de guerre n'est même pas définie. Elle répond au langage de l'époque et s'inscrit pleinement la tradition de gauche (même celle du Pci). En ce sens, il est intéressant de noter que le vocabulaire de la guerre comme « organizzazione » et « strategia » s'accompagne aussi d'un langage purement émotif, comme « appoggio » et « simpatia », qui disparaîtra dans l'évolution ultérieure du langage des Br. Il est donc important de noter que la définition des Brigades Rouges au pluriel correspond à un projet unitaire qui se résume dans l'idée de « propagande armée ».

Les premiers textes des Br sont donc marqués par la recherche d'une définition du groupe: cette quête renvoie à la tentative de s'inscrire dans l'imaginaire collectif et de trouver une place dans la tradition de gauche, place qui se veut radicalement nouvelle comme le montrent les tâtonnements évidents dans la recherche d'une définition. Cependant, la plupart des documents produits dans cette première phase tendent à situer les Br par rapport aux

[445] La "propagande par le fait" a été définie pour la première fois au moment du Risorgimento par Carlo Pisacane, et a été reprise ensuite par le leader anarchiste Enrico Malatesta.

[446] Dans cette première phase, les Br sont encore absentes de la scène publique et des médias officiels.

autres groupes de la gauche et aux mouvements : les Br cherchent avant tout à se positionner à l'intérieur de la gauche.

Ainsi, en avril 1971, les Br produisent une nouvelle forme de document : il ne s'agit pas d'un communiqué, mais d'une « auto-interview » intitulée : « Molti compagni o gruppi della sinistra rivoluzionaria » (avril 1971)[447]. Le texte vise clairement à répondre à certains discours de la gauche sur les premières actions des Br. Le texte, qui prend la forme d'une auto-interview, reproduit le modèle de communication des médias. Mais la structure dialogique a aussi un but « pédagogique » : le discours est clair et son langage simple permet d'expliquer les buts de la nouvelle organisation. La forme de l' auto-interview permet aussi de tisser un lien direct avec la classe ouvrière et les mouvements en montrant que les Br sont prêtes à ouvrir un véritable « dialogue » avec eux.

Les Br expliquent le projet de l'auto-interview par l'incompréhension fondamentale de leur discours de la part des autres forces de gauche :

> « Non sempre però ci è sembrato che il riferimento al nostro reale discorso fosse sufficientemente preciso. Per facilitarne quindi la comprensione e per evitare « interpretazioni » più ispirate all 'immagine che il potere ha tentato di fornire di noi che alla nostra reale e modesta statura, rispondiamo ad alcune domande dominanti »[448].

Les Br veulent ici mettre au clair leur « discours » afin de répondre aux discours de la gauche: le texte est en effet clair et concis et vise à exposer les raisons de l'existence des Br au moment des luttes politiques et sociales qui secouent le pays. L'importance donnée à leur discours montre que l'idée de propagande armée va de pair avec une propagande idéologique : nous avons là une constante de l'histoire des Br qui produiront pendant toute leur existence de nombreux écrits. Dans un autre document de 1971, ils affirment en effet : « Avevamo capito che le azioni da sole dicevano ancora poco, che « il fucile non parla »; «dovevamo essere in grado di spiegare a tutti i nostri compagni il significato politico di ogni azione» [449]. Cependant, il est important de remarquer que le texte « Molti compagni o gruppi

---

[447] « Molti compagni o gruppi della sinistra rivoluzionaria », Progetto memoria, *Le Parole scritte, op.cit.,* p.34-35.

[448] *Ibid.,* p.34.

[449] « Classe contro classe : guerra di classe », 1971, *Dossier Br, op.cit.,* p.121.

della sinistra rivoluzionaria » constitue un discours clos, puisque ce sont les Br qui posent des questions et qui y répondent. Il n'en demeure pas moins que nous avons là un effort de dialogue avec l'extérieur que nous ne retrouverons pas dans la phase ultérieure des Br.

Dans ce texte, les Br remettent en cause le langage de la gauche communiste en refusant « i vecchi termini », « l'eterna questione » qui sépare « il partito e l'esercito rivoluzionario, il partito e la guerriglia »: les Br refusent de se définir comme « l'embrione del futuro esercito rivoluzionario »[450], mais elles refusent aussi la dichotomie entre la politique et la guerre, entre les organismes politiques et les organismes militaires. Les Br nient cette distinction interne à la tradition de gauche : il ne s'agit que de distinctions verbales qui n'ont plus lieu d'être dans la praxis révolutionnaire. Les Br se définissent ainsi comme une organisation à la fois politique et militaire.

Le discours des Br est donc un discours volontariste qui marque le passage d'une phase de défense à une phase d'attaque: le document défend un « passaggio necessario dalla riposta spontanea e di massa anche se violenta, all'attacco organizzato, che sceglie i suoi tempi, calcola la sua intensità, decide il terreno, impone il suo potere »[451]. Le discours des Br, comme celui des autres groupes de la gauche radicale que nous avons étudié, insiste sur l'idée d'une nouvelle « phase » de la lutte des classes qui est marqué par le passage de la spontanéité à l'organisation. Mais le discours des Br rappelle surtout la préparation de l'insurrection telle qu'elle est décrite par le Komintern dans *L'insurrezione armata*[452]:

> « un partito rivoluzionario che voglia restare marxista fino in fondo, che voglia cioè considerare l'insurrezione come un'arte [453], propagando nella classe operaia l'idea della sollevazione armata, deve porsi praticamente il problema della preparazione dei quadri della futura insurrezione (…). A tal fine ogni partito proletario deve prepararsi subito, senza attendere la situazione

---

[450] Progetto memoria, *Le Parole scritte*, *op.cit.*, p.34.

[451] *Ibid.*, p.35.

[452] A. Neuberg, *L'insurrezione armata*, Feltrinelli, Milan, 1970 [1928]. L'ouvrage, écrit par des membres de la IIIème Internationale, affronte la question de l'articulation du parti politique avec son bras armé. A. Neuberg est un pseudonyme collectif derrière lequel se cachait plusieurs officiers de l' *Armée Rouge*, comme Unschlicht, Blücher, Toukhachevsky, mais aussi Hô Chi Minh, Hans Kippenberger, Palmiro Togliatti, et Erich Wollenberg.

[453] Lénine, *Les enseignements de l'insurrection de Moscou* (1906): « Décembre a confirmé une autre thèse profonde de Marx, oubliée des opportunistes : l'insurrection est un art, et la principale règle de cet art est l'offensive une offensive d'un courage à tout épreuve et d'une inébranlable fermeté».

immediatamente rivoluzionaria, poiché rischierebbe di farsi superare dagli avvenimenti »[454].

Encore une fois, le texte se termine sur une tentative de définition des Br, la même question revient à nouveau:

« *Cosa sono dunque le Brigate rosse?*

Sono gruppi di proletari che hanno capito che per non farsi fregare bisogna agire con intelligenza, prudenza e segretezza, cioè in modo organizzato »[455].

Le texte revient à une définition des Br comme « groupes de prolétaires » organisés: le terme d' « organisation » constitue le terme clé des nouvelles exigences politiques, il apparaît ici comme dans tous les autres textes produits par la gauche extraparlementaire. Cependant, les mots utilisés pour décrire cette nouvelle action politique redéfinissent le terme d' « organisation » dans un sens bien particulier (« intelligenza, prudenza e segretezza»): il s'agit d'une organisation secrète et clandestine. Les Br visent donc à fournir un *autre* modèle d'organisation qui se distingue du modèle des organisations extraparlementaires[456].

En septembre 1971, les Br diffusent une autre « Autointervista » qui constitue leur première réflexion théorique[457]. Dans la première auto-interview les questions ne portaient que sur la nature des Br, ici le but est d'expliquer leur idéologie : « Dopo circa un anno di lavoro ci siamo decisi a condensare le linee generali del nostro discorso in questa intervista »[458]. Ce texte constitue, un an après la fondation des Br, le premier véritable

---

[454] A. Neuberg, *op.cit.*, p.184. Cependant, les Br ne conçoivent pas de distinction entre le parti politique et son bras armé, contrairement au modèle de la IIIème Internationale.

[455] Progetto memoria, *Le Parole scritte*, *op.cit*., p.35.

[456] Il est important de noter que le passage à une nouvelle forme d'organisation clandestine est pourtant toujours justifiée comme une "réponse" à la répression du pouvoir, qui est définie dans le texte « al limite di una controrivoluzione armata », *Ibid.* p.35. Dans un autre document d'avril 1971, les Br sont définies comme une organisation de défense des prolétaires : « Le Brigate rosse più semplicemente lavorano per la difesa del popolo dagi infiniti attacchi reazionari, padronali, polizieschi e fascisti ». « Processo popolare contro tutti i fascisti » , diffusé à Rome, avril 1971, *Dossier Br*, *op.cit.*, p.105.

[457] "Autointervista", diffusée à Milan en septembre 1971, Progetto memoria, *Le Parole scritte*, *op.cit.*, p. 35-39.

[458] *Ibid*., p.35.

« document » d'explication des fondements idéologiques et politiques des Br. Encore une fois, il s'agit de fixer leur discours et de définir un langage qui leur est propre dans le but de se doter d'une identité particulière dans le panorama de la nouvelle gauche.

Les Br explicitent ici pour la première fois le primat de la praxis sur la théorie: c'est pour cette raison que ce premier document théorique a autant tardé. En effet, les Br ont hésité à produire un texte théorique, car, comme l'affirment les Br elles-mêmes :

> « noi come moltissimi altri siamo ormai stufi di interminabili enunciazioni di principio o di sensazionali rivelazioni « teoriche » immancabilmente affiancate da deludenti dimostrazioni di opportunismo pratico. Lasciamo così alla prassi il privilegio di stabilire il suo primato, sicuri che per questa via si potrà realizzare l'unità delle forze rivoluzionarie, l'organizzazione proletaria armata, e mettere sempre più a fuoco la teoria della nostra rivoluzione »[459].

D'après les Br, la lutte armée naît de la nécessité de mettre en pratique les discours révolutionnaires. Cependant, la création d'un « discours » propre aux Br apparaît comme une requête venant de l'extérieur des Br et de l'intérieur du mouvement (« Molti compagni ci avevano chiesto un documento »)[460]. Les Br acceptent ici d'éclaircir leur projet idéologique tout en affirmant la priorité de la praxis sur toute orientation idéologique de leur discours.

Le texte poursuit sur le même modèle que le document précédent, la structure est toujours dialogique et les Br répondent à une série de questions. Les mêmes thèmes reviennent, notamment la description de la phase nouvelle de l'affrontement entre classes :

> « Alla sinistra rivoluzionaria è mancata la consapevolezza che il ciclo iniziato nel '68 non poteva che portare agli attuali livelli di scontro e non vi è stata quindi la predisposizione degli strumenti idonei a farvi fronte. La nostra esperienza politica nasce da questa esigenza »[461].

Les Br établissent un lien de continuité nécessaire entre l'expérience de 1968 et le début de la lutte armée. Encore une fois, la question principale est celle des moyens (« strumenti

[459] *Ibid.*

[460] *Ibid.*

[461] *Ibid.*, p.36.

idonei ») qui déterminent les différentes positions de la « gauche révolutionnaire », à laquelle le texte est clairement destiné. Les Br revendiquent le choix de la violence comme une nécessité pratique : d'après eux, la crise de la bourgeoisie due aux luttes sociales ne peut qu'entraîner une radicalisation des moyens de répression.

Dès lors, les Br refusent la tradition de la Troisième Internationale qui sépare le moment de la propagande politique du moment de l'insurrection, en montrant que les groupes de la gauche extraparlementaire sont encore liés à cette tradition:

> « Essi hanno ripreso nella sua essenza la teoria delle due fasi del processo rivoluzionario (preparazione politica, agitazione, e propaganda prima, insurrezione armata poi) ed oggi stanno ripercorrendo la prima fase mentre la borghesia già dispiega la sua iniziativa armata. Lo scontro armato è già iniziato (...). L'ora x dell'insurrezione non arriverà »[462].

Les Br dénoncent l'aveuglement politique des autres organisations de gauche et leur lien à une tradition qui est désormais dépassée. Le nouveau contexte politique appelle une action radicalement nouvelle : l'expérience de guérilla urbaine des Br. Dans le but de se positionner à l'intérieur de la gauche, les Br définissent pour la première fois leur appartenance à une tradition politique :

> « I nostri punti di riferimento sono il marxismo-leninismo, la rivoluzione culturale cinese e l'esperienza in atto dei movimenti guerriglieri metropolitani ; in una parola la tradizione scientifica del movimento operaio e rivoluzionario internazionale» [463].

Tout en se disant héritiers du « marxisme-léninisme », de la « révolution culturelle chinoise » et des mouvements de « guérilla métropolitaine », les Br insistent sur leur rejet en bloc de la politique des Partis communistes européens, à cause de la division entre organisation politique et organisation militaire, inspirée de la Troisième Internationale[464]. En effet, les Br

---

[462] *Ibid.*, p.36-37.

[463] *Ibid.*, p.37.

[464] Bien que les Br refusent tout lien avec la IIIème Internationale (notamment dans la séparation entre « parti » et « forces armées ») il est intéressant de comparer leurs écrits avec les écrits du Komintern. En effet, il apparaît que l'exigence de construire une organisation armée du prolétariat soit posée dans les mêmes

se disent expression d'une partie du mouvement de classe qui n'a jamais été représenté et qui a émergé au cours des dernières luttes sociales en exigeant une action directe et radicale: « esiste une tendenza nel movimento di classe non riconducibile ad alcuna delle organizzazioni extraparlamentari (…). Le Brigate rosse hanno colto questa esigenza »[465].

Ainsi, il est important de remarquer la conviction des Br d'être légitimées par une partie du mouvement de masse. Les Br se disent porteuses d'un engagement politique qui est une émanation directe de certains secteurs de la société civile et sont convaincues d'agir en lien avec les mouvements sociaux. En effet, la lutte armée doit être menée par une organisation qui soit « diretta espressione del movimento di classe »[466], d'où le refus de l'expérience « fochista » de Feltrinelli et des Gap, et d'où aussi l'exigence de créer des cellules brigadistes à l'intérieur des usines et dans les quartiers prolétaires. Il s'agit, pour les Br, d'une lutte de « lungo periodo »[467] telle qu'elle est définie par le maoïsme.

D'après les Br, cette «guerre» a déjà commencé:

> « *Il problema per voi è quindi quello di iniziare la lotta armata?*
>
> La lotta armata è già iniziata. Purtroppo in modo univoco, cioè è la borghesia che colpisce. Il problema è dunque quello di creare lo strumento di classe capace di affrontare lo stesso livello di scontro. Le Brigate rosse sono i primi sedimenti del processo di trasformazione delle avanguardie politiche di classe in avanguardie politiche armate, i primi passi armati nella direzione di questa costruzione »[468].

Les Br ne font qu'enregistrer un état de guerre larvé qui est déjà présent et dont l'offensive est encore aux mains de la bourgeoisie. Le texte dénonce en effet le « terrorisme » d'Etat qui se manifeste dans un « rinato terrorismo squadrista », et dans le « terrorismo padronale »[469].

---

termes : « Uno degli obiettivi del partito proletario rivoluzionario in una situazione immediatamente rivoluzionaria è la *costituzione delle forze armate del proletariato*, cioè la formazione di un'organizzazione di combattimento. La necessità di questa organizzazione tattica è indiscutibile ». A. Neuberg, *op.cit.*, p.181.

[465] Progetto memoria, *Le Parole scritte*, *op.cit.*, p.37.

[466] *Ibid.*

[467] *Ibid.*

[468] *Ibid.*

[469] *Ibid.*, p.38.

Les Br conçoivent leur organisation à partir de deux buts politiques: organiser une réponse armée contre le pouvoir et organiser d'ores et déjà un contre-pouvoir dans les usines et dans les quartiers prolétaires. Ainsi, la question du pouvoir est aussi abordée par le texte:

> « *Che intendete per potere proletario alternativo?*
>
> Intendiamo dire che la rivoluzione non è solo un fatto tecnico-militare, e l'avanguardia armata non è il braccio armato di un movimento di massa disarmato, ma il suo punto di unificazione più alto, la sua richiesta di potere »[470].

Cette citation est très importante puisque nous avons là une définition directe et concise du but des Br, cependant, la citation demeure peu compréhensible: les Br constitueraient un moment d' « unification » politique et militaire, mais sans préciser en quoi consiste cette unification.

Sur le long terme, les Br avancent l'idée d'un Parti de la classe ouvrière et se rattachent par là au léninisme: « Le Br sono i primi punti di aggregazione per la formazione del Partito Armato del Proletariato »[471]. C'est dans l'idée de Parti que demeure un lien direct avec la tradition communiste révolutionnaire du mouvement ouvrier. Encore une fois, l'idée d' « aggregazione », d' unification, n'est pas précisée.

La fin du texte reprend le discours direct avec l'extrême gauche: « con essi [la gauche extraparlementaire] il discorso è aperto »[472], même si les Br sont convaincues que le passage à la lutte armée est inévitable et déterminera des coupures au sein de la gauche extraparlementaire : « noi crediamo che la sinistra subirà col progredire dello scontro di classe un processo di polarizzazione in cui la discriminante sarà inevitabilmente la posizione sulla lotta armata »[473].

---

[470] *Ibid.*

[471] *Ibid.*

[472] *Ibid.*, p.39.

[473] *Ibid.* La question réside dans le fait que « rimangono questioni fondamentali relative ai tempi e alla tattica da seguire », *Ibid.*, p.38.

c) L' « antifascisme militant »

On a vu que les documents produits par les Br entre 1970 et 1971 sont essentiellement des communiqués de revendication qui présentent des listes d' «ennemis » de la classe prolétarienne à l'intérieur de l'usine : syndicalistes de droite, espions, fascistes. Ces documents s'inscrivent dans une réalité interne à l'usine et ne possèdent pas une dimension nationale: les noms des « victimes » désignées s'inscrivent dans la pratique de la contre-information qui vise à dénoncer les fascistes au sein d'une réalité locale. D'une part, ces documents montrent que les Br sont bien implantées dans l'univers de l'usine, qu'elle en connaissent bien la réalité des conditions de travail et des rapports de production: il s'agit d'une présence proche des ouvriers. D'autre part, ces textes offrent un discours visant à obtenir le consensus de la classe ouvrière puisque les Br prétendent rétablir la justice à l'intérieur de l'usine.

Le choix de la forme du communiqué est important. Le communiqué renvoie à un type de communication qui vise à produire un effet direct et incisif: sa forme brève l'apparente au tract dont il diffère, cependant, par le rôle assigné au langage émotionnel. En effet, le communiqué renvoie plus à l'information officielle qu'au discours émotionnel: le communiqué est une forme langagière qui suppose l'autorité de celui qui l'émet. Ainsi, la forme même du discours des Br introduit déjà l'idée d'une autorité qui incarne un contre-pouvoir officiel qui s'oppose aux instances du pouvoir internes à l'usine[474].

En effet, les Br visent à la création d'un contre-pouvoir d'ampleur égale à celui des patrons. Il s'agit de constituer une menace contre les patrons et les fascistes afin de subvertir leur rôle à l'intérieur de l'usine. L'idée de justice prolétarienne est donc très présente dans le discours des Br, comme le montre le seul slogan utilisé par les Br à cette époque : « Niente resterà impunito! »[475]. L'idée de rétablir la justice prolétarienne est présente dans d'autres expressions comme : « il pugno della giustizia proletaria si abbatterà con forza tremenda »; « chi scherza col fuoco si brucia le dita... »[476]. Les textes des premières Br possèdent *in nuce* l'idée d'une violence juste des prolétaires contre la violence des patrons: « Ma non si illudano i padroni (…) perché la classe operaia sa ormai distinguere chiaramente tra la *giusta violenza*

---

[474] Il faut souligner aussi qu'un communiqué se produit surtout en temps de guerre ("communiqué de guerre") et que le terme est emprunté au vocabulaire des médias ("communiqué d'une agence de presse").

[475] "Comunicato Br di smentita", 1971, *Ibid.*, p.109.

[476] *Ibid.*

del proletariato in lotta e la ottusa violenza criminale dei padroni! »[477]. Les Br définissent une véritable loi du talion, par laquelle toute attaque du patronat entraînera une réaction décuplée des Br[478].

Entre 1970 et 1971 le discours des Br est donc encore entièrement inscrit dans la réalité du monde ouvrier: les ennemis sont les patrons et les fascistes qui leur prêtent main-forte: « I fascisti, tutti i fascisti, esprimono ad un qualche livello il potere armato dei padroni »[479] ; les Br dénoncent un « esercito di soldati neri che ha messo le bombe in piazza Fontana », qui agit « scatenando terrorismo »[480], et qui s'attaque ainsi directement à la classe ouvrière. Les fascistes sont des ennemis en tant qu'ils sont les principaux alliés des patrons: par leur antifascisme militant, les Br opèrent une suture entre la tradition de la Résistance et la lutte de classe. De même, les Br se définissent comme des « nouveaux résistants » : des « nuovi partigiani contro il potere », des membres « della nuova resistenza» [481].

En effet, l'idée principale qui justifie l'action des Br est la conviction qu'une « guerre » a été déclarée contre le prolétariat à partir du massacre de piazza Fontana: « Piazza Fontana, Pinelli, poliziotti che sparano, compagni in galera, Della Torre e tanti altri licenziati, squadracce fasciste protette dalla polizia (...) »[482] : la violence des patrons dans les usines se confond avec la stratégie de la tension. Della Torre est un ouvrier de la Pirelli qui a été licencié pour son activité syndicale: la comparaison avec Pinelli vise à définir un ennemi "commun" du prolétariat. On voit ici comment la situation nationale est ramenée à la réalité de l'usine : la lutte à l'intérieur de l'usine est légitimée dans la mesure où elle est à l'origine des rapports de classe qui se reproduisent dehors.

En effet, les Br définissent leur action en rapport à une figure de l' «ennemi » :

> « abbiamo colpito *nelle fabbriche* (…) quando ciò si è reso necessario perché erano stati colpiti dei compagni. Abbiamo colpito *i fascisti* perché essi sono l'esercito armato (…) contro le lotte operaie. Abbiamo colpito sempre

---

[477] "Brigata rossa Pirelli. Comunicato n.6", février 1971, *Ibid.*, p.100.

[478] Nous avons déjà insisté sur le lien entre la loi du talion défendue par les Br et les discours de la Résistance dans le chapitre1.

[479] Revue *Brigate rosse*, n.2, mai 1971, *Ibid.*, p.112.

[480] *Ibid.*

[481] "Classe contro classe : guerra di classe", 1971, *Ibid.*, p.116.

[482] "Brigata rossa Pirelli. Comunicato n.6", février 1971, *Ibid.*, p.99.

nemici del popolo e sempre li abbiamo colpiti all'interno di vasti movimenti di lotta »[483].

Les Br qualifient leurs actions comme des actes de justice prolétarienne, comme des réponses à un tort subi : leurs actions sont légitimes car elles s'inscrivent à l'intérieur des mouvements de masse. En effet, si l'on en croit le témoignage des Br, la diffusion de leurs documents à l'intérieur de l'usine a bénéficié d'une vaste collaboration des ouvriers, qui ont fait circuler, de façon spontanée, les tracts déposés dans l'usine. Dans l'article « Classe contro classe : guerra di classe » (1971), les Br soulignent le succès de leur propagande à la Pirelli, en décrivant les réactions positives des ouvriers, élément qui disparaîtra complètement dans la suite de leurs communiqués postérieurs[484]. Ces réactions positives face à leur propagande renforcent chez les Br l'idée qu'elles sont légitimées dans leur action par la classe ouvrière.

3) Conclusion

L'étude de ce premier moment qui suit l'attentat de piazza Fontana montre une radicalisation générale des discours de la contestation. L'événement est rapidement perçu par les groupes contestataires dans sa vérité historique la plus profonde, la seule qui émergera au cours des longues enquêtes, à savoir que l'attentat était un signal qui visait à modifier les équilibres politiques dans un sens conservateur. Piazza Fontana ouvre une nouvelle phase de la politique italienne : les moyens de l'action politique changent radicalement, les règles du

---

[483] "Comunicato Br di smentita", 1971, *Ibid*., p.109. Le communiqué « Comunicato Br di smentita » est signé pour la première fois par un « Comando unificato delle Brigate rosse ». Le texte dément des attentats qui ont été perpétrés au nom des Br. Selon les mots des Br, il s'agit de provocations fascistes et policières, d'actions qualifiées de « violente terroristiche gratuite » visant à créer un climat de tension.

[484] « La risposta della fabbrica al primo comunicato è stata eccellente. Avevamo portato dentro 2 000 copie. Tutti lo volevano. Tutti lo leggevano. Tutti lo commentavano. Gli impiegati scesero dagli uffici per racimolarne qualche copia che poi fotocopiarono in centinaia di esemplari. Una « bomba » insomma! I nostri compagni di lavoro e di lotta riconoscevano in ciò che avevamo scritto ciò che era loro famigliare, e la « *personificazione del potere* » alla quale avevamo proceduto, consentiva loro di vedere più chiaramente tutta la complessità e l'articolazione del nostro nemico in fabbrica ». « Classe contro classe : guerra di classe », 1971, *Dossier Br, op.cit.*, p.119. De même à la Sit-Siemens de Milan : « L'impressione all'interno è stata molto viva, i volantini andavano a ruba, i commenti, anche se non sempre politici, erano favorevoli ». *Ibid*, p.123.

jeu démocratique sont immédiatement subvertie par l'attentat. Celui-ci constitue le début d'une nouvelle phase qui est marquée, d'ores et déjà, par une violence inouïe :

> « Chi imbocca la strada della strage sceglie, per quanto riguarda il preciso contesto italiano, la rottura di un tabù, va oltre e spezza quel tacito insieme di regole che hanno definito sino ad allora le modalità del confronto tra avversari politici »[485].

En effet, la date du 12 décembre est vécue par les militants comme le point de départ d'une nouvelle phase de leur histoire qui appelle à une radicalisation des formes d'organisation[486] face à l' «offensive» du pouvoir. Cette radicalisation est liée à la « stratégie de la tension » : l'expression, qui apparaît au lendemain de la bombe de Piazza Fontana, sera reprise et argumentée par la gauche dans un sens que l'historien Guido Crainz définit comme « un inasprimento "forzato" dello scontro sociale volto a spostare a destra l'opinione publica, prima ancora che l'asse politico; e volto a costituire le basi per "governi d'ordine", se non presidenzialismi autoritari o aperte rotture degli assetti costituzionali»[487]. Cette lecture commence à se répandre dans tous les milieux de la contestation entre 1970-1971.

L'idée de la « strage di stato » remet en cause définitivement l'image du pouvoir dans les milieux militants. Cela donne lieu à des formes d'engagement très différentes : la contre-information, la propagande, la création de nouvelles organisations, jusqu'à la lutte armée pour les groupes les plus radicaux. Malgré ces choix différents, le vocabulaire de la « guerre », de l' « attaque », de l' « ennemi », de l' « offensive » entre à part entière dans le lexique politique de la nouvelle gauche. La distinction entre une « violence prolétarienne » juste et la violence injuste des patrons est partagée par tous les milieux de la gauche, et prépare les choix de lutte du moment suivant (1972-1973). C'est à travers une radicalisation de la figure du conflit que les groupes récemment constitués tentent de se définir pour se constituer une identité qui leur est propre.

---

[485] C. Boatti, *op.cit.*, p.407-408.

[486] L'assemblée ouvriers-étudiants de Lc du 13 décembre 1969 affirme que « non si tratterà di un fatto isolato (…) ci saranno altri attentati. Allora noi non possiamo contare su un'organizzazione assembleare o generica » et Luisa Passerini, dans *Autoritratto di gruppo*: « ci pareva evidente che fosse essenziale trasformare il movimento in organizzazione, anche per contrapporsi alle trame del nemico». G. Crainz, *op.cit*, p.391.

[487] G. Crainz, *Ibid.*, p.368.

Ainsi, l'attentat de piazza Fontana produit un lexique politique dont tous les termes, comme « strage di stato », « strategia della tensione », « terrorismo », « golpe », « violenza proletaria », « violenza dei padroni » « propaganda armata », « antifascismo militante », reviendront de façon incessante dans les années suivantes, en réponse, selon les mots de Boatti, à une « azione di guerra che nessuno aveva dichiarato »[488].

[488] G. Boatti, *op.cit*., p.400.

Chapitre 4

La radicalisation des groupes, 1972-1973

Les deux années 1972-1973 constituent un nouveau tournant des luttes politiques et sociales en Italie. Elles correspondent à une phase d'essouflement général de la mobilisation collective, alors que les groupes les plus politisés tentent un « saut en avant » dans la définition théorique et dans l'usage pratique de la violence. C'est le début de ce que Sidney Tarrow, dans *Démocratie et désordre*, appelle la phase « descendante » du premier cycle de révolte (1965-1975)[489]. En effet, après la phase croissante de la mobilisation et de l'engagement collectif dans les années 1965-1967, et l'acmé des luttes dans les années 1968-1969, à partir de 1972-73, la mobilisation générale s'essoufle alors que les épisodes de violence se multiplient. Ainsi, les épisodes de violence et la radicalisation des groupes coïncident avec le début du reflux des luttes de masse. Cette démobilisation des masses par rapport aux luttes collectives prépare, selon Tarrow, le deuxième cycle de la révolte qui est marqué, à partir de 1975, par une suprématie de la violence sur la politique.

Tout en soulignant qu'au cours du premier cycle, entre 1965 et 1975, les formes conventionnelles de conflit (manifestations avec épisodes de violence spontanée) n'ont jamais été dépassées par les formes non-conventionnelles (recours à une violence recherchée et voulue), Tarrow montre aussi que l'augmentation des conflits proprement idéologiques, et notamment des conflits entre les différentes organisations, est le facteur principal qui explique l'augmentation générale des épisodes de violence[490]. En effet, on peut dire qu'à partir de 1972-73, les groupes s'affirment de manière générale autour d'un « sentir » commun, et d'une identité propre qui présuppose l'exclusion de ceux qui ne font pas partie du groupe : c'est le début de l'auto-référentialité et de la fermeture des groupes qui se manifestent par une langue stéréotypée, des mots d'ordre réitérés, et des débats idéologiques et théoriques toujours croissants.

---

[489] S.Tarrow, *Democrazia e disordine*, Laterza, Roma-Bari 1996. Tarrow parle de "ciclo di protesta" que nous avons traduit par "cycle de révolte".

[490] S. Tarrow, *op.cit.*, p. 114-117 et p. 206.

Ainsi, alors que les requêtes économiques et sociales propres de la contestation des mouvements de masse diminuent, les requêtes proprement idéologiques des groupes deviennent prépondérantes et dominent de plus en plus leur langage (contestation de forces politiques opposées, mobilisation contre les forces de l'ordre, thème de la répression, la « strage di stato » etc...). Or, au sein de cette mobilisation idéologique apparaissent bientôt des formes de compétition entre les différents groupes afin d'obtenir le consensus, et c'est cette recherche du consensus qui développe des formes de radicalité toujours croissantes[491].

L'importance des discours est fondamentale dans ce processus de radicalisation et de quête d'un consensus. En effet, elle se manifeste, par exemple, dans les changements survenus au cours des années 1972-1973 dans la presse militante : la naissance de la presse de mouvement est une innovation essentielle qui accélère la diffusion des conflits sociaux, d'autant plus qu'elle dépasse souvent la simple distribution à l'intérieur du groupe, notamment dans le cas du *Manifesto* et du quotidien *Lotta Continua*[492]. Cependant, malgré leur présence massive au sein de la mobilisation, les groupes ont une force moins importante par rapport à ce que laisse supposer l'image agressive qu'ils veulent donner. La plupart des militants n'appartient en réalité à aucun groupe ou migre d'un groupe à l'autre[493].

La compétition entre les groupes de la gauche extraparlementaire se double d'un ennemi commun : le Pci et les syndicats. Nous avons vu, lors des conflits des années 1969-1970, que les syndicats, loin de perdre leur base ouvrière, finissent par renforcer leur pouvoir à l'intérieur de l'usine. En ce qui concerne le Pci, ce sont les élections de 1972 qui révèlent à la gauche extraparlementaire que la fidélité au Pci n'a pas été entamée par les conflits sociaux déclenchés par la révolte étudiante et ouvrière de 1968-69. Même la Fgci sort de la crise qu'elle avait connu dans les années 1960 en conquérant une nouvelle génération de jeunes militants. Au moment même où les groupes prédisaient le déclin de la gauche institutionnelle, celle-ci sortait renforcée des élections de 1972. En réalité, la présence de la gauche extraparlementaire sur le terrain politique a permis aux institutions traditionnelles de développer une ligne plus attentive aux besoins des nouveaux acteurs sociaux qui ont émergé au cours de ces conflits. Défiés sur leur gauche, le Pci et les syndicats ont dû adopter des

---

[491] Les travaux de Sidney Tarrow montrent qu'il existe une relation entre le changement des requêtes lors des conflits sociaux et l'augmentation des épisodes de violence: en effet, la violence apparaît au moment où les requêtes sociales de type traditionnel s'essouflent avec le reflux des mouvements de masse. *Ibid*., p.221 et suiv.

[492] *Lotta Continua* devient un quotidien à partir d'avril 1972 et *Il Manifesto* à partir d'avril 1971.

[493] S. Tarrow, *op. cit.*, p. 210.

lignes politiques plus avancées et écouter plus attentivement les revendications de leur base qui risquait d'être récupérée par les mouvements les plus radicaux.

Quant à la question de la violence, qui constitue sans doute le thème le plus débattu des années 1972-1973, elle apparaît plus dans les écrits que dans les faits, bien que la violence des groupes, qui était restée relativement peu importante pendant la phase 1967-1969, augmente dans les deux années 1972-73, et cela au fur et à mesure que la mobilisation de masse diminue. C'est en effet au cours de la première moitié de l'année 1972 et en 1973 que la violence devient une pratique politique revendiquée. Au niveau linguistique, on remarque un tournant important de sa théorisation. La violence et ses articulations (répression, lutte armée, « meurtres d'Etat ») deviennent les maîtres-mots de la presse des groupes et la clé de compréhension de leurs positions théoriques. Surtout, c'est à partir de 1972-73 que l'imaginaire des groupes se cristallise autour d'un épisode fondateur qui devient le point de départ de leur réflexion : le massacre de piazza Fontana. Le thème de la « strage di stato », dans le contexte de l'ouverture du procès à Valpreda en février 1972, prend de plus en plus d'ampleur dans les textes des groupes qui se cristallisent autour d'un nombre réduit de slogans partagés (« Liberare Valpreda », « La strage è di Stato »). Ainsi, l'importance de la référence à Piazza Fontana aboutit à une pratique unitaire, par delà les différences idéologiques des groupes, que l'on peut définir, avec les mots de l'époque, d' « antifascisme militant ». L'importance de cet événement fondateur, qui participe à la création d'une langue partagée, donne pourtant lieu à des pratiques politiques différentes qui introduisent des critères de différenciation entre les acteurs de l'époque.

I. La campagne électorale de 1972 : le tournant de la violence

1) Les désordres pendant la campagne électorale

a) La mort de Feltrinelli et le débat sur la question de la violence

L'année 1972 est dominée par la campagne électorale, en vue des élections politiques du 7 mai 1972. Le climat est très tendu, dominé par des heurts violents avec les forces de l'ordre, notamment en réaction aux tentatives de la gauche extraparlementaire d'empêcher les

rassemblements du Msi[494]. Malgré les attentes de la gauche, l'année 1972 voit une remontée de la droite et de l'extrême-droite, qui commence avec l'élection au Quirinal du démocrate-chrétien Giovanni Leone, qui succéda à Saragat, le 24 décembre 1971, grâce au soutien des voix du MSI . Face à une majorité incertaine à la Chambre et à la défection des alliés habituels de la Dc, le nouveau président de la République décide d'anticiper les élections politiques, un an avant l'échéance normale, afin de former un gouvernement monocolore Dc et d'éviter le référendum sur le divorce qui devait avoir lieu au printemps 1972. Le 28 février 1972, le nouveau président dissout les Chambres et pour la première fois, dans l'histoire de la Première République, un parlement ne va pas jusqu'au terme de la législature, prévue pour cinq ans.

En 1972, la gestion de l'ordre public connaît un tournant répressif : les interventions des forces de l'ordre lors des grèves ou des cortèges étudiants s'intensifient, notamment à Milan et à Turin[495]. Le 11 mars 1972, le « Comité national de lutte contre le massacre d'Etat »[496] organise à Milan une manifestation contre la répression et pour la libération de Valpreda. La manifestation, liée à l'ouverture du procès de Valpreda, le 23 février 1972, se termine par des heurts avec les forces de l'ordre. Ainsi, la campagne électorale de la gauche extraparlementaire est dominée par la référence aux événements de Piazza Fontana.

Au printemps 1972, Lotta Continua lance une nouvelle ligne politique qui s'inscrit à la fois dans le climat préélectoral et dans la lutte antifasciste résumée par le mot d'ordre « I fascisti non devono parlare ». Lc adopte une politique offensive qui consiste à empêcher les rassemblements du Msi et qui conduit à l'arrestation de 200 militants du groupe à la fin de la campagne électorale[497]. Le terrain de lutte de Lc se déplace de l'usine à la lutte politique contre le fascisme. C'est aussi le moment où les services d'ordre commencent à se doter d'apparats militaires lors des manifestations, casques et barres de fer, et à prendre de plus en plus de pouvoir au sein de l'organisation. Le journal de Lc refuse cependant, de façon formelle, de s'inscrire dans la campagne électorale: « Il nostro voto è per la lotta di

---

[494] La ligne politique du groupe Lc se résume par exemple dans le slogan "I fascisti non devono parlare".

[495] Crainz, *op. cit.*, p. 388-389.

[496] Le « Comitato Nazionale di lotta contro la strage di stato » a été fondé par Soccorso rosso et rassemble plusieurs organisations de la gauche extraparlementaire dont Po, Lc, Ao.

[497] L. Bobbio, *op.cit.*, p.104.

classe »[498]. Dans ce climat, le journal *Lotta Continua* décide de devenir un quotidien à partir du 11 avril 1972, pour être « plus près » des luttes.

Mais c'est la mort du camarade « Osvaldo », l'éditeur Giangiacomo Feltrinelli, le 14 mars 1972, qui constitue un vrai tournant pour les organisations d'extrême gauche. Les enquêtes sur la mort de Feltrinelli touchent gravement Po et Lc qui sont les principales cibles de la répression policière. Surtout, on commence à parler pour la première fois et ouvertement de « terrorisme », après la découverte des liens entre le « camarade Osvaldo » et les Gap[499].

La découverte du corps sans vie de Feltrinelli laisse la gauche désemparée. C'est le journal de Potere operaio qui brise la glace par un article devenu célèbre: le 26 mars 1972, Po révèle dans son journal l'appartenance de Feltrinelli aux Gap[500]. Cette initiative de Po est jugée maladroite par le reste de la gauche, d'autant plus que quelques jours plus tard un ancien militant de Po entré dans les Gap, Carlo Fioroni, est recherché et prend la fuite. Seul Lc défend la prise de position de Po alors que le reste de la gauche isole l'organisation. Le groupe Avanguardia Operaia prend clairement position contre Lc et Po en taxant leurs analyses sur les Gap et les Br d' « avventurismo »: cette querelle se termine avec la sortie de Ao du « Comité de lutte contre le massacre d'Etat »[501].

La mort de Feltrinelli ouvre un intense débat au sein de la gauche extraparlementaire sur la question de la violence et de l'illégalité. Les groupes sont partagés : alors qu'une partie des Gap entre dans les Br, les militants de Lc et Po sont contraints de redéfinir leur position su la question de l'illégalité et sur l'héritage de Feltrinelli.

Les analyses sur la mort de Feltrinelli montrent l'opposition théorique qui oppose Lc et Po. Si Po rend hommage à un révolutionnaire: « Un rivoluzionario è caduto »[502], Lc condamne au contraire la distance entre la vision de Feltrinelli et les besoins des masses. Un révolutionnaire pour Lc est « lo strumento cosciente dei bisogni delle masse »[503]: une avant-

---

[498] *Lotta continua*, 16 mars 1972.

[499] Le corps sans vie de l'éditeur Giangiacomo Feltrinelli est retrouvé le 14 mars 1972 aux pieds d'un pylône électrique à Cascina Nuova, près de Segrate (Milan). D'après les premières enquêtes, Feltrinelli a été tué par l'explosion de la bombe qu'il était en train de placer.

[500] "Un rivoluzionario è caduto", *Potere Operaio del Lunedi*, 26 mars 1972.

[501] Soccorso rosso, *op.cit*., p.118.

[502] C'est le titre de *Potere Operaio del Lunedi*, 26 mars 1972.

[503] L. Bobbio, *op.cit*., p.106.

garde armée n'est légitime que si elle s'inscrit dans des mouvements de masse[504]. L'idée d'avant-garde est rejetée par Lc dans un rôle secondaire : l'avant-garde n'est qu'un pur instrument dont la fonction est celle de « servir le peuple ». Quant à Po, s'il encense la figure de Feltrinelli, le groupe dénonce aussi les erreurs des Gap qui sous-estiment le rôle des luttes ouvrières. Le groupe récuse, cependant, l'accusation de terrorisme: Feltrinelli est un camarade mort en guerre: « Noi sappiamo che questo compagno non è né una vittima, né un terrorista. È un rivoluzionario caduto in questa prima fase della guerra di liberazione dallo sfruttamento »[505]. Le 30 mars, les Br déplorent dans un communiqué la mort du « compagno Feltrinelli », assassiné par la bourgeoisie[506].

L'importance des débats soulevés par la mort de Feltrinelli, la découverte des activités des Gap, et les arrestations qui s'ensuivent, révèlent les différences entre les groupes. La mort de Feltrinelli constitue un vrai tournant qui pousse les groupes, profondément secoués, à revenir sur la question de la violence. En 1972, Lotta Continua organise un congrès à Rimini qui suscite un débat important sur la question de la violence armée et de l'illégalité. La « svolta di Rimini » constitue un moment clé de l'histoire de Lc: c'est le « tournant militariste » de l'organisation[507]. Le congrès, qui a lieu du 1er au 3 avril 1972 à Rimini, est le troisième congrès national de Lc, qu'il ne faut pas confondre avec le célèbre congrès de Rimini de 1976 qui marque la fin du groupe. Le climat est différent par rapport au premier congrès: l'atmosphère est tendue, sérieuse et inquiète, d'après le témoignage de Bobbio. Lors du congrès, qui a lieu un mois avant les élections, Lc présente sa nouvelle ligne politique. On assiste à trois changements principaux: la fin de la ligne « Prendiamoci la città », le renforcement des services d'ordre, et l'augmentation de la centralisation. La thèse centrale du congrès est rappelée par Bobbio en ces termes:

---

[504] Dans un article qui analysait l'apparition des Gap de Feltrinelli, Lotta continua avait immédiatement condamné l'apparition de la violence organisée : « Il terrorismo può essere lo strumento delle provocazioni padronali e lo sbocco avventuroso dell'insofferenza infantile verso le difficoltà e le esigenze di sviluppo della lotta di classe, o ambedue le cose insieme » En effet, la lutte armée « pretende di affrontare con strumenti terroristici i compiti propri della lotta di massa ». Le terrorisme était d'emblée analysé comme une provocation des patrons, ou bien comme l'expression d'une avant-garde séparée des masses, avec la référence à Lénine sur l'extrémisme comme maladie « infantile » du communisme. « La violenza e il terrorismo : La strategia della tensione e la necessità dell'autodifesa rivoluzionaria . L'azione di massa e l'azione GAP (gruppi di azione partigiana) », *Lotta continua*, 12 novembre 1970.

[505] *Potere Operaio del Lunedì*, 26 mars 1972.

[506] « Scelte di campo », Milan, mars 1972, *Dossier Br*, p.154-155.

[507] L. Bobbio, *op.cit.*, p.103.

> « è necessario prepararsi e preparare il movimento a uno scontro generalizzato, con un programma politico che ha come avversario lo stato e che ha come strumento l'esercizio della violenza rivoluzionaria, di massa e di avanguardia »[508].

La nouveauté consiste dans l'idée d'une violence d'avant-garde, qui n'est pas cependant clairement explicitée, mais qui constitue tout de même une nouveauté par rapport à la ligne politique de Lc, axée sur la violence des masses. Lc est ici influencée par la nouvelle ligne politique de Po qui au même moment connaît une militarisation croissante de son organisation. Ainsi, Bobbio précise que les termes de cette nouvelle ligne sont baignés d'ambiguïté. En effet, la « violence d'avant-garde » ne signifie pas encore la « lutte armée », et même le terme d' « affrontement général » est préféré, à celui plus répandu dans les groupes, d' « insurrection ». Le discours de Lc, tout en cherchant une radicalité nouvelle, demeure plus prudent que le discours que tenait à la même époque Po. Le « tournant de Rimini » permet à Lc de se donner une image plus radicale tout en continuant dans les mêmes pratiques.

Cependant, il est important de noter qu'après Piazza Fontana, et surtout à partir de 1972-73, la vision politique des groupes se radicalise de manière générale tout en devenant plus pessimiste. L'acquis gramscien qui définit le pouvoir comme résultat à la fois de la force et du consentement (« dittatura » et « egemonia » selon les termes de Gramsci)[509] est désormais relu à la lumière des derniers événements qui ont caractérisé la lutte politique: les massacres, les bombes, la répression, la connivence entre l'Etat et les fascistes, l'inadéquation des réponses des institutions face aux demandes de participation de la société civile persuadent les militants des groupes que le pouvoir se fonde essentiellement sur l'exercice de la force. La domination repose désormais plus sur la force que sur le consentement et cette nouvelle prise de conscience, liée aux événements de piazza Fontana, explique en partie la radicalisation des groupes.

Cependant, le congrès de Rimini institue aussi un tournant de la propagande du groupe : en raison de la nouvelle phase de l' « affrontement général » (« scontro

---

[508] L. Bobbio, *op.cit.*, p. 100-101.

[509] A. Gramsci, *Quaderni del carcere*, a cura di V. Gerratana, Einaudi, Turin, 2001 [1975], 4 vol, en particulier vol.2, Quaderni 6-11: “Nella politica l’errore avviene per una inesatta comprensione di ciò che è lo Stato (nel significato integrale: dittatura+ egemonia)”, p. 811.

generalizzato »), *Lotta continua* deviendra quotidien à partir du 11 avril 1972 afin de mieux subvenir aux « besoins des luttes ». Nous avons là une autre preuve du rôle fondamental assigné à la propagande et au travail sur les masses qui constitue le fondement théorique du groupe. Le nouveau quotidien présente d'emblée sa nouvelle ligne politique dans le premier numéro, le 11 avril 1972 : « Così i padroni e la Dc si preparano alla guerra civile contro i proletari »[510]. La « guerre civile » devient devient le maître-mot du journal dans une théorisation paradoxale qui impute aux patrons le déclenchement de la guerre alors que c'est le congrès de Rimini qui en a annoncé la nécessité.

Ainsi, la position de Lc sur la question de la violence demeure ambiguë et semble se résoudre dans la distinction entre la « violence de masse » et la « violence d'avant-garde » (les Br, les Gap). Cette distinction permet à Lc de condamner toutes les actions armées menées sans la participation des masses tout en revendiquant le recours à la violence ou à des formes d'illégalité si elles ont lieu lors de cortèges ou de manifestations. La position de Lc joue sur un double terrain pratique et théorique: sur le plan du discours, les propos sont violents et justifient l'idée de violence. Cependant, dès que cette violence est mise en pratique, Lc se désolidarise de l'action en avançant l'argument de la participation des masses. Lc se ménage ainsi une position intermédiaire au sein du débat autour de la violence : ainsi, si elle condamne les actions des Br (qui rappelons-le ne vont pas, à ce moment-là, jusqu'au meurtre), cependant, sur le plan théorique, elle défend l'idée d'une violence « juste » des masses prolétariennes, que les Br et les Gap n'ont pas su interpréter puisqu'elles agissent en tant qu' « avant-gardes ». Malgré cela, après le tournant de Rimini, Lc semble ne plus récuser l'idée d'une violence d'avant-garde légitimée, cependant, par le contexte d'un « affrontement général » entre les masses et l'Etat.

Cette hésitation quant au tournant de la violence est bien décrite dans les prises de position successives du journal au sujet des événements qui secouent le début de 1972 : ainsi, l'enlèvement Macchiarini par les Br le 3 mars est encensé, l'activité des Gap révélée par la mort de Feltrinelli le 15 mars est condamnée, le meurtre de Calabresi le 17 mai est encensé... Il faut aussi rappeler que Lc, malgré ses velléités de « centralisme démocratique », demeurera toujours un mouvement. Comme Po, Lc en recueille les bénéfices mais aussi les contraintes: un mouvement, contrairement à un parti, est fait d'hommes qui assument publiquement des positions différentes, alors que les partis sont contraints d'avoir une ligne commune. Or, c'est bien à ce moment-là qu'au sein de Lc et de Po, des tensions commencent

[510] Titre en première page du premier numéro du quotidien *Lotta continua*, 11 avril 1972.

à exploser entre les différentes opinions qui y cohabitent et notamment sur la question de la violence. Nous verrons que les deux organisations devront répondre, chacune à sa manière, au poids croissant des divergences entre les dirigeants, les services d'ordre, les militants et les militantes[511].

Le changement de Lc est influencé en partie par la militarisation croissante de Po, son principal concurrent. La première moitié de l'année 1972 constitue un moment décisif pour Potere Operaio dans la mesure où les deux organisations les plus proches du groupe, les Gap et les Br, sont grièvement touchées. Les conséquences de la mort de Feltrinelli, le 14 mars 1972, retombent sur l'organisation pour plusieurs raisons. D'une part, l'éditeur était très proche de Po : Feltrinelli, qui rêvait d'une structure militaire unitaire de la gauche, avait proposé une collaboration militaire avec le groupe[512]. D'autre part, on découvre que le fourgon trouvé à côté du pylône électrique où était mort l'éditeur était assuré au nom de Carlo Fioroni, un militant de Po. Ainsi, les enquêtes judiciaires finissent par mettre en cause directement l'organisation.

Les arrestations et les séquestrations de deux bases des Br dues aux révélations de Marco Pisetta, en mai 1972, constituent un autre tournant pour Po. En effet, la structure illégale de Po, menée par Valerio Morucci, est contactée par les Br qui ont besoin d'armes[513]. C'est le début de la collaboration entre les Br et le niveau souterrain de Po : la recherche d'armes pour les Br occupera la structure illégale de Po depuis la deuxième moitié de 1972, jusqu'à la fin de 1973. Ce niveau souterrain de Po existe, d'après les témoignage d'un militant recueilli par Aldo Grandi, depuis environ la fin de 1971 et le début de 1972, sous le sigle « LI », « Lavoro Illegale »[514].

Ainsi, les heurts de Milan du 11 mars, la mort de Feltrinelli le 14 mars, l'importance croissante de la structure clandestine de l'organisation ouvrent un long débat sur la question de la violence qui occupe une grande place dans le journal de Po. Le nouveau secrétaire national de Po, Franco Piperno, élu en juin 1972 à la place de Toni Negri, prend position par

---

[511] Lc va osciller entre radicalisation et institutionnalisation jusqu'à sa dissolution, en 1976. Pour ce qui est de notre période, Lc manifeste déjà les premiers signes de cette incertitude: malgré le « tournant militariste » de 1972, Lc abandonne cette ligne en 1973 et se rapproche du Pci.

[512] A. Grandi, *op.cit*., p.252-253. Le leader de Po Oreste Scalzone affirme l'avoir vu une semaine avant sa mort pour discuter d'une radicalisation possible de la manifestation du 11 mars à Milan contre le "massacre d'Etat".

[513] A. Grandi, *Ibid*., p.275.

[514] A.Grandi, *Ibid*., p.259.

de nombreux articles sur la militarisation croissante de Po et sur l'activité de Feltrinelli. D'après Piperno, Po doit se préparer à une « guerre de longue durée » qui doit avoir le soutien des masses, alors que le choix de la clandestinité et de la lutte armée ramène tout au militaire. D'après Piperno, il faut poursuivre un travail politique[515]. Po accepte cependant l'idée d'une lutte armée inscrite à l'intérieur de l'usine et du mouvement ouvrier (qui doit s'auto-organiser de lui-même). Sur ce point, la position de Po ne recoupe pas celle des Br à cette différence près : Po concevait un « doppio binario », une organisation politique et une organisation armée séparées l'une de l'autre, tandis que les Br au contraire défendaient l'unité entre le politique et le militaire[516].

Cependant, à l'intérieur de Po les positions divergent et reproduisent la rivalité entre les différents leaders, notamment entre Franco Piperno et Toni Negri. De même, malgré les tons guerriers, la volonté de reproduire la structure d'un parti et la militarisation croissante proclamée, dans les faits, l'organisation est moins structurée qu'elle ne veut laisser le croire, sans compter le double militantisme de nombreux sympathisants de Po qui étaient restés dans le Pci. Ces divergences se manifestent dans le journal de Po qui condamne le choix de la clandestinité dans le numéro de mai-juin 1972, alors que le numéro de décembre publie le communiqué des Br « Schiacciamo i fascisti a Mirafiori e Rivalta »[517].

Malgré ces hésitations, Potere operaio décide d'adopter un discours plus radical qui passe par une rénovation de leur style, de leur langage et, surtout, de leur instrument de propagande. Le 21 février 1972, le journal *Potere Operaio* se transforme en *Potere Operaio del Lunedì*. Ce changement marque un tournant fondamental du discours de Po dans la mesure où le nouveau journal rompt complètement avec le langage du journal précédent. Le choix de le faire paraître le lundi est dicté par la compétition entre les groupes: le lundi est le seul jour où le *Manifesto* ne paraît pas[518]. De même, le groupe se prépare aussi à la compétition avec le nouveau journal de Lc qui devient quotidien en avril 1972. Des témoignages recueillis par Aldo Grandi montrent que le but de cette refondation est bien celui d'une rénovation totale du langage du groupe et de l'image qu'il veut faire passer auprès du public. Ainsi, le nouveau groupe de rédacteurs reçoit l'aide de certains journalistes du *Messaggero* qui leur donnent de véritables «cours de communication» afin de simplifier leur langage et la mise en page graphique du journal: il s'agit pour eux de «traduire» les

[515] *Ibid*., p. 260-264.

[516] R. Curcio, *op.cit.*, p.60.

[517] A.Grandi, *op.cit*., p.289-290.

[518] *Il Manifesto*, fondé en 1969, devient quotidien en avril 1971.

articles des sections locales de Po qui parviennent à la rédaction afin de les rendre compréhensibles à un public plus large, qui dépasse la simple sphère du groupe[519].

En effet, alors que la langue de *Potere Operaio* ressemblait à celle d'un bulletin "scientifique", le nouveau *Potere Operaio del Lunedì* se rapproche des thèmes et du langage du journal de Lc. De même, si *Potere Operaio* restait inscrit dans un terrain restreint, en enregistrant les luttes ouvrières de telle ou telle réalité locale, le nouveau journal désire s'inscrire dans les luttes de masse et dans les mouvements. Par exemple, alors que *Potere Operaio* ne célèbre pas les anniversaires de la « strage di stato », ne s'intéressant qu'à l'action directe des masses ouvrières, *PO del lunedi* se rapproche du style de *Lotta continua* en commentant les anniversaires du massacre : le numéro de décembre 1972 célèbre les manifestations du 12 décembre en les définissant « l'episodio più significativo di lotta al governo ed ai padroni degli ultimi mesi »[520]. Le terrain de lutte se déplace de l'usine aux mouvements.

À partir de 1972, le nouvel organe de presse de Potere Operaio commence à s'intéresser au thème de la « strage di stato ». Le massacre de piazza Fontana devient l'un des thèmes les plus présents dans les pages du journal car la rédaction suit de près toutes les étapes du procès de Valpreda. En effet, déjà à partir du premier numéro de *Potere Operaio del Lunedì* du 6 décembre 1971, qui n'est encore qu'un supplément à *Potere Operaio*, nous avons une référence à piazza Fontana: pour commémorer l'attentat le journal appelle à une manifestation: « 12 dicembre contro lo stato ». Les numéros suivants se réfèrent aussi à piazza Fontana, il suffit de parcourir quelques titres : « Valpreda è innocente: la strage è di stato , contro la giustizia dei padroni giustizia proletaria » (21 février 1972); « Dietro la truffa elettorale lo stato della strage » (13 mars 1972); « Feltrinelli assassinato, la strage di stato continua » (2 avril 1972).

En effet, *PO del Lunedì*, se veut un journal radicalement neuf, qui vise tout d'abord à simplifier le langage: « siamo infatti convinti che almeno metà delle parole che usiamo nel dibattito politico vanno completamente abolite »[521]. Cependant, cette réflexion sur le langage s'accompagne parallèlement d'une surenchère de la violence : ainsi ce même numéro, qui explique le projet du journal, s'intitule « Rilanciare la violenza proletaria » et le sous-titre

---

[519] A.Grandi, *op.cit*., p.214-215.

[520] « La giornata del 12 dicembre », *Potere Operaio del Lunedì*, décembre 1972.

[521] Premier numéro de *Potere Operaio del Lunedì* du 6 décembre 1971, encore sous la forme de supplément à *Potere Operaio*, « Rilanciare la violenza proletaria ».

affirme que « la difesa della democrazia non ha mai garantito niente ai proletari: l'unica garanzia è promuovere delle lotte d'attacco, organizzarle ed armarle ».

Cette radicalisation du langage s'inscrit dans la volonté du groupe de « passer aux faits ». *Po del lunedì* ne veut plus s'occuper de prises de positions abstraites mais d'actions radicales, ainsi le langage exacerbe les conflits et en appelle à l'usage de la violence. La référence principale demeure celle du léninisme, présente dans le slogan repris dans ce numéro « la democrazia è il fucile in spalla agli operai ». Le journal propose un « rilancio degli obiettivi materiali di massa, ma questa volta garantiti dalla forza « armata » dell'organizzazione ». Le débat sur la violence occupe, nous le voyons, une grande partie du nouveau journal dans une logique d'exacerbation du conflit: Po est entré dans une phase de radicalisation[522]. Ainsi, au printemps 1972, *Po del Lunedì* vise à exaspérer le climat électoral en refusant le vote : « Proletari bisogna ribellarsi, bisogna organizzarsi, bisogna armarsi »[523], « Proletari è la guerra di classe! »[524]. Les élections sont vécues comme une nouvelle manifestation de la lutte des classes et non pas comme une voie de sortie démocratique pour les conflits sociaux.

b) Le premier enlèvement des Br: la phase de l'antifascisme militant

Le 3 mars 1972, les Br réalisent à Milan leur premier enlèvement: il s'agit d'un dirigeant de la Sit-Siemens, Idalgo Macchiarini. L'otage est photographié, un pistolet collé au visage, et un panneau suspendu au cou, avec l'étoile à cinq pointes, qui énonce: « Brigate Rosse. Mordi e fuggi! Niente resterà impunito! Colpiscine uno per educarne cento! Tutto il potere al popolo armato! » L'otage est ensuite immédiatement libéré. Les Br réalisent leur première action armée à la Sit-Siemens de Milan, là où ils avaient commencé leur activité, où ils bénéficiaient de plusieurs militants (dont Mario Moretti), et où l'organisation était déjà

[522] Il existe, en réalité, une contradiction entre l'usage massif de slogans violents dans les titres du journal *Po del Lunedi* et les contenus des articles qui offrent des analyses politiques sur la nécessité de la violence, certes, mais en renvoyant le moment de l'affrontement à une époque indéterminée: le moment réel de « l'insurrection » est, dans les faits, toujours renvoyé.

[523] *Potere Operaio del Lunedì*, février 1972.

[524] *Potere Operaio del Lunedì*, mai-juin 1972.

connue. De plus, l'action s'inscrit dans un moment de luttes ouvrières importantes dans l'usine milanaise.

À partir de 1972-73, la stratégie des Br connaît une radicalisation sensible: les Br passent des attentats contre les choses aux premiers enlèvements. Ce changement de ligne est illustré par le témoignage rétrospectif d'Alberto Franceschini :

> « Non potevamo continuare soltanto a bruciare auto. C'era ormai troppa distanza tra i nostri grandi discorsi di lotta armata e le azioni che riuscivamo ad organizzare. C'era addirittura chi identificava i brigatisti come « quelli che mandano a fuoco le macchine » e la nostra immagine rischiava di diventare quella di innocenti ragazzini bombaroli. Noi invece volevamo essere guerriglieri, combattere una guerra vera. Fu per questo che cominciammo a pensare ad un altro tipo di azione, clamorosa, che desse di noi l'immagine di una organizzazione efficiente, in grado di colpire chiunque e dovunque. Progettammo un sequestro di persona »[525].

Ce témoignage est important dans la mesure où il révèle les modalités de fonctionnement de la principale organisation armée d'extrême gauche. Franceschini répète deux fois l'argument qui justifie à ses yeux le changement de la ligne politique de l'organisation, à savoir l' « image » qu'ils voulaient donner par rapport aux autres groupes et plus généralement par rapport à la gauche. C'est encore une fois la compétition entre les groupes qui justifie la radicalisation des actions. Curcio revient sur l'épisode avec les mêmes mots que Franceschini: « non potevamo continuare a bruciare vecchie automobili e pneumatici Pirelli »[526], mais il donne aussi une origine politique à ce nouveau mode d'action en affirmant que cet enlèvement était inspiré du « style » des guérilleros Tupamaros. En outre, il insiste sur le langage nouveau adopté par le groupe grâce à l'utilisation de l'image et à sa diffusion dans les médias. En effet, la photographie qui est diffusée après l'enlèvement véhicule un message nouveau. L'image du pistolet pointé contre l'otage qui avait été reprise par tous les médias montrait qu'un nouveau pas avait été franchi: la lutte était désormais armée[527]. Cependant, le passage à la lutte armée demeure encore symbolique: Curcio affirme

---

[525] A. Franceschini, *Mara, Renato ed io*, Mondadori, Milan, 1988, p. 57.

[526] R.Curcio, *op.cit.*, p.70.

[527] Curcio, *Ibid.*, p.70: « la lotta è armata ».

qu'il n'était même pas sûr que le pistolet marchait, et qu'il l'avait sorti juste au moment de la photographie[528].

Dans cette première phase de leur histoire, l'action des Brigades Rouges est déterminée par deux facteurs essentiels: la compétition avec les autres groupes et la volonté de se distinguer sur le terrain des luttes ouvrières. En effet, la citation de Franceschini sur le premier enlèvement de mars 1972 est révélatrice d'une certaine réalité de l'organisation: à savoir l'idée qu'il fallait donner aux autres groupes et aux masses une certaine « image » des Br. Ainsi, leur action est déterminée à la fois par le contexte des luttes sociales mais aussi par l'histoire et les nécessités de l'organisation elle-même[529].

Il est essentiel de remarquer l'attention constante des Br au contexte et la volonté de dialogue avec la gauche. Les Br ont la capacité d'inscrire leur action dans des moments où l'attention du public est tourné vers le politique: ainsi, quoi qu'en disent les témoignages rétrospectifs, les Br opèrent leur premier enlèvement en mars 1972, c'est-à-dire en pleine campagne électorale, dans un moment où l'attention du public est déjà tournée vers le politique; elles poursuivent leurs enlèvements en 1973 dans des industries qui vivent de réels conflits sociaux. L'indifférence des ouvriers qui en majorité ne reconnaissent pas dans l'action des Br leur tradition politique est compensée pour l'organisation par les manifestations de sympathies d'une partie des ouvriers qui tolère cette radicalisation au sein de l'usine.

Cependant, l'action des Br suscite des débats idéologiques au sein de la gauche extraparlementaire : le slogan « Mordi e fuggi » est surtout critiqué. « Mordi e fuggi » est le nom d'une stratégie militaire qui vise à frapper une cible en se retirant immédiatement pour éviter la réaction de l'ennemi: c'est une technique de guérilla qui provient de la révolution cubaine. Le 25 mars un article du journal *Avanguardia Operaia* dénonce un langage qui est « peu familier au mouvement ouvrier »[530]. Les Br répliquent que la technique du « mordi e fuggi » a été enseignée à Che Guevara et à Fidel Castro par leur maître de guérilla, le général de la révolution cubaine Alberto Bayo, et que le slogan « castiga uno, educane cento » est une phrase de Lénine qui figure dans les *Notes pour le programme du II congrès du parti*, texte de 1905[531].

---

[528] *Ibid.*, p.70-73.

[529] Nous verrons que ce sont les arrestations de mai 1972 qui les poussent au choix de la clandestinité.

[530] « Con la regia dei servizi segreti », *Avanguardia Operaia*, 25 mars 1972.

[531] G. Galli, 2003 [1993], *op.cit.*, p.51.

En effet, l'expression « Mordi e fuggi » est présente dans le manuel de guérilla *Teoria e pratica della guerra di guerriglia*, de Alberto Bayo, publié en Italie dès 1968[532]. Quant à l'expression de Lénine « colpiscine uno per educarne cento», elle apparaît dans la description du rôle de l'avant-garde par rapport au mouvement de masse: « Il terrore deve fondersi con il movimento di massa (…) ecco perché noi diciamo nella tradizione rivoluzionaria comunista: la professione di boia, di poliziotto, di preside, di capo di fabbrica, di giudice, sta diventando una professione rischiosa. Perché i proletari seguono la regola *castiga uno, educane cento* »[533].

Le communiqué qui revendique l'enlèvement annonce un changement de la rhétorique des Br[534]. C'est la première fois que les Br deviennent sujets d'une action et non pas objets d'une définition: « Venerdì alle ore 19 le *Brigate rosse* hanno arrestato di fronte allo stabilimento della Sit-Siemens il dirigente Idalgo Macchiarini», annonce le début du communiqué en style télégraphique. Le changement du type d'action amène forcément l'adoption d'un langage plus expéditif, plus direct, qui vise à la fois à convaincre et à mobiliser. Nous avons deux innovations essentielles: la justification de l'action prend une place plus importante dans le discours des Br, et l'utilisation de slogans devient massive. En effet, une première partie du communiqué est dédiée aux raisons qui ont amené les Br à choisir Macchiarini comme cible, son rôle à l'intérieur de l'usine, mais aussi des considérations qui dénotent une pure agressivité verbale : « Macchiarini è un brutto cane rognoso ». La deuxième partie du communiqué vise à mobiliser l'auditoire par de nombreux slogans qui reprennent ceux du panneau suspendu au cou de Macchiarini et qui concluent le communiqué: « Tutto il potere al popolo armato! ».

Le vocabulaire du procès et de la justice bourgeoise est très présent: « arrestato », « processato » (plusieurs fois), « rilasciato in libertà provvisoria », « processo proletario »[535]. Les Br sont porteuses d'une contre-justice prolétarienne et l'enlèvement de Macchiarini doit servir d'action exemplaire. L'ouvrage du Soccorso Rosso interprète ce registre de langue comme une imitation ironique et voulue du langage policier. L'hypothèse de l' « ironie » est cependant contestable puisque nous avons là un phénomène linguistique qui sera reproduit

---

[532] Soccorso Rosso, *op.cit.*, p. 114. Le manuel a été publié aux Editions Sugar de Milan en 1968.

[533] Lénine, *Notes pour le programme du II congrès du parti*, cité dans Soccorso Rosso, *op.cit.*, p.114-115.

[534] « Rivendicazione del sequestro Macchiarini », communiqué diffusé à Milan le 3 mars 1972, *Dossier Br*, *op.cit.*, p.151-152.

[535] *Ibid.*

presque constamment dans la production écrite des Br. En tout cas, c'est la première fois qu'apparaît l'idée et l'imaginaire du «procès populaire» dans le langage des Br. Il est important de noter que le langage du procès est présent aussi dans les autres organisations de gauche et n'est pas seulement le fait des Br : dans la feuille quotidienne publiée par Lc au moment de l'ouverture du procès sur les bombes de piazza Fontana, *Processo Valpreda*, on trouve l'idée que le procès de Valpreda doit devenir un procès contre l'Etat: « riempiamo le piazze, blocchiamo le scuole, processiamo lo Stato »[536].

Le deuxième registre de langue contenu dans le communiqué réside dans le vocabulaire de la guerre : « Alla guerra rispondiamo con la guerra. Alla guerra su tutti i fronti con la guerra su tutti i fronti. Alla repressione armata con la guerriglia »[537]. La conviction des Br d'être en « guerre » les conduit aussi à réactiver le paradigme d'une lutte de « résistance »: en effet, Macchiarini est décrit comme un « neofascista in camicia bianca » et, en tant que tel, « un responsabile della guerra che la borghesia ha scatenato su tutti i fronti e su tutti gli aspetti della vita produttiva e sociale delle masse ». Les Br décrivent ici une « guerre totale » lancée par la bourgeoisie qui investit tous les fronts, de la même manière, nous avons un élargissement du concept d'ennemi : désormais tout ennemi de classe est un fasciste. L' élargissement du concept de fascisme aux cols blancs, opère un déplacement de la sphère politique à la sphère de classe: tout dirigeant est désormais un « fasciste ». Cela permet aux Br d'unir la lutte traditionnelle antifasciste à leur projet politique à l'intérieur de l'usine: le fascisme ne détermine plus une connotation politique mais un mode de « comportement » inhérent au mode de production capitaliste, il devient un synonyme d' « oppression »[538].

La réaction des milieux de la gauche extraparlementaire et du Pci manifestent leurs divergences au sujet de l'apparition du phénomène armé. *L'Unità* dédie à l'enlèvement de

---

[536] *Processo Valpreda* du 24 février 1972, supplément à *Lotta continua*.

[537] *Dossier Br, op.cit*., p. 152.

[538] En effet, le groupe prétend agir au nom de la volonté des ouvriers de la Sit-Siemens. D'après le communiqué, Macchiarini était l'objet de la haine des ouvriers qui « lo pigliano a calci in culo ». A ce sujet, les versions sont discordantes: M. Cavallini, journaliste de *l'Unità,* dans *Il terrorismo in fabbrica*, *op.cit*., réfute cet argument des Br (p.82). Soccorso Rosso confirme au contraire la version des Br en affirmant qu'un mois après l'enlèvement il sera de nouveau objet d'une « visita particolare e indesiderata » des ouvriers (*op. cit.*, p.112). Lc confirme que le jour de l'enlèvement un cortège ouvrier avait essayé de rejoindre le bureau de Macchiarini, et en conclut que l'action des Br était voulue par les masses (*Lotta continua*, « Il sequestro di Macchiarini dirigente alla Sit-Siemens », 9 mars 1972). Lc confirme aussi le cortège qui suit l'enlèvement décrit par Soccorso Rosso: « Alla Siemens: gli operai portano « Bubu » in fabbrica e lo fanno riassumere. Poi in corteo nell' ufficio di Macchiarini », *Lotta continua*, 14 avril 1972.

Macchiarini un bref article intitulé « Grave provocazione alla Sit-Siemens di Milano » en montrant par là qu'ils ne subodorent pas l'ampleur que va prendre le phénomène. Cependant, le quotidien communiste donne une première définition des Br qui deviendra l'interprétation constante du phénomène brigadiste jusqu'à l'enlèvement de Moro. Pour *l'Unità*, les Br constituent:

> « una fantomatica organizzazione che si fa viva in momenti di particolare tensione sindacale con gravi atti provocatori, nel tentativo di far ricadere sui lavoratori e i sindacati le responsabilità di atti e iniziative che nulla hanno a che vedere con il movimento operaio e le sue lotte »[539].

La gauche extraparlementaire, au contraire, approuve l'action: Po observe que l'enlèvement a montré que les masses ouvrières sont prêtes à un « saut de qualité » dans la lutte[540]. Lc affirme qu'il s'agit d'une action qui exprime la volonté des masses, donc légitime: « Noi riteniamo che questa azione si inserisca coerentemente nella volontà generalizzata dalle masse di condurre la lotta di classe anche sul terreno della violenza e della illegalità »[541]. Lc opère à cette occasion un revirement complet, alors qu'elle avait condamné l'attentat de Lainate de janvier 1971 et les actions des Gap de Feltrinelli.

Cette réaction de Lc est exemplaire du changement de ligne qui s'opère à l'intérieur du groupe à ce moment précis. Pour la première (et dernière) fois le journal de l'organisation ne condamne pas l'action des Br. Cependant, Luigi Bobbio précise qu'il s'agit d'un article écrit par l'exécutif milanais de Lc et que cette position ouvertement favorable aux Br ouvrira un débat au sein de l'organisation[542]. De plus, il est intéressant de souligner que l'article de Lc ne cite jamais le nom des Br mais décrit l'action comme le fait des masses ouvrières[543].

Les nouvelles qui proviennent de France semblent confirmer le tournant international de la radicalisation des luttes: tout de suite après l'enlèvement de Macchiarini, en plein débat sur la question de l'illégalité des masses, la « Nouvelle Résistance Populaire », le « bras armé » de la Gauche Prolétarienne enlève, le 8 mars 1972, le dirigeant Renault Robert Nogrette, en réaction au licenciement et au meurtre de l'ouvrier engagé dans la Gp, Pierre

---

[539] *L'Unità*, 4 mars 1972.

[540] Soccorso Rosso, *op.cit*., p. 113.

[541] M. Cavallini, *op. cit*., p.82.

[542] L. Bobbio, *op. cit*., p.106.

[543] « Il sequestro di Macchiarini dirigente alla Sit-Siemens », *Lotta continua*, 9 mars 1972.

Overney. Le communiqué de revendication de la « Nouvelle Résistance Populaire » ressemble au communiqué des Br:

> « Colui che si vanta di essere la giustizia della Renault, il signor Nogrette, responsabile della volante dei killers e principale organizzatore dei licenziamenti, è stato arrestato questa mattina dal gruppo Pierre Overney, della nostra organizzazione. Noi rappresentiamo la volontà del popolo davanti alla legge degli assassini. Noi rappresentiamo la giustizia davanti a coloro che vogliono far regnare il terrore nella più grande impresa di Francia »[544].

L'enlèvement, qui se termine par la libération de l'otage, est relaté avec enthousiasme par Lc qui, dans la feuille quotidienne liée au procès à Valpreda, *Processo Valpreda*, le 10 mars 1972, salue les actions des Br et de la « Nouvelle Résistance Populaire » : « Il sequestro dei dirigenti della Sit-Siemens e della Renault: la giustizia rivoluzionaria comincia a far paura – Viva la giustizia rivoluzionaria »[545].

Deux mois après l'enlèvement de Macchiarini, au moment où la gauche extraparlementaire est occupée à redéfinir sa position sur la violence, et au plus fort de la campagne électorale, les forces de l'ordre assènent le premier grand coup aux Br. Le 2 mai 1972, cinq jours avant les élections, la police découvre à Milan deux bases des Br. Le brigastiste Marco Pisetta commence à collaborer avec les forces de l'ordre et écrit son « memoriale », qu'il remet aux autorités le 29 septembre 1972. Cet événement est fondamental dans la chronologie des Br puisque cette descente de police révèle aux yeux du groupe la précarité de leur organisation. À partir de là, les Br décident de se doter d'une organisation plus efficace et fermée et font le choix définitif de la clandestinité[546]. Ce choix n'est pas dicté par la radicalisation du groupe ou du contexe, mais il est dû simplement à un impératif de survie de l'organisation:

---

[544] *Corriere della Sera*, 10 mars 1972, et Soccorso Rosso, *op.cit.*, p.115-116.

[545] L'article poursuit ainsi: « il processo e la punizione dei dirigenti è pratica costante della lotta operaia e momento significativo dell'opposizione alle gerarchie capitalistiche in fabbrica e fuori, è condizione essenziale per difendere le conquiste della classe operaia ». « Processo Valpreda », feuille quotidienne publiée en supplément à *Lotta continua*, 10 mars 1972, cité dans Soccorso Rosso, *op.cit.*, p.115-116.

[546] Dans *La Mappa Perduta*, *op.cit.*, Curcio rappelle que c'est à partir de cette date et de cet événement précis que leur semi-clandestinité se transforme en une véritable clandestinité, p.48.

« quella di passare alla clandestinità non fu una scelta fatta liberamente, ma una strada obbligata per sfuggire al laccio che la polizia ci stringeva addosso. In pratica, diventammo clandestini perché stavamo per essere presi tutti »[547].

Le coup porté à l'organisation pousse le groupe à réorganiser sa structure. Les Br décident de « dividersi per moltiplicarsi », sur le modèle de la guérilla urbaine des Tupamaros en Uruguay: deux « colonnes » naissent à Turin et à Milan, chacune composée par plusieurs « brigades » d'usine ou de quartier. Les niveaux de militantisme sont redéfinis avec la distinction entre « forces régulières » (militants qui ont une longue expérience politique et qui sont totalement clandestins) et « irrégulières » (régime de semi-clandestinité)[548]. Le groupe se déplace de Milan à Turin où les Br s'enracinent à la Fiat et prennent contact avec des ouvriers. Cette phase de réorganisation se poursuit jusqu'en novembre 1972, lorsque les Br réalisent leurs premiers attentats à Turin.

2) Les élections du 7 mai 1972: le tournant à droite

a) Les groupes dans la campagne électorale

La mort de l'anarchiste Franco Serantini, le 7 mai 1972, s'inscrit dans le climat de violence qui caractérise la veille des élections. Le 5 mai 1972 un rassemblement de Lc organisé à Pise contre un meeting du Msi est chargé par la police : le jeune Franco Serantini est arrêté par les forces de l'ordre et meurt deux jours après dans sa cellule[549]. La mort du jeune Serantini, un « figlio di nessuno », touche profondément les milieux d'extrême gauche. Le journal *Lotta Continua* titre sur la première page du 9 mai 1972: « Da Pinelli, ferroviere, a Serantini, figlio di nessuno ». Dans le numéro du 10 mai, Lc publie une affiche qui établit un autre parallélisme entre la mort de Pinelli et celle de Serantini, et qui énonce : « Nel corso di tre anni la strage di stato è diventata lo stato della strage »[550]. Le groupe veut rassembler toutes les forces révolutionnaires afin de combattre il « fascismo dei vecchi carnefici e il

[547] R. Curcio, *op.cit.*, p.63.

[548] Progetto Memoria, *La Mappa Perduta*, *op.cit.*, p.48.

[549] L'histoire de Franco Serantini est racontée dans l'ouvrage de Corrado Stajano, qui paraît en 1972, *Il sovversivo*, Feltrinelli, Milan, 1972.

[550] *Lotta continua*, 10 mai 1972.

nuovo fascismo di stato »[551]. Les thèmes de la « strage di stato » et de la lutte contre le fascisme demeurent les seuls arguments capables de rassembler toute la gauche, même en pleine campagne électorale.

À la veille des élections, malgré le congrès de Rimini qui a marqué le tournant « militariste » de l'organisation, Lc adopte une nouvelle ligne. Adriano Sofri essaie de proposer de voter pour Valpreda, qui se présente avec la liste du Manifesto, mais il doit renoncer suite aux réactions contraires de la base du groupe. Lotta Continua mène une politique ambiguë en accentuant le recours à un langage violent tout en essayant de prendre parti dans la lutte électorale, ce qui aboutit à un affrontement entre les dirigeants et les militants. Le groupe du Manifesto décide, pour sa part, de former un mouvement politique, en se présentant avec des listes propres à la Chambre, et en soutenant le vote au Pci au Sénat.

Les Br s'opposent à la campagne électorale par le slogan : « Il voto non paga! Prendiamo il fucile! »[552]. Dans ce communiqué, qui date d'avril 1972, les Br dénonçent la légalité démocratique comme le revers d'un pouvoir qui utilise le terrorisme, les bombes et le « squadrismo » des groupes fascistes. Encore une fois, la référence à la Résistance est l'argument principal des Br : le groupe établit un lien entre les élections de 1972 et celles qui ont suivi la Libération: « abbiamo consegnato il fucile e da quel momento ci hanno sparato addosso! Quanti morti nelle piazze dal 45? Quale il nostro potere oggi? »[553] .

Aux élections de 1972, Po fait le choix officiel de l'abstention. Le 6 mars 1972, l'hebdomadaire de Po titre: « Apriamo la campagna contro le elezioni ». Au moment des élections, Po veut augmenter le niveau de l'affrontement social contre toute tentative de médiation, c'est-à-dire essentiellement contre la position du Manifesto et de Lc. Cependant, d'après le témoignage du rédacteur en chef du journal, Stefano Lepri: « Dopo le elezioni si constatò che moltissimi di noi erano andati a votare, in genere per il Pci perché l'odio contro Berlinguer, pur forte, era meno forte dell'odio di piccola setta contro il gruppo del Manifesto»[554].

Ainsi, au lendemain des élections, un article de Piperno loue la classe ouvrière qui avait voté, malgré tout, pour le Pci, en blâmant ceux qui - Il Manifesto et Lc - avaient voulu fragmenter le vote de la classe ouvrière. Ce retournement de Po est emblématique des ambiguïtés de sa ligne politique, au point que Luigi Pintor réplique dans *Il Manifesto* par un

---

[551] *Ibid.*

[552] « Il voto non paga, prendiamo il fucile! », *Dossier Br*, *op.cit.*, p.156-59.

[553] *Ibid.*, p.159.

[554] A. Grandi, *op.cit.*, p.265.

article intitulé ironiquement: « I nove milioni di voti di Potere Operaio »[555]. Il est intéressant de noter que le groupe qui professe la théorie la plus radicale sur la violence devient un allié du Pci contre le reste de la gauche extraparlementaire: encore une fois, la compétition entre les groupes a constitué un facteur clé et a été plus forte que la haine pour le Pci.

Cependant, les élections politiques du 7 mai 1972 mettent fin aux espoirs de l'extrême gauche au sujet d'une prise de pouvoir démocratique. Les élections de 1972 marquent en effet un tournant à droite. Le Pci garde le pourcentage de 27,2 %, avec une augmentation d'à peine 0,3% par rapport aux élections politiques de mai 1968. Le Psiup s'écroule: la majorité rejoint le Pci alors qu'une minorité fonde le Pdup, proche des groupes révolutionnaires. Le groupe de *Il Manifesto* n'obtient que 0,7% des voix. La Dc se maintient à 38,7%, en perdant 0,4% par rapport à 1968. Le déplacement à droite de l'échiquier politique est surtout marqué par le triomphe du Msi et de son leader, Giorgio Almirante, qui présente dans ses listes des noms liés à la stratégie de la tension comme le général De Lorenzo et Pino Rauti. Le Msi obtient 8,7% en doublant son pourcentage par rapport au 4,4% obtenu en 1968. Après les élections, Andreotti, nouveau président du Conseil nommé par Leone, forme un gouvernement de centre-droite constitué par l'alliance Dc-Psdi-Pli, alors que le Psi passe à l'opposition.

Cependant, la reprise des agitations ouvrières au début de 1973 et les divisions de la Dc sur la manière d'affronter une crise économique toujours croissante, pousse la Dc à renouveler son ancienne alliance avec le Psi. En juin 1973, le gouvernement Andreotti tombe pour laisser la place à un gouvernement de centre-gauche (Dc-Psi-Pri-Psdi) mené par Rumor. En somme, les élections confirment que le pays réel ne s'est pas déplacé à gauche: bien au contraire, la peur des désordres a renforcé le camp de droite.

b) La mort de Calabresi et la crise des groupes

Le 17 mai 1972, le commissaire Calabresi est assassiné. Le meurtre s'inscrit dans une longue campagne de presse menée contre le commissaire et orchestrée en particulier par Lc. Avant l'assassinat, les slogans contre Calabresi forgés par le mouvement étaient nombreux : « Calabresi fascista, sei il primo della lista », « Calabresi boia », « Calabresi sarai

[555] *Ibid.*

suicidato »[556]. Au lendemain du meurtre, le journal *Lotta Continua* titre en première page: « Ucciso Calabresi, il maggior responsabile dell'assassinio di Pinelli »[557]. Dans l'article « La posizione di Lc » sur la mort du commissaire, on trouve une position sur la violence beaucoup plus radicale que celle que l'on pouvait lire à peine quelques mois auparavant:

> « L'omicidio politico non è certo l'arma decisiva per l'emancipazione delle masse dal dominio capitalista, così come l'azione armata clandestina non è certo la forma decisiva della lotta di classe nella fase che noi attraversiamo.
> Ma queste considerazioni non possono assolutamente indurci a deplorare l'uccisione di Calabresi, un atto in cui gli sfruttati riconoscono la propria volontà di giustizia »[558].

Pour la première fois Lc donne son aval au meurtre politique comme moyen de libération des masses. La question de la lutte armée est réduite à un problème de « phase » et de stratégie. La lecture officielle qui fait du meurtre du commissaire un acte de justice prolétarienne ne trouve pas cependant l'adhésion de tous les militants et même le journal exprime des positions différentes.

Le meurtre de Calabresi provoque un important débat au sein de la gauche extraparlementaire. Lc doit défendre sa position sur le meurtre de Calabresi, dans le numéro du 20 mai 1972, après de vives critiques du *Manifesto*:

> « Non possiamo tacere quella che è una realtà fin troppo evidente, e cioè che molte delle reazioni delle organizzazioni di sinistra sono improntate al panico. (…) Ma come si fa a leggere sul *Manifesto* l'espressione « deliranti posizioni » riferita a Lotta Continua? È il segno linguistico – l'espressione, com'è noto, è di tutti i quotidiani di centro, destra, sinistra, oltre che del governo e delle

---

[556] Dans *A viso aperto*, Curcio affirme qu'en 1972 la gauche extraparlementaire milanaise possédait des armes et se finançait par des holds-up, et que certains militants des services d'ordre de Lc et Po était proches de l'illégalité armée. R.Curcio, *op.cit.*, p.87.

[557] « Ucciso Calabresi, il maggior responsabile dell'assassinio di Pinelli », *Lotta continua*, 18 mai 1972.

[558] «La posizione di Lc», *Lotta continua*, 18 mai 1972.

questure – di una perdita di controllo che già dopo i risultati elettorali (e per un altro verso prima) si era preoccupatamente manifestata »[559].

Lc affirme que la question de la violence est l'écueil qui met en déroute la gauche toute entière et que cette confusion se manifeste surtout dans le langage :

> « Come già dopo la morte di Feltrinelli, avviene oggi dopo l'uccisione di Calabresi, che i linguaggi e i discorsi, nella sinistra, si fanno contorti, equivoci, quando non isterici. Mentre sull'altro versante si parla un linguaggio tracotante e minaccioso. Questo è un male »[560].

La question du meurtre politique révèle en réalité les ambiguïtés des positions sur la violence armée. En effet, nous retrouverons cette aphasie lors des faits de Primavalle qui toucheront Po, et qui conduiront à la fin du groupe en provoquant des réactions semblables à l'affaire Calabresi pour Lc.

Il est intéressant de noter que Po prend aussi position sur la mort du commissaire. La campagne contre Calabresi menée par Lc n'avait jamais été prise en considération par le groupe de Po, qui n'y voyait pas une lutte essentielle mais, au contraire, une lutte « arriérée » et dépassée. Après le meurtre de Calabresi, un article de *Potere Operaio del Lunedì*, laissait entendre qu'au fond Calabresi avait cherché cette mort[561]. L'intérêt subit pour cette affaire s'inscrit dans la compétition avec Lc sur la question de la violence: par cet article, Po intervient sur cet épisode pour ne pas laisser Lc seule sur le terrain de cette action[562].

Après la mort de Calabresi, Lc connaît une première grave crise qui débute à l'automne 1972, et qui se manifeste par une inversion de tendance. Selon Bobbio, Lc répond tardivement à une crise qui en réalité occupe toutes les années 1971-73, et qui correspond globalement, selon les mêmes analyses de Tarrow, à une baisse de la mobilisation. L'espoir d'une rupture radicale, la certitude de l'imminence de la révolution, l'élan des forces sociales mobilisées s'épuisent progressivement. Lc doit se mesurer avec une crise à la fois idéologique et organisationnelle, qui se traduit par une baisse du nombre de militants. En

---

[559] « Sull'uccisione di Calabresi: Politica e sentimento. È possibile fare chiarezza? », *Lotta Continua*, 20 mai 1972.

[560] *Ibid.*

[561] « Morte di un poliziotto », *Potere Operaio del Lunedì*, n.12, 28 mai 1972.

[562] A. Grandi, *op. cit*., p.274.

définitive, l'année 1972 constitue un tournant pour Lc, qui à partir de 1973, abandonnera la voie de la militarisation et explorera la voie de l'institutionnalisation[563].

L'ambiguïté de Po sur la question de la violence se poursuit pendant toute l'année 1972: malgré la condamnation par Piperno de « toute déviation de type tupamaros », dans une circulaire interne à Po qui date de juin 1972[564], la publication de certains communiqués des Br dans le *Po del Lunedì*, révèle les contradictions de la ligne politique du groupe[565]. Piperno semble dépassé par l'aile militariste de Po, qu'il tolère cependant[566]. Ainsi, le 12 décembre 1972, lors de la manifestation romaine pour le troisième anniversaire du massacre de piazza Fontana, Po, contre l'avis de tous les autres groupes, attaque la police en lançant des cocktails molotov. Le groupe est isolé par le reste de la gauche extraparlementaire.

II. 1973: Crise et « compromis historique »

1) Violence et répression

a) L'offensive des Br contre le «terrorisme»

Les arrestations de mai 1972 ont causé un coup d'arrêt à l'offensive lancée par les Br. C'est pour cette raison qu'en janvier 1973 les Br diffusent un nouveau document sous forme d'auto-interview pour faire le bilan de leurs activités[567]. Ce document est pourtant diffusé seulement en mars 1973 dans *Potere Operaio del Lunedì* (11 mars 1973) en raison, selon les

---

[563] Luigi Bobbio, dans *Storia di Lotta Continua*, voit dans l'année 1972 le tournant de l'histoire de Lc, qui, d'après lui, s'articule en deux phases: de 1969 à 1972, c'est la phase de l' « extrémisme »; de 1973 à 1976, au contraire, c'est le moment de la « découverte de la politique », de l'institutionnalisation, mais aussi de la crise définitive du groupe.

[564] C'est une "déviation" dans la mesure où elle n'est pas prévue par la doctrine du marxisme-léninisme. A. Grandi, *op.cit*., p.289.

[565] Le journal de Potere operaio publie le communiqué des Br « Schiacciamo i fascisti a Mirafiori e a Rivalta », dans le numéro du 10 décembre 1972, introduit par le simple commentaire: « Riceviamo e pubblichiamo ». Po publiera de la même façon les autres communiqués des Br, jusqu'à l'enlèvement d'Amerio en décembre 1973.

[566] Aldo Grandi en conclue que la "main droite" de l'organisation ne devait pas savoir officiellement ce que faisait la "main gauche". A. Grandi, *op. cit*., p.290.

[567] « Seconda riflessione teorica », janvier 1973, *Dossier Br, op.cit.*, p.207-213.

mots des rédacteurs du journal, d' « un devoir d'information politique ». En diffusant le document dans la presse militante, les Br veulent s'inscrire dans le débat interne à l'extrême gauche sur la question de la violence en réaffirmant et en justifiant leur position sur la question de la lutte armée. Ce document atteste donc une volonté de dialogue avec toute la gauche révolutionnaire à un moment où l'organisation est affaiblie et recherche de nouvelles recrues, et au moment où les luttes sociales semblent s'essouffler.

Le document répond ainsi à l'accusation de « terrorisme » menée par une partie de la gauche. Les Br répliquent en accusant le « front patronal » de terrorisme :

> « Il « terrorismo » nel nostro paese (…) è una componente della politica condotta dal fronte padronale a partire dalla strage di piazza Fontana per determinare un arretramento generale del movimento operaio e una restaurazione integrale degli antichi livelli di sfruttamento »[568].

Nous avons là une manifestation du débat autour du terme de « terrorisme » qui commence à émerger à ce moment-là précisément. Le discours des Br restera inchangé au cours du temps, dénonçant les patrons et l'Etat comme des « terroristes » et se définissant comme des « révolutionnaires », des « guérilléros » (« guerriglieri »), ou des « résistants » :

> « Organizzare la resistenza e costruire il potere proletario armato sono le parole d'ordine che guidano e hanno guidato il nostro lavoro rivoluzionario. Cosa ha a che fare con il « terrorismo » tutto questo? »[569].

Le discours des Br opère une distinction entre le terrorisme et la révolution: l'action des Br est révolutionnaire alors que celle des patrons est terroriste. Le deuxième point important du document est celui des « temps » de la révolution: les Br font ici marche arrière par rapport à leur discours initial qui annonçait une crise imminente du capitalisme et une guerre en plein déroulement: « Ci muoviamo su tempi lunghi, sappiamo che questa non è la fase della guerra

---

[568] *Ibid*., p.208. Le témoignage d'un membre du conseil d'usine de la Pirelli montre que cette définition du terrorisme est partagée dans certains milieux ouvriers : « C'è un governo nuovo che non è imparziale, e c'è già in atto da tempo il tentativo di restaurare l'autoritarismo nelle fabbriche. Il terrorismo si manifesta così: messa in cassa integrazione, denunce per cortei interni, voci sempre più insistenti di licenziamenti », « Parlano gli operai del Cub », de B.Valli, *Il Giorno*, 14 juillet 1972, cité dans G. Crainz, *op.cit*., p.460.

[569] *Ibid.*

e proprio per questo lavoriamo per crearne le premesse di coscienza e di organizzazione»[570]. Le discours des Br est devenu plus clair, plus mesuré, surtout l'optimisme initial semble les avoir abandonnés. Le travail est encore long, et il s'agit, pour le moment, de renforcer l'unité entre les groupes révolutionnaires: c'est un clair appel à la gauche extraparlementaire afin qu'elle rejoigne leur ligne. Dans cette phase de crise, les Br tentent de renouer un dialogue avec les avant-gardes des groupes et les mouvements collectifs. Ainsi, les tons par rapport aux autres forces de la gauche sont mesurés: les groupes, selon les Br, sont « superati » et le Pci est une « grande forza politica » qui mène, pourtant, une politique opposée à la leur[571].

b) L'enlèvement de Labate (12 février 1973)

En 1973, les actions des Br s'inscrivent dans un contexte de forte agitation dans les usines du Nord de l'Italie[572]. En novembre-décembre 1972, les Br se déplacent à Turin, avec de nombreux attentats incendiaires contre les automobiles de dirigeants de la Fiat et de militants d'extrême-droite du syndicat fasciste Cisnal. C'est là que naît le premier comité exécutif des Br formé par Curcio, Franceschini, Moretti et Morlacchi. Les Br s'installent à la Fiat où elles participent aux luttes pour le renouvellement des contrats qui reprennent à l'automne 1972.

À la fin de 1972, la Fiat, en accord avec le gouvernement de centre-droite Andreotti-Malagodi, mène une politique très dure: 600 ouvriers sont dénoncés à la justice, les piquets de grève sont attaqués à la fois par les forces de l'ordre et par des groupes néofascistes. Le 22 novembre 1972, un groupe de fascistes tente de forcer un piquet de grève à Rivalta alors que

---

[570] *Ibid*., p.212.

[571] *Ibid.* Dans *A viso aperto*, *op.cit*., Curcio affirme qu'ils ne peuvent pas dire trop de mal sur le Pci car beaucoup de leurs sympathisants sont encore inscrits dans les syndicats ou dans les sections du Pci (chapitre 9).

[572] Entre 1971 et 1973, les agitations ouvrières ne s'arrêtent pas, même si le mouvement ouvrier, dirigé par les syndicats, passe de l'attaque à une position défensive (crise économique en 1971 et en 1973). Les grèves continuent à un rythme incessant qui semble ne pas fléchir: en 1972, presque 4 500 000 travailleurs sont impliqués dans des conflits syndicaux, 6 133 000 en 1973 ; seule l'année 1969 avait connu un nombre plus élevé d'adhésions (P. Ginsborg, *op. cit.*, p. 434). De même, en 1970, 1972 et 1975 les heures de grève oscillent entre 85 et 92 millions, mais c'est en 1973 que le nombre d'heures de grève atteint le quota le plus élevé avec 127 millions d'heures de grève (au plus fort de la lutte, en 1969, le nombre d'heures de grève dans l'industrie avait atteint 232 millions d'heures). C'est aussi en 1972-73 que l'absentéisme ouvrier devient un phénomène considérable G. Crainz, *op. cit.*, p.452.

l'autre entrée, à Mirafiori, est tenue par la police. Le 25 novembre, la gauche extraparlementaire organise une manifestation à Turin contre la politique d'Agnelli, le gouvernement Andreotti, et le fascisme. La police réprime violemment les manifestants avec l'aide des fascistes. C'est dans ce contexte que le 26 janvier 1973, à 6.30 du matin, les Br incendient les automobiles de neuf fascistes qui agissent à l'intérieur de la Fiat. Le 27 janvier, les Br diffusent le communiqué « Schiacciamo i fascisti a Mirafiori e Rivalta », où ils donnent une liste de noms de fascistes à l'intérieur de la Fiat[573]. Cet épisode révèle encore une fois la volonté du groupe de rester inscrit à l'intérieur des mouvements et de chercher le soutien des ouvriers.

Le 23 janvier, à Milan, la police tire sur un groupe d'étudiants en tuant Roberto Franceschi, militant de Lc. Le 27 janvier, une manifestation de Lc en réponse au meurtre provoque de nouveaux heurts et des coups de feu: il n'y a aucun mort mais les arrestations sont nombreuses. Le leader turinois de Lc, Guido Viale, est arrêté. En même temps, au mois de janvier 1973, on compte un nombre croissant d'agressions et d'attentats à la bombes contre des sièges d'organisations fascistes (Avanguardia Nazionale, Msi, Cisnal) dans l'Italie tout entière (en réponse à un congrès du Msi prévu à Rome). L'attentat le plus important est la bombe du 14-15 janvier 1973 qui explose sur la place san Babila à Milan, dans un bar qui est un lieu de rencontre connu des fascistes.

Les négociations menées par les syndicats aboutissent, comme en 1969, à un contrat très favorable aux ouvriers[574]. Malgré cela, les luttes ouvrières culminent avec une occupation de la Fiat Mirafiori en février-avril 1973: l'occupation dite des « fazzoletti rossi »[575]. Celle-ci donne lieu à des épisodes de plus en plus violents : désormais on compte

---

[573] Une nouvelle polémique entre Lc et Po s'ouvre au sujet de ce document. Le groupe du Manifesto et Ao ne prennent pas partie au débat: le premier ne croit pas à l'existence des Br, le deuxième pense que ce sont des agents du Sid. Soccorso rosso, *op. cit.*, p.142-144.

[574] P. Ginsborg, *op. cit.*, p.435-436. Les contrats des ouvriers métallurgistes ont une durée de trois ans au bout desquelles ils sont renouvelables. En même temps, à partir de février 1973, les autorités économiques permettent une fluctuation de la lire qui conduit à une dévaluation de la monnaie: c'est à cause de la faiblesse de la lire que la récession de 1974-75 est plus grave en Italie que dans les autres économies occidentales. L' Italie atteint bientôt le taux d'inflation le plus haut de tous les pays occidentaux. Cette situation est due aussi aux contrats ouvriers de 1973 qui empêchent une baisse des salaires réels. C'est dans ce contexte que s'installe la crise économique, dite crise du pétrole, en automne 1973.

[575] C'était le surnom donné aux ouvriers les plus radicaux qui portaient, en signe de protestation, des foulards rouges noués autour du cou. L'occupation des « fazzoletti rossi » à Turin est décrite ainsi dans *Il Giornale dei capi* édité par la Fiat avec diffusion interne pour les seuls dirigeants (février 1973) : « Si fornisce

des blessés à chaque piquet de grève. Les préavis de licenciements se succèdent contre les ouvriers les plus actifs. Le 2 février, la Fiat suspend, 5 000 ouvriers grévistes. Mirafiori répond par un cortège interne de 20 000 ouvriers qui s'en prend aux fascistes et aux briseurs de grèves. Les licenciements se multiplient « per aver disturbato il lavoro »[576]. Dix jours après, le 12 février 1973, les Br enlèvent à Turin Bruno Labate, le secrétaire régional du syndicat d'extrême-droite Cisnal. Interrogé pendant quatre heures, Labate est ensuite relâché, lié à un poteau électrique devant l'entrée de la Fiat Mirafiori avec un panneau suspendu au cou[577].

L'enlèvement de Labate marque un tournant puisque, pour la première fois, les Br réalisent par cet enlèvement une véritable œuvre de contre-information. En effet, les Br justifient l'enlèvement par certaines déclarations qu'aurait fait Labate au sujet du rôle des fascistes à l'intérieur de la Fiat et d'autres usines turinoises et milanaises[578]. Immédiatement après la libération de l'otage, les Br diffusent un document qui rapporte mot pour mot le contenu de l'interrogatoire à Labate d'où émergent plusieurs questions épineuses[579]. Le « procès » fait à Labate est rendu public: Labate fournit noms et fonctions du réseau qui s'occupe d'infiltrer des fascistes à l'intérieur des usines, et notamment à la Fiat, par le biais de la Cisnal, afin qu'ils dénoncent les principaux agitateurs. Parmi les noms, figure celui du cavaliere Ettore Amerio qui sera enlevé par les Br quelques mois plus tard.

Au-delà de la question de la sincérité de l'otage en situation de prisonnier, le communiqué des Br décrit une situation qui n'est pas loin de rappeler la question des « schedature », les fichages des ouvriers engagés ou des syndicalistes de la Fiat, qui avait été révélée en 1971 par une enquête de la magistrature[580]. Le document a une finalité pratique, puisqu'il contient une longue liste des noms des fascistes à l'intérieur de la Fiat: le but du document est de permettre aux ouvriers de reconnaître les indicateurs, mais aussi de

---

un bilancio globale delle gravi conseguenze che le violenze hanno avuto: feriti e contusi un centinaio (…); le macchine dei dipendenti danneggiate in novembre, dicembre e gennaio sono state 800; danni alle strutture delle officine e degli uffici (…). Chi compie questi atti tenta di sfuggire all'individuazione, e il più delle volte ci riesce nascondendosi nella massa: i bulloni lanciati dai cortei, le aggressioni collettive a persone e a cose offrono possibilità di impunità quasi certa ». Soccorso rosso, *op.cit.*, p.140.

[576] Pour cet épisode, et pour les luttes ouvrières, Soccorso rosso, *op. cit.*, p. 127-134.

[577] Labate sera aussi aussi tondu et bâillonné.

[578] « Rivendicazione del sequestro Labate », *Dossier Br*, p. 216-217.

[579] « Guerra ai fascisti nelle fabbriche torinesi », *Ibid.*, p.202 et V. Tessandori, *op.cit.*, p. 104-108.

[580] Pour cette question, je renvoie à G. De Luna, *Le ragioni di un decennio*, *op.cit.*, p.41-43.

canaliser la violence ouvrière contre des ennemis sélectionnés[581]. D'après les témoignages de l'ouvrage de Soccorso Rosso, l'action suscite l'enthousiasme des ouvriers et personne ne libère Labate avant l'intervention de la police[582]. Le témoignage rétrospectif de Curcio va dans le même sens et insiste aussi sur l'enthousiasme et l'adhésion des ouvriers à leur action: en plein, jour, à visage découvert, ils lient Labate à un poteau devant Mirafiori, puis distribuent leurs tracts et aucun ouvrier ne les dénonce, au contraire, les ouvriers en profitent pour insulter Labate[583].

Le Pci interprète de façon complètement opposée l'indifférence des ouvriers en émettant des doutes sur la nature de l'opération: Labate a été enchaîné en plein jour devant l'usine Mirafiori et devant un nombre considérable de témoins[584]. Le quotidien communiste propose à nouveau la thèse de la « provocation » et refuse d'y voir la preuve de l'acceptation de la part des ouvriers d'une illégalité de masse[585]. C'est aussi la première fois que *l'Unità* dédie un article aussi long aux « sedicenti Brigate rosse ».

Le président du Conseil Mariano Rumor épouse la thèse communiste d'un écart entre les Br et la tradition ouvrière: d'après lui, il s'agit d'une action « oggettivamente oltraggiosa e provocatoria nei confronti del mondo operaio torinese, protagonista di grandi e civili battaglie per il progresso dei lavoratori »[586]. Le *Manifesto* condamne l'action comme une « provocation » : l'enlèvement de Labate aurait été organisé par la Cisnal elle-même[587]. Lc condamne l'action des Br en la définissant « irresponsabile e esibizionistica » dans un

---

[581] "L'interrogatorio di Labate", *Dossier Br*, *op.cit*., p. 218. Sur la question des embauches de fascistes à la Fiat, voici le témoignage d'un ouvrier de la Fiat recueilli par Cavallini: « Nel '73, ad esempio [la Fiat] ha assunto 2.000 persone attraverso il Msi. Della vicenda non si è mai avuta una conferma ufficiale, ovviamente, ma la cosa è del tutto verosimile. Tanto più che, allora, molti dei nuovi arrivati ammisero candidamente di essere arrivati a Torino per quella strada ». M. Cavallini, *op.cit.*, p.63.

[582] Soccorso rosso, *op.cit.*, et V. Tessandori, *op.cit*., p. 109. Tessandori insiste plutôt sur la surprise des ouvriers de Mirafiori que sur l'enthousiasme.

[583] R. Curcio, *op.cit.*, p.80. Je renvoie aussi au témoignage d'un ouvrier de la Fiat recueilli par M. Cavallini: « Mi pare che in tutta questa prima fase il terrorismo, sia pure ad un altro livello, si muovesse nella stessa logica dell'estremismo (…). E credo che certe azioni, a livello emotivo, trovassero un collegamento con la rabbia, con rancori che effettivamente covavano all'interno di Mirafiori. La mentalità su cui il terrorismo faceva leva era, ancora una volta, quella dell' « ultima spallata », del « gesto » come momento risolutivo di una serie di problemi». M. Cavallini, *op.cit.*, p.57.

[584] « Grave provocazione a Torino », *L'Unità*, 13 février 1973.

[585] G. Galli, [2003], *op.cit*., p.65.

[586] *Corriere della Sera*, 14 février 1973.

[587] Soccorso rosso, *op.cit*., p.139.

moment où le groupe est gravement touché par la répression policière et où le gouvernement cherche la provocation[588].

Dans le communiqué de revendication diffusé le jour de la libération de Labate, les Br éclaircissent leur position au sujet du débat sur la violence qui anime les groupes. D'une part, ils affirment que les patrons et les partis sont les responsables du climat de violence qui s'est abattu sur les luttes ouvrières et étudiantes ; d'autre part, ils prétendent « interpréter » le choix diffus de la violence qui est né au sein des mouvements : « sempre più si fa largo, tra le forze che lottano, la convinzione che ormai è urgente organizzare la resistenza proletaria sul terreno della lotta armata »[589]. C'est en effet dans le communiqué sur l'enlèvement de Labate que les Br commencent à se réapproprier du concept de « lutte armée » – définie comme « résistance » en opposition à la « violence » des patrons – en signant: « Lotta armata per il comunismo. Brigate Rosse ». Après Labate, cela deviendra la signature officielle des Br[590]. Le nouveau slogan se substitue à « Tutto il potere al popolo armato ! » qui terminait souvent les communiqués des Br, révélant la disparition progressive du « peuple » au nom de l'auto-référentialité du groupe.

c) Les faits de Primavalle et la fin de Potop (avril- juin 1973)

Au printemps 1973, l'organisation Potere operaio connaît une grave crise liée à la question de la violence et à la militarisation croissante du groupe. Dans la nuit du 16 avril 1973, des militants de Potere Operaio incendient l'habitation du secrétaire d'une section romaine du Msi : dans l'incendie meurent les deux jeunes enfants du militant, Stefano e Virgilio Mattei. L' « incendie de Primavalle » conduit à l'arrestation de trois membres de Po désignés comme les responsables de l'attentat, et dont le caractère violent, surtout en ce qui concerne Achille Lollo, était déjà connu du groupe. Les faits de Primavalle sont le

---

[588] *Lotta continua*, 15 février 1972, dans Soccorso rosso, *op.cit.*, p. 139-40.

[589] « Rivendicazione del sequestro Labate », *Dossier Br*, p. 216. Le texte poursuit: « Questa è la parola d'ordine che le Brigate rosse raccolgono dal movimento di classe e rilanciano al movimento rivoluzionario ». Les Br se conçoivent comme des intermédiaires entre les mouvements de masse (luttes ouvrières) et les avant-gardes révolutionnaires (les groupes extraparlementaires et les groupes armés).

[590] Il est important de noter que le slogan "Lotta armata per il comunismo" s'inscrit aux yeux des Br dans la lutte de l'antifascisme militant: "Guerra al fascismo di Almirante e Andreotti! Lotta armata per il comunismo!", *Ibid.*, p. 217.

détonateur d'une crise qui était déjà sur le point d'exploser à cause des nombreuses divergences entre le groupe de Padoue mené par Toni Negri et le groupe romain mené par Franco Piperno, Lanfranco Pace, Oreste Scalzone et Valerio Morucci.

Lors du « congrès de Rosolina », organisé par Po en Vénétie, le 31 mai, les 1, 2, 3 juin 1973, les dirigeants du groupe s'affrontent sur la question de la violence et sur l'incendie de Primavalle : les négristes accusent le groupe romain d'une dérive militariste non organisée qui a vu dans les faits de Primavalle son expression la plus néfaste. Les luttes intestines entre les deux groupes se révèlent à la lumière du jour, et la fin du congrès ne parvient pas à régler les divergences. Peu après, les sièges romains de Po commencent à fermer les uns après les autres à cause du manque d'une politique commune et unitaire. La plupart des anciens militants de Po se fondent dans les nombreux collectifs autonomes qui voient le jour à ce moment-là: c'est la naissance de l' « Autonomie organisée » prônée par Negri qui explosera en 1977 et qui se terminera en 1979 avec le « procès du 7 avril » mené par le juge Calogero.

C'est donc la compétition interne au groupe qui clôt l'expérience de Po dès la fin de 1973. Massimo Casa, un militant de Po, rappelle ainsi les raisons des divisions lors du congrès de Rosolina:

> « Ci furono rinfacciamenti duri e anche cattivi per episodi violenti che erano accaduti e che erano considerati errori gravissimi e anche di più da alcuni e, invece, rivendicati da altri. Episodi tipo Primavalle, o anche alcune manifestazioni a Roma nella primavera del 1973, molto dure. Si aprì una polemica forte e un pò gratuita sui rischi d'avventurismo e repliche in cui si spiegava che se non ci si muoveva quelli di riferimento delle lotte sarebbero diventate le Brigate rosse, cioè il rischio di perdere posizioni davanti alle lotte operaie»[591].

Les positions qui s'affrontent lors du congrès de Rosolina divergent sur la question de la transformation de l'organisation en structure militaire: alors que Negri taxe les romains d' « aventurisme » et veut mettre fin à l'organisation centralisée de Po afin de rejoindre les collectifs autonomes, Morucci défend l'idée d'une structure centralisée et dotée d'un appareil

[591] A. Grandi, *op. cit*., p.309.

militaire, qui d'ailleurs existait déjà[592]. La compétition interne entre les différents leaders se double de la compétition externe face aux groupes armés : la prééminence des Br sur le terrain de la violence est l'argument principal de ceux qui défendent la militarisation définitive du groupe. Les contradictions qui ont explosé dès le milieu de 1973 conduisent très vite à la dissolution du groupe. L'aile militariste de Po fait le choix de la lutte armée et un grand nombre de ses militants entrent dans les Br.

d) L'enlèvement de Mincuzzi (28 juin 1973)

La campagne des Br contre les fascistes se poursuit avec un autre enlèvement. Le 28 juin 1973, un commando brigastiste enlève à Milan le dirigeant de l'Alfa Romeo, Michele Mincuzzi. Après un bref interrogatoire, l'otage est relâché, enchaîné et bâillonné, avec un panneau suspendu au cou: « Mincuzzi Michele, dirigente fascista dell'Alfa Romeo, processato dalle Brigate rosse. Niente resterà impunito. Colpiscine uno per educarne cento. Tutto il potere al popolo armato. Per il comunismo»[593].

Les arguments qui justifient l'enlèvement s'inscrivent dans la ligne de l'antifascisme militant. La victime est rabaissée au seul épithète de « fasciste » : Mincuzzi est un « gerarca in camicia bianca, è della stirpe dei Macchiarini ». La structure du communiqué de revendication reproduit la même typologie des revendications précédentes: dans une première partie, le communiqué décrit la fonction de la victime et justifie l'action, ensuite le texte dénonce les « politiche terroristiche dei padroni » et en appelle à la guerre et à la résistance[594]. Le souci d'un discours scientifique et objectif se mesure dans la bipartition du communiqué et dans les registres de langue utilisés : la première partie se veut une étude scientifique des politiques « fasciste » à l'intérieur de l'usine (les Br intègrent des citations de la victime et relatent des faits précis). Ils adoptent d'emblée un style télégraphique qui crée immédiatement une impression d'objectivité : « Giovedì 28 giugno alle ore 20 un nucleo armato delle Brigate rosse ha prelevato, interrogato e processato Mincuzzi Michele, dirigente dell'Alfa Romeo ». La deuxième partie s'adresse de façon plus spécifique aux

---

[592] Morucci affirme que l'aile militariste de Po s'était rendue au congrès avec des armes. Témoignage de V. Morucci, *Ibid.*, p.303.

[593] V. Tessandori, *op.cit.*, p.112.

[594] "Rivendicazione del sequestro Mincuzzi", *Dossier Br*, *op.cit.*, p. 223-224.

sympathisants du groupe avec l'appellation « compagni » et des injonctions à la lutte armée, le ton devient plus intime et le « nous » se substitue au ton impersonnel de la première partie.

Après l'enlèvement de Mincuzzi, le Pci reprend la thèse de la provocation en définissant les Br « una banditesca organizzazione che agisce con metodi delinquenziali il cui scopo è quello di alimentare la strategia della tensione »[595]. Lc et Ao condamnent l'action, le Manifesto se tait, alors que Po défend les Br. Une nouvelle polémique entre Po et Lc s'engage : Po dénonce une alliance tacite entre Lc et le Manifesto. Lc décide de ne plus coopérer avec Po qui est définitivement isolé du reste de la gauche et qui commence à subir les conséquences des divisions internes qui ont explosé lors du congrès de Rosolina.

Après cet attentat, les Br ne reparaissent plus à l'Alfa Romeo – à l'exception de quelques tracts déposés dans l'usine – jusqu'en 1977-1978[596]. D'après M. Cavallini, l'échec de l'enracinement du terrorisme à l'Alfa est lié à la force des syndicats à l'intérieur de l'usine. En effet, d'après les témoignages recueillis par Cavallini, les réactions des ouvriers de l'Alfa après l'enlèvement de Macchiarini furent négatives. Un ouvrier, membre du conseil d'usine de l'Alfa Romeo affirme:

> « (….) [le reazioni] furono di ripulsa. Una ripulsa però che non andava molto oltre il fatto in sé. L'azione delle Br venne condannata, i lavoratori colsero, nella sostanza, l'estraneità di quel metodo di lotta alle proprie tradizioni ed alla propria storia (…). La condanna dei lavoratori si fermò al livello più immediato, più basso. Ti dicevano: d'accordo, protestiamo per il sequestro di Mincuzzi perché è un atto criminale. Però non facciamola tanto lunga, in fondo era un « capo », era l'uomo che determinava i tempi di produzione. Non trasformiamolo in un martire »[597].

Ainsi, nous rencontrons dans les ouvriers de l'Alfa le même type de réaction que nous avons analysé chez les ouvriers de la Fiat après l'enlèvement de Labate: peu de pitié vis-à-vis de la victime, mais aussi de la réticence face aux méthodes des Br. Les ouvriers ne reconnaissent pas dans les Br les méthodes et les instruments de leur tradition politique et la plupart des ouvriers éprouvent en réalité une sorte d'indifférence.

---

[595] *Ibid.*, p. 203.

[596] Entre 1977 et 1978, l'Alfa Romeo subit de nombreux attentats contre des dirigeants et des représentants syndicaux.

[597] M. Cavallini, *op.cit.*, p. 229-230.

2) Le coup d'Etat au Chili et le « compromis historique »

a) Le Pci et le « compromis historique »

Après le coup d'Etat au Chili en septembre 1973, le secrétaire du Pci Enrico Berlinguer[598], lance l'idée d'un « compromis historique » entre les trois principaux partis, Pci, Dc, et Psi, dans trois articles publiés dans la revue communiste *Rinascita* en octobre 1973[599]. La nécessité d'un « compromis » avec les forces au pouvoir est influencée par l'exemple chilien où la junte militaire de Pinochet venait de renverser le gouvernement de centre-gauche du président Allende: il s'agit, pour les nouveaux dirigeants du Pci, d'éviter que la même chose se produise en Italie et de sortir le Pci de son immobilisme. En effet, Berlinguer insiste sur l'idée d' un risque de coup d'Etat en Italie, à cause des effets de la stratégie de la tension. Pour défendre sa nouvelle ligne politique, Berlinguer cite l'exemple de Togliatti, qui, dans l'après-guerre, avait accepté une coalition de toutes les forces antifascistes.

Le « compromis histprique » exprime aussi la volonté d'ouvrir le Pci à de nouvelles classes sociales, en particulier à la classe moyenne : le Pci ne se veut plus seulement le représentant de la classe ouvrière. Cela permet au parti d'élargir sa base électorale mais aussi d'accéder au gouvernement face à l'impossibilité pour la gauche, le Pci et le Psi, de gouverner sans la Dc. Ainsi, l'hypothèse d'une collaboration avec la Dc pousse les dirigeants du Pci à repenser la portée historique de la Dc qui n'est plus considérée comme le parti de la réaction, mais qui est redéfinie comme un parti hétérogène dont la base accueille un électorat très varié. Face à la gravité de la situation italienne et de la crise économique, liée à l'augmentation des prix du pétrole, et surtout à cause de la persistance de forces réactionnaires à l'intérieur du pays, il faut, selon Berlinguer, ouvrir une ère plus démocratique et donner des bases plus sûres à l'économie[600].

---

[598] Enrico Berlinguer est le secrétaire du Pci depuis le XIII Congrès du Pci (mars 1972).

[599] E. Berlinguer, « Riflessione sull'Italia », « Dopo i fatti del Cile », « Dopo il golpe del Cile », dans *Rinascita*, 28 septembre, 5 et 9 octobre 1973, republiés dans *La questione comunista, 1969-1975*, A. Tatò, Roma, 1975, vol. II, p. 609-639.

[600] Selon Ginsborg, cette première version du « compromis historique » manifeste sans doute une position défensive du Pci. Cependant, au fur et à mesure que l'idée du « compromis historique » s'affirme, elle finit par apparaître comme éminemment ambitieuse. Selon Ginsborg, l'idée de Berlinguer d'une possible rencontre entre la morale catholique et communiste sur la route du socialisme, reposait sur une évaluation erronée de la

En effet, Berlinguer part du présupposé que le Pci et la Dc ont un intérêt commun dans le salut politique et social de l'Italie contre un néo-capitalisme dégradé où domine « l'esaltazione dei particolarismi e dell'individualismo più sfrenati, del consumo più insensato»[601]. L' « austerità » devient le deuxième mot d'ordre de Berlinguer : une société plus austère peut devenir une société plus juste, avec moins de différences, « più libera, più democratica, più umana », pour cela, les travailleurs doivent faire des sacrifices[602]. Cependant, l'appel à l'austérité et au renouveau des valeurs collectives s'adapte mal aux changements de la société italienne et aux requêtes ouvrières qui se sont manifestées lors des mouvements collectifs[603]. L'appel de Berlinguer reste donc incompris. La proposition de Berlinguer a pourtant deux effets importants : d'une part, elle tire le Pci de son isolement en le mettant au centre d'une scène politique qu'il avait quitté depuis longtemps, d'autre part, elle rassure les milieux conservateurs en les éloignant de la tentation d'une solution autoritaire.

Les groupes de la gauche extraparlementaire sont aussi directement touchés par le coup d'Etat au Chili. En effet, la situation chilienne offre une double leçon: d'une part, le coup d'Etat a montré l'ampleur de la réaction des forces conservatrices face à un gouvernement de gauche élu démocratiquement et le consensus tacite des forces internationales. D'autre part, cependant, à partir de l'exemple du Mouvement de résistance chilien, le Mir, qui a organisé de façon spontanée une résistance au coup d'Etat pour défendre le gouvernement d'Allende, le Chili livre aussi un exemple positif de la force révolutionnaire des masses autonomes, et de l'importance du rôle de l'avant-garde révolutionnaire. Ainsi, la campagne de souscription lancée par Lc en faveur du Mir se révèle un succès: Lc réussit à assembler 80 millions de lires en moins de trois mois.

Le coup d'Etat au Chili pousse le groupe de Lc à repenser sa stratégie et notamment à repenser le rôle du Pci au sein de la stratégie révolutionnaire. Lc en conclut qu'un parti de gauche au gouvernement peut être un terrain favorable au développement de l'autonomie du prolétariat, même si ce parti a renoncé à l'idée de révolution. C'est aux groupes les plus

---

Dc: celle-ci, en étant « *le* parti conservateur et capitaliste italien » par excellence, était « la véritable antithèse du projet de Berlinguer ». P. Ginsborg, *op.cit*., p.427.

[601] E. Berlinguer, *Austerità, occasione per trasformare l'Italia*, Rome, 1977, p.13.

[602] *Ibid*, p.51.

[603] D'après Balestrini et Moroni, en 1973, la nouvelle politique du Pci accélère la coupure entre le Pci et les ouvriers en favorisant le passage à l' idée de l' « autonomie » ouvrière, qui devient centrale à partir de la fin de 1973. N.Balestrini et P.Moroni, *op. cit*., p. 470-71.

radicaux, comme Lc, de pousser la politique du gouvernement vers un horizon plus révolutionnaire, et cela ne peut être réalisé qu'avec la prise de pouvoir d'un parti de gauche, même s'il est réformiste. Cette idée, qui n'est pas encore revendiquée publiquement par le groupe, commence cependant à se frayer un chemin au sein de certains éléments de l'organisation. C'est donc à partir de l'automne 1973 que Lc entame une politique d'ouverture envers le Pci: ce processus, cependant, ne donnera ses fruits que dans les deux années successives et notamment lors de la campagne électorale de 1975.

Pour le moment, en octobre 1973, Lc condamne sans appel le « compromis historique » proposé par Berlinguer. Le quotidien du groupe exprime des positions très critiques, notamment au sujet d'une possible « moralisation » de la Dc [604]. En effet, Lc insiste sur la responsabilité de la Dc chilienne dans le coup d'Etat: c'est en effet le parti démocrate-chrétien chilien qui a fait appel aux militaires, comment ne pas y voir des ressemblances avec la situation italienne? Ainsi, les titres de l'édition de Lc, au lendemain du coup d'Etat, insistent sur le rôle de la Dc chilienne en établissant des comparaisons avec la situation italienne: « La Dc cilena ha portato fino in fondo il suo piano fascista », « In Cile è l'ora della resistenza e della guerra di popolo. In Italia è l'ora della mobilitazione unitaria di massa, al fianco dei proletari cileni, contro l'agente italiano dell'imperialismo e della violenza antiproletaria, la Dc », « La borghesia non rinuncerà mai pacificamente alla propria dittatura »[605].

Contrairement à Po, qui tire de l'exemple chilien la conclusion d'une radicalisation nécessaire, Lc ne sait pas encore quelle stratégie adopter face aux questions posées par ce changement de la situation internationale. Toutes les forces de la gauche extraparlementaire lisent les événements du Chili comme un paradigme de la défaite obligée d'une voie démocratique vers le socialisme: alors que le Pci adopte une ligne plus mesurée d'alliance gouvernementale, et que Po au contraire franchit le pas de la lutte armée, Lc demeure au milieu de ces deux positions, incapable, pour l'instant, de réaliser une synthèse entre ces deux tendances qui toutes deux trouvent des partisans au sein de son groupe[606].

---

[604] « Le svolte della storia e le svolte del Pci », *Lotta continua*, 30 octobre 1973. L'article remet en cause une citation de Berlinguer où le dirigeant affirme que le compromis implique « un mutamento degli orientamenti politici e della linea di condotta della Dc ».

[605] *Lotta continua,* 12 septembre 1973.

[606] « Le svolte della storia e le svolte del Pci », *Lotta continua*, 30 octobre 1973: « è questo il vicolo cieco del revisionismo incapace, in Cile come in Italia, sia di assecondare la lotta per l'emancipazione proletaria

Lc condamne définitivement le «compromis historique» dans un article du 11 novembre: « Tra due linee possibili del riformismo, il « compromesso storico » ne segna una terza, la peggiore ». La lutte contre la politique de Berlinguer se déplace sur le terrain idéologique : Lc conteste à Berlinguer la reprise d'une citation de Lénine au moment même où le parti adopte une ligne qui a abandonné non seulement l'idée de révolution, mais aussi toute forme d'opposition. Lc pointe donc le doigt sur les contradictions inhérentes au Pci qui, alors qu'il propose une politique d'alliance avec son principal ennemi, justifie cette action en citant Lénine:

> « Prima c'era il « nuovo blocco storico » e ora lo chiamiamo « compromesso storico » (con la faccia tosta di tirare in ballo Lenin, il quale, ricorda il segretario del Pci « schernì quei pretesi rivoluzionari che gridavano no a ogni compromesso », si rilegga quelle pagine, tratto dallo « Estremismo », e dovrà confessare che lo scherno di Lenin colpisce con il più duro rigore gli opportunisti che si sciacquano la bocca con la necessità del compromesso; e che Lenin, ricordando il compromesso di Brest Litovsk, fa l'esempio di chi viene rapinato per strada da briganti armati e decide di mollare il portafogli per salvarsi la vita....) »[607].

Encore une fois, l'affrontement entre les groupes extraparlementaires et le Pci s'opère sur la récupération et l'interprétation de la doctrine marxiste-léniniste.

Au moment du coup d'Etat au Chili, l'organisation de Po est en pleine phase descendante. La crise explosée en juin 1973 est en train de porter à terme l'expérience de Po. Cependant, le journal *Po del Lunedì* continue à paraître jusqu'en 1975. En novembre 1973, le journal rend public la fin du groupe par un long article intitulé: « Ricominciare da capo non significa tornare indietro ». Mais les faits du Chili provoquent de vives réactions même dans Po. Le journal du groupe fait paraître un numéro spécial sur le Chili qui définit clairement la vision de la guerre de Po : « Lo scontro armato con lo stato dei padroni: unica possibilità per il proletariato rivoluzionario di imporre la sua dittatura »[608]. Un long passage est dédié à la

---

sia di agire coerentemente sullo stesso terreno riformista e democratico. Qual'è la risposta della sinistra rivoluzionaria? ».

[607] *Ibid.*

[608] «Speciale Cile», *Potere operaio del Lunedì*, 22 octobre 1973.

question de la guerre civile : selon Po la guerre est déjà là, il ne reste qu'à choisir le moment de l'offensive :

> « Ora, per dei marxisti rivoluzionari, la guerra civile non è un'eventualità sulla via della conquista del potere da parte del proletariato; per i comunisti, la guerra civile è una legge, ed è da questo punto di vista che va affrontato il problema della sua preparazione.
>
> È il problema, compagni, dei *tempi dell'iniziativa*. Da questo punto di vista, il leninismo, come scienza dell'organizzazione e della rivoluzione, ha recuperato dai maggiori teorici della scienza militare il concetto fondamentale della necessità dell'offensiva.
>
> Offensiva e anticipazione sono elementi fondamentali della strategia e della tattica rivoluzionaria. Una teoria generale della classe operaia non può in nessun caso prescindere da questa sua caratteristica, dal fatto di essere, cioè una teoria dell'offensiva »[609].

Po reprend l'idée léniniste de l'insurrection comme art de l'offensive: il faut donc anticiper l'attaque de l'Etat, en préparant immédiatement la guerre civile[610].

Ainsi, Po tire des conclusions complètement opposées aux théories du Pci et des autres groupes: alors que les autres forces de la gauche se tournent vers la voie démocratique, Po se tourne au contraire vers la lutte armée. Cependant, son discours

---

[609] « Preparare la guerra civile », *Ibid.*

[610] Lénine, *Les enseignements de l'insurrection de Moscou* (1906): « Décembre a confirmé une autre thèse profonde de Marx, oubliée des opportunistes : l'insurrection est un art, et la principale règle de cet art est l'offensive, une offensive d'un courage à tout épreuve et d'une inébranlable fermeté. Cette vérité, nous ne l'avons pas suffisamment comprise. Nous n'avons pas assez appris nous-mêmes ni enseigné aux masses cet art, cette règle de l'offensive à tout prix. Maintenant nous devons, de toute notre énergie, rattraper le temps perdu. Il ne suffit pas de se grouper sur les mots d'ordre politiques, il faut aussi se grouper sur le problème de l'insurrection armée. Quiconque s'y oppose, ou refuse de s'y préparer, doit être impitoyablement chassé des rangs des partisans de la révolution, renvoyé dans le camp de ses adversaires, des traîtres ou des lâches, car le jour approche où la force des événements et les circonstances de la lutte nous obligeront à distinguer, à ce signe, nos amis et nos ennemis. Ce n'est pas la passivité que nous devons prêcher, ni simplement l' « attente » du moment où la troupe « passera » à nous; non, nous devons, comme on sonne le tocsin, proclamer la nécessité d'une offensive intrépide et d'une attaque à main armée, la nécessité d'exterminer les chefs et de lutter de la façon la plus énergique pour gagner à nous les les troupes indécises».

demeure en réalité inchangé, la question de la nécessité de l'offensive et des temps de la lutte est une question qui est posée depuis le début de l'histoire du groupe. Il suffit de citer pour exemple la première phrase de l'hymne de Po: « La classe operaia, compagni, è all'attacco,/Stato e padroni non la possono fermare ». L'hymne poursuit: « Stato e padroni, fate attenzione,/ nasce il Partito dell'insurrezione,/ Potere Operaio e rivoluzione,/ bandiere rosse e comunismo sarà./I proletari son pronti alla lotta,/pane e lavoro non vogliono più,/non c'è da perdere che le catene/e c'è un intero mondo da guadagnare./Via dalle linee, prendiamo il fucile,/forza compagni, alla guerra civile!/Agnelli, Pirelli, Restivo, Colombo,/ non più parole, ma piogge di piombo! ». Depuis la naissance de l'organisation, l'hymne de Po chante la guerre civile et le « plomb ». De même, l'appel à l' «insurrection », caractérise le groupe depuis sa naissance, alors que dans l'analyse léniniste c'est « l'analyse concrète d'une situation concrète » qui fait qu'un mot d'ordre ne prend sens que dans une conjoncture précise[611]. Ainsi, malgré les changements du contexte politique, les analyses de Po demeurent en substance toujours les mêmes. Mais si le discours de l'insurrection pouvait être soutenu après piazza Fontana, en 1972-73, la démobilisation et la crise de l'organisation elle-même ne justifient plus un tel discours .

b) L'enlèvement de Ettore Amerio (10 décembre 1973)

En novembre 1973, pour répondre à la crise économique, le gouvernement approuve le décret de l'« austérité » qui fixe l' augmentation des prix de l'essence et du gasoil et la mise en place d'un couvre-feu: cinéma, bars, lieux publics doivent fermer peu après le coucher du soleil, les programmes de la Rai et de la radio doivent terminer plus tôt, et on ne peut pas circuler en voiture les jours fériés. Les journaux célèbrent les vertus de la modération, afin de « redécouvrir la valeur perdue de la parcimonie et le goût des simples

[611] La question du contexte qui appelle le moment de l'insurrection apparaît dans plusieurs analyses de Lénine : « Insurrezione è una parola grossa. L'appello all'insurrezione è una faccenda estremamente seria. Quanto più si complica l'ordinamento sociale, quanto più è perfetta l'organizzazione al potere, quanto più è raffinata la tecnica militare, tanto più è imperdonabile il ricorso a cuor leggero a una simile parola d'ordine», citation de Lénine (1905) dans A. Neuberg, *op.cit.*, p.69. « Le camarade B. K. part de citations de Marx qui se rapportent à une situation sans rapport avec celle qui nous intéresse, désavoue dans son intégralité la tactique du Comité central du Parti communiste d'Allemagne et oublie l'essentiel. Il oublie ce qui est la substance même, l'âme vivante du marxisme : l'analyse concrète d'une situation concrète», Lénine, Le communisme, 12 juin 1920, in *Œuvres* - T. XXXI (avril - décembre 1920).

plaisirs d'autrefois »[612]. Ainsi, ce climat de crise touche aussi la classe ouvrière qui ne répond plus avec la même radicalité: les actions de protestation ne sont plus suivies comme au début de l'année. Le spectre de la « cassa integrazione » reparaît à la Fiat, mais la grève du 6 décembre n'est pas suivie: le taux de participation s'élève à peine à 25%.

Le 10 décembre 1973, un commando des Br enlève à Turin le directeur du personnel Fiat, Ettore Amerio, dont avait parlé Bruno Labate lors de son interrogatoire. Quelques heures plus tard un communiqué des Br affirme que Amerio est détenu dans une « prison du peuple »[613] et qu'il sera interrogé au sujet de la « politique fasciste » de la Fiat. L'enlèvement de Amerio se poursuit pendant huit jours, c'est l'enlèvement le plus long réalisé par les Br. Pendant cette action, des hauts-parleurs placés sur des voitures garées devant les grilles d'entrée de la Sit-Siemens à Milan et du Petrolchimico de Porto Marghera, diffusent les communiqués des Br et l'*Internationale*. Amerio est libéré le 18 décembre 1973.

Cet enlèvement s'inscrit dans un contexte caractérisé par la nouvelle politique d'ouverture du Pci, par la crise économique de 1973 (après la guerre du Kippour, octobre 1973), mais aussi par une dure politique de répression à la Fiat avec la menace de la « cassa integrazione » pour les ouvriers grévistes. Les communiqués des Br rapportent ainsi ces thèmes en les intégrant à leurs analyses politiques. Cette action, plus longue et bien orchestrée[614], montre aussi la consolidation de l'organisation brigadiste[615].

L'enlèvement de Amerio suit des modalités différentes qui se répercutent aussi sur le discours des Br. En effet, pour la première fois, les Br font paraître trois communiqués, alors que l'enlèvement dure huit jours. Les Br ne justifient plus le choix de la victime et en cela il rompent complètement avec la rhétorique précédente, mais aussi avec les modalités d'actions précédentes. En effet, il ne s'agit pas d'une action démonstrative mais d'un véritable enlèvement, c'est-à-dire que pour la première fois les Br demandent un échange. Du fait de la crise, la Fiat a annoncé plusieurs licenciements: l'usine d'Agnelli est accusée par les Br de

---

[612] Soccorso rosso, *op.cit*., p.165. L'article est tiré du quotidien *La Stampa*.

[613] «Lunedì 10 dicembre alle 7.30 del mattino un nucleo armato delle Brigate rosse ha prelevato nei pressi della sua abitazione il cavalier Ettore Amerio, capo del personale, gruppo automobili, della Fiat. Egli attualmente è detenuto in un carcere del popolo», «Il sequestro Amerio, comunicato n.1», *Dossier Br, op.cit*., p.225.

[614] Les Br se moquent des forces de l'ordre en laissant deux fois leur communiqué (1 et 2) dans la même cabine téléphonique de piazza Statuto, à Turin.

[615] En automne 1973, les deux colonnes de Turin et de Milan avaient poursuivi leur réorganisation en constituant trois secteurs: le « secteur des grandes usines », le « secteur de la lutte à la contre-révolution », et le « secteur logistique ». Progetto memoria, *La Mappa perduta, op.cit.* p.49.

mener une politique fasciste et de « gonfler » la crise pour relancer une offensive anti-ouvrière. En contre-partie de la libération d'Amerio, les Br demandent que la Fiat retire les menaces de licenciements.

Le style du communiqué et les revendications des Br ne répondent plus aux exigences de justification qui avaient caractérisé les communiqués précédents, mais dénotent plutôt une situation d'urgence: en effet, l'otage est encore aux mains de ses ravisseurs ce qui pose un problème de sécurité pour l'organisation. Ainsi, le communiqué ne s'attarde pas sur la fonction de la victime (décrite simplement comme un « artefice del terrorismo ») mais vise à expliciter les contenus de l'interrogatoire (espionnage et fichage à la Fiat, embauches de fascistes, orchestration de la crise pour le chantage des ouvriers). La seule justification de l'action est déterminée par l'utilisation du terme de « terrorisme » pour décrire la victime, la Fiat et les forces de l'ordre : « artefice del terrorismo », « licenziamenti usati terroristicamente »[616], et « il terrorismo usato [dalle forze di polizia] »[617]. Les Br utilisent de plus en plus ce terme pour décrire leurs ennemis.

De même, la bipartition du communiqué met davantage l'accent sur la partie argumentative que sur la justification : la partie qui s'adresse aux « camarades » est plus longue par rapport à la description de l'action des Br. L'argumentation des Br utilise plus que dans les autres communiqués le terme de « guerre » et les Br relancent le discours d'une guerre déclarée par les patrons: « dobbiamo accettare la guerra »[618], présente aussi dans le vocabulaire utilisé pour décrire la politique de la Fiat (« spionaggio », « attacco », « aggressione »)[619]. La réponse des ouvriers passe par les injonctions à « combattere », « vincere », « non concedere tregue », et par le recours au « potere proletario armato », « fronte », « resistenza operaia », « battere l'attendismo »[620]. Il est évident que les Br veulent radicaliser les luttes ouvrières contre la politique du « compromis » lancée par le Pci : « Compromesso storico o potere proletario armato: questa è la scelta che i compagni devono oggi fare »[621].

Les Br veulent récupérer les ouvriers déçus par la politique d'alliance du Pci. Le soutien des masses ouvrières est mise en avant comme nécessaire, et les Br refusent une fois

---

[616] *Dossier Br*, *op.cit.*, p.225.

[617] «Comunicato n.3», *Ibid*., p. 230.

[618] L'expression apparaît deux fois dans les communiqués n.1 et n.3.

[619] «Comunicato n.1», *Ibid*., p. 225-227.

[620] *Ibid*.

[621] *Ibid*., p. 226.

pour toutes le rôle d'avant-garde armée en niant l'idée de « una nostra piccola guerra privata » [622] et en prônant une action unitaire avec les forces du mouvement ouvrier dans une guerre de longue durée : « oggi rilasciandolo vogliamo cancellare un'illusione: che portando all'estremo una battaglia si possa vincere una guerra »[623]. Dans le dernier communiqué qui annonce la libération de l'otage, les Br font le bilan de leur action : le communiqué annonce le retrait des menaces de licenciements, la collaboration de l'otage lors de l'interrogatoire et le succès de leur œuvre de contre-information. Mais, pour la première fois, les Br s'intéressent aussi à l'image de leur groupe véhiculée par les médias officiels, et notamment dans les journaux d'Agnelli, insistant sur l'image fausse et négative qui a été donnée. C'est la première fois que les Br, dans leurs communiqués, s'adressent directement à la presse : dans le communiqué n.1 ils mettent en garde la presse d'Agnelli puis dans le communiqué n.3, il attaquent aussi la presse « réformiste », à savoir les journaux de gauche, qui ont menti sur leur origine politique.

En effet, les réactions de la gauche officielle recoupent encore une fois la thèse de la provocation fasciste. Pour l'*Avanti!* (Psi) et *l'Unità*, les Br sont des provocateurs néo-fascistes, *l'Unità* se demande même: « chi li paga? » [624]. *Il Manifesto* épouse aussi la thèse des Br-agents provocateurs dans un article du 18 décembre:

> « sotto la denominazione di « Brigate rosse » si nasconde una delle tante bande di fascisti che da anni sono impegnate (…) nella strategia della tensione »[625].

En effet, *Il Manifesto* oscille entre le silence et des articles qui tentent de reconstruire l'histoire des Br comme une organisation d'agents infiltrés dont le premier serait Curcio lui-même. Pour Ao, les Br sont des agents des services secrets. Les syndicats rejettent cette action comme criminelle: le secrétaire général de la Cgil, Luciano Lama affirme que « si tratta di un'azione che non ha niente a che vedere con il movimento sindacale, la nostra è una lotta democratica »[626].

---

[622] «Comunicato n.2», *Ibid*., p.229.

[623] «Comunicato n.3», *Ibid*., p. 231. L'interrogatoire de Amerio ne sera pas rendu public.

[624] *Ibid.*, p.206.

[625] *Ibid.*

[626] V. Tessandori, *op. cit.*, p. 125.

Alors qu'Avanguardia Operaia, *Il Manifesto, l'Unità, l'Avanti!* épousent la thèse de la provocation fasciste, Lotta Continua est le seul groupe qui inscrit les Br dans le camp de la gauche, tout en critiquant leurs actions du point de vue de la lutte des masses: les Br ne suivent pas les « temps » et les modalités de la lutte des classes, puisque les masses ne sont pas encore prêtes à prendre les armes[627]. La critique principale de Lc est donc que les Br n'adoptent pas une ligne de masse mais subissent des « deviazioni militariste piccolo-borghesi »: « Non si è mai trattato di scegliere tra « legalità » e « illegalità » bensì tra una linea di massa proletaria ed una linea militarista piccolo-borghese »[628].

Cependant, Lc insiste aussi, dans un article du 11 décembre, sur les réactions des ouvriers de la Fiat, qui, d'après l'article, n'ont pas eu de commentaires compatissants sur le sort d'Amerio. Encore une fois, les ouvriers réagissent par l'indifférence: selon l'article de Lc, les ouvriers sont amusés par cette action, mais ils lui confèrent peu d'importance: après quelques plaisanteries ils retournent à leurs discussions. Ainsi, Lc conclut que les enlèvements des dirigeants ne servent à rien, puisque ce sont les ouvriers eux-mêmes les véritables agents de la révolution, et non pas « qualche surrogato di Robin Hood »[629]. Il est important de noter, enfin, que la photo de Amerio aux mains des Br, cette fois n'est pas publiée par les journaux à cause de l'interdiction de la préfecture, qui se refuse de la livrer aux journaux. Les institutions commencent à comprendre l'effet de la « propagande armée » sur l'imaginaire collectif.

Ainsi, l'enlèvement de Amerio se distingue par la durée de l'action qui suppose une structure plus organisée ; par l'attention des Br et à leur image publique, véhiculée dans la presse officielle ; par le but de l'action qui n'est plus seulement interne (faire œuvre de contre-information dans les milieux militants) mais externe : obliger la Fiat à retirer les menaces de licenciements. La déception pour les contrats ouvriers signés au début de 1974 poussent les Br à changer leur ligne: face à la déception des « fazzoletti rossi » de Mirafiori à l'annonce du contrat, et à la « trahison » des syndicats qui ont négocié à Rome, le groupe décide de relever un nouveau défi en déplaçant le terrain de la lutte : « Le decisioni pesanti venivano prese a Roma. Bisognava attaccare il serpente dalla testa»[630].

---

[627] G. Galli, [2003], *op.cit.*, p.78.

[628] *Lotta continua*, 18 décembre 1973 dans Soccorso rosso, *op.cit.*, p.183.

[629] *Ibid.*

[630] R. Curcio, *op.cit.*, p.84.

3) La langue des tracts : atemporalité et contextualisation

Nous voulons terminer notre étude par une analyse de la langue des tracts entre 1970-1973, afin de dégager quelques conclusions partielles sur la langue de ce premier moment. Dans les années 1970-1973, le tract est l'un des médias privilégiés de la contre-information militante. En effet, le moyen de reproduction des tracts, le « ciclostile » - le polycopié - permet une diffusion rapide et peu coûteuse des informations. La production d'un tract ne requiert pas une autorisation spéciale : il suffit de marquer « ciclostilato in proprio » en précisant l'adresse du « ciclostile » et la date, ainsi chaque groupe peut produire ses propres tracts librement. C'est un moyen d'information rapide puisqu'il peut être produit et distribué en quelques heures, dès la réception d'une information.

Le tract est surtout utilisé pour véhiculer un message qui n'est pas passé dans la presse ou pour donner une autre version par rapport à la presse officielle, la version, notamment, des manifestants. En effet, la plupart des tracts dénonce des violences, des attaques subies par les mouvements. L'autre fonction du tract est de relater les derniers aspects d'une lutte particulière et d'appeler à une action significative (rassemblement, manifestation, meeting). C'est grâce à son caractère rapide et peu coûteux que le tract est l'un des moyens les plus utilisés par la contre-infomation : la rapidité de la diffusion permet de réagir à chaud à une nouvelle ou à un événement, et d'organiser une réponse immédiate à une situation.

La structure graphique du tract reproduit une forme fixe. En général, la feuille du tract est entièrement dactylographiée, et le titre et la partie finale, où l'on précise la date et l'heure du rassemblement ou de la manifestation, sont écrits à la main. La composition du tract est aussi très semblable d'un groupe à l'autre: le tract commence très souvent par l'appellatif « Compagni ». Ensuite, le texte est structuré par une partie centrale qui relate l'information que l'auteur veut faire passer, et une partie finale qui propose le plus souvent une action ou qui reproduit un ou plusieurs slogans du groupe. Le type de langage utilisé se rattache le plus souvent à la fonction conative du langage : avec l'utilisation de points d'exclamation, d'injonctions ou de formules de persuasion, de verbes à l'impératif et l'utilisation constante du « nous » comme sujet des actions. Le tract, par son immédiateté linguistique et sa volonté de convaincre, utilise très souvent des slogans et des mots d'ordre (souvent dans le titre ou dans l'injonction finale du texte).

Il est important de noter une certaine unité linguistique des tracts par delà les groupes ou le contexte qui l'ont produit. C'est bien dans les tracts que les phénomènes de la création d'une langue commune sont les plus voyants : structure semblable - souvent bipartition du tract - et présence importante de stéréotypes linguistiques qui se manifestent par l'utilisation répétitive des mêmes termes ou syntagmes. Les tracts révèlent une certaine standardisation de la langue des groupes, à cause de l'utilisation de formules fixes dont on peut fournir quelques exemples : « nemici di classe », « lotta proletaria », « demistificare », « isolamento delle lotte », « partiti borghesi » ou « riformisti », « sfruttamento », « repressione delle lotte », « fascistizzazione dello stato », « ricatto anti-operaio ». Pour le groupe de Lc, le tryptique qui revient de façon constante est : « repressione », « masse/lotta », « organizzare ». Ces trois mots définissent en substance l'idéologie du groupe.

Cependant, cette stéréotypisation linguistique constitue l'une des raisons pour lesquelles le tract perd au cours du temps son efficacité. On peut trouver d'autres raisons dans son côté redondant et indistinct. L'abus du tract et l'énorme production de tracts que nous avons pu constater possèdent aussi un effet nuisible : moyen rapide et facile par définition, le tract finit par perdre son caractère communicatif et sensationnel. L'excès de l'utilisation de ce médium ainsi que la répétition constante d'une langue propre au tract, vide ce médium de son caractère innovant et même de sa capacité à véhiculer l'information : une parole toujours répétée et répétitive finit par perdre la capacité de frapper les destinataires.

À cet effet, la présentation graphique des tracts, qui joue un rôle immédiat dans l'attention du destinataire, n'a pas toujours d'effet : les tracts sont souvent entièrement remplis par un texte qui ne procède à aucune structure visiblement hiérarchisée. Le contenu, trop théorique, peut aussi susciter l'inattention des lecteurs.

Les côtés positifs de ce médium, qui lui ont valu d'être l'une des expressions les plus utilisées de l'époque, consiste dans sa capacité d'adaptation au public visé. En effet, contrairement aux autres moyens de communication, le tract possède la capacité de s'adapter à un public spécifique ou à un lieu précis comme, par exemple, un quartier, une école, une usine, un groupe de militants. La diffusion peut être concentrée dans un lieu précis, à laquelle le contenu et le langage du texte peuvent s'adapter. Le lieu de distribution géographique est donc un autre élément de compréhension du langage adopté par le tract.

Ainsi, on peut trouver deux versions différentes du même tract, rédigé par le même groupe, à la même date, mais dont le langage diffère à cause du destinaire et du lieu de diffusion. Les modifications linguistiques sont liées à l'appartenance sociale du public visé. Ainsi, on peut citer, par exemple, deux tracts presque identiques produits par le groupe Lotta

continua de Pavie datés tous deux 2 juin 1971 avec le même titre : « 4 giugno : manifestazione proletaria ». Au premier abord, on dirait qu'il s'agit du même tract mais en réalité les destinataires sont différents : le premier tract est adressé aux ouvriers, et il va être distribué dans les usines et les quartiers ; le deuxième est destiné à un public d'étudiants, et il va être diffusé à l'université.

La structure de ces deux tracts offre des paragraphes identiques : le début, sur la répression des manifestations du 29 mai 1971 ; et la fin, avec l'appel à une lutte unitaire par des slogans et des injonctions. Mais la partie centrale des deux tracts diffère : alors que le premier relate l'état des lieux des luttes à l'usine « Korting » et au quartier ouvrier « Scala » de Pavie ; le deuxième porte sur la réforme universitaire et les luttes des étudiants. Enfin, non seulement les thèmes, mais aussi la densité d'écriture et la graphie s'adaptent au public : le tract adressé aux étudiants est entièrement rempli alors que celui pour les ouvriers est moins dense, plus clair et la présentation graphique est plus aérée[631].

Ainsi, les changements produits dans la composition de ce même tract visent à adapter le discours au lieu de diffusion et au public visé (le tract pour les étudiants est plus théorique et plus complexe par rapport à celui destiné aux ouvriers). Cela montre aussi que les tracts étaient souvent préparés à l'avance ou ne faisaient que reproduire des formules figées que l'on adaptait au contexte ou au lieu de diffusion. En tout cas, il semble que les tracts étaient préparés à l'avance car souvent la date et l'heure du rassemblement ou de la manifestation sont écrits à la main et ne sont pas tapuscrits, contrairement à l'ensemble du texte. Les tracts, comme les journaux militants, ont tous en commun ce que l'on pourrait appeler un sentiment d'« urgence ».

En effet, la langue des tracts est souvent adaptée aux exigences du moment, ce qui participe à une généralisation des formules et à des raccourcis théoriques. Cette adaptation au contexte s'opère souvent par une redéfinition générale des termes : ainsi, un tract de Lc de Pise redéfinit le terme de « fasciste » qui s'apparente à « il professore che ti boccia », « il padrone di casa », « il magistrato »[632] ou encore Lc redéfinit souvent la catégorie de prolétariat : « gli studenti sono proletari »[633].

La redéfinition des termes est opérée à partir des exigences de l'organisation et du contexte de la lutte. En effet, l'identité entre prolétaires et étudiants répond au besoin de

---

[631] Irsifar, Fondo Guido Crainz, busta 32, cartella 35.

[632] Bibliothèque Franco Serantini, Fondo Giuseppe Milano, 12 PER, Lc Pise, 4/11/1971.

[633] « Un programma per lottare » du « Collettivo studentesco di Lc », 1971, Brescia. Irsifar, Fondo Guido Crainz, busta 31, cartella 33.

justifier les luttes étudiantes par rapport aux luttes ouvrières. Dans les deux tracts de Pavie déjà cités, datant du 4 juin 1971, le groupe revient sur cette idée : « Le contraddizioni dei proletari stanno diventando sempre più le contraddizioni degli studenti. La lotta degli studenti può colpire i padroni solo se unita alla lotta dei proletari (...) »[634]. De même, les tracts à destination des étudiants relatent aussi des luttes ouvrières, mais l'inverse n'est pas valable : alors que les luttes ouvrières se suffisent à elles-mêmes, les luttes étudiantes ont besoin d'une justification et d'une unité avec les luttes ouvrières. Un autre terme qui est souvent redéfini est celui de répression : « Quando parliamo di repressione dobbiamo capire di che cosa si tratta : la repressione non è una cosa che i padroni usano ogni tanto contro i proletari in lotta ; la repressione è tutta questa società, in ogni momento, in ogni sua istituzione (…)»[635]. Cette redéfinition est nécessaire pour l'élargissement des luttes qui constitue la spécificité de Lc.

Mais la langue des tracts est surtout caractérisée par l'adoption d'une structure binaire. Cette double structure est reproduite au niveau linguistique, graphique, et conceptuel. La plupart des tracts commence par « Di fronte a » et puis, selon l'exigence du contexte, les termes de « repressione », « attacco dei padroni », « l'acutizzarsi delle lotte » : cette accroche introduit déjà la structure binaire du propos. Les tracts contiennent souvent l'idée d'une réponse à fournir face à une attaque subie : le plus souvent la bipartition du tract reproduit, dans la première partie, le récit des actions des patrons ou des fascistes et, dans la deuxième partie, la réponse du groupe à ces attaques. En effet, le plus souvent les tracts se terminent par l'appel à une manifestation ou à une action unitaire ou par des slogans qui reflètent l'identité du groupe[636]. Ce schéma rhétorique, que l'on trouve dans la plupart des écrits politiques de la gauche, des articles de journaux aux tracts, est donc marqué par une bipartition du discours: dans une première partie, nous avons une longue énumération des exactions violentes et de la répression de l'Etat, ensuite, sous forme de phrases-choc, brèves et incisives, nous avons la réponse de la classe ouvrière et des mouvements.

La structure binaire des tracts est présente dans les nombreuses figures d'opposition qui réfléchissent le binôme attaque-réponse : « Abbiamo capito che alla violenza dei padroni

---

[634] Irsifar, Fondo Guido Crainz, busta 32, cartella 35. Lc Pavie, 2/6/1971.

[635] Irsifar, Fondo Guido Crainz, busta 31, cartella 33. Tract du « Collettivo studentesco di Lc », 4/2/1971, Brescia.

[636] « Liquidiamo i fascisti, chi li paga, chi li protegge! ». Irsifar, Fondo Guido Crainz, busta 31, cartella 33. Tract Lc 1/3/1971 Brescia.

e del loro stato si risponde con la violenza proletaria »[637] ; « Alla rabbia del padrone risponderà sempre più forte la lotta proletaria »[638] ; « Alla repressione in fabbrica, alla violenza poliziesca in città, alla crisi economica i proletari rispondono con la lotta »[639]. Les rythmes binaires se répercutent dans l'utilisation constante de slogans régis par l'opposition « contro » et « per » : « Contro il fanfascismo, contro la repressione, manifestazione proletaria »[640] , « Contro le manovre poliziesche. Per la liberazione di Valpreda »[641] ; ou par la logique de l'affrontement : « Il padrone morde colpiamolo subito »[642] ; « La casa si prende l'affitto non si paga »[643]. Ainsi, les mots qui structurent le tract sont le plus souvent « attacco » et « risposta » et leurs dérivés « contro » et « per ».

En effet, la structure des tracts reproduit l'analyse conceptuelle des groupes : le thème principal des tracts est toujours la violence subie (répression des luttes, violences policières, provocations fascistes) et la réponse du groupe (unité de la lutte prolétarienne, appel à la manifestation, au rassemblement). La partie finale, avec la réponse du groupe, est souvent moins longue par rapport à la dénonciation de l'attaque subie.

Enfin, il est important de noter que la langue des tracts donne lieu à une langue de plus en plus uniformisée. En effet, par delà les différences idéologiques des groupes, on peut noter l'adoption d'une rhétorique très semblable, d'une rhétorique appartenant à la « jeunesse » militante. Dans toute la gauche confondue, les tracts révèlent l'utilisation des mêmes termes, expressions, et analyses[644]. Cette unité de fond se manifeste par exemple autour des anniversaires de Piazza Fontana.

Ainsi, on peut comparer un tract produit à Rome par le « Collettivo san Lorenzo. Comitato di quartiere Appio Tuscolano » et un tract unitaire signé par la Fédération de la jeunesse communiste, la Fédération de la jeunesse socialiste et le Mouvement de la jeunesse D.C. La rhétorique produit les mêmes schémas d'interprétation : « 12 dicembre '69- 12

---

[637] Irsifar, Fondo Guido Crainz, busta 31, cartella 33. Tract Lc « Due proletari uccisi », décembre 1970, Brescia, tract rédigé après la manifestation du 12 décembre 1970 où Saverio Saltarelli est tué.

[638] Irsifar, Fondo Guido Crainz, busta 32, cartella 35, « 4 Giugno: manifestazione proletaria », Lc Pavie, 2/06/1971.

[639] Irsifar, Fondo Guido Crainz, busta 32, cartella 35. Tract Lc, Turin 31/5/1971.

[640] Irsifar, Fondo Guido Crainz, busta 32, cartella 35. Tract Lc sans date.

[641] Irsifar, Fondo Lipparini, Busta 117. Sans date.

[642] Irsifar, Fondo Guido Crainz, busta 32, cartella 36, Lc 1/6/1971, Naples.

[643] Irsifar, Fondo Guido Crainz, busta 32, cartella 36.

[644] Plus tard, les tracts seront le lieu de l'affrontement entre les groupes : les tracts seront écrits en réponse aux tracts des autres groupes.

dicembre '72 : Oggi come ieri unità di tutto il popolo contro le manovre reazionarie della borghesia e del suo governo » (tract du « Collettivo san Lorenzo) ; « 1969-12 dicembre-1972. No al fermo di polizia per la riforma dei codici. Verità sulla bombe di Milano, Giustizia per Valpreda ! » (tract des fédérations de la jeunesse Pci, Psi, Dc). La lecture du massacre de Piazza Fontana est la même : « A tre anni dalla strage, infatti, sono venuti fuori i veri responsabili (i fascisti Freda e Ventura), sono venute fuori le complicità di polizia e magistratura (..) » (tract du « Collettivo san Lorenzo) ; « A tre anni dalle bombe di Milano che tendevano a bloccare l'ampio e unitario movimento di lotta dei lavoratori, i movimenti giovanili ribadiscono la loro volontà di sconfiggere e spezzare la « trama nera » (...). Sempre più chiara si fa la matrice di quelle bombe » (tract des fédérations de la jeunesse Pci, Psi, Dc)[645]. La bataille de vérité sur piazza Fontana fait l'unité de toute la jeunesse malgré les divergences politiques.

Le côté immédiat et sensationnel de la langue des tracts se manifeste aussi dans l'utilisation importante de mots grossiers à côté des analyses idéologiques et conceptuelles : « Dopo piazza Fontana e Pinelli il gioco dei padroni è sputtanato » ; le système « oggi li caga fuori [i fascisti] »[646] ; « Fare ingoiare al padrone tutta la merda che ci ha buttato addosso »[647] ; « Padroni, bastardi, adesso basta ! »[648] ; « La stampa serva di Agnelli »[649]. L'utilisation massive de termes grossiers se rattache aussi à l'idée d'une rhétorique de la jeunesse.

Enfin, on remarque une évolution des thèmes traités dans les tracts. Si en 1970-71, les tracts sont surtout liés aux réalités locales (luttes dans les écoles, les quartiers et les usines) ; à partir de 1972-73, le thème prépondérant devient celui de la « strage di stato » et du procès de Valpreda. En effet, l'événement meurtrier de piazza Fontana marque un tournant dans la rhétorique des groupes : Piazza Fontana constitue en ce sens un moment « fondateur ». Ainsi, les tracts qui établissent une relation entre 1969 et 1972-73 sont nombreux. Dans la rhétorique des tracts, l'histoire des mouvements semble commencer en 1969 : toutes les luttes des années 1970 semblent découler de cet événement fondateur et y sont étroitement liées. Chaque épisode est lu à travers la grille de lecture de la provocation fasciste orchestrée par les appareils d'Etat et les patrons, qui reproduit la thèse de la « strage

[645] Irsifar, Fondo Leonardo Musci, Busta 1, cartella 43.

[646] Irsifar, Fondo Guido Crainz, busta 31, cartella 33. Tract Lc « Processiamo i padroni », 1970, Pavie.

[647] Irsifar, Fondo Guido Crainz, busta 31, cartella 35, Lc Turin, 20/05/1971.

[648] Titre d'un tract de Lc Pavie, 20/05/1971. Irsifar, Fondo Guido Crainz, busta 32, cartella 35.

[649] Irsifar, Fondo Guido Crainz, busta 32, cartella 36, Lc 1/6/1971 Turin.

di stato ». Le slogan « Valpreda è innocente : la strage è di stato ! » réunit toute la gauche extraparlementaire[650].

En effet, c'est à partir du procès à Valpreda (février-mars 1972) que l'expression « strage di stato » se diffuse dans toute la gauche extraparlementaire. Le concept revient massivement dans tous les tracts de 1972 alors qu'il était presque absent dans les tracts des années 1970-71. Le procès à Valpreda et les enquêtes des magistrats sur la « piste noire » commencent à faire émerger une autre vérité sur piazza Fontana, et le terme « strage di stato » entre dans le langage courant.

4) Conclusion

On peut reconduire les textes que nous avons analysés à deux thèmes essentiels : le débat sur la violence et la « strage di stato ». À partir de 1972-73, le thème de la « strage di stato » devient prépondérant à cause du procès à Valpreda qui lui donne une nouvelle visibilité. La « strage di stato » est constamment citée dans les écrits des années 1972-1973 : piazza Fontana devient un moment fondateur qui crée « une autre histoire », dont la tradition diffère des luttes ouvrières du passé, et dont les victimes-martyrs sont d'un type nouveau, non plus des ouvriers, mais des militants du mouvement (des parallélismes sont constamment établis entre les morts de Pinelli, Feltrinelli et les victimes assassinées lors des cortèges, Serantini, Franceschi).

L'analyse du débat sur la violence a révélé une forte hésitation des groupes voire une incohérence de fond qui pousse les groupes à une compétition exacerbée sur le thème de la violence au niveau linguistique, mais qui pourtant n'est pas suivie au niveau pratique par la majorité des militants de base. Ainsi, les débats autour de la violence de masse et de la violence d'avant-garde, la préparation ou pas à l'insurrection ou au soulèvement général occupent les groupes dans une compétition exacerbée.

---

[650] Titre d'un tract signé par Avanguardia operaia, Circolo operaio Zai, Il Manifesto, IV Internazionale de Vérone. Sans date. Irsifar, Fondo Lipparini, Busta 117. C'est aussi le titre d'un opuscule de Soccorso rosso : « Guida al processo, a cura di Soccorso rosso » publié par le « Comité national de lutte sur la « strage di stato »- Soccorso rosso » qui rassemble aussi Lc et Po. Irsifar, Fondo Lipparini, Busta 117.

L'attention portée aux réalités locales (luttes sur le terrain spécifique de l'usine, du quartier..) cède la place à une lutte plus générale qui conduit à une politisation croissante du conflit. En effet, l'objectif des groupes, qui apparaît dans l'analyse de leurs écrits, se résume de plus en plus à l'affirmation d'une identité collective nouvelle qui passe par le militantisme. Celui-ci, qui prend la forme de tracts, grèves, assemblées, cortèges, devient la principale forme de communication de cette nouvelle jeunesse engagée. Ainsi, l'affirmation de l'identité du groupe devient un objectif essentiel qui explique en partie l'extrémisme des discours et de certaines formes de lutte. Les revendications traditionnelles deviennent secondaires par rapport au but affiché d'affirmer l'identité du groupe, un groupe qui s'est construit de façon cohérente à partir de piazza Fontana.

Pourtant, l'analyse de la langue des tracts dans la période 1970-73 a révélé une certaine uniformité linguistique. C'est à ce moment-là que la langue des groupes connaît un première phase de sclérose : incapables de renouveler leurs grilles d'interprétation, les groupes adoptent une langue commune qui fonctionne comme une sorte de prisme à travers lequel les luttes politiques sont rapportées à des lectures figées : la « strage di stato », la violence politique, la répression. La langue des groupes est marquée par le besoin d'insérer les besoins précis du moment dans le discours atemporel et uniformisé de la lutte des classes, en adoptant des grilles de lecture, des structures syntaxiques, et des formules qui se répètent. Ainsi, chaque épisode est interprété et analysé par les mêmes mots et la rhétorique des groupes se résout à un martèlement incessant des mêmes thèmes, réduits le plus souvent à des mots d'ordre ou à des slogans (« La strage è di stato », « Liberare Valpreda »). L'uniformité linguistique et stylistique finit parfois par effacer l'identité du groupe ou la spécificité du contexte historique.

Le moment fondateur de piazza Fontana réapparaît lors des anniversaires de l'attentat. Cependant, la manifestation pour l'anniversaire de piazza Fontana devient de plus en plus une manifestation fourre-tout. Le 11 décembre 1973, le quotidien de Lc annonce la journée du lendemain comme une synthèse de l'ensemble des luttes menées par le groupe:

> « Domani 12 dicembre giornata: di lotta. Contro la Nato, contro il partito del golpe, contro la tregua e la capitolazione nelle fabbriche. Per il salario, per la scuola e i trasporti gratis, per il ribasso dei prezzi, per l'unità antifascista, anticapitalista e antimperialista di operai, disoccupati e studenti »[651].

[651] *Lotta continua*, 13 décembre 1973. Titre en première page.

Chaque année, la journée du 12 décembre est réinvestie de nouvelles significations selon les besoins du contexte: il ne s'agit pas d'une manifestation qui a pour but une requête sociale ou économique, c'est un moment de pure expression du mouvement de contestation. Ainsi, les anniversaires de piazza Fontana finissent par devenir un moment de mobilisation où, toutes requêtes mélangées, les groupes affirment leur identité et leur histoire.

Chapitre 5

« Cos'è questo golpe? » : 1974, l'année du « golpe »

L'année 1974 marque un nouveau tournant politique et linguistique dominé par l'affirmation progressive du terme « golpe » dans les discours politiques. Comme en 1969, le début de cette nouvelle phase est caractérisé par la peur d'un coup d'État imminent. Nous avons vu que le thème du « coup d'État » est un thème qui domine toutes les années 1970 et qui apparaît en particulier entre 1969 et 1974. En effet, l'année 1974 voit la reprise sanguinaire de ce qu'une certaine partie de l'opinion publique nomme désormais la « stratégie de la tension » : deux nouveaux massacres ont lieu en mai et en août 1974. La reprise de la « saison des bombes » frappe sensiblement l'opinion publique et les médias, qui cette fois, analysent les bombes à partir de la ligne d'interprétation qui s'est imposée au cours des quatre dernières années: la stratégie de la tension et le terrorisme néofasciste.

Le terme « golpe » fait son apparition en 1971, après les révélations sur la tentative de « golpe » du prince Borghese le 8 décembre 1970. On parlait déjà de « golpe », placé entre guillemets[652]. Le terme réapparaît après le coup d'Etat du général Pinochet au Chili qui met fin, en septembre 1973, au régime démocratique présidé par le socialiste Allende. Cependant, c'est seulement à la fin de 1974 que le terme entre dans le langage courant : symboliquement, il perd ses guillemets dans la presse et entre à part entière dans le langage politique. À la fin de 1974, le terme de « golpe » s'impose dans tous les discours politiques: ce climat pousse l'un des plus grands intellectuels du panorama culturel italien, Pier Paolo Pasolini, à écrire un célèbre article de presse intitulé: « Cos'è questo golpe? »[653].

Les résultats des enquêtes de la magistrature sur les complots de droite qui ont eu lieu depuis le « Piano Solo » du général De Lorenzo (1964) jusqu'à la tentative de Edgardo Sogno en août 1974, renforcent la conviction d'un coup d'Etat imminent qui est largement partagée dans les milieux d'extrême droite, mais aussi au sein de la gauche

[652] « Il vero e il falso « golpe ». Il tentato complotto di Junio Valerio Borghese », Giorgio Pecorini, *L'Espresso*, 28 mars 1971. Le terme de « golpe » est mis entre guillemets tout au long de l'article.

[653] Pier Paolo Pasolini, "Cos'è questo golpe", *Corriere della Sera*, 14 novembre 1974, publié dans *Scritti corsari*, sous le titre « Il romanzo delle stragi », Garzanti, Milan, 2005.

extraparlementaire et du Pci. En réalité, l'année 1974 marque le début de la phase descendante de la stratégie de la tension, et le déclin des projets subversifs d'extrême droite. Comme l'affirme l'historien Guido Crainz, « siamo ormai, fra il 1973 e il 1974, al culmine e al tempo stesso all'inizio del declino dei tentativi golpisti e dello stragismo fascista »[654].

I. Les premières rumeurs d'un coup d'Etat: « golpe » ou « neogollismo »?

1) Les enquêtes sur la stratégie de la tension : les scandales de la Dc et la peur du coup d'Etat dans le Pci

L'année 1974 est une année complexe où l'on assiste à l'émergence de nouveaux rapports de force au sein du pouvoir. L'émergence de certaines vérités au sujet de la stratégie de la tension pousse le pouvoir politique à se réorganiser face aux scandales qui frappent une partie de ses apparats. Les premiers signes de ce changement apparaissent dès la fin de 1973: le meurtre de l'agent de police Antonio Marino, tué par une bombe néofasciste en avril 1973, ouvre une première brèche au sein de l'extrême droite, en entamant un processus de désagrégation de la droite réactionnaire qui se poursuit tout au long de l'année 1974[655]. Le reste de l'année est marqué par de nombreux scandales qui font émerger des connexions entre les néofascistes et les plus hautes institutions militaires de l'Etat.

L'année 1974 est marquée par un crescendo progressif de scandales qui frappent les milieux politiques et les milieux réactionnaires. Les liens qui émergent entre la droite fasciste et les services secrets liés à l'armée au sujet des tentatives de coup d'Etat scandent l'année en trois phases: en janvier 1974, la rumeur d'un coup d'Etat imminent se répand; en juin 1974, le chef du service secret de la Défense (Sid), Vito Miceli, est destitué; en septembre 1974, le ministre de la Défense Giulio Andreotti rend publique une note sur les risques de coups d'Etat en Italie depuis 1970 et Vito Miceli est arrêté le 31 octobre. À partir de ces événements, le terme de « golpe » constitue le mot-clé de toute l'année 1974.

Au début de 1974, la Démocratie Chrétienne est frappée par le scandale des « tangenti petrolifere ». L'enquête d'un groupe de juges génois découvre l'existence de fonds secrets versés par l'Union des pétroliers italiens aux partis du gouvernement, Dc, Psi, Psdi,

---

[654] G. Crainz, *op.cit.*, p.387.

[655] G. Crainz, *op.cit.*, p.482

Pri, en échange d'une politique économique favorable aux intérêts des pétroliers. Ce scandale sur le financement illicite des partis, qui éclate en février 1974, pousse le Parlement à voter rapidement une loi sur le financement public des partis en avril 1974. En effet, en octobre 1973, la Dc avait déjà été frappée par le scandale des « fondi neri » de la Montedison: depuis la moitié des années 1950, la Montedison d'Eugenio Cefis avait versé plusieurs milliards de lires aux partis au gouvernement[656].

Un deuxième scandale éclate au début de 1974 avec la découverte de l'organisation nommée la « Rosa dei venti ». Les enquêtes d'un jeune magistrat de Padoue, Giovanni Tamburrino, révèlent l'existence d'une organisation, la « Rosa dei venti », dont le but était de réaliser des actions terroristes en prévision d'un coup d'Etat. Parmi ses membres, le juge Tamburrino découvre une liste de hauts représentants des forces militaires et des services secrets, et l'on parla même d'un lien avec les services secrets de l'Otan. Les enquêtes du juge frappent directement les services secrets de la Défense, le Sid, et conduisent à l'arrestation de l'ancien chef du Sid, Vito Miceli, en octobre 1974. Celui-ci sera immédiatement relâché et on n'en saura pas plus sur la Rose des vents. Ces deux grands scandales provoquent une vague de mécontentement qui s'abat sur la Dc: sa capacité à gouverner et son intégrité morale sont remises en cause[657].

Au lieu de saisir l'occasion d'un affaiblissement de la partie adverse, le Pci craint que les scandales qui frappent la Dc puissent engendrer une situation favorable à un changement de régime dans un sens autoritaire. Au même moment, des rumeurs de coup d'Etat commencent à circuler : en janvier 1974, *l'Unità* révèle que de nombreuses casernes, dans plusieurs régions d'Italie, ont adopté des dispositifs d'émergence et qu'elles sont « en état d'alarme »[658]. Le Ministre de l'Intérieur, Paolo Emilio Taviani, écrit dans ses notes que le climat italien ressemble à celui du Chili avant l'avènement de Pinochet[659]. Ainsi, le Pci invite à une modération de la polémique contre le système des partis, tout en engageant une discussion sur le coup d'Etat dans ses organismes internes.

---

[656] Le scandale avait touché les démocrates-chrétiens, les libéraux et les républicains. Un dirigeant d'entreprise de la Montedison affirme que « solo al Pci (…) non li abbiamo dati e questo è un po il nostro vanto », G. Crainz, *op.cit*., p.490.

[657] En avril 1974, commence aussi l'affaire Sindona: le 8 octobre 1974, le banquier Michele Sindona est déclaré « insolvable » et la Banca d'Italia nomme Giorgio Ambrosoli comme commissaire liquidateur des banques de Sindona. Les articles du *Corriere della sera* vont dénoncer de manière très virulente ce scandale. G. Crainz, *op.cit*., p.489-498.

[658] *l'Unità*, 27 janvier 1974.

[659] G. Crainz, *op.cit*., p.482.

Le débat s'ouvre fin janvier: le 30 janvier 1974, la réunion du Bureau politique du Pci, décrète une « situazione oggettivamente grave e pericolosa »[660]. Le 15 février 1974, la réunion du Bureau politique conclut que « ci si trova dinnanzi a una crisi politica che va ben oltre gli scandali denunziati »[661], à cause des effets conjoints de la crise économique et de l'approche du référendum sur le divorce. La peur du coup d'Etat pousse le Pci à adopter une politique favorable au maintien de la Dc au gouvernement :

> « L'incapacità e l'inadeguatezza del governo sono sempre più marcate; occorre premere su di esso fermamente, perché si dia comunque soluzioni ai problemi più urgenti. Nostro obiettivo non è in questa situazione la sua caduta »[662].

Du 25 au 31 janvier 1974, les réunions de la « Segreteria » du Pci se tiennent presque tous les jours comme dans les situations d'urgence[663]. Ainsi, la réunion de la Segreteria du 31 janvier 1974 décide de renforcer les mesures de sécurité : « rafforzare le misure di vigilanza al centro e alla periferia. Ogni fine settimana dovrà essere in sede almeno un compagno della Segreteria in grado di garantire, con la direzione politica, anche la direzione operativa »[664].

La réunion de la Direction du 19 février 1974 analyse la possibilité imminente d'un coup d'Etat. Cependant, le mot « golpe » n'est jamais utilisé : les dirigeants du Pci utilisent le terme, aujourd'hui désuet, de « colpo di mano »[665]. Ainsi, Minucci et Berlinguer parlent de « colpi di mano »[666], Umberto Terracini parle de « colpo temerario »[667]. Ce sont là les seules

---

[660] Archivio Istituto Gramsci (APC), Roma, réunion du Bureau Politique, 30 janvier 1974, mf. 057, 864.

[661] APC, mf. 057, 868.

[662] APC, réunion du Bureau Politique, 30 janvier 1974, mf. 057, 865.

[663] G. Crainz, *op.cit.*, p. 483.

[664] APC, mf. 057, 935.

[665] Dans le document fondateur de la Résistance italienne, écrit par le communiste Luigi Longo le 30 août 1943, on parle de "colpo di mano": « Promemoria sulla necessità urgente di organizzare la difesa nazionale contro l'occupazione e la minaccia dei colpi di mano da parte dei tedeschi », P. Spriano, *Storia del Partito comunista italiano*, vol. 4, "Gli anni della clandestinità", L'Unità-Einaudi, Turin, 1969, p. 356-357.

[666] APC, Réunion de la Direction du 19 février 1974, Minucci, mf. 073, 26; et Berlinguer, mf. 073,40.

[667] APC, mf. 073, 28.

occurrences qui se réfèrent à l'idée d'un coup d'Etat. Le mot « golpe » n'est pas encore entré dans le vocabulaire du Pci.

La réunion de la Direction du 19 février 1974 conclut à la difficulté d'une telle hypothèse. La position qui prévaut est celle du Secrétaire du Parti, Enrico Berlinguer, selon lequel un coup d'Etat n'est pas réalisable en Italie, puisque la bourgeoisie ne soutiendrait pas une telle initiative. Cependant, il s'agit tout de même de renforcer les « mesures de vigilance » et de renforcer la communication au sein du parti, puisqu'il pourrait y avoir des « difficoltà di comunicazione e di trasmissione di direttive »[668]. Le Pci décide de rester vigilant et de renforcer les mesures de sécurité et le terme de « vigilanza » est pour le moment préféré à celui d' « allarme »[669]. Ainsi, le Pci ne soutient pas encore la thèse d'un « golpe » imminent en Italie, malgré l'exemple chilien.

La presse s'intéresse aux rumeurs d'un coup d'Etat dans plusieurs articles qui paraissent au début de 1974. Ainsi, la question du coup d'Etat est très présente dans les titres du *Corriere della Sera* du mois de janvier : « Dal 1967 la Rosa dei venti operava per sovvertire lo Stato » (16 janvier 1974); « L'esercito e le trame nere » (24 janvier); « La strategia della violenza » (22 janvier). Au même moment, le terme de « golpe » s'impose même sur des sujets qui ne traitent pas de questions politiques : le terme sert à désigner ici des manœuvres publicitaires peu nettes au sein de la Rai: « Nuovo « golpe » della Sipra e della Rai », (18 janvier 1974); « Lo scandalo dei contratti-fantasma nel « golpe » pubblicitario della Rai-Tv » (26 janvier). Le terme, placé entre guillemets, est omniprésent même s'il subit un glissement sémantique qui le détourne de son sens originaire.

Même *Lotta continua* dénonce, au début de 1974, une « tendance » au coup d'Etat : « La tendenza al colpo di stato è oggi la ruota di scorta del progetto autoritario di Fanfani »[670]. Les rumeurs d'alarme dans les casernes des principales villes italiennes sont ramenées au thème récurrent du « fanfascismo » et des tendances autoritaires de la Dc.

---

[668] APC, mf. 073, 40.

[669] Le leader Giorgio Amendola affirme: « Dobbiamo stare attenti con gli allarmi. Nel paese il movimento democratico è forte. Anche la situazione economica è grave ma non catastrofica. Dall'altra parte, questo si, c'è molta baraonda. Da questo viene il pericolo. (….) Vigilanza è la parola che dobbiamo usare, non allarme », APC, mf. 073, 29.

[670] *Lotta continua*, 31 janvier 1974.

2) La lecture par les Br du « golpe » et du « néogaullisme »

a) Le « néogaullisme » et l' « attaque au coeur de l'Etat »

La question du « golpe » devient le nœud fondamental de la nouvelle politique des Br : l'« attaque au coeur de l'Etat », formulée au début de 1974, n'est qu'une réponse au climat de « golpe » qui s'est installé dans le pays. En 1974, les Br entrent dans une nouvelle phase de leur histoire. Après la phase de la « propagande armée », 1970-1974, s'ouvre la phase de l' « attacco al cuore dello Stato », de 1974 à 1976[671]. L'enlèvement du juge Mario Sossi (18 avril-23 mai 1974) constitue le moment de rupture entre la première et la deuxième phase.

Au printemps 1974, les Br produisent un nouveau document « Contro il neogollismo portare l'attacco al cuore dello Stato »[672] qui illustre leur nouvelle ligne politique. Ce document introduit deux nouveaux termes-clés: le « néogaullisme » et l' « attaque au cœur de l'Etat ». Les deux termes sont étroitement liés. Dans ce document, les Br opèrent un « saut » vers le politique, leur conception du pouvoir se modifie et engendre une nouvelle phase de la lutte :

---

[671] G. C. Caselli, D. Della Porta, « La storia delle Brigate Rosse: strutture organizzative e strategia d'azione », in D. Della Porta, *Terrorismi in Italia*, Il Mulino, Bologne, 1984, p.153-221. Dans cet article, G. Caselli et D. Della Porta distinguent quatre phases dans l'histoire des Br: la « propaganda armata », 1970-1974; l'« attacco al cuore dello Stato », 1974-1976; la « strategia dell'annientamento », 1977-1978; le « scontro militare con lo Stato per la sopravvivenza dell'organizzazione », 1979-1982. La première phase correspond à ce que nous avons appelé la phase de « l'antifascisme militant ». Selon Della Porta, l'année 1974 constitue un véritable tournant de la violence politique : elle marque aussi le passage du terrorisme d'extrême droite au terrorisme d'extrême gauche, D. Della Porta, M. Rossi, *Cifre crudeli. Bilancio dei terrorismi italiani*. Edition de l' « Istituto di ricerche Carlo Cattaneo », Bologne, 1984.

[672] « Contro il neogollismo portare l'attacco al cuore dello Stato », avril 1974, *Dossier Br, op.cit.*, p.253-256. Cette nouvelle ligne des Br mûrit en février-mars 1974, après la fin des luttes ouvrières de 1973. Progetto memoria, *La Mappa perduta, op.cit.*, p. 49. En avril 1974, pendant l'enlèvement du juge Mario Sossi, les Br diffusent le document. Curcio explique ce changement de ligne à partir des luttes ouvrières: Curcio raconte la déception des « fazzoletti rossi » devant les grilles de Mirafiori (suite à la mobilisation importante de l'automne 1973) à l'annonce des nouveaux contrats ouvriers, signés au début de 1974 par les syndicats qui sont perçus commes des traîtres: « Le decisioni pesanti venivano prese a Roma. Bisognava attaccare il serpente dalla testa ». R. Curcio, *A viso aperto, op.cit.*, p.84.

« Fino ad oggi il movimento rivoluzionario ha saputo opporsi efficacemente al processo di controrivoluzione sul terreno ristretto dell'antifascismo militante.

Ma se è vero che l'iniziativa controrivoluzionaria viene ora assunta in prima persona da un blocco di potere interno allo stato, è soprattutto contro queste forze che dobbiamo sferrare i nostri colpi più duri»[673].

Les Br annoncent ici le passage de la phase de l' « antifascisme militant » à l' « attaque au coeur de l'Etat »[674]. Ce passage est dû au changement des instances contre-révolutionnaires: selon les Br, il n'est plus possible de maintenir la lutte à l'intérieur de l'usine puisque l'attaque contre le prolétariat se situe désormais au niveau de l'Etat. La stratégie de la tension et les tentatives de golpe qui sont couvertes par les appareils de l'Etat appellent une nouvelle forme de mobilisation qui ne s'attaque plus seulement au patron et aux fascistes, mais à l'Etat qui les couvre.

En effet, dans ce texte, les Br offrent pour la première fois une analyse de la situation politique et en particulier de la question du « golpe ». Ainsi, en décrivant les forces de la « contre-révolution » les Br décrivent deux tendances: « l'una è la tendenza golpista, l'altra è la tendenza della « riforma costituzionale di stampo neogollista »[675]. Les Br opèrent une jonction entre la catégorie marxiste-léniniste de « contre-révolution » et des termes politiques nouveaux comme « néogaullisme » ou « golpe ». Cependant, les Br refusent le terme de « golpe » lui préférant le concept de « néogaullisme ». La question du « golpe » est en effet vidée de ses présupposés factuels: « finché ci sarà spazio in Italia per soluzioni controrivoluzionarie che mantengono le apparenze e la forma della democrazia borghese (…) saranno queste a prevalere sulla soluzione golpista... »[676].

Les Br ne croient pas à la possibilité d'un « golpe » en Italie : d'après elles, la menace du golpe est une manœuvre du pouvoir pour se renforcer et pour préparer une modification des institutions sur le même modèle de la France de 1958. Le terme de « golpe » est donc

---

[673] *Dossier Br, op.cit*., p.256.

[674] Dans le numéro de la revue milanaise *Controinformazione* (1973-1984) n.3-4, 1974, les Br dénoncent l': « assunzione da parte dello stato di quei compiti repressivi provocatori terroristici che erano stati propri della destra ufficiale e clandestina », Soccorso rosso, *op.cit*., "Il sequestro", p.190 et suiv.

[675] *Dossier Br, op.cit*., p.254.

[676] *Ibid*., p.254.

mis de côté, au profit du terme de « néogaullisme » : celui-ci est décrit comme un « projet » mûri au sein des appareils de l'Etat, et partagé notamment par le président de la République Giovanni Leone, pour affaiblir les luttes des mouvements, en mettant en place un régime présidentiel fort. La théorie brigadiste du « néogaullisme » révèle aussi la fragilité du projet communiste du compromis, qui, d'après les Br, ferait perdre au bloc de droite ses soutiens traditionnels. Au moment où le Pci théorise le « compromis historique » les Br dénoncent l'impossibilité d'un tel projet en théorisant l'idée d'un Etat fort. Dans la conception des Br, le pouvoir n'a pas d'autre solution qu'un « tournant à droite », favorisé par la peur du « golpe », et qui aboutirait à une modification de la Constitution dans le sens d'un renforcement de l'exécutif sur le modèle gaulliste. Les liens entre ce projet et la stratégie de la tension expliquent pourquoi « il neogollismo è un progetto armato »[677]. Cela permet aussi au groupe de justifier le franchissement d'une étape ultérieure vers la violence.

Ainsi, la figure de l'ennemi se modifie sensiblement : l'ennemi se déplace de l'usine à l'Etat, du patron au « pouvoir ». Le projet des Br dépasse désormais la simple sphère de la classe ouvrière des usines du Nord et englobe une dimension totale, politique. L'ennemi se généralise, mais il perd aussi un contour précis. Il ne s'agit plus de frapper le patron ou le chef de service de la Fiat ou de la Siemens, mais de frapper à l'intérieur des rouages d'un Etat qui n'est toujours pas défini.

Cependant, ce déplacement entraîne une politisation du langage des Br. Le vocabulaire politique traditionnel entre désormais à part entière dans leur écriture : on a le terme de « governo » à côté de « regime » et de « democrazia borghese » (termes péjoratifs), mais aussi: « svolta a destra »[678], « repubblica presidenziale », « repubblica », « esecutivo », « governo », « capo dello stato », « presidente del consiglio », « potere legislativo », « parlamento », « referendum », « proporzionale », « maggioritaria », « forze politiche in campo », « riforma costituzionale », « potere », « apparato statale », « corpi separati dello stato », « magistratura », « legge », « forze della destra », « ipotesi di centro-sinistra », « blocco di potere », « strategia politica », « Dc », « Msi », « elettorato », « ordine democratico », « stato », « blocco di potere interno allo stato », « compromesso storico »[679]. Les termes de l'affrontement se déplacent du « scontro di classe » au « scontro politico »[680].

---

[677] *Ibid.*, p.255.

[678] C'est un terme très utilisé par la presse au cours de l'année 1974.

[679] *Ibid.*

[680] *Ibid.*

Nous avons ici un changement profond du langage des Br : les analyses socio-économiques et internes au monde de l'usine sont remplacées par des analyses de nature politique. Leur conception du « pouvoir » se complexifie: jusqu'alors le pouvoir était conçu de façon univoque comme l'exercice de la domination capitaliste du patron sur l'ouvrier, qui de son côté, devait conquérir le pouvoir à travers la lutte armée. Ici le pouvoir s'exerce au niveau de l'Etat : il s'agit de frapper les fascistes au niveau national puisque ce sont eux qui couvrent les fascistes au sein de l'usine. Face à un ennemi plus sophistiqué, la question de l'organisation et de la stratégie revient au premier plan: pour les Br il devient nécessaire plus que jamais de dépasser la phase du spontanéisme et de « organizzarsi sul terreno strategico della lotta per il potere »[681]. La lutte pour le pouvoir est encore une fois conçue en termes de « strategia » et d' « organizazzione ». À l'Etat néogaulliste, on ne peut qu'opposer la lutte armée.

En effet, au début de 1974 les Br ont renforcé sensiblement leur organisation. Au début de 1974, les Br sont présentes dans les principales villes du Nord de l'Italie: de nouvelles colonnes sont créées en Vénétie, à Padoue et à Porto Marghera; à Milan, les Br sont présentes à la Sit-Siemens, à l'Alfa et à la Pirelli; à Turin, les Br investissent tous les centres de production de la Fiat: Meccanica, Rivalta, Presse, et Lingotto, et une colonne commence à se constituer à Gênes[682]. Les Br décident aussi de se doter d'une structure qui coordonne au niveau national les différents secteurs (qui avaient été créés en automne 1973) en créant deux « Fronts »: le « Fronte delle grandi fabbriche » et le « Fronte della lotta alla controrivoluzione »[683].

Ce document s'inscrit dans plusieurs actions conduites par les Br. En effet, le 4 mars 1974, les Br attaquent le siège du syndicat d'extrême droite Cisnal à Mestre, près de Venise, en emportant plusieurs documents sur les activités des fascistes en Vénétie. Le 2 mai 1974, pendant l'enlèvement de Sossi, le Br font irruption dans le siège milanais du « Centro di resistenza democratica » de Edgardo Sogno, et dans le « Centro Studi Don Sturzo » à Turin, trois mois avant que n'éclate le scandale sur le « golpe bianco » de Sogno[684]. Les Br

---

[681] *Ibid*., p. 256.

[682] *Ibid*., p. 235.

[683] Progetto memoria, *La Mappa perduta*, *op.cit.*, p.49. C'est ce dernier front qui conduira l'opération Sossi.

[684] « Noi compagni delle Brigate Rosse abbiamo voluto dare un'indicazione concreta su questa strada colpendo il Comitato di resistenza democratica che attualmente è la piu attiva centrale dell'imperialismo USA

saisissent avant les autres l'importance subversive de l'action d'Edgardo Sogno qui n'éclatera devant l'opinion publique qu'en août 1974.

b) Le référendum sur le divorce et l'enlèvement du juge Mario Sossi (18 avril-23 mai 1974)

La campagne pour l'abrogation de la loi Fortuna-Baslini sur le divorce (1970) et le référendum abrogatif qui a lieu le 12 mai 1974, constituent deux moments de crise pour la Dc. Le référendum sur le divorce, le premier référendum de l'Italie républicaine, constitue un véritable banc d'essai pour la Dc et plus particulièrement pour son promoteur, Amintore Fanfani[685]. Contre toute prévision, la participation au vote est très élevée: le nombre de votants atteint presque 88% des inscrits. La victoire du « non », qui maintient en vigeur la loi Fortuna-Baslini sur le divorce, est largement majoritaire avec 59,3% de « non » contre 40,7% de « oui »[686].

Le débat sur le divorce avait été l'enjeu d'une fronde de la grande presse contre la Dc. En effet, la grande presse avait contribué à la bataille sur le divorce en défendant la loi de façon précise et documentée : le *Corriere*, *La Stampa*, *l'Unità*, *L'Espresso* mais aussi *Il Messaggero*, *Il Secolo XIX*, *La Nazione* s'étaient élevés contre le parti du « oui ». Les voix des journaux conservateurs, catholiques et laïques, comme *Il Tempo*, *Il Resto del Carlino*, et *Il Giorno*, étaient restées isolées[687].

Au lendemain de la victoire du « non » au référendum, les commentaires de la presse officielle et de la presse extraparlementaire sont presque unanimes. C'est le terme de « démocratie » qui apparaît le plus souvent, en opposition au climat de « golpe » qui avait précédé le vote, mais aussi en opposition avec l' « attaque » engagée par les Br contre l'Etat. La société civile semblait avoir choisi la voie démocratique.

---

in Italia, e i centri Sturzo della Democrazia cristiana, legati al CRD ma « specializzati » nelle funzioni di ponte col MSI », Soccorso Rosso, *op.cit.*, p.205.

[685] Le référendum avait été demandé dès 1971 pour abolir la loi sur le divorce Fortuna-Baslini qui venait d'être approuvée.

[686] G. Crainz, *op.cit.*, p. 498.

[687] *Ibid.* La ligne de *Il Giorno* venait de connaître un tournant conservateur alors qu'auparavant il avait été un défenseur des batailles pour les droits civils selon les principes de son fondateur Enrico Mattei.

Le *Corriere della Sera* du 14 mai 1974 affirme en première page: « La democrazia si rafforza », titre qui montre comment le terme de « démocratie » s'oppose désormais à la ligne démocrate-chrétiennne. Lotta continua personnalise la bataille du référendum en y voyant une victoire éclatante contre son principal ennemi, la Dc: la victoire du « non » est saluée comme « l'inizio della fine del regime democristiano », « Fanfani, la Dc e i suoi tirapiedi fascisti sepolti nel ridicolo e nella vergogna da una valanga di no »[688].

Le discours de Lc, sans doute plus virulent que le *Corriere*, défend aussi les principes démocratiques: le jour du référendum, le 12 mai 1974, Lc intitule la première page de son journal: « La lotta di classe ha costruito la sua maggioranza. Questa maggioranza deve battere i suoi nemici anche con il voto »[689]. Cette lecture montre bien le revirement langagier de Lc qui a entamé un processus d'institutionnalisation : désormais la « lutte des classes » passe aussi par la consultation démocratique[690].

En pleine crise institutionnelle, la défaite au référendum renforce la crise de la Dc, qui sort du vote avec l'image d'un parti désormais éloigné de l'horizon culturel d'une partie toujours grandissante du pays. Au contraire, le Pci, contre toute attente de ses leaders qui jusqu'à la veille du vote avaient essayé d'éviter la consultation[691], renforce son image de parti moderne. En réalité, la victoire du « non » montre que le pays est plus avancé que sa classe politique.

Mais un autre événement s'inscrit dans le climat enflammé du printemps 1974. En pleine campagne sur le divorce, le 18 avril 1974, les Br enlèvent à Gênes le magistrat qui avait instruit le procès du groupe XXII Octobre, Mario Sossi. L'enlèvement de Sossi répond à la logique de démasquer le projet néogaulliste: « Con questa campagna intendevamo far risaltare la sostanza del progetto neogollista »[692]. Mais le choix du magistrat s'inscrit aussi dans l'histoire personnelle du groupe : il s'agit de « venger » les camarades du groupe XXII Octobre condamnés, à cause de Sossi, à la prison à perpétuité au terme du procès qui s'est déroulé entre novembre 1972 et mars 1973.

---

[688] *Lotta continua*, 14 mai 1974.

[689] *Ibid.*, 12 mai 1974.

[690] Après le référendum sur le divorce, le mot d'ordre de Lc sera la « grève générale ».

[691] En effet, le Pci voulait éviter le référendum de peur de subir une défaite. De plus, le référendum constituait une menace à la politique communiste du « compromis historique » lancée à peine quelques mois auparavant.

[692] "Documento interno delle Br del maggio 1974 citato nella requisitoria del pm Bruno Caccia", Soccorso rosso, *op.cit.*, p. 243. En effet, Sossi sera soumis à un interrogatoire concernant le procès du groupe XXII octobre, *Dossier Br*, *op.cit.*, p.263-277.

L'enlèvement de Sossi est l'enlèvement le plus long réalisé par les Br: il dure plus d'un mois, contre les huit jours de l'enlèvement d'Amerio, et les Br produisent huit communiqués. C'est seulement dans le communiqué n.4 que les Br révèlent le but politique de l'action en demandant la libération de huit prisonniers politiques contre la libération de Sossi[693]. L'enlèvement de Sossi donne une visibilité nationale aux Br : leurs communiqués sont publiés dans les quotidiens nationaux et au cours de l'enlèvement, Renato Curcio donne une interview à *l'Espresso*[694]. Les Br deviennent un phénomène médiatique.

L'action des Br vise à s'inscrire dans les mouvements collectifs : Sossi était un personnage connu des milieux d'extrême gauche pour ses prises de positions réactionnaires: l'un des slogans criés dans les cortèges de la gauche extraparlementaire pendant le procès au groupe XXII Octobre « Sossi, fascista, sei il primo della lista! » est cité dans le premier communiqué[695]. Giampaolo Pansa dénonce ce climat de haine en prévisageant « un nuovo caso Calabresi », et en décrivant Sossi comme une victime de la haine populaire: « fuori Rossi, dentro Sossi », « Sossi boia », « Sossi SS » étaient des slogans largement partagés dans les milieux d'extrême gauche[696].

Mais l'action s'inscrit surtout dans le nouveau projet d' « attaque au cœur de l'Etat » : avec l'enlèvement de Mario Sossi, les Br concluent leur expérience dans les usines. Le changement de leur ligne répond à la fois à une prérogative interne à l'organisation, qui doit modifier sa ligne politique pour survivre, et au changement de la situation politique due aux révélations sur les liens entre le néofascisme et certains secteurs de l'Etat.

Le premier communiqué de l'enlèvement est diffusé le 19 avril 1974 et est publié par le quotidien *Il Messaggero* le 20 avril. Le document réaffirme le projet d'attaque au coeur de l'Etat: « entriamo in una nuova fase della guerra di classe » où il faut « rompere l'accerchiamento delle lotte operaie estendendo la resistenza e l'iniziativa armata ai centri vitali dello stato »[697]. Cependant, le choix d'un magistrat montre que l' Etat défini par les Br ne renvoie pas encore à la Dc. En réalité les Br choisissent un ennemi qui s'inscrit dans leur histoire et dans l'histoire des mouvements. Il est intéressant de noter le changement des

---

[693] Communiqué n.4, *Ibid.*, p.279. Pour la libération de E. Amerio, les Br avaient demandé à la Fiat le retrait de la menace de « cassa integrazione » pour les ouvriers frappés de licenciements.

[694] « Intervista alle Br», M. Scialoja, *L'Espresso*, 19 mai 1974, *Dossier Br*, *op.cit*., p. 282-287.

[695] *Ibid*., p.258.

[696] « Dura da troppi anni ormai l'enigma delle Brigate rosse », Giampaolo Pansa, *Corriere della sera*, 20 avril 1974.

[697] *Dossier Br*, *op.cit*., p.259.

« sujets » dans l'écriture des Br: alors que jusqu'en 1974 les sujets étaient les « ouvriers » et les « patrons », à partir de 1974 les sujets des communiqués sont les Br, l'Etat, la justice, les prisonniers politiques.

Le langage des communiqués reproduit des procédures semblables aux précédents textes de revendication. Les Br commencent par justifier le choix de la victime avec une briève biographie du magistrat qui occupe le premier communiqué. En même temps, les Br opèrent une dépersonnalisation de la victime par des insultes ou en la décrivant à partir de sa fonction sociale : « famigerato », « pedina fondamentale dello scacchiere della controrivoluzione », « un persecutore fanatico », « l'anticomunista Sossi », « servo ossequioso » [della borghesia], « moralizzatore », «Sossi, fascista sei il primo della lista»[698].

Les communiqués reprennent de façon massive le langage de la justice: « Mario Sossi verrà processato da un tribunale rivoluzionario »[699], « interrogatori », « prigioniero Sossi », « prigioniero politico del proletariato », « liberazione », « tutti questi compagni sono prigionieri politici »[700], « principi della convenzione di Ginevra », « scambio dei prigionieri politici »[701], « giustiziato », « reati »[702], « non rispettare le loro stesse leggi »[703]. Cela répond à des soucis internes à l'organisation avec le début de la répression des mouvements armés, d'où l'appel à la libération des prisonniers politiques comme « punto irrinunciabile del programma politico » des Br[704].

Surtout, les Br redéfinissent le vocabulaire de la justice en créant une contre-justice propre au groupe: ainsi, les « prisons » d'Etat deviennent, dans la langue des Br, les « galere pubbliche e disumane dello stato »[705] ; les membres du groupe XXII octobre « sono stati fatti passare per criminali (…) tutti questi compagni sono prigionieri politici »[706], le ministre de l'Intérieur Taviani est défini un « delinquente »[707]. Le renversement de la justice bourgeoise est légitimé par le paradigme de la Résistance : « Anche sotto il fascismo i compagni

---

[698] Comunicato n. 1, *Ibid.* p.257.

[699] *Ibid.*

[700] Comunicato n. 2, *Ibid.*

[701] Comunicato n. 4, *Ibid.*

[702] Comunicato n. 6, *Ibid.*

[703] Comunicato n. 8, *Ibid.*

[704] Communiqués 3, 6 et 8, *Ibid.*

[705] Comunicato n. 2, *Ibid.*, p.261

[706] *Ibid.*, p.262.

[707] « non trattiamo con i delinquenti! », Comunicato n. 5, *Ibid.*, p.281.

comunisti venivano tacciati come delinquenti, criminali, banditi »[708]. Les Br marquent l'opposition entre deux justices inconciliables qui sont placées sur le même plan.

Dans le dernier communiqué (n.8) les Br explicitent les termes de l'affrontement avec l'Etat. Le vocabulaire de la guerre est très présent : « battaglia », « nemico », « debolezza strategica », « braccio di ferro », « forza tattica », « combattere fino in fondo », « rapporti di forza », « senso strategico », mais aussi le vocabulaire politique, qui était jusqu'à présent moins important: « organi dello stato », « stato », « potere », « contraddizioni », « maschera democratica », « volto sanguinario e fascista », « programma politico », « significato politico »[709], et dans le communiqué n.6 ils affirment l'idée d'une guerre de longue durée: «Questa battaglia sta per concludersi ma non la guerra»[710].

Dans le communiqué n. 4 du 5 mai 1974, les Br annoncent la fin de l'interrogatoire auquel elles ont soumis Mario Sossi[711] : « egli ha ammesso che il processo al gruppo XXII ottobre è stato il frutto, velenoso, di una serie di macchinazioni contorivoluzionarie tendenti a liquidare sul nascere la lotta armata»[712] et demandent en échange la libération de huit « détenus politiques » du groupe XXII Octobre. Le procureur général Francesco Coco s'oppose à un échange de prisonniers. La Cour d'assise d'appel de Gênes concède la liberté provisoire aux huit détenus et l'autorisation à leur délivrer des passeports. Coco se pourvoit en cassation et refuse d'exécuter la sentence de la Cour d'Assise de Gênes. Cette action de Coco sera rappelée par les Br pour justifier son meurtre le 8 juin 1976[713]. Le 23 mai 1974, Mario Sossi est libéré après une fracture au sein de l'organisation brigadiste: alors que Moretti veut exécuter l'otage puisque l'échange avec les huit détenus du XXII Octobre a échoué, Franceschini veut le libérer. Curcio se pose en médiateur et Sossi est enfin libéré.

---

[708] *Ibid*.

[709] Comunicato n. 8, *Ibid*., p.296-297

[710] Comunicato n. 6, *Ibid*., p.288.

[711] L'interrogatoire est reproduit dans *Dossier Br, op.cit*., p.263-277.

[712] *Ibid*., p.278.

[713] Coco sera la première victime des Br en juin 1976.

3) Les lectures contemporaines de l'enlèvement de Sossi

a) La presse officielle, la presse extraparlementaire et les intellectuels

C'est à partir de l'enlèvement de Sossi que la presse commence à s'intéresser au phénomène des Br[714]. Tous les journaux de gauche condamnent l'action, et notamment les journaux d'extrême gauche, comme *Lotta continua* et *Il Manifesto*. C'est encore une fois la thèse de la « provocation » qui est mise en avant. Lc affirme que l'action « ha uno squisito sapore di provocazione » qui favorise les manœuvres réactionnaires entamées par la Dc et par le Msi au sujet de la campagne contre le divorce[715]. *Il Manifesto* condamne encore plus durement les Br en affirmant qu'il s'agit de « provocateurs fascistes », et en établissant un lien entre l'action des Br et la stratégie de la tension: « è la stessa mano della strage di Stato che ora sfrutta la tensione del referendum »[716]. Avanguardia operaia parle de « brigate di stato »[717]. Les anarchistes de *Umanità nova* et de la revue anarchiste « *A* » sont les seuls qui défendent la nature communiste des Br tout en se montrant en désaccord avec leur stratégie : « È buffo che si debba noi anarchici difendere dei marxisti-leninisti dai loro confratelli »[718]. *L'Unità* crie au complot: « Vi sono ispiratori, sostenitori, centri di provocazione che usano le Brigate rosse nei momenti di tensione politica e sociale »[719]. Le quotidien socialiste *l'Avanti!* soutient aussi la thèse de la provocation[720].

Paradoxalement, c'est un grand quotidien comme *La Stampa* qui commence à aller à l'encontre de la lecture unanime de la provocation, en commençant à s'interroger sur la « couleur » des Br. Ainsi, *La Stampa*, commence à émettre des doutes, peut-être les Br sont-elles véritablement « rouges »: « Se le Br sono davvero rosse hanno reso soltanto un servizio agli avversari »[721].

---

[714] G. Galli, *Il partito armato*[2003], *op.cit*., p. 88.

[715] « Le Brigate Rosse rivendicano il rapimento di Sossi », *Lotta continua*, 20 avril 1974.

[716] *Dossier Br*, *op.cit*., p. 236.

[717] Soccorso rosso, *op.cit*., op.cit., p.248.

[718] *Ibid*., p.249-250.

[719] *Dossier Br*, *op.cit*., p. 237.

[720] Je renvoie pour toutes les analyses de la presse à Soccorso rosso, *op.cit.*, p.192-193 et p.197-198.

[721] Article paru dans *La Stampa* pendant l'enlèvement de Sossi, *Ibid.*, p.205. Le futur président de la République, le socialiste Pertini, s'interroge aussi sur la « couleur » des Br, *Ibid.*, p. 205.

L'appréhension du phénomène des Br dans la grande presse commence à évoluer. Les journaux s'interrogent de plus en plus sur la nature du groupe tout en épousant encore dans la plupart des cas la thèse de la provocation. Deux jours après l'enlèvement, le 20 avril 1974, le titre de la première page du *Corriere della sera* reprend la façon dont le Pci avait nommé les Br en parlant de « Le sedicenti Brigate rosse »[722], et en imputant leur action à « quella oscura strategia della tensione che, sistematicamente, colpisce il nostro paese alla viglia di importanti consultazioni politiche e quando il clima è più agitato ». Dans un autre article du *Corriere*, le phénomène des Brigades rouges est encore inscrit dans la stratégie de la tension:

> «Nessuno più dubita che il rapimento del giudice Sossi sia un atto deliberato di provocazione. C'è una strategia della tensione in atto dal 1969, e si fonda sul senso di insicurezza diffuso ovunque per alimentare sempre nuove paure»[723].

D'après le *Corriere*, les Br sont des « agenti provocatori »[724], et le rédacteur de l'article refuse aux Br toute nature politique: « Le frasi deliranti che accompagnano l'assunzione di responsabilità delle fantomatiche « Brigate rosse » non bastano certamente a dare a un atto di pura delinquenza lo smalto di un gesto politico o ideologico»[725].

Dans les numéros suivants, on parle de « Brigate rosse » entre guillemets, ou de « criminali della banda della stella a cinque punte »[726]. La criminalisation des Br et l'incrédulité face à ce nouveau phénomène s'exprime dans le langage adopté par le quotidien milanais. Par exemple, dans le seul numéro du *Corriere della Sera* du 20 avril 1974, le mot Brigades rouges est toujours accompagné d'adjectifs tels que « sedicenti », « fantomatiche », on parle de « enigma delle Br », de « inafferrabile organizzazione », « presunto « nucleo armato delle Brigate rosse » », « criminali », « delinquenza », « impunità »[727]. L'un des plus

---

[722] *Corriere della Sera*, 20 avril 1974. Le titre poursuit en citant le communiqué brigadiste: « Sossi è in un "carcere del popolo" e sarà processato da un "tribunale rivoluzionario" ». Les termes empruntés aux communiqués des Br sont encore mis entre guillemets, on verra que c'est seulement au moment de l'affaire Moro que les guillemets disparaîtront.

[723] *Corriere della sera*, 21 avril 1974, in Soccorso rosso, *op.cit.*, p.244.

[724] « Un'altra sfida allo Stato », Alberto Sensini, *Corriere della Sera*, 20 avril 1974.

[725] *Ibid.*

[726] *Corriere della sera*, 21 mai 1974, in Soccorso rosso, *op.cit.*, p.233.

[727] Dans ce même numéro du *Corriere della sera* du 20 avril 1974, l'article en première page écrit par Giampaolo Pansa, « Dura da troppi anni ormai l'enigma delle Brigate rosse », épouse la thèse courante de la

grands journalistes du *Corriere*, Giampaolo Pansa, tout en épousant la thèse de la provocation, commence pourtant à s'interroger sur la couleur politique du groupe en laissant entendre que les Br pourraient bien être « rouges ». Pour le moment, le terme de « terrorisme » n'est pas encore employé pour définir le groupe, alors qu'au même moment le *Corriere* parle ouvertement de « terrorismo fascista » ou de « terrorismo nero ».

Mais c'est surtout après le communiqué n. 4 du 5 mai 1974, dans lequel les Br demandent un échange de prisonniers, que le discours des commentateurs commence à changer et que les tons deviennent plus durs. *La Stampa* utilise pour la première fois le terme de « terrorisme ». Dans l'article « Sfida infame », qui paraît dans le numéro du 6 mai 1974 de *La Stampa sera*, le journaliste Tino Neirotti affirme que « è la prima volta in Italia che un gruppo di terroristi sfida lo Stato in questo modo ». Alors que la presse n'utilisait le terme de terrorisme que pour les néofascistes, l'idée d'un terrrorisme « rouge » commence faiblement à se développer[728].

Cependant, cela reste un épisode isolé puisque quelques semaines plus tard, le même journal affirme la paternité presque absolue des actes terroristes à l'extrême droite. En effet, dans le numéro du 31 mai 1974, le journaliste Lamberto Furno, dans un article en première page, décrit ainsi la décision des autorités d'instituer une centrale contre le terrorisme (dirigée par le général Dalla Chiesa): « L'istituzione di un ispettorato generale contro il terrorismo che è essenzialmente fascista come dimostra il conflitto a fuoco di oggi sulle montagne abbruzzesi, è stata decisa stasera dal Consiglio dei ministri »[729].

On peut comparer cette lecture du quotidien turinois avec le discours de *l'Unità*, qui après le communiqué n.4 sur l'échange avec des prisonniers du groupe XXII octobre, reste ancré à l'interprétation courante de la provocation et de la stratégie de la tension: « Si tratta

---

provocation: « l'enigma di un'organizzazione, che nella più completa impunità, riappare puntuale con le sue imprese criminali nei momenti più delicati della vita del Paese ». Cependant, cette thèse de Giampaolo Pansa est mise en doute dans un autre article du journaliste. Dans le *Corriere* du 24 avril, Pansa interview un expert du terrorisme politique en Italie dont il ne fait pas le nom qui affirme: « perché fantomatiche? Sino ad oggi hanno compiuto trentasette fra attentati e sequestri. Le Brigate rosse esistono e sono quello che loro dicono di essere: una piccola organizzazione politica (…) con un'origine gruppuscolare di estrema sinistra », *Corriere della Sera*, 24 avril 1974.

[728] C'est donc *La Stampa* de Turin, le journal de la Fiat, qui se rend compte en premier de la nature du phénomène: c'est un phénomène « rouge » et c'est du « terrorisme ». Il faut rappeler que Turin et la Fiat avaient été touchées par l'autre grand enlèvement réalisé par les Br : l'enlèvement du dirigeant Fiat Ettore Amerio à peine quelques mois auparavant, en décembre 1973.

[729] « Deciso un ispettorato contro il terrorismo », *La Stampa*, 31 mai 1974.

di un ennesimo criminale episodio di quella strategia della tensione con cui si vuole avvelenare il paese»[730]. *L'Unità* refuse de donner une lecture politique au phénomène des Br, il s'agit de « delinquenti comuni », de même pour *l'Avanti!* ce sont des « criminali e basta »[731].

Le seul journal qui se distingue de ces discours est la revue *l'Espresso*. Non seulement *l'Espresso* croit à la nature « rouge » des Br, mais la revue devient célèbre pour l' interview de Mario Scialoja à Renato Curcio, qui donne une nouvelle visibilité au discours des Br[732]. Ainsi, après la libération de Sossi, le journaliste donne une image visiblement positive du groupe en parlant d'un « duello » entre l'Etat et les Br et en assumant une certaine nature « chevaleresque » et « romantique » des Br[733]. Surtout l'épisode est décrit avec les termes de « illégalité » et de « violence physique » et non pas avec les termes de terrorisme ou de criminalité[734].

C'est donc à partir de l'enlèvement de Sossi que la grande presse prend conscience du phénomène des Br. Surtout, on remarque le recours presque constant à la lecture liée à la « stratégie de la tension » : désormais toute action qui vise à s'opposer à l'ordre démocratique est inscrit dans cette grille de lecture et l'on peut affirmer qu'à partir de 1974 l'expression de « stratégie de la tension » est désormais entrée dans le vocabulaire politique courant. Comme le montre G. Bocca, dans un écrit de 1978, l'interprétation qui prévaut au moment de l'affaire Sossi reprenait la vision courante qui s'était affirmé à partir de *La strage di stato* et qui était désormais devenue un cadre commun de référence pour un certain journalisme engagé ainsi que pour la gauche extraparlementaire : « Il mio ragionamento di allora è per esempio tutto interno alla logica politica normale, riformistica: chi ha rapito Sossi prima del referendum sul divorzio ha voluto dare una mano ai moderati che conducono la strategia della tensione, dunque è, oggettivamente, uno di parte nera »[735].

---

[730] Soccorso Rosso, *op.cit.*, p.209.

[731] Soccorso Rosso, *op.cit.*, p. 213.

[732] "Intervista alle Br", *L'Espresso*, 19 mai 1974, *Dossier Br*, *op.cit.*, p. 282-287.

[733] La libération de Sossi est décrite comme la « mossa (..) più scaltra del loro lungo duello con lo stato italiano », *L'Espresso*, 2 juin 1974, dans Soccorso Rosso, *op.cit.*, p. 242.

[734] « Essi volevano mettere l'opinione pubblica di fronte a una domanda: « è giusto reagire alla illegalità e alla violenza fisica di un sequestro con l'illegalità e la violenza della menzogna dello stato? », *L'Espresso*, 2 juin 1974, dans Soccorso Rosso, *op.cit.*, p. 242.

[735] G. Bocca, *Il terrorismo italiano 1970-1978*, Rizzoli, Milan, 1978, p. 63. Il est intéressant de noter que Bocca impute la stratégie de la tension non pas aux milieux d'extrême droite mais aux milieux modérés.

Giorgio Bocca révèle, par cette analyse rétrospective, les sentiments d'une grande partie de la presse face au phénomène brigadiste, à savoir l'incapacité latente de comprendre un phénomène que les journalistes eux-mêmes n'arrivent pas à situer dans le langage politique « normal »[736]. L'action des Br rompt avec les schémas préconçus et le fonctionnement « normal » de la démocratie: ainsi, les catégories d'analyse dont disposent les journalistes ne parviennent pas à appréhender complètement le phénomène des Br.

Le journaliste Paolo Murialdi, élu en 1974 à la présidence de la « Federazione nazionale della stampa italiana », nous livre un témoignage semblable : la conviction de l'exclusivité d'un terrorisme « noir », qui se cacherait même derrière le sigle des Br, s'exprime dans l'utilisation massive de l'expression « sedicenti Br », et explique la bévue des commentateurs de l'époque : « il grosso abbaglio spiega perché sul terrorismo rosso non si sviluppa un giornalismo d'inchiesta »[737]. En 1974, le terrorisme est encore lié exclusivement au néofascisme et alors que l'idée d'un terrorisme rouge n'est pas encore reconnue.

La seule voix qui se distingue des analyses politiques qui font des Br des agents provocateurs au service de la réaction, est celle de l'écrivain Leonardo Sciascia, qui affirme:

> « Secondo l'ortodossia rivoluzionaria non c'è dubbio che l'azione delle BR è stata, nel caso Sossi, assolutamente ineccepibile, sia in ordine alla tempestività che agli effetti. (…) Eppure, nell'arco nominalmente rivoluzionario del nostro paese, l'azione delle BR è stata intesa e spiegata in tanti modi tranne che in quello più ovvio: e cioè come il modo di preparare e incominciare a fare una rivoluzione. L'interpretazione più benevola è stata quella dell'infantilismo in un senso che non mi pare sia quello di Lenin. Non riconoscere come rivoluzionaria l'azione delle BR non è dunque un sintomo del mutato rapporto tra le classi rivoluzionarie e proletarie, così come sono oggi rappresentate e si rappresentano, e il potere e lo stato? È possibile parlare ancora di rivoluzione se il gesto rivoluzionario è temuto nell'ambito stesso delle forze che dovrebbero generarlo non solo per la risposta del gesto controrivoluzionario che potrebbe

---

[736] « Il rapimento Sossi provoca una marea di commenti da cui le brigate rosse e la loro realtà politica sono praticamente assenti. Tutti i giornalisti di un certo nome, chi scrive compreso, ripetono in modo speculare l'errore commesso dalle BR: come le BR non hanno tenuto conto della logica esterna normale così la grande stampa di informazione non fa il minimo sforzo per capire la logica del gruppo terroristico». *Ibid.*

[737] Paolo Murialdi, *La stampa italiana dalla Liberazione alla crisi di fine secolo, 1943-2002*, Editori Laterza, Roma-Bari, 2003, p. 198.

facilmente e sproporzionatamente arrivare, ma anche perché in sé, intrinsecamente, controrivoluzionario? Non c'è dunque da pensare, da riflettere? »[738].

Leonardo Sciascia semble montrer ici que l'action des Br renverse les lieux communs de la politique et appelle une redéfinition des catégories politiques usuelles telles que révolution, contre-révolution, pouvoir, Etat. En effet, Sciascia dénonce l'incompréhension du phénomène brigadiste de la part des autres forces révolutionnaires comme la gauche extraparlementaire et le Pci. Paradoxalement, comme l'affirme Sciascia, les Br sont plus proches de l'orthodoxie révolutionnaire que leurs détracteurs. Ainsi, les catégories de révolution et de contre-révolution sont complètement inversées. L'écrivain invite à repenser ces catégories et notamment le rapport entre des forces prétendument révolutionnaires et leur rapport aux institutions. Sciascia pointe un problème de langage, en montrant qu'il n'existe plus de correspondance entre les mots et les faits, entre la tradition révolutionnaire, que la plupart des groupes de gauche revendiquent, et leur action politique.

b) Les réactions des autorités politiques : le Pci et la Dc

Au cours de l'enlèvement de Sossi, les autorités publiques réagissent par trois prises de position différentes: les juges de la Cour d'Assise d'appel sont en faveur de la concession de la liberté provisoire et des passeports en échange d'une simple garantie de la libération de Sossi; Coco veut la libération de Sossi avant la signature de la remise en liberté des prisonniers; le gouvernement s'oppose à toute négociation avec les ravisseurs en critiquant la position des juges de Gênes et en tardant à se prononcer sur la concession des passeports[739].

Le Pci continue à adopter une position défensive qui refuse d'assumer la tradition politique des Br. Le secrétaire du Parti, Enrico Berlinguer, minimise la question de la « couleur » des Brigades rouges en affirmant:

---

[738] *L'Espresso*, 2 juin 1974, et G. Bocca, *op.cit.*, [1978], p. 63-64. Giorgio Bocca avait critiqué à l'époque cette position de Sciascia.

[739] Ces positions sont résumées par Mario Scialoja dans l'article « Ultimo atto scena ultima », *l'Espresso*, 26 mai 1974: « Appena seppe dell'ordinanza dei giudici genovesi, Taviani si precipitò infatti da Rumor minacciando di dimettersi se si fosse ceduto al ricatto delle Br », *Ibid.*

« Quale che sia la denominazione che danno a se stessi i criminali autori di questa impresa è chiaro che il loro scopo è quello di creare tensione e paura al fine di attentare (…) all'ordine democratico (…). È ora (….) che la giustizia possa fare piena luce »[740].

Le secrétaire du Pci reprend l'interprétation courante liée à la stratégie de la tension, en refusant la nature politique du groupe, et en ramenant l'action des Br à la criminalité commune.

Quant à la Dc, c'est seulement à partir de l'enlèvement du juge Mario Sossi que les gouvernements démocrate-chrétiens commencent à porter leur attention sur le phénomène de la lutte armée[741]. Cependant, lorsqu'il s'agit d'aborder la question de la violence politique, ils utilisent encore des formules très vagues, qui montrent une réelle incompréhension du phénomène. Leurs discours sont marqués par un manque d'analyse profond de la question et par un discours qui reste très général.

Ainsi, le dorothéen Mariano Rumor parle encore d'une indéfinissable « criminalité » lors du discours de présentation de son quatrième gouvernement (7 juillet 1973 - 14 mars 1974)[742]. Au lendemain de l'enlèvement de Mario Sossi, il parle de « cosidette Brigate rosse »[743]. Aldo Moro, lors du discours pour l'inauguration de son quatrième gouvernement, (23 novembre 1974- 12 février 1976) parle d'une « inusitata forma di delinquenza », et d'un « eccezionale verificarsi di violenze »[744], mais Moro fait référence aux seuls épisodes de la violence fasciste. Le terme de « terrorisme » apparaît dans un discours de Aldo Moro, mais seulement pour signifier la naissance de la nouvelle structure de l'anti-terrorisme: « rendo omaggio alle forze dell'ordine, le quali sono impegnate in molteplici forme, ed anche con il nuovo ispettorato contro il terrorismo, in un'opera esemplare e senza sosta di prevenzione e repressione»[745].

---

[740] Soccorso rosso, *op.cit*., op.cit., p.192.

[741] G. Pasquino, « I soliti ignoti: gli opposti terrorismi nelle analisi dei presidenti del consiglio (1969-1985) », in R. Catanzaro (dir.), *La politica della violenza*, Il Mulino, Bologne, 1990, p. 93-117.

[742] *Ibid*., p.100.

[743] *Ibid*., p.101.

[744] *Ibid*., p.102.

[745] *Ibid*., p.102. Le 31 mai 1974, est créé le « Nucleo Speciale Antiterrorismo » dirigé par le général Dalla Chiesa et, en juin 1974, un « Ispettorato generale per l'azione contro il terrorismo » dirigé par le préfet de Rome Emilio Santillo, G. Galli, [2003] *op.cit*., p. 96.

Au cours de l'enlèvement, le président du Conseil Rumor, et le ministre de l'Intérieur Taviani, inscrivent le phénomène brigadiste dans la criminalité commune en répétant le mot d'ordre: « non si tratta con i criminali »[746]. Taviani nie complètement l'idée que les Br puissent être l'expression d'un phénomène politique. Lors d'une conférence de presse à Gênes le 8 mai 1974, le ministre critique les journalistes:

> « Voi parlate spesso di Tupamaros. Queste Brigate rosse sono una cosa ben diversa. Laddove agiscono, i Tupamaros hanno aliquote non vaste, ma pur sempre consistenti di opinione pubblica favorevole. I delinquenti delle Brigate rosse non hanno non dico l'un per cento, ma nemmeno l'un per mille del popolo italiano che li favorisca o li sostenga: sono isolati dall'opinione pubblica (…). Sono come dei folli appestati. Come appestati si nascondono da tutti; come folli si gonfiano di megalomania »[747].

Même le Pape, qui au cours de l'enlèvement lance un appel pour la libération de Sossi aux « uomini ignoti che tengono sequestrato il giudice Mario Sossi »[748], montre ne pas vouloir donner une identité politique aux Br.

Ainsi, même les autorités refusent de parler de «terrorisme» pour caractériser le phénomène brigadiste:

> « (..) nei discorsi programmatici dei presidenti del Consiglio non appare mai l'espressione terrorismo (né come sostantivo né come aggettivo, tranne che nel caso dell'annuncio della creazione di un ispettorato contro il terrorismo). Nel migliore dei casi si preferisce la parola eversione. Se il linguaggio utilizzato è un'indicazione della consapevolezza del fenomeno, allora questa scelta semantica non potrebbe essere più rivelatrice non della colpevole sottovalutazione, ma della reale, drammatica incomprensione di quanto si

---

[746] « Taviani: lo Stato non tratta con i criminali », *La Stampa*, 20 mai 1974, et « Rumor: non si tratta con i criminali », *Ibid*., 22 mai 1974.

[747] V. Tessandori, *op.cit.*, p. 169-170.

[748] *Dossier Br*, *op.cit*., p. 239.

andava agitando furiosamente ai confini fra società e politica nei cruciali anni dell'insorgenza terroristica»[749].

II. La diffusion du « golpe » et de la « stratégie de la tension »

1) La reprise des massacres

a) Le massacre de piazza della Loggia et le train Italicus

La saison des massacres reprend en 1974, et renforce dans l'opinion publique l'idée d'un projet subversif mené par l'extrême droite. Après quatre ans de batailles sur la vérité autour des auteurs et des finalités du massacre de piazza Fontana, l'Italie est de nouveau confrontée à la « stratégie de la tension » et au terrorisme néofasciste. Cependant, cette fois-ci, la vision de l'opinion publique et des médias a sensiblement changé.

Le 28 mai 1974, a lieu la « strage di piazza della Loggia »: une bombe explose pendant un rassemblent syndical à piazza della Loggia, à Brescia, en provoquant 8 morts et 102 blessés. En réaction à l'événement, des manifestations et des assemblées générales dans les usines se succèdent, la place est occupée en permanence par des groupes de manifestants pacifiques[750]. Le jour des funérailles des victimes, des milliers d'ouvriers forment un service d'ordre autonome: malgré la présence du Président de la République, et des plus hautes autorités de l'Etat, les forces de l'ordre sont remplacées par des cordons de sécurité formés par des ouvriers[751]. Pour la première fois, les autorités publiques qui participent aux

[749] G. Pasquino, « I soliti ignoti: gli opposti terrorismi nelle analisi dei presidenti del consiglio (1969-1985) », in R. Catanzaro (dir.), *La politica della violenza*, *op.cit*.. Selon Pasquino, cette incompréhension durera au moins jusqu'en 1976. Dans la phase de développement et de consolidation du terrorisme et des gouvernements de solidarité nationale (1976-1979), on retrouve cette même incompétence de la part des pouvoirs publics, mais on acquiert la conscience de l'existence d'un terrorisme rouge, sans en comprendre cependant ni l'idéologie ni son projet politique. Le terrorisme noir passe au deuxième plan. Surtout, on ne différencie pas les deux terrorismes, en maintenant toujours la thèse des « opposti estremismi ». Après l'enlèvement de Moro et la réorganisation des services secrets (1979), les autorités commencent à comprendre le phénomène, au moins par un début de différenciation entre les différents terrorismes.

[750] G. Crainz, *op.cit.*, p. 488.

[751] G. Crainz, *op.cit.*, p. 489.

funérailles des victimes, sont huées par une foule en colère[752]. La télévision rapporte fidèlement ces images dans les journaux télévisés du soir : « milioni di ascoltatori hanno sentito i fischi con cui a Brescia avevano accolto le autorità »[753].

La réaction au massacre de Brescia révèle une crise des institutions ainsi qu'une mutation profonde de la société civile, notamment grâce au succès de la bataille de la contre-information qui a succédé à piazza Fontana. L'opinion publique se mobilise de façon massive sur le choix de la démocratie contre le terrorisme, même si la perte de confiance dans les autorités de l'Etat émerge aussi clairement. Ainsi, les réactions qui succèdent au massacre de Brescia sont bien différentes des réactions qui ont succédé au massacre de piazza Fontana et montrent le degré de conscience civile sur le thème de la stratégie de la tension .

Dans la presse, le changement apporté par la bataille de vérité sur piazza Fontana et par les nouvelles enquêtes qui ont révélé l'origine fasciste de l'attentat, donnent lieu à des réactions complètement opposées à celles de 1969-1970. Le préjugé sur les anarchistes « bombaroli » est définitivement révolu et piazza della Loggia est immédiatement imputé à l'extrême droite. Le massacre de Brescia est appréhendé comme l'enième épisode d'une « stratégie » visant à destabiliser l'ordre démocratique:

> « La strage di martedì a Brescia ha illuminato retrospettivamente anche le intenzioni di allora, e c'è un filo continuo che collega i due eventi passando per una quantità di episodi di terrore (…) e tutti firmati da gruppi neri»[754].

Le massacre de Piazza della Loggia répète en l'amplifiant le choc de piazza Fontana, et *L'Espresso* lance un numéro spécial intitulé : « La strage nera. A Brescia oggi come a Milano anni fa »[755].

---

[752] La manifestation rassemble toute la ville ainsi que des délégations ouvrières et syndicales provenant de l'Italie tout entière.

[753] « La televisione a Brescia », *L'Espresso*, 9 juin 1974, dans G. Crainz, *op.cit*., p.489.

[754] « La strage nera », Fabrizio Dentice, *L'Espresso*, 2 juin 1974: « Si voleva uccidere, e stavolta le vittime non erano state scelte alle cieca. Erano lavoratori con le loro famiglie (…) riuniti per una grande manifestazione popolare. Il sentimento della tragedia storica permeava il paese. Si cominciava a parlare di « giorno di salute pubblica ». È possibile? ».

[755] *L'Espresso*, 2 juin 1974.

Même les autorités publiques imputent la responsabilité de l'attentat à l'extrême droite, et, au lendemain de l'attentat, la première page du *Corriere della Sera* reprend les mots du Ministre de l'Intérieur : « Taviani: non c'è dubbio sono state mani fasciste »[756]. La Dc se désolidarise à ce moment-là des tentatives réactionnaires[757]. Face aux critiques pressantes de l'opinion publique sur les relations entre les services secrets et les groupes néofascistes, le ministre de la Défense, Giulio Andreotti, destitue le chef du Sid, Vito Miceli et dissout l' « Ufficio Affari Riservati » dirigé par Federico Umberto D'Amato, qui avait été l'objet de plusieurs accusations au sujet de la stratégie de la tension[758].

Deux mois après le massacre de piazza della Loggia, un nouvel attentat secoue l'opinion publique: le massacre du train Italicus. Le 4 août 1974, une bombe explose dans la voiture 5 du train express Rome-Munich alors qu'il parcourait la Val di Sambro, dans la province de Bologne en provoquant 12 morts et 48 blessés. L'attentat est revendiqué par le groupe néofasciste Ordine Nero. Les pages du principal quotidien italien rendent compte d' un mouvement d'opinion publique qui accuse la Dc d'être incapable d'arrêter les massacres[759], voire de connivences avec le néofascisme « Brescia, Bologna, Piazza Fontana, mano fascista, regía democristiana » est le slogan des extraparlementaires[760].

Face à l'horreur de ce deuxième massacre, l'écrivain Italo Calvino prend la parole. Dans un article publié dans le *Corriere della Sera*, Calvino pointe l'incapacité langagière produite par cette succession de massacres:

---

[756] *Corriere della Sera*, 29 mai 1974

[757] Les attentats meurtriers qui se succèdent en 1974 constituent des gestes désespérés qui révèlent l'épilogue du projet subversif de l'extrême droite fasciste. Pour cette lecture je renvoie à G. Crainz, *op.cit.*, p.481-482 et F. Barbagallo « Il doppio Stato, il doppio terrorismo, il caso Moro », *Studi Storici*, Anno 42, N. 1 (Janvier - Mars 2001), p. 130-131.

[758] C'est après le massacre de piazza della Loggia et la conclusion récente de l'enlèvement de Sossi que le gouvernement décide de créer une centrale contre le terrorisme, comme l'annonce le *Corriere della Sera* du 31 mai 1974: « si delinea un piano d'azione del governo contro i terroristi. Una centrale operativa al ministero degli Interni ».

[759] « Lo stato esita a punire i servitori infedeli, i capi intriganti, gli organismi malati [….]. Sono note le colpe, le debolezze e gli atti concreti che hanno favorito le organizzazioni del terrorismo nero », « Due mesi dopo Brescia », *Corriere della Sera*, 5 août 1974, dans G. Crainz, *op.cit.*, p. 483.

[760] G. Galli, [2003], *op.cit.*, p.101.

« Almeno un risultato questi delle bombe l'hanno ottenuto (…) : di esaurire la possibilità che la parola scritta e parlata ha di esprimere l'indignazione, l'esecrazione, la ferma volontà di impedire il ripetersi. »[761].

Calvino dénonce ici le tarissement de la parole face au retour des mêmes faits qui se reproduisent sans la possibilité de sortir de cette étrange répétition. Cela conduit, selon Calvino, au retour des « stesse formule », avec le seul ajout de « qualche aggettivo e qualche vibrato accento per il fattaccio che immancabilmente ci capiterà tra capo e collo di qui a qualche settimana ». Il pointe aussi le retour obsessionnel de quelques mots, comme « iter [giudiziario](…) parola sacramentale nella quale ormai gli italiani vedono compendiate la frustazione e la rassagnazione nell'attesa di veder fatta giustizia », ou comme « matrice politica (altra parola sacramentale) » qui est « chiara da un pezzo, e ufficialmente note sono le linee del geniale piano fascista ». Calvino montre que des mots nouveaux ont fait leur apparition dans le vocabulaire politique courant et que cette transformation du langage indique que l'usage de ces mots est devenu habituel. D'après l'écrivain, le tarissement de la parole semble se produire à cause de la répétition tragique des événements, sans qu'il y ait la possibilité d'une issue quelconque à ce processus. Cependant, Calvino montre aussi que la conscience des Italiens a changé : « oggi anche l'uomo della strada è in grado di ricostruire una buona parte del truculento puzzle che gli è stato imposto »[762].

c) L'action de Padoue : le premier meurtre des Br

Le premier meurtre des Br s'inscrit dans le climat enflammé qui s'installe dans le pays au lendemain du massacre de Brescia. La mobilisation de la gauche autour de l'antifascisme militant pousse les Br à orienter leur action vers les groupes d'extrême droite. Ainsi, le 17 juin 1974, un commando des Br de Padoue fait irruption dans le siège provincial du Msi et tue deux militants : les victimes sont deux militants néofascistes. Le meurtre n'a pas été décidé par le comité exécutif des Br et est le fruit d'une initiative autonome de la colonne de Padoue. Pour la direction des Br le meurtre, bien qu'involontaire selon la reconstruction des

[761] « Non possono smettere di colpire », *Corriere della Sera*, 6 août 1974.

[762] Dans cet article, Calvino dénonce un véritable « langage » des bombes: « perché ogni bomba e ogni attentato sono un messaggio a chi di dovere, sono parole dell'unica lingua che essi sanno articolare, e che vogliono dire: se cercate di sganciarvi da noi, noi possiamo mettervi ancor più nei guai», *Ibid.*

brigadistes, constitue une « erreur »[763]. Cependant, après quelques hésitations, la direction du groupe décide enfin de revendiquer l'attentat.

Bien qu'il s'agisse d'une « erreur », le communiqué de revendication justifie en réalité l'action. Le processus de justification repose essentiellement sur le recours à l'ancien vocabulaire antifasciste, qui est repris et amplifié après les nouveaux massacres: « trame nere », « strage di piazza Fontana », « strage di Brescia », « delitto », « assassini », « sicari fascisti », « barbarie fascista » « servi » « roccaforti nere »[764]. Le mot « strage » apparaît trois fois. Les néofascistes sont surtout accusés d'être des « terroristes » : le communiqué cite deux fois le « terrorismo bestiale » et le « terrorismo antiproletario » des massacres néofascistes. Les Br visent à se distinguer des néofascistes, pour lesquels ils utilisent le terme de terrorisme, alors que pour leur action ils utilisent les termes de « guérilla » ou de « lutte armée » : dans la langue des Br, le terrorisme est un terme péjoratif qui s'oppose à la lutte du prolétariat.

Ainsi, le massacre de Brescia a des conséquences directes sur les Br dont une frange plus radicale passe au meurtre : « le forze rivoluzionarie sono da Brescia in poi legittimate a rispondere alla barbarie fascista con la giustizia armata del proletariato », affirme le communiqué de revendication[765]. Le massacre de Brescia légitime désormais toute action contre les fascistes.

Cependant, les Br construisent toujours leur discours à partir d'un processus de justification. Ainsi, le meurtre est décrit comme un acte de « justice »: les deux fascistes, « sono stati giustiziati » puisqu'ils avaient réagi violemment[766]; le Msi de Padoue est une centrale du « terrorisme antiprolétarien », dirigée par des personnages comme Franco Freda, lié au massacre de piazza Fontana[767] ; mais surtout, les responsables de cette politique terroriste sont à rechercher dans la Dc : « Questa strage è stata voluta dalla Democrazia

---

[763] Le meurtre pourrait être la réponse de l'aile militariste des Br de Moretti en réaction à la politique de Franceschini et Cagol lors de l'enlèvement de Sossi, *Dossier Br*, *op.cit*., p. 242, et R. Curcio, *A viso aperto*, *op.cit*., p.94-96.

[764] *Dossier Br*, *op.cit*., p. 298-299.

[765] *Ibid.*, p. 299.

[766] "I due fascisti presenti, avendo violentemente reagito, sono stati giustiziati", *Ibid.*, p.298.

[767] "Il MSI di Padova è la fucina da cui escono e sono usciti gruppi e personaggi protagonisti del terrorismo antiproletario di questi ultimi anni. Freda e Fachini hanno imparato lí il mestiere di assassini e i dirigenti di questa federazione (Luci, Switch, Marinoni) hanno diretto le trame nere dalla strage di piazza Fontana in poi", *Ibid*., p.298.

cristiana »[768], « per la prima volta il potere democristiano attraverso i sicari fascisti scatena il suo terrorismo bestiale direttamente contro la classe operaia e le sue organizzazioni »[769]. Le discours des Br se rattache au discours de la gauche extraparlementaire qui dénonce, derrière les complots et les massacres néofascistes, la connivence de la Dc.

Un mois après ce document, les Br poursuivent leur œuvre de contre-information au sujet du « golpe ». Ainsi, en juillet 1974, le journal *Controinformazione*, proche des Br, publie un dossier sur Sogno et sur sa tentative de coup d'Etat. Le dossier a été constitué à partir des documents pris par les Br lors de leur irruption dans le siège du « Comitato di resistenza democratico de Sogno »[770].

Cependant, après le meurtre de Padoue, les Br décident aussi de repenser leur organisation. Ainsi, à l'été 1974, un nouveau document interne « Alcune questioni per la discussione sull'organizzazione »[771], perfectionne l'organisation des Br en instituant plusieurs organismes. Le document décrète l' « impostazione offensiva » de l'action des Br et le passage à une « guerra di movimento » et à l' « attacco »[772]. En réalité, ce passage est annoncé plusieurs fois dans le discours des Br mais il n'aura vraiment lieu qu'en 1976 avec le meurtre de Coco, et après la diffusion de la première Résolution de la Direction stratégique d'avril 1975.

Le document met en place une organisation pyramidale qui repose sur les « colonne » et le principe de la « compartimentazione » qui, est « una legge generale della guerra rivoluzionaria nella metropoli »[773]. Il sépare aussi deux organes de direction le « comitato esecutivo » qui existait déjà, et la « direzione strategica », la « massima autorità delle Br »[774]. Il institue un nouveau front par la création du « Fronte logistico » pour la clandestinité, à côté des fronts des « grandi fabbriche » et « della lotta alla controrivoluzione » qui avaient été créés au début de 1974.

Cepedant, il est intéressant de remarquer que les termes de ces nouveaux organismes sont empruntés à la tradition politique du Parti Communiste Italien. En effet, le « comitato esecutivo » était le nom de l'organisme de direction du Pci de 1921 à 1926. De même, le

---

[768] *Ibid.*, p.298.

[769] *Ibid.*, p.299.

[770] *Dossier Br*, *op.cit.*, p. 243.

[771] Progetto Memoria, *Le parole scritte*, *op.cit.*, p. 39-43.

[772] *Ibid.*, p.40.

[773] *Ibid.*, p.41.

[774] *Ibid.*, p.43.

nouvel organisme de direction, la « Direzione strategica » rappelle la « Direzione » du Pci. Les documents produits par les organes de direction du Pci et des Br s'appellent dans les deux cas des « Risoluzioni ». Ainsi, nous avons au même moment historique, la « Risoluzione della Direzione » du Pci, publiée après chaque réunion par l'organe de presse du Pci, *l'Unità*, et la « Risoluzione della Direzione strategica » des Br, qui sera diffusée, cependant, seulement au mois d'avril 1975. La seule différence réside dans l'adjectif « stratégique » que les Br ajoutent au terme « Direction ». Cet ajout n'est pas sans conséquences: la « direction stratégique » est une invention langagière qui renvoie à l'idée d'un commandement à la fois politique et militaire. L'adjectif « stratégique », qui découle du vocabulaire de l'art militaire, revendique l'idée d'une situation de guerre.

3) Le « golpe »

a) Le « parti du golpe »

Au lendemain du massacre du train Italicus, la question du « golpe » s'intensifie. En août 1974, les enquêtes du juge turinois Luciano Violante révèlent la préparation d'une nouvelle tentative de coup d'Etat qui aurait dû avoir lieu dans la nuit du 14 au 15 août 1974. Il s'agit d'un coup d'Etat monarchiste, le « golpe bianco », préparé par Edgardo Sogno, avec la collaboration des plus hautes charges des apparats militaires. Le 27 août 1974, le juge Violante émet un mandat d'arrêt contre Sogno pour « conspiration politique », mais Sogno parvient à fuir.

À partir du mois de septembre, on ne parle plus que de « golpe ». Le mot est entré dans le vocabulaire courant de la presse officielle et a perdu ses guillemets: *l'Espresso* fait paraître un numéro spécial entièrement dédié au projet de Sogno qui s'intitule « Io, la Cia e il golpe » (8 septembre 1974)[775]. Dans ce numéro, le journaliste M. Scialoja demande aux autorités de « fare luce su alcuni episodi della strategia della tensione che da sei anni insanguina l'Italia »[776]. C'est encore en septembre 1974, que le ministre de la Défense Giulio

[775] « Io, la Cia, e il golpe », Gabriele Invernizzi, *L'Espresso*, 8 septembre 1974.

[776] « Lisbona è nei pressi di piazza Fontana », Mario Scialoja, *L'Espresso*, 8 septembre 1974.

Andreotti transmet à la magistrature une note informative sur les complots subversifs de droite, du golpe Borghese de 1970 jusqu'à la tentative de Sogno.

En octobre 1974, Vito Miceli est arrêté, pour « conspiration contre l'Etat » en relation à la tentative de coup d'Etat de 1970. L'arrestation d'une haute autorité militaire telle que Vito Miceli, un général de la République, ancien chef du Sid, frappe énormément l'opinion publique: « Per la prima volta nella storia dell'Italia unita un generale va in carcere sotto l'accusa infamante di cospirazione contro lo stato. La repubblica è ferita. Se le accuse sono vere un capo militare cui spettava la vigilanza sulla sicurezza del paese tradiva le istituzioni e ne organizzava la rovina »[777], commente le *Corriere della Sera*. Ce « climat » de « golpe » se répand dans la presse, et le terme apparaît dans tous les titres des grands journaux.

Mais c'est évidemment dans les milieux néofascistes, que l'idée de « golpe » est la plus répandue. Les interviews rétrospectives d'anciens militants montrent comment il existait une véritable idéologie du « golpe » dans les milieux néofascistes en 1974[778]. En effet, à un certain moment, le « golpismo » devient la nouvelle stratégie des groupes néofascistes: un véritable « mythe » du coup d'Etat s'installe dans l'idéologie des jeunes générations. Comme l'affirme ce militant néofasciste interviewé:

> « Nel '74 si verifica una maggiore integrazione tra il politico e il militare, in quanto si parlava della possibilità che si verificasse una specie di colpo di stato. (…) [Il golpismo] diventa la nostra tattica...perché attraverso di esso ci si puo liberare dal comunismo, che è il nemico più importante. Di conseguenza nella seconda fase si potrà fare la rivoluzione» [779].

L'attente du coup d'Etat devient un élément de consolidation des groupes néofascistes en crise[780]. En réalité, ce mythe du coup d'Etat est antérieur à 1974: dans certains milieux

---

[777] Corriere della Sera, « Il soldato perduto », 1 novembre 1974, cité par Crainz, *op.cit.*, p.484.

[778] M. Fiasco, « La simbiosi ambigua. Il neofascismo, i movimenti e la strategia delle stragi » in R. Catanzaro (dir.), *Ideologie, Movimenti, Terrorismi*, Il Mulino, Bologne, 1990, p.153-189.

[779] Interview à S.C., *Ibid.*, p.170.

[780] En réalité, l'enquête menée par Maurizio Fiasco montre que les jeunes néofascistes ont quelques hésitations face aux relations ambigües qu'ils découvrent avec les apparats de l'Etat. La question de l'alliance avec certains secteurs de l'Etat est justifiée par les chefs auprès des jeunes avec l'idée qu'il existe un groupe d'officiers nazis au sein de l'Etat : « ciò avviene perché c'è un gruppo di ufficiali nazionalsocialisti », Interview à S.C., *Ibid*, p.170. L'idée d'une alliance avec l'Etat dans un sens anti-subversif est présente dans l'idéologie de Julius Evola.

milanais d'extrême droite, on en parlait dès 1972-73: « se ne parlava di uno al giorno... si viveva in un'atmosfera incredibile, creata da falsi, veri, presunti colpi di stato che erano per avvenire»[781]. Mais c'est en effet en 1974 que la croyance à un coup d'Etat imminent se diffuse dans les milieux néofascistes.

Un véritable « imaginaire » du coup d'Etat se met en place. En effet, l'aspect le plus considérable de la question du « golpe » est bien son aspect idéologique et social: à un moment donné, le « golpe » entre dans l'imaginaire collectif, avec toute une série de données et d'images plus ou moins fixées, qui proviennent des récits des enquêtes judiciaires qui sont rapportées dans la presse. Dans les archives du Pci, on trouve une lettre de menaces adressée à Enrico Berlinguer par les « Sam », Squadre d'Azione Mussolini, un groupuscule fasciste, qui date de février 1974. La lettre reproduit l'imaginaire du coup d'Etat: « La situazione è grave (…) è una situazione che fa tremare »; « Paura che di nottetempo all'ora X ti arrestino qualche migliaio di cosidetti quadri », « Il Cile è vicino », « I colonnelli sono alle porte! »[782]. Ces expressions sont exactement les mêmes que l'on retrouve dans la presse et les médias.

b) Le Pci et le « golpe »

La peur d'un coup d'Etat se répand à nouveau au sein du Pci à l' automne 1974 : un débat important s'ouvre dans le parti après l'arrestation du général Miceli, le 31 octobre. Lors de la réunion de la Direction du Pci du 7 novembre 1974, tous les leaders communistes se montrent inquiets du tournant que vit le pays et des signaux de l'imminence d'un coup d'Etat autoritaire. Le terme de « coup d'Etat » apparaît dans toutes les interventions des leaders communistes. Le débat s'ouvre avec une relation de Ugo Pecchioli qui se demande si: « è fondato o meno ritenere possibile un colpo di tipo classico contro le istituzioni? »[783]. Selon le dirigeant communiste, le vrai danger est celui d'un déplacement à droite de l'autorité publique: « Continuo a pensare che un rovesciamento immediato del regime democratico non sia ipotizzabile, mentre resta il pericolo di atti tesi ad avviare un processo di ulteriore degenerazione della situazione, che culmini in una svolta autoritaria »[784].

---

[781] Interview à M.M., *Ibid.*, p.171.

[782] Archivio Istituto Gramsci (APC), Roma, mf. 073, 1317.

[783] APC, Verbale della Direzione, 7 novembre 1974, mf. 083, 397.

[784] APC, mf. 083, 406.

Pour Longo, la situation est moins « optimiste » que ne le laisse entendre la relation de Pecchioli : au contraire, « la situazione mi pare già quella del logoramento necessario all'attuazione di colpi di stato ». Longo insiste sur la « possibilità di colpi », et en particulier sur le « pericolo di un colpo eversivo », même si la situation « presenta indubbiamente anche aspetti positivi su cui è possibile lavorare»[785]. Presque tous les dirigeants mettent l'accent sur une situation de « danger » qui pourrait se mettre en place. Ingrao rappelle la nécessité de trouver des « strumenti idonei a fronteggiare situazioni di pericolo »[786] et Natta parle de « possibili situazioni di emergenza »[787]. Surtout, les dirigeants commencent à employer le terme de « golpe » utilisé massivement par la presse. Ainsi, Alessandro Natta affirme que « Nel corso di questi anni abbiamo avuto fatti, che volevano essere inneschi per determinare una situazione, non già veri e propri tentativi maturi di golpe. Tuttavia questi fatti ci sono stati»[788]. Perna parle aussi de « tentativi di golpe »[789].

Ingrao met l'accent sur le changement de la situation politique qui a dépassé la stratégie de la tension :

> « sulla risposta da dare nell'ipotesi di un « colpo » classico. Il problema di come oggi possa essere attuata un'azione violenta emerge dalle stesse esperienze, realizzatesi in condizioni diverse, della Grecia e del Cile. Cosa sia accaduto nel '70 non è ancora del tutto chiaro. Tuttavia basta per porci il problema di che cosa fare in una situazione, che non sia più solo quella della strategia della tensione»[790].

Même Berlinguer, affirme que « qualcosa di importante è avvenuto nell'orientamento dell'apparato statale rispetto all'identificazione del « nemico » »[791], tout en donnant un jugement plus positif sur la situation. Malgré cela, Berlinguer conclut en soulignant que le moment présente un « quadro molto torbido di progetti e di tentativi eversivi. La situazione

---

[785] APC, mf. 083, 400-401.

[786] APC, mf. 083, 404.

[787] APC, mf. 083, 403.

[788] APC, mf. 083, 402.

[789] APC, mf. 083, 402.

[790] APC, mf. 083, 404.

[791] APC, mf. 083, 405.

del paese tenderà ad aggravarsi »[792]. Berlinguer propose de mettre en place une stratégie visant à contrecarrer un possible coup d'Etat:

> « C'è anche il problema di cosa fare nel caso si verificassero fatti di vero e proprio tentativo di colpo di stato. (…) C'è la questione di che cosa deve essere chiaro alle masse per ogni evenienza. La cosa fondamentale è che innanzitutto si deve bloccare il paese: lo sciopero generale. Questa idea deve cominciare a circolare »[793].

Au lendemain de l'arrestation de Miceli, la réunion de la Segreteria du Pci du 1er novembre 1974 avait annoncé le renforcement des mesures de sécurité: « Si riaffermano le indicazioni trasmesse ieri sera e questa notte a tutte le federazioni. Si sottolinea l'esigenza di una vigilianza di massa contro eventuali provocazioni »[794]. Le 8 novembre 1974, le premier point de l'ordre du jour de la réunion de la Segreteria concerne explicitement la question du « golpe »: « Inchiesta sulle trame nere: informazione di Berlinguer e scambi di opinioni sugli sviluppi delle inchieste e su nuovi aspetti collegati a particolare responsabilità nella preparazione del « golpe » del 1970»[795]. Encore le 15 novembre 1974, la réunion de la Segreteria souligne les dangers de la situation politique : « Si sottolinea il pericolo di uno spostamento a destra e se ne deve denunziare la gravità »[796]. Ainsi, les dirigeants du Pci enregistrent un déplacement de la stratégie de la tension vers une perspective plus menaçante qui les pousse à engager une réflexion sur les mesures réelles à adopter dans une situation de «golpe».

---

[792] APC, mf. 083, 405.

[793] APC, mf. 083, 405.

[794] APC, mf. 083, 498.

[795] APC, mf. 083, 501.

[796] APC, mf. 083, 505.

c) Pasolini et le « golpe »: « Cos'è questo golpe? »

Le 14 novembre 1974, Pier Paolo Pasolini publie dans le *Corriere della Sera*, un article intitulé « Cos'è questo golpe? »[797]. Par cet article, Pasolini dénonce l'avènement du terme de « golpe » au sein du langage politique. Pasolini exprime un sentiment diffus dans l'opinion publique, et plus particulièrement dans les milieux d'extrême gauche, à savoir la prise de conscience d'un projet de déstabilisation politique, qui avait été décrit jusque là par l'expression « stratégie de la tension » et qui désormais se confond avec l'idée de « golpe ».

En effet, à l'automne 1974, le terme de « golpe » devient omniprésent dans la presse italienne. Il suffit de parcourir les titres de *L'Espresso* dans la semaine du 6 octobre 10 novembre pour s'en rendre compte : « Rivelazioni sulle rivelazioni di Andreotti: il vero golpe eccolo qua »; « Tutto su: i golpisti, i loro complici, i loro giudici »; « Crisi e golpe »; « Il golpe comincia adesso »[798]. Il en est de même pour les titres du *Corriere della Sera*, qui du 1er au 14 novembre 1974, sont entièrement consacrés à la question du golpe: « Clamorosa svolta nell'inchiesta giudiziaria sul « golpe » »[799]; « L'assalto al Quirinale era nei piani di un gruppo golpista l'estate scorsa »[800]; « Come fallì in ottobre la trappola per catturare il vertice dei « golpisti »[801] ; « Si costituisce l'informatore del Sid fra i « golpisti » »[802]; « Golpe: avviso di reato a un altro ufficiale Sid »[803] ; « Golpe: altri otto mandati di cattura »[804]; « Polemica Tanassi-Saragat sul tentato golpe del 1970 »[805]; « Le indagini sul tentato colpo di stato di Valerio Borghese »[806]; « Tanassi depone come teste sul fallito golpe del 1970 »[807]. Le 16 novembre des rumeurs de coup d'Etat circulent à Rome: « Ministeri presidiati, ieri si temeva un golpe » [808], l'article relate tous les détails du prétendu

---

[797] Pier Paolo Pasolini, "Cos'è questo golpe", *Corriere della Sera*, 14 novembre 1974, publié dans *Scritti corsari*, sous le titre « Il romanzo delle stragi », Garzanti, Milan, 2005, p.88.

[798] G. Crainz, *op.cit.*, p. 484-485.

[799] *Corriere della Sera*, 1 novembre 1974.

[800] *Ibid.*, 2 novembre 1974.

[801] *Ibid.*, 4 novembre 1974.

[802] *Ibid.*, 5 novembre 1974.

[803] *Ibid.*, 6 novembre 1974.

[804] *Ibid.*, 8 novembre 1974.

[805] *Ibid.*

[806] *Ibid.*, 9 novembre 1974.

[807] *Ibid.*, 14 novembre 1974.

[808] *Ibid.*, 17 novembre 1974.

golpe en renforçant l'imaginaire du coup d'Etat : un véritable « climat de golpe » s'est installé dans la presse italienne[809].

Dans l'article, Pasolini commente ce climat par des paroles devenues célèbres :

> « Io so.
> Io so i nomi dei responsabili di quello che viene chiamato "golpe" (e che in realtà è una serie di "golpe" istituitasi a sistema di protezione del potere).
> Io so i nomi dei responsabili della strage di Milano del 12 dicembre 1969.
> Io so i nomi dei responsabili delle stragi di Brescia e di Bologna dei primi mesi del 1974.
> Io so i nomi del "vertice" che ha manovrato, dunque, sia i vecchi fascisti ideatori di "golpe", sia i neo-fascisti autori materiali delle prime stragi, sia infine, gli "ignoti" autori materiali delle più recenti. (…)
> Io so tutti questi nomi e so tutti i fatti (attentati alle istituzioni e stragi) di cui si sono resi colpevoli.
> Io so. Ma non ho le prove. Non ho nemmeno indizi »[810].

La répétition constante de « Io so » renvoie à une réalité politique bien précise : les vérités qui avaient émergées au cours des enquêtes sur les complots éversifs faisaient apparaître depuis le début des années 1970 toujours les mêmes noms. Ces noms, répétés à l'infini, n'étaient jamais punis par la loi puisqu'aucune vérité judiciaire n'était jamais parvenue à établir une vérité historique et complète au sujet de la stratégie de la tension. Pasolini pointe une incapacité langagière paradoxale: l'impossibilité de nommer les coupables, alors que les noms sont connus, et qu'ils se trouvent sur les premières pages de tous les organes de presse.

Ce sentiment exprimé par Pasolini est partagé par de nombreux journalistes. Ainsi, on peut citer l'article de Nello Ajello, paru dans *L'Espresso* le 10 novembre 1974 qui affirme:

---

[809] Voici le début de l'article: « Un certo allarme si è diffuso a Roma nel tardo pomeriggio, specialmente negli ambienti politici e sindacali, per alcune voci trapelate in questura. Tali voci riferivano che alle 22 di oggi, ignoti cospiratori avrebbero fatto scattare il loro piano « golpista » », *Corriere della Sera*, 17 novembre 1974.

[810] P.P. Pasolini, *Scritti corsari, op.cit.*,p.88.

« A chiunque abbia seguito anche in modo sommario le notizie di questi giorni sul tentato golpe o putsch che dir si voglia, non sarà certo sfuggito un penoso particolare: molti dei nomi che ricorrono nello scenario di questo deprimente giallo politico e militare sono nomi già noti» [811].

Au lendemain du massacre de Brescia, *Lotta continua* exprime ce même sentiment, dans le titre qui occupe la première page de son journal:

« Una bomba fascista ha massacrato donne, bambini, operai che manifestavano contro il terrorismo nero. Gli assassini fascisti sono noti; sono noti i loro covi; sono noti i loro caporioni, i loro mandanti, i loro manovratori nei corpi dello stato. Con lo sciopero generale di oggi, la classe operaia, i proletari, gli studenti, i partigiani, si impegnano a prendere nelle proprie mani la giustizia antifascista »[812].

Le *Corriere della Sera* partage aussi cette vision:

« Lo stato esita a punire i servitori infedeli, i capi intriganti, gli organismi malati [….]. Sono note le colpe, le debolezze e gli atti concreti che hanno favorito le organizzazioni del terrorismo nero »[813].

Cependant, Pasolini saisit aussi la portée complexe de ce nouveau terme puisqu'il ne s'agit pas d'un véritable coup d'Etat, mais d'un « climat » de coup d'Etat, visant à créer une peur collective. En effet, selon l'intellectuel, cette menace du « golpe » paralyse la vie politique italienne, mais loin d'être réelle, elle constitue le plus puissant facteur de la conservation: le golpe, « in realtà è una serie di golpes istituitasi a sistema di protezione del

---

[811] « I generali non sono tutti uguali », N. Ajello, *L'Espresso*, 10 novembre 1974. Nello Ajello affirme que l'on retrouve les mêmes noms qui avaient émergé notamment lors du procès « De Lorenzo-L'Espresso » au sujet du Sifar, qui avait commencé le 11 novembre 1967 suite aux révélations des journalistes Eugenio Scalfari et Lino Jannuzzi au sujet de la tentative de coup d'Etat du général De Lorenzo de 1964.

[812] *Lotta continua*, 29 mai 1974.

[813] « Due mesi dopo Brescia », *Corriere della Sera*, 5 août 1974, dans G. Crainz, *op.cit.*, p. 483.

potere »[814]. Aussi, Pasolini dénonce un abus du terme de « golpe », de « quello che viene chiamato golpe ».

Mais l'article de Pasolini offre aussi une lecture originale de la stratégie de la tension. D'après l'intellectuel, la peur artificielle du golpe doit être rapportée à deux phases distinctes de la stratégie de la tension: une première phase anticommuniste visant à empêcher le développement du mouvement de 1968 et des luttes ouvrières (piazza Fontana), et une deuxième phase antifasciste, visant à protéger le pouvoir des scandales et de la défaite du référendum (Brescia et Italicus)[815]. D'après cette lecture, les massacres néofascistes ne seraient que l'expression d'un pouvoir qui dépasse les groupuscules néofascistes et qui se situe dans les plus hautes charges de l'Etat. Selon Pasolini, il ne s'agit plus d'établir les modalités et les buts des tentatives de coup d'Etat, mais de comprendre *qui* se cache réellement derrière la diffusion de ce climat lié à la « stratégie de la tension »[816].

d) La violence organisée et le « golpe »

À l'automne 1974, l'action des Br est arrêtée par deux opérations de taille menée par les « Nuclei Speciali » du général Dalla Chiesa : le 8 septembre 1974, à Pinerolo, près de Turin, les brigadistes Renato Curcio et Alberto Franceschini sont arrêtés grâce à l'infiltré Silvano Girotto, « frate mitra ». Le 15 octobre 1974, les hommes du général Dalla Chiesa font irruption dans une base des Br à Robbiano di Mediglia (Milan) : dans sa fuite le brigadiste Roberto Ognibene tue un carabinier. Le 30 octobre, Prospero Gallinari et Alfredo Bonavita sont arrêtés alors qu'ils se préparaient au braquage d'une banque à Turin. Le *Corriere della Sera* commente cette arrestation le 6 novembre: « Altro duro colpo, forse

---

[814] P.P. Pasolini, *Scritti corsari*, *op.cit.*,p.88.

[815] "Io so i nomi che hanno gestito le due differenti, anzi, opposte, fasi della tensione: una prima fase anticomunista (Milano 1969) e una seconda fase antifascista (Brescia e Bologna 1974). Io so i nomi del gruppo di potenti, che, con l'aiuto della Cia (e in second'ordine dei colonnelli greci della mafia), hanno prima creato (del resto miseramente fallendo) una crociata anticomunista, a tamponare il '68, e in seguito, sempre con l'aiuto e per ispirazione della Cia, si sono ricostituiti una verginità antifascista, a tamponare il disastro del "referendum"", *Ibid.*, p.88.

[816] C'est cette lecture qui conduit l'écrivain à renverser le terme de « golpe » à la fin de l'article: le véritable coup d'Etat consisterait à faire émerger une parole de vérité en rendant publics les noms des coupables.

definitivo, all'organizzazione terroristica ». Cette vague d'arrestation plonge les Br dans une crise profonde. Mara Cagol et Moretti deviennent les nouveaux chefs des Br.

Cependant, les Br n'avaient pas abandonné leur projet de contre-information sur la question du « golpe »: au moment où ils sont arrêtés, Curcio et Franceschini étaient en train de préparer une brochure qui devait recueillir les informations trouvées lors de l'incursion dans les bureaux milanais de E. Sogno et qui consistait principalement en des listes de noms d'hommes politiques, diplomates, militaires, magistrats, et policiers qui faisaient partie du réseau du « golpe bianco » préparé par Sogno avec l'appui des Américains[817]. Ainsi, lors d'un deuxième entretien avec le journaliste de *L'Espresso* Mario Scialoja, dans la prison de Casalmonferrato où il est détenu, Renato Curcio relie son arrestation à la politique du « golpe »[818].

Malgré cela, l'action des Br trouve désormais de plus en plus de sympathisants, notamment dans le milieu de l'Autonomie ouvrière, créée par des militants de Po après la dissolution du groupe en 1973. En effet, fin 1974, a lieu un double processus d'institutionnalisation et de radicalisation au sein des organisations extraparlementaires: de petits groupes de militants commencent à se détacher des organisations extraparlementaires et à se constituer en unités autonomes. Même Lotta Continua connaît une vague de défections: en 1974, à peu près 150 militants de Lc quittent l'organisation et rejoignent des collectifs autonomes, avant de créer « Prima Linea »[819]. Cependant, la mobilisation des masses constitue encore un frein à la dérive armée[820].

---

[817] R. Curcio, *op.cit.*, p.103. Curcio affirme qu'ils avaient ces documents avec eux au moment de l'arrestation. Lors de son procès à Turin, il demande que ces documents soient rendus publics au président Barbaro qui lui répond que ces documents ont disparu des archives judiciaires.

[818] "Ma dietro alla semplice operazione di polizia c'era dell'altro: ventilare il pericolo di una prova di forza delle sinistre per giustificare un controgolpe preventivo nero e, in via subordinata, preporre un contraltare all'attacco alle trame nere che si faceva via via più consistente", *Dossier Br*, *op.cit.*, p.318. Interview de M. Scialoja publiée dans *L'Espresso*, le 5 janvier 1975.

[819] Il est important de noter que le passage d'anciens militants des organisations extraparlementaires au terrorisme ne se produit jamais directement: le plus souvent ils militent quelques temps dans des collectifs autonomes avant de rejoindre les formations armées. Cf. D. Della Porta, *Il terrorismo di sinistra*, Il Mulino, Bologne, 1990.

[820] G. Crainz, *op.cit.*, p.488. Cependant, selon l'historien Guido Crainz, il s'agit encore de groupes très restreints puisqu'en 1974 la dérive du désespoir et de l'impuissance est encore compensée et freinée par les mouvements collectifs.

Malgré cela, le mot d'ordre brigadiste d' « attaque au cœur de l'Etat » commence à se répandre dans les milieux de la gauche extraparlementaire. Ainsi, on le retrouve par exemple dans le mouvement d'occupation des maisons qui, en septembre 1974, s'intensifie jusqu'à la célèbre bataille de la banlieue de San Basilio à Rome. Lors des heurts avec les occupants des lots de maisons de San Basilio, le 8 septembre 1974, une balle tirée par la police frappe Fabrizio Ceruso, 19 ans, un militant de l'Autonomie Ouvrière de Tivoli, qui meurt peu après. Le lendemain, un militant de l'Autonomie ouvrière compose la ballade *San Basilio rivolta di classe*, qui reprend le mot d'ordre des Br: «La nostra rivolta di classe qui a San Basilio iniziamo/ un compagno c'hanno ammazzato/ gli hanno sparato nel cuore/ ma il nuovo proletariato/ colpirà al cuore lo Stato»[821].

Surtout, en septembre 1974, un nouveau groupe armé d'extrême gauche fait son apparition sur la scène publique: les Nap, « Nuclei Armati Proletari ». La naissance de ce groupe est liée à l'expérience de la prison faite par un grand nombre de militants de la gauche extraparlementaire : le groupe des Nap s'est formé autour de Lc et de son travail sur les prisons, « I dannati della terra ». Ainsi, en octobre 1974, Lc connaît la plus grave crise depuis la naissance de l'organisation, lorsqu'elle découvre qu'en son sein milite une aile militariste qui vient de s'engager dans la lutte armée. À l'intérieur de l'aile la plus à gauche de Lc, avait mûri une ligne militariste qui revendiquait une continuité avec l'extrémisme des années 1969-70 et qui ne voulait pas suivre l'organisation dans son saut vers la politique. En effet, en automne 1974, Adriano Sofri avait illustré ses nouvelles « tesi » dans lesquelles il envisageait une ouverture de la lutte sur le terrain électoral[822]. La première action des Nap, le 29 octobre 1974, qui entraîne la mort de Luca Mantini, ancien militant de Lc, et de Giuseppe Romeo, produit, selon les mots de Bobbio, une « spaccatura traumatica » au sein de l'organisation[823].

---

[821] La suite de la balade récite: « E a chi ci vuole disarmare/ rispondiamo con la lotta armata/ Autonomia operaia organizzata per la rivoluzione avete scelto la guerra/ ebbene che guerra sia/ partito e soviet compagni e noi la vinceremo, la vinceremo! », C. Armati, *op.cit*., p.240.

[822] Les thèses seront discutées et approuvées en janvier 1975 lors du premier congrès national de Lc.

[823] Sur les rapports entre Lc et les Nap, L. Bobbio, *op.cit*., p.132 et suiv. D'après Bobbio, l'expérience des Nap est le signe d'un désespoir mûri au sein des institutions carcérales qui n'a pas reçu de réponse du gouvernement malgré un grand nombre d'expériences de luttes démocratiques, ce qui a conduit un certain nombre de militants à voir dans la lutte armée le seul débouché possible aux luttes des prisonniers.

Sans pouvoir développer ici la question de l'apparition de cette nouvelle organisation armée, on peut cependant esquisser quelques éléments fondamentaux pour notre discours. En effet, dès leur création, les Nap semblent s'inspirer du modèle linguistique des Br. Le langage et les modalités d'action des Br ont fait école, et il s'agit de voir comment les Nap, tout en agissant sur le terrain particulier des prisons, reprennent à leur compte le langage des Br [824].

Le nom choisi par le groupe, « Nuclei armati proletari », s'inspire déjà du discours des Br: celles-ci signent leurs actions en se définissant un « nucleo armato », ainsi par exemple lors de l'enlèvement de Sossi: « un nucleo armato delle Br ha arrestato (…) Mario Sossi » [825]. Les « Nap » insistent seulement sur l'origine prolétarienne du groupe en s'inscrivant dans la tradition marxiste, bien qu'adaptée à la situation carcérale.

Ainsi, les deux premiers documents des Nap, qui datent de septembre et d'octobre 1974[826], reprennent à leur compte la thèse d'un fascisme inhérent à l'Etat et la question du « golpe » en dénonçant, comme les Br, « il paravento di un disegno golpista »[827] dont le but est de détourner les forces de gauche de la lutte armée. Ainsi, le mot d'ordre des Nap est « contro il fascismo di Stato, violenza organizzata e armata del proletariato »[828].

Surtout, le langage des Nap connaît une évolution qui le rapproche de plus en plus aux Br: alors que ces premiers documents des Nap sont longs et confus, les communiqués de leur premier enlèvement, l'enlèvement du magistrat Giuseppe Di Gennaro en mai 1975, sont calqués sur les communiqués produits par les Br pendant l'action Sossi : «Il giorno 6-5-1975 alle ore 22.45 un gruppo di compagni ha fatto prigioniero Giuseppe di Gennaro, consigliere di Cassazione (…)»[829], et se terminent par la signature brigadiste « lotta armata per il comunismo »[830]. Les Nap reprendront même à leur compte le slogan des Br « Colpiscine uno per educarne cento! » lors de leur premier attentat en mai 1976[831]. De même, le groupe

---

[824] Les Br considéraient les Nap comme leur colonne dans le Sud de l'Italie où elles n'ont jamais réussi à s'implanter.

[825] Comuniqué n. 1, *Dossier Br*, *op.cit.*, p.257.

[826] Progetto memoria, *Le parole scritte*, *op.cit*., p.230-234.

[827] *Ibid*., p.230.

[828] *Ibid*., p.231.

[829] *Ibid*., p.235.

[830] *Ibid*.

[831] *Ibid*., p.243.

produit en juin 1975 deux « auto-interview » sur le modèle des documents réalisées par les Br en 1971, afin de présenter leur action et leurs objectifs[832].

L'idéologie des Nap reprend ainsi à la fois les présupposés théoriques de Lc et l'idéologie des Br. Comme Lc, les Nap pensent que le sujet révolutionnaire n'est plus seulement l'ouvrier mais toute figure de marginalité sociale, comme les prisonniers. Le prolétariat d'origine marxiste est adapté à des conditions sociales dégradées et englobe même le sous-prolétariat, catégorie exclue du projet marxiste. Comme les Br, les Nap ont engagé immédiatement un affrontement avec l'Etat, en montrant que la lutte des classes s'est généralisée à des lieux qui ne sont plus seulement les lieux de la tradition marxiste, comme les usines, mais qu'elle investit désormais principalement les lieux où s'exerce l'autorité de l'Etat, comme les prisons.

4) Conclusion

En 1974, la thèse de la « stratégie de la tension », promue par les milieux de la contre-information depuis 1970, a triomphé. En effet, la stratégie de la tension devient la clé d'interprétation des scandales, des complots et des massacres qui se succèdent en 1974. Le terme est repris dans presque tous les discours politiques alors que son corollaire, le terme de de « golpe », entre à part entière dans le vocabulaire politique courant. La question du « golpe » occupe toute l'année 1974. À travers l'étude de l'utilisation et de l'évolution de ce terme, nous avons voulu montrer que le débat politique dans les années 1970 était intimement lié, dans tous les milieux de la contestation, à la question du coup d'Etat.

L'année 1974 et la question du « golpe » constituent un tournant aussi pour les organisations de la lutte armée. En effet, à partir de 1974, les Brigades Rouges changent leur perspective politique et leurs actions: le 18 avril 1974 les Br enlèvent pour la première fois un membre des institutions de l'Etat, le magistrat Mario Sossi. Cette action s'inscrit dans la nouvelle ligne politique prônée dans le document « Contro il neogollismo portare l'attacco al cuore dello stato » (avril 1974).

---

[832] Le groupe répond par exemple à la question: « Come sono nati e che scopi si propongono i Nap? », *Ibid* ., p. 239.

Les Br, qui jusque là avaient réalisé une série d'enlèvements et d'actions symboliques à l'intérieur du monde de l'entreprise, s'attaquent désormais au « cœur de l'Etat ». Il ne s'agit plus de frapper au sein des contradictions de classe qui opposent les ouvriers au patronat, mais d'élever le niveau de l'affrontement entre les groupes armés et les institutions: il s'agit désormais de frapper à l'intérieur des rouages mêmes de l'Etat. Cette nouvelle ligne opère donc un déplacement de la figure de l' « ennemi » qui passe du pouvoir économique au pouvoir politique. C'est ainsi que l'on peut affirmer que l'enlèvement de Mario Sossi clôt la première phase des Br.

Le destinataire des Br a aussi changé : le langage des premières actions se référait au monde de l'entreprise, faisait appel aux réalités locales du monde du travail et de la classe ouvrière. Avec le passage à l' « attaque au cœur de l'Etat », le langage se généralise : la propagande armée est destinée désormais à une réalité sociale plus large, qui dépasse le monde de l'usine, et qui touche un spectre plus ample de destinataires. L'ennemi est désormais le monde politique : ainsi les actions deviennent plus spectaculaires et c'est seulement avec l'enlèvement de Mario Sossi que les Br acquièrent une réelle visibilité médiatique et politique.

Mais l'année 1974 révèle aussi une crise profonde de la démocratie et de ses institutions qui affecte le corps social tout entier au-delà des divisions idéologiques. Les réactions après le massacre de Brescia du 28 mai 1974 symbolisent le chemin accompli par la société civile depuis le massacre de piazza Fontana. Pour la première fois, la société civile exprime de façon spectaculaire sa répulsion envers les autorités publiques accusées d'être complices des massacres qui ont ensanglanté le pays. La Démocratie chrétienne entre dans une phase de crise qui se révèlera dans toute sa force dans les résultats aux élections de 1975-1976. La peur du golpe, entretenue par l'omniprésence excessive du terme, et qui éclate à la fin de l'année 1974, est essentielle pour reconstruire le climat dans lequel se déroulent à peine cinq mois plus tard les élections de mai 1975 : c'est en effet la perte de confiance dans les institutions qui explique en partie le succès du Pci au moment du vote.

Enfin, nous pouvons conclure l'analyse de cette année si controversée par une dernière réflexion sur le 12 décembre 1974. La manifestation annuelle qui commémore le massacre de piazza Fontana, en 1974, révèle les effets de la stratégie de la tension et du « golpe » dans les consciences de l'opinion publique. Ainsi, pour la première fois depuis 1970, en 1974, la manifestation du 12 décembre n'est pas très suivie. Voici comment *Lotta continua* commente le fait:

« Se quest'anno la mobilitazione non è sfociata in manifestazioni di piazza numerose come negli anni passati – ma le manifestazioni sono state comunque molte (...) - questo non è accaduto per un calo di tensione o di interesse per i temi dell'antifascismo (…) ma proprio per il suo contrario; si tratta cioè del fatto che il 12 dicembre quest'anno non ha fatto che aggiungersi ad una serie ininterrotta di scadenze di lotta (...) »[833].

En réalité, l'année 1974 enregistre une baisse de la mobilisation générale. Les mouvements collectifs sont entrés dans une grave crise qui avait commencé dès 1972-1973. Les massacres de 1974 et les révélations des enquêtes au sujet de la stratégie de la tension ôtent à la gauche extraparlementaire l'originalité de ses théories qui sont désormais partagées par un grand nombre d'observateurs. Ainsi, l'année 1974 prépare le moment suivant lié aux élections de 1975 et de 1976. Ce moment voit la radicalisation du choix entre deux formes d'action : le retour à une politique institutionnelle liée au moment électoral, ou bien le passage à la lutte armée et l'explosion de la violence.

[833] « La strage di stato continua », *Lotta continua*, 13 décembre 1974.

Chapitre 6

Violence et institutionnalisation
Le moment des élections, 1975-1976

La nouvelle ligne politique du Pci, le « compromis historique », lancée à la fin de 1973, prend forme au cours des campagnes électorales de 1975 et de 1976. Les élections régionales de 1975, puis les législatives de 1976 constituent un tournant fondamental dans l'histoire des années 1970 dans la mesure où ces deux moments électoraux rapprochés radicalisent la lutte entre les extrémismes tout en modifiant les équilibres traditionnels entre les partis politiques. Au niveau linguistique, la politique du « compromis historique » entraîne des changements fondamentaux dans la nouvelle gauche : l'idée d'une alliance possible du Pci avec la Dc, déstructure et radicalise le langage des mouvements. Ceux-ci se retrouvent définitivement sans le poids et le soutien d'une tradition commune et partagée avec le Parti communiste. Le revirement politique du Pci et son déplacement vers l'axe gouvernemental créent un vide à gauche qui est aussi un vide linguistique.

Au moment des élections de 1975, puis de 1976, le Pci semble vouloir résoudre ses « antinomies linguistiques » en éclaircissant une fois pour toute l'abandon définitif de la voie révolutionnaire au profit de la voie « démocratique » d'accès au pouvoir. Cette politique, qui était déjà celle du Pci depuis la direction de Togliatti, est poussée encore plus loin : avec le secrétariat de Berlinguer, la ligne du parti redéfinit le terme de « démocratie » en lui ôtant toute connotation socialiste, prolétarienne, ou révolutionnaire. Bien plus, le Pci pense même à une alliance avec le parti que la tradition politique depuis l'après-guerre désignait comme l'ennemi incarné du communisme.

Le moment électoral fait donc exploser les contradictions qui étaient jusqu'alors contenues par le rôle fondamental que jouait le Pci. Bien que critiqué depuis 1968, le Pci jouait en réalité un rôle de « containment », d'endiguement des mouvements les plus extrêmes, dans la mesure où il fonctionnait comme un intermédiaire entre les requêtes de la société civile la plus avancée et les besoins de rébellion des jeunes générations. C'est bien pour cette raison que le Pci et la Cgil, le syndicat qui lui est historiquement lié, bénéficient tout au long de la période d'un consensus toujours croissant en nombre de voix ou d'adhésions.

Le déplacement du Pci conjugue deux effets distincts et opposées : d'une part, il révèle le poids massif des valeurs démocratiques au sein de la société civile et des milieux de gauche. D'autre part, cependant, la déception qui suit le moment électoral et la politique inégale d'alliance du Pci (la « solidarité nationale », 1976-1979) fait exploser la rage des militants en offrant un terrain propice aux partisans de la lutte armée. En effet, c'est à partir de 1976, et surtout à partir de l'explosion de l'Autonomie en 1977, que la violence de rue grandit et que le terrorisme se développe de façon exponentielle avec le phénomène du « terrorisme diffus ».

Ainsi, c'est lorsque le Pci abandonne son rôle de médiation politique entre le pouvoir démocrate-chrétien et les mouvements que la société civile réagit de deux manières différentes, voire opposées : en s'institutionnalisant ou en passant à la violence armée. Dans les deux cas, la gauche récupère la tradition d'antagonisme avec la Dc en la reléguant au rôle d'ennemi. En effet, pour une grande partie de la gauche radicale, malgré le « compromis historique », la Dc incarne encore la figure de l'ennemi.

I. Les élections de 1975 : l'expérience de « Démocratie Prolétarienne »

Les élections régionales de 1975 (15 et 16 juin) ont lieu dans un climat de violence sans précédent. On parle de l' « Avril rouge » pour signifier le nombre de militants - d'extrême gauche et d'extrême droite - qui meurent au cours de nombreux heurts de rue : Claudio Varalli (16 avril), Giannino Zibecchi (17 avril), Tonino Micciché (17 avril), Rodolfo Boschi (18 avril), mais aussi, du côté de l'extrême droite, Mikis Mantakas (28 février), Sergio Ramelli (29 avril). Aux funérailles de Giannino Zibecchi, membre actif des Caf (comités antifascistes), tué par les forces de l'ordre, un cortège de 50 000 personnes chante la chanson de Amodei, *Per i morti di Reggio Emilia*, et scande le slogan : « Compagno Giannino sei morto partigiano/ contro il fascismo democristiano »[834].

La perspective électorale radicalise le combat politique autour des symboles traditionnels de la gauche comme la référence au passé antifasciste, l'éloge de la Résistance, la désignation d'ennemis communs. En même temps, et selon un processus que nous avons déjà analysé, la réactivation du passé ne se fait pas sans innovation : le déplacement sémantique des mots rassemble deux ennemis historiques de la gauche en dénonçant le

[834] G. Galli, *op.cit*., [2003], p.111.

« fascismo democristiano ». Pourtant, le « fascisme démocrate-chrétien » est déjà devenu, en 1975, une expression courante et répétitive.

En réaction aux désordres, le 22 mai 1975, le Sénat approuve la loi Reale sur l'ordre public, qui permet l'extension de l'arrestation « préventive » et qui légitime l'utilisation des armes à feu par les forces de l'ordre. L'acceptation par le Pci de cette loi votée au Parlement creuse encore plus la rupture entre le parti et les mouvements d'extrême-gauche.

Malgré le climat de violence dans lequel se déroule la campagne électorale, les élections de 1975 voient la participation de presque 40 millions d'électeurs : il s'agit de renouveler les conseils de 15 régions à statut ordinaire, de 86 provinces et de 6 345 communes[835]. Les résultats aux élections du 15 et 16 juin 1975 sont encourageants pour Dp même s'ils restent modestes : Dp atteint 1,4 % (8 sièges) en obtenant les pourcentages suivants : 2,5% en Lombardie, 1,5% dans le Latium ; 1,2% dans le Molise ; 1,1% en Campanie et dans les Abruzzes. Pdup-pc réalise 2,7% en Calabre ; 2,1% en Toscane et dans les Marches ; 1,6% en Emilie-Romagne. Democratie ouvrière (Avanguardia operaia) obtient 0,8% au Piémont. En tout, Dp obtient 418.000 voix (1,8%) et l'élection de huit conseillers régionaux[836].

Le Pci a encore augmenté son score en atteignant 33,4% et la Dc obtient seulement 35,3% des voix. Les élections de 1975 sont marquées par une forte volonté de changement et une grande participation, faisant preuve de l'enracinement des valeurs démocratiques dans la société italienne. Elles ouvrent aussi à l'idée du « sorpasso », du dépassement de la Dc par le Pci : le succès du Pci de Berlinguer commence à inquiéter les dirigeants démocrate-chrétiens.

1) 1975: DP, un nouveau cartel politique

Le cartel de Democrazia Proletaria est formé par le rassemblement de plusieurs tendances. À l'origine, il découle de la réunification, qui a lieu en juillet 1974, entre le « Partito di unità proletaria » (Pdup)[837] et le groupe du quotidien *Il Manifesto*. Ensemble ils

---

[835] G. Mammarella, *L'Italia contemporanea, 1943-2007*, Il Mulino, Bologne, 2008, p.389-390.

[836] W. Gambetta, *Democrazia Proletaria. La nuova sinistra tra piazza e palazzi*, Edizioni Punto rosso, Milan, 2010, p.60.

[837] Le « Partito di unità proletaria » (Pdup) a été créé en décembre 1972 après la débâcle électorale du « Psiup - Partito socialisto unitairio di unità proletaria », fondé par Lelio Basso en 1964 et actif jusqu'en 1972.

forment le « Partito di unità proletaria per il comunismo » ou « Pdup per il comunismo » (Pdup-pc). En automne 1974, le « Mouvement autonome des étudiants de Milan », sorti du Mouvement de la Statale et guidé par Mario Capanna, rejoint aussi le «Pdup per il comunismo». Enfin, lors de son IV Congrès, en octobre 1974, l'organisation Avanguardia Operaia décide d'entamer un dialogue avec le Pdup-pc.

Ainsi, le nouveau parti conjugue plusieurs traditions. La personnalité qui représente le mieux la pluralité de ces traditions est le leader du Pdup, Vittorio Foa : ancien résistant du Parti d'Action, syndicaliste de la Cgil, puis numéro un de la Fiom, il est l'un des plus importants théoriciens de l'autonomie ouvrière, et l'un des inspirateurs des *Quaderni rossi* dont il soigne avec Panzieri le premier numéro (1961). Grâce à l'apport du groupe du *Manifesto*, le nouveau parti retisse un lien solide avec la tradition communiste : ce n'est que lorsque le groupe de *Il Manifesto* rejoint le Pdup que l'on ajoute au nom du parti « per il comunismo » [838]. Au pôle inverse, l'ancien Pdup est très lié au mouvement des catholiques dissidents, des catholiques marxistes, voire du mouvement des catholiques pour le socialisme, les plus durs envers la politique de la Dc.

Le nouveau parti se pose immédiatement en rupture avec les deux traditions qui dominent la vie politique italienne. Invité en octobre 1974 au congrès de Avanguardia Operaia, Miniati du «Pdup per il comunismo» prône « un modo alternativo di fare politica », qui « radicalizzi lo scontro con la Dc » et avec « la linea togliattiana del Pci »[839]. Dans le projet du nouveau parti qui vient de se former, Pci et Dc sont mis sur le même plan, et le but est celui de construire « un unico fronte antimperialista » : ce discours plaît à Ao qui cherche à se renouveler au moment où la crise irréversible des groupes commence à se faire sentir.

Alors que la majorité du Psiup conflue dans le Pci en juillet 1972, une minorité guidée par Vittorio Foa et Silvano Miniati fonde le « Nuovo Psiup » (juillet-décembre 1972).

Le « Nuovo Psiup » s'allie avec « Alternativa socialista » (Giovanni Russo Spena et Domenico Jervolino) un courant de gauche, catholique et progressiste, qui sort du «Mpl -Movimento Politico dei Lavoratori» (fondé par le président des Acli, Livio Labor) lorsque celui-ci décide, toujours après les élections de 1972, de confluer dans le Parti socialiste (Psi)

Le Pdup est donc le fruit de l'alliance entre deux courants socialistes qui refusent d'intégrer les deux partis majoritaires de gauche – le Pci et le Psi – et qui unissent la tradition du mouvement ouvrier à la dissidence catholique.

[838] L'ajout "per il comunismo" voulu par *Il Manifesto* par référence à sa tradition, se heurta à l'anti-stalinisme du Pdup (surtout des anciens qui venaient du Psiup).

[839] M. Pucciarelli, *Gli ultimi mohicani. Una storia di Democrazia Proletaria*, Alegre, Rome, 2011, p.66.

Le cartel de « Democrazia Proletaria », qui allie le «Pdup per il comunismo» et Ao, naît en 1974. Il est important de noter que cette nouvelle mouvance démocratique naît au lendemain de la victoire sur le divorce, qui a consacré la victoire de la participation directe de la société civile contre l'immobilisme de la sphère politique. C'est donc un moment d'espoir démocratique, lié aux avancées et aux requêtes de la société civile. La victoire du référendum sur le divorce est saluée, par toute la gauche confondue (Pci, Pdup, Manifesto, Ao)[840], comme une victoire de la gauche démocratique et antifasciste contre les forces de la réaction, voire même comme une bataille entre les fronts capitaliste et anticapitaliste, alors qu'il s'agissait, en réalité, d'une conséquence du processus de modernisation et de sécularisation de la société[841].

Ainsi, les grandes mutations ouvertes par la saison référendaire de 1974 ont des conséquences directes sur les équilibres politique du pays. En ce sens, l'année 1974 a eu un impact plus fort sur la société italienne que l'année 1968 : les élections de 1972 avaient vu un déplacement général à droite, celles de 1975-76 verront un déplacement général à gauche.

Cependant, il faut remonter à l'année 1972 et à la naissance du Pdup pour déterminer les traditions politiques qui accompagnent l'histoire des membres fondateurs de Dp. En novembre 1972, les dissidents de l'ancien Psiup se retrouvent à Livourne (ville de fondation du Pci) et fondent le Pdup. Son symbole est la faucille et le marteau avec derrière une mappemonde. Le rapport de « filiation » entre le Pdup et le Pci est déjà présent dans ces éléments symboliques.

Lors du congrès de fondation du Pdup, en 1972, on propose pour la première fois le nom de « Democrazia Proletaria » mais le nom ne passe pas, alors qu'en 1975, c'est ce même nom qui sera choisi par la coalition guidée par le Pdup. Pourquoi le terme n'est-il pas accepté en 1972? Selon le témoignage de Daniele Protti [842], le débat politique de cette assemblée n'avait pas été très profond: « metà del tempo fu speso sulla questione del nome ; c'era chi voleva a tutti i costi mantenere la parola « socialista », chi voleva invece « comunista » ». La proposition d'appeler le nouveau parti « Democrazia Proletaria », « una denominazione nuova per la sinistra italiana », selon l'ancien directeur de QL, avait été jugée

---

[840] W. Gambetta, *op.cit.*, p.40-41.

[841] Je renvoie à la lecture de P.P. Pasolini, *Scritti corsari*, Garzanti, Milan, 2000 [1975], "Studio sulla rivoluzione antropologica in Italia" (10 juin 1974) et "In che senso parlare di una sconfitta del Pci al referendum" (26 juillet 1974).

[842] Daniele Protti sera l'un des membres fondateurs de Dp et surtout le directeur du *Quotidiano dei lavoratori*, organe de presse de Avanguardia Operaia, puis de Democrazia Proletaria.

« scandaleuse », surtout par les camarades du Sud : « Ma come? Noi facciamo una faticaccia per batterci contro la Dc e poi ci andiamo a chiamare con un nome che ricorda proprio i democristiani! ». Le choix du nom fut le résultat d'une longue médiation: « niente democrazia proletaria, niente socialista, niente comunista. Partito di unità proletaria. Tutti scontenti ma nessuno contento. E cosi passò »[843].

Ainsi, le nom du Pdup est le produit de la convergence de plusieurs groupes qui provenaient de traditions différentes. Cependant, la référence majeure demeure celle de l'impératif marxiste de l'unité du prolétariat, qui constitue une ouverture implicite à tous les partis qui prétendent représenter cette unité, y compris le Pci. En 1974, l'apport du Manifesto se situe dans l'ajout de « Per il comunismo » :

> « *Unità*, perché vogliamo dire alle masse che non vogliamo fare un partito in più, né una nuova scissione, ma lavorare a costruire una superiore unità. *Proletaria*, perché non crediamo più alle rivoluzioni fatte per conto degli oppressi anziché dagli oppressi in prima persona. *Per il comunismo*, perché siamo più che mai convinti che il comunismo non è oggi una bandiera ideale ma un programma cui riferire la pratica di ogni giorno, il movimento reale che abolisce lo stato di cose presenti »[844].

Magri reprend la définition marxiste de communisme comme « mouvement »[845] en insistant sur l'idée de processus. Le congrès de dissolution du groupe politique du *Manifesto* marquait, d'ailleurs, une étape ultérieure du mouvement puisqu'il s'intitulait : « Dalla autonomia operaia alla egemonia operaia, dalla unità della sinistra alla rifondazione della sinistra, dalla crisi di sistema alla alternativa di sistema »[846]. Pour le groupe, la fondation du Pdup-pc était considérée comme un retour aux formes traditionnelles de la représentation et de la délégation, et comme un retour à l'hégémonie gramscienne[847].

---

[843] M. Pucciarelli, *Gli ultimi mohicani. Una storia di Democrazia Proletaria*, Alegre, Rome, 2011, p. 58. La citation de Protti, cité par Pucciarelli, se trouve dans: Daniele Protti, *Cronache di Nuova Sinistra. Dal Psiup a Democrazia Proletaria*, Gammalibri, Milano, 1979; et W. Gambetta, *Democrazia Proletaria. La nuova sinistra tra piazza e palazzi*, Edizioni Punto rosso, Milan, 2010, p.33.

[844] W. Gambetta, *op.cit.*, p.37.

[845] « Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit etre créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouve-

En effet, dès les premiers projets de fusion entre le Pdup et le groupe du *Manifesto*, une contradiction apparaît entre le « renouveau » proclamé et la quête d'un retour à la tradition. Alors que l'Assemblée nationale du *Manifesto* qui se déroule du 29-30 juin au 1er juillet 1973, en présence des invités du Pdup, s'intitule : « Per un processo di unificazione politica. Per una nuova opposizione anticapitalistica. Documento di discussione interna del Pdup e del Manifesto », en réalité cette « nouvelle » opposition anticapitaliste se fait au nom de la plus pure tradition communiste. Le document multiplie les rythmes binaires et les figures d'opposition, tout en reprenant le vocabulaire traditionnel de la critique marxiste qui part de l' « analisi della crisi attuale ». La nouveauté réside dans le choix de la tradition gramscienne contre la tradition léniniste : ainsi, le document prône le « superamento di una concezione della rivoluzione come presa del potere politico », au profit d'une :

> « presa del potere come atto di rottura necessaria e possibile solo in quanto sia compiuto da un movimento politico di massa cresciuto nella contestatzione concreta del sistema, capace di costruirsi in alternativa positiva e di affermare una nuova egemonia sul corpo sociale ».

C'est le retour à la théorie gramscienne de l'hégémonie contre l'assaut au Palais d'Hiver.

La vision de la démocratie renvoie aussi à la démocratie directe prônée par le jeune Gramsci, à la démocratie des conseils[848] : le document insiste sur le refus de la délégation et

---

ment résultent de prémisses actuellement existantes », dans G. Labica, G. Bensussan, *op.cit.*, article « Communisme », p. 202-203. La citation est tirée de l'*Idéologie allemande* (1846).

[846] Le congrès a lieu à Rome, au Palais des congrès, du 12 au 14 juillet 1974.

[847] Pour le concept d' "hégémonie" chez Gramsci, cf. G. Labica, G. Bensussan, *op.cit.*, art. "Hégémonie", p.532-538, et A. Gramsci, *Quaderni del carcere*, a cura di V. Gerratana, Einaudi, Turin, 2001 [1975], 4 vol, en particulier vol.2, Quaderni 6-11: "Nella politica l'errore avviene per una inesatta comprensione di ciò che è lo Stato (nel significato integrale: dittatura+ egemonia", p. 811 et pour l'hégémonie comme stratégie politique: " Anche la quistione della cosidetta "rivoluzione permanente", concetto politico sorto nel 1848 (…) in un periodo in cui non si erano ancora costituiti i grandi partiti politici e i grandi sindacati economici e che ulteriormente sarà composto e superato nel concetto di "egemonia civile". (…) la guerra di posizione, in politica, è il concetto di egemonia", p. 973.

[848] Sur l'expérience des conseils ouvriers (1919-1920), A. Gramsci, *L'Ordine nuovo, 1919-1920*, a c.di. V. Gerratana, Einaudi, Turin, 1987. Sur les conseils ouvriers comme premiers noyaux de l'Etat communiste, article "Sindacati e consigli", 11 octobre 1919.

sur des « forme di democrazia diretta in ogni settore della società (i consigli) (…) combattendo la tendenza del partito a consolidarsi come struttura separata dal movimento di massa »[849]. Il s'agit donc de construire une nouvelle hégémonie sociale et politique qui repose sur la grande poussée des mouvements des années 1970, contre une conception de prise du pouvoir par la force. Le paradoxe de ce document est que le « renouveau » est présenté comme une reprise du marxisme des origines. Nous voyons déjà les risques d'incompréhension qui s'annoncent lorsque, d'un autre coté, le IV Congrès de Avanguardia Operaia (4-7 octobre 1974) affirme vouloir construire le « parti de la révolution prolétarienne » qui s'inspire des « des principes et des méthodes du marxisme-léninisme »[850] selon la « conception marxiste-léniniste du Parti » comme « avant-garde réelle du prolétariat » structuré par le « centralisme démocratique » et guidé par une « ligne de masse » telle qu'elle est décrite dans le *Que faire ?* de Lénine [851].

Lors de la constitution du Pdup-pc, le débat entre les différents courants qui l'animent, porte sur un autre aspect du rapport à la « tradition » : le rapport au Pci. Même Lc, qui en 1975 décide de voter pour le Pci, pense qu'elle bénéficiera des divergences entre la base du Pci et sa direction réformiste. Ainsi, dès la constitution du nouveau parti, Pdup et Manifesto se divisent autour de trois questions principales : le rapport avec les syndicats, le rapport avec les partis de la gauche historique, la stratégie électorale[852].

Alors que le Manifesto souhaite une plus grande « autonomie » par rapport aux syndicats, pour le Pdup il est impossible de garder une présence active dans les usines sans maintenir des liens avec les trois confédérations syndicales. A l'inverse, en ce qui concerne la gauche institutionnelle, le Manifesto souhaite garder un dialogue ouvert avec le Pci (en espérant radicaliser sa ligne), alors que le Pdup défend l'autonomie du parti, voulant se démarquer à la fois de l'idéologie communiste d'inspiration soviétique et du socialisme réformiste. Ainsi, au niveau électoral, le Manifesto affirme vouloir voter le Pci, alors que le Pdup veut présenter ses propres listes[853]. Tous espèrent pourtant une radicalisation des partis réformistes.

---

[849]Brochure « Per un processo di unificazione politica. Per una nuova opposizione anticapitalistica. Documento di discussione interna del Pdup e del Manifesto », juin-juillet 1973, p.9-10. Irsifar. Fondo Leonardo Musci. Busta 1, Cartella 143.

[850] W. Gambetta, *op.cit.*, p.220.

[851] W. Gambetta, *op.cit.*, p.44.

[852] W.Gambetta, *op.cit.*, p.34.

[853] *Ibid.*

En dépit de cela, la formation du cartel « Democrazia proletaria » s'inscrit dans un processus plus général d'institutionnalisation des mouvements. En décembre 1974, Ao propose de présenter des listes unitaires, en justifiant cela par la nécessité d'une nouvelle phase de la lutte : « la sinistra rivoluzionaria (...) sta lasciando cioè lo stadio dei gruppi e cominciando a delineare quello dei piccoli partiti »[854]. On voit déjà l'évolution par rapport à 1972 lorsque les groupes s'étaient présentés éclatés : l'appel à l'unité et le retour à la politique traditionnelle sera, en réalité, un moyen pour ces groupes de survivre, dans un moment où les grandes luttes du début de la décennie ont perdu leur souffle.

À la mi-avril 1975, les groupes dirigeants (Pdup pour le communisme et Ao) s'accordent pour aller ensemble aux élections. Le Pdup compte environ 15 000 militants, Ao en compte 10 000[855].

Ainsi, en 1975, Dp présente des listes unitaires dans six régions (Lombardie, Vénétie, Ombrie, Latium, Molise et Campanie), dans les provinces de Milan, Venise, Vérone et dans d'autres villes comme Palerme et Udine (sans région) et autres petites communes[856]. Elle ne présente pas de listes unitaires en Piémont et à Turin, où Ao présente des listes propres (« Democrazia operaia ») et en Emilie-Romagne, Marches, Calabre, et Toscane le Pdup-pc se présente seul. Pour les lists unitaires on reprend le sigle de « Democrazia proleatria », ayant comme symbole un poing fermé sur une faucille et une tenaille croisées.

Cependant, pour chaque groupe constituant le cartel, le nom de « Democrazia proletaria » renvoie à une réalité différente. Voici le témoignage de Domenico Jervolino, catholique de gauche, et ancien membre du « Movimento per il Lavoratori- Mpl », mouvement du catholicisme socialiste :

> « La scelta di questo « titolo » [Democrazia Proletaria] era, per noi che provenivamo dall'esperienza del Mpl, riferita al concetto di democrazia autogestita dei lavoratori... Per quelli di Ao, che provenivano dal mondo leninista, « democrazia proletaria » significava un'altra cosa: era quella forma specifica di governo e di stato del proletariato. E quindi c'era una differenza culturale di fondo, diverse sfumature che però in qualche modo si tennero

[854] *Quotidiano dei lavoratori*, 18 décembre 1974, dans W. Gambetta, *op.cit.*, p.49.

[855] M. Pucciarelli, *op.cit.*, p. 66. Nous n'avons pas réussi à trouver un chiffre exact pour les ventes du quotidien *Il Manifesto:* Pucciarelli affirme qu'il vend 70 000 copies par jour. *Lotta continua*, dans un article du 7 mai 1976, affirme que *Il Manifesto* vend 25 000 copie, p.3.

[856] W. Gambetta, *op.cit.*, p.53-54.

insieme... Sicuramente nella mente di uno come Migone si tentava di fare qualcosa che andasse oltre la « tradizione » mentre nella mente di uno come Vinci ci si rifaceva al lato più eretico della tradizione leninista »[857].

En réalité les divisions entre les différents courants (notamment entre Pdup-pc et Ao) se font sentir jusqu'à la veille des élections, comme dans la bataille pour les espaces de parole dans l'émission « Tribuna elettorale » de la Rai[858], ou dans le choix des candidats[859]. Dans l'émission de « Tribuna elettorale » de 1975, les candidats de Dp se présentent avec deux symboles différents, qui se détachent à l'arrière-plan de la tribune électorale : celui de «Democrazia Proletaria» (poing fermé avec une faucille et une tenaille) et le symbole du Pdup: une mappemonde avec une faucille et un marteau et l'inscription « Unità proletaria per il comunismo » avec le slogan: « contro la Dc, per un'alternativa di sinistra », et « Msi fuorilegge ». Contrairement aux tribunes électorales des autres partis politiques, qui ne sont représentées que par un seul candidat, le groupe de Dp présente cinq personnes: Dario Fo et Rossana Rossanda, une féministe, une ouvrière, un membre du mouvement étudiant. Le débat entre Fo et Rossanda et les autres repésentants finit par donner une impression de division profonde[860].

De même, les trois organisations principales disposent de trois organes de presse différents : *Il Quotidiano dei lavoratori* est le journal de Avanguardia Operai[861], *Il Manifesto* pour le groupe Il Manifesto et, en juin 1975, le Pdup se dote aussi d'une revue mensuelle, *Unità proletaria*. La naissance de cette revue s'inscrit dans le contexte des élections, sur la poussée du grand espoir de renouveau et de débat démocratique.

---

[857] W. Gambetta, *op.cit.*, p.54. Interview de W. Gambetta à D. Jervolino, Florence, 28 juin 2003. Giangiacomo Migone est un ancien «Movimento Politico dei Lavoratori», entre dans Pdup au moment de l'unification entre Psiup et Mpl. Le Psiup lié à la gauche de la Cgil, Mpl à la gauche de la Cisl. Luigi Vinci est l'un des principaux leaders de « Avanguardia Operaia ».

[858] http://webtv.camera.it/portal/portal/default/Eventi/Dettaglio?IdEvento=1278

[859] Pour ces questions je renvoie à W. Gambetta, *op.cit.*, p.55 et suiv.

[860] L'engagement de Dario Fo au moment des élections se manifeste aussi dans la pièce écrite pour l'occasion, *Il Fanfani rapito*, Bertani editore, Verona, 1975. Dans l'émission, Fo commet aussi un lapsus en appelant Dp « gruppo » puis se corrige et dit « partito ».

[861] *Il Quotidiano dei Lavoratori* a été fondé en novembre 1974 et a été publié jusqu'en 1982.

2) Les enjeux linguistiques des élections de 1975

L'enjeu des élections de 1975 repose, à gauche, sur la bonne définition du terme « démocratie ». Alors que la Dc mise toute sa campagne sur la « liberté » et sur l'« ordre public », car elle entend dénoncer la violence de gauche, le Pci et Dp s'affrontent sur la question de la « démocratie ». Le nom même du cartel de Dp, « démocratie prolétarienne », renvoie à l'idée d'une démocratie de classe, en ligne étroite avec la tradition léniniste : « Tant qu'il existe des classes distinctes, on ne saurait parler de démocratie pure, mais seulement de démocratie *de classe* », affirmait Lénine[862]. Le Pci, au contraire, veut ouvrir son parti aux autres classes sociales (la classe moyenne en particulier), et puiser dans l'électorat de la Dc.

Le choix de Dp de revendiquer une « démocratie prolétarienne » renoue avec la tradition de la démocratie des conseils ouvriers contre la démocratie parlementaire, de la démocratie directe contre la démocratie représentative. Le Pci, au contraire, semble avoir abandonné cette ligne: la démocratie qu'il prône se confond avec la « démocratie des partis ». Bien plus, pour le Pci il ne peut y avoir de démocratie sans le « compromis historique » ; à l'opposé, Dp dénonce dans le « compromis historique » ce qui s'oppose à la démocratie. L'enjeu de la campagne électorale repose ainsi en partie sur le rapport entre la démocratie et la tradition politique communiste.

C'est en effet un moment d'utilisation massive du terme à un moment où tout devient « democratique » : l'adjectif est appliqué à tous les domaines de la vie associée et à tous les mouvements de la société civile: « Magistratura democratica », « Psichiatria democratica » (l'anti-psychiatrie de Franco Basaglia), « Medicina democratica ». Sans doute, cela s'explique comme une réaction de la société civile au grand nombre de scandales, aux tentatives de « golpe » et aux massacres qui, l'année précédente, avaient ensanglanté le pays.

Un autre opposition se situe sur le concept d'Etat. Là encore, plusieurs positions s'affrontent : pour les Br, qui redéfinissent à ce moment-là leur ligne politique, l'Etat se confond avec le SIM, le « Stato Imperialista delle Multinazionali », il faut donc l' « attaquer » en passant par les armes[863]. Pour le Pci, l'Etat est réformable : il suffit de mieux le gouverner pour le changer. L'alliance avec la Dc naît de ce présupposé : l'idée d'entrer dans le gouvernement repose, aux yeux de la Direction du Pci, sur l'idée d'un changement

---

[862] G. Labica, G. Bensussan, *op.cit*., article "Démocratie", p.284.

[863] Nous reviendrons sur la ligne politique des Br en 1975-1976 dans le chapitre suivant.

possible de la Dc et de l'Etat. C'est ce même présupposé qui est rejeté par l'opposition extraparlementaire et par le cartel de Dp : d'après eux, l'Etat, tel qu'il a été conçu depuis l'après-guerre, ne peut être mieux gouverné, il faut donc le « refonder » en mettant en place une démocratie directe.

La question de la relation avec la Dc et la conception de l'Etat deviennent donc des problèmes fondamentaux qui expliquent les oppositions au sein de la gauche à la veille de la consultation électorale : au moment où le Pci théorise le « compromesso », les Br théorisent l' « annientamento». Quant à Dp, elle récupère la logique de l'affrontement direct avec la Dc qui avait été celle du Pci au cœur de la guerre froide, et propose l' « alternativa ». Dès lors, il apparaît de façon paradoxale une conception de l'Etat qui, pour le Pci comme pour les Br, se confond avec la Dc, ouvrant deux voies possibles: le refus ou le compromis. Seule Dp pense un Etat sans la Dc au pouvoir : c'est la voie institutionnelle et démocratique de la gauche radicale.

La termes qui résument la campagne électorale s'articulent ainsi autour de trois issues possibles pour la gauche et l'extrême gauche: « démocratie prolétarienne», « compromis historique » et « lutte armée ». La question du « compromis historique » est essentielle dans la mesure où le sens que prendra le terme au cours de la campagne électorale aura des conséquences à la fois sur Dp et et sur la lutte armée.

a) Le rapport problématique du Pci avec le « compromis historique »

La question du « compromis historique », en réalité, pose problème même parmi les dirigeants du Pci. En effet, l'étude des réunions de la Direction du Pci à la veille de la consultation électorale de 1975, révèle la confusion linguistique et théorique du parti quant à l'introduction du nouveau concept de « compromis historique ». Celui-ci soulève un long débat qui montre à la fois l'incapacité d'appréhender le nouveau concept et les difficultés que le compromis engendre au sein de l'électorat du parti. En effet, le parti semble vouloir désavouer sa ligne politique pour ne pas troubler son électorat sans toutefois donner l'impression de faire « marche arrière ».

En effet, la consultation de 1975 est le premier moment électoral depuis l'annonce du compromis historique (fin 1973-1974). Paradoxalement, le secrétaire général du Pci, Enrico Berlinguer, ouvre par un long compte-rendu la réunion de la Direction du 4 mars 1975, en affirmant explicitement ne pas vouloir axer la campagne électorale sur la question du « compromis » :

> « La questione politicamente più rilevante è: in che misura dobbiamo presentare la questione del compromesso storico come *obbiettivo pù ravvicinato* e stringente o in che misura non dobbiamo fare questo? Io sono per questa seconda ipotesi. Anche in vista della campagna elettorale non ci conviene si svolga dominata da questo fatto »[864].

Ainsi, Berlinguer affirme clairement, au cours de cette réunion de la Direction du Pci, ne pas vouloir insister sur la question du « compromis » avec la Dc, de peur d'effrayer l'électorat communiste. Le compromis sera remis pour plus tard, lorsque le Pci aura gagné une position de force grâce aux élections. De même, la position de Berlinguer reste très modérée sur l'espression « partecipazione dei comunisti al governo » : le secrétaire écarte cette formule en optant pour la formule de Togliatti de participation des communistes dans l'« aerea di governo »[865].

Les positions de Berlinguer sont soucieuses de ne pas froisser l'électorat modéré, qu'il veut conquérir, mais aussi son propre électorat, qui semble ne pas partager l'idée d'un compromis avec la Dc. Ainsi, le compromis sera redéfini au cours de la campagne électorale, revêtant progressivement un sens moral, comme l'annonce Berlinguer : il s'agit de donner un « senso generale » au compromis en le définissant comme une « strategia per trasformare il paese » et « per fare funzionare le cose »[866]. En somme, le compromis est relegué à un objectif général dont les tenants et les aboutissants ne sont pas encore bien définis.

---

[864] Archivio Istituto Gramsci, Roma. Verbale della riunione di Direzione 4 marzo 1975. Relazione di Berlinguer: « Linee del rapporto al congresso nazionale », mf. 203, 237.

[865] *Ibid.*

[866] « Per quanto riguarda la questione dei « comunisti al governo » si potrebbe riprendere la formula di Togliatti della « aerea di governo ». Metterei molto l'accento, più di quello che non abbiamo fatto, sul *significato generale* che ha questa nostra linea, non solo per la formazione di un governo che deve formarsi su una grande intesa, ma soprattutto sotto il progetto di lungo periodo di sviluppo dell'intera società italiana, come

Ainsi, d'après Berlinguer, les élections ne doivent pas porter sur la question des communistes au gouvernement[867]. Le débat doit être déplacé sur la question du bon fonctionnement des institutions locales et sur la question de la démocratisation du pays. Le recours constant à la « démocratie » devient aussi un moyen pour ne pas affronter la question d'une définition exacte de ce qu'est le compromis. Cela permet de mener une bataille électorale ambiguë où le vieux discours sur le mauvais gouvernement de la Dc est le fer de lance de la confrontation et où les communistes se présentent comme les seuls qui ont les « mani pulite », d'après l'expression qui revient massivement dans les tracts du Pci.

L'intervention de Longo dans la séance de l'après-midi de cette même réunion du 4 mars 1975, reprend la réflexion sur le « compromis historique » en montrant que sa définition repose moins sur ce qu'il est que sur ce qu'il *ne doit pas* être : « Il dibattito congressuale è stato ampio, positivo, di un certo livello (…). Dobbiamo porre attenzione al fatto che la discussione è stata soprattutto su che cosa non deve essere il « compromesso storico » (...) ». Bien plus, l'ancien secrétaire Luigi Longo délègue la question du compromis à un horizon lointain qui ne doit pas caractériser l'enjeu de la campagne électorale. Ainsi, le compromis historique ne doit pas être :

> « un problema di governo o di spartizione del potere. Noi dobbiamo precisare che non poniamo e non abbiamo mai posta questa questione come un fatto per risolvere i problemi dell'oggi, ma come una prospettiva lontana, così come già fece Togliatti quando legò il problema del nostro rapporto con i cattolici a quello dell'impegno per la pace (…). Si tratta insomma di una strategia che tende all'unificazione delle forze, pur tenendo ferma una certa prospettiva lontana »[868].

Par deux fois, Longo insiste sur l' « éloignement » de la perspective d'un compromis avec la Dc : celui-ci ne doit pas faire l'objet d'un discours immédiat par rapport à l'échéance

---

strategia di trasformazione del paese e anche come metodo per affrontare i problemi, far funzionare le cose e per isolare i gruppi reazionari. (..) », *Ibid.*, mf. 203, 237.

[867] « C'è poi la questione di come impostare la battaglia elettorale. Sono del parere che dobbiamo sdrammatizzarla ma non spoliticizzarla. Evitare che le elezioni si svolgano sul tema: comunisti al governo oppure no. Richiamare i grossi problemi specifici che gli enti locali devono affrontare e che peraltro collegano a tutti i dati della situazione economica e politica », *Ibid.*, mf. 203, 240.

[868] *Ibid.*, mf. 203, 257-259.

électorale présente. Les dirigeants du Pci semblent défendre un discours ambigu par rapport à la ligne politique qu'ils ont eux-mêmes forgée : le thème du « compromis historique » constitue un problème de taille par rapport à la campagne politique qu'ils doivent mener et par rapport à leur propre électorat.

Le corollaire du « compromis » est, bien évidemment, la question de la relation avec la Démocratie Chrétienne. Dans la même réunion, Berlinguer tente de traiter ce sujet, mais les mêmes ambiguïtés apparaissent :

> « Il punto che nei congressi è stato oggetto di discussione è quello di definire che cosa sia la Dc. Qui bisogna richiamarsi molto ai fatti, alla realtà. Sorge il quesito: può cambiare o no questa Dc? A parte il fatto che niente è eterno e che tutto può cambiare, bisogna richiamarsi alla crisi e ai processi in atto da cui traiamo la convinzione che può cambiare, non la certezza che cambierà. (…) Noi vogliamo avviare nella Dc un processo positivo, democratico, poi si vedrà »[869].

Ici aussi la question du « changement » de la Dc, plusieurs fois évoquée au cours de la campagne électorale et lors de l'introduction du « compromis historique », semble être releguée à un avenir incertain : il s'agit toujours pour Berlinguer de devenir un interlocuteur possible de la Dc, mais seulement après les résultats électoraux. La Dc sera obligée de *faire avec* un Pci renforcé par les élections.

Cependant, le rapprochement avec la Démocratie chrétienne pose problème surtout au niveau de la base des militants. C'est le problème que soulève le sénateur Umberto Terracini, dans son intervention. Terracini relate un épisode survenu lors de sa participation au congrès du Pci de Ravenne. Lors du congrès, le thème du rapport à la Dc est complètement absent jusqu'au moment où Terracini prend la parole en faisant une critique de la Dc. A la fin de son discours, le secrétaire de la Fédération de Ravenne le prend de côté et lui demande : « il quale poi mi ha detto: e adesso come faccio io a portare avanti il discorso con la Dc? » [870]. La conclusion de Terracini est que le thème du rapport à la Dc pose un problème réel pour la base militante et que le Pci ne peut plus éluder la question : il demande même à Berlinguer d'éclaircir leur position par rapport à la Dc au XIVème congrès du Pci qui se prépare à

---

[869] *Ibid.*, mf. 203, 239.

[870] *Ibid.*, mf. 203, 253.

Rome (18-23 mars 1975)[871]. Cela révèle encore une grande confusion sur le discours à tenir par rapport à la Dc.

Ainsi, la campagne du Pci se concentre plutôt sur la question générale de la démocratie : « Rispetto al rapporto di dicembre, svilupperei la parte relativa alla crescita e al rafforzamento del tessuto democratico del Paese, sia perché in questo campo le possibilità sono grandi e anche perché questo si lega al tema delle elezioni » affirme Berlinguer [872]. Dans les autres interventions tous insistent et reprennent le terme de démocratie : Valori, Napolitano, et Pajetta développe de façon générale ce thème[873] et la ligne du parti pousse encore une fois à voter « pour battre le fascisme, pour développer la démocratie »[874].

De même, dans la réunion de la Direction du 10 avril, le compte-rendu de Fanti sur la campagne electorale mise sur la centralité du combat démocratique: « La campagna elettorale deve essere un momento di mobilitazione e di lotta antifascista. Altro grande obiettivo che noi diamo è: consolidare e rinnovare le strutture democratiche »[875]. Le thème de la démocratie est lié, bien entendu, à la lutte traditionnelle de l'antifascisme [876].

Le rapport de Trivelli à la Direction du 23 avril 1975 sur la « Situation politique et campagne électorale» souligne la difficulté et l'ambiguïté de cette campagne :

> « Ci sono alcune caratteristiche di questa campagna elettorale, anche se, come dice Pajetta, ogni campagna elettorale è nuova. Si tratta di combatterla in maniera nuova. Fare uno sforzo per evitare ripetizioni di cose già sperimentate. C'è un problema di linguaggio e di stile. Ma soprattutto penso a come la nostra linea viene portata alla periferia. Noi andiamo a una campagna elettorale di forte attacco alla Dc, ma dobbiamo farlo in modo tale da non far fare blocco allo

---

[871] *Ibid.*, mf. 203, 253 et suiv.

[872] Archivio Istituto Gramsci, Roma. Verbale della riunione di Direzione 4 marzo 1975. Relazione di Berlinguer: « Linee del rapporto al congresso nazionale », mf. 203, 237.

[873] Pajetta affirme : « Per garantire la democrazia ci vuole critica e autocritica », d'où la politique d'ouverture aux intellectuels, *Ibid.*, mf. 203, 245.

[874] Tract de la Fédération romaine du Pci. Irsifar. Fondo Paolo Paoloni. Busta 1.

[875] Archivio Istituto Gramsci, Roma. Verbale della riunione di Direzione 10 aprile 1975, mf 203, 316.

[876] Le thème de l'antifascisme revient aussi dans l'intervention de Trivelli lors de la réunion de la Direction du 23 avril 1975: «Relazione di Trivelli : Situazione politica e campagna elettorale », mf 203, 372.

elettorato Dc. C'è un problema di sensibilità, di gusto. Ci vuole quindi una direzione della campagna elettorale molto attenta »[877].

Trivelli pointe un « problème de langage et de style » qui constitue le nœud essentiel de la question : comment établir une campagne électorale qui repose sur l'ancienne opposition avec la Dc tout en maintenant l'idée d'un « compromis historique » ?

L'ambiguïté repose sur la nécessité de mener une bataille sur un double front : s'opposer à la Dc et gagner les élections tout en tenant un discours qui puisse ouvrir à une alliance avec le parti au governement. Cette double perspective ouvre à un *double* langage : il s'agit de ne pas renoncer au discours traditionnel d'attaque directe à la Dc tout en essayant de sensibiliser ses électeurs à l'idée d'un compromis possible. Ainsi, le Pci trouve une issue dans l'idée d'une attaque modérée et ciblée : c'est Amintore Fanfani qui en fait les frais dans la mesure où il incarne la « vieille » Dc contre la tentative de renouveau du parti menée par Aldo Moro. Les attaques des communistes sont donc portées surtout contre la politique de Fanfani, celui-ci étant aussi le plus hostile à l'idée d'un compromis avec le Pci : le Pci, en dénonçant les liens de Fanfani avec les fascistes et ses positions sur la question de l'ordre public, se présente comme un garant de l'ordre démocratique.

En réalité, le Pci finit par opter pour une ligne d'opposition nette avec la Dc. Si l'on parcourt les tracts du Pci, on remarque que le dualisme traditionnel Pci-Dc est maintenu. Ainsi, la « moralité » du Pci, qui défend une vision éthique de la politique, s'oppose à la « crise morale » de la Dc qui se manifeste dans son vocabulaire même. Une brochure du Pci affirme que dans les dernières années « il vocabolario della corruzione si è arricchito » : de nouveaux mots sont apparus tels que: « insabbiamento », « fondi neri », « scalata », « abusivismo », « lottizzazione », « pensioni d'oro ». Ces mots nouveaux, bien évidemment, sont le fruit de la politique de la Dc : cette brochure du Pci, qui se présente comme un « guide pour l'électorat », établit un dictionnaire de ces mots (en y reportant pour chacun sa définition) en établissant ainsi une sorte de « vocabulaire » de la corruption qui s'est développée sous la domination démocrate-chrétienne [878].

Le Pci mène donc une bataille sur le caractère éthique du vocabulaire politique. Conscient des dérives du langage public, et réfléchissant sur l'apparition de termes nouveaux

---

[877] Archivio Istituto Gramsci, Roma. Riunione Direzione 23 aprile 1975. Relazione di Trivelli : «Situazione politica e campagna elettorale », mf 203, 372.

[878] « Guida per l'elettore confronto, partecipazione, unità », Brochure du Pci, 1975. Irsifar, Fondo Franco Lipparini, Busta 121.

qui décrivent une nouvelle façon de faire la politique, le Pci axe sa campagne électorale sur un tout autre vocabulaire. Ses mots-clés sont la « partecipazione », la « democrazia », l'« emancipazione » [879], mais aussi le « rinnovamento », et la « moralizzazione »[880].

Parallèlement, le Pci commence à s'intéresser aussi au nouveau phénomène de Dp, pour en prendre ses distances. Soucieux de se montrer lointain des extrémismes, le Pci axe une campagne politique contre le nouveau cartel, qui pourtant cherche un dialogue avec lui. La bataille du Pci contre Dp porte entièrement sur la question de la tradition et des symboles : « Uno solo è il voto comunista. Uno solo è il simbolo comunista. Uno solo è il voto utile, quello che conta »[881] ou encore : « Nessun voto è più a sinistra del voto per il partito comunista italiano » ; « È un voto rosso, un voto che non ha mai cambiato colore » [882]. Le sous-titre du tract : « Si presenta nel Lazio la lista « Democrazia proletaria ». Perché si presenta ? Chi sono ? » montre que la brochure est entièrement vouée à discréditer le nouveau parti qui est apparu à gauche du Pci. Ainsi, Ao y est décrite comme une organisation caractérisée par un « insolente anticomunismo ». Le Pci prend donc conscience du risque d'une nouvelle liste à sa gauche, et tout en attaquant la Dc, il tente de discréditer aussi le nouveau cartel électoral.

Enfin, c'est sur la question de l'héritage du mouvement ouvrier et de la tradition marxiste que le tract remet en cause la légitimité de Dp : le tract accuse Dp de ne pas avoir compris la fonction « nouvelle » qui incombe à la classe ouvrière, celle de guider la politique nationale, et de rester ancrée à une vision dépassée des luttes ouvrières[883]. Pourtant, cette accusation est la même que Dp porte contre le Pci : l'incompréhension des processus réels internes au pays et les nouveaux besoins de la classe ouvrière. En effet, d'après ce même tract, la liste de Dp vise à « dividere il movimento democratico » tout en restant au dehors de ce mouvement : « le loro parole d'ordine non sono in sintonia con i processi reali che percorrono il Paese ».

---

[879] G. Labica, G. Bensussan, *op.cit*., article "Compromis historique", p.214.

[880] Tract de la Fédération romaine du Pci. Irsifar. Fondo Paolo Paoloni. Busta 1.

[881] « Uno solo è il voto comunista. Uno solo è il simbolo comunista. Uno solo è il voto utile, quello che conta ». Tract de la Fédération romaine du Pci**.** Irsifar. Fondo Franco Lipparini. Busta 121.

[882] *Ibid.* Ces slogans sont placés à la fin du tract.

[883] « « Democrazia proletaria » vuole insegnare al proletariato come si deve intervenire sulla crisi economica (…). E propone « obiettivi più avanzati ». Ma sono « obiettivi più avanzati » ? No ; essi nascono in realtà da un'icomprensione di quella che è la funzione che la classe operaia si è conquistata (…) : la funzione di una forza dirigente nella vita nazionale (...) », *Ibid.*

On voit donc que le Pci et Dp se battent sur le même terrain : celui du rapport au mouvement ouvrier et à la réalisation de la démocratie : les principes idéologiques découlent de la même tradition, mais les mêmes mots renvoient à des réalités différentes[884]. Le tract se termine par les mêmes injonctions et les mêmes mots d'ordre que ceux de la propagande politique de Dp : mettre fin au « malgoverno D.C., per battere realmente la destra golpista e le trame nere » en laissant entendre que la politique de division de Dp fait le jeu du « malgoverno » Dc. Dp, en effet, se présente comme une « alternative de gauche », concept réfuté par Berlinguer dès la première introduction du compromis historique en 1973, lorsqu'il définit le compromis comme une « alternative démocratique » et non pas comme une « alternative de gauche »[885]. Or, c'est bien cette idée qui sera récupérée par Dp.

b) Le discours de Dp

Le discours de Dp est le résultat de l'amalgame entre les différentes traditions que nous avons décrites. On y retrouve ainsi des éléments qui proviennent du syndicalisme révolutionnaire, de la tradition conseilliste et de la démocratie directe (le jeune Gramsci), et de la tradition léniniste (le parti comme avant-garde révolutionnaire des mouvements sociaux, la perspective révolutionnaire). Il est le fruit de l'alliance entre la tradition syndicale, la tradition communiste, et le catholicisme radical et progressiste.

Dp se présente aux élections de 1975 avec le slogan du « gouvernement des gauches » et de l' « alternative de gauche ». D'une part, il reprend au Pci l'idée d' « alternative », en montrant pourtant qu'il s'agit d'une alternative « de gauche » qui vise à battre la Dc et à renouveler les instances décisionnelles. D'autre part, Dp parle de « gouvernement des gauches » insistant à la fois sur l'unité, dans la différence, des différents groupes qui l'animent, mais surtout en laissant une issue à une éventuelle alliance avec le Pci, dans le cas de sa victoire. Le symbole du cartel, une faucille avec une tenaille au milieu (à la place du marteau) et un poing fermé, reprend les symboles canoniques du mouvement ouvrier, en inscrivant le cartel dans une histoire de longue durée qu'il partage, bon gré mal gré, avec le Pci.

---

[884] Il est important de noter que tout le tract est dédié à la critique de Dp, sans aucune référence au programme ou à la politique du Pci.

[885] G. Labica, G. Bensussan, *op.cit*., article "Compromis historique", p.214.

L'idéologisation très forte du discours de Dp restitue un climat électoral qui reprend des dynamiques d'une autre époque. En effet, le discours de Dp est presque entièrement orienté dans le rejet total de l'adversaire politique, rappelant ainsi les luttes sans merci que se livraient les deux partis majeurs. Ainsi, les attaques contre la Dc sont l'un des principaux arguments de la campagne électorale menée par Dp. Les différents partis qui animent le cartel retrouvent leur unité contre l'ennemi commun : « Un voto contro la Dc, un voto a sinistra » ; « Uniti sì, ma contro la Dc » [886] ; « Contro il potere Dc vota per l'alternativa di sinistra » [887] sont les mots d'ordre de la campagne électorale. En effet, la campagne repose en réalité sur le renversement des arguments de la propagande électorale de la Dc sur les questions de l'ordre, de la criminalité et de la liberté. Le seul vrai thème est la dénonciation des méfaits de la Dc.

Un manifeste réalisé par Ao en juin 1975 s'exprimait ainsi : « Contro la Dc e contro i fascisti. Vota a sinistra, vota Democrazia Proletaria ». Le manifeste dénonçait, en outre, dans une bande dessiné, tous les crimes de la Dc : chaque personnage incarnant l'un de ses vices: « parassitismo, scandali, golpismo, oscurità, manovre, intrighi, corruzione, clientelismo, sottogoverno »[888]. En effet, la critique envers la Dc s'articule en deux catégories propres au discours de la gauche extraparlementaire : d'une part, la dénonciation des crimes politiques (les massacres, les scandales, la protection des fascistes), de l'autre, l'inefficacité des politiques sociales. Le manifeste de Ao reprend le discours courant des milieux extraparlementaires qui dénonce les « forze reazionarie », les « forze di provocazione », les « fascisti », les « stragi », le « golpe », la loi su l'ordre public (la loi Reale de 1975) et en même temps il reprend les revendications soutenues par les luttes sociales de la société civile (la lutte pour la maison, les transports publics, l'école, les hôpitaux, le chômage) : tout cela s'oppose aux « scandales », à la « corruption » et à la « mafia » du régime démocrate-chrétien. Le document propose, « contro le leggi liberticide », un « vasto schieramento popolare democratico di massa », abandonnant ainsi toute perspective de réaction violente.

La campagne de Dp renverse le discours de la violence que mène la Dc : celle-ci, qui se présente comme le « parti de l'ordre » face à un moment de désordres intenses, est dénoncée comme le promoteur réel de ces désordres : la violence est le produit de la Dc.

---

[886] W. Gambetta, *op.cit.*, p.57.

[887] « Contro il potere Dc vota per l'alternativa di sinistra ». Irsifar. Fondo Franco Lipparini. Busta 117.

[888] « Contro la Dc e contro i fascisti. Vota a sinistra, vota Democrazia Proletaria ». Ao, juin 1975. Supplément au n.125 de *Il Quotidiano dei Lavoratori*. Les vignettes sont de A.Chiapponi. Archivio Marco Pezzi, Bologne.

Ainsi, les tracts, les affiches et les articles des journaux de Dp ne cessent de dénoncer l' « omicidio di stato » (loi Reale), la « criminalità e disordine pubblico », « 30 anni di malgoverno », « criminalità di stato », « il malgoverno democristiano, causa della criminalità e del disordine » ; « Il terrorismo politico ha come attori i fascisti e come regista la Dc » [889]. En effet, Dp dénonce des « fantomatiche organizzazioni « rosse » (NAP, Brigate rosse) per strumentalizzazioni contro la sinistra » [890]. Dp épouse, comme le Pci, la thèse de la provocation fasciste et de la « stratégie de la tension », en refusant l'idée d'un terrorisme rouge. Le renversement du discours sur l'ordre public de la Dc s'inscrit pleinement dans les modalités du discours extraparlementaire, utilisé ici dans une finalité électorale.

Nous avons vu comment le Pci lui-même, malgré le compromis, ne peut abandonner une rhétorique d'opposition à la Dc en finissant par mener une campagne ambiguë où les appels au compromis avec la Dc se doublent d'attaques directes pour rassurer la base électorale du parti. Au contraire, Dp joue sur la question d'une « alternative » réelle à la Dc : « Contro il malgoverno democristiano, causa della criminalità e del disordine lottiamo per l'alternativa di sinistra e per il controllo operaio »[891]. Dp se conçoit à la fois come une alternative au régime démocrate-chrétien et au « compromis historique ». Le mot-clé de Dp est donc celui de l' « alternative » : Dp se présente comme une « alternativa di sinistra », « alternativa alla Dc », « esigenza di un'alternativa che rovesci il dominio democristiano e costruisca nuove forme di potere » [892], « Contro il potere Dc vota per l'alternativa di sinistra » [893].

Ainsi, le vocabulaire du « nouveau » et du « renouveau » est omniprésent dans les tracts de Dp : « Un voto nuovo » [894] ; « Un voto nuovo a sinistra » [895] ; une « nuova opposizione »[896]. Cette « nouveauté » est encore une fois justifiée par le contexte :

---

[889] « Contro il potere Dc vota per l'alternativa di sinistra ». Irsifar. Fondo Franco Lipparini. Busta 117.

[890] *Ibid.*

[891] *Ibid.*

[892] « Perché Democrazia Proletaria », 1975, une feuille rectoverso. Irsifar, Fondo Lipparini, Busta 121.

[893] « Contro il potere Dc vota per l'alternativa di sinistra ». Irsifar. Fondo Franco Lipparini. Busta 117.

[894] « Un voto nuovo », supplément à *Il Manifesto*, 23 mai 1975. Irsifar, Fondo Lipparini, Busta 121.

[895] « Un voto nuovo a sinistra », Pdup-pc (double page). Archivio Marco Pezzi, Bologne.

[896] *Ibid.*

> « Perché il Partito di Unità proletaria per il comunismo è presente in questa campagna elettorale assieme ad Avanguardia operaia e ad altri settori della nuova sinistra, con la lista di « Democrazia proletaria » ? Molte sono le ragioni, ma una prevale sulle altre. Viene dalla considerazione concreta della situazione politica attuale e di ciò che in essa la nostra presenza può significare »[897].

La formation du cartel repose sur la convinction d'une crise imminente de la Dc et sert à la « preparazione del superamento ormai maturo del sistema capitalistico »[898]. Il s'agit donc d'un « voto nuovo » qui pourtant se rattache à la tradition marxiste-léniniste et gramscienne et à son vocabulaire : « egemonia di massa », « nuovo blocco sociale anticapitalista guidato dalla classe operaia », « consigli » et autres formes de « democrazia diretta », sans oublier une possibile issue révolutionnaire : « la costruzione di un blocco anticapitalista che prepari un'alternativa rivoluzionaria »[899]. La rhétorique de Dp se révèle ainsi paradoxale dans la mesure où elle insiste à la fois sur l'émergence d'un phénomène politique « nouveau » tout en reprenant le discours de la tradition communiste.

Le Pci semble pourtant demeurer le référent essentiel du nouveau cartel politique: en effet, l'impératif d'un « governo delle sinistre » n'exclut pas le Pci, bien au contraire, il en fait l'acteur principal et le protagoniste. Dp vise à maintenir la force propulsive d'un discours radical, lié à la tradition révolutionnaire, qui puisse « sauver » le Pci d'une politique perdante d'alliance avec la Dc. D'ailleurs, face au refus de la Dc ils retiennent que « la proposta del compromesso storico (…) è giunta a un punto morto » [900]. Le rôle des élections est donc de lancer un signal au Pci, par un vote radical, afin que celui-ci puisse se raviser au sujet de sa stratégie politique : « Perché il successo di una forza nuova della sinistra stimoli i partiti tradizionali del movimento operaio a rinunciare a una politica che sacrifica le potenzialità delle lotte popolari alla ricerca illusoria di compromessi »[901]. La stratégie de Dp prend l'allure d'une tentative de « sauver » le Pci afin d' « evitare che il Pci e i sindacati finiscano per percorrere la strada perdente del compromesso : questo è il compito che il Pdup si

---

[897] *Ibid.*

[898] « Un voto nuovo », supplément à *Il Manifesto*, 23 mai 1975. Irsifar, Fondo Lipparini, Busta 121.

[899] *Ibid.*

[900] «Un voto nuovo a sinistra », Pdup-pc (double page). Archivio Marco Pezzi, Bologne.

[901] « Perché Democrazia Proletaria », 1975, une feuille recto-verso. Irsifar, Fondo Lipparini, Busta 121.

propone (..)»[902]. Le but affiché est celui de créer une « alternativa di potere », qui part du présupposé que la Dc ne peut pas changer (la politique du compromis historique « non fa i conti con la vera natura della Dc »)[903]. On voit que le « compromis historique » est un autre thème fondamental de la propagande de Dp.

Ainsi, le mot d'ordre de la campagne électorale du cartel, l'appel au « Governo alle sinistre », renvoie à une requête d'unité à gauche afin que « nella lotta contro la Dc tutta la sinistra ritrovi la propria unità » [904]. Dp estime que le Pci peut se raviser : le cartel fonde son expérience politique sur l'idée que la politique du compromis historique va échouer et que le Pci devra chercher une alliance à gauche. Dp maintient un discours ouvert avec le Pci car, là où il ne présente pas de candidats, il appelle à voter pour le Pci[905]. L'objectif de Dp est la « rifondazione ideale e organizzativa della sinistra, di tutta la sinistra », et non pas la création d'un nouveau parti à gauche : « non la creazione di un piccolo partito della sinistra italiana che si propone di ritagliarsi uno spazio nel vuoto lasciato dallo spostamento a destra del PCI »[906]. En réalité, ce déplacement à droite du Pci a déjà rendu inévitable la rupture entre les milieux des mouvements collectifs et le principal parti d'opposition.

En effet, Dp tente aussi de récupérer la critique radicale des luttes sociales et civiles issues des mouvements des années 1970 : Dp se présente comme l'héritière des mouvements politiques et sociaux de la « nouvelle gauche » issus de 1968 et se présente afin que « non si disperda un patrimonio di idee e di lotte che non trova espressione in altre liste »[907], montrant par là l'éloignement idéologique croissant entre les mouvements et le Pci. En effet, les thèmes défendus par Dp sont ceux bannis par le Pci, comme les auto-réductions : « I generi alimentari, la luce e ora il telefono, con l'aumento delle bollette, continua la rapina di stato. Lanciamo l'autoriduzione! »[908].

---

[902] « Un voto nuovo », supplément à *Il Manifesto*, 23 mai 1975. Irsifar, Fondo Lipparini, Busta 121.

[903] *Ibid.*

[904] « Perché Democrazia Proletaria », 1975, une feuille rectoverso. Irsifar, Fondo Lipparini, Busta 121.

[905] En effet, ils affirment « dove non esistono nostre liste diamo indicazione di voto al PCI », dans « Un voto nuovo a sinistra », Pdup-pc (double page). Archivio Marco Pezzi, Bologne.

[906] « Un voto nuovo », supplément à *Il Manifesto*, 23 mai 1975. Irsifar, Fondo Lipparini, Busta 121.

[907] « Perché Democrazia Proletaria », 1975, une feuille rectoverso. Irsifar, Fondo Lipparini, Busta 121.

[908] « Contro la politica Dc nel territorio per l'alternativa di sinistra », 1975, (une feuille rectoverso). Irsifar, Fondo Lipparini, Busta 121. On peut lire dans le même document : « La lotta per il prezzo politico dei beni di prima necessità deve svilupparsi ovunque, articolarsi in azioni di lotta dimostrative e anche in esperienze nuove di distribuzione che denunciano i meccanismi di rapina attuali dei padroni ». Le sous-titre de la feuille disait aussi: « La Dc vuole costringerci a passare altri 30 anni nelle baracche, o a pagare affitti di

Dp récupère aussi les modalités d'action et le langage des mouvements, se rattachant même aux mouvements les plus marginaux, à des traditions et à des pratiques refusées par le Pci. Les thèmes sont ceux que l'on trouve de façon récurrente dans les tracts des mouvements mineurs ou des collectifs qui animent les luttes locales : du mouvement d'occupation des maisons, à la référence aux luttes du Tiers Monde « a fianco dei popoli in lotta in tutto il mondo per la libertà e il socialismo »[909] (Indochine et Portugal) ; aux revendications issues de la tradition syndicale comme la « difesa del posto di lavoro e del salario operaio »[910]. Enfin, Dp récupère la tradition de l' « antifascisme militant ». Ainsi un manifeste de Dp affirme-t-il que: « Ogni voto alle liste di « Democrazia proletaria » è un voto per lo scioglimento del Msi, è un voto di antifascismo militante »[911].

Ainsi, de nombreux secteurs de la société civile soutiennent publiquement les listes de Dp : c'est le cas des « Comitati unitari di base » (Cub) de Milan, de la principale organisation du mouvement de lutte pour la maison, l' « Unione inquilini », mais aussi des intellectuels qui signent un appel en faveur de Dp, comme Camilla Cederna, Umberto Eco, Dario Fo, Franco Fortini, Giuseppe Ferrara, Claudio Pavone, Elio Petri[912].

Le lien avec les mouvements est révélateur de la conception de la démocratie de Dp. Celle-ci repose sur la conviction de pouvoir réaliser, même au sein de l'institution, le pouvoir ouvrier et la nouvelle démocratie que les conseils d'usine et les comités de quartier avaient réalisé au niveau local. La reprise de la tradition de participation engendrée par les grandes luttes des années 1970 et des thèmes de la « nouvelle gauche » (lutte pour la maison, avortement, défense occupation, lutte pour les salaires, auto-réduction des factures, opposition à la legge Reale) font de Dp le seul vrai parti d'opposition, revendiquant le statut qui avait été celui du Pci.

---

rapina; vuole costringerci a vivere senza servizi sociali, pagando salati i trasporti; vuole costringerci ad ammalarci per le condizioni igieniche disastrose dei nostri quartieri; la Dc vuole continuare a rapinarci i soldi dello stipendio con le tariffe pubbliche. Fermiamola subito! ».

[909]« Perché Democrazia Proletaria », 1975, une feuille rectoverso. Irsifar, Fondo Lipparini, Busta 121.

[910] « Contro il potere Dc vota per l'alternativa di sinistra ». Irsifar. Fondo Franco Lipparini. Busta 117. Parmi ces thèmes apparaît aussi le thème de l'avortement, qui ouvre la voie aux mouvements féministes.

[911] Irsifar. Fondo Franco Lipparini. Busta 121.

[912] W. Gambetta, *op.cit.*, p.59.

c) La campagne de Lc

Au moment des élections, la propagande politique de Lc révèle une crise profonde du groupe, qui d'ailleurs se dissout après les élections de 1976. La campagne électorale de Lc est entièrement référentielle au discours des autres formations en jeu, sans avoir la capacité de porter en avant un discours propre : elle finit par s'opposer à la Dc sans soutenir complètement le Pci, donnant lieu à un discours très ambigu. Lc, qui a appelé à voter pour le Pci, taxant le cartel de Dp d' « opportunisme », finit par adopter un discours à la limite de l'incohérence, ou, en tout cas, peu clair. Au bout du compte, le groupe finit par mener une campagne orientée exclusivement contre la Dc, sans soutenir franchement le Pci.

La campagne de Lc ne fait que porter des attaques directes contre la « liberté », le mot d'ordre défendu par la Dc : « La Dc sotto accusa in tutto il paese cerca salvezza nell'abbraccio con i fascisti. La libertà che difende è quella di padroni, degli sfruttatori, dei ministri ladri e mafiosi, dei golpisti » [913] ; « Basta con la libertà di sfruttare e di ammazzare i proletari. Basta con i fascisti e la Dc! » [914]. Lc se pose donc « contre » sans réussir à donner une indication claire de proposition : « Imponiamo, con la liquidazione del regime democristiano, un governo di sinistra » [915], « Costruire con la lotta la sconfitta della Dc » [916], « Una svolta politica reale non può avvenire se non con la sconfitta della Dc e la liquidazione del suo regime »[917], et le 15 juin : « Oggi si vota contro la Dc »[918].

Comme Dp, Lc souhaite une victoire du Pci et l'abandon d'un « compromis historique » qui réalise « una sostanziale conservazione dell'attuale ordine fondato su diversi equilibri politici » [919]. Le groupe tente donc de radicaliser le débat en insistant sur la « necessità di cacciare la Dc dal governo (…) questo è il contrario del compromesso

---

[913] *Lotta continua*, 25-26 mai 1975.

[914] *Lotta continua*, 15 juin 1975.

[915] *Lotta continua*, 25-26 mai 1975.

[916] *Ibid.*.

[917] *Ibid.*

[918] *Lotta continua*, 15 juin 1975.

[919] « Nella discussione sulle elezioni un giudizio sulla prospettiva politica e le lotte », *Lotta continua*, 24 mai 1975, p.2.

storico »[920]. Le discours de Lc demeure pourtant ambigu dans la mesure où le groupe propose de voter le Pci tout en refusant le contenu politique de son programme :

> « Per questo diciamo che le elezioni devono contribuire alla sconfitta della Dc e voteremo per il Pci. Non per la sua linea politica, che rifiutiamo. Ma per rafforzare la prospettiva di un governo di sinistra, imposto dalla lotta di massa, e sottoposto alla forza del programma operaio»[921].

L'appel à voter le Pci s'inscrit dans la seule logique de refus total de la Dc. En effet, le discours de Lc, comme celui de Dp, tente de radicaliser la position du Pci. En réalité, le discours de Lc est plus proche de Dp dont il partage les slogans comme « E ora, è ora, il potere a chi lavora! », « Pagherete tutto! », « Fuorilegge il Msi! »[922]. Ainsi, au lendemain des élections, Lc interprète la victoire du Pci non pas comme une victoire du « compromis historique », mais comme la volonté des masses prolétariennes d'en finir avec la Dc. Le groupe est pris entre l'impossibilité d'avoir une proposition viable et le réalisme politique qui les oblige à donner une indication de vote.

d) Une comparaison: le discours du Pci aux élections de 1953

En 1975, Dp reprend pour bonne part la rhétorique électorale qui avait été celle du Pci au moment des élections qui ont lieu au cœur de la guerre froide (1948 et 1953 notamment). La forte idéologisation du conflit électoral est évidente dans les renvois constants, voire dans les « dialogues » qui se nouent entre les affiches électorales et les tracts des différentes factions. Par exemple, le slogan de la campagne électorale de 1975 de la Dc est repris, de manière critique, par toute la gauche. La Dc avait réalisé une affiche électorale qui récitait: « 30 anni di libertà. Alcuni buoni, altri meno buoni, ma tutti nella libertà »[923]. La

---

[920] *Lotta continua*, 25-26 mai 1975.

[921] *Lotta continua*, 25-26 mai 1975.

[922] *Lotta continua*, 23 avril 1975.

[923] La Dc avait réalisé aussi une autre affiche dessinée par Jacovitti pour les élections régionales sous forme de bande dessinée satirique. Cela permettait de donner l'image d'un parti jeune et dynamique. Fondo Leonardo Musci. Busta 1 Cartella 143.

« liberté », le thème principal de la Dc, est contesté dans toutes les affiches de l'opposition de gauche, du Pci à Dp, et même dans la campagne de Lc.

Ainsi, un tract de la Fédération romaine du Pci reprenait le slogan de la Dc de cette façon : « Il predominio della D.C. : 30 anni di promesse, alcune buone, altre meno buone, tutte non mantenute »[924]. De même, une affiche d' Avanguardia Operaia (Dp) qui reproduisait la même image de l'affiche de la Dc, portait comme insciption: « 30 anni di delitti, alcuni buoni, altri meno buoni »[925]. Ce procédé n'est pas nouveau dans l'histoire politique italienne et avait déjà été utilisé au cours des campagnes électorales précédentes. Ainsi, lors des élections de 1960, la Dc avait repris une affiche du Pci qui disait : « Non votare per la Democrazia Cristiana, te ne sei pentito almeno tre volte ». La Dc avait reproduit l'affiche du Pci en y ajoutant l'image d'un mort dans une prison et au-dessous l'inscription : « Io ho votato una volta comunista… e non posso più pentirmene »[926].

Au moment des élections de 1953, les attaques directes contre la partie adverse et les hommes politiques qui la composent ne se comptent pas. Si l'on parcourt les titres de première page et les articles du quotidien communiste *l'Unità* dans le laps de temps qui précède la confrontation électorale de 1953, on ne peut qu'être frappé par les tons que prend le combat politique[927]. Par cette brève comparaison avec un autre moment électoral, nous voulons montrer, d'une part, que le langage radical de Dp est moins exacerbé que le langage de la presse communiste des années 1950, et, d'autre part, que certains thèmes, comme celui de la bonne définition de la démocratie, s'inscrivent entièrement dans la rhétorique du Pci. Enfin, nous voulons souligner que la presse communiste des années 1950 possédait déjà des outils rhétoriques – comme la question des listes de fascistes – que l'on retrouve dans les discours de la gauche extraparlementaire des années 1970.

---

[924] Tract de la Fédération romaine du Pci. Irsifar. Fondo Paolo Paoloni. Busta 1.

[925] W. Gambetta, *op.cit.*, p.57.

[926]Campagne électorale de 1960, dans A.Ventrone, *Il nemico interno. Immagini e simboli della lotta politica nell'Italia del '900*, Donzelli editore, Rome, 2005 et:

http://manifestipolitici.sebina.it/sebina/repository/opac/link/iger_58_67/iger_1960_022.jpg

http://manifestipolitici.sebina.it/SebinaOpacGramsci/Opac?action=multimedia&docID=5

[927] Nous avons bien entendu choisi une année particulière, l'année 1953, marquée par une exacerbation de la guerre froide et par la mort de Staline la même année. Le parti est encore marqué par la tradition et la rhétorique stalinienne la plus dure. Par exemple, la campagne électorale de 1958 est déjà différente par rapport à celle de 1953, elle est caractérisée par des attaques directes moins nombreuses et par une attention plus particulière aux relations internationales (notamment au putsch d'Alger et à la politique de De Gaulle).

Ainsi, en 1953, le quotidien du Pci, *l'Unità*, mène une propagande très dure qui cristallise des oppositions idéologiques fortes et qui utilise un langage qui exacerbe la rhétorique du conflit. Les attaques publiques contre les hommes de la Démocratie chrétienne, sont nombreuses : « Saragat e Pacciardi tacciono sull'incontro Graziani-Andreotti » (6 mai)[928] ; « Bisogna negare il voto a De Gasperi per impedirgli di ostacolare la pace » (8mai), « Dopo le rabbiose dichiarazioni antisovietiche del capo clericale-La riunione dei « quattro » ha confermato il completo asservimento di Saragat, Pacciardi e Villabruna alla Dc » (8mai)[929] ; « L'on. Nitti accusa De Gasperi d'aver rinunciato a Briga e Tenda » (8 mai) ; « Togliatti accusa De Gasperi di aver assunto le stesse posizioni dei fascisti verso l'URSS » (10 mai) ; « Sferzante accusa di Togliatti a De Gasperi dopo l'antinazionale discorso di Vittorio Veneto » (25 mai). Le verbe « accuser » revient de façon courante.

Mais à côté de ces critiques politiques on a aussi des insultes : « Battere il forsennato » [De Gasperi] (8 mai); voire même des mots lourds de sens, comme ceux de Togliatti quand il parle de Scelba: « Chi vuole sgozzare questo ministro degli interni che non è riuscito a spiegare quali erano i suoi rapporti con i banditi siciliani e che governa l'Italia con l'arbitrio e la prepotenza? » (19 mai). L'accusation la plus courante est, bien entendu, la connivence avec l'ennemi fasciste : on parle de « I gerarchi d.c. »[930](expression qui apparaît souvent dans le vocabulaire brigadiste) ; « gerarchi democristiani »[931] ; « squadristi d.c. » [932]. Le vocabulaire de la guerre est aussi très présent : les démocrate-chrétiens sont décrits comme porteurs de « guerre e risse », de mener une « guerra fredda contro i lavoratori » [933], et une politique de provocation « offensive » : « I d.c; scatenano in tutto il paese una massiccia offensiva di provocazioni » [934]. Enfin, ils sont déjà accusés de « malgoverno »[935].

Les rythmes binaires nombreux opposent deux points de vue irréductibles: « Secchia auspica un accordo che assicuri la pace. De Gasperi respinge la politica di distensione » (15 mai). Les slogans électoraux reprennent la dualisme de la vision communiste : « Contro i falsari e i nemici della verità, Vota Comunista! », « Vota contro i forcaioli clericali e

---

[928] Dans le même article on trouve des attaques aussi contre le porte-parole de la Dc Gonnella (6 mai).

[929] Dans le même article on trouve des attaques contre les députés Dc Bonomi e Stella (8 mai).

[930] *L'Unità*, 8 mai 1953.

[931] *L'Unità*, 17 mai 1953, article « Appello agli elettori ».

[932] *L'Unità*, 26 mai 1953, titre page 2.

[933] *L'Unità*, 17 mai 1953, article « Appello agli elettori ».

[934] *L'Unità*, 26 mai 1953, titre page 2.

[935] *Ibid.*

fascisti! » (23 mai) ; « Contro il governo che affossa la cultura. Per la rinascita della scuola in Italia. Vota comunista! » (29 mai)[936].

Le débat porte aussi sur la question de la tradition et de l'héritage de la Résistance. Les tons sont très durs. *L'Unità* rapporte un discours tenu par De Gasperi à Ascoli Piceno où le leader démocrate-chrétien met sur le même plan fascisme et résistance: « Le squadre di violenza, i GAP e i SAP [937] comunisti e i manganellatori fascisti non devono tornare. Quello sarebbe il medioevo che si riaffaccia », ces mots de De Gasperi posent les prémices d'un discours qui conduira à la théorie des « extrémismes opposés ». *L' Unità* lui répond sur le même ton: « Se non ci fossero stati i Gap e le Sap De Gasperi starebbe ancora rintanato nella biblioteca vaticana. Antifascisti! Rispondete all'uomo che insulta la gloriosa Resistenza negando il voto alla D.C. »[938].

Nous arrivons, enfin, à la question des listes de noms d'ennemis politiques. Dans un article de *l'Unità* du 8 mai 1953, « L'uomo che salvò Graziani è candidato nelle liste di Saragat! » on trouve une liste de fascistes qui occupent des postes importants au Ministère de la Défense. L'article vise à dénoncer la non-épuration des anciens fascistes et la permanence d'anciens « repubblichini » dans les structures de l'Etat :

> « Qual'è la realtà? Un generale repubblichino come Cavallarin è oggi il comandante della zona aerea di Roma (…); il maresciallo fascista Messe ha ancora un ufficio al Ministero della Difesa ed è candidato alla camera nelle liste d.c. insieme con altri notissimi gerarchi (…). E non basta: oggi siamo arrivati all'abbraccio in pubblico tra Andreotti, il pupillo di De Gasperi, e lo spelacchiato leone di Neghelli, il maresciallo fascista Graziani. Il traditore Graziani ha fatto l'elogio della politica del governo (...) »[939].

---

[936] *L'Unità,* 29 mai 1953, page 2 et 3.

[937] Les Gap ("Gruppi di azione patriottica") et les Sap ("Squadre di azione patriottica").étaient des formations de résistants.

[938] *L'Unità,* 8 mai 1953. L'attaque de De Gasperi est d'autant plus violente que des anciens résistants des Gap se présentent dans les listes électorales du Pci comme l'ancienne gappiste Carla Capponi, qui a participé à l'attentat de Via Rasella avec son mari Rosario Bentivegna.

[939] *L'Unità,* 8 mai 1953. Dans cet article, on reporte un discours tenu par Pajetta à Rome sur le thème des connivences entre anciens « repubblichini » et la Dc.

Dans *l'Unità* du 10 mai, on a encore une liste: il s'agit cette fois-ci des parlementaires démocrate-chrétiens qui, à plusieurs niveaux, sont liés aux intérêts économiques et qui partagent ainsi leur charge politique avec des intérêts de nature privée. La liste occupera plusieurs numéros du journal: chaque jour *l'Unità* publie un article portant sur une lettre de l'alphabet, afin de constituer un vrai dictionnaire, un « dizionario della Greppia », des méfaits de la Dc et de la connivence entre ses hommes et les milieux économiques[940] :

« A (Arraffare)

On. Giovanbattista ADONNINO, deputato democristiano di Agrigento:

Sindaco della società "Carbonital" (Compagnia Italiana Carboni).

On. Armando ANGELINI, deputato democristiano di Massa Carrara:

Presidente dell'Unione generale degli industriali del marmo apuano, presidente della società ARCHI-CIRM di Roma, consigliere della società anonima Tramvie Alta Versilia di Seravezza (…).

Sen. Nicola ANGELINI, democratico cristiano pugliese:

Presidente della Cassa di Risparmio della Puglia.

Sen. Renato ANGIOLILLO, liberale:

Presidente della società balneare "Kursaal" del Lido di Roma.

On. Giuseppe ARCAINI, deputato democristiano di Lodi:

Sindaco della società Polenghi Lombarda, direttore della sede di Lodi della Banca Provinciale Lombarda.

On. Ennio AVANZINI, deputato democristiano di Mantova, sottosegretario al Tesoro:

Consigliere della Cassa di Risparmio lombarda.

(continua) »[941].

---

[940] *L'Unità*, 10 mai 1953. Dans ce même article du 10 mai, les auteurs définissent leur projet: constituer un « dizionario della Greppa » qui serait « il primo dizionario che raccoglie l'elenco delle cariche ricoperte da parlamentari democristiani e apparentati nelle banche, nelle società, nelle industrie, nelle aziende e negli enti economici più diversi ». La « greppia » est une mangeoire, et au sens figuré, une occupation qui procure beaucoup de gain.

[941] *Ibid.* Le dictionnaire poursuit dans les numéros suivants: à chaque lettre de l'alphabet correspond une « pratique » des démocrate-chrétiens: B (Buggerare); C (Cumulista); G (Gavazzare); L (Libagione); M (Mangiare)...« Gavazzare », peut-être un jeu de mot sur le nom du napolitain d.c. Gava, veut dire festoyer et s'amuser en buvant et en mangeant excessivement.

Nous avons là un premier exemple des célèbres listes de noms que l'on impute aux discours des années 1970. En réalité, on voit que la pratique d'établir des listes afin de mener des attaques *ad personam* existait déjà dès le milieu des années 1950 et s'inscrivait à part entière dans la forte idéologisation du combat politique.

Enfin, on retrouve aussi des thèmes et des mots-clés inchangés par rapport à ce que l'on vient de voir au sujet de la campagne électorale de 1975, comme la position centrale des thèmes de la « démocratie » (Pci) et de « l'alternative » (Dp). La question de la démocratie est l'un des thèmes récurrents de la rhétorique communiste. Même à l'époque de Staline, le parti de Togliatti s'attache à proposer une bonne définition de la démocratie contre la « prétendue démocratie » de ses adversaires. Ainsi, la démocratie est le thème principal d'un discours de Togliatti reporté sur *l'Unità* du 19 mai 1953: « questi partiti non sono il centro e non sono democratici (…) questi sedicenti partiti di centro (…) questa è una formazione reazionaria vera e propria! » ; « questo governo che si definisce di centro ha perseguitato i partigiani e ha liberato i massacratori repubblichini »; « questi partiti (..) non sono neppure democratici »; « sedicente governo democratico »; « tutte le loro promesse cozzano contro i principi della democrazia »; « Non è democratico – continua Togliatti – il modo col quale questi sedicenti partiti democratici concepiscono i rapporti coi partiti dei lavoratori »[942].

Un autre thème est celui de l' « alternative ». Dans l'article du 10 mai 1953, « Chi vuole opporsi al totalitarismo clericale non può non incontrarsi con i comunisti », on parle de « reale alternativa democratica »; encore dans le titre du 11 mai, où une possible alliance Pci-Psi serait une « alternativa democratica al monopolio Dc ». Enfin le titre en première page du 12 mai 1953 affirme qu'il est « è necessario sconfiggere l'anticomunismo per realizzare l'alternativa democratica », et à la veille des élections, le quotidien titre en première page « Togliatti a 250 000 romani: Votate Pci con fiducia e speranza per aprire la strada ad un governo dei lavoratori » (24 mai). Dans cette brève étude nous avons voulu montrer le lien étroit entre la rhétorique du Pci des années 1950 et certains aspects du Pci et de la « nouvelle gauche » des années 1970. On y retrouve ainsi l'insistance sur la question de la démocratie et

[942] Une autre réflexion de Togliatti, présente dans cet article, révèle une donnée constante qui peut s'appliquer à l'histoire des années 1970 : « Una lunga esperienza storica conforta questo nostro giudizio: ogni volta che le classi dirigenti italiane hanno respinto l'avanzata dei lavoratori la democrazia ha fatto un passo indietro o è finita ». Le discours insiste aussi sur la filiation entre la démocratie et la Résistance en rendant hommage aux résistants qui « hanno sacrificato la vita per assicurare la libertà e la democrazia agli italiani », une démocratie construite par la Résistance, d'après Togliatti.

de l'alternative, les rythmes binaires et les oppositions, les attaques directes et les « listes de noms ».

II. Les élections de 1976 : le tournant et la nouvelle stratégie de Dp

1) 1976 : l'année du « sorpasso »

La campagne électorale de 1976 est un moment politique très dense, marqué par la possibilité, pour la première fois depuis les élections de 1948, de la prise de pouvoir du Pci et du « sorpasso a sinistra », comme on disait à l'époque. Alors que Berlinguer en appelait au « compromis historique », la Dc renforçait ses alliances traditionnelles, en mettant dans ses listes des catholiques respectés comme Umberto Agnelli, le frère de Giovanni. Les sondages prévoyaient une victoire de la gauche ce qui fit croître la préoccupation autour de ces élections : la revue *l'Espresso* du 6 juin 1976, prévoyait une victoire du Pci qui aurait atteint 34.5% des voix contre 27.6% de la Dc. De même, le quotidien *la Repubblica* écrivait, le 20 juin 1976, sur la première page : « Oggi si decide per il sorpasso a sinistra »[943].

La campagne électorale est marquée à nouveau par un climat de violence. Douze jours avant les élections, les Brigades Rouges tuent le magistrat genois Francesco Coco et son escorte[944]. C'est le premier meurtre politique revendiqué officiellement par les Br[945]. La Dc utilisa ce climat de violence pour reprendre la théorie des « extrémismes opposés » en lançant un appel à lutter contre les fascistes et les « rouges », parmi lesquels elle plaçait le Pci. Le 14 juin, à une semaine des élections, l'hebdomadaire américain *Time* fit paraître un numéro spécial dédié à l'Italie, avec une photo de Berlinguer sur la couverture et le titre : « Italie : la menace rouge »[946]. Berlinguer répondit à cette attaque dans une célèbre interview à Giampaolo Pansa dans *Il Corriere della Sera* du 15 juin 1976, intitulée « Berlinguer conta "anche" sulla Nato per mantenere l'autonomia da Mosca ». Dans l'article, Berlinguer

---

[943] G. Crainz, *op.cit.*, p.541.

[944] Coco était le magistrat qui avait refusé de négocier avec les Brigades Rouges au moment de l'enlèvement du juge Sossi.

[945] On se souvient que le meurtre de deux militants du Msi en 1974 avait été revendiqué comme une "erreur". Cf. chapitre précédent.

[946] *Time*, 14 juin 1976, "Don Enrico bids for power".

affirmait que dans le cas d'une victoire électorale du Pci, l'Italie ne sortirait pas de l'Otan, « mi sento più sicuro stando di qua [dans le camp de l'Otan] », affirme-t-il[947].

Le cartel de « Dp », déjà expérimenté aux élections régionales, décide de se présenter uni à cette nouvelle consultation. Le premier congrès du « Pdup per il comunismo » a lieu à Bologne, au début de 1976. Le groupe se divise sur la question de l' « unité » de toute l'extrême-gauche : c'est-à-dire essentiellement sur la question de l'entrée de Lc dans le cartel de Dp, question qui occupera toute la première moitié de l'année jusqu'aux élections[948].

Mais d'autres divisions apparaissent lors du congrès, notamment sur le discours à tenir par rapport au Pci : le groupe du Manifesto (Magri, Pintor) se heurte à Vittorio Foa qui conteste le document de synthèse rédigé par Magri en le taxant de philo-communisme. La question de la position à tenir par rapport au Pci devient une véritable pomme de la discorde alors que les membres du cartel parviennent finalement à un accord sur la question du rapport aux « mouvements » : autonomie du mouvement féministe dans le parti, et ouverture – sous certaines conditions – aux mouvements (Lotta continua)[949]. Le congrès révèle des divisions profondes sur des questions de fond au point qu'à la veille des élections de 1976, le cartel ne parvient pas à réaliser une unité réelle[950]. Encore le 7 mai, Lc réitère sur les pages de son quotidien l'appel à l' « unità, unità, fuori chi non ci sta »[951]. Finalement, on décide l'élargissement des listes de Dp aux candidats de Lc (Rostagno par exemple, se présente à Palerme et à Milan), mais les divisions internes demeurent, au point que Lc mènera une campagne presque en solitaire.

Ainsi, en 1976, la coalition qui se présente sous le sigle de Dp rassemble plusieurs formations mineures : le Mls (« Movimento Lavoratori per il Socialismo ») ; la « Lega comunista rivoluzionaria IV Internazionale », de tendance trotskiste, dirigée par Livio Maitan ; et la « Lega dei comunisti » de Romano Luperini adhèrent aussi au cartel. En 1976, « Democratie prolétarienne » rassemble le Pdup-pc, Ao, Lc, Movimento lavoratori per il

---

[947] G.Galli, *Il decennio Moro-Berlinguer, Una rilettura attuale*, Baldini Castoldi Dalai Editore, Milan, 2006, p.26.

[948] M. Pucciarelli, *op.cit*, p. 67-70.

[949] En réalité, le congrès de Bologne révèle une incompréhension sur les questions de fond qui rendra inévitable la rupture entre les deux tendances du Pdup-pc. Plus généralement, il illustre une tendance constante du groupe qui montre « una fortissima unità nella concretezza delle cose da fare, un'aspra conflittualità nella discussione strategica », W. Gambetta, *op.cit*., p.68. En effet, Pdup et Manifesto vont se séparer en 1977.

[950] En effet le congrès de fondation de Dp n'aura lieu qu'en 1977, après la scission entre le Pdup et Il Manifesto.

[951] *Lotta continua*, 7 mai 1976.

socialismo, la Ligue des communistes, et la IVe Internationale. Le *Quotidiano dei Lavoratori* peut ainsi titrer le 28 avril 1976 : « La strada è ormai aperta per un'unica lista rivoluzionaria alle prossime elezioni politiche ».

A côté de cela, Dp est aussi soutenue par la gauche syndicale, ainsi que par de vastes secteurs issus des « mouvements » : l'association « Soccorso rosso », « Magistratura democratica », « Psichatria democratica », « Medicina democratica », l' « Unione Inquilini », les mouvements féministes, ainsi que de nombreux collectifs et certaines figures d'anciens résistants célèbres (comme Giambattista Lazagna) soutiennent publiquement le cartel de Dp. Le monde de la culture et du spectacle s'engage aussi pour Dp : des professeurs universitaires (Claudio Pavone), des éditeurs (Giulio Savelli), le monde du cinéma (le producteur cinématographique Renzo Rossellini et le scénariste Ugo Pirro) s'engagent à voter pour Dp. Ainsi, le slogan forgé par Dp, qui apparaît sur toutes les affiches électorales, réaffirme un idéal d'unité au sein d'une large coalition qui se veut radicalement à gauche : « Governo alle sinistre, potere a chi lavora: vota Dp ».

En dépit de cette unité retrouvée et du grand espoir qui accompagne, à gauche, la consultation électorale de 1976, les résultats des élections furent bien différents par rapport aux attentes de l'opinion et des observateurs . Le Pci, tout en obtenant le meilleur score de son histoire, 34.4%, ne parvient pas à dépasser la Dc qui se maintient stable avec 38.7% des suffrages et qui se confirme comme le parti majoritaire. Dp n'obtient que 1,5% des voix, alors que les élections marquent le succès du Parti Radical, qui se présente pour la première fois aux élections et qui obtient 400 000 voix (1,1%). Pour Dp, le constat est décevant : le cartel a obtenu seulement 557 025 voix (1,5%) à la Chambre et 78 170 voix au Sénat[952].

La liste de « Démocratie prolétarienne » parvient pourtant à faire élire six députés à la Chambre (aucun au Sénat) : trois députés du Pdup-Manifesto (Lucio Magri, Eliseo Milani et Luciana Castellina), un député de Lc (l'ouvrier Mimmo Pinto), et deux députés de Ao (Massimo Gorla et Silverio Corvisieri). Vittorio Foa (Pdup) qui avait été élu dans les circonscriptions de Turin et de Naples renonça en laissant la place à Corvisieri et à Pinto.

[952] Même le MSI obtient un score très bas : 6% (- 2,57%).

2) Les termes de la campagne

a) «Democrazia Proletaria»

La campagne électorale de 1976 reprend et exacerbe les thèmes de 1975. Contrairement à 1975, Dp adopte un seul slogan qui apparaît dans toutes les affiches et les documents de la campagne électorale : « Governo alle sinistre, potere a chi lavora ». Le slogan rappelle le lien étroit entre les formes institutionnelles de la politique et les mouvements de masse des années 1970 et reprend un thème récurrent crié dans les cortèges des années 1970 : « è ora, è ora, il potere a chi lavora ! ». Surtout, il met en avant l'idée qu'un « gouvernement » des gauches ne peut être dirigé que par les masses des travailleurs, qui constituent les détentrices réelles du « pouvoir ».

En effet, en 1976, Dp tente de mener une campagne unitaire qui rassemble toutes les formations du cartel[953]. Il est intéressant de noter que par rapport à 1975 les noms des différents groupes disparaissent au profit du sigle commun de Dp. En effet, le pluriel « le sinistre » repose sur l'idée d'une possible alliance entre *toutes* les forces de gauche, au nom de l'impératif commun de la fin du régime démocrate-chrétien : le slogan demeure ambigu par rapport au Pci, qui s'inscrit, pour certains, dans l'unité des gauches. Le groupe est en réalité persuadé d'une victoire imminente du Pci aux élections qui ouvrirait à un gouvernement des gauches en général : « un governo delle sinistre [oggi è] possibile e praticabile », surtout après les victoires du 12 mai 1974 et du 15 juin 1975[954]. En réalité, la coalition réalisera peu de documents communs.

Le symbole choisi est celui du Pdup-pc : le symbole de 1975 (une faucille et une tenaille croisées) est remplacé par la faucille et le marteau croisés sur fond d'une mappemonde. Au niveau symbolique, le cartel établit à la fois une concurrence directe et un rapport de filiation avec le Pci. En effet, les symboles des deux partis se ressemblent fortement.

La campagne électorale menée par Dp repose sur une double « rupture » : une rupture totale avec la Dc et une rupture avec l'idée du « compromis », mais non pas avec le Pci. La campagne se caractérise à nouveau par un discours très dur à l'égard de la Dc : « Col voto del

---

[953] En 1975, les tracts et les manifestes de Dp étaient réalisés et signés séparément par les différents groupe du cartel électoral.

[954] DP, tract recto-verso, sans titre à part « Vota Democrazia Proletaria », élections 1976 (tract de la région du Latium). Irsifar, Fondo Lipparini, Busta 121.

20 giugno deve finire il regime democristiano »[955]. Les termes de la rupture sont nombreux : « svolta sostanziale », « rottura netta »[956]. Contrairement au Pci, les militants de Dp ne pensent pas que la Dc soit réformable et pointent la contradiction du Pci: maintenir le système capitaliste tel qu'il est et essayer de mieux le gouverner : « l'alternativa è (…) tra la ripresa selvaggia del vecchio modello di sviluppo e una fuoriuscita reale dal regime Dc e dal sistema capitalistico »[957].

Le thème récurrent reste celui de la « cacciata della Dc » et du « governo delle sinistre » : les deux termes étant liés, contrairement à la conception du Pci qui prétend gouverner *avec* la Dc. Ainsi, sur les pages du *Quotidiano dei lavoratori,* le slogan est souvent garni d'une attaque à la Dc: « governo alle sinistre, potere a chi lavora, affossiamo la Dc »[958]. Lors d'un rassemblement de Dp à Milan, face à 5 000 personnes, Foa affirme que « Il nostro primo obbiettivo è quello di mettere fine al regime Dc e il secondo è l'attuazione del governo delle sinistre »[959]. L'objectif principal de la campagne est de mettre un terme aux gouvernements de la Dc.

Les attaques contre la Dc constituent ainsi la clé de voûte de la campagne de Dp. Une affiche célèbre de Dp « Che cosa nasconde la D.C. » montre le symbole de la Dc, le «scudo crociato », derrière lequel se cachent tous les méfaits du parti : « Speculazione edilizia, Mafia, Omicidi bianchi, Assassini sulle piazze, Fuga di capitali, Emigrazione, Trame nere e stragi di stato, Manicomi e ospedali-lager, Carcere preventivo, Sid, Concentrazione testate giornali, Disoccupazione, Leggi fasciste sull'aborto, Burocrazia, Leggi speciali di polizia, Nuclei armati pre-elettorali (Br-Nap) ». La fin de l'affiche porte l'inscription : « Per un'alternativa alla violenza democristiana, vota Democrazia Proletaria »[960].

Mais les attaques contre le Pci et la ligne du « compromis historique » sont l'autre point central de la campagne de Dp. Un article exhaustif de Vittorio Rieser sur le *Quotidiano dei Lavoratori*, fait le tour de la question en mettant en relief les problèmes idéologiques soulevés par la nouvelle ligne du Pci. En effet, le « compromis historique » remet en cause

---

[955] Manifeste Dp. Archivio Marco Pezzi, Bologne.

[956] DP, tract recto-verso, sans titre à part « Vota Democrazia Proletaria », élections 1976 (tract de la région du Latium). Irsifar, Fondo Lipparini, Busta 121.

[957] « Dalle lotte al voto dal voto alle lotte », Dp, 1976. Irsifar, Fondo Lipparini, Busta 121.

[958] *Quotidiano dei lavoratori*, 26 mai 1976. Irsifar, Fondo Lipparini, Busta 121.

[959] *Quotidiano dei lavoratori*, 16-17 maggio 1976. Irsifar, Fondo Lipparini, Busta 121.

[960] A.Ventrone, *Il nemico interno. Immagini e simboli della lotta politica nell'Italia del '900*, Donzelli editore, Rome, 2005, p.243.

l'idée des « contradictions de classe », la « dialectique » entre les forces en jeu et l'abandon de la lutte politique au nom du nouvel impératif de la « moralisation »[961]. La lutte des classes est abandonnée par le Pci au profit d'une vision idéale de la société et de la Dc.

Cet article de Rieser oppose deux façons de concevoir la politique mais aussi deux langages. Rieser cite les mots de Berlinguer lorsqu'il affirme que : « La scelta che è divenuta indispensabile non è per questa o quella ideologia... Ma è fra salvezza o rovina dell'Italia, tra sviluppo e affondamento dell'economia, tra efficienza o disordine, tra stabilità politica o crisi di governo a ripetizione, tra onestà o corruzione ». Le secrétaire du Pci entérine l'abandon de l'idéologie communiste au nom de la morale. En effet, Berlinguer introduit des termes qui n'appartiennent pas aux catégories politiques comme « onestà » et « salvezza », et renonce à l' « ideologia », donc à la vision marxiste d'une société divisée par la lutte des classes. Berlinguer insiste sur le renoncement à un discours dicté par un « schéma idéologique » au profit d'un discours fondé « sulla realtà delle cose così come sono e noi sentiamo il dovere di dire la verità »[962].

L'article de Vittorio Rieser souligne dans ce discours l'abandon de l'idéologie marxiste, mais aussi la perte d'un langage politique et la substitution des catégories marxistes par des catégories nouvelles qui appartiennent à la sphère morale (« onestà », « verità »). Le risque, pour Rieser, est que ces nouvelles catégories marquent l'abandon définitif de toute perspective socialiste : « Queste stesse categorie interpretative vengono usate anche per delineare la prospettiva strategica di lungo periodo »[963]. Selon Rieser, le discours démocratique du Pci n'est plus « tactique » (comme dans les années 1950) mais « stratégique », c'est-à-dire qu'il détermine une vision de longue durée. En 1976, il est clair que le Pci a non seulement abandonné l'idée de gouverner seul, mais aussi la perspective de la « via al socialismo ».

Dans le même sens, le 26 mai, Lc se demande sur les pages de son quotidien: « Quale verità nel linguaggio di Berlinguer? »: « In una concezione del mondo in cui le classi sono scomparse, il Pci propone un articolato programma di conservazione delle regole del

---

[961] « Berlinguer e il compromesso riverniciato dall'emergenza », *Quotidiano dei lavoratori*, 15 mai 1976. Irsifar, Fondo Lipparini, Busta 121. « (...) lo schema concettuale di tutta la relazione è uno schema in cui ogni contraddizione di classe, ogni dialettica reale tra forze politiche socialmente determinate, svaniscono per dar luogo a un quadro tutto idealistico e moralistico ».

[962] *Ibid.* Les citations sont de Berlinguer.

[963] *Ibid.*

capitale: un'esplicita contrapposizione alle lotte e ai bisogni dei lavoratori italiani »[964]. Lc lance un débat qui porte sur la notion de « révolution », perspective abandonnée par le Pci, qui pousse le groupe au refus de voter pour le Pci, contrairement à 1975.

En effet, Dp récupère, en opposition avec le Pci, la question de l'affrontement nécessaire et de la rupture avec la Dc, ainsi que la question d'un « gouvernement des gauches », en opposition au « gouvernement d'unité nationale » proposé par le Pci. Le « changement » est un autre terme-clé de la campagne électorale, présent dans un autre slogan réitéré par Dp : « Tempo di elezioni è ora di cambiare » [965]. Contre le « compromis » du Pci, Dp développe le discours de l' « alternative ».

La rhétorique de Dp récupère la tradition idéologique et radicale abandonnée par le Pci. Le groupe mentionne souvent dans ses slogans la question de la « voie au socialisme » et la perspective de réaliser une société communiste : « Cacciare la Dc dal governo e dal potere e contribuire alla formazione di un governo dei partiti operai »[966] , « si tratta di passare da una società gestita dalla borghesia a una società gestita dal proletariato »[967] ; « Il voto a Democrazia Proletaria è un voto per portare avanti (…) un processo di trasformazione socialista del paese »[968], « per un governo delle sinistre (…) nella prospettiva di una società comunista »[969]. Dp relance la perspective du « socialisme » abandonnée par le Pci ainsi que l'idée d'un contrôle ouvrier en appelant à la « crescita degli strumenti di controllo operaio e popolare »[970]. Le discours de Dp s'apparente donc à des formes de démocratie directe.

Le programme de Dp repose clairement sur une politique en faveur des travailleurs : dans ses documents, le groupe défend, contre l' « austérité » de Berlinguer, une « politica di redistribuzione del reddito, colpendo le classi privilegiate e i consumi superflui », « piena occupazione », « soddisfazione dei bisogni popolari », « un programma che nasce dalle lotte di questi anni » [971]. Pour cela, il s'agit de « aprire alla classe operaia la strada per il potere »,

---

[964] « Quale verità nel linguaggio di Berlinguer? », *Lotta continua*, 26 mai 1976, p.5.

[965] « Tempo di elezioni è ora di cambiare ». Irsifar, Fondo Lipparini, Busta 121.

[966] « Dalle lotte al voto dal voto alle lotte », Dp, 1976. Irsifar, Fondo Lipparini, Busta 121.

[967] « Tempo di elezioni è ora di cambiare ». Irsifar, Fondo Lipparini, Busta 121.

[968] DP, tract recto-verso, sans titre à part « Vota Democrazia Proletaria », élections 1976 (tract de la région du Latium). Irsifar, Fondo Lipparini, Busta 121.

[969] Affiche Dp. Archivio Marco Pezzi, Bologne.

[970] Affiche Dp. Archivio Marco Pezzi, Bologne.

[971] DP, tract recto-verso, sans titre à part « Vota Democrazia Proletaria », élections 1976 (tract de la région du Latium). Irsifar, Fondo Lipparini, Busta 121.

par une « mobilitazione di massa decisa e convinta »[972]. Comme pour le Pci, le thème principal reste celui de la sortie de la crise : « Dp non è solo una lista elettorale (…) è soprattutto un programma politico per uscire dalla crisi »[973]. Mais c'est surtout dans le rapport à la Dc et à la société civile que se situe l'opposition entre Dp et le Pci.

En effet, Dp se présente aussi comme le représentant des mouvements de lutte de la société civile : comme « espressione politica del patrimonio di idee e di lotte sviluppato da vasti settori operai, studenteschi e popolari dal 68 ad oggi »[974]. Héritière des mouvements nés depuis 1968, Dp présente dans ses listes les différentes tendances de la contestation qui animent la société depuis le début des années 1970 : « Nelle liste di Democrazia Proletaria sono presenti compagni di fabbrica, proletari dei quartieri, avanguardie di lotta di tutti i settori di movimento che si sono sviluppati in questi anni »[975]. Cette insistance tend à revendiquer, d'une part, l'enracinement de Dp dans les mouvements collectifs, mais elle démontre, d'autre part, le processus d'institutionnalisation de la gauche extraparlementaire. D'ailleurs, le même tract affirme qu'il faut défendre les exigences du prolétariat « anche attraverso la nostra presenza nelle istituzioni ».

En effet, au même moment, le discours des tracts subit un changement : l'appel à la manifestation unitaire (qui clôt généralement tout tract de l'extrême gauche) est substitué par l'appel à voter Dp : cela montre le retour progressif à des formes de luttes qui réinvestissent les espaces politiques traditionnels. Par exemple, un tract du « Collettivo Fabbriche Appio Tuscolano » de Rome, daté du 6 juin 1976, relate une agression fasciste dans le quartier due aux effets de la loi Reale [976]. L'appel est d'abord au traditionnel « antifascisme militant », mais la fin du tract surprend car à la mobilisation antifasciste le collectif préfère l'appel à voter Dp pour « battere la Dc che protegge i fascisti »[977].

---

[972] DP, tract recto-verso, sans titre à part « Vota Democrazia Proletaria », élections 1976 (tract de la région du Latium). Irsifar, Fondo Lipparini, Busta 121.

[973] « Dalle lotte al voto dal voto alle lotte », Dp, 1976. Irsifar, Fondo Lipparini, Busta 121.

[974] Tract de Dp à Turin « Governo alle sinistre, potere a chi lavora ». W. Gambetta, *op.cit.*, p.78.

[975] Affiche de Dp. Archivio Marco Pezzi, Bologne.

[976] L' « Appio Tuscolano » est un quartier populaire de Rome avec une forte présence de collectifs d'extrême gauche, notamment autour des lycées, mais aussi de groupes néofascistes : c'est aussi le quartier du célèbre siège du « Fronte della Goventù » de Acca Larentia, qui subira un attentat en janvier 1978 (« strage di Acca Larentia »).

[977] Tract du « Collettivo Fabbriche Appio Tuscolano » de Rome, 6 juin 1976, Irsifar, Fondo Lipparini, Busta 117.

Des collectifs féministes s'engagent aussi à côté de Dp, afin de « impegnarci nella campagna elettorale a favore di D.P. e di voler fare di questa battaglia anche uno strumento di maturazione della coscienza politica delle donne (..) »[978]. Le tract féministe se termine aussi par l'appel à voter Dp au nom de la lutte « comunista e femminista ».

Le dernier secteur des mouvements qui nous intéresse, aux fins de notre étude, est tout particulièrement l'engagement de Lotta continua au sein de Dp, à la veille de la dissolution du groupe (octobre-novembre 1976). En effet, alors qu'en 1975 le groupe avait opté pour le vote au Pci, en 1976 Lotta continua rejoint le cartel de Dp. L'analyse du revirement de Lc à la veille des élections de 1976 est le signe de plusieurs facteurs qui parcourent la vie ou plutôt la survie du groupe. Tout d'abord, il est clair que l'institutionnalisation de Lc répond à la quête d'une nouvelle identité politique. En réalité, cette quête tente de masquer une crise profonde du groupe qui depuis plusieurs années ne parvient pas à renouveler ses formes d'engagement et son répertoire linguistique.

Ainsi, la campagne de Lc est menée contre la Dc, plutôt qu'en faveur de Dp. Le conflit électoral exacerbe la figure de l'ennemi dans le seul but de porter atteinte à la Dc et de la battre sur le terrain électoral. La critique contre le régime se répercute dans les rythmes binaires qui mettent en scène le conflit avec l'ennemi démocrate-chrétien : « Il 12 maggio di due anni fa, l'inizio della fine per il regime Dc. Il 20 giugno di quest'anno, la fine »[979] ; « Il 20 giugno può e deve segnare una data storica per il proletariato italiano »[980] ; « Carovita: la banda Dc mette a segno le sue ultime rapine »[981]. Lc se pose encore une fois comme le représentant des luttes des masses en reprenant les slogans scandés dans les cortèges. Mais malgré son alliance avec Dp, le groupe tend pourtant à souligner une identité qui lui est propre : « Potere a chi lavora, è ora! Vota Dp. Vota i candidati di Lotta continua »[982].

---

[978] Archives de la « Biblioteca Franco Serantini » de Pise. Tracts 1975-1976. Fondo Milano. Le tract est signé par « Le compagne femministe dei collettivi : Gruppo femminista del Trentino, Comitato 8 marzo Milano, Mlda Reggio Emilia, Gruppo femminista di perugia, Mlda Roma, Mlda napoli, Mlda Minturno, Collettivo donne in lotta Bari, Movimento femminista Brindisino, Collettivo donne in lotta Ceglie, Collettivo donne in lotta Villa Castelli, Collettivo donne in lotta Ostuni, Movimento Autonomo delle donne Lecce, riunite in Convegno Nazionale a Bari nei giorni 22-23 maggio 1976 ».

[979] *Lotta continua*, 12 mai 1976.

[980] « Per cacciare la Dc, per un governo di sinistra, per il potere popolare. Vota Dp », *Lotta continua*, 20 juin 1976.

[981] « Casa e prezzi: i rivoluzionari impegnati a rafforzare ovunque le iniziative di lotta ». *Lotta continua*, 26 mai 1976.

[982] *Lotta continua*, 18 juin 1976.

Les discours traditionnels des milieux extraparlementaires sont repris dans les affiches électorales du groupe et dans son quotidien : « Potere popolare, vigilanza di massa, via Maletti dalle forze armate, epurazione di tutti i funzionari dello stato della strage, sciogliere il Msi. Vota Dp. Lc »[983]. La reprise du thème de la « strage di stato », tout comme la dénonciation des violences des fascistes établit un lien indirect entre l'histoire du groupe et le moment électoral. Mais cela révèle aussi l'absence d'innovation dans la rhétorique du groupe depuis le début des années 1970.

Ainsi, les thèmes de la campagne électorale de Lc sont toujours les mêmes, énumérés dans des listes trop connues: « L'antifascismo militante, gli scandali del regime democristiano, le stragi del Sid, il movimento dei disoccupati organizzati, quello dei proletari in divisa, i mercatini rossi e le occupazioni di case (…) il movimento delle donne (….) temi – quasi tutti relegati ai margini delle discussioni ufficiali dei partiti oggi in parlamento » [984]. Nous retrouvons ici tous les thèmes traditionnels de Lc : pourtant, l'objectif électoral réactualise les luttes passés en voulant leur restituer « un sens » nouveau.

D'après Lc, les élections du 20 juin constituent une étape fondamentale du combat des « vrais » révolutionnaires et la référence à la révolution est presque omniprésente. Ainsi, le mot d'ordre de Lc, reporté dans tous les numéros de mai du quotidien est : « Per l'unità di tutti i rivoluzionari », et « Democrazia Proletaria è la lista unica di tutti i rivoluzionari alle elezioni »[985], « Votiamo DP per imporre – anche con il voto – un governo di sinistra in Italia »[986]. La campagne de Lc signifie l'opposition entre deux regroupements politiques opposés : ceux qui ont choisi la continuité et la poursuite du régime démocrate-chrétien (comme le Pci) et les « vrais » révolutionnaires : la coalition de Dp. Les résultats montreront que le Pays est bien divisé en deux mais non pas entre ces deux alternatives, puisque la société civile s'exprimera largement en faveur des deux partis institutionnels et réformistes, le Pci et la Dc.

---

[983] Affiche Dp – Lc (les deux sigles n'ont pas fusionné), *Lotta continua*, 26 mai 1976. La photo reporte une image des funérailles après le massacre de Brescia en 1974.

[984] « Le lezioni di questa campagna elettorale », *Lotta continua*, 19 juin 1976.

[985] Edition spéciale de *Lotta continua* pour les élections dans le Trentin-Haut-Adige, juin 1976.

[986] *Ibid.*

b) Le Pci

Comme en 1975, le Pci mène une campagne contre Dp. Refusant le discours de l' « unité des gauches », le Pci tente par tous les moyens de mettre à distance le nouveau cartel en dénonçant les abus et les erreurs de la nouvelle gauche. Dans une brochure de la Fédération romaine du Pci consacrée au nouveau cartel, « Gli extraparlementari e le elezioni », le Pci les définit « Insieme e in disaccordo »[987]. Le groupe de Lotta continua y est décrit comme « avventuristico » et « provocatorio » et on parle même de « picchiatori di Lc » qui prennent d'assaut les cortèges des féministes[988]. Le Pci vise ainsi à décrédibiliser ses adversaires, la « cosidetta sinistra rivoluzionaria »[989], tout en voulant se poser comme seul garant de la tradition communiste et comme unique héritier de la tradition du mouvement ouvrier : « la forza più grande, prestigiosa, rinnovatrice dell'intero movimento operaio e democratico italiano : il Pci »[990]. Le Pci invente même un nouveau terme afin de décrire l'institutionnalisation croissante des groupes qui ne sont plus « extraparlamentari » mais « ultra-parlamentari », prêts à toute sorte d'alliance (même avec Lc) pour gagner la bataille électorale.

La campagne contre Dp s'inscrit dans une politique jugée comme nécessaire par la Direction du Pci, afin d'enrayer la peur de l'électorat modéré ainsi que le risque d'un isolement international. Le nouveau visage démocratique du Pci doit sacrifier les mouvements radicaux de la société civile. En effet, d'après Berlinguer, l'enjeu de la campagne électorale consiste à rassurer l'opinion publique et internationale au sujet de la persective d'un gouvernement avec la participation du Pci. Il s'agit donc d'axer la propagande sur l'idée que le Pci ne gouvernera jamais seul et que la participation du Pci au gouvernement ne veut pas dire un « governo delle sinistre», contrairement au slogan de Dp :

---

[987] « Gli extraparlementari e le elezioni. Insieme e in disaccordo » Irsifar. Fondo Paolo Paoloni. Busta 1. Le sous-titre est : « Pdup-Manifesto, Avanguardia operaia, Lotta continua presentano liste comuni fra polemiche non risolte »

[988] Cela se réfère à un épisode survenu lors de la manifestation des féministes à Rome le 6 décembre 1975, où le cortège a été attaqué par un groupe des services d'ordre de Lc.

[989] *Ibid.*

[990] *Ibid.*

« Un elemento essenziale nuovo è che, per la prima volta dal '48 - secondo un'opinione diffusa - si vota sul tema se il Pci deve partecipare alla maggioranza. (…) Questa preoccupazione non esisteva nella stessa misura l'anno scorso, dato il carattere amministrativo della campagna. Queste paure saranno tanto più forti quanto piu si avrà la sensazione che la partecipazione del Pci alla direzione del paese, significhi avvento di un governo di sinistra »[991].

Les mots-clés de la campagne sont donc le « cambiamento » et la « moralizzazione », mais il s'agit d'un changement modéré : « il dato essenziale del cambiamento, non può che essere la partecipazione del Pci alla direzione del paese (…) »[992]. Les objectifs épousent complètement le système de la démocratie parlementaire en prétendant mieux le gouverner : « rinnovamento », « far funzionare la macchina dello stato », « economia sana » « moralizzare la vita pubblica »[993].

Le débat porte sur l'opposition entre le « compromis » et l' « alternative » :

« Dobbiamo fare insomma uno sforzo per superare un pò i contrasti tra le diverse formule portate avanti dai partiti, in particolare tra compromesso storico o alternativa di sinistra, e dare alla questione una impostazione concreta, spingendosi forse fino a dire esplicitamente: non è ora il momento di discutere se si debba andare al compromesso storico o all'alternativa di sinistra: il problema incombente per tutte le forze democratiche è di come uscire dalla crisi »[994].

Le mot de « compromis » disparaît, les autres membres de la Direction n'en parlent plus, et en appellent même à la nécéssité de mettre fin aux formules[995]. Il est évident que la direction du Pci commence à s'inquiéter de la concurrence de Dp : le nouveau cartel fait l'objet de plus de discussions que l'année précédente. Le problème principal est celui de la concurrence de

---

[991] Archivio Istituto Gramsci (APC), Roma. Riunione Direzione 5/05/76. Relazione di Berlinguer, mf. 239, 548-549.

[992] *Ibid.*, mf. 239, 549.

[993] *Ibid.*, mf. 239, 550.

[994] *Ibid.*, mf. 239, 550.

[995] Ainsi, Reichlin est d'accord sur une position qui « superi le formule, di fronte a un'esigenza di emergenza che investirà i prossimi due-tre anni», mf. 239, 554, et Serri insiste sur un « discorso che, puntando sulla solidarietà nazionale, serva a superare una certa contrapposizione di formule », mf. 239, 557.

Dp sur les mêmes terrains de lutte – les usines notamment – et sur les mêmes catégories sociales (les ouvriers)[996].

D'autre part, face à la Dc, le discours du Pci reste foncièrement ambigu. Ainsi, par exemple, dans la brochure précédemment citée de la Fédération romaine du Pci, on peut lire à la fois la nécessité de battre les forces réactionnaires de la Dc mais aussi l'appel à « un governo fondato sulla collaborazione e sull'unità tra tutte le forze democratiche e popolari »[997] alors que l'affiche du Pci pour les élections de 1976 dénonce la politique démocrate-chrétienne : « Comunque la rigira... la DC è sempre Disordine e Corruzione »[998].

En réalité, le 3 juin 1976, Berlinguer avait prononcé pour la première fois en public le terme d' « eurocommunisme », qui avait été forgé en 1975 pour désigner une stratégie démocratique nouvelle : le « socialisme dans la liberté », c'est-à-dire la construction d'un socialisme propre aux pays capitalistes développés. Il s'agissait, pour les partis communistes occidentaux (italien, français et espagnol) de rechercher une « troisième voie » qui puisse reformuler une alternative socialiste éloignée du communisme léniniste et stalinien[999].

Cependant, le discours du Pci reste franchement ambigu, pris dans une impasse réelle entre la volonté de démocratiser l'image du parti et l'impossibilité d'abandonner complètement une rhétorique d'opposition.

---

[996] Archivio Istituto Gramsci (APC), Roma. Riunione Direzione 9/06/76, Mf. 239. En effet, Longo affirme que : « Sul piano dell'azione concreta è necessaria un'azione capillare nelle fabbriche, dove Democrazia Proletaria aveva, e credo abbia (anche per la presenza di un dirigente come Foa) una certa influenza », mf. 239, 585. L'intervention de Cervetti sur l' « Andamento campagna elettorale » insiste aussi sur la concurrence de Dp: « Insufficiente mi sembra la polemica che svolgiamo e lo sforzo di recupero nei confronti di Democrazia Proletaria, nei confronti della quale dobbiamo riproporre con forza l'argomento della dispersione dei voti », mf. 239, 584.

[997] « Il voto del 20 giugno deve mettere fine al predominio disastroso della Dc che minaccia di soffocare tutto e tutti. Il voto del 20 giugno deve battere definitivamente le forze che nella Dc e fuori della Dc vogliono la discordia, la divisione, le crociate, le assurde preclusioni verso il Pci ». « Il risanamento ed il rinnovamento di Roma hanno bisogno di una guida nuova e unitaria del Paese ». Irsifar. Fondo Paolo Paoloni. Busta 1.

[998] A. Ventrone, *op.cit.*, p.259.

[999] G.Labica, G. Bensussan, *op.cit*. Article « eurocommunisme », p. 428 et suiv.

c) La Dc

La Dc, quant à elle, mène une campagne défensive (contrairement aux campagnes des années 1950 et 1960) où le parti revendique ses erreurs. Symboliquement, la Dc forge le slogan « Luci e ombre di trenta anni, Vota Democrazia Cristiana » avec une photo d' Andreotti, chef de liste dans le Latium[1000]. Une autre affiche de la Dc affirme : « Abbiamo fatto degli errori non sempre abbiamo fatto le scelte giuste ma non tocca certo ai socialisti scagliare la prima pietra »[1001]. Cette affiche répond au Psi qui avait aussi mené une campagne entièrement orientée contre la Dc, où l'absence de propositions laissait la place aux attaques directes contre le parti démocrate-chrétien : « Il Paese è cambiato la Dc no. Più forza al Psi »[1002] ; « Un cattolico oggi deve porsi il problema di coscienza se è ancora lecito votare DC. L'Italia ha bisogno di cambiare : l'alternativa è socialista »[1003].

La politique électorale de la Dc insiste, d'une part, sur le développement, la modernisation, et l'enrichissement du pays pendant son gouvernement : « 80 famiglie su 100 hanno il frigorifero, 55 su 100 hanno la lavatrice, 79 il televisore, 54 l'automobile ». La « Liberté » va de pair avec le « progrès ». D'autre part, elle refuse clairement toute politique de compromis avec le Pci : « ogni confusione con il comunismo provocherebbe un nuovo isolamento »[1004]. La Dc, ayant peu d'arguments en sa faveur, mise donc sur l'anticommunisme traditionnel du Pays : « Manca solo il 3,1% e l'Italia diventa comunista, è questo che vuoi ? », « Quanto sei disposto a rischiare per scoprire se il Pci è sincero ? »[1005], en reprenant le thème connu d'un Pci « double ». La campagne de la Dc reprend aussi de façon satirique les mots de l'extrême gauche: on a ainsi un tract de la Dc qui s'intitule « Borghesi ancora pochi mesi ! » et qui explique : « Anzi la frase esatta, che estremisti e comunisti scandiscono nei loro cortei è questa : « Fascisti, borghesi, ancora

---

[1000] Tract de la Dc « Luci e ombre di trenta anni, Vota Democrazia Cristiana » pour élections du 20 juin. Irsifar, Fondo Lipparini, Busta 12. En 1976, on vote aussi pour renouveler la mairie et la municipalité de Rome. L'historien de l'art, Giulio Carlo Argan, indépendant de gauche et proche du Pci, sera le premier maire non démocrate-chrétien de Rome (1976).

[1001] Irsifar. Fondo Leonardo Musci. Busta 1 Cartella 143.

[1002] Affiche « a cura del Comitato regionale del Psi del Lazio ».Irsifar. Fondo Paolo Paoloni. Busta 1.

[1003] Affiche Psi. Fondo Paolo Palazzi. Busta 4, cartella 152.

[1004] *Ibid.*

[1005] A. Ventrone, *op.cit.*, p. 263 et 265.

pochi mesi » »[1006]. De manière très habile, la Dc réfute l'idéologie de la gauche en niant dans ses présuposés l'ouverture du Pci aux classes moyennes : « la profezia marxista, secondo cui i ceti medi sarebbero scomparsi, (…) grazie al cielo non ha funzionato. Anzi, il ceto medio da noi diventa ogni giorno più importante per numero e qualità, e la teoria di Marx sempre meno attuale»[1007].

d) La crise linguistique des groupes et de Lc : la question de l'autoréférentialité

Au sein du langage de l'extrême gauche il faut noter la diminution de la capacité d'invention linguistique qui avait fait son originalité. La question de la « fermeture » des groupes due à l' auto-référentialité du langage commence à émerger au sein des groupes eux-mêmes, bien que de façon marginale et contradictoire.

Dès le début de 1975, Lotta continua affronte le thème d'une crise linguistique de l'organisation. En analysant le langage du journal *Lotta continua*, Luigi Bobbio prend conscience de la fermeture de la communication du groupe en rappelant la nécessité d' « ouvrir » le journal aux nécessités des luttes. C'est de là que naît l'idée d'un « courrier » : Bobbio propose aux camarades de Lc d'écrire et d'envoyer des lettres à Lc, sur le modèle des journaux féministes. Cette campagne aura un grand succès et les lettres seront recueillies dans l'ouvrage *Care compagni, Cari compagni, Lettere a Lotta continua*[1008].

Bobbio affirme que le journal est resté « en arrière » par rapport à l'organisation qui n'a cessé d'avancer et de se développer. Le journal, en effet, est de moins en moins acheté dans les milieux militants et Bobbio relie la crise du journal à la question de la fermeture du groupe :

> « Noi infatti cerchiamo di rivolgerci alle masse ma nei fatti il giornale finisce per presentarsi essenzialmente come strumento interno alla nostra

---

[1006] Irsifar. Fondo L.Musci, Busta 1 Cartella 143. Le tract poursuivait ainsi: « Non è una frase molto simpatica né rassicurante per i piccoli industriali, gli artigiani, gli impiegati, gli insegnati, i commercianti, i coltivatori diretti (….) spina dorsale e economica del paese. (…) Non siete fascisti, anzi, siete gli uomini e le donne più libere d'Italia ».

[1007] *Ibid.*

[1008] *Cari compagni, care compagne, Lettere a Lotta continua*, Edizioni Lotta continua, Roma, 1978.

organizzazione. Questo fatto che traspare da molte cose (dal linguaggio, dal tono degli articoli, dagli argomenti trattati) e che fa dire a molti compagni che "Lotta continua" è un "bollettino interno", tende a dissuadere i lettori "esterni" e a limitare la capacità di comunicazione e di diffusione delle cose che vogliamo dire »[1009].

En réalité, le problème est un problème de langage : il n'y a pas de hiatus entre le journal et l'organisation, d'ailleurs le journal survivra plus longtemps que l'organisation. Il y a un problème de fermeture du groupe et de son langage qui devient de plus en plus évidente au sein du journal. Les militants de l'époque trouvaient en effet le langage de Lc obscur et compliqué, c'était un journal d' « intellectuels », et ils lui préféraient *Il Manifesto*[1010].

La même réflexion s'applique au théâtre militant. Goffredi Fofi, dans un article de la revue *Ombre rosse*, s'interroge au même moment sur l'autoréférentialité du théatre politique en dénonçant le fait qu'il risque de devenir une :

« consolazione del pubblico extraparlamentare che finisce per recarsi a teatro ad applaudire se stesso (….). Il teatro politico rischia in questo modo, se si rivolge ad un pubblico già conquistato politicamente, di non favorire nessuna maturazione, il che è, di per sé, una contraddizione in termini »[1011].

Les campagnes électorales de 1975 et 1976 ont montré un autre aspect de cette autoréférentialité dans la mesure où le conflit idéologique repose essentiellement sur la décrédibilisation de la partie adverse. En réalité, on trouve ces procédés même au niveau local. La compétition entre les groupes est une donnée constante des années 1970, mais elle devient plus forte au moment où les groupes entrent en crise et que la mobilisation diminue.

En ce sens, il suffit de lire ce qui peut être considéré comme un véritable « dialogue » entre différents tracts du mouvement étudiant de Pise, en février-mars 1975. Le débat commence après des agressions fascistes qui ont lieu au début de l'année 1975. Un tract de la Fédération de la jeunesse communiste de Pise (Fgci) dénonce le climat de

---

[1009] « Un'occasione da non sprecare. Intervento di Luigi Bobbio », *Lotta continua*, 5 février 1975, p. 3.

[1010] Interview de R.Mancini, juin 2011 : « On lisait *Il Manifesto* car on ne comprenait rien au journal de Lc ».

[1011] Goffredi Fofi, *Ombre rosse*, n. 5, marzo 1975, dans L. Binni, *Attento te...! Il teatro politico di Dario Fo*, Bertani Editore, Verona, 1975, p.61.

« provocazione » et propose, en reprenant un modèle courant, son « analyse » des faits : « Contro il rigurgito di violenza fascista che in questi giorni ha avuto come teatro alcuni quartieri di Roma; il nostro giudizio parte dalla considerazione che... »[1012].

Une nouvelle agression fasciste devant un lycée de Pise au mois de mars lance un débat entre les étudiants que l'on peut reconstruire en lisant les tracts. Les tracts produits par les lycéens de Pise sont complètement autoréférentiels dans la mesure où l'épisode de l'agression fasciste devient un « prétexte » pour une confrontation entre les diffèrents groupes qui animent le mouvement de Pise. Il suffit de parcourir les incipit de ces tracts pour s'apercevoir de la clôture progressive du débat autour de questions internes au mouvement :

> « Il clima provocatorio instaurato dai fascisti in tutta Italia, in queste ultime settimane con le scorribande nel centro di Roma e Napoli, ha investito anche la nostra città; una ventina di noti squadristi pisani (…) hanno minacciato davanti al liceo scientifico alcuni studenti che si trovavano lì per una riunione. A questa provocazione, gli studenti hanno risposto in modo unitario e deciso, organizzando una mobilitazione che ha coinvolto tutti gli studenti per l'intera mattinata »[1013].
>
> Tract de « l'Assemblea del liceo scientifico Dini », 12 mars 1975.

> « Poco tempo fa è avvenuto di fronte al Liceo Dini quell'episodio di intolleranza che tutti conosciamo: un episodio veramente ridicolo e assurdo, che va assolutamente deplorato (…). Ma secondo noi la risposta a questo atto è stata sbagliata ed immatura. Dapprima è stata convocata in questo Liceo un'assemblea-fiume di cinque ore (…) che (…) si è risolta in una perdita di tempo »[1014].
>
> Tract de « Alternativa Democratica », 20 mars 1975.

[1012] « Contro i piani degli strateghi della tensione » tract de la Fgci « Circolo studenti medi »; février 1975, Pise. Archives de la « Biblioteca Franco Serantini », Pise. La phrase reportée est la première phrase du tract.

[1013] « Risposta di massa a una provocazione fascista », signé « l'Assemblea del liceo scientifico Dini », 12 mars 1975. Archives de la « Biblioteca Franco Serantini », Pise.

[1014] « Oggi, ore 15.30 a scuola, riunione di Alternativa Democratica », tract de « Alternativa Democratica », 20 mars 1975. Archives de la « Biblioteca Franco Serantini », Pise.

« Il comitato autonomo si propone con questo volantino di prendere posizione nei confronti delle affermazioni contenute nel manifestino distribuito da Alternativa Democratica giorni fa al nostro liceo. Definire l'aggressione fascista di cui sono stati oggetto gli studenti del primo liceo scientifico "ridicola e assurda" è semplicemente provocatorio, come provocatorio è definire la risposta da questi data (…) "grave, sbagliata e immatura" »[1015].

Tract du « Comitato autonomo del Liceo classico », 21 mars 1975.

De la même façon, un autre tract de la Fgci lycéenne de Pise dénonce un tract de la jeunesse démocrate-chrétienne au sujet de la révolution portuguaise :

« Studenti, è stato distribuito in alcune scuole di Pisa un volantino a firma "Movimento Giovanile D.C. Comitato comunale di Pisa" sugli ultimi avvenimenti portoghesi. Non intendiamo adeguare il tono del nostro discorso a quello rissoso ed insultante del volantino; ci preme invece fare alcune osservazioni al metodo ed al merito del volantino D.C. »[1016].

En général, le ton des tracts se fait moins optimiste et enjoué : la perspective d'une « révolution » ou d'une « crise imminente » du système s'est éloignée et le triomphalisme du début du mouvement a laissé la place à la prise de conscience d'une crise.

On peut « lire » cette crise dans un document d'un collectif lié au Pdup dans le quartier romain « Appio Tuscolano ». Le document est un compte-rendu du collectif sur les luttes menées dans le quartier : autoréductions des factures, lutte pour la maison, enquête sur le problème de l'occupation, école. En dépit des nombreux fronts d'engagement, le document montre un essoufflement de la poussée initiale des luttes et met en avant les points négatifs de l' action du collectif sur le territoire (donnée pratiquement absente des premiers tracts du mouvement qui ne relataient que les point positifs), notamment dans la relation inégale entre le collectif et les mouvements de la société civile. Ainsi, le document souligne « certe difficoltà incontrate con i compagni esterni al nucleo Pdup : si è troppo poco coinvolti questi

[1015] « Quale fascismo? », « Comitato autonomo del Liceo classico », 21 mars 1975. Archives de la « Biblioteca Franco Serantini », Pise.

[1016] Tract de la « Federazione giovanile comunista italiana Circolo studenti medi ». Sans date. Archives de la « Biblioteca Franco Serantini », Pise. Etant donné les épisodes relatés le tract date de 1975.

compagni nel dibattito politico, lasciandogli spesso solo il cosidetto lavoro di « manovalanza » »[1017]. Cela montre la tendance à vivre un engagement à deux niveaux : le groupe – qui domine les luttes – et les gens des quartiers non affiliés à un groupe ou les « camarades occasionnels », qui sont cantonnés à des rôles subalternes[1018].

D'un autre côté, le groupe paie cette division en prenant conscience d'un essoufflement de la mobilisation générale : la création des groupes et sa fossilisation a entraîné la mise en place de « spécialistes » des luttes engagés sur tous les fronts mais peu suivis par la population : « al quartiere Lamaro sono impegnati 9 compagni di cui 2 interni (…) C'è qualche problema nel rapporto con la gente soprattutto per la mancanza di una sua organizzazione autonoma e la sempre riaffiorante abitudine a delegare ai compagni la gestione della lotta »[1019]. En réalité, c'est plus généralement la mobilisation des mouvements collectifs qui fait défaut.

3) Conclusion

Cette étude sur le moment électoral a mis en lumière plusieurs facteurs. D'une part, les campagnes électorales de 1975 et 1976 reposent presque entièrement sur l'attaque directe contre la partie adverse. Bien que ce procédé soit déjà apparu au cours de campagnes électorales précédentes (comme celle de 1953), la nouveauté réside dans le fait que l'attaque ne correspond plus à l'affrontement entre deux visions du monde opposées. En effet, la rhétorique de l'affrontement semble ne pas tenir compte des nouvelles politiques d'alliance et de compromis qui ont émergé. La plupart des discours demeurent ainsi incompréhensibles et oscillent entre la tentative d'ouvrir un dialogue ou de le refuser : ainsi Dp conteste le Pci mais souhaite gouverner avec lui, et le Pci fait de même avec la Dc.

Au moment des élections de 1975-76, plusieurs visions de la démocratie se sont affrontées. Alors que pour la Dc la démocratie est synoyme de « liberté », le débat est plus complexe entre les formations de gauche. On assiste ainsi à un affrontement entre démocratie représentative et démocratie de base, entre la démocratie des partis et la

---

[1017] « Documento dell'esecutivo della zona Appio Tuscolano », avril 1976. Irsifar. Fondo L. Musci, Busta 1, cartella 143.

[1018] Ce sera d'ailleurs l'un des points forts de la critique féministe à l'encontre de la gauche extraparlementaire. Cf. Chapitre 8.

[1019] *Ibid.*

démocratie directe. Le cartel électoral de Dp représente le signal d'une volonté d'issue démocratique à la saison des mouvements, qui aille à l'encontre du choix de la violence et de la lutte armée. Tout en déplaçant les luttes des mouvements collectifs et des groupes extraparlementaires sur le terrain démocratique et électoral, Dp récupère pourtant une langue de la contestation radicale qui relance l'opposition contre la Dc au moment où la ligne du Pci est en partie freinée par la politique du "compromis".

Malgré les tons très durs vis-àvis du compromis historique, le Pci demeure encore un référent des groupes. De plus, les résultats des élections et le succès du Pci révèlent des processus profonds à l'intérieur de la société: les élections de 1976 renversent les résultats de 1972 en montrant le lent processus de maturation et de modernisation de la société civile, la crise de l'hégémonie de la Dc, mais aussi l'institutionnalisation croissante des mouvements[1020]. Il est intéressant de voir comment le langage du mouvement de 1968, anti-autoritaire et anti-partis, a fini par confluer à l'intérieur de la tradition démocratique et parlementaire.

Après les élections de 1976, le groupe de Dp se divise encore sur la question du rapport au Pci. Les analyses dans *Lotta continua* et *Il Manifesto* au lendemain des élections décrètent que la situation est ingouvernable car elle est marquée par l'opposition entre deux forces presque équivalentes. Contre toute attente, le Pci s'abstient (et le Psi) et le nouveau gouvernement Andreotti passe. Le Pdup proteste, le pire est arrivé : le Pci a volé au secours de la Dc. Deux tendances séparées s'affrontent alors au sein de Dp, l'une défend l'autonomie de Dp (Foa et l'ancien Pdup), l'autre veut maintenir l'idée d'une alliance avec le Pci (Magri et le Manifesto). La scission est inévitable : Magri et une partie de Ao gardent le nom de « Pdup per il comunismo » et comme journal *Il Manifesto*. Foa et Miniati (Pdup) et la majorité de Ao refondent Dp avec comme organe de presse *Il quotidiano dei Lavoratori*. À ce groupe s'unit aussi la "Lega dei comunisti" de Romano Luperini[1021]. Aux élections de 1979, le cartel de Dp, renommé « Nuova Sinistra unita » ne parvient pas à atteindre le quorum pour entrer au Parlement alors que le Pdup-pc élit six parlementaires. Le Pci connaît aussi un recul sans précédent (- 4% par rapport à 1976) retombant à 30.4%.

En ce qui concerne le Pci, la redéfinition du « compromis » dans un sens moral, au moment des élections de 1975-76, a permis en réalité d'évacuer la question réelle d'une possible alliance avec la Dc. Après les élections de 1976, le Pci optera pour une participation

---

[1020] D'après C. Donolo, 1976 a été la fin de 1968, "Oltre il '68, la società italiana tra mutamento e transizione", dans *Quaderni piacentini*, 60-61, octobre 1976.

[1021] M. Pucciarelli, *op.cit*, p.74.

au gouvernement dite de la « non sfiducia » puis de la « solidarité nationale » (1976-1979) et, après les résultats de 1979, Berlinguer abandonnera définitivement la ligne du compromis historique.

Cette campagne électorale a montré aussi le poids croissant de l'autoréférentialité dans la confrontation politique. Après les résultats électoraux, une partie de la gauche prend conscience de ne représenter qu'une « minorité bruyante ». De façon significative, l'échec de la tentative de procurer un débouché institutionnel aux luttes pousse à revenir aux anciennes formes de l'assemblée, mais c'est le début du reflux. Un tract romain non signé et sans date prend acte de « La crisi apertasi nella « sinistra rivoluzionaria » dopo il risultato elettorale del 20 giugno » et parle même d'un « primo sbandamento ». On revient à l'impératif d'ouvrir une « fase di dibattito » en convoquant « L ' assemblea di tutti i compagni che operano nei vari collettivi dei posti di lavoro »[1022]. De même, les élections de 1975-76 ont révélé que la compétition entre les forces politiques de la gauche passait aussi par une compétition linguistique sur l'appropriation des traditions passées et sur la redéfinition de termes[1023].

Cependant, les trois consultations de 1974, 1975 et 1976 ont aussi constitué un « pic institutionnel » qui a contribué à l'expansion démocratique qui avait accompagné la révolution culturelle d'après 1968[1024]. Ainsi, il ne faut pas oublier les réformes qui ont aussi accompagnés ces moments électoraux. En 1975, deux lois importantes sont promulguées par la Dc, sous la pression de la victoire du référendum sur le divorce et des mouvements féministes. Au printemps 1975, la loi sur le « droit de famille » rend finalement caduque le code civil de 1942, encore en vigueur, et le code pénal de 1930, en établissant l'égalité entre l'homme et la femme dans le couple et la fin de la famille patriarcale. Au début de 1975 ont lieu les premières élections d'organes élus dans les écoles (conseils de classe, d'institut, délégués des parents et d'élèves). La majorité civile passe de 21 ans à 18 ans permettant à tois millions de jeunes électeurs de s'exprimer aux régionales de 1975. Les militantes féministes, soutenues par le Parti radical, obtiennent le droit à un référendum sur la question de l'avortement prévu pour 1976, qui sera déplacé et n'aura lieu qu'en 1981.

[1022] Irsifar, Fondo Lipparini, Busta 117.

[1023] Voir aussi le témoignage d'Attilio Mangano, l'un des leaders de Avanguardia Operaia, qui parle d'une sorte de « rincorsa di Lotta continua... perché sostanzilamente, per tutta la nostra storia, ci fu sempre una sorta di amore e di odio tra noi e Lotta continua ». W. Gambetta, *op.cit.*, p.39. Entretien de W. Gambetta avec A.Mangano, Milan, 5 juin 2003.

[1024] N. Flores, N. Gallerano, *Sul Pci*, *op.cit*, p.240.

Chapitre 7

Le choix de la violence face à l'institutionnalisation L'essor des groupes armés, 1975-1976

Le moment qui va de 1974 à 1976 est le moment le plus meurtrier des années 1970. Il est caractérisé par le passage à la violence armée des groupes d'extrême gauche, ainsi que par une augmentation sensible du nombre de morts lors des affrontements entre groupes d'extrême gauche et d'extrême droite. Ainsi, si les épisodes de violence entre 1969 et 1975 sont surtout le fait de l'extrême droite[1025], à partir de 1975, l'extrême gauche connaît un double processus d'institutionnalisation et de radicalisation qui voit l'essor de la lutte armée. En analysant la situation de la deuxième moitié des années 1970, Sydney Tarrow analyse le passage à un nouveau cycle de la révolte qui n'a rien à voir avec le précédent[1026]. En effet, Tarrow part du principe que le terrorisme se développe à cause du déclin de la mobilisation des masses et du reflux des mouvements collectifs : la violence organisée n'apparaît donc sur scène que lorsque les autres formes de mobilisation entrent en crise. Ainsi, selon Tarrow, il existe trois facteurs majeurs qui expliquent le développement du terrorisme en Italie: la fin de la mobilisation de masse ; la stratégie de la tension et les violences de l'extrême droite ; et la concurrence entre les groupes d'extrême gauche[1027]. Nous ajouterions pourtant une quatrième raison : les résultats du 20 juin 1976 et la formation d'un gouvernement de solidarité nationale qui met fin à toute forme d'opposition institutionnelle[1028].

[1025] 95% des épisodes de violence entre 1969 et 1973 sont imputables à l'extrême-droite ; 85 % en 1974; et 78% en 1975. D. Della Porta, M. Rossi, *Cifre crudeli. Bilancio dei terrorismi italiani*. Edition de l' « Istituto di ricerche Carlo Cattaneo », Bologne, 1984, p.25.

[1026] Sydney Tarrow, « Violenza e istituzionalizzazione dopo il ciclo di protesta », dans *Ideologie, movimenti, terrorismi*, sous la direction de R. Catanzaro, Il Mulino, Bologna, 1990. Nous trouvons la même réflexion chez D. Della Porta, dans *Cifre Crudeli* et *Terrorismi in Italia*, Il Mulino, Bologne, 1984.

[1027] Selon Tarrow, la présence d'une stratégie de la tension en Italie n'a pas été la cause directe du terrorisme mais elle a gravement influencé son développement: le fait qu'il existait, sur la scène publique, un mouvement organisé (l'extrême droite), qui s'opposait par la violence aux mouvements de gauche, contribua au fait que la première approche de ces jeunes avec la politique passa par la violence.

[1028] Cela conduit à une radicalisation de la gauche révolutionnaire qui ne trouve plus de débouchés ou de formes de médiation au sein des partis d'opposition.

Le désarroi qui suit les élections de 1976, est décrit, par exemple, dans un document de « Magistratura democratica», rédigé à l'occasion d'un rasssemblement contre la répression organisé en septembre 1977 à Bologne:

> «La preoccupazione conseguente all'accordo a sei di mantenere il difficile equilibrio tra le forze politiche[1029], porta all'indebolimento anche di quelle forze innovatrici interne alle istituzioni, come Magistratura Democratica, che non possono contare su un referente politico nella loro opposizione (…)»[1030].

Dans le même sens, le témoignage d'un ancien dirigeant de Lc, recueilli par le journaliste Corrado Stajano, donne bien l'idée de la crise que traversent les mouvements et les organisations extraparlementaires après 1976:

> « Nel momento in cui scatta la solidarietà nazionale (…) un certo personale politico dell'estrema sinistra (..) che si riconoscevano in una linea di intransigenza rivoluzionaria, si sentono esclusi da ogni gioco e mutano il giudizio sulle formazioni armate. I brigatisti diventano così quelli che hanno fatto la scelta giusta; quelli che non si sono fatti distruggere né dalle donne, né dalle sconfitte elettorali. (…) Il 20 giugno e la solidarietà nazionale segnano (...) la crisi della fiducia e della possibilità di cambiare la realtà con un movimento di massa »[1031].

Après les élections de 1976, l'absence d'une issue politique ou institutionnelle au combat politique ouvre une grave crise qui touche tous les milieux qui s'opposent à la Dc (des milieux institutionnels aux groupes révolutionnaires). Cela conduit les milieux d'extrême gauche à radicaliser leur choix entre deux issues possibles : l'abandon de la politique[1032] ou la lutte armée.

[1029] L'accord à six est un accord stipulé en juillet 1977 par les six partis principaux Dc, Pci, Psi, Psdi, Pli et Pri en soutien au gouvernement.

[1030] S. Segio, *Una vita in prima linea*, Rizzoli, Milan, 2006, p.132-133.

[1031] C. Stajano, *L'Italia nichilista*, Einaudi, Turin, 1992, p.187.

[1032] L'organisation Lotta continua se dissout après le congrès de Rimini, qui a lieu à la fin d'octobre 1976.

I. Le langage des Brigades rouges (1975-1976)

1) La Résolution de la Direction stratégique, avril 1975 : un tournant théorique et linguistique

L'année 1975 est caractérisée par une redéfinition globale des termes de la lutte et des figures de l'ennemi. Cette redéfinition linguistique passe par un nouveau support, qui apparaît pour la première fois en avril 1975, et que les Br nomment « Résolution de la Direction stratégique ». Ce document, très long, constitue désormais le nouveau mode d'expression et de justification du groupe. La production écrite des Br prend ainsi essentiellement deux formes : les communiqués, qui servent à justifier a posteriori une action déjà réalisée ; et la Résolution, qui énonce la ligne politique et théorique que les colonnes doivent ensuite réaliser au niveau local. Cette nouvelle forme de document montre que la centralisation idéologique et stratégique du groupe devient de plus en plus importante

Ainsi, les deux années 1975-76 constituent pour les Br un moment d'intense redéfinition de leurs buts et de leurs pratiques politiques. L'une des données essentielles qui influence le langage du groupe se situe dans le déplacement sémantique du terme de « démocratie » pendant le moment électoral de 1975-76. En effet, nous avons vu que la nouvelle ligne du Pci du « compromis historique » a pour conséquence d'une part la reprise de ce terme par le cartel de « Democrazia proletaria », de l'autre le refus complet de ce terme par les Br. Ainsi, au moment même de la mobilisation électorale, les Br opèrent une rupture totalisante avec le politique qui consacre la polarisation entre un engagement « démocratique » et un engagement armé qui refuse le moment électoral comme issue de la crise. Cette polarisation croissante conduit à la mise en place de deux sujets irréductiles et inconciliables : les Br d'une part, l'Etat de l'autre.

a) La Direction stratégique

En 1975, les Brigades rouges produisent deux « Résolutions de la direction stratégique » : la première énonce la nouvelle analyse théorique de la situation (avril 1975), la deuxième décrit la réorganisation de la structure du groupe (novembre 1975).

La première « Résolution de la Direction stratégique »[1033] est le document le plus long rédigé par les Br : elle illustre leur nouveau discours par de longs passages théoriques et par des analyses économiques. La « deuxième Résolution stratégique » met en place une hiérarchisation croissante des rôles à l'intérieur de l'organisation[1034]. Il est important de noter qu'à chaque fois que les Br décident d'élever le niveau de l'affrontement, cela a pour conséquence une réorganisation du groupe et une accentuation de la théorisation. La longueur de la première résolution souligne le poids croissant de l'idéologie à mesure que l'action se fait plus violente. Le terme même de « Résolution » reprend de manière évidente les « Résolutions de la Direction » du Pci, et marque une étape ultérieure vers l'institutionnalisation du « parti » armé.

La « Direction stratégique » des Br était née après l'enlèvement de Mario Sossi, révélant un souci de centralisation majeure du groupe. C'est une structure relativement récente : la première réunion de la Direction stratégique a lieu en octobre 1974, suite à l'arrestation de Curcio et de Franceschini, le 8 septembre 1974. Peu après, une deuxième réunion de la Direction stratégique définit une opération militaire pour l'évasion de Curcio[1035]. Celui-ci est libéré par un commando guidé par sa femme, Mara Cagol, le 18 février 1975. Le retour de Curcio ne dure qu'un an puisqu'il est à nouveau arrêté le 18 janvier 1976, à Milan. En avril 1975, la première « Résolution de la Direction stratégique » des Br est diffusée : c'est le dernier document auquel a participé Renato Curcio, bien que l'aile militariste de Moretti soit déjà majoritaire.

Le rôle de la « Direction stratégique » avait été défini dans un document de l'été 1974, intitulé « Alcune questioni per la discussione sull'organizzazione »[1036]. Alors que dans ce document la « Direction stratégique » était définie comme « un gruppo di compagni che operando scelte rivoluzionarie si è conquistato il ruolo indiscutibile di avanguardia»[1037], dans la deuxième résolution de 1975, elle est définie comme « la massima autorità della nostra organizzazione »[1038], montrant par là la hiérarchisation croissante du groupe. De même, les

---

[1033] "Risoluzione della Direzione strategica", Progetto memoria, *Le parole scritte, op.cit*., p.45-58.

[1034] "Risoluzione n.2 della Direzione strategica", novembre 1975, *Dossier Br, op.cit* ., p.378.

[1035] Progetto memoria, *La mappa perduta, op.cit*., p.50.

[1036] « Alcune questioni per la discussione sull'organizzazione », été 1974, Progetto memoria, *Le parole scritte, op.cit*., p.39.

[1037] *Ibid*., p.43.

[1038] *Dossier Br, op.cit* ., p.391.

soucis internes à l'organisation poussent à la création d'un quatrième front : le Front « carceri e antiguerriglia » qui s'occupe des prisonniers Br et qui frappe les forces armées.

Cependant, ce n'est qu'un an après sa création que la Direction stratégique décide de produire un document qui définit les lignes officielles de l'organisation : c'est la « Résolution » d'avril 1975. Après la Résolution, les modes opérationnels des Br changent : le 15 mai 1975, les Br réalisent leur premier attentat volontaire contre une personne, le conseiller municipal de la Dc Massimo De Carolis est victime d'une « jambisation »[1039]. En juin 1975, les Br organisent le premier enlèvement d'autofinancement en séquestrant l'industriel Vallarino Gancia. Au cours de cette opération, Mara Cagol est tuée lors d'un échange de coups de feu avec les forces de l'ordre. De mai 1975 au début 1976, de nombreuses arrestations frappent les milieux brigadistes[1040], ce qui les pousse à mener des campagnes communes avec les Nap entre 1975-76. Après l'arrestation de Curcio, en janvier 1976, et la création de la nouvelle Direction stratégique dirigée par Moretti, la deuxième phase des Br commence.

b) L' «Etat impérialiste des multinationales» (Sim)

La première « Résolution de la direction stratégique » (avril 1975) définit l' « attaque au cœur de l'État » qui avait déjà été énoncée à la veille de l'enlèvement de Sossi, un an plus tôt [1041]. En 1975, sa définition prend des contours plus précis, et marque une étape ultérieure de la guerre sémiologique dont nous avons parlé. En effet, la Résolution de 1975 introduit de nombreux concepts nouveaux.

Le premier enjeu du texte est la question de l'impérialisme**.** Les Br abandonnent définitivement l'ancien ennemi, le patron, pour s'adresser directement à une nouvelle figure encore plus dépersonnalisée : « l'Etat Impérialiste des Multinationales ». C'est en effet dans la Résolution d'avril 1975 qu'apparaît pour la première fois le sigle « SIM » qui définit le « Stato Imperialista delle Multinazionali » comme le nouvel ennemi. À partir de là, l'ennemi fasciste, qui avait caractérisé la première phase disparaît complètement : l'ennemi c'est l'Etat.

[1039] Une «jambisation» consiste à tirer des coups de feu dans les jambes de la victime.

[1040] G. Galli, [2003], *op.cit*., p.121-122.

[1041] « Contro il neogollismo portare l'attacco al cuore dello stato », avril 1974, *Dossier Br*, *op.cit*., p.253.

« Lo Stato diventa espressione diretta dei grandi gruppi imperialistici multinazionali, con polo nazionale. Lo Stato diventa cioè funzione specifica dello sviluppo capitalistico nella fase dell'imperialismo delle multinazionali ; diventa Stato Imperialista delle Multinazionali »[1042].

Le retour au terme d' « impérialisme » renoue le fil avec la tradition insurrectionnelle du léninisme, que l'on retrouve aussi dans les termes de « plusvalore », « esercito industriale di riserva », « avanguardia », « anello debole », que les Br réadaptent au contexte politique et social des années 1970. Il faut pourtant se rappeler que dès leur fondation, en 1970, les Br avaient refusé le modèle théorique de la Troisième Internationale qui séparait le politique et le militaire : ils le rejettent ici de façon explicite en parlant de l' « improponibile teoria del « braccio armato » nell'antica logica fallimentare terzinternazionalista »[1043]. La Résolution de 1975 s'inspire du texte de Lénine *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* (1916) où Lénine définit ainsi l'impérialisme : « L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier, où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan, où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes » [1044].

À partir de là, les Br établissent une théorie qui repose sur l'idée d'un pouvoir organisé en « cercles concentriques » : « L'imperialismo è un sistema di dominio mondiale al cui centro stanno gli Stati Uniti, al centro dei quali stanno le grandi compagnie multinazionali e i loro interessi » [1045]. De même, le « système démocratique occidental » est décrit comme une « totalità strategica »[1046], et, à l'intérieur de ce système, l'Italie est un « centro strategico » de la lutte à l'impérialisme américain[1047]. L'Italie est décrite avec la catégorie léniniste de

---

[1042] Progetto memoria, *Le parole scritte, op.cit*., p.48.

[1043] *Ibid*., p.55.

[1044] Cité dans G. Labica, G. Bensussan, *op.cit.*, p.578. D'après G. Galli, le texte des Br s'inspire en réalité de la théorie de l'insurrection illustrée dans les documents de la Troisième Internationale (1919-43) et d'ouvrages de référence connus comme *Le Capital financier* (1910) de l'économiste allemand Rudolf Hilferding (1877-1941). G. Galli, [2003], *op.cit*., p.114.

[1045] Progetto memoria, *Le parole scritte, op.cit*., p.45.

[1046] *Ibid.*

[1047] Cette centralité de l'Occident dans la lutte à l'impérialisme, est due au déplacement des luttes du Tiers Monde à l'Europe, après la fin du conflit vietnamien. À l'intérieur de ce système, d'après les Br, l'Italie joue un rôle central à cause de la crise de la Dc et de la force des mouvements d'opposition.

« maillon faible », qui dans les écrits de Lénine, servait à décrire la situation de la Russie : « l'Italia è l'anello debole del « sistema democratico occidentale »»[1048].

Le texte opère une redéfinition de l'ennemi : il ne s'agit plus seulement d'un ennemi intérieur, mais toute l'organisation économique de l'impérialisme devient le nouvel ennemi. Par conséquent, la guerre est aussi redéfinie dans un sens global : « la guerra di classe rivoluzionaria nelle metropoli europee è immediatamente anche guerra di liberazione anti-imperialista » [1049].

Le « Stato imperialista delle multinazionali » est défini par une longue analyse de théorie économique sur la crise du système capitaliste. Ainsi, le vocabulaire économique est prépondérant dans le texte : « saggio medio di profitto » « crisi », « aumento dei costi », « materie prime », « prezzo », « miracolo economico », « sovraproduzione », « ricavato », « sottoconsumo», « vendita », « merci », « plusvalore », « produttività », « profitto » « ristrutturazioni », « indebitamento », « fondi », « capitale finanziario », « esercito di riserva »[1050], « azionariato », « Stato-banca », « forza-lavoro » [1051].

La nature théorique du texte apparaît aussi dans l'utilisation massive de termes scientifiques : « scala », « tecnico », « capitale costante in rapporto al capitale variabile », « caduta tendenziale », « modificazioni sul tessuto di classe ». La nature théorique et scientifique est présente aussi dans la syntaxe : la consécution est la figure logique la plus utilisée par le texte : « ha come effetto » « produce » « nella misura in cui », « in conseguenza », « proporzionalmente », « sia perché… sia perché », « è importante analizzare le conseguenze », « ha prodotto e produrrà », « dovuto soprattutto » « questo porta a far sì che », « reperire », « conseguenze », « da tutto ciò si può trarre » [1052]. L'utilisation de

---

[1048] *Ibid.*, p.47.

[1049] *Ibid*. D'après Moretti, cependant, la Résolution stratégique établit un point de convergence entre la lutte dans les usines et la ligne qui privilégiait l'attaque au cœur de l'Etat : « (…) individuare il nemico nello Stato Imperialista delle Multinazionali spostava l'orizzonte della lotta dalla singola fabbrica, ma confermava come soggetto antagonista gli operai delle grandi fabbriche ». M. Moretti, *Brigate rosse, una storia italiana*. Intervista di Carla Mosca e Rossana Rossanda. Baldini & Castoldi, Milano, 2004, p.82.

[1050] Veut dire ici main d'oeuvre précaire. Il est important de noter les termes de l'analyse économique marxiste-léniniste comme "esercito di riserva", "forza-lavoro", "plusvalore"…

[1051] Progetto memoria, *Le parole scritte, op.cit*., p.47-49.

[1052] *Ibid*.

chiffres et de données va dans le même sens : « 600 miliardi », « 70.761 a 70.661 unità », « 1 miliardo di unità »[1053].

L'un des termes centraux, introduit par la Résolution, est le terme de « restructuration » [1054]. Ce terme provient de la tradition opéraïste : déjà les *Quaderni Rossi* utilisaient ce terme dans leurs analyses économiques [1055], ainsi que les *Quaderni Piacentini* [1056]. Ce terme réapparaît dans les écrits de Potere Operaio, le groupe le plus proche des thèses opéraistes[1057]. Mais ici la restructuration n'est plus « capitaliste », comme dans la tradition opéraïste, mais « impérialiste ». La primauté donnée à la vision économique du réel ouvre à une redéfinition de l'Etat qui devient un « Etat-banque »[1058], d'où découle aussi la définition de l'Etat comme « Etat Impérialiste des Multinationales » (SIM).

c) L' « attaque au cœur de l'Etat », la Démocratie Chrétienne, et le «terrorisme»

L' « attaque au cœur de l'Etat » s'inscrit, pour les Br, dans la droite ligne de la tradition léniniste. Ce concept prend une dimension nouvelle par rapport au texte de 1974 « Contro il neogollismo portare l'attacco al cuore dello Stato » où il découlait du projet

---

[1053] Le "unità" veulent dire ici "personnes". L'analyse économique offre aussi une longue citation de Agnelli.

[1054] Le terme en italien est « ristrutturazione ».

[1055] L. Lanzardo, M. Vetere, « Interventi politici contro la ristrutturazione capitalistica », in *Quaderni rossi*, n. 6, mai-décembre 1965.

[1056] P. Spazzali Forti, « Temi per una elaborazione teorica del colonialismo e della decolonizzazione », *Quaderni Piacentini*, n.17, luglio-settembre 1964: « Un' elaborazione teorica e strategica di questa solidarietà non può appoggiarsi che su una visione globale della lotta per il socialismo, (...) allo scopo ultimo di ottenere una *ristrutturazione* dei rapporti mondiali del commercio e delle economie (...) » .

[1057] La brochure Potere Operaio, *Alle avanguardie per il partito*, Edizioni Politiche, 1971, consacre un chapitre à la « ristrutturazione ». Le terme est repris par Negri en 1979: *"la ristrutturazione capitalista cominciava a identificarsi come colossale operazione sulla composizione della classe operaia, operazione di dissoluzione della forma nella quale la classe era venuta costituendosi, determinandosi negli anni Sessanta."* Antonio Negri, *op. cit.*, *Dall'operaio massa all'operaio sociale. Intervista sull'operaismo*, Ombre corte, 2007, pag. 113 [1979].

[1058] « Lo Stato assume quindi, in campo economico, le funzioni di una grossa banca al servizio dei grandi gruppi imperialistici multinazionali », Progetto memoria, *Le parole scritte, op.cit*., p.48.

« néogaulliste » des élites politiques[1059] : en effet, dans le texte de 1974, il s'agissait de porter l'attaque contre « un blocco di potere interno allo stato », contre les « forze della controrivoluzione », contre les « corpi separati » de l'Etat. Il fallait sortir des usines et dépasser l'«antifascisme militant» afin de passer à la conquête du pouvoir [1060].

Dans la Résolution stratégique de 1975, l'attaque est beaucoup plus générale et moins bien définie : « unificare e rovesciare ogni manifestazione parziale dell'antagonismo proletario in un attacco convergente al « cuore dello Stato » » [1061] ; « « colpire lo Stato nei suoi anelli più deboli » [1062]. La reprise des termes léninistes apparaît ici dans le concept du « maillon faible » et dans la définition de l'Etat comme « macchina antiproletaria » [1063]. En effet, d'après Lénine : la classe ouvrière doit « démolir » « briser » la « machine de l'Etat »[1064].

L'attaque des Br est ici une conséquence de l'attaque de l'Etat : la restructuration du capital a entraîné une politique répressive contre le mouvement prolétarien : « ristrutturare lo Stato per battere il movimento operaio sul terreno della guerra civile : questa è l'essenza del progetto politico democristiano »[1065]. Ainsi c'est l'Etat qui a déclaré la guerre en premier : « perché questo Stato in via di ristrutturazione è già lo Stato della guerra civile »[1066]. Les Br définissent une guerre totale qui vise à l'anéantissement de l' adversaire : l'Etat a en effet décidé de déclarer la guerre dans l'« unico disegno di annientamento dell'autonomia e dell'antagonismo »[1067].

La personnification de cet ennemi principal est incarné par la Démocratie chrétienne :

> « Sul terreno politico è la DC che va combattuta e battuta perché essa è il vettore principale del progetto di ristrutturazione imperialista dello Stato e il punto di unificazione del fascio di forze reazionarie e controrivoluzionarie che unisce Fanfani a Tanassi, a Sogno, a Pacciardi, ad Almirante, ai gruppi terroristici. La DC è il nemico principale.

[1059] Je renvoie au chapitre 5.

[1060] *Dossier Br, op.cit.*, p.253-254.

[1061] Progetto memoria, *Le parole scritte, op.cit.*, p.53.

[1062] *Ibid.*, p.56.

[1063] *Ibid.*, p.57.

[1064] G. Labica, G. Bensussan, *op.cit.*, article « Etat/société civile », p.418.

[1065] Progetto memoria, *Le parole scritte, op.cit.*, p.51.

[1066] *Ibid.*, p.58.

[1067] *Ibid.*, p.52.

Essa è il partito organico della borghesia, della classe dominante e dell'imperialismo. È il centro politico e organizzativo della reazione e del terrorismo. È il motore della controrivoluzione globale e la forma portante del fascismo moderno : il fascismo imperialista »[1068].

Nous avons là la première définition claire de l' « attaque au cœur de l'Etat » : d'après la vision concentrique des Br, c'est la Dc qui se situe « au cœur » de l'Etat. La Dc est à la fois le centre de la restructuration capitaliste et de la réaction du terrorisme fasciste. L'expression « punto di unificazione », utilisée ici pour décrire la Dc, avait été utilisé dans un texte antérieur pour décrire les Br[1069]. La lutte est ainsi conçue entre deux noyaux de forces opposées, entre deux "centres" qui ont un pouvoir égal.

La Résolution de 1975 constitue une attaque très violente contre la Dc : c'est « l'anima nera di un regime che da trent'anni opprime le masse opprime le masse operaie popolari (..) », et un « immondo partito ». Surtout elle est accusée de « terrorisme ». Les Br avaient déjà utilisé le terme de « terrorisme » pour décrire les actions de la Dc, des patrons et des fascistes.

Dans les écrits de la phase de l' « antifascisme militant » (1970-73), le terrorisme était le fait des néofascistes, ou des patrons : leur discours reprenait, en ce sens, le discours de l'ensemble de la gauche extraparlementaire. Le terrorisme était la « violence anti-ouvrière » [1070] et l'on parlait, dès 1971, de « terrorismo padronale »[1071]. Le terrorisme a pourtant dans cette première phase un sens vague qui caractérise toute action accomplie contre les ouvriers, où même les licenciements constituent une politique de « terrore ».

À partir des massacres de 1974, le terrorisme est aussi celui de la Dc. Dans le communiqué sur le meurtre de Padoue, en juin 1974, les Br affirment que le Msi de Padoue est lié au terrorisme des massacres (au lendemain du massacre de Brescia) et que c'est dans la Dc que se cachent les mandants : « per la prima volta il potere democristiano attraverso i sicari fascisti scatena il suo terrorismo bestiale direttamente contro la classe operaia »[1072].

[1068] *Ibid.*, p.57.

[1069] Dans « Alcune questioni per la discussione sull'organizzazione », les Br se définissaient ainsi: « Per avanguardia armata non abbiamo inteso il braccio armato di un movimento di massa disarmato ma il suo punto di unificazione più alto », *Ibid.*, p.39.

[1070] Communiqué enlèvement de Mincuzzi, 1973, *Dossier Br, op.cit.*, p. 224.

[1071] Progetto memoria, *Le parole scritte, op.cit.*, p.38.

[1072] *Dossier Br, op.cit.*, p.299.

Dans la Résolution stratégique de 1975, le terme de « terrorisme » est massivement utilisé au point que l'un des slogans est : « Battere la DC centro politico e organizzativo della reazione e del terrorismo »[1073].

Ainsi, la Dc incarne à la fois l'Etat impérialiste des multinationales et le terrorisme fasciste : cela permet encore une fois aux Br de faire la jonction entre leur lutte et la Résistance. En effet, la construction de l'Etat impérialiste des multinationales conduit à « una completa integrazione tra Dc e Stato imperialista »[1074]. D'où l'impératif d'anéantissement total de la Dc, qui se confond pourtant avec l'ennemi fasciste :

> « La Democrazia cristiana va liquidata, battuta, dispersa. (…) Come è avvenuto nel '45 per il regime fascista e per il regime di Mussolini »[1075].

Jamais dans les textes des Br n'était apparu un discours aussi précis et aussi violent contre la figure de l'ennemi, ennemi qui demeure pourtant symbolique : « anima nera », « punto di unificazione », « vettore », « centro politico », « motore ». Les termes qui caractérisent la Dc demeurent imprécis et abstraits, mais nous avons ici le début de la conception de la Dc comme « Parti-Etat ».

d) Le «compromis historique» et le « Parti combattant »

Les Br analysent aussi, pour la première fois, la ligne politique du Pci : c'est la première fois que les Br parlent du « compromis historique »[1076]. La critique est évidemment très dure et a un objectif précis : faire en sorte que les Br se présentent en meilleurs héritiers

---

[1073] Progetto memoria, *Le parole scritte, op.cit.*, p.56. Cette utilisation massive du terme est aussi liée au développement du terrorisme international et à l'utilisation de plus en plus fréquente du terme en lien avec les massacres fascistes.

[1074] *Ibid.*, p.50. D'après la Résolution c'est ce processus qui mènera à une « guerre civile » : « la ristrutturazione e la concentrazione di tutti i poteri dello Stato nella prospettiva della guerra civile controrivoluzionaria », p.51.

[1075] *Ibid.*, p.57.

[1076] Ils avaient parlé du compromis historique seulement dans le document de 1974, « Contro il neo-gollismo portare l'attacco al cuore dello stato », mais seulement pour dire qu'au sein du projet néogaulliste, l'hypothèse du compromis avait immédiatement été écartée et qu'il ne restait que la possibilité d'un tournant à droite. *Dossier Br, op.cit.*, p.254.

de la tradition communiste contre les politiques réformistes de la gauche. Ainsi, d'après leurs analyses :

> « Il « compromesso storico » infatti non presuppone un antagonismo strategico rispetto al programma di realizzazione dello Stato imperialista (…) ma si presenta semplicemente come diversa formula per la gestione del potere, di quel potere »[1077].

Cette critique fait l'unanimité de toute la gauche : Br, Dp, Lc, mais aussi Pasolini[1078] : le Pci, par sa nouvelle politique du « compromis », a renoncé à abattre le système capitaliste, ne proposant qu'une façon de le gérer autrement. À partir de là, pourtant, les conséquences à en tirer divergent : présenter une nouvelle liste à gauche, voter pour le Pci, ou passer à la lutte armée constituent autant de réponses de la gauche radicale face à la crise du Pci. Les Br, veulent donc proposer une « alternative » réelle, en contestant l'utilisation du terme « alternative » par le Pci au cours de sa campagne électorale.

Mais la critique des Br porte surtout sur la tradition du mouvement communiste : refusant la ligne de Togliatti sur la « voie nationale au socialisme »[1079], dans le contexte de l'impérialisme, ils refusent aussi le modèle du « social-imperialismo sovietico »[1080] et présentent Berlinguer comme un moderne « Kautsky »[1081], en rupture avec la tradition léniniste dont ils se réclament. Ainsi, la critique la plus dure des Br contre le Pci consiste à les accuser d'avoir abandonné la tradition communiste:

> « Con una operazione teorica assai lontana dal materialismo storico e dialettico egli propone il compromesso con le "masse popolari cattoliche" (…). A tal punto si diserta dal marxismo e dal leninismo, si sconfina dall'analisi di classe che la contraddizione principale viene ormai presentata come contraddizione tra "democratici" e "antidemocratici" »[1082].

[1077] Progetto memoria, *Le parole scritte, op.cit*., p.53.

[1078] P. Pasolini, "Bologna città consumista e comunista", in *Lettere luterane*, Einaudi, Turin, 2003.

[1079] « Non esistono « vie nazionali » al comunismo, perché non esiste nella nostra epoca la possibilità di sottrarsi singolarmente al sistema di dominio imperialista ». Progetto memoria, *Le parole scritte, op.cit*., p.47.

[1080] *Ibid.*, p.46.

[1081] *Ibid.*, p.52.

[1082] *Ibid.*, p.53.

En somme, le Pci est accusé de préférer la paix sociale à la culture de l'antagonisme, voire même de s'opposer au mouvement révolutionnaire au nom de la « démocratie », le maître-mot de la campagne électorale. Les Br se présentent en réels héritiers de la tradition marxiste en terminant leur texte théorique par une citation : « Con Marx, Engels, Lenin, Stalin e Mao anche noi diciamo che : « Spezzare la macchina burocratica e militare dello Stato è la condizione preliminare di ogni reale rivoluzione proletaria » [1083].

Contre le Pci, les Br relancent l'idée d'un « Parti combattant» de la lutte armée. Dans les textes précédents, les Br constituaient une avant-garde interne au mouvement, « un'avanguardia proletaria armata » [1084] ou « i primi punti di aggregazione per la formazione del Partito Armato del Proletariato » [1085]. Ici, les Br revendiquent la construction du « Partito combattente » entamant définitivement le processus d'institutionnalisation, même linguistique, de leur groupe :

> « Nell'immediato, l'aspetto fondamentale della questione rimane la costruzione del Partito Combattente come reale interprete dei bisogni politici e militari dello strato di classe « oggettivamente » rivoluzionario e l'articolazione di organismi di combattimento a livello di classe sui vari fronti della guerra rivoluzionaria »[1086].

Cependant, le Parti combattant ne se confond pas complètement avec les Br : celles-ci constituent le « centre » de ce nouveau processus, « il nucleo che costruisce il Partito combattente, e cioè le Br »[1087], mais les militants des Br sont redéfinis comme des « quadri combattenti » [1088], dans l'objectif de la « costruzione del potere proletario »[1089]. Aussi, leur

---

[1083] *Ibid.*, p.58. Il s'agit d'une citation de Lénine, tirée de *L'Etat et la Révolution* (1917). L'aspect théorique du texte apparaît aussi dans l'usage important de la citation : le document s'ouvre et se ferme avec une citation : au début, par une citation de George L. Jackson (leader des Black Panters, le mouvement radical de libération des Noirs, tué en prison en 1971), et à la fin par cette citation qui ramène aux « classiques ». La « Risoluzione n.2 della Direzione strategica » commence avec une citation de la Raf, *Dossier Br*, *op.cit.*, p.378.

[1084] « Alcune questioni per la discussione sull'organizzazione », été 1974, Progetto memoria, *Le parole scritte, op.cit*., p.39.

[1085] *Ibid*., p. 38

[1086] *Ibid*., p.55.

[1087] *Ibid.*

[1088] *Ibid.*

discours signifie un retour aux formes de la politique traditionnelle (guerre entre deux Etats, la forme du parti, les cadres..).

Les Br redéfinissent aussi leur rôle dans les mouvements à partir d'une vision en cercles concentriques où la lutte armée constitue le centre du mouvement : « La guerriglia urbana organizza il "nucleo strategico" del movimento di classe non il braccio armato »[1090]. Le rapport avec les mouvements est ainsi renversé : ce ne sont pas les mouvements qui génèrent la lutte armée mais la lutte armée qui génère les mouvements : « È intorno alla guerriglia che si costruisce ed articola il movimento di resistenza e l'area dell'autonomia e non viceversa »[1091].

Les Br conçoivent le Parti combattant non pas comme « bras armé » mais comme le « noyau » du mouvement, (contre l'« improponibile teoria del « braccio armato » nell'antica logica fallimentare terzinternazionalista ») [1092], non pas comme structure externe, mais comme centre de décision : le parti combattant devient le « nucleo strategico del movimento di classe »[1093].

Ainsi, à la phase de la propagande armée doit se substituer progressivement la phase de la « guerra civile guerreggiata » [1094], même si, pour le moment, la phase de la guerre s'inscrit encore dans la « propagande armée » : « il livello di scontro adeguato a questa fase resta quello della propaganda armata »[1095].

e) Le début de la « guerre » : la deuxième phase de la stratégie des Br

Le 15 mai 1975, un commando des Br fait irruption dans le bureau de l'avocat et député démocrate-chrétien Massimo De Carolis et lui tire dans les jambes. Le communiqué qui revendique l'attentat contre De Carolis (15 mai 1975) est différent des autres tracts de

---

[1089] *Ibid.*, p.58.

[1090] *Ibid.*, p.55.

[1091] *Ibid.*, p.54.

[1092] *Ibid*., p.55.

[1093] *Ibid*. C'est bien sur ce point qu'il y a une différence avec la tradition de la Troisième Internationale.

[1094] *Ibid*., p.56.

[1095] *Ibid*., p.55. La phase n'est pas encore mûre pour passer directement à la guerre mais le passage va se faire quelques mois plus tard, après les arrestations de juin 1975 et l'ouverture du procès de Turin (mai 1976).

revendication[1096] : la partie théorique y est très importante et des passages entiers de la Résolution stratégique d'avril y sont entièrement recopiés. Surtout, pour la première fois, l'action n'est pas proprement revendiquée : « Un nucleo armato delle Brigate rosse ha perquisito e distrutto il covo democristiano di via Monte di Pietà 15, sede di « Iniziativa democratica » (…) »[1097]. La seule référence à la « jambisation » du député démocrate-chrétien (les Br écrivent « colpire alle gambe », les termes « gambizzare/gambizazzione » seront forgés par les journaux), apparaît à la fin du communiqué selon un procédé jamais utilisé auparavant par les revendications des brigadistes[1098].

L'action revendiquée n'est donc pas la « jambisation » mais la découverte des relations entre le député et les milieux subversifs d'extrême droite (dont aussi Edgardo Sogno). En effet, un très long passage du communiqué examine le rôle du député au sein des complots d'extrême droite: le communiqué fait œuvre de contre-information. Ce n'est pas, cette fois, l'action qui compte, mais le message qui l'accompagne. L'action perd la primauté sur le communiqué: auparavant, le communiqué servait simplement à donner une paternité à l'attentat, à faire connaître l'organisation et ses objectifs, bref, il devait *illustrer* l'action. Ici, à l'inverse, c'est l'action qui illustre le communiqué.

La « jambisation » de De Carolis constitue le premier attentat des Br contre une personne et leur première « jambisation ». Paradoxalement, c'est dans ce même document que les Br parlent explicitement et à plusieurs reprises de « terrorisme » pour définir de l'action de la Démocratie Chrétienne, reprenant, ici aussi, des passages entiers de la Résolution stratégique où la Dc est définie comme le « centro politico e organizzativo della reazione e del terrorismo »[1099].

À un mois des élections, l'attentat s'inscrit pleinement dans la campagne électorale (« in questi giorni la banda De Carolis si prepara nel suo covo ad una campagna elettorale »). On peut noter la transposition du terme « covo » (utilisé par la presse contre les Br) aux sections de la Dc, de même que le renversement de la legge Reale qui, d'après eux, légitime

---

[1096] *Dossier Br, op.cit.*, p.367.

[1097] « Iniziativa democratica » est un courant de droite interne à la Dc créé par le député démocrate-chrétien Massimo De Carolis, chef de groupe de la Dc à la mairie de Milan.

[1098] L'attentat n'est explicité que dans les toutes dernières phrases du communiqué: «Le leggi speciali sull'ordine pubblico volute dalla Democrazia cristiana incitano all'uso delle armi contro la "criminalità politica". Abbiamo raccolto, per una volta, il suggerimento, colpendo alle gambe uno dei più convinti sostenitori di queste leggi liberticide», *Ibid.*, p.370.

[1099] *Ibid*., p.367.

leur action puisqu'elle permet l'utilisation des armes contre les « criminels »[1100]. À la veille des élections régionales de 1975, le « Comunicato per la morte di Mara Cagol » (5 juin 1975) réaffirme aussi la primauté de la « guerre » sur le vote : « È la guerra che decide in ultima analisi della questione del potere : la guerra di classe rivoluzionaria»[1101].

En juin 1975, les Brigades rouges rédigent un nouveau document à usage interne[1102]. Le document constitue la réponse à la vague d'arrestations que subit le groupe à partir du mois de mai 1975. Le changement du contexte et les contre-coups subis imposent une réorganisation des structures et des mots d'ordre : l'organisation se voit contrainte à repenser sa stratégie. En effet, les arrestations ont contraint l'organisation à « un arrestramento difensivo su una logica di sopravvivenza »[1103].

Les Br prennent acte du passage à une nouvelle phase de la guerre : l'Etat mène désormais une offensive non plus contre les actions de l'organisation mais contre « il fatto stesso di esistere » dans une logique d' « anéantissement » :

> « È la guerra silenziosa, sotterranea, continua, che ha come unica posta l'annientamento di una parte e dell'altra. I margini della legalità si dissolvono mentre i due eserciti della borghesia e del proletariato cominiciano ad affrontarsi e a studiarsi in una serie di battaglie che segnano l'inizio dell'ultima guerra : la guerra di classe per una società comunista »[1104].

Cependant, c'est encore une fois l'action de l'Etat qui détermine ce nouveau passage : l'organisation prend acte de la réorganisation des structures de l'Etat dans un sens répressif, reprenant, ici aussi, les termes de la Résolution stratégique. Alors que jusqu'à l'action de Sossi la réponse de l'Etat avait été insuffisante et désorganisée, désormais l'Etat en créant de nouvelles structures de l'anti-terrorisme, a renforcé son pouvoir répressif : « il nemico ha realizzato un « salto strategico » ». Cependant, le document refuse d'utiliser le terme d'anti-terrorisme, le mot utilisé par l'Etat pour définir ses structures, lui préférant celui d' « anti-

---

[1100] D'où le nouveau mot d'ordre de « Portare l'attacco ai covi democristiani », *Ibid*., p.370.

[1101] *Ibid.*, p.374.

[1102] "Documento di riflessione interna", juin 1975, Progetto memoria, *Le parole scritte, op.cit*., p.58.

[1103] *Ibid.*

[1104] *Ibid.*, p.59.

guérilla »[1105]. Le document pointe de façon autocritique les « erreurs de l'organisation » qui naissent d'une mauvaise compréhension du contexte et l'ouverture d'une « nouvelle phase de la guerre de classe » : « Con l'azione Sossi è storicamente finita la prima fase della guerriglia in Italia »[1106].

2) 1976 : le passage au meurtre politique

Les Br réalisent leur premier meurtre volontaire à la veille de la consultation électorale du 20 juin 1976, à un moment où l'opinion publique et la presse envisagent pour la première fois la possibilité d'une victoire du Pci aux élections et la fin du régime démocrate-chrétien.

Le 8 juin 1976, à 12 jours des élections, les Br tuent, à Gênes, le procureur général de la République Francesco Coco[1107]. Le meurtre n'est donc pas lié à un moment de luttes ouvrières ni même à une phase particulière de l'affrontement social : les mouvements collectifs sont pris dans des questions liées à la campagne électorale[1108]. Par contre, l'action s'inscrit dans un moment particulier à l'organisation : le 17 mai 1976, avait commencé à Turin le procès contre les Br. C'est un moment où l'organisation est affaiblie à cause du procès et des nombreuses arrestations subies.

Le communiqué qui revendique l'attentat contre Coco reprend les termes usuels du vocabulaire brigadiste. Le champ lexical prépondérant est encore une fois celui de la justice : l'action a été décidée par un « tribunale del popolo », qui a décidé la « condanna a morte » et qui a exécuté « questa sentenza »[1109]. Pour décrire le meurtre de Coco les Br emploient le

---

[1105] Il s'agit des corps spéciaux de l' « Anti-terrorisme » de Santillo (Ministère de l'Intérieur) et des « nuclei speciali » du Général Dalla Chiesa (Ministère de la Défense).

[1106] *Ibid.*, p.58.

[1107] Francesco Coco était le procureur de Gênes qui avait refusé de négocier avec les Br pour la libération de prisonniers politiques au moment de l'enlèvement de Sossi. Le communiqué de revendication se trouve dans L. Ruggiero (dir.), *Dossier Brigate rosse, 1976-1978*, volume 2, Kaos Edizioni, Milan, 2007, p.39-42.

[1108] Par exemple, Lc ne parle que brièvement du meurtre bien qu'ils en parlent en première page : « Le Br rivendicano l'assassinio del procuratore Coco ». Le groupe prend parti contre l'action en affirmant que les Br s'opposent aux « movimenti reali delle masse » et définissent le meurtre comme une « azione terroristica ». L'article n'inisiste pas sur la question à un moment où le thème principal est celui des élections. *Lotta continua*, 10 juin 1976.

[1109] *Dossier Br (1976-1978)*, vol. 2, *op.cit.*, p.39. Dans le communiqué, Les Br affirment que sa condamnation à mort a été décidée après l'affaire Sossi et qu'elle a été exécutée seulement maintenant. C'est un

terme « giustiziato »[1110]. Le choix des mots est intéressant dans la mesure où ils renversent la fonction sociale de la victime : le magistrat est « giustiziato », l'escorte armée est « annientata »[1111]. La donnée la plus inquiétante est que le même mot d' « avanguardia » est repris pour caractériser à la fois l'action de Coco (« all'avanguardia dell'attacco controrivoluzionario ») [1112] et les Br (« avanguardia comunista », « avanguardia proletaria »)[1113]. Cela montre les ambiguïtés du vocabulaire brigadiste qui pousse la logique de l'affrontement jusqu'à la reprise des mêmes mots pour caractériser les deux pôles ennemis.

Mais pour la première fois, à côté du procès fictif des Br contre leur victime, apparaît un autre procès, cette fois-ci bien réél, celui des Brigades rouges à Turin : « processo di Torino », « prigionieri politici », « prigionieri di guerra », « detenzione », « andamento processuale », « tribunali speciali », « secoli di galera », « carceri » « detenuti »[1114]. On a donc un double vocabulaire de la justice qui établit un parallélisme entre la justice de l'Etat et des Br : les mots sont les mêmes, mais ils sont caractérisés par des adjectifs différents. Ainsi, aux « tribunali speciali » de l'Etat s'oppose le « tribunale del popolo » des Br. Les Br se posent ici clairement sur le même plan que l'Etat : leur langage oppose ici deux procès et deux instances aptes à juger : la justice bourgeoise ici est implicitement reconnue dans la mesure où les Br avancent des requêtes réelles quant au déroulement du procès de Turin[1115].

---

moyen d'établir une continuité avec la phase précédente en montrant qu'il n'y a pas eu de réelle « rupture » et que leur action suit une logique cohérente.

[1110] C'est la première fois qu'apparait le terme de "giustiziato": les communiqués qui revendiquaient les autres actions (les enlèvements) parlaient de "arrestato", "processato" (Macchiarini); "sequestrato" (Labate); "prelevato", "processato" (Mincuzzi); "prelevato" (Amerio); "arrestato" (Sossi).

[1111] Le terme « annientata » apparaît ici pour la première fois, il sera repris pour définir l'assassinat de l'escorte de Moro dans le premier communiqué du 16 mars 1978.

[1112] *Ibid.*, p.39.

[1113] *Ibid.*, p.40 : « il movimento proletario e la sua avanguardia comunista », « hanno distribuito secoli di galera alle avanguardie proletarie ». « La scorta armata che lo proteggeva è stata annientata. Vale la pena ricordare alcune tappe che hanno costellato la lunga carriera di questo feroce nemico del proletariato e della sua avanguardia armata », *Ibid.*, p.39. Pour le reste, le communiqué reprend le schéma habituel des communiqués brigadistes, structurés en deux points: : les faits avec la présentation de la victime (première partie du communiqué) et analyse de la situation adressée aux « compagni » (deuxième partie). C'est le même schéma que celui du premier communiqué de l'enlèvement de Sossi.

[1114] *Dossier Br (1976-1978)*, vol. 2, *op.cit.*, p.41.

[1115] « In merito al processo di Torino, ripetiamo che tutti i militanti della nostra organizzazione sono prigionieri politici, ad essi va riservato il trattamento dei prigionieri di guerra stabilito dalla Convenzione di

À l'intérieur de ce nouveau contexte, la figure de l'ennemi est aussi redéfinie : « Magistratura, polizia e carabinieri, carceri » sont les articulations d'un même « fronte militare che lo stato delle multinazionali schiera contro il proletariato »[1116]. L'Etat est défini seulement à partir de son appareil coercitif, ce qui répond aux exigences du moment et à la logique de la guerre. Ainsi, les termes qui définissent l'Etat comme appareil répressif sont nombreux : « militarizzazione dello stato », « in chiave militare » « apparato coercitivo », « famigerata legge Reale », « armi », « distruzione », « bande di assassini », « crimini di guerra ». De l'autre côté, les Br se définissent exclusivement en fonction de l'adjectif « proletario » qui sert à les définir selon leur nature de classe : « avanguardie proletarie », « potere proletario armato », « giustizia proletaria », « tribunale del popolo » contre le « nemico del proletariato » et les « aguzzini del popolo ».

Mais le communiqué des Br vise aussi à nier la voie démocratique de l'enjeu électoral : « Il 20 giugno si potrà solo scegliere chi realizzerà lo stato delle multinazionali, chi darà l'ordine di sparare ai proletari ». Bien plus, les Br reprennent les termes du débat électoral et la question de l' « alternative » en la refusant : « L'unica alternativa di potere è la lotta armata per il comunismo »[1117]. Les Br se posent ici en rupture non seulement avec le système des partis et le Pci, mais aussi avec les mouvements : d'après eux, le débat politique de l'extrême gauche doit opérer un choix, pour ou contre la lutte armée et le « partito combattente ».

La revendication de l'action Coco, produite par les brigadistes en prison, met en relief plusieurs facteurs. D'une part, le communiqué n.6 des Br au procès de Turin revendique le meurtre de Coco et réaffirme l'idée d'une contre-justice : « Il processo alla rivoluzione proletaria è impossibile. (…) Oggi insieme a Coco anche voi « egrege eccellenze » siete stati giudicati »[1118]. Mais le document révèle aussi la portée de l' « attaque au cœur de l'Etat » qui s'ouvre à partir du meurtre de Coco :

Ginevra. Il non rispetto di queste norme, sia per quanto riguarda la detenzione, sia per quanto riguarda l'andamento processuale verrà giudicato per quello che è : crimini di guerra. Ad essi risponderemo con la giustizia proletaria e la rappresaglia ». *Ibid.*, p.41.

[1116] *Ibid.*

[1117] *Ibid*. Le communiqué taxe même d'"avventurismo" ceux qui retiennent que les élections peuvent créer une alternative favorable au prolétariat (le Pci et l'extrême gauche).

[1118] "Comunicato n.6 del processo di Torino". Le communiqué des imputés du procès de Turin se terminait par une menace envers les jurés et par le refus d'être jugés par la justice de l'Etat. *Dossier Br (1976-1978)*, vol. 2, *op.cit.*, p.44.

« A Coco in tutta la vicenda [del sequestro Sossi] era stato assegnato, ed egli coscientemente se lo era assunto, il compito di impersonificare fino a diventarne il simbolo questo contenuto (…) [Bisogna] disarticolare l'apparato dello stato colpendo gli uomini che ne impersonificano e dirigono la sua iniziativa controrivoluzionaria »[1119].

Ce communiqué montre l'abstraction croissante des buts de l'organisation qui vise à frapper des « symboles », des « personnifications » du pouvoir[1120]. Tant que les victimes avaient des noms, un visage, étaient énumérées dans des listes, les Br n'ont pas frappé de façon meurtrière : cela montre que le passage au meurtre engage un processus de dépersonnalisation croissante de la victime. Les Br entrent dans une phase d'éloignement progressif de la réalité et d'autoréférentialité : les actions ne découlent plus du rapport à la réalité extérieure (une situation révolutionnaire) ou du rapport aux mouvements collectifs (la mobilisation ouvrière) mais répondent à des exigences internes à l'organisation (le procès de Turin)[1121]. Le danger de l'autoréférentialité des Br apparaît à partir de ce moment-là[1122].

[1119] *Ibid.* Les détenus décrivent l'attaque au coeur de l'Etat comme un moyen d'« evidenziare dietro la maschera democratica il contenuto ferocemente antirivoluzionario dello stato imperialista », *Ibid.*, p. 44.

[1120] Voici les mots de Moretti dans son livre-interview : « Ogni nostra azione è simbolica, agisce sul piano dell'immaginario e della rappresentazione politica. Pensiamo che ci possa esere un uso mediato delle armi. Sembrerà cinico, ma crediamo di controllare il messaggio graduando la ferita inferta », M. Moretti, *Brigate rosse, una storia italiana*. Intervista di Carla Mosca e Rossana Rossanda. Baldini & Castoldi, Milano, 2004, p.101-102.

[1121] Moretti explique ainsi le changement qui se produit à l'intérieur des Br à partir de 1976 : « Posso dire quando avviene [il mutamento] : durante il processo torinese alle Br che comincia nel maggio '76 e durerà per quasi due anni. Lo stato fa per la prima volta un uso politico in grande stile del processo e i compagni nelle gabbie rispondono con il « processo guerriglia ». Da quel momento, c'è, è vero, un pericolo di autoreferenzialità delle nostre azioni estreme : processano le avanguardie ? Se le avanguardie rispondono colpo su colpo, saranno alla testa del movimento. Questo modo di ragionare ha un pericolo di solipsismo». M.Moretti, *op.cit*., p.88. « Quel processo ha un enorme valore simbolico. (…) negare la politicità delle Br è l'obiettivo del processo » *Ibid.* p. 96 ; et « (…) in quegli anni ci modifichiamo (…) perché cambia la situazione. È lo stato del movimento e la forza della repressione che ci inducono a diventare le Br che conosciamo » *Ibid.*, p.89. « Da quel momento [le procès], il solo rapporto possibile con lo stato, per chi si riconosca nelle Br, è di guerra », *Ibid.*, p.97.

[1122] « Sì, è la nostra prima uccisione, la prima azione volutamente cruenta [Coco]. È anche la prima i cui soggetti siano soltanto le Br e lo stato. Il movimento resta del tutto sullo sfondo, non ci colleghiamo a un suo momento obbiettivo (….). Se abbiamo avuto un'autoreferenzialità, è certamente a partire da quest'azione.

II. Le « modèle » des Br : le cas de Prima Linea

À partir de 1975-76, une deuxième génération de militants, plus jeune et plus familiarisée avec la violence, entre sur la scène publique. Pour cette génération, la violence est une forme de politique, et la politique une forme de guerre : en effet, pour un certain nombre de militants d'extrême gauche, le choix de la lutte armée est lié à une « éducation politique » qui s'est faite à travers les heurts avec les groupes d'extrême droite et les forces de l'ordre[1123].

Mais, la violence naît aussi de la concurrence entre les groupes d'extrême gauche, qui se trouvent en conflit dans le but de conquérir l'appui des masses avec la seule ressource dont ils disposent: passer de la paroles aux faits. Cette compétition se double aussi d'une compétition linguistique, où le message n'est plus porté seulement par le texte ou le communiqué mais aussi par l'action elle-même. Ainsi, entre 1976 et 1979, un grand nombre de nouveaux sigles armés apparaissent : ils produisent quelques actions et puis disparaissent, contribuant à exacerber cette phase de compétition par des formes de « terrorisme diffus ». En effet, ce sont ces groupes les principaux responsables de la dérive de la violence : alors que le terrorisme organisé a produit environ 700 attentats, le terrorisme diffus en a produit à peu près 8 000 [1124].

Dans l'ouvrage *Cifre crudeli*, D. Della Porta, met en relief le manque d'innovation linguistique qui accompagne l'apparition des nouveaux groupes armées entre 1976 et 1979 :

> « Innanzitutto colpisce la scarsa variabilità del lessico adottato. Infatti, ben il 54% delle 537 sigle di sinistra fa uso, come sostantivo principale, di uno tra i sette termini seguenti: « nuclei » (85 volte), « nucleo » (41), « gruppo » (41), « gruppi » (31), « ronde » (37), « squadre » (36), « brigate » (17). Inoltre, per segnalare la natura della lotta, la stragrande maggioranza delle denominazioni fa appello ad uno di questi tre termini: « combattente »,

---

Da allora in poi, la sola verifica della nostra linea starà nella capacità di metterla in atto, riprodurci e durare ». M.Moretti, *op.cit.*, p.97-98.

[1123] D'après Tarrow, la plupart des militants qui ont fondé des groupes armés sont entrés dans la politique à un moment où la présence du conflit avec les groupes d'extrême droite était constante, « Violenza e istituzionalizzazione dopo il ciclo di protesta », dans *Ideologie, movimenti, terrorismi*, sous la direction de R. Catanzaro, Il Mulino, Bologna, 1990.

[1124] D.Della Porta, *Cifre Crudeli*, *op.cit.*, p.57.

« armato », « clandestino ». La ragione politica del gruppo è anch'essa indicata da tre soli termini, « comunista », « proletario », « rivoluzionario », mentre l'aggettivo o il sostantivo « operaio » sembra non godere di soverchie simpatie tra le formazioni eversive [di sinistra]»[1125].

Nous verrons à présent que le manque d'originalité dans le choix des noms des groupes se répercute aussi dans les textes produits, au point d'engendrer de véritables « contaminations linguistiques » entre les groupes armés.

1) La naissance du groupe Prima Linea

Nous avons voulu arrêter notre attention sur le groupe Prima Linea, qui, en nombre d'actions revendiquées, vient immédiatement après les Br. En effet, outre les stéréotypes linguistiques mis en relief par Della Porta, nous voulons démontrer que les Brigades rouges ont joué un rôle de référent linguistique pour tous les autres groupes armés.

En effet, les Br semblent constituer un modèle, au point qu'il devient impossible, pour les autres groupes armés, de ne pas avoir une position par rapport à elles : ainsi, si les « Nuclei armati proletari » (Nap) coordonnent des actions avec le Br et écrivent même des communiqués en commun[1126], au contraire, Prima Linea souhaite se poser en rupture nette avec le modèle brigadiste.

En 1976, au moment où les Nap sont entrés dans la phase descendante qui mettra fin au groupe en 1977, l'organisation de « Prima Linea » vient d'apparaitre sur la scène publique :

[1125] D. Della Porta, M. Rossi, *Cifre Crudeli*, *op.cit.*, p.47. Certains noms de groupe indiquent plus leur but ou leur mot d'ordre que leur identité. C'est le cas, par exemple, du groupe « Lotta armata per il comunismo » dont le nom n'indique pas qui ils sont (comme les « Brigades rouges ») mais ce qu'ils veulent. Della Porta pointe, en plus, un problème réel dans la dénomination de certains groupes par rapport à la tradition politique de gauche, en montrant aussi la dimension de "jeu" dans le choix de certains noms: « Associazione combattenti comunisti », (qui rappelle plus la tradition militaire que la tradition communiste), « Bande proletarie pendolari », « Brigate sovversive al sistema », « Collettivo automobilisti proletari », « Collettivo ve beccamo quando volemo », « Gruppi piromani folli », « Nuclei di azione ecologica », « Robin Hood », « Nuclei piromani clandestini », « Teppisti armati di Portonaccio », ou à droite: « Briganti del Soratte », « Gasparone e i briganti della Tolfa », « Ronde piromani antidemocratiche », *Ibid.*, p.49.

[1126] Le 6 mai 1975, pendant les élections, les Nap enlèvent le juge Giuseppe De Gennaro.

elle est le fruit de la rencontre entre un groupe de militants sortis de Lotta continua entre le printemps et l'automne 1974, et des militants provenants des milieux de l'ancien Potere operaio. L'organisation se constitue à l'automne 1976. Cependant, comme l'affirme le premier communiqué de l'organisation, Pl ne se présente pas comme « un nuovo nucleo combattente comunista, ma l'aggregazione di vari nuclei guerriglieri che finora hanno agito con sigle diverse » [1127].

Ainsi, les premières actions de ces groupes datent de 1974 et Sergio Segio affirme que dater la naissance de Pl en 1976 est une erreur dans la mesure où les militants qui la composent étaient déjà passés à la lutte armée depuis au moins deux ans[1128]. La naissance d'un sigle unitaire répond donc aux nécessités de l'organisation : le projet est celui de créer une structure qui puisse concurrencer à la fois les autres groupes majeurs (les Br) et mener une lutte efficace contre les appareils de l'Etat.

La première action revendiquée par le sigle est l'irruption dans le siège de l'Association des Dirigeants de la Fiat, le 30 novembre 1976. Le 29 avril 1976, avant que le sigle apparaisse officiellement, Pl avait tué un conseiller de la Province de Milan du Msi, Enrico Pedenovi, mais l'organisation avait choisi de ne pas revendiquer l'action[1129]. En avril 1977, a lieu le premier congrès de Pl où l'organisation rédige son règlement intérieur. Comme les Br, le groupe ne sépare pas le politique du militaire et affirme « l'univocità politico-militare del quadro d'organizzazione » [1130]. De même, la structure est très hiérachisée : la « Conferenza di organizzazione » donne les directives au « Comando nazionale ». L'organisation possède ensuite une double structure : l'une demeure à l'intérieur

---

[1127] Progetto memoria, *La mappa perduta, op.cit.*, p.96. La citation exacte est: « Prima linea non è un nuovo nucleo combattente comunista, ma costituisce l'aggregazione di vari nuclei guerriglieri che finora hanno agito con sigle diverse », communiqué du 30 novembre 1976, S.Segio, *Una vita in prima linea*, Rizzoli, Milano, 2006, p.86. La citation est précédée par un "Nota bene". On se souvient que les Br s'étaient définies comme « i primi punti di aggregazione per la formazione del Partito Armato del Proletariato », Progetto memoria, *Le parole scritte, op.cit.*, p. 38.

[1128] «L'analisi della storia di Prima Linea è viziata da un errore di fondo: la datazione della sua nascita a partire dal 1976. È ben vero che in quell'anno viene utilizzata per la prima volta questa sigla, ma è altrettanto vero che il suo corpo militante è attivo, operativo e organizzato già negli anni precedenti», S.Segio, *op.cit.*,p.83.

[1129] L'action est réalisée en réponse au meurtre de l'étudiant Gaetano Amoroso par des groupes gravitant autour du Msi.

[1130] Progetto memoria, *La mappa perduta, op.cit.*, p.97.

des mouvements de masse, l'autre est centralisée et opère au niveau local et national[1131]. En effet, Pl se conçoit comme une émanation des mouvements collectifs et sera étroitement liée au mouvement de 1977, qui lui fournira, comme aux Br, de nombreux militants. Le journal *Senza tregua*[1132], où Pl publie ses analyses, constitue un autre point de raccord entre le groupe et le mouvement de 1977.

Le 12 mars 1977, un commando de Pl tue le brigadier Giuseppe Ciotta, à Turin, en réponse au meurtre de l'étudiant de Lc Francesco Lorusso par un agent de police, le 11 mars 1977 à Bologne. Les faits de Bologne déclenchent le « mouvement de '77 » qui ne dure que quelques mois (jusqu'en septembre 1977). Au début, l'action de Pl s'inscrit dans la perspective de la « loi du talion » : le groupe répond coup sur coup en blessant des chefs de service, des dirigeants, ou des agents de police, considérées comme les responsables de la répression des militants.

À partir de 1978, la lutte touche aussi le secteur des prisons. Le 11 octobre 1978, Pl tue le criminologue Alfredo Paolella à Naples : c'est le premier meurtre revendiqué officiellement par Pl[1133]. Le 19 janvier 1979, un commando de Pl tue l'agent pénitentiaire Giuseppe Lorusso à Turin ; et, le 29 janvier 1979, le juge Emilio Alessandrini à Milan. En septembre 1979, a lieu la première scission à l'intérieur de Pl.

Suite à l'arrestation de Roberto Sandalo (29 avril 1980) et à ses révélations, l'organisation subit de nombreuses arrestations. Le 7 février 1980, l'organisation tue l'un de ses militants, William Waccher, accusé d'avoir fait des révélations aux enquêteurs. À l'été 1980, l'organisation entre en crise et subit de nombreuses défections. En 1981, après une dernière phase de holds-up d'autofinancement, l'organisation se dissout. En 1983, un document produit par les militants emprisonnés, « Sarà che avete nella testa un maledetto muro »[1134], décrète la fin définitive de l'expérience de la lutte armée[1135].

[1131] La structure hiérarchique de Pl ressemble à la structure des Br : « Gruppo di direzione, Settore tecnico-logistico ; Settore informativo ; Squadre di combattimento ; Gruppi di fuoco ; Ronde proletarie ». La différence par rapport aux Br est dans l'autonomie des « Gruppi di fuoco » qui peuvent frapper sans consulter la Direction centrale de l'organisation. *Ibid*., p.97.

[1132] *Senza tregua* est le journal de l'Autonomie milanaise de 1975 à 1978. Progetto memoria, La mappa perduta, *op.cit*., p.259.

[1133] Progetto memoria, *La mappa perduta*, *op.cit*., p. 98, et S. Segio, *op.cit*, p. 90-91. L'attentat se situe après l'affaire Moro et répondait à un "innalzamento della fase dello scontro".

[1134] Le titre de ce document reprend le vers d'une chanson de Ivano Fossati « La musica che gira intorno» qui disait «saremo noi che abbiamo nella testa un maledetto muro» (1983).

[1135] Pour l'histoire du groupe, je renvoie à Progetto memoria, *La mappa perduta*, *op.cit*., p. 96-100.

L'organisation passe à la violence beaucoup plus rapidement que les Br. De plus, elle ne revendique pas tous ses meurtres et ses attentats : l'action diffère de l'idée de « propagande armée » des Br et semble constituer une « fin en soi » ; elle s'inscrit dans une logique de « rétablissement de la justice » ou de vengeance, dans une optique, donc, beaucoup plus personnelle. Dans le communiqué qui revendique leur première action, l'irruption dans le siège de l'Association des Dirigeants de la Fiat, le 30 novembre 1976, Pl vise se à dissocier des autres groupes armés :

> «Prima linea non è l'emanazione di altre organizzazioni armate come Br e Nap. L'unica direzione che riconosciamo sono i cortei interni, gli scioperi selvaggi, i sabotaggi, gli invalidamenti degli agenti nemici, l'esuberanza spontanea, la conflittualità extralegale »[1136].

Prima linea a besoin, pour se définir, de souligner ses différences idéologiques par rapport au principal groupe armé : les Br. Contrairement à celles-ci, pour Pl la lutte armée ne prend pas la place des mouvements: ce sont toujours les mouvements de masse qui décident du passage à la lutte armée dans une dialectique constante entre les masses et le parti. Pl reprend la conception de la direction des masses qui avait été celle de Lotta continua: ce sont les masses qui décident du mouvement révolutionnaire. Le groupe revendique son inscription à l'intérieur des mouvements, se posant en rupture avec la ligne énoncée par la "Résolution de la Direction stratégique" des Br qui se concevaient comme la direction politique des mouvements (et même, d'après la critique de Pl, comme une avant-garde externe, alors que les Br parlent de "noyau"). Ils choisissent pourtant, comme nom du groupe, «Prima linea» terme qui renvoyait à la position que prenaient dans les cortèges les services d'ordre des extraparlementaires, en montrant par là aussi le lien avec les mouvements mais aussi un écart: il s'agissait, en effet, de la partie "avancée" du mouvement.

On remarque aussi dans cette brève citation, le recours à un vocabulaire – « l'esuberanza spontanea » – qui n'appartient pas à la "tradition" brigadiste et qui dénote d'une juxtaposition avec le vocabulaire de l'Autonomie: « Chi parlava di nuovi soggetti sociali e di organizzazione diffusa andava in Prima linea »[1137], selon Mario Moretti. Les Br ont un langage plus proche de la la tradition communiste et léniniste. Pl, au contraire,

[1136] S. Segio, *op.cit*, p.87.

[1137] M. Moretti, *op.cit*, p.87. La question de la "soggettualità diffusa" et des "nuovi soggetti sociali" est l'une des thématiques récurrentes du mouvement de 1977. Je renvoie au chapitre 8.

récupère les thèmes du mouvement de 1977, qui s'est posé en rupture avec la tradition ouvrière et avec le modèle du parti révolutionnaire. Ainsi, Pl défend l'Autonomie organisée de 1977 contre la position des Br et du Pci: «Sbaglia chi oggi spara a zero contro lo spontaneismo del combattimento proletario»[1138], affirme un communiqué de Pl de 1977.

Le modèle de la lutte armée prôné par Pl diffère de celui des Br à cause aussi de la composition sociale du groupe: Pl est formée par les fils de la bourgeoisie milanaise et turinoise, ce sont en majorité des étudiants (Roberto Sandalo, Sergio Segio, Giulia Borrelli) et l'on compte parmi eux même le fils du Ministre démocrate-chrétien de l'Industrie (Marco Donat-Cattin). Les militants refusent la candestinité et passent des "vacances dorées" comme tous les fils de la haute-bourgeoisie du Nord. Dans la théorie, ils refusent la clandestinité (et en cela aussi le modèle brigadiste) puisqu'ils conçoivent la lutte armée comme "réversible" et adaptée au moment[1139].

2) La contamination linguistique

L'histoire du groupe est marquée par l'opposition directe envers les Br[1140]. Au moment de l'affaire Moro, un article de Pl, publié dans le journal *Senza tregua*, affirme que «La pratica delle Br in questo momento si pone al di fuori di quelli che sono i processi di aggregazione proletaria, si pone come iniziativa soggettiva di partito»[1141]. Dans le même document, les Br sont même définies comme un «partitino armato»[1142]. Plus tard, ils

---

[1138] Progetto memoria, *Le parole scritte*, *op.cit*., p.265. M. Moretti affirme que les Br ne comprenaient pas le mouvement de 1977, *op.cit*, p. 104. Mais la fin du mouvement de 1977 amènera beaucoup de militants aux formations armées.

[1139] S.Segio, *op.cit*, p.112. Je renvoie aussi aux tableaux sur la compositions sociale des groupes de la lutte armée dans Progetto memoria, *La mappa perduta*, *op.cit*.: si le groupe social le plus représenté dans les Br sont les ouvriers (p.62), Pl a la même proportion d'ouvriers et d'étudiants ainsi qu'un grand nombre de chômeurs (p.105).

[1140] L'un de ses membres de Pl, Susanna Ronconi, provenait des files des Br.

[1141] S.Segio, *op.cit*, p.125.

[1142] «(…) la guerra civile è e resta un processo di massa e dichiarazioni di guerra unilaterali dei partitini armati non possono che approfondire la distanza di questi dai passaggi reali dello scontro», *Ibid.*, p.126.

réfuteront de manière évidente le modèle léniniste des Br en critiquant les «ciance sull'anello debole della catena imperialista»[1143].

Pourtant, Pl a repris beaucoup du modèle brigadiste. Le langage des communiqués, par exemple, est le même:

> «Oggi alle 14.30 un Gruppo di fuco di Prima linea ha attaccato la sede dell'Associazione piccola industria in corso Galileo Ferraris 70. Sono stati espropriati documenti e schedari e i locali sono stati incendiati».
>
> Communiqué Pl, 4 janvier 1977[1144].

> « Lunedì 15 gennaio 1973 alle ore 19 un nucleo armato ha perquisito la sede dell'Unione cristiana imprenditori dirigenti in via Bigli 15, rendendo all'impotenza i funzionari presenti e sequestrando documenti ed elenchi (...) ».
>
> Communiqué Br, 15 janvier 1973[1145].

> «Oggi, 29 gennaio 1979, alle ore 8.30 il gruppo di fuoco Romano Tognini "Valerio" dell'organizzazione comunista Prima Linea, ha giustiziato il sostituto procuratore della Repubblica Emilio Alessandrini ».
>
> Communiqué Pl, 29 janvier 1979[1146].

> « Martedì 8 giugno un nucleo armato delle Brigate rosse ha giustiziato il procuratore generale della Repubblica di Genova Francesco Coco ».
>
> Communiqué Br, 8 juin 1976[1147].

Les communiqués des Nap sont d'ailleurs identiques:

[1143] «Il dibattito che l'operazione compiuta contro Alessandrini», Milan, 1979, Progetto memoria, *Le parole scritte*, *op.cit*., p.270.

[1144] C. Stajano, *op.cit*, p.211. Le communiqué se réfère à un attentat commis le 4 janvier 1977.

[1145] « Fascisti in camicia bianca», *Dossier Br*, vol.1, *op.cit*., p.214.

[1146] S. Segio, *op.cit*, p.140-141. La suite du communiqué, sur le même modèle de l'écriture des Br, explique qui est la victime. Cependant, le juge Alessandrini a été frappé car il a contribué au «tentativo di ridare credibilità democratica e progressista allo Stato».

[1147] *Dossier Br*, vol. 2, *op.cit.*, p.39.

«Il giorno 6-5-1975 alle ore 22.45 un gruppo di compagni ha fatto prigioniero Giuseppe di Gennaro, consigliere di Cassazione (…)»[1148].

Le langage précis des communiqués de revendication est calqué sur les communiqués des Br et sur les communiqués de presse (heure, date, lieu). Le type d'action est aussi le même: meurtres et irruption dans des sièges considérés comme des repaires de l'ennemi. Les mots sont les mêmes: Pl parle de "covi" - «tre covi di noti nemici della classe operaia »- , et utilise le vocabulaire de la justice - «ha punito con il piombo», «ha giustiziato» - au nom du même mot d'ordre, le «potere proletario armato »[1149]. On remarque, pourtant, qu'alors que Pl utilise le terme «espropriati» qui rappelle l' «esproprio proletario», pratique qui se diffuse avec le mouvement de 1977, les Br utilisent le mot institutionnel et judiciaire de «sequestrati».

Les phases et les dynamiques sont aussi les mêmes: le 24 janvier, les Br tuent l'ouvrier communiste Guido Rossa; le 29 janvier 1979, Pl frappe le juge Alessandrini qui était considéré comme un juge de gauche[1150]. Les deux groupes commencent à frapper des réformistes, même si la dynamique de l'assassinat de Rossa est différente du meurtre d'Alessandrini[1151]. Dans les discours de Pl, on retrouve aussi la même conception d'une guerre décidée par le pouvoir: «Sono infatti i piccoli padroncini (…) a tollerare meno il potere sociale conquistato dal proletariato (…) e a chiedere con insistenza la guerra aperta contro l'organizzazione autonoma della lotta»[1152]. Cependant, Pl garde une référence à l'autonomie en prônant une lutte "autonome" des prolétaires, au moment où les Br veulent construire un "parti" combattant.

Ainsi, le langage de Pl est le produit d'un mélange entre le langage des Br (même si le modèle au niveau idéologique était refusé) et le langage des mouvements des années 1976-77 qui déboucheront dans le mouvement de l'Autonomie[1153]. En effet, pour les

---

[1148] Progetto memoria, *Le parole scritte*, *op.cit.*, p.235. Pour le langage des Nap, je renvoie au chapitre 5.

[1149] C. Stajano, *op.cit.*, p.216-217.

[1150] D'après le témoignage de Segio: «Il passo era grave in sé, lo diventava ancora di più perché l'attacco riguardava un giudice considerato di sinistra», S. Segio, *op.cit.*, p.131.

[1151] G. Rossa avait été frappé par les Br car il avait dénoncé un membre non-clandestin des Br qui avait distribué des tracts à l'intérieur de son usine. Mais pour les deux groupes, le principal ennemi devient le réformisme.

[1152] C. Stajano, *op.cit.*, p.211.

[1153] Je renvoie au chapitre suivant.

militants de Pl, l'opposition se situe au niveau de l'existence, des besoins de l'individu, reprenant un thème de 1977, dans «l'antagonismo totale tra il sistema dei bisogni del proletariato (…) e la necessità del capitale di imporre le proprie regole a tutta l'organizzazione sociale » [1154]. Ainsi, si dans les documents de Pl on a des mots qui proviennent de la langue des écrits des Br comme: «terrore, distruzione fisica del proletariato», «ristrutturazione complessiva degli assetti capitalistici», «disarticolazione del comando nemico», «schieramento rivoluzionario», «nemico di classe», «disarticolazione complessiva dell'apparato di comando», on a aussi des termes complètement éloignés du vocabulaire des Br comme : «espropriazione di ogni scintilla di forza creativa del proletariato», «riappropriazione di ricchezza sociale»[1155].

Le thème de la "réappropriation de l'existence" apparaît souvent dans les écrits du groupe, ce qui marque une étape ultérieure du retour au personnel des mouvements de la fin des années 1970. Dans le texte «Il dibattito che l'operazione compiuta contro Alessandrini», Pl redéfinit les catégories de la lutte armée selon des considérations à la limite du politique («rapporto uomo-natura», «cooperazione sociale»[1156], «riappropriazione capillare e globale da parte della classe di tutte le condizioni che permettono l'esistenza») et remplace le terme de prolétariat par l' «individuo sociale ricco di bisogni»[1157].

Enfin, le nom de Pl n'apparaît pas toujours dans les documents produits par le groupe. Dans les communiqués de revendication, on parle de "secondo" ou "terzo gruppo di fuoco" de Pl, ou alors on donne le nom spécifique du groupe qui a mené l'opération ("il gruppo di fuoco Romano Tognini "Valerio" dell'organizzazione comunista Prima Linea"): bref, l'organisation apparaît moins centralisée que les Br. Dans le document de fondation du groupe (1977), qui explicite le statut de l'organisation et ses finalités, le nom du groupe

---

[1154] "L'antagonismo totale tra il sistema dei bisogni", 1977, Progetto memoria, *Le parole scritte*, *op.cit*., p.263.

[1155] *Ibid.*, p.263-269.

[1156] «Il dibattito che l'operazione compiuta contro Alessandrini», Milan, 1979, Progetto memoria, *Le parole scritte*, *op.cit*., p.270. La citation exacte est: «la posta in gioco [dello scontro di classe], e cioè quella capacità di cooperazione sociale, quel livello di rapporto uomo-natura che pone l'attività sociale dell'uomo in grado di modificare tutte le condizioni della sua esistenza».

[1157] *Ibid*.,p.270. En même temps, le texte se réfère aussi à la «composizione di classe», et les thèmes principaux, reproduisent, avec quelques différences, les mêmes problématiques que celles des Br comme la restructuration du capital qu'ils appellent «centralizzazione internazionale del comando capitalistico», et la question de la répression: «esercito antiguerriglia» et l' «annientamento» des militants communistes. *Ibid.*, p.269-275.

“Prima Linea” n’apparaît jamais [1158]. On parle, de façon générale, de la nécessité de mener un «discorso sui caratteri fondamentali dell’organizzazione comunista combattente, sul programma rivoluzionario»[1159]. L’organisation est moins auto-référentielle que les Br même si elle reproduit une vulgate linguistique propre aux groupes armés.

3) Conclusion

Ce moment constitue une étape importante dans l’histoire de la lutte armée en Italie : alors que le terrorisme diffus se développe à travers l’apparition de nouveaux sigles, les Br redéfinissent l’ « attaque au cœur de l’Etat » en passant au meurtre politique. Au niveau linguistique, on peut remarquer l’apparition d’un langage codifié des groupes armés : le modèle d’écriture des Br est reproduit, au moins partiellement, par les nouveaux groupes armés qui se constituent au cours de cette phase.

Même les Br connaissent des changements linguistiques : l’apparition d’une nouvelle forme de document, la Résolution, entame un processus de théorisation croissante du groupe. Leur langage et leurs analyses deviennent plus complexes et s’apparentent de plus en plus à l’essai scientifique, en faisant recours à un vocabulaire technique et obscur. Le discours du groupe devient auto-référentiel et s’adresse aux membres internes à l’organisation.

Mais la nouveauté essentielle de ce moment réside dans la création d’un nouveau concept fourre-tout : le “Stato imperialista delle multinazionali”, qui renvoie à l’image d’un complot international mené par une autorité centralisée et répressive. En réalité, cette nouvelle incarnation du pouvoir est marquée par la confusion entre la Dc et l’Etat. Ce moment est aussi lié à des soucis internes à l’organisation et à l’ouverture, à Turin, du premier procès contre les Br. Cela ne fait que renforcer le recours constant, dans le discours des Br, à des termes empruntés au vocabulaire de la justice. Ainsi, la définition d’un Etat ennemi et la création d’une contre-justice prolétarienne vise à conférer aux Br un contre-pouvoir équivalent à ces deux instances, dans un discours de la guerre et de l’opposition de plus en plus exacerbé.

Les Br accentuent l’idée d’une attaque menée par l’Etat qui prend la forme du « terrorisme » : au moment même où les Br sont accusées de terrorisme au procès turinois, elles re-

---

[1158] «L’antagonismo totale tra il sistema dei bisogni», 1977, *Ibid.*, p.263-269.

[1159] *Ibid.*, p.266.

tournent l'accusation contre l'Etat. De même, la dissociation avec les mouvements, engagés dans la campagne électorale, les pousse dans un excès de volontarisme, à penser que la situation est « objectivement » révolutionnaire[1160]. Ainsi, l'écriture des Br renvoie de plus en plus à un discours clos, qui fonctionne, selon la métaphore que nous avons employée, par « cercles concentriques ». On peut ainsi décrire leur écriture à travers l'image d'une juxtaposition de « cercles concentriques » : leur système d'écriture fonctionne à partir d'un signifiant qui est ensuite revêtu, par couches, par d'autres signifiants : c'est une écriture en germination. À l'intérieur de ces spirales les Br posent la centralité du parti combattant (toujours décrit comme « centre », « noyau ») qui s'oppose à la centralité de la Dc (décrite par les mêmes mots). De même, leur vocabulaire est très réduit : ils utilisent en réalité très peu de mots, toujours les mêmes, qu'ils mélangent dans un ordre différent, et les nombreuses répétitions et les phrases à rallonge participent de cette clôture linguistique.

[1160] "Risoluzione della Direzione strategica", avril 1975, *Ibid.*,p.47.

Chapitre 8

Les « nouveaux » discours
Le mouvement féministe et le mouvement de 1977

Dans ce chapitre, nous avons voulu aborder l'étude de deux discours qui se distinguent des discours produits par la gauche extraparlementaire et par la lutte armée. Il s'agit de deux discours qui sont autonomes par rapport à la production que nous avons étudié jusqu'à présent, mais qui s'inscrivent dans le panorama plus large des luttes politiques et sociales en Italie au cours de la période. Nous tenterons ainsi d'aborder la spécificité des discours produits par les mouvements féministes et par le mouvement de 1977.

Ces deux mouvements sont tous deux marqués par la tentative d'opérer un dépassement du marxisme des groupes extraparlementaires et de sortir des grilles de lecture courantes grâce à l'introduction de nouveaux sujets sociaux susceptibles d'être porteurs du processus révolutionnaire. Surtout, les mouvements féministes et le mouvement autonome tentent de créer une nouvelle langue de la politique en s'interrogeant de manière directe sur les façons de dire des phénomènes politiques nouveaux.

Le mouvement féministe naît dès le début de la décennie, voire même à la fin des années 1960, mais il connaît une nouvelle ampleur après la bataille du référendum sur le divorce de 1974. Après avoir tenté de dégager les enjeux des discours féministes, nous traiterons plus particulièrement les discours produits au moment de la bataille en faveur de la loi sur l'avortement (1974-1978).

Dans un deuxième moment, nous nous attacherons à décrire l'expérience des collectifs autonomes qui explose dans le mouvement de 1977. Les nombreux discours produits par les différentes âmes du mouvement rendent difficile la saisie d'un mouvement qui a produit des discours et des pratiques très différentes, mais notre étude se focalisera essentiellement sur la tentative d'une prise de parole nouvelle qui déstructure les pratiques linguistiques usuelles.

Nous tenterons ainsi de mettre en perspective les spécificités de ces discours par rapport à la langue produite au cours de la période en essayant de dégager les éléments de rupture ou de continuité avec les discours de la gauche radicale.

I. Eléments de langage des discours féministes

1) Le sujet « femme »

Avant de commencer notre étude sur les langages féministes il est nécessaire de préciser deux éléments. Tout d'abord, on ne peut pas parler en Italie, comme ailleurs, du féminisme mais des « féminismes ». En effet, les définitions du terme « féminisme » varient selon les différents groupes qui ont animé le mouvement. L'enjeu le plus débattu du féminisme consiste dans une conception qui prône l'égalité entre l'homme et la femme, ou bien la différence. Une autre difficulté réside dans la reconstruction d'une chronologie du mouvement féministe et d'une évolution des discours féministes puisque la plupart des documents ne sont pas datés.

a) Le « personnel est politique »[1161]

L'originalité du discours féministe repose sur l'émergence d'un nouveau sujet : la femme. Les tracts s'occupent de nouveaux objets qui deviennent « politiques » : le corps, la violence domestique, la relation au père et au mari, mais aussi la maternité, le mariage, le travail domestique, l'avortement, la libération sexuelle. Un nouvel espace de lutte est ainsi investi par le mouvement féministe qui fait entrer de nouvelles catégories au sein du politique, sous le signe du slogan des féministes américaines « Le personnel est politique ».

Le slogan « le personnel est politique » a été lu souvent comme un retour à la subjectivité au sein des mouvements collectifs. En réalité, l'appel au personnel renvoie à l'ouverture des espaces de communication et de partage de l'expérience féminine. Il tend à insérer la question féminine au sein du débat politique. Les féministes pointent la particularité des problèmes liés à la condition féminine en remettant en cause les espaces de la lutte et ses structures langagières, basés sur le « modèle masculin », d'après leur critique. Ainsi, le slogan ne renvoie pas seulement à l'abolition de la séparation entre le public et le privé mais à une redéfinition du privé comme partie prenante de la sphère publique, thème

[1161] Le slogan provient des luttes des féministes américaines, il apparaît pour la première fois sous la plume de la féministe américaine Carol Hanisch, *The Personal Is Political*, publié dans l'anthologie *Notes from the Second Year: Women's Liberation,* 1970.

que l'on retrouve dans le mouvement de 1977 qui lance un appel général à la reconquête de la sphère existentielle de l'individu.

Les termes de « personnel » et de « politique » acquièrent cependant un sens particulier dans la critique féministe : le personnel ne renvoie pas seulement à la sphère privée, mais est déjà conçu comme une catégorie politique, alors que le « politique » lui-même n'est plus cantonné à la sphère politique traditionnelle, mais investit l'espace plus large des relations de genre et les rapports sociaux : « Nel personale si iscrive già la politicizzazione del privato »[1162]. Ainsi, le slogan est une critique du politique conçu comme moment électoral ou institutionnel : il ramène la politique à la sphère civile et ouvre les espaces de la politique en sortant de la conception traditionnelle de la politique[1163].

Le slogan « le personnel est politique », forgé par une féministe américaine en 1970, est immédiatement repris par les mouvements féministes européens. Il ouvre la voie à la prise de parole féminine, du moment que les conflits, qui étaient jusque-là vécus comme des questions personnelles, deviennent des sujets de débats publics entre les femmes. À partir des premiers mouvements féministes qui apparaissent en Italie au début des années 1970, des questions jusque-là passées sous silence entrent dans le débat public de la société civile : comme la contraception, l'avortement et la sexualité (le droit au plaisir) :

[1162] Carla Pasquinelli, *Rinascita* (n. 4, 1977), cité dans « Un filo tra ieri e oggi. La rilettura del Lessico politico delle donne nell'intervento di Maria Luisa Boccia » de Ines Valanzuolo, paru dans la revue *Il paese delle donne*, n.33/34, 11 novembre 2002. Pour une meilleure compréhension nous reportons la citation en entier: "Il personale è politico diventa così la formula di accesso alla storia….Che cosa vuol dire in concreto questo sostantivo il personale? A me sembra che non sia omologabile al privato che è ancora indice della separazione dal pubblico…io tenderei a vedere nel personale già la critica immanente del privato nella misura in cui non rinvia ad un soggetto psicologico, ma, proprio in quanto prefigura la risoluzione della scissione, presuppone il soggetto politico. Nel personale si iscrive già la politicizzazione del privato".

[1163] Carol Hanisch qui dans une récente réédition de son texte précise le sens qu'elle voulait donner au terme « politique » : « I'd like to clarify for the record that I did not give the paper its title, "The Personal Is Political." As far as I know, that was done by *Notes from the Second Year* editors Shulie Firestone and Anne Koedt after Kathie Sarachild brought it to their attention as a possible paper to be printed in that early collection. Also, "political" was used here in the broad sense of the word as having to do with power relationships, not the narrow sense of electorial politics ». Introduction à une republication de *The Personal Is Political*, 2006. Site de Carol Hanisch: http://www.carolhanisch.org/CHwritings/PIP.html

« Il problema sessuale, infatti, è uno di quei tipici *grandi problemi* a due facce: una pubblica (esterna), l'altra privata (interna) (...). Un problema che soltanto all'apparenza può essere considerato *privato,* che invece è clamorosamente, drammaticamente, quotidianamente pubblico (…). Vista dunque l'enormità del problema, sarà inevitabile prenderne qui in esame solo alcuni aspetti: basilare quello dei rapporti fra sesso e società, fra sesso e tradizionale repressione familiare (che si verifica in tutte le classi sociali) »[1164].

La critique de la sexualité rejoint la critique de l'autoritarisme qui parcourt toutes les années 1970, les féministes reliant le domaine de la sexualité à la répression plus générale qui parcourt la société tout entière.

« Proclamare - infine - la inscindibilità delle due lotte e delle due conquiste (non l'una senza l'altra): una società liberata socialmente ed economicamente, senza classi, e un corpo sessuato, liberato dai lacci di una ripetitività triste, dalla schiavitù di ruoli fissi sessuali. Un corpo, cioè, senza prefissate etichette imposte dalla mercificazione di tutto, persino della stessa carne umana, ossia della nostra piu' intima e inviolabile individualità, in cui s'innesta la socialità. Questo mi sembra necessario. Questo, almeno, è indispensabile avere chiaro una volta per tutte: se è vero che non c'è liberazione sessuale senza socialismo, non vi potrà essere autentico socialismo senza liberazione sessuale »[1165]. Ainsi, les féministes opèrent une politisation du corps de la femme, en insistant sur la dimension sociale – et non plus seulement privée – de l'accès à l'identité sexuelle.

[1164] Mariella Bettarini , « Un corpo che è essere e non avere », *Effe*, n.5, mai mai 1976. Voilà comment l'auteur de l'article justifie le lien entre la sexualité et le public : « (…) basti pensare alla portata del problema sessuale nella questione femminile, alle scoperte e alle conquiste del femminismo mondiale in campo *anche* sessuale (la contraccezione, l'aborto, ecc.), alle cosiddette " deviazioni " sessuali non a caso censurate e interdette dalla doppia morale della società borghese; al problema demografico, (problema anche esso sessuale prima che politico), all'importanza di un'educazione sessuale organica e programmata da impostarsi in età infantile (e da proseguire sempre) per la formazione di personalità non represse, cioè non repressive, non autoritarie, e così via». http://www.nelvento.net/archivio/68/femm/

[1165] Mariella Bettarini , « Un corpo che è essere e non avere », *Effe*, n.5, mai 1976.

Les femmes engagent donc aussi une lutte contre l'imaginaire courant : repenser le rôle de la femme dans la famille et dans la société en la détachant des rôles habituels de mère, de fille, d'épouse et en même temps déconstruire le discours masculin sur le corps de la femme et engager une réappropriation d'une culture féminine du corps. Le discours féministe soulève des thèmes qui jusqu'alors ne faisaient pas partie du discours politique, qui n'avaient pas le statut de problème politique, et qui étaient relégués par la culture masculine dans la sphère du privé. Ainsi, les slogans sur la réappropriation du corps féminin foisonnent comme : « l'utero è mio e lo gestisco io », « io sono mia », « partire da sé ». Les féministes reprennent ici et réinvestissent d'une portée nouvelle la critique foucaldienne du lien entre le corps et l'identité.

Ainsi, le « personnel est politique » renvoie tout d'abord à la nécessité de revenir au « sujet » féminin afin de « reconstruire le moi féminin » : le « personnel représentait un projet politique aussi bien qu'un espace politique »[1166].

b) La redéfinition du politique

Le mouvement féministe opère une redéfinition du politique**,** en redéfinissant ses catégories. Dans un article publié dans les *Quaderni piacentini* en 1976, Manuela Fraire réfléchit sur la formule « le personnel est politique » en montrant le rapport critique qu'elle établit avec le processus révolutionnaire : « in questa formulazione è implicita una critica di fondo del modo tradizionale di intendere la costruzione del soggetto rivoluzionario »[1167]. De même, Carla Lonzi, dans l'un des textes fondateurs du féminisme italien, *Sputiamo su Hegel*, met aussi l'accent sur des formes de répression et de domination nouvelles et non-dites: « il proletariato è rivoluzionario nei confronti del capitalismo, ma

[1166] Yasmine Ergas, « Le sujet femme. Le féminisme des années 1960-70 », dans G. Duby et M. Perrot (sous la direction de), *Histoire des femmes en Occident*, Volume V, Le XXème siècle, Perrin, 2002, p.681 (2ème édition).

[1167] Cité dans M.Luisa Boccia, « Il patriarca, la donna, il giovane. La stagione dei movimenti nella crisi italiana » in Lussana Fiamma, Marramao Giacomo (a cura di) *L'Italia repubblicana nella crisi degli anni Settanta. Culture, nuovi soggetti, identità*, Vol. 2, Rubbettino, 2003, p.266.

riformista nei confronti del patriarcato »[1168]. Dans sa critique, Lonzi détermine un nouvel « ennemi » dans ce qu'elle nomme la « struttura patriarcale » de la société. La critique des femmes renoue avec la rébellion vis-à-vis des pères qui avait caractérisé la révolte de 1968 tout en poussant plus loin la critique du patriarcat, comme une question de genres.

En désignant un nouvel ennemi dans la figure du patriarcat, les féministes opère un déplacement par rapport à l'ennemi commun (le capitalisme). Le capitalisme est défini comme une sorte de « stade suprême du patriarcat », dernière étape des systèmes politiques qui reposent sur l'exploitation de l'homme par l'homme et de la femme par l'homme.

> « L'analisi femminista ha individuato nello sfruttamento della donna la prima forma di sfruttamento da cui hanno avuto origine tutte le altre. (…). Abbattere il patriarcato significa abbattere il capitalismo mentre la sola scomparsa del capitalismo non ci garantisce dalla nostra liberazione (...)»[1169].

En définissant une nouvelle forme d'oppression, et en déterminant un nouvel ennemi dans le système patriarcal, les objectifs de la lutte changent et sont résumés dans l'impératif ambigu d' « abolition du patriarcat ». De même, la nouvelle lutte impose la revendication de l' « autonomie » de la lutte des femmes (c'est la conclusion tirée par le « Collectif Pompeo Magno » de Rome).

Carla Lonzi et le groupe de « Rivolta femminile » se posent même en rupture totale avec les doctrines qui animent les groupes d'extrême gauche et les groupes de la gauche traditionnelle en constatant l'« esclusione della donna come parte attiva nell'elaborazione dei temi del socialismo »[1170].

Les principaux thèmes du féminisme s'élaborent donc autour de la dénonciation du « patriarcat », qui concerne à la fois les discours communistes et ceux démocrate-chrétiens, dans la redéfinition du rapport entre la sphère individuelle et la sphère collective et dans l'attention portée à la création d'un nouveau discours qui transcende les anciens clivages idéologiques tout en reprenant certains éléments de la culture radicale de gauche.

[1168] Cité dans M.Luisa Boccia, « Il patriarca, la donna, il giovane. La stagione dei movimenti nella crisi italiana », *op.cit.*, p.261.

[1169] Tract du « Mouvement féministe romain de via Pompeo Magno 94 ». Sans date. Irsifar, Fond Stefania Raspini, Busta 118, cartella 214.

[1170] Irsifar, Fondo Stefania Raspini, Busta 73, cartella 39, C. Lonzi, *Sputiamo su Hegel*, 1970, p. 14.

Surtout, les féministes introduisirent l'idée d'un changement radical de la société et des manières de penser à travers une idée de changement qui naissait loin des thématiques de la politique: le moi. L'ouverture d'un discours public à travers un discours privé et la redéfinition des termes de la politique à travers l'ouverture de nouveaux espaces publiques établit une relation étroite avec les aspirations du mouvement de 1968. Ainsi, ce n'est pas un hasard si le féminisme italien naît des cendres de la révolte de 1968, souvent par des militantes qui y ont participé activement :

> « la politicizzazione nella situazione del capitalismo avanzato deve comprendere anche ambiti tradizionalmente impolitici e in genere deve avere una portata più profonda per i soggetti coinvolti, mentre anche nei confronti della classe operaia i temi di politicizzazione non possono più esssere limitati alla situazione di fabbrica in senso stretto »[1171].

Malgré ce lien avec la politique de 1968, les femmes remettent en cause certaines modalités qui ont émergé à ce moment-là: la violence de certaines manifestations est reniée par la pratique féministe qui y voit une émanation du modèle de domination masculine par la force. Les femmes défendront l'idée d'une lutte non-violente des femmes se posant en rupture avec les autres mouvements des années 1970.

Enfin, la pratique féministe passe par la « participation » active des femmes à leur émancipation : un clivage se dessine ainsi très rapidement entre les militantes et « le altre » comme on disait alors ou « tutte le donne ». Dans les années 1980, cette idée de participation active de toutes les femmes sera remise en cause et les tracts ne s'adresseront plus qu'à « alcune donne »[1172]. Le rapport aux « autres » femmes sera repris dans le titre de l'ouvrage de Rossana Rossanda, *Le altre. Conversazioni sulle parole della politica*[1173], où Rossanda y

---

[1171] C.Donolo , « La politica ridefinita », *Quaderni Piacentini*, n.35, 1968. Cité dans F. Lussana, « Le donne e la modenizzazione: il neofemminismo degli anni 70», dans *Storia dell'Italia repubblicana*, Einaudi, Turin, 1995, Volume III, tome 2, p. 493.

[1172] A. Rossi Doria**,** « Ipotesi per una storia che verrà », dans *Il femminismo degli anni Settanta*, op.cit, p.11.

[1173] Rossana Rossanda, *Le altre. Conversazioni sulle parole della politica.* Milano, Feltrinelli 1979.

affirme qu'elle n'a jamais été féministe mais que les luttes des féministes ont indéniablement changé les termes de la lutte politique.

C'est ainsi qu'à partir de la deuxième moitié des années 1970 un groupe de femmes commence à penser l'idée d'un « lexique politique » des femmes où seraient définis les nouveaux termes de la lutte politique. La première édition du *Lessico politico delle donne*, paraît en 1978, mais cette recherche se poursuit jusqu'à nos jours (l'édition la plus complète et la plus récente date de 2002). L'idée d'un lexique des femmes montre la nécessité de redéfinir le politique. Les articles du *Lessico* reprennent les principaux termes qui émergent à partir du début des années 1970 : « autocoscienza », « separatismo », « personale è politico », « autonomia », « bisogno » , « organizzazione », « produzione-riproduzione », « antiautoritarismo », « autoritarismo patriarcale »; « matriarcato », mais aussi « natura e storia », « potere », « nuovo soggetto politico donna »[1174].

L'étude des mots choisis dans le *Lexique* de M. Fraire met au premier plan la question de la prise de conscience des femmes : « personnel est politique », « auto-conscience », « pratique de l'inconscient ». L' « autoconscience » est sans doute le terme clé qui émerge à ce moment-là et qui désigne la pratique féministe la plus répandue, au-delà des clivages idéologiques entre les groupes. « Lotta femminista » de Carla Lonzi est le premier groupe qui théorise et qui pratique l' « auto-conscience », encore une pratique qui naît aux Etats-Unis. Les féministes rompent avec la « prise de conscience » du prolétariat et introduisent celle des femmes comme prise de conscience spécifique et individuelle, nommée « auto-conscience ».

Mais le *Lexique* souligne aussi la reprise de termes anciens comme l' « autoritarisme », l' « organisation », ou encore la question du « pouvoir ». Ces termes, qui proviennent du courant soixante-huitard sont pourtant redéfinis avec les mêmes procédés que nous avons rencontré auparavant : par ajout (l' autoritarisme devient l' autoritarisme « patriarcal ») ou par l'attribution de nouvelles significations qui élargissent le spectre sémantique du concept : l'organisation devient « ogni pratica cosciente di vita collettiva che rompe il loro isolamento [*des femmes*], e militanza è la presa di coscienza della propria

[1174] Fraire Manuela (a cura di), *Lessico politico delle donne: teorie del femminismo*, a cura di M. Fraire, Fondazione Badaracco-Franco Angeli, Milano, 2002 et Fraire Manuela (a cura di), *Lessico politico delle donne 3. Teorie del femminismo*, Milano, Gulliver, 1978.

oppressione insieme a altre donne ». De même, la libération c'est « dare alla nostra esperienza individuale e collettiva un senso storico e una dimensione politica »[1175].

Ces définitions, différentes de celles de la politique traditionnelle, mettent en évidence le besoin de rompre avec les termes courants et de se réapproprier d'un langage politique modelé sur les besoins masculins. Ce ne sont donc pas seulement les termes qui changent mais la façon de concevoir la politique, et surtout les sujets qui agissent et leurs objectifs. Non seulement les féministes prennent conscience de l'importance du langage mais elles réfléchissent, dès les prémisses de leur mouvement, à une redéfinition des termes politiques traditionnels qui est affichée et revendiquée comme étant déjà une étape et un moment de libération des vieilles catégories sociales.

C'était peut-être là la seule façon de survivre et de s'affirmer dans une période marquée par une redéfinition totale des modes de vie et de pensée et par l'emprise d'une « vague » de mouvements sociaux et politiques de grande ampleur, caractérisés par des idéologies fortes[1176]. L'insertion du discours et de la prise de conscience féminine à l'intérieur d'un contexte idéologique de crise et de renouveau est nécessaire pour comprendre les modalités nouvelles introduites par le discours féministe. Il était nécessaire de sortir des clivages politiques traditionnels pour opérer une redéfinition globale du politique.

Dans un livre écrit a posteriori sur leur expérience politique, les féministes qui ont animé la « Libreria delle donne di Milano » (Librairie des femmes de Milan) mettent en évidence la dissociation entre les mots et la pratique politique : « il femminismo era cominciato con la scommessa di fare politica in una maniera che non aveva nome di politica»[1177].

[1175] L. Melandri, « La "protesta estrema" del femminismo » dans *Il femminismo degli anni Settanta*, *op.cit.*, p.91.

[1176] Comme l'écrit M. Fraire dans son *Lexique politique*: « Il femminismo italiano si innesta tra i movimenti del Sessantotto e del Settantasette, tra il ritorno di Marx e la crisi del marxismo, la ricerca di nuovi soggetti politici, dentro la crisi del capitalismo maturo e la crisi dei tentativi di edificazione del socialismo » Dans L. Melandri, « La "protesta estrema" del femminismo » dans T. Bertilotti et A. Scattigno (a cura di), *Il femminismo degli anni Settanta*, Viella, Rome, 2005, p.91. La citation est reprise par L.Melandri du *Lessico politico*, *op.cit.*, p.84.

[1177] E. Guerra, « Una nuova soggettività », dans T.Bertilotti et A.Scattigno (a cura di), *Il femminismo degli anni Settanta*, Viella, Rome, 2005, p.54. Le livre de la "Libreria delle donne di Milano" s'intitule *Non credere di avere dei diritti*, Rosenberg e Sellier, Torino, 1987.

c) La « prise de parole » féministe

Si l'on s'attache à la question de la « prise de parole » féministe on se rend compte très vite de la difficulté à rendre compte d'un mouvement très hétérogène. En quelques années à peine, les mouvements féministes « explosent » et se répandent dans le pays tout entier : les premiers groupes se forment à Milan avec « Demau- Demistificazione dell'autoritarismo patriarcale » (1966) et « Rivolta femminile » de Carla Lonzi à Rome et à Milan (1970), puis gagnent toute la péninsule : « Anabasi » (1970), « Il cerchio spezzato » à Trente, « Lotta femminista » à Padoue (1971), puis à Ferrare, Rome, Modène, Venise, Bologne, Milan, « Collettivo femminista comunista romano », « Movimento Femminista Romano di via Pompeo Magno » de Rome, « Nemesiache » à Naples, et les plus récents : « Limenetimena » (« l'hymen te frappe », 1977) et « Zizzania ».

À côté des organisations, la prise de parole féminine passe par les revues. On assiste à une véritable explosion de la presse féministe: *Effe* (1973), *Sottosopra* (1973), *Compagna* (1972), *Donna è bello* (1972) revue du groupe Anabasi, *Differenze* (1976), *Bollettino di controinformazione femminista*, *DWF- Donna Woman, femme* (1975-76), *....E siamo tante...* (bulletin du « Mouvement féministe romain de via Pompeo Magno », Rome), *Quotidiano donna*, au début comme supplément du *Quotidiano dei lavoratori*, (1978), *Lilith* (journal du Mld autonome, le Mlda, de tendance marxiste et qui ne veut pas de filiation avec le parti radical), *Quaderni di Lotta Femminista* du groupe « Lotta femminista » de Padoue.

La revue romaine *Differenze* est en ce sens exemplaire de la multiplicité des voix du féminisme : chaque numéro est soigné par un collectif différent. Ainsi, le numéro 3 rassemble les écrits des féministes du groupe « La Maddalena » de Rome qui se constitue autour d'une librairie pour femmes située dans le centre de Rome ; le n. 4 par le « Movimento Femminista Romano di via Pompeo Magno » qui signe « streghe di pompeomagno » ; le n. 6 par le « Collettivo di medicina per la donna » ; le n. 8 par les femmes du « studio Ripetta » de Rome[1178].

Les revues de la presse féministe possèdent cependant des caractères communs : il s'agit pour la plupart de revues denses ; les articles, très nombreux, essaient de toucher tous les aspects de la condition féminine ; il s'agit toujours de revues « chorales », à plusieurs voies, où émerge – à coté de la parole des rédactrices – un grand nombre de voix de femmes anonymes désignées seulement par leur prénom. Enfin, beaucoup d'espace est laissé à

[1178] Irsifar. Fondo Stefania, Raspini busta 123 cartella 262.

l'expression personnelle : de nombreuses lettres envoyées par les lectrices qui soulèvent des problématiques denses de questionnements, ou des poèmes, qui relèvent aussi de cette réappropriation de la parole publique et intime par les femmes.

Il suffit de parcourir les titres des articles du numéro de 1974 de la revue *Sottosopra* pour y retrouver tous les moments de la prise de parole de la femme, des témoignages directs, aux lettres, aux injonctions à vivre librement le désir et la sexualité: « La parola a una donna », « Non ho niente di importante da dire », « Contributo al dibattito su Sottosopra », « Autocoscienza è interrogarsi », « Care compagne... », « Una proposta di discussione », « Il desiderio di altre cose », « Lettera ad un uomo », « Donne, donne, usciamo di casa », « Testimonianza sull'omosessualità » ; ou encore la prise de conscience d'une identité renouvelée et collective, marquée par la prise de parole de femmes anonymes: « Verso l'identità », ou « Cornelia, Maria, Olimpia », « A Elena »[1179].

Dans le premier numéro de la revue *Effe*, qui date de novembre 1973, les rédactrices présentent sans ambages la revue comme une revue militante: le titre « EFFE » renvoie non pas au mot « femme » mais à « féminisme ». Le groupe précise aussi son autonomie par rapport à la sphère politique traditionnelle (« pur non essendo legato ad alcun gruppo in particolare »)[1180]. Dans ce premier numéro, on trouve aussi des références aux thèmes chers à la gauche extraparlementaire: ainsi on a un article de Adele Cambria (l'ancienne directrice responsable du journal Lc) qui propose une « Intervista a Valpreda », et un article de Camilla Cederna, « Non dimentichiamo Pinelli ». A côté de ces thèmes, nous trouvons aussi des thématiques nouvelles : des enquêtes sur la famille, sur le féminisme ou sur la condition des femmes, des témoignages et de nombreuses lettres de femmes, jusqu'à des récits de rêves, un article sur les cosmétiques, la réécriture « féministe » d'une nouvelle traditionnelle: « il bell'addormentato nel bosco », et enfin un « contre-horoscope » qui tourne en dérision la rubrique chère à la presse féminine officielle[1181]. Les revues féministes engagent une relecture de la presse et de la littérature féminine, en interrogeant la question d'une écriture des femmes et pour les femmes. Ainsi, à la fin des articles, nous trouvons souvent des propositions de lecture voire même des références bibliographiques, comme par exemple à la fin de l'article « Enquête sur le féminisme », de Adele Cambria, dans le premier numéro de *Effe* ou encore à la fin de la revue *Sottosopra* de 1974.

[1179] Irsifar, Fond Stefania Bernardi, Busta 3, cartella 2.

[1180] Editorial de Gabriella Parca, *Effe*, I, 1, novembre 1973. Irsifar, Fond Stefania Raspini, Busta 118, cartella 214.

[1181] *Effe*, I, 1, novembre 1973. Irsifar, Fond Stefania Raspini, Busta 118, cartella 214.

Les féministes investissent alors tous les terrains de l'écriture et de l'engagement politique. Des librairies spécialisées pour les femmes naissent, qui deviennent rapidement des espaces autogérés de réflexion et de réunion. Tel est le cas de la Librairie de « La Maddalena » de via della Stelletta 18, à Rome, connue comme le quartier général des féministes romaines ou de la « Libreria delle donne » de Milan, qui naît en 1975, et qui va devenir un autre espace de réflexion très réputé qui produira de nombreux ouvrages. Sur ces modèles, d'autres « Librerie delle Donne » vont naître à Milan, Turin, Bologne, Rome, Catane, Gênes, Florence, Cagliari, Padoue, Pise.

Les espaces de rencontre se multiplient : les féministes se donnent rendez-vous souvent la nuit, chez les unes ou les autres, ou dans ces centres autogérés qui contribuent à cette prise de parole nouvelle. Elles se réunissent pour parler de la condition féminine mais aussi pour donner lieu à de nouvelles formes d'expression : ainsi, le centre de la Maddalena de Rome possède aussi un groupe de théâtre très actif qui met en scène la condition de la femme dans de nombreux spectacles. La compagnie « La Maddalena » avait été fondée en 1973 par l'écrivaine Dacia Maraini qui avait écrit et mis en scène la pièce *Mara, Maria, Marianna* : pendant le spectacle des tracts étaient distribués afin qu'ils soient diffusés ensuite lors des manifestations. Autour du groupe de « La Maddalena » s'organise un théâtre engagé et militant sur le modèle des autres collectifs théâtraux engagés (comme « La Comune » de Dario Fo et Franca Rame). Les thèmes, cependant, tournent tous autour de la question du féminisme. Au moment de la victoire sur le divorce, Dacia Maraini produit un autre spectacle *La donna perfetta, Il cuore di una vergine* (1974).

Reprenant la tradition du théâtre chanté, D. Maraini compose des chansons pour son spectacle (là encore sur le même modèle de D. Fo et de « La Comune ») comme la chanson « Ma verrà un giorno » écrite par Maraini pour *La donna perfetta, Il cuore di una vergine*:

« Ma verrà un giorno
che tutte le morte
di cucchiaio, di aghi duri
usciranno
dalle tombe di pietra
per vendicarsi del mondo intero
che le ha volute
tutte buone
in un lago di sangue
amorose sorridenti e felici

Ma verrà un giorno
che tutte le morte
si uniranno alle vive
in una guerra
assai rabbiosa
che ridarà l'onore alle donne
Con braccia di ferro
agguantare la gioia
con denti di lupo
agguantar la fierezza
e non lasciarla mai più »[1182].

La chanson, tout en dénonçant les pratiques meurtrières des avortements illégaux, reprend des thèmes traditionnels de la chanson militante : l'idée de l'attente d'un futur meilleur (« ma verrà un giorno »), la vengeance, la guerre, le Jugement dernier et la résurrection des morts/mortes militants/es, la joie et la fierté de l'indépendance conquise.

Les féministes investissent aussi les nouveaux espaces de la parole libérée qui surgissent dans les années 1970 comme les radios libres : « Radio Città Futura » avec l'émission « Radio Donna », « Onda libera », ou « Radio Radicale » fondée à la fin de 1975. Des maisons d'édition pour femmes apparaissent comme les « Edizioni delle donne » à Rome, ou « La Tartaruga » à Milan. Annarita Buttafuoco et Tilde Capomazza, deux rédactrices de la revue *Dwf*, lancent en 1977 une émission à la Rai, « Si dice donna », qui ne traite que de la condition des femmes et qui connaît un immense succès[1183]. Le cinéma est aussi investi par cette révolution : Lina Wertmuller, la première réalisatrice femme, débute avec *I basilischi* (1963). On réalise les premiers documentaires dédiés expressément aux femmes (qui vont rester pourtant peu nombreux) **:** *L'aggettivo Donna* en 1971[1184]; *Processo per stupro* en 1979[1185]. En 1965, Liliana Cavani avait produit un documentaire sur les

---

[1182] On retrouve le texte de la chanson: www.ildeposito.org

[1183] Sur l'émission "Si dice donna" je renvoie à l'ouvrage de Loredana Cornero, *La tigre e il violino*, Rai Eri, 2012.

[1184] *L'aggettivo Donna*, de Roni Daopuolo et Annabella Miscuglio. Produzione Centro Sperimentale di Cinematografia, 1971, 54min.

[1185] *Processo per stupro*, de Maria G. Belmonti, Anna Carini, Roni Daopoulo, Paola De Martiis, Annabella Miscuglio, regia di Loredana Dordi. Produzione Rai Tv,1979, 60 min. Premier procès public de l'histoire italienne sur une affaire de viol. Le documentaire, transmis à la télévision, est vu par 9 millions et

femmes dans la Résistance *La donna nella Resistenza* (1965) qui s'inscrivait dans le moment où la télévision commençait à affronter le thème de la Résistance. En 1976, paraît le premier livre sur les femmes et la Résistance[1186].

Cet investissement total de tous les domaines publics est bien résumé par le titre d'une brochure du mouvement de « Lotta femminista » de Ferrare: « Basta tacere! Testimonianze di donne »[1187]. Le succès des thématiques féministes poussera aussi des revues grand public et non-militantes comme *Anna* et *Amica* à affronter des thématiques féministes.

À côté des nombreux collectifs de femmes existent aussi deux organisations liées aux partis politiques, l'une très ancienne, l'autre plus récente, et qui découle aussi des mouvements des années 1970 : L'Udi (Unione Donne Italiane) et le Mld (Movimento per la liberazione della donna).

L'Udi (« Unione Donne Italiane ») est fondée en 1945 par des femmes des partis communistes et socialistes qui ont participé à la Résistance. Elle publie aussi une revue, « Noi Donne », et est ouverte à toutes les femmes « sauf les fascistes ». L'Udi « è un'organizzazione unitaria, antifascista, aperta al contributo di tutte le donne, autonoma dai partiti politici»[1188]. Malgré ses revendications d'autonomie, elle est étroitement liée aux partis de gauche - Psi et Pci - et les femmes qui l'animent sont aussi des leaders de ces partis.

Le Mld (Movimento per la liberazione della donna) est une organisation née en 1970 lors d'un séminaire sur la libération de la femme organisé par le Parti radical. Ses objectifs sont: l'information sur les moyens contraceptifs et leur distribution gratuite, la légalisation de l'avortement, l'aide aux femmes au foyer, la création de crèches. Le Mld utilise à la fois des moyens politiques traditionnels comme les propositions de référendum, et des pratiques nées dans les mouvements de contestation comme la « disobbedienza civile di massa » : le refus d'observer des lois qui, d'après elles, reproduisent la discrimination entre les sexes. Un comité lié au Mld voit le jour en 1973 : c'est le Cisa « Centro informazioni

---

demi de téléspectateurs et a un impact fondamental sur l'opinion publique au sujet de la question de la violence sexuelle.

[1186] *La Resistenza taciuta* 1976, de A.Bruzzone, R.Farina.

[1187] Sans date. Irsifar, Fond Stefania Raspini, Busta 118, cartella 214.

[1188] Brochure "Giornata internazionale della donna, 8 mars 1976, Udi- circolo alberone- Rome". Irsifar, Fond Stefania Raspini, Busta 118, cartella 214.

sterilizzazione aborto » aussi fédéré au Parti radical, créé par la député radicale Adele Faccio et par la jeune Emma Bonino.

Grâce à ces nombreuses organisations, aux revues militantes et aux nouveaux moyens d'expression comme le théâtre, la chanson militante, les radios libres, les femmes ont tenté de se réapproprier l'acte libérateur de la « prise de parole ». Cette libération de la parole féminine a pris deux tournants : un tournant public qui est passé à travers un battage médiatique important par le biais des phénomènes que nous venons de décrire. Mais elle a connu aussi un aspect plus intime et personnel : par la pratique de l'auto-conscience qui était très répandue dans les groupes féministes ou par la publication dans la presse féministe d'une quantité impressionnante de lettres envoyées par un grand nombre de femmes qui sont restées anonymes.

d) La question d'une périodisation

La question d'une périodisation du mouvement féministe est utile pour interroger la relation entre le féminisme et les autres mouvements collectifs des années 1970. En effet, il est important de souligner que les différentes étapes du mouvement féministe suivent les moments saillants des grands mouvements collectifs des années 1960 et 1970. Parmi les différentes périodisations de l'histoire du féminisme, nous optons pour celle proposée par Anna Rossi Doria dans *Il femminismo degli anni Settanta*, qui distingue quatre moments ou quatre phases du mouvement: de 1966 à 1972, on assiste à la naissance des premiers groupes et aux premières élaborations théoriques et pratiques; de 1972 à 1974, commencent à se répandre les collectifs féministes; de 1974 à 1976, le mouvement connaît sa plus grande expansion en devenant un mouvement de masse; de 1977 à 1979, enfin, le mouvement se fissure et entre dans une phase de crise, une crise qui ne marque pas l'arrêt du mouvement – qui se poursuivra jusqu'aux années 1980 – , mais qui a essoufflé les capacités initiales d'invention et de critique des formes politiques traditionnelles [1189].

En effet, malgré certaines différences dans les périodisations, les historiennes du mouvement féministe semblent s'accorder sur les grands tournants du mouvement, et notamment sur le tournant de 1976. Celui-ci est décrit comme un tournant d'une ampleur

[1189] A. Rossi Doria, « Ipotesi per una storia che verrà », dans *Il femminismo degli anni Settanta, op.cit,* p.14.

sans égale dans la mesure où il correspond, selon A.R. Doria, à l'acmé du mouvement féministe, mais aussi au début de son reflux. Nous retrouvons la même lecture dans l'ouvrage de A.Calabro et L.Grasso, sur la question du « féminisme diffus »[1190]. A.R. Doria voit dans cette dernière phase un début d'institutionnalisation du mouvement à partir de la lutte pour l'avortement assisté, libre et gratuit.

Gabriella Bonacchi propose une autre périodisation en trois étapes : de 1971 à 1974, c'est le début et le développement du mouvement ; de 1975-76, c'est la phase d'expansion et d'acmé avec la lutte pour la légalisation de l'avortement; à partir de 1977-78 et au-delà, c'est le début de la crise du mouvement et de son reflux, mais, malgré cela, le mouvement continue[1191]. Ici aussi les grands tournants sont placés en 1974 avec la victoire de la bataille sur le divorce et en 1976, après les élections politiques.

Enfin, Fiamma Lussana, dans l'article déjà cité publié dans *Storia dell'Italia repubblicana*, propose encore une autre périodisation : une première phase avant 1968 qui constitue les origines du mouvement; de 1968 à 1976, c'est la phase de la plus grande expansion du mouvement ; et enfin une troisième phase, qui commence précisément après les élections politiques du 20 juin 1976: « si esaurisce la spinta accelerata della mobilitazione e politicizzazione della società civile » [1192], le féminisme connaît un reflux, et finit par survivre dans les expériences des luttes locales et dans ce qu'on a appelé plus tard le « féminisme diffus ».

Ce tournant de 1976, que l'on retrouve, nous l'avons vu, dans toutes les analyses, nous est bien expliqué par Lussana qui affirme qu'à partir de 1977, les modalités d'engagement des femmes et du mouvement changent radicalement. La mobilisation sur la violence sexuelle, à partir de 1977, établit un rapport direct avec les institutions, un rapport qui était pratiquement inexistant lors des grandes mobilisations sur l'avortement ou sur le divorce. Le mouvement féministe perd sa capacité de « contestation radicale » en passant à une « forme d'intervention politique plus directe et plus ciblée »[1193] : le rapport à l'institution

---

[1190] A. Calabro et L. Grasso, *Dal movimento femminista al femminismo diffuso. Storie e percorsi a Milano dagli anni '60 agli anni '80*, Fondazione Badaracco - Franco Angeli, Milano 2004, p. 39. Le terme rappelle, bien évidemment, celui de "terrorisme diffus".

[1191] G. Bonacchi, « I vestiti d'aria dell'imperatore. Per una critica femminista dell'ideologia italiana » inséré dans l'ouvrage collectif *Culture, nuove soggetti, identità, op.cit*, p.346-355.

[1192] F. Lussana, *op.cit.*, p.504.

[1193] *Ibid.*

et à l'autorité politique abandonne l'opposition frontale et commence à suivre les voies de la négociation. À partir de 1977, « il movimento decide di mischiarsi con la politica »[1194].

La crise qui s'ouvre après les élections de 1976 est bien mise en perspective par Lussana qui propose comme clé d'interprétation l'idée que nous proposons pour expliquer l'explosion de la violence après 1977, à savoir une crise ou une perte des référents traditionnels : « Dopo il 1977, infatti, vengono meno i referenti istituzionali naturali del movimento: la nuova sinistra disperde la sua forza di aggregazione e il Pci entra nella maggioranza di governo »[1195]. C'est bien cette perte des référents traditionnels qui conduit les mouvements à opter entre une exacerbation des conflits ou l'abandon de la politique. Sans doute, le mouvement féministe a fait le choix de l'institutionnalisation mais il n'échappera pourtant pas au reflux des mouvements collectifs de la fin des années 1970.

Les trois hypothèses que nous avons illustrées montrent, par-delà les différences entre les féminismes, que le mouvement féministe suit d'une part, les étapes de naissance, de vie et de mort de toute forme de mouvement, telles qu'elles ont été décrites par S.Tarrow à travers le concept de « cycle de révolte » (naissance, acmé, et fin)[1196]; d'autre part, que le mouvement féministe suit de près les autres mouvements collectifs, en y inscrivant sa parabole et, nous le verrons plus loin, son langage. Cela montre l'importance du contexte pour toute étude des mouvements collectifs : le contexte exceptionnel des années 1970 est déterminé par la coexistence de plusieurs mouvements, différents entre eux, mais nourris, pourrait-on dire, par une même sève qui était celle de l'époque et qui passait aussi en partie par une langue partagée. Ces mouvements qui se sont côtoyés voire opposés et heurtés (comme dans le cas du féminisme-Lotta continua) ont pourtant tiré aussi leur force de leur coexistence qui permettait de créer un réseau de solidarité et une force de participation sans égale de la société civile.

[1194] *Ibid.*, p.519.

[1195] *Ibid.*

[1196] S. Tarrow, *Democrazia e disordine*, Laterza, Roma-Bari 1996.

2) Le rapport à la tradition politique

a) La recherche d'une tradition féministe : le retour des « sorcières »

L'un des problèmes qui s'est posé au mouvement féministe est celui du rapport à la tradition : il s'agissait d'une part, de penser ou de repenser une tradition féministe, de l'autre, de trouver une place par rapport aux partis de gauche et d'extrême gauche[1197]. Le rapport aux mobilisations des années 1970 apparaît tout d'abord conflictuel, marqué par la recherche constante d'une « autonomie » des luttes des femmes même à l'intérieur des groupes politiques. L'élaboration de thématiques, de terminologies ainsi que de pratiques nouvelles (les librairies de femmes ou les « vacances féministes ») expliquent la capacité des mouvements féministes à mobiliser un nombre toujours croissant de militantes sur des objectifs particuliers.

Les féministes ont ainsi tenté de rechercher une tradition féministe qui partait de l'étude des mobilisations féministes antérieures, dans le but affiché de construire une « histoire des femmes ». On assiste ainsi à une réappropriation générale du savoir : les historiennes, les sociologues, les savantes écrivent en tant que femmes et pour les femmes. Dans des revues scientifiques spécialisées, elles essaient de s'interroger sur un passé commun des femmes aboutissant même à une « mythologie » féminine autour de figures mythiques comme les Amazones ou les sorcières. L'un des slogans les plus répandus du féminisme romain sera « tremate, tremate, le streghe son tornate ».

L'un de ces parcours de remise en question de la culture dominante est celui de Carla Lonzi dans l'un des premiers textes du féminisme italien : le *Manifeste* du groupe « Rivolta femminile »[1198]. Il était nécessaire, pour le mouvement féministe, de déconstruire la

---

[1197] En effet, la pratique féministe a produit un glissement du vote des femmes qui passe d'un vote conservateur à un vote gauchisant.

[1198] On trouve le texte intégral du *Manifeste* dans Carla Lonzi, *Sputiamo su Hegel. La donna clitoridea e la donna vaginale*, Rivolta Femminile, Milano 1974, poi Gammalibri, Milano 1982, pp. 13-22. Le manifeste de "Rivolta Femminile" (juillet 1970) est l'un des textes fondamentaux de la réflexion féministe en Italie ainsi que le premier texte théorique de la pratique séparatiste.

Carla Lonzi (1931- 1982) fondatrice du groupe Rivolta Femminile a écrit d'autres oeuvres importantes pour le mouvement féministe italien: *Taci, anzi parla. Diario di una femminista*, Scritti di Rivolta

catégorie politique et culturelle que la tradition avait imposée à la femme (fille, mère..) et de reconstruire une identité politique et sociale nouvelle : « Il femminismo è stato il primo momento politico di critica storica alla famiglia e alla società » affirme, dès juillet 1970, Carla Lonzi dans le *Manifeste*. En effet, il s'agissait, dès l'aube du mouvement féministe en Italie, de reconstruire un discours radical qui puisse supplanter la critique radicale de gauche qui ne tenait pas compte du rôle spécifique de la femme :

> « La civiltà ci ha definite inferiori, la chiesa ci ha chiamate sesso, la psicanalisi ci ha tradite, il marxismo ci ha vendute alla rivoluzione ipotetica. Chiediamo referenze di millenni di pensiero filosofico che ha teorizzato l'inferiorità della donna ».

Il s'agit donc, pour Lonzi, de redéfinir le rôle historique de la femme au sein de la société en la libérant des présupposés qui ont entretenu son asservissement au sein de la société masculine. Le but du *Manifeste* est donc d'opérer une redéfinition de la femme, qui ne prenne plus en compte le « facteur » homme : « La donna non va definita in rapporto all'uomo ». Le mouvement féministe pose donc le problème de l' « autonomie » de la lutte des femmes par rapport aux autres luttes du mouvement, et notamment par rapport à la lutte des classes. On a donc une nouvelle « authenticité du geste de la révolte », mais aussi une fermeture du langage au seul espace féminin : le *Manifeste* de Lonzi se termine par l'injonction « comunichiamo solo con donne ».

Dans un autre ouvrage de 1970, intitulé *Sputiamo su Hegel*, Lonzi remet en cause le système de pensée qui a cautionné le rôle subordonné de la femme, d'où la critique de la vision hégélienne d'un « éternel féminin » ou encore des divisions qui parcourent la société en termes de maître-esclave : « La dialettica servo-padrone è una regolazione di conti tra collettivi di uomini: essa non prevede la liberazione della donna, il grande oppresso della civiltà patriarcale » [1199]. L'opposition maître-esclave ne tient pas en compte la libération de la femme : ce n'est, en ce sens, qu'un « règlement de compte » entre les hommes. Une autre déconstruction opérée par le groupe de « Rivolta Femminile » est celui de la psychanalyse freudienne qui infantilise la sexualité féminine : dans l'ouvrage *La donna clitoridea e la*

Femminile, Milano 1978; *Scacco ragionato*, Scritti di Rivolta Femminile, Milano 1985. Sur Carla Lonzi: Maria Luisa Boccia, *L'io in rivolta. Vissuto e pensiero di Carla Lonzi*, La Tartaruga, Milano 1990.

[1199] Carla Lonzi, *Sputiamo su Hegel*. *La donna clitoridea e la donna vaginale*, Rivolta Femminile, Milano 1978. http://www.libreriadelledonne.it/news/libri/lonzi_hegel.htm

donna vaginale, Lonzi remet en cause cette distinction opérée par le discours freudien en défendant l'idée d'une femme « clitoridienne » qui peut donc vivre une sexualité autonome.

Les deux grands systèmes de pensée qui influencent les mouvements collectifs, marxisme et psychanalyse, sont ainsi réfutés. La question de la lutte des classes est remise en question dans ses fondements mêmes : une question d'hommes, encore, qui ne tient pas en compte la spécificité du sujet féminin. Le socialisme n'est pas l'horizon qui fait l'objet de cette critique radicale, mais il est renié dans ses présupposés mêmes : la femme déconstruit le prétendu universalisme du socialisme en en révélant les limites foncières. Cette critique va dans le même sens de l'une des premières féministes de l'histoire, Olympe de Gouges, qui avait aussi critiqué le prétendu universalisme de la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* de 1789 en écrivant une *Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne* (1790). L'ennemi du mouvement est redéfini dans sa spécificité propre : ce nouvel ennemi est la « société patriarcale ».

En effet, le manifeste de Carla Lonzi marque le passage significatif de la domination de classe à la domination sexuelle :

> « *Sputiamo su Hegel* l'ho scritto perché ero rimasta molto turbata constatando che quasi la totalità delle femministe italiane dava più credito alla lotta di classe che alla loro stessa oppressione. Quando né rivoluzione, né filosofia, né arte, né religione godevano più della nostra incondizionata fiducia, abbiamo affrontato il punto centrale della nostra inferiorizzazione, quello sessuale »[1200].

Lonzi opère une remise en cause radicale du système et de la culture masculins en leur ôtant toute prétention d'universalité : le refus de la femme de se reconnaître dans le système bâti par la vision masculine du monde opère une refonte radicale de son univers culturel[1201].

Au-delà des déconstructions culturelles opérées par Lonzi et par le groupe « Rivolta femminile », le mouvement est caractérisé aussi par de nombreuses tentatives de construire une culture et une tradition féministes. Certaines féministes admettent d'avoir vécu cette absence comme une mutilation : « Ci aveva fatto soffrire il sentirci senza storia, sapendo

---

[1200] *Ibid*., Préambule.

[1201] Le groupe de Lonzi est aussi le premier groupe féministe qui pratique le "séparatisme".

contemporaneamente, che una storia c'era », comme en témoignent deux féministes qui relatent leur expérience de féministes engagées dans les syndicats[1202].

La quête d'une tradition et d'une histoire des femmes est particulièrement présente dans les écrits de la revue *DWF-Donna Woman Femme* qui naît en 1975. La revue, qui se présente comme une « Rivista internazionale di studi antropologici storici e sociali sulla donna», vise à interroger la relation entre la femme et la culture; elle est animée par un groupe d'intellectuelles qui proviennent de disciplines différentes (historiennes, anthropologues, psychologues). Ainsi, les numéros de *DWF* qui se succèdent à partir de 1976 proposent des enquêtes qui touchent différents domaines : « Donna e ricerca scientifica », 1976, n. 1 ; « Donna e ricerca storica », 1977, n. 3 ; « Donna e letteratura », 1977, n. 5. La revue consacre ses articles à la construction d'une identité féminine dans le temps en utilisant des disciplines scientifiques et humanistes. De nombreux articles sont consacrés à l'histoire des femmes dont notamment ceux de Annarita Buttafuoco: «Eleonora Fonseca Pimentel: una donna nella Rivoluzione», 1977, n. 3; « Appunti sul problema storico dell'inculturazione femminile. Note sul Medioevo» 1976 Anno I, n. 2; et « Il tempo ritrovato. Riflessioni sul mestiere di storica», 1975 Anno I, n.1. Mais l'on trouve aussi des études sur le rôle de la femme dans l'histoire de l'art ou dans les disciplines juridiques : Maria Grazia Paolini, « La donna nel caravaggismo»; Franco Cimmino, « La posizione giuridica della donna nell'Antico Egitto (2778 - 2263 a.C.) », 1976 Anno I, n. 2. On s'interroge aussi sur une tradition philosophique qui traite le thème de l'émancipation des femmes : Lia Secci, « I trattati di Theodor Gottlieb von Hippel sull'emancipazione femminile », 1976, n. 1; Ginevra Conti Odorisio « La soggezione della donna nella polemica Linguet-Montesquieu », 1975 Anno I, n. 1.

Enfin, il ne pouvait manquer des articles dédiés à la psychanalyse : Filippo Maria Ferro, « La donna tra ragione e follia. Riflessioni in margine alla storia dell'ideologia psichiatrica»; Pietro Bria, « Appunti per una psicoanalisi della maternità, »; Graziella Morselli Davoli, « La donna come soggetto conoscente » ; ou à l'anthropologie culturelle: Ida Magli, « Dalla storia "naturale" alla storia "culturale" - La donna nella ricerca antropologica » ou «Note dell'antropologa »; ou encore des études sur les femmes et le cinéma: Nicola Gasbarro, « Il segno filmico femminile. La donna come metalinguaggio».[1203]

[1202] Cité dans A. Rossi Doria, « Ipotesi per una storia che verrà » dans T.Bertilotti et A.Scattigno (a cura di), *Il femminismo degli anni Settanta*, *op.cit.*, p.9.

[1203] Tous ces articles se trouvent dans *DWF*, 1975 Anno I, n. 1.

Ces études de la revue *DWF* nous révèlent un autre élément intéressant de la culture de l'époque : à l'instar des nombreux livres parus dans les années 1970 sur le modèle « Marxisme et … » (psychanalyse, sociologie, histoire), on trouve ici le même processus: « Femme et… » (marxisme, psychanalyse, sociologie, histoire, anthropologie, cinéma, peinture..) : la femme devient objet et surtout sujet de ces nouvelles disciplines.

b) le rapport avec la gauche traditionnelle et la nouvelle gauche

À partir du milieu des années 1970, une réflexion s'engage sur la relation entre féminisme et marxisme dont témoigne la parution de deux textes importants : *Femminismo e lotta di classe in Italia (1970-73)* et *La politica del femminismo (1970-76)*[1204]. Dès le début du mouvement, de nombreuses femmes avaient choisi de sortir des groupes de la gauche traditionnelle en fondant des « Collettivi femministi comunisti » pour la plupart composés de femmes issues du Manifesto, du Pci, de la IVe Internationale, mais aussi de la nouvelle gauche. Un deuxième conflit se situe entre générations de féministes, entre celles qu'on nomme les « néo-féministes » et les « anciennes » de l'Udi. L'opposition se situe sur la filiation à un parti politique, que refusent les femmes des collectifs, ainsi que sur le débat « égalité » (Udi) ou « différence » avec les hommes (néo-féministes). Cette opposition finit par investir une dimension existentielle en constituant une sorte de révolte contre « les mères » qui reproduit le même conflit générationnel (contre les « pères ») qu'avait vécu la génération de 1968. En effet, le courant anti-autoritariste de 1968 avait été fondamental pour les féministes: la plupart des collectifs féministes naissent après 1968 et sont créés par des femmes qui proviennent de l'expérience de '68. Celle-ci avait bien introduit un changement total des rapports sociaux mais n'avait pas imaginé le changement des rôles sexuels.

Cf . 1975: http://www.dwf.it/come_eravamo/dwf/riassunti/1975n1.htm#presentazioneannoIn1

Cf. 1976: http://www.dwf.it/come_eravamo/dwf/riassunti/1976n2.htm#editorialeannoIn2

[1204] Frabotta Biancamaria (a cura di), *Femminismo e lotta di classe in Italia (1970-73*), Savelli, 1975 et *La politica del femminismo (1970-76)*, Savelli, 1976 et 1978.

Ainsi, un thème récurrent des tracts féministes consiste à considérer la position du groupe par rapport à la nouvelle gauche, mais aussi à la gauche traditionnelle comme le Pci. L'appartenance de classe à un parti est vécue de plus en plus comme un facteur limitant. On a ainsi deux sortes de tracts féministes : ceux qui revendiquent la libération de la femme à l'intérieur de la lutte des classes, et ceux qui prétendent que la lutte des femmes est complètement autonome des autres formes de luttes. Le mouvement féministe connaît ainsi une tension constante entre changement externe (lutte des classes) et interne (relations individuelles ou objectifs purement féministes) qui constitue à la fois sa limite et sa richesse. Les féministes oscillent entre deux pôles : la priorité des contradictions de la lutte des classes ou la priorité de la contradiction homme-femme. Ce faisant, leurs pratiques semblent jouer sur deux terrains : un changement externe et total qui investit aussi la société dans son intégralité et une libération interne du moi féminin par la pratique de l'auto-conscience[1205].

Pour les femmes qui militent à la fois dans une organisation de gauche et dans un mouvement féministe on parle à l'époque de « double militance ». En effet, le mouvement lui-même est divisé par le conflit entre féministes « politiques », celles qui sont liées aux organisations extraparlementaires, et les « radicales », en faveur de l'autonomie du mouvement féministe. À cela il faut ajouter la relation avec « le altre », comme on disait à l'époque, celles qui ne militaient ni dans un parti ni dans une organisation politique. Ces divisions ont des effets directs sur les thèmes et le langage : alors que les « politiques » privilégient la question de l'organisation, les autres insistent sur l'expression intime et sur le thème de la libération de la femme. Nous verrons que le moment de la lutte sur l'avortement radicalisera les contradictions des « politiques » qui seront contraintes pour la plupart à se rassembler dans des organisations proprement féministes.

Déjà en 1971, un collectif de femmes de l'Université de Trente et qui ont participé au mouvement étudiant, fondent un groupe qui se nomme « Il cerchio spezzato ». L'un de leurs premiers documents «Non c'è rivoluzione senza liberazione della donna. Non c'è liberazione della donna senza rivoluzione» restitue des analogies thématiques et linguistiques évidentes avec les réflexions du mouvement étudiant de Trente. Cependant, les femmes de « Il cerchio spezzato » y dénoncent le rôle subordonné des femmes à l'intérieur des groupes extraparlementaires qui les réduit à « la donna del tal compagno » ou encore à être une

[1205] La pratique de l'auto-conscience se diffuse très vite dans les réunions des féministes et consiste essentiellement à des débats entre femmes sur la condition féminine mais aussi sur des expériences individuelles (rapport avec le mari, le père, la sexualité) qui visent à faire ressortir et à libérer les différents aspects du sujet féminin.

simple « volantinatrice, dattilografa, o - quando il caso è più felice - consigliera privata del compagno che parla alle riunioni », les réduisant ainsi à des identités politiques partielles[1206].

Malgré l'hétérogénéité du mouvement, on trouve tout de même une réflexion commune qui place le féminisme en conflit par rapport à l'univers culturel de gauche et dont le point de rupture principal se situe dans la « richiesta di spostare una parte degli obiettivi politici dalla centralità operaia ad altre forme di conflittualità » [1207]. Cette contradiction apparaît clairement dans un groupe comme Lc qui avait déjà amplifié les formes de conflictualité sociale mais qui n'arrive pas à résorber le mouvement féministe[1208].

En ce qui concerne la gauche traditionnelle – et notamment le Pci – le dialogue avec les néo-féministes se tarit très vite. Le Pci va tenter de récupérer le mouvement féministe tout en ne parvenant pas à sortir de sa rhétorique officielle et de sa vision limitée de la libération de la femme. La « questione femminile », telle qu'elle a été posée par le Pci dès l'après-guerre, ne s'occupe de l'émancipation des femmes qu'à partir de problématiques qui se situent dans la droite ligne du dogme marxiste-léniniste, et en lien avec le changement global de la société, subsumant la question féminine aux intérêts de classe. Ainsi, l'Udi, liée au Pci, ne conçoit la libération de la femme qu'en termes de travail. Les études du Pci sur la condition de la femme continuent à se concentrer sur la question du travail, vue comme le seul facteur de libération de la femme : « Il problema centrale è quello del lavoro. Per garantire una concreta uguaglianza » écrit la responsable de la Commission en charge des questions sur les femmes, Adriana Seroni[1209]. Le tract rédigé par la section du Pci de la IXème circonscription de Rome en est une autre preuve : le titre exprime clairement la position des communistes: « Emancipazione femminile. Questione decisiva: l'occupazione ». Le Pci ne parvient pas à saisir les thèmes nouveaux de la lutte féministe[1210]. Les textes de référence sont aussi datés : on trouve, dans les notes d'une militante déposées à l'Irsifar, une bibliographie qui montre bien des différences avec les références des nouvelles féministes, déjà tournées vers des ouvrages plus récents, comme les écrits de Carla Lonzi. Dans cette

---

[1206] On trouve le texte dans : http://www.universitadelledonne.it/cerchiosp.htm

[1207] Sur ce point, voir E. Petricola, « Parole da cercare », dans T.Bertilotti et A.Scattigno (a cura di), *Il femminismo degli anni Settanta*, *op.cit.*, p.210.

[1208] La rupture avec les féministes en février 1976 sera l'un des moteurs de la dissolution du groupe.

[1209] Dans A. Seroni, *La questione femminile in Italia 1970-77*, a cura di E.Rava, Roma 1977.

[1210] Tract du 29/01/1976. La section du Pci de la IXème circonscription de Rome était une section historique qui se trouvait à Porta San Giovanni (via La Spezia 79). Irsifar, Fond Stefania Raspini, Busta 118, cartella 214.

bibliographie, trônent des ouvrages de Togliatti, Lénine, Engels, Bebel, Clara Zetkin et Alexandra Kollontai[1211].

D'autre part, cependant, les féministes que l'on appelait « politiques », celles qui faisaient encore partie des organisations d'extrême gauche et qui vivait dans le « double militantisme », possédaient un langage encore très proche des groupes dont elles provenaient. Ainsi, un tract du Crac (« Comité romain pour l'avortement et la contraception ») issu de l'union du « collettivo femminista comunista romano », « mouvement féministe romain », Lc, Ao, Pdup per il comunismo, « nucleo femminista medicina », et le « movimento di liberazione della donna autonomo », définit l'avortement comme « una realtà di massa » et l'avortement clandestin comme « una violenza di classe ». Le tract calque les expressions habituelles des tracts des extraparlementaires: « nell'attuale situazione, caraterizzata dalla mancanza di alternative, l'aborto e la violenza che lo qualifica, è il prezzo che le donne sono ancora oggi costrette a pagare (…)»[1212].

Cependant, à côté de ces expressions traditionnelles, émergent aussi avec force des thèmes nouveaux comme « l'autogestion » de l'avortement, le besoin de diffuser des informations sur la contraception, l'ouverture d'un dialogue avec le personnel médical, l'opposition aux procès et à la répression que subissent les femmes qui ont avorté, la lutte pour des conditions de travail meilleures et pour une politique de prévention. Surtout, malgré les groupes politiques qui signent le tract, ce sont les « femmes » les nouveaux sujets de lutte: « le donne si ribellano contro » « le donne si battono »[1213].

De même, les documents rédigés par la « Commissione nazionale sulla questione femminile », issue de l'organisation Avanguardia Operaia, ne parviennent pas à rompre avec la rhétorique propre à la nouvelle gauche. Ainsi, la relation de la Commission, s'intitule, de façon significative, « Il rapporto tra il movimento di emancipazione della donna e il

---

[1211] Les ouvrages sont ainsi notés sous la rubrique "Libri teorici: Engels, Origine della famiglia; Bebel, Il socialismo e la donna; Lenin, L'emancipazione della donna; Zetkin, La questione femminile e la lotta al riformismo; Kollontai, L'emancipazione sessuale della donna". Irsifar. Notes de Stefania Raspini, Busta 73, cartella 39. On trouve aussi une référence à P. Togliatti, *L'emancipazione femminile*, Editori Riuniti, Rome, 1965.

[1212] Sans date. Irsifar, Fond Stefania Raspini, Busta 118, cartella 214.

[1213] *Ibid.*

movimento operaio » et la lutte pour l'avortement libre et gratuit y est décrite comme un objectif visant à améliorer les « condizioni di vita del proletariato »[1214].

Enfin, dans un tract de la « Lega delle donne comuniste », intitulé « Riprendiamo e intensifichiamo la lotta contro la legge truffa », la lutte pour l'avortement n'est considérée qu'en termes politiques: c'est le produit du compromis historique entre le Pci et la Dc:

> « L'accordo Dc-Pci [*sur le projet de loi sur l'avortement*] è significativo dell'operatività del compromesso storico (già realizzato nella cogestione della ristrutturazione capitalistica): l'attacco alle lotte per l'aborto è un momento dell'attacco più generale alle espressioni della lotta di classe »[1215].

Les mots utilisés reprennent les analyses politiques courantes du système capitaliste: « attacco », « lotte », « ristrutturazione ». La suite du texte reprend les termes les plus courants de la critique léniniste: « revisionismo », « reazionari », « repressione dell'apparato statale », « repressione aperta », « opportunista », « mercato del lavoro », « esercito di riserva », « forza-lavoro », « controllo », « crisi ».

Ainsi, on retrouve dans les écrits féministes certains termes usuels de la lutte politique comme la « répression », l'« oppression », la « violence », la « mystification » [1216] (« Siamo separatiste per essere libere », manifeste du " Mouvement féministe romain ", 8 mars 1977) ou bien les impératifs d'organisation qui ont marqué le langage politique de toute la décennie : « discutere nuovi livelli di organizzazione e di lotta per sostenere lo scontro che lo stato e i padroni hanno aperto contro di noi »[1217].

Le choix des thèmes est aussi révélateur de l'appartenance des groupes. Par exemple, « Lotta femminista » de Padoue (1971) est un groupe constitué essentiellement par des femmes qui ont milité dans le groupe Potere Operaio de Padoue. Le groupe publie les *Quaderni di Lotta Femminista* dans lesquels on retrouve certains legs du discours

---

[1214] Sans date. Mais on peut le situer au moment du 9ème congrès de l'Udi, donc en novembre 1973. Irsifar, Fond Stefania Raspini, Busta 118, cartella 214.

[1215] Irsifar, Fond Stefania Raspini, Busta 118, cartella 214.

[1216] « Siamo separatiste per essere libere », manifeste du "Mouvement féministe romain", 8 mars 1977: « 8 *marzo* significa per noi essere insieme contro : la violenza, l'oppressione, il ghetto, la morte, la mistificazione». http://www.nelvento.net/archivio/68/femm/

[1217] « Le donne, il movimento, il movimento delle donne » - "Gruppo autonomo femminile ENI", Vogliamo Tutto!, février-mars 1976. http://www.nelvento.net/archivio/68/femm/

scientifique de Po. En effet, « Lotta femminista » se spécialise dans la revendication d'un « salaire pour le travail domestique » en analysant le travail des femmes au foyer comme une forme d'exploitation qui naît de la division capitaliste – et sexuelle – du travail : la famille aussi produit de la plus-value et de la force de travail. La demande d'un salaire s'inscrit dans droite ligne des revendications "économiques" de Po tout en la réadaptant à des problématiques féministes comme le lien entre « travail productif » et « travail reproductif » qui génère une double exploitation de la femme. L'analyse de la position de la femme dans la société capitaliste reflète un mélange de nouveauté et de tradition qui pourtant ne permet pas au groupe d'innover complètement.

Le mouvement féministe présente donc aussi des éléments de continuité avec les autres mouvements collectifs des années 1970. La création massive de collectifs féministes, par exemple, reproduit une modalité d'engagement proche des pratiques usuelles de la nouvelle gauche. Cet éparpillement en groupuscules montre que le mouvement féministe suit de près les évolutions des mouvements de masse des années 1970 : ainsi par exemple on parle de « féminisme diffus »[1218].

Mais on trouve aussi des éléments de continuité dans certaines pratiques politiques. Le 8 mars 1976, un groupe de femmes de « Lotta Femminista » de Padoue, qui a créé en 1974, le « Comitato per il Salario al Lavoro Domestico di Padova » lancent une occupation de la faculté de Sciences Politiques de l'Université de Padoue. La modalités de l'occupation, décrite par un tract du groupe - qui sera ensuite publié dans la revue *Effe* - décrit des pratiques semblables à celles du mouvement étudiant ou à celles des « cortèges internes » des luttes ouvrières. En effet, les féministes dénoncent les noms des professeurs qui s'opposent à leur mouvement à l'intérieur de la faculté, reprenant ainsi des modalités discursives qui rappellent celles de la Faculté de Sociologie de Trente lors des occupations de 1967-68 :

[1218] Anna Rita Calabrò, Laura Grasso, *Dal movimento femminista al femminismo diffuso. Storie e percorsi a Milano dagli anni '60 agli anni '80*, Fondazione Badaracco - Franco Angeli, Milano 2004. L'expression reprend celle du "terrorisme diffus".

« L'Aula Magna ha dovuto essere ovviamente occupata perché il Preside di Facoltà Lucatello riteneva di non doverla concedere poiché - come ha dichiarato - " Le Femministe hanno bisogno di un uomo, non di un'aula magna" »[1219].

ou encore :

« Ad un certo punto una compagna ha portato alcuni " fiori " scritti da Casori, professore ordinario della Facoltà, e da altri professori contro le donne. Casori in particolare definiva le donne del Movimento Femminista CIA, ovvero Confraternita Italiana Abortista: contro di lui è stato deciso immediatamente in assemblea un corteo interno per " schiarirgli le idee " e con l'occasione il corteo è andato a verificare le posizioni di tutti i professori sull'aborto libero e gratuito, pretendendo che si dichiarassero pubblicamente »[1220].

En ce sens, certaines pratiques des féministes se rattachent aux modalités conflictuelles qui apparaissent avec la nouvelle gauche des années 1970. On y retrouve notamment l'attaque directe de personnalités connues comme ce « professor Casori » directement pris à partie par les femmes. On y retrouve aussi les listes de noms : « Per cominciare a fare la conta le studentesse aprono nelle facoltà e nelle scuole la lista con i nomi di quelli che si sono " pentiti " e " hanno pagato " e quelli che " devono pagare ancora" » où l'on hésite sur le double sens du mot "payer". Le tract parle aussi d' un « regolamento di conti ». Nous avons ici une illustration de la double nature du mouvement qui parvient à allier des thèmes radicalement nouveaux de discussion et de lutte qui ne faisaient pas partie auparavant du langage politique, comme la condition de vie des femmes

---

[1219] «Padova, 8 marzo giallo uovo», *Effe*, a.IV, n.5, mai 1976. On trouve l'intégralité du document dans : http://www.nelvento.net/archivio/68/femm/

[1220] La suite montre que les requêtes demeurent sur un plan non-violent mais qu'elles finissent par se résorber par une quête d'argent : « Alcuni di loro di fronte alle mille donne urlanti si sono affrettati a chiarire che erano "assolutamente favorevoli", gli altri, quelli incerti o contrari, si sono visti uova spiaccicate sulla testa, cipolle spalmate sulle porte, pomodori lanciati sui muri. Inoltre le donne, visto che a ragione non si fidano delle "dichiarazioni" degli uomini, non solo "verificavano" le posizioni ma a quelli che dimostravano di "essersi pentiti " e quindi di essere favorevoli all'aborto libero e gratuito, chiedevano di versare immediatamente 10-20.000 lire».

au foyer, avec certains éléments langagiers et certaines pratiques politiques qui restent ancrées dans leur époque.

Le célèbre poème écrit par les féministes romaines au lendemain de la mort de Giorgiana Masi, saluée par ses camarades comme une féministe morte sur le champ de bataille, célèbre la première victime féministe, devenant ainsi le symbole de toute une génération (il n'y aura plus de cas comme celui-là). Le poème est très célèbre et encore aujourd'hui il apparaît sur les murs de Rome pour les anniversaires de la mort de Giorgiana (12 mai 1977)[1221].

Cette étude révèle un aspect problématique et contradictoire du féminisme politique : tout en voulant se séparer de leurs camarades masculins, les discours et les pratiques féministes sont étroitement liés, en réalité, aux discours et aux pratiques politiques qui parcourent les mouvements collectifs des années 1970.

c) Les innovations

À côté de ces éléments de continuité, il y a tout de même plusieurs innovations. Les luttes sur le terrain local pour des objectifs spécifiques comme les « consultori » (sorte de dispensaires institués en 1975 où l'on avait l'aide gratuite d'un médecin et des renseignements sur les moyens de contraception) désengagent les féministes de l'horizon d'un changement total de la société. Le mouvement féministe, nous l'avons vu, vit dans la tension entre l'effort de réaliser une autonomie par rapport aux discours et aux pratiques de la gauche extraparlementaire et la tentative de trouver des liens avec les problématiques sociales et avec les sujets qui en étaient porteurs (notamment avec les jeunes et le mouvement de 1977)[1222].

Plusieurs éléments les distinguent des groupes : les féministes proposent des « lois » et ne veulent pas attendre la « révolution » pour obtenir une amélioration de leur sort ; elles utilisent l'instrument démocratique du référendum, elles s'opposent aux modèles autoritaires masculins et mènent une lutte non-violente car la guerre est « le propre » de l'homme, elles défendent des thèmes nouveaux et elles ont une conception de la politique et de ses objectifs

[1221] Giogiana Masi est tuée à Rome par une balle tirée par les forces de l'ordre lors de la manifestation organisée par les radicaux pour célébrer l'anniversaire de la victoire du référendum sur le divorce, le 12 mai 1977.

[1222] Lea Melandri: « La « protesta estrema » del femminismo ».

différente de celle des organisations traditionnelles. De même, dans l'organisation interne aux collectifs elles refusent la pratique du vote à main levée ainsi que la réglementation rigide des rôles comme des pratiques politiques typiquement masculines. Cependant, même dans certains groupes féministes, un leadership de type charismatique s'installe[1223].

Plus proches du mouvement de 1977, elles expriment le même sentiment d' « urgence » : la révolution n'est plus la condition *sine qua non* pour accéder à ses propres droits, mais il faut les réaliser immédiatement. Comme pour le mouvement de 1977, il s'agit d'insérer des pratiques révolutionnaires dans le quotidien, dans le rapport homme-femmes et dans les pratiques sociales. De même, elles reprennent le côté festif de 1977 lors des cortèges : fleurs, rondes, chapeaux de sorcières et autres travestissements rompent les schémas classiques des défilés, se rattachant ainsi aux pratiques des « indiens métropolitains ». Elles introduisent aussi des espaces créatifs et intimes et les font devenir des moyens d'expression politique: la poésie, le journal intime, les lettres (souvent à la famille, au père, au frère, ou aux autres femmes) deviennent des textes politiques.

La question de la gestuelle lors des manifestations est aussi importante : les féministes reprennent les modalités typiques du discours de la contestation : le chant, le slogan rythmé, les symboles avec les mains. Au poing levé des extraparlementaires, au symbole du pistolet (la « camarade P38 », comme on disait à l'époque) qui apparaît dans les cortèges à partir de 1977, les féministes substituent le symbole d'une vulve (par la conjonction du pouce et de l'index des deux mains donnant forme à un triangle).

Sur le même modèle que Lc, elles élargissent l'espace des victimes du système capitaliste en créant de nouveaux sujets révolutionnaires. Mais en partant de là, elles renversent la perspective révolutionnaire en dénonçant une forme d'exploitation qui découle des conditions historiques du développement du capital. *Le operaie della casa,* le journal du « Comitato per il Salario al Lavoro Domestico » de Padoue, dans un numéro de 1976, dénonce les hommes qui « sono compromessi contro di noi col Capitale perché sfruttano il nostro lavoro domestico »[1224]. Les femmes indiquent les limites de l'anticapitalisme masculin

---

[1223] A. Rossi Doria, « Ipotesi per una storia che verrà » dans T.Bertilotti et A.Scattigno (a cura di), *Il femminismo degli anni Settanta, op.cit.*, p.12. Au début du mouvement, les articles n'étaient pas signés puis dans une deuxième phase les articles signés iront de pair avec l'affirmation d'un leadership culturel de certaines femmes, *Ibid,* p.8.

[1224] «Sul movimento maschile», *Le operaie della casa,* juin-juillet 1976. On trouve l'intégralité du document dans : http://www.nelvento.net/archivio/68/femm/

en pointant le paradoxe d'une classe plus exploitée que la classe ouvrière : bien plus, la classe ouvrière elle-même repose sur l'exploitation d'une autre classe subalterne, les femmes.

Le mouvement féministe se distingue surtout par la distance entre les pratiques internes et les pratiques externes au mouvement, entre l' « auto-conscience » et les luttes politiques. Si l'auto-conscience permettait un « grande processo di identità collettiva »[1225], en réalité il s'agissait d'une pratique tournée vers l'intérieur, vers la prise de conscience individuelle de la femme. Ainsi, des problèmes se posaient quand il s'agissait de parler de l'auto-conscience : la transcription des réunions dans des revues comme *Sottosopra* ou *Differenze* étaient « obscures et ennuyeuses » autant qu'avaient été vivantes et enrichissantes les réunions elles-mêmes[1226]. Dans le *Lessico politico*, la « pratique de l'auto-conscience » est décrite comme une expérience immédiate et non reproductible dans la mesure où elle ne peut sortir des conditions qui la produisent : « ci si affida a una sorta di circolarità del linguaggio che coinvolga tutte le donne presenti » qui s'adapte mal à la retranscription à l'écrit[1227]. Nous ne voulons pas dire par là que le côté le plus intéressant du féminisme se traduit par une expérience obscure et personnelle, mais qu'il existe un terrain très vaste et insondable qu'il est difficile d'étudier. Comme le démontre Luisa Passerini, la particularité du féminisme se situe aussi dans le fait de mettre la question du corps « au centre », non pas seulement les discours sur le corps, mais les corps eux-mêmes[1228].

En conclusion, il existe une double nature du mouvement et deux langages distincts : une parole intime et privée et une parole publique. Les documents adressés vers l'extérieur reprennent, pour la plupart, un langage politique traditionnel qui avait été abandonné dans certaines pratiques internes aux groupes féministes. La nouveauté la plus intéressante réside dans l'introduction de thèmes nouveaux, qui se différencient tout en se situant à l'intérieur des luttes politiques des années 1970.

[1225] Témoignage d'une femme dans A. Rossi Doria, « Ipotesi per una storia che verrà » dans T.Bertilotti et A.Scattigno (a cura di), *Il femminismo degli anni Settanta, op.cit.*, p.7.

[1226] *Ibid.*, p.8.

[1227] *Ibid.*, p.8.

[1228] L. Passerini, « Corpi e corpo collettivo », dans T.Bertilotti et A.Scattigno (a cura di), *Il femminismo degli anni Settanta, op.cit.*, p.182.

3) Un exemple : la bataille en faveur de la loi sur l'avortement (1975-78) : entre tradition et innovation

Les victoires du mouvement féministe changent rapidement le visage du pays : le divorce (1974), la réforme du droit de famille, la loi sur la parité et l'institution des dispensaires (« consultori ») (1975), et enfin la loi du 22 mai 1978, qui légalise l'avortement au lendemain de l'affaire Moro. La « réappropriation » du moi féminin que préconisent les féministes est passée surtout par la lutte sur la réappropriation des corps féminins (avortement, violence sexuelle, sexualité, maternité) : un autre slogan de ces années-là récite que « donna non si nasce ma si diventa », reprenant la phrase célèbre de Simone de Beauvoir[1229].

Malgré des différences, la lutte pour la légalisation de l'avortement va fédérer les différentes âmes qui composent le mouvement féministe[1230]. En effet, le 5 février 1975, les radicaux dirigés par Marco Pannella, avec le soutien du directeur de *L'Espresso*, Livio Zanetti, décident de présenter la requête d'un référendum afin d'abroger les articles de loi qui pénalisent l'avortement. Commence alors une campagne - afin de recueillir un nombre suffisant de signatures - soutenue par le Parti Radical, le « Mouvement de libération de la femme » (Mld), ainsi que Lc, Avanguardia Operaia, Pdup-Manifesto. Après le recueil de 700 000 signatures, un décret du Président de la République fixe pour le 15 avril 1976 la consultation référendaire. Cependant, le 1er mai 1976, le Président Giovanni Leone, recourt pour la deuxième fois dans l'histoire de la première République à la dissolution des Chambres : les craintes sont nombreuses face à une nouvelle consultation populaire après le référendum de 1974 sur le divorce. Le 22 mai 1978, la loi 194 introduit la légalisation de l'avortement. Le référendum n'a lieu qu'en 1981 et ratifie avec une victoire écrasante l'adption de la loi.

La bataille sur l'avortement est symptomatique des différents éléments que nous avons déterminés jusqu'ici. Tout d'abord, elle s'inscrit au début de la phase d'institutionnalisation des mouvements tout en reprenant des éléments de continuité avec les modalités linguistiques de 1977 : le côté festif et joyeux. Ainsi, il suffit d'analyser une

---

[1229] Simone de Beauvoir, *Le Deuxième Sexe*, tomes I et II, éd. Gallimard, 1949.

[1230] Les manifestations féministes sont nombreuses en 1975 : elles constituent la réponse des féministes à une vague d'arrestation contre les médecins qui aident les femmes à avorter dans des structures liées au parti radical. À Florence, entre janvier et juin 1975, les autorités frappent le Cisa- Centro italiano sterilizzazione e aborto - lié au Parti radical- en arrêtant Adele Faccio, Emma Bonino et le Dr.Conciani.

affiche de 1974 en faveur du divorce et une affiche de 1977 sur l'avortement : les deux affiches reprennent le symbole de la femme (la planète Vénus) mais alors que la première est plus sobre et plus politisée avec l'image d'un poing fermé et l'appel à manifester, la deuxième exprime par des dessins l'explosion de la libération de 1977, et ne porte aucun symbole politique tout en reprenant le slogan féministe du collectif de Trente "Il cerchio spezzato" (1971) " Non c'è rivoluzione senza liberazione della donna. Non c'è liberazione della donna senza rivoluzione", révélant par là une prise de distance progressive de la politique traditionnelle et une autonomie croissante du mouvement[1231].

La même différence se trouve dans le deuxième manifeste écrit par le groupe romain de « Rivolta Femminile » en mars 1977 où les thèmes sont moins politisés et plus personnels et reproduisent une critique forte de l'idéologie:

> « Chi ha detto che l'ideologia è anche la mia avventura?/Avventura e ideologia sono incompatibili/ La mia avventura sono io/Un giorno di depressione un anno di depressione cento anni di depressione/Lascio l'ideologia e non so più niente/Lo smarrimento è la mia prova/Non avrò più un momento prestigioso a disposizione/Perdo attrattiva/Non avrai in me un punto fermo » [1232].

Ainsi, si les mouvements féministes suivent les phases des mouvements collectifs, la bataille sur l'avortement « libre, gratuit et assisté » constitue un point de rupture important dans la pratique féministe. En effet, la manifestation nationale des féministes organisée à Rome, le 6 décembre 1975, se termine par l'affrontement entre les féministes et un groupe de la gauche extraparlementaire **:** le cortège des femmes est attaqué par un groupe de Lc qui voulait défiler avec les femmes contre leur volonté[1233]. Cet épisode conduira à la scission puis à la disparition du groupe Lotta continua en 1976. De la même façon, cette bataille détermine aussi la rupture entre l'Udi et le Pci[1234]. En 1978, même le Mld va sortir du parti radical au nom de l'autonomie des femmes.

[1231] http://www.nelvento.net/archivio/68/femm/

[1232] «Io dico io, Secondo Manifesto di Rivolta Femminile », Rome, mars 1977. http://www.nelvento.net/archivio/68/femm/

[1233] L. Bobbio, *op. cit.*, où Bobbio parle d'un véritable « terremoto » des féministes à l'intérieur de Lc, p. 169 et suiv.

[1234] Le Pci avait fait une proposition de loi qui niait l'autodétermination de la femme au sujet de l'avortement, et qui laissait la décision à une commission de médecins.

Mais, encore une fois, les divisions sont aussi internes au mouvement : « Noi sull'aborto facciamo un lavoro politico diverso » affirment les femmes du « collectif féministe milanais de via cherubini 8 » paru dans *Sottosopra* (1975). Les féministes milanaises y critiquent les formes de lutte traditionnelles qui sont reproduites au cours de la bataille sur l'avortement (des manifestations, et en plus avec les hommes) : « tali manifestazioni sono in contrasto con la pratica politica e la consapevolezza che le donne in lotta hanno espresso in questi anni » la solution est « dans l'affirmation du corps féminin » et dans la sexualité non reproductive[1235]. En effet, la légalisation de l'avortement y est conçue comme un autre moyen pour légitimer le plaisir masculin et comme un non-respect du corps féminin.

La lutte sur l'avortement, malgré la prise de distance avec les organisations politiques et l'autonomisation croissante des féministes, reprend à la fois des modalités traditionnelles d'expression et introduit des thématiques nouvelles. La chanson *Aborto di Stato* qui apparaît alors est un bon exemple de ce double rapport à la tradition : tout en faisant clairement référence au thème de la « strage di stato » les féministes y incorporent leur propre discours : « Aborto di Stato/ strage di innocenti/ sul sangue delle donne/ si fanno affari d'oro»[1236].

La lutte sur l'avortement reprend aussi le thème de la lutte antifasciste bien que le mot d'antifascisme n'apparaisse que très rarement dans les écrits féministes. Cette référence s'inscrit en réalité dans le contexte précis de la bataille sur l'avortement puisque les féministes dénoncent le maintien de la législation d'époque fasciste qui considère l'avortement comme un crime contre l'espèce: « l'aborto è un reato contro la stirpe secondo legge fascista che tutt'ora vige » [1237] ou en dénonçant « una campagna fascista » menée par le pouvoir[1238]. Le premier tract cité, signé par le « mouvement féministe », la « commission féministe » de Ao ainsi que par Lc et Pdup per il comunismo, a été rédigé par les commissions politiques féministes de la gauche extraparlementaire : cela explique le recours

---

[1235] E. Guerra, « Una nuova soggettività », dans T.Bertilotti et A.Scattigno (a cura di), *Il femminismo degli anni Settanta*, *op.cit.*, p.49. On peut trouver l'article cité dans son intégralité sur le site de l'Université de Bologne: http://didattica.spbo.unibo.it/cgi-bin/adon.cgi?act=doc&sid=329&doc=1417

[1236] "Canzoniere Femminista-gruppo musicale per il salario al lavoro domestico di Padova", *Canti di donne in lotta*, Vedette Zodiaco VPA8259, 1975. http://www.ildeposito.org/archivio/canti/canto.php?id=423

[1237] Tract « 40 donne denunciate per aborto ». Irsifar, Fond Stefania Raspini, Busta 118, cartella 214.

[1238] Tract du mouvement féministe de Rome. Sans date. Irsifar, Fond Stefania Raspini, Busta 118, cartella 214.

à la thématique antifasciste et l'appel final à la « manifestazione di piazza» comme dans la rhétorique traditionnelle des tracts de la gauche extraparlementaire.

Le deuxième tract, rédigé par le mouvement féministe romain, et qui dénonce aussi le « fascisme » du pouvoir sur la question de l'avortement, relie cette rhétorique traditionnelle aux mots nouveaux des luttes féministes : la « volontà di liberazione », l' « affermazione della propria sessualità », et le « diritto di essere soggetti sociali e politici »[1239]. La volonté d'autonomie des femmes est souvent réaffirmée au cours de la bataille sur l'avortement, et est résumée par les slogans: « Rivendichiamo il diritto di proprietà del nostro corpo » et « Voglio decidere io ».

De nouveaux lieux politiques sont investis, se rattachant et se démarquant à la fois de la nouvelle gauche, qui avait politisé aussi de nouveaux espaces de lutte. Ainsi, les féministes définissent leurs propres espaces de lutte : « nella famiglia, nella scuola e nel lavoro le donne si devono organizzare »[1240]. L'usine a disparu, qui était la référence au prolétariat, mais elles conservent l'idée d'une lutte locale et quotidienne, et la nécessité de l'organisation. Dans ce même document, on trouve ainsi un nouveau binôme: le couple « famille/société » structure désormais la rhétorique des féministes: « Da anni le donne si ribellano contro la loro oppressione nella famiglia e nella società perché la donna possa decidere libera sulla propria vita e sul proprio corpo. Ora stiamo lottando per conquistare un diritto elementare: il diritto di aborto »[1241]. De même, le couple « patriarcat/capitalisme » offre une nouvelle lecture du capitalisme et définit un nouvel ennemi plus complexe: « Il potere patriarcale e capitalista ci impedisce di esistere come persone sociali quando diventiamo madri »[1242].

Ainsi, on remarque que le mouvement féministe parvient à investir de nouveaux terrains de lutte et de nouvelles thématiques tout en restant attaché à des modèles rhétoriques empruntés à la gauche extraparlementaire comme la nécessité de l'organisation, la polarité ennemi-groupe, la définition des terrains de lutte, la revendication d'un « contrôle » social sur le pouvoir (« Il movimento femminista rivendica il controllo politico-sociale »).

Un autre tract du « Mouvement féministe romain de via Pompeo Magno 94 », inscrit l'identité et l'existence du sujet féminin *au sein* de la lutte sur l'avortement : « è in questa

---

[1239] Tract du mouvement féministe de Rome. Sans date. Irsifar, Fond Stefania Raspini, Busta 118, cartella 214.

[1240] *Ibid.*

[1241] *Ibid.*

[1242] *Ibid.*

lotta che, per la prima volta, noi donne diventiamo persone totali e ci costituiamo come soggetti politici »[1243]. Comme pour la gauche extraparlementaire, le sujet *existe* seulement dans la lutte, le groupe lui-même se définit *dans* la lutte et *par* la lutte. Cela pose le problème, pour les féministes comme pour la nouvelle gauche, de l'existence du groupe après la fin de la lutte (c'est d'ailleurs ce qui se passera après la loi sur l'avortement de 1978, qui constituera le début du reflux des mouvements féministes).

Mais les féministes reprennent aussi des modalités plus inventives comme la parodie satirique et la chanson. Ainsi, la célèbre *La canzone di Marinella* de Fabrizio De André, est ainsi réadaptée par le Mouvement féministe romain en 1977:

> «Questa di Marinella è la storia vera,
> lavava i piatti da mattina a sera
> e un uomo che la vide così brava
> pensò di farne a vita la sua schiava»[1244].

Au cours de la lutte sur l'avortement, des mots traditionnels sont réinvestis d'un sens nouveau : « sfruttamento » et « oppressione » - qui apparaissent de façon massive dans les écrits féministes - prononcés par des femmes *en tant que femmes* ont une tout autre portée par rapport à l'usage aussi massif qu'en font leurs camarades masculins. Ces mots de la tradition marxiste sont réinvestis d'une portée nouvelle dans la mesure où de nouveaux sujets s'en approprient. Mais la portée la plus éclatante de cette libération de la parole féminine réside tout simplement dans l'utilisation massive du mot « avortement », ainsi que le témoigne Lietta Tornabuoni dans un écrit de décembre 1975:

> « Due anni fa la parola « aborto » non veniva mai pronunciata alla radio o alla televisione e nessun giornale la usava nei titoli di prima pagina. Sino a ieri dolore privato, vergogna segreta, comune reato, fantasma della cronaca nera, l'aborto è emerso di colpo per ciò che era, un problema non più rinviabile della collettività, ed è stato affrontato dal parlamento. Tutto in un anno, mentre per arrivare alle legge sul divorzio ci vollero 10 anni, e 7 per la legge sugli

[1243] Irsifar, Fond Stefania Raspini, Busta 118, cartella 214. Sans date.

[1244] On retrouve le texte intégral de la chanson: www.ildeposito.org

anticoncezionali. (…) Per la prima volta un « affare di donne » è diventato questione nazionale » [1245].

4) La réflexion des féministes sur les mots du féminisme

Le mouvement féministe est le seul mouvement qui réfléchit proprement sur l'importance de créer des mots nouveaux et un nouveau langage pour définir un nouvel espace politique. Une partie du mouvement féministe a le projet de créer une « langue féminine » comme en témoigne le *Lexique politique des femmes* de M. Fraire[1246] ou les recherches de la revue *DWF*. Aussi, l'anthropologue Ida Magli s'interroge dans la revue sur la "Potenza della parola e silenzio della donna" :

> «La donna viene così esclusa dall'uso effettivo della parola : la parola di una donna sarebbe troppo potente ; finirebbe per rendere identico ciò che significa con ciò che è significato, e sarebbe altrettanto creativa della Dea della Creazione.
>
> Gran parte dell'inferiorità sociale della donna deriva da ciò, poiché il potere - qualsiasi tipo di potere - è basato innanzi tutto e soprattutto, sull'uso della parola potente »[1247].

Ida Magli retrace, dans ce texte, la question de l'exclusion de la femme en montrant qu'il s'agit avant tout d'une exclusion langagière. Les féministes posent de manière évidente l'identité entre faculté langagière et pouvoir politique en allant jusqu'à en conclure que la réappropriation de la parole féminine est le premier moment de la libération politique de la femme et de la remise en cause de sa condition de soumission.

[1245] Lietta Tornabuoni, « Inseguendo la realtà », dans *Il Corriere della Sera*, 18 décembre 1975. Lietta Tornabuoni se réfère ici à deux ans auparavant en 1973 lorsqu'en juin il y eut le célèbre procès à Gigliola Pierobon qui avait avorté lorsqu'elle était mineure. En 1975, le thème de l'avortement apparaît sur tous les journaux, et donne lieu à un véritable débat éthique auquel participent hommes politiques, intellectuels, associations féministes et journalistes. En 1975, plusieurs propositions de loi sur l'avortement sont avancées.

[1246] M.Luisa Boccia, « Il patriarca, la donna, il giovane. La stagione dei movimenti nella crisi italiana », *op.cit.*, p.273.

[1247] *DWF*, 1976 Anno I, n. 2.

Ainsi, la revue *DWF* consacre un numéro entier à la question d'une écriture féminine dans le numéro intitulé « Donna e letteratura, 1977, n. 5 ». Les articles interrogent les tenants et les aboutissants d'une histoire littéraire de la femme : Anna Nozzoli, « Sul romanzo femminista italiano degli anni settanta », Graziella Pagliano Ungaro « Donne e letteratura. Appunti metodologici»; Nadia Fusini, « Sulle donne e il loro poetare » où l'auteur s'interroge sur la question d'un langage de la femme :

> «Le questioni affrontate in questo saggio sono: la posizione sociale della donna nel linguaggio, il suo ruolo (e la sua esclusione) nell'istituzione letteraria, la relazione particolare che essa intrattiene con la scrittura. (..)
>
> In nome di questa differenza non sottaciuta (dei sessi), di questa sessualità non negata, oggi la donna sconvolge il linguaggio e lo obbliga a rinnovare la riflessione su di lei»[1248].

La réflexion sur le langage féminin touche ainsi tous les champs : de l'enquête littéraire sur la spécificité de l'écriture féminine, à l'enquête sociale sur le rôle de la femme par rapport au langage, jusqu'au détournement du langage commun au nom d'une réflexion renouvelée sur la femme. Dès le premier numéro de 1976, la revue *Dwf*, avait ouvert un débat, « Dibattito [Chi, per chi, come. La ricerca scientifica dalla parte della donna] » qui posait, parmi les questions principales, celle des «strategie di ordine politico, all'individuazione di un pubblico, alle forme di espressione e di linguaggio più appropriate»[1249]. La revue féministe s'interrogeait d'emblée sur son propre langage.

La question du langage, nous l'avons vu, est étroitement liée à celle du pouvoir. Le numéro de mars 1977 de la revue *Differenze*, rédigé par le groupe romain de « La Maddalena », rend bien compte de la réflexion sur la parole féminine engagée par le mouvement. La revue est entièrement dédiée à la question de la « comunicazione delle donne »[1250]. Les femmes s'interrogent sur le langage féminin puisque le langage comme structuration du monde reproduit le modèle masculin. Le langage des femmes, qui jusque-là étaient restées en silence et loin de la scène publique, est désormais le fruit d'une recherche nouvelle et d'une interrogation :

[1248] *DWF*, 1977 Anno II, n. 5.

[1249] *DWF*, 1976 Anno I, n. 2.

[1250] « Sulla comunicazione, Maddalena libri, Roma», Mars 1977, Differenze n. 3. Irsifar, Fondo Stefania Raspini, Busta 123, cartella 262.

« L'uomo parla da sempre: la sua parola trasmette da sempre una realtà, una cultura, un potere che è la sua pratica politica. L'uomo è il soggetto che parla: alla donna non resta che mimare un linguaggio che non ha prodotto. (…) Cosi le donne, da oggetti di consumo e di scambio, dunque silenziose, hanno cominciato a parlare dei loro bisogni, con un linguaggio diverso. A questo proposito ci chiediamo se e quanto le lotte del movimento operaio abbiano aperto uno spazio alle donne per cominciare ad esprimersi, a dirsi, a parlare di sé. Per esempio nello scendere in piazza, la comunicazione, nel momento in cui si socializza, sceglie l'estensione rispetto all'approfondimento e si schiaccia perché deve parlare alla logica dominante, maschile, per porsi in condizione di essere ascoltata.

Però esistono anche luoghi più nostri (« case delle donne », riviste, librerie, gallerie, edizioni, vacanze)[1251] ed esiste anche un modo di comunicare piu « nostro », nel senso che è inventato, praticato, parlato, cantato, urlato scritto dalle donne fra le donne. Che allude al corpo, alla sessualità, all'Altrove, al rimosso, all'inconscio (…). Che sconfina di continuo nel territorio del potere: potere della parola, potere del segno e della sua valorizzazione »[1252].

Cette citation un peu longue rend compte pourtant de presque tous les problèmes soulevés par la question d'un langage de la femme. La donnée essentielle qui sous-tend tout le texte est la question du lien entre le pouvoir et la faculté de la parole: la capacité d'être un sujet parlant s'acquiert au prix d'une lutte mais offre en retour la possibilité de constituer un monde, ou mieux un système qui organise le monde selon les besoins du sujet parlant. Nous y retrouvons aussi la question du rapport à l'homme et aux mouvements collectifs des années 1970, qui, cantonnés à un système revendicatif de type masculin, ont pourtant participé aussi à la prise de parole féministe, libérant tout simplement l'espace social de la parole, et permettant de l'élargir à de nouvelles catégories de la société civile. Ce texte montre surtout la « dissociation » ou la « complémentarité » que nous avons essayé de démontrer tout au long de notre étude entre la parole publique qui finit par être contaminée par le langage politique de l'époque et la recherche intime d'une parole « autre » et libératrice qui puisse restituer à la femme un statut et une identité renouvelés.

[1251] À partir des années 1970, les femmes commencent à pratiquer des "vacances féministes" qui consistaient en des voyages de groupes de femmes seules.

[1252] *Ibid.* Le texte date du 14 avril 1976 et est placé dans le premier revers de couverture.

Ce même numéro de la revue rapporte ensuite la retranscription d'un débat, qui s'est tenu à la librairie La Maddalena en mai 1976, où des femmes affrontent le thème des moyens de communication. De nombreuses femmes prennent la parole pour s'interroger sur la « syntaxe » de la femme, ou pour la critiquer : le texte dénote d'une recherche et d'une réflexion commune, qui ne craint pas aussi de souligner à la fois les contradictions du langage féministe, et sa différence radicale par rapport à la rhétorique masculine[1253].

Les tentatives poétiques de se réapproprier et de réfléchir sur le langage sont aussi nombreuses. Dans *Differenze* n.4 (juin 1977), rédigé par le « Mouvement féministe romain de Pompeo Magno », les rédactrices utilisent le néologisme « Donnità » comme prétexte à un poème. La « donnità » y est définie comme une redécouverte de l'identité de la femme en lien avec le mot «umanità». Le poème poursuit en appelant à « svuotare di senso il sesso delle parole» et en forgeant un nouveau néologisme: « la scrittura è un sistema *penestensivo* di segni (L'uso che ne facciamo è il mezzo per perpetuare il potere)»[1254]. Le poème reprend le lien entre la parole et le pouvoir mais tente aussi de dévoiler la sexualité inhérente au langage.

En conclusion, la lutte des féministes reprend des modes d'engagement propres à la contre-culture de l'époque : le discours radical, l'utilisation de la provocation, le débat/assemblée, la gestuelle dans les cortèges, ce sont là des modalités d'expression qui unissent tous les mouvements des années 1970. Mais les femmes utilisent ces mêmes modes d'expression pour lancer une critique dure du savoir masculin qui est à l'origine de ces mouvements : le marxisme, la psychanalyse, les mécanismes du pouvoir, la hiérarchisation autoritaire des groupes extraparlementaires.

Cependant on remarque, dans l'engagement féministe, un hiatus entre des pratiques et des mots nouveaux à l'intérieur des groupes et une langue externe - notamment dans les tracts - qui est encore liée à la langue des autres mouvements. La contradiction entre le discours public et le vécu individuel est impossible à résorber complètement. Ainsi, comme l'affirme Y. Ergas :

[1253] « Una donna: Io voglio chiedere perché spessissimo usiamo una comunicazione che è violenta e a sfondo sessuale, una volgare imitazione di quanto fanno i maschi. Una donna: In questo convegno non ho mai sentito la parola cazzo! » Ibid, p.7

[1254] Irsifar, Fond Stefania Raspini, Busta 123, cartella 262. Differenze n.4, p.11. L'italique a été rajouté par moi.

« Prises dans la tension entre la rupture avec des références extérieures pour chercher leurs propres voies et la nécessité de maintenir une large capacité d'action, les féministes se sont en effet placées elles-mêmes à la fois à l'intérieur et à l'extérieur des traditions politiques dominantes. Leurs pratiques et leurs discours ont donc à la fois reflété l'importance relative de leurs interlocuteurs de sensibilités diverses [partis politiques], et contribué à l'évolution des discours politiques »[1255].

En effet, si la création de fragments nouveaux de langage contribue à renforcer « les liens structurels du mouvement »[1256], en créant une conception globale du monde, et en renouvelant la langue de la politique, la limite reste tout de même dans l'impossibilité pour le mouvement féministe de créer un discours indépendant des traditions politiques.

II. Le mouvement de 1977 : la déconstruction du langage politique

Dans l'étude des nouveaux discours qui se développent à partir de la deuxième moitié des années 1970, nous avons dû opérer un choix et nous avons opté pour le discours des féministes. Ce choix a été déterminé par la quasi absence d'ouvrages historiques consacrés à la question des mouvements féministes et de leurs langages. En effet, le mouvement féministe est encore un phénomène peu étudié, ce que regrettent presque à l'unanimité les historiennes du féminisme que nous avons citées dans le moment précédent.

Le mouvement de 1977, au contraire, a été l'objet de plusieurs études et de nombreux documents produits par ce mouvement sont disponibles dans les archives, voire même sur internet. Sans nous attarder sur ce moment-là, nous voulons cependant poser quelques jalons pour une réflexion future, en considérant certains éléments du langage de 1977 et certaines ruptures qu'il a opérées par rapport à la tradition politique qui l'a précédé.

[1255] Y. Ergas, « Le sujet femme. Le féminisme des années 1960-70 », G. Duby et M. Perrot (sous la direction de), *Histoire des femmes en Occident, Volume V, Le XXème siècle*, Perrin, 2002, p. 676.

[1256] *Ibid.*, p.684.

Bien qu'il s'agisse d'une révolte ponctuelle, le mouvement de '77 vient pourtant de loin : héritier du groupe Potere operaio qui se dissout en 1973 (les maîtres-à-penser sont les mêmes : Negri dans le Nord de l'Italie et Piperno et Scalzone à Rome), il est le fait de la rencontre entre les jeunes générations de militants et d'étudiants de la deuxième moitié des années 1970 et ce qui reste des anciens de Po, qui ont refondé l' « Autonomia operaia organizzata », sans pourtant vouloir se reconstituer en groupe [1257]. L' « Autonomia operaia » (1973-79), qui n'est donc pas une organisation - on parle plutôt d' « aerea » autonoma ou de « mouvement » - resurgit de ses cendres en 1977 à partir de l'expérience des nombreux collectifs autonomes qui se constituent entre 1974 et 1977, à Padoue, mais aussi à Rome (« I Volsci ») et à Milan (« Circoli del proletariato giovanile »), et qui restent cantonnés à des luttes sur le terrain local. Ces collectifs se rassemblent autour de revues comme « Rosso » (Emilio Vesce, à Milan) ou « Senza tregua » (à Milan et à Rome avec Oreste Scalzone).

Une autre raison nous a conduits à développer l'étude du mouvement féministe : celui-ci couvre toute la période de la fin des années 1960 (1966-67) à la fin des années 1970 (1978-79) en côtoyant ainsi les différentes étapes des mouvements collectifs. Le mouvement de 1977 est un moment limité dans le temps (entre février et octobre 1977) et géographiquement (surtout Rome et Bologne)[1258].

En effet, les événements principaux du « Settantasette » se déroulent en quelques mois à peine. Ils sont déclenchés par l'occupation de l'Université de Rome au mois de février pour protester contre un projet de réforme du Ministre Malfatti. L'occupation devient un lieu d'agrégation de tous les mécontents et est vite contrôlée par l'Autonomie[1259]. Le 17 février, Luciano Lama, secrétaire général de la Cgil, tente de tenir un discours à l'Université de Rome mais les autonomes l'empêchent de parler et des heurts violents se déclenchent entre les autonomes et les militants du Pci. À Bologne, le 11 mars, une autre manifestation étudiante est attaquée par la police qui tue le jeune sympathisant de Lc, Francesco Lorusso. C'est à ce moment-là que le mouvement dégénère. Des manifestations et des heurts violents avec les forces de l'ordre se produisent dans les principales villes italiennes. À Rome, le 21

[1257]*Potere Operaio*, dernier numéro, novembre 1973. « Perchè usciamo dal gruppo. Perchè scegliamo l' Autonomia organizzata. Ricominciare da capo non significa tornare indietro. Atti del seminario di Padova 28 luglio - 4 agosto 1973 ». http://www.nelvento.net/archivio/68/potop/settantatre.htm

[1258]Même si nous avons vu que l'Autonomie était bien implantée aussi à Milan avec les Cercles du prolétariat de la jeunesse et les nombreux centres sociaux autogérés ; et à Padoue avec les collectifs qui tournaient autour de Negri.

[1259]P. Ginsborg, *op.cit.*, p. 515.

avril, l'agent de Ps Settimio Passamonti est tué par les autonomes lors d'une manifestation près de l'Université de Rome. Le 12 mai, la militante féministe Giorgiana Masi est tuée à Rome par les forces de l'ordre au cours de la manifestation organisée par le parti radical pour célébrer la victoire sur le divorce. Le 14 mai, l'agent de Ps Antonio Custra est tué à Milan par un groupe d'autonomes. En septembre 1977, un congrès sur la répression est organisé à Bologne. La ville est prise d'assaut par un grand nombre de jeunes, mais malgré la grande participation, le mouvement de 1977 est terminé.

Comme le mouvement féministe, le mouvement de 1977 est porteur d'un discours « nouveau » par rapport aux discours qui caractérisent à la fois l'expérience de la nouvelle gauche et de la gauche traditionnelle. Comme les féministes, les militants de l'Autonomie ouvrière s'attachent à remettre en cause le rôle de la classe ouvrière comme moteur de l'histoire et des mouvements. Cependant, alors que les féministes veulent introduire l'idée d'un nouveau sujet révolutionnaire, le mouvement de 1977 vise à le dissoudre. De la même façon, alors que les féministes tentent par divers moyens d'enrichir le discours militant et de la contestation, le mouvement de 1977 s'attache à le déconstruire dans ses fondements même.

1) La dissolution du sujet révolutionnaire

La question du sujet révolutionnaire et de sa remise en cause est l'une des données constantes des mouvements des années 1970. Cependant, jusqu'au mouvement de 1977, les groupes politiques de la nouvelle gauche ne remettent pas en cause l'idéal révolutionnaire, mais tentent, tout au plus, d'élargir la classe sociale porteuse du changement (la classe ouvrière) à de nouveaux sujets. Le mouvement de 1977 est le premier mouvement qui remet en cause à la fois le sujet révolutionnaire et la révolution elle-même. C'est en effet le seul mouvement qui d'une part, ne se donne plus comme objectif la révolution (mais au contraire veut vivre le moment présent) et qui, d'autre part, s'oppose sans médiation possible au Pci. Le Pci est considéré comme un ennemi au même niveau que l'Etat et la Dc : aucun mouvement n'était allé jusque- là. Ce refus implique aussi le refus de toute la tradition issue du Pci.

Le nouveau sujet du mouvement est redéfini – ou mieux, non défini – dans presque tous les textes du mouvement. L'une des revues de référence du mouvement bolonais

Finalmente il cielo è caduto sulla terra, rédigée par le collectif « A/traverso » dont fait partie Franco Berardi « Bifo », l'une des têtes du mouvement, engage une réflexion sur la disparition du sujet révolutionnaire traditionnel en l'inscrivant dans un « ailleurs » qui ne n'appartient à aucune catégorie politique : « Il soggetto di movimento sta altrove; si disloca in uno spazio oggi difficilemente definibile (…). Sta altrove, sfrangiato e dissoluto. La dissolutezza è la forma soddisfacente, comprensibile, innovativa, interessante »[1260]. Cet « ailleurs » porte déjà en lui-même une négation des espaces institutionnels, mais aussi des organisations extraparlementaires : le sujet ne peut être réduit « dentro le categorie muffite dell'istituzione, ma anche dell'extraparlamentarismo gradualista e neoriformista »[1261]. Ce nouveau sujet se définit de façon contradictoire et paradoxale par la « dissolutezza » (et ses synonymes : « sfrangiato », « dislocato »), par une forme de dispersion donc, qui ne peut s'incarner dans une forme politique et dont la connotation péjorative est vue comme un aspect positif. Le sujet, de plus, n'existe pas de façon autonome : seul l'acte révolutionnaire lui donne vie et il n'existe pas avant l'acte révolutionnaire.

De même, le moment de la révolte se définit en marge, ou au-delà de la politique : « il movimento è andato molto più avanti della politica (…). Si colloca in una dimensione che è quella dell'estraneità radicale e del rifiuto »[1262]. La participation et l'unité – les grands thèmes de la gauche extraparlementaire mais aussi du Pci – sont d'emblée remis en question au profit de l' « étrangeté » et du « refus » : le mouvement se pose en rupture avec les grandes questions politiques de l'unité et de l'affrontement.

Les espaces sont aussi redéfinis. Le collectif – la nouvelle forme politique de l'autonomie en opposition à l'organisation – est défini comme une « unité désirante »[1263]. La « recomposition » de classe passe par la « colletivizzazione del desiderio ». Les pratiques des collectifs sont la « collettivizzazione, studio collettivo, autocoscienza, appropriazione

---

[1260] Franco Berardi « Bifo », *Finalmente il cielo è caduto sulla terra. Proletariato giovanile e movimenti di liberazione*. Edizioni Squilibri, Milano, 1978, p.7. Franco Berardi est un ancien de Potere operaio, il est parmi les fondateurs du collectif A/traverso, qui va créer radio Alice. « Finalmente il cielo è caduto sulla terra » c'est le titre d'une revue hebdomadaire qui paraît à Bologne et qui est rédigée par le collectif A/traverso. Le collectif donne lieu aussi à une autre revue intitulée *A/traverso*: bien que se définissant comme une revue de contre-information, elle est animée par une réflexion sur le langage qui vise à rompre avec la communication traditionnelle, même dans la présentation graphique de la revue.

[1261] Franco Berardi « Bifo », *op.cit.*, p.7.

[1262] *Ibid.*, p.8.

[1263] *Ibid.*, p.9.

[même du corps], scrittura collettiva, comunicazione »[1264]. Le mouvement de 1977 fonde sa requête à un stade pré-politique (la libération du désir) à travers des mots et des pratiques qui sortent des pratiques politiques traditionnelles (tout en reprenant certaines pratiques des féministes). Le lieu politique est le moi désirant.

Ainsi, le mouvement de 1977 s'adresse et est constitué par ceux que l'on appelle à l'époque les « nuovi soggetti sociali » : de nouveaux sujets qui découlent des transformations du monde du travail au moment de la crise économique de la fin des années 1970. Ainsi, ces nouveaux sujets sont des précaires, des chômeurs, des étudiants, le sous-prolétariat urbain, les marginaux...On parle, à ce moment-là, de « nuovi soggetti emergenti », de « stati proletari precari », de « proletariato giovanile », de « nuovo soggetto proletario », de « proletariato marginale », afin de tenter de donner une définition à ce nouveau type de prolétariat qui s'oppose à la classe ouvrière. Finalement, la définition la plus claire repose sur une division sociale nouvelle entre les « garantis » (ceux qui ont un emploi fixe, dont aussi la classe ouvrière aussi) et les « non-garantis » (chômeurs, précaires)[1265]. La transformation sociale n'est plus guidée par classe ouvrière désormais « établie » ou « garantie » mais par les précaires, les marginaux, et tous ceux qui refusent le travail[1266].

Le mouvement refuse à la fois les catégories politiques traditionnelles et la tradition opéraïste qui avait alimenté les discours de la nouvelle gauche : le mouvement de 1977 introduit la figure de l' « operaio sociale » qui se substitue à celle de l'ouvrier-masse [1267]. Une feuille distribuée lors de la manifestation du 12 mars 1977 à Rome, qui fut particulièrement

---

[1264]*Ibid.*, p.8 : « Il problema della ricomposizione è il problema del passaggio dall'estraneità diffusa e dissoluta alla ricostruzione di nuovi strumenti di aggregazione e di colletivizzazione del desiderio. Ma questo problema non si risolve nel luogo separato dell'organizzazione, e neppure con i discorsi astratti sull'unità: la ricomposizione si dà sul terreno di queste pratiche trasformative (collettivizzazione, studio collettivo, autocoscienza, appropriazione, scrittura collettiva, comunicazione) ».

[1265]« I non-garantiti: soggetti emergenti contro la nuova formazione economico-sociale ». Quaderno n.1 di *Controinformazione*, supplément au journal, septembre 1978 [réédition de 1976]. Irsifar. Fondo M. Ilardi, Busta 62, cartella 10. Cette vision explique aussi la « chassée de Lama » de l'Université de Rome : Lama représentait à leur yeux les intérets d'une classe sociale qui ne pouvait avoir aucun lien avec eux, et moins encore par l'entremise des syndicats.

[1266]Pour l'opposition entre ces deux « sociétés », voir l'analyse de A. Asor Rosa, *Le due società : ipotesi sulla crisi italiana*, Torino, Einaudi, 1977.

[1267] N. Balestrini, P. Moroni, *op.cit.*, p. 447. Le concept apparaît dans les milieux de l'Autonomia operaia organizzata et sera ensuite défini par T.Negri dans *Dall'operaio massa all'operaio sociale* (1979).

violente, appela à reproduire « la piazza statuto dell'operaio sociale »[1268]. La nouvelle figure de l' « ouvrier social » élargit la figure du prolétariat en ôtant l'exclusivité du processus révolutionnaire à la classe ouvrière, et en montrant qu'il existe d'autres catégories sociales exploitées qui sont diffusées dans la société.

Ainsi, '77 rompt à la fois avec le mythe de l'autorité syndicale et avec le modèle operaïste. Il rompt non seulement avec la politique traditionnelle et le Pci mais aussi avec les mythes de la nouvelle gauche : plus aucune référence à Mao, Ho chi minh, Che Guevara, si ce n'est de façon désacralisante, comme par exemple par la création d'un mouvement « mao-dadaiste » par le collectif bolonais « A/traverso » qui se dit promoteur d'une nouvelle «révolution culturelle ». Au niveau politique, les collectifs reprennent la tradition du « communisme des conseils »[1269] (le communisme avant la forme du « parti »). Au niveau artistique, ils se rattachent à la critique situationniste de *La Société du Spectacle* de Guy Debord (1967)[1270] et reprennent la culture beat et « underground » d'avant 1968[1271].

Le refus de la « primauté du politique », introduite par le mouvement de 1968, est aussi un thème qui revient souvent dans les écrits du mouvement. En septembre 1978, la revue *Controinformazione* définit le mouvement de 1977 comme une « alluvione sociale che avrebbe infranto (…) argini e simboli che erano stati rispettati perfino dalla « rivoluzione del '68 » »[1272]. En février 1977, la revue de Bologne *A/traverso* parle d' « un altro 68 con altre armi »[1273]. De là naissent aussi les difficultés des témoins de l'époque de saisir la portée du mouvement et d'en comprendre l'horizon politique : « uno strano movimento di strani studenti »[1274] diront des anciens de Lc, ou d'après Renato Curcio: « il 77 ci è piombato addosso come una slavina di giovani selvaggi »[1275]. Le mouvement de 1977 est le premier mouvement qui n'entretient aucune relation avec la classe ouvrière et avec sa tradition. Il

---

[1268]Titre en première page de la revue *Comunismo*. Irsifar, Fondo M. Ilardi, Busta 62, cartella 10.

[1269]AA.VV, *…ma l'amor mio non muore, origini documenti strategie della "cultura alternativa" e dell' "underground" in Italia*, Roma, DeriveApprodi, 2003, p.143.

[1270] *La Société du Spectacle* de Guy Debord, folio Gallimard, 1997 [1967].

[1271]AA.VV, *…ma l'amor mio non muore, origini documenti strategie della "cultura alternativa" e dell' "underground" in Italia*, Roma, DeriveApprodi, 2003.

[1272]Quaderno n.1 di *Controinformazione*, septembre 1978 [réédition de1976], p.5. Irsifar. Fondo M. Ilardi, Busta 62, cartella 10.

[1273]*A/traverso*, février 1977. Irsifar. Fondo M. Ilardi, Busta 62, cartella 3.

[1274] Gad Lerner, Marino Sinibaldi, Luigi Manconi (a cura di), *Uno strano movimento di strani studenti. Composizione, politica e cultura dei non garantiti*, Milano, Feltrinelli, 1978.

[1275] G. Bocca, « Il paese delle urla e delle rivoltelle », *La Repubblica*, 19 janvier 2007.

abandonne aussi tout espoir de succès de la révolution : l'acte révolutionnaire est vécu comme un moment de création et comme une fin en soi[1276].

Le mouvement se pose en rupture nette avec le Pci, rendant impossible tout espace de médiation et en réduisant la possibilité de trouver une issue positive aux conflits sociaux. La critique est très dure et directe. Ainsi, on peut lire dans un document du mouvement bolonais que le but du « partito detto comunista » est « il mantenimento con ogni mezzo della schiavitù salariata della classe operaia (…)»[1277]. De même, le mouvement critique les étudiants de la gauche extraparlementaire qui « in vecchi testi/trovano giustificazione/di un significante senza più significato »[1278]. En 1977, en effet, pour la première fois, le Pci n'est pas à l'opposition mais fait partie du gouvernement, par la politique de l'abstention ou de la « non sfiducia ». L'année 1977 met fin à l'espoir d'un changement lié à une victoire des communistes aux élections : après les gouvernements de « solidarité nationale » (1976-79), les élections de 1979 sont les premières élections qui voient un recul net du Pci depuis l'après-guerre.

Le « refus du travail » est un autre thème de prédilection des collectifs de '77, qui sert de corollaire à la critique anti-communiste d'intégration par le travail : « Il lavoro non-garantito si rifuta di trasformarsi in garantito (…) La prospettiva della presa del potere è per esso semmai una prospettiva negativa, anticomunista »[1279]. Face au chômage, ils établissent

---

[1276] La perte d'espoir dans la révolution apparaît souvent dans les textes du mouvement. Après la révolte de Bologne du 12 mars 1977, un écrit du mouvement célèbre cette victoire éphémère en ces termes :« Ubriachi. Oggi nessuno comanda. Domani ? Domani arriveranno con i carri armati. Ci schiaccieranno di nuovo. Ma oggi per qualche ora questa terra è libera. Chopin. Vino. Rabbia e gioia », cité dans M. Grispigni, *1977*, Manifestolibri, Rome, 2006, p.40.

[1277] « Associazione per la propaganda dell'epidemia di rabbia contagiosa », Bologne, 23 septembre 1977. Le texte poursuit avec une attaque directe à l'administration communiste de Bologne : « E' utile dichiarare questa semplice verità proprio a Bologna, che è la Disneyland dello stalinismo nostrale, ma che, proprio per questo, è anche la roccaforte dell'antistalinismo rivoluzionario » et encore « Per la prima volta in Occidente, un partito detto comunista si propone non solo di organizzare la sconfitta del proletariato, (...) ma si propone di trionfare direttamente sul proletariato, insieme alla borghesia ».

Cf : www.nelvento.net/archivio/68/settesette/index.htm

[1278] « Un tram che si chiama desiderio », *Zut!*, Roma, 1977.

Cf : www.nelvento.net/archivio/68/settesette/index.htm

[1279] « La controinformazione come progetto politico », *Controinformazione*, n 9-19, novembre 1977, p.4. Irsifar. Fondo M. Ilardi, Busta 62, cartella 10.

une liste de propositions qui tournent en dérision le problème social[1280]. Dans le même sens, ils aiment se définir comme des « teppisti »[1281] ou des « teppisti indiani » (l'aile créative du mouvement se définit « Indiani metropolitani »)[1282], reprenant de façon polémique le terme utilisé par le Pci pour définir les « ragazzi con le magliette a strisce » des heurts de Gênes de l'été 1960. D'ailleurs le Pci, incapable de comprendre le phénomène de 1977, utilise le même genre d'épithètes qu'il utilise pour la gauche extraparlementaire et pour le phénomène de la lutte armée – « cosidetta autonomia operaia » et « nuovo tipo di squadrismo »[1283] – et se pose la question habituelle : « Un interrogativo per tutti : chi c'è esattamente dietro « Alice » ? »[1284].

Ainsi, le slogan fédérateur de 1977 « riprendiamoci la vita » change l'échelle des priorités en subsumant la catégorie du politique à la vie ou à l'existence. Le slogan, qui rappelle le « Prendiamoci la città » de Lc (1970-71) et le « Riprendiamoci la notte » des féministes (1977) se heurte à ces deux requêtes en posant des problématiques plus générales, mais aussi plus personnelles. Le symbole du mouvement demeure pourtant la « nouvelle » gestuelle qui apparaît lors des cortèges où le symbole du pistolet « P38 » se substitue au poing fermé de la tradition ouvrière[1285] : au symbole de l'unité ouvrière, le mouvement de

---

[1280] « Pertanto le forze sindacali e le forze democratiche, unite alla associazione genitori-figli-scappati propongono le seguenti occupazioni per i giovani disoccupati: a) cancellazione delle scritte (scuole fabbriche università vespasiani); b) incremento delle vocazioni sacerdotali e monacali, oltrechè poliziesche; c) rimboschimento delle montagne calve dell'Appennino e delle isole; d) ripulitura dei volumi giacenti nelle biblioteche pubbliche, pagina per pagina, secondo l'indicazione di Amendola; e) muratura dei covi della sovversione e del caos; f) costituzione di gruppi di animazione edificante per giovani emarginati; g) distribuzione agli studenti fuori corso di mezzo ettaro di terre ver-gini in Irpinia, Aspramonte e nelle Madonie; h) ritrovamento definitivo dei residuati bellici della prima guerra mondiale; i) costituzione di centri di rieducazione morale per operai assenteisti ». « Il lavoro rende liberi e belli », Bologne, 1977. www.nelvento.net/archivio/68/settesette/index.htm

[1281] M. Grispigni, *op.cit.*, p.61.

[1282] AA.VV, *Bologna marzo 1977…fatti nostri…*, Nda Press, Rimini, 2007 [Bertani Editori, Verona, 1977], p.151. On oppose souvent une aile spontanéiste et créative du mouvement, les « Indiani Metropolitani » et une aile autonome et militarisée : en réalité, la frontière n'est pas si nette entre ces deux « tendances ».

[1283] M. Grispigni, *op. cit.*, p.34 et 35.

[1284] *Ibid.*, p. 76. Ce sont exactement les mêmes expressions avec lesquelles le Pci s'interrogeait sur le phénomène des BR quelques années auparavant.

[1285] On dit que le symbole du poing fermé est une métaphore du mouvement ouvrier qui est composé d'individus (les doigts) qui s'unissent dans la lutte (le poing fermé).

1977 substitue un symbole de division, à l'image d'un but politique (l'unité de la classe ouvrière), ils préfèrent le moyen (la violence).

Adriano Sofri résume les termes de 1977 en le définissant comme un mouvement qui exprime un retour au privé, et qui « non voleva cambiare il mondo, ma tenersene uno per sé.(...) Non aveva voglia, quel movimento, di conquistare il potere e nemmeno di guadagnare alla propria causa la maggioranza, ma di mettersi in proprio »[1286]. En effet, on y retrouve des modalités d'expression et des problématiques qui rappellent la prise de parole intime des féministes : « Si è rotto il muro di paura di parlare pubblicamente di se stessi, della propria storia e dei propri bisogni personali ; non si parla più degli altri, ma di se stessi, a partire comunque da se stessi »[1287]. Cependant, alors que dans la pratique féministe le discours personnel était souvent en lien avec des revendications politiques et sociales, le mouvement de 1977 ne garde plus aucune référence avec les catégories du politique.

2) La désagrégation du langage

Pour montrer la désagrégation du langage opérée par le mouvement de 1977, nous prendrons comme exemple un poème écrit à Bologne en 1977. Le poème s'intitule « Un altro 68 » et joue sur la double signification de « altro » qui vise moins à désigner un autre moment révolutionnaire qu'une autre façon de faire la révolution (par rapport à 1968). Le texte renverse et détourne les éléments principaux du langage politique:

« C'è mozione e/mozione./ Il potere non è/solo dove si prendono/decisioni orrende/ma dovunque il discorso/rimuove il corpo la rabbia/l'urlo il gesto di vivere./Il linguaggio/delle assemblee ordinate dove l'ordine/del discorso riproduce/l'ordine (per rispettarlo) delle cose./Dicono i grigi cadaveri/della politica-cultura-egemonia:/il pericolo della DISGREGAZIONE./Disgregazione è la vita/che esce dalle ordinate/catene della famiglia/del lavoro del tempo/ destinato alla fabbrica»[1288].

[1286]A. Sofri, « Il Settantasette, quando nei cortei spunto la P38 », *La Repubblica*, 19 janvier 2007.

[1287] *Sarà un risotto che vi seppellirà, materiali di lotta dei circoli del proletariato giovanili di Milano*, ed. Squilibri, Milan, 1977, p.21.

[1288]AA.VV, *Bologna marzo 1977…fatti nostri…*, *op.cit.*, p.167-168. Le texte est issu d'une feuille bolonaise proche du collectif de radio Alice.

La critique de 1968 et d' une vieille conception de la politique apparaît d'emblée : le poème défend les « émotions » contre les « motions ». La critique du discours ordonné de l'assemblée parcourt tout le texte : la libération se produit hors des lieux conventionnels de la politique – comme les assemblées – qui ne font que reproduire le langage sclérosé du pouvoir. La critique à la « vieille garde » de 1968 explose ici dans toute son évidence : les lieux considérés comme traditionnels ne sont plus les partis politiques ou les lieux des institutions (gouvernement, chambres) mais les lieux que la nouvelle gauche avait investi de sa charge de nouveauté comme lieux de libération et de « prise de parole » (les assemblées). La révolte contre les « pères », qui sont, cette fois-ci, les militants de 1968 et des organisations extraparlementaires, est consommée.

Le poème introduit les thèmes et les modalités d'expression propres au mouvement de 1977 : rupture des codes linguistiques; utilisation du non-sens ; revendication des différences ; centralité du thème de la satisfaction des désirs : « Il desiderio si fa/ qui movimento./Per questo si è già oltre/il '68 ». Le « désir » est le terme clé de cette nouvelle génération de militants dans la mesure où il devient un lieu du « pouvoir » par excellence, où se réalise « il gesto di vivere ».

Le mouvement revendique pleinement la « désagrégation » et en fait une théorie nouvelle des besoins. La désagrégation, qui est à la fois rupture et désarticulation, rompt les rythmes de la vie et du travail, mais aussi le langage courant. Ainsi, par exemple, les mots sont souvent « coupés » afin de faire émerger des significations nouvelles et cachées : dans un article de la revue milanaise *Wow* (revue des Cercles du Prolétariat de la jeunesse) on trouve des : « disgreg/azione » « s/tradire, stra/dire », « vowstro [au lieu de vostro, jeu de mot sur le titre de la revue], « di/ritti » [1289], mais on retrouve le même procédé aussi dans la revue *A/traverso*, dans la maison d'édition Squi/libri, ou encore dans des expressions telles que « s/comunicato stampa » [1290], « disoccup/azione » et la « separ/Azione » [1291]. La désagrégation permet d'enrichir le langage en séparant les éléments qui le composent et en permettant de dévoiler de nouvelles significations de la réalité.

Comme pour les autres mouvements, l'explosion de l'Autonomie est accompagnée par l'apparition de nouvelles formes de communication. Les revues d'abord, comme *Rosso*, *Senza Tregua*, *Autonomia* (Padoue), *I Volsci* (Rome), *Metropoli* (Rome), *Pre-print*

[1289]M.Grispigni, *op.cit.*, p.63.

[1290]AA.VV, *Bologna marzo 1977…fatti nostri…op.cit.*, p.145.

[1291]Franco Berardi « Bifo », *op.cit.*, p.31.

(Rome), *A/traverso* et *Zut !* (Bologne)[1292], *Wow* » (Milan), *Il cerchio di gesso* (Bologne, revue fondée par des intellectuels parmi lesquels Federico Stame et Gianni Scalia), les revues satiriques *Frigidaire* et *Il Male*, mais aussi les maisons d'édition comme « Squi/libri » ou « L'Erba voglio », et surtout les « radios libres » qui se diffusent à partir de 1976 comme « Radio Alice » (Bologne), « Radio Aut » (Cinisi, P. Impastato), « Radio Onda rossa » (du collectif « I Volsci » de Rome), « Radio raptus » (Correggio), « Radio popolare » (Milan), « Radio Sherwood » (Padoue). Cette diffusion devient partie prenante du processus révolutionnaire au point que M. Grispigni affirme que « i processi comunicativi e il flusso dell'informazione si sostituiscono alla fabbrica come luogo centrale dello scontro con il potere »[1293].

Cependant, on est loin de la contre-information traditionnelle telle qu'elle avait été pratiquée par la gauche extraparlementaire. Ici, l'information circule immédiatement devenant lieu d'agrégation et d'action politique immédiate (pendant les manifestations par exemple : des milliers d'appels téléphoniques des manifestants sont retransmis en direct, sans filtre). De même, les revues refusent la présentation graphique « normale » et les articles sont mis de côté, de travers, à l'envers, donnant lieu à des pratiques et à un langage « artistiques ».

Ici encore, la désagrégation des formes de communication courantes s'inscrit dans l'objectif de contrecarrer la primauté des impératifs politiques au profit d'une expression libre et personnelle. Dans le livre écrit par le collectif qui anime l'expérience de « Radio Alice », *Alice è il diavolo* (1976), le collectif exprime le projet de mettre en œuvre de nouvelles pratiques linguistiques : « il linguaggio non è un mezzo ma una pratica (..) che modifica la realtà (...). Far saltare la dittatura del Significato, introdurre il delirio nell'ordine della comunicazione, far parlare il desiderio, la rabbia, la follia, l'impazienza ed il rifiuto. Questa forma della pratica linguistica (…) fa saltare la dittatura del Politico »[1294]. D'après le collectif, le message ne doit pas véhiculer un contenu ou un signifiant : c'est la forme même du message qui donne l'information, qui est le signifiant. La pensée de McLuhan (« le médium est le message ») est reprise dans une optique subversive qui veut déstructurer les modes de communication traditionnels.

[1292]N. Balestrini, P. Moroni, *op.cit.*, p.447. *A/traverso* vendait 20 000 copies en 1977.

[1293] M. Grispigni, *op.cit.*, p.72.

[1294] *Ibid.*, p.73.

3) Une réflexion sur le langage et une nouvelle contre-information

Le mouvement de 1977 remet en cause la vieille conception de la contre-information comme simple rétablissement d'une vérité factuelle que les autorités essaient de cacher. Dans la pratique de la contre-information c'est le contenu du message qui distingue la contre-information de l'information officielle. Le collectif de Radio Alice essaie d'abandonner cette conception pour passer à une «guerrilla de l'information » qui ne se cantonne plus à la simple modification de l'information mais qui doit investir tout le cycle de la communication: de l'utilisation de moyens de communication nouveaux, comme les radios libres, à l'invention de formes linguistiques nouvelles.

En effet, la contre-information ne remettait pas en cause la relation entre forme et contenu, entre le code linguistique utilisé et le message. Surtout, elle maintenait un rapport hiérarchique entre l'émetteur et le destinataire du message, entre celui qui produisait et celui qui recevait le message. Radio Alice tente d'annuler cette séparation – qui caractérise tout le système des médias – pour arriver à produire l'information de façon collective: ce sont les appels téléphoniques des auditeurs qui livrent les informations (par exemple, nous l'avons vu, au moment des cortèges) et qui permettent d'engendrer une information collective.

La radio est ainsi conçue comme le terrain d'une expérimentation collective qui rompt le « ciclo dell'informazione istituzionale » et qui, ce faisant, brise le consensus. Elle permet de construire un espace de communication où « il linguaggio fosse immediatamente luogo di aggregazione, riconoscimento, pratica collettiva » afin de rompre la « struttura di controllo sulla vita e sul lavoro che è (....) fatto di segni »[1295].

L'idée d'introduire de « nouveaux signes » dans le langage afin de briser le consensus passe par le thème du mensonge et de la « fausse information », pratique dominante dans l'expérience de radio Alice. L'un de ses slogans disait que « Radio Alice trasmette : musica, notizie, giardini fioriti, sproloqui, invenzioni scoperte, ricette, oroscopi, filtri magici, amori, bollettini di guerra, fotografie, messaggi, massaggi, bugie »[1296]. De même, la revue

[1295]« La rottura controrivoluzionaria », *A/traverso*, février 1977, Fondo M. Ilardi, Busta 62, cartella 3. Sur cette question, je renvoie aussi à: Klemens Gruber, *L'avanguardia inaudita. Comunicazione e strategia nei movimenti degli anni settanta*, Costa & Nolan, 1997.

[1296]http://www.radioalice.org/nastri.html

A/traverso diffuse des « Informazioni false che producono eventi veri »[1297]: la vérité n'est pas forcément révolutionnaire.

Dans cet article, qui paraît dans le numéro de la revue de février 1977, le groupe affirme que la contre-information traditionnelle rétablit le miroir de la réalité, alors que leur revue veut y passer « à/travers » en cherchant une réalité « autre » et en divulguant « des fausses informations » afin de montrer ce que le pouvoir cache réellement : « Non basta denunciare il falso del potere ; occorre denunciare e rompere il vero del potere » et cela par la diffusion de fausses informations. Ici encore la pratique du non-sens détermine l'action politique et linguistique :

> « Emettere segni con la voce e il tono del potere. Ma segni falsi. Produciamo informazioni false che mostrino quel che il potere nasconde, e che producano rivolta contro la forza del discorso d'ordine. Riproduciamo il gioco magico della Verità falsificante per dire con il linguaggio dei mass-media quello che essi vogliono scongiurare. (…) Facciamo dire alle Prefetture che è giusto portare via la carne gratis dalle macellerie. Su questa strada, oltre la contro informazione, oltre Alice; la realtà trasforma il linguaggio. Il linguaggio può trasformare la realtà »[1298].

Il s'agit de démasquer la vérité du pouvoir qui se cache derrière l'ordre du discours : faire surgir le désordre réel qui se cache derrière l' « écran du langage » en le brisant, et en faisant dire au pouvoir ce qu'il pense réellement.

[1297] « Informazioni false che producono eventi veri », *A/traverso*, février 1977. Irsifar. Fondo M. Ilardi, Busta 62, cartella 3.

[1298] « Informazioni false che producono eventi veri », *A/traverso*, février 1977. Irsifar. Fondo M. Ilardi, Busta 62, cartella 3. Voici le texte intégral :

« La controinformazione ha denunciato quello che il potere dice il falso, laddove lo specchio del linguaggio del potere riflette in modo deformato la realtà- ha ristabilito il vero, ma come mero rispecchiamento. Radio Alice, il linguaggio al di là dello specchio ha costruito lo spazio in cui il soggetto si riconosce, non più come specchio, come verità ristabilita, come immobile riproduzione, ma come pratica di esistenza in trasformazione (ed il linguaggio è un livello della trasformazione). Ora andiamo oltre. Non basta denunciare il falso del potere; occorre denunciare e rompere il vero del potere. Quando il potere dice la verità e pretende sia Naturale va denunciato quanto disumano ed assurdo sia l'ordine di realtà che l'ordine del discorso (il discorso d'ordine) riflette e riproduce: consolida. Portare allo scoperto la deliranza del potere. Ma non solo. Occorre prendere il posto (autovalidantesi) del potere, parlare con la sua voce. Emettere segni con la voce e il tono del potere. Ma segni falsi. Produciamo informazioni false che mostrino quel che il potere nasconde, e che producano rivolta contro la forza del discorso d'ordine. Riproduciamo il gioco magico della Verità falsificante per dire con il linguaggio dei mass-media quello che essi vogliono scongiurare. Basta un piccolo scarto perché il potere mostri il suo delirio: Lama dice ogni giorno che vanno fucilati gli assenteisti. Ma questa verità del potere si nasconde dietro un piccolo schermo linguistico. Rompiamolo, e facciamo dire a Lama quello che pensa realmente. Ma la forza del potere sta nel parlare col potere della forza. Facciamo dire alle Prefetture che è giusto portare via la carne gratis dalle macellerie. Su questa strada, oltre la contro informazione, oltre Alice; la realtà trasforma il linguaggio. Il linguaggio può trasformare la realtà. Costruire le cellule d'azione mao dada ».

Dans le même sens, une autre revue de la contre-information militante repense son rôle et son action. Il s'agit de la revue *Controinformazione*, revue « historique » de la contre-information militante qui naît en 1973 (1973-1984), et qui en 1977 redéfinit son projet politique : il ne s'agit plus de diffuser les informations que le capital tente de cacher mais de donner des indications sur les « articolazioni strutturali e istituzionali del potere », « indicazioni immediatamente traducibili in termini operativi »[1299], en privilégiant ainsi l'immédiateté de l'action directe sur le pouvoir dévoilant du message.

Enfin, le rôle du langage exprime aussi un besoin de libération de la parole liée à la pratique « désirante » du mouvement. En reprenant les mots de la tradition dadaïste, dans ce même numéro de *A/traverso*, l'impératif devient : « Rompere la separazione fra arte e vita, iscrivere nella pratica che scrive il testo la rottura soggettiva della classe che interrompe il circuito produttivo, far circolare il Significante (in cui il desiderio si iscrive) »[1300]. L'impératif de la « rupture » est encore dominant : « rottura dei circuiti comunicativi », « iscrivere nella pratica rivoluzionaria la rottura testuale », « rompere la separazione fra linguaggio e rivoluzione »[1301].

Le langage devient le seul lieu d'agrégation possible après l'écroulement des organisations : le but est celui d'une « écriture collective » qui devient le seul moyen de « recomposition » de classe. C'est en effet dans le langage que s'opère une redéfinition du «tessuto materiale dei rapporti di classe » qui a des effets réels sur la vie, et qui ne se cantonne pas à « la loro mera rappresentazione simbolica ». La circulation de l'information, l'écriture et les pratiques linguistiques, deviennent le nouveau terrain de la lutte entre la classe ouvrière (telle qu'elle a été redéfinie par le mouvement) et le pouvoir. Ainsi, en paraphrasant Marx, *A/traverso* affirme que : « cambiare il mondo non basta, occorre trasformare la vita e il linguaggio. Perché la vita è la forma quotidiana dei rapporti di classe, perché il linguaggio è il supporto fondamentale di ogni processo produttivo e di ogni trasformazione del processo produttivo »[1302].

Une dernière représentation de cette vision nouvelle de la contre-information est encore mise en scène par le collectif A/traverso, après la fin du mouvement. Ainsi, en

---

[1299] « La controinformazione come progetto politico », *Controinformazione*, n 9-19, novembre 1977. Irsifar, Fondo M. Ilardi, Busta 62, cartella 10.

[1300] « Dalle masse alle masse, ma come? », *A/traverso* n. février 1977, même numéro que « Informazioni false che producono eventi veri ». Irsifar. Fondo M. Ilardi, Busta 62, cartella 3.

[1301] *Ibid.*

[1302] *Ibid.*

octobre 1977, après le congrès sur le répression du mouvement de Bologne et le début du reflux, *Zut* et *A/traverso* font paraître un numéro commun qui s'intitule, de façon provocatrice : « COMPAGNI, La Rivoluzione è finita: ABBIAMO VINTO »[1303]. Le texte poursuit en dépeignant, de façon satirique, la victoire : « le radio e i grandi organi di stampa sono stati strappati dal controllo del capitale e delle multinazionali, messaggi di libertà si diffondono da Repubblica al Corriere della Sera, Cossiga e i suoi lacché socialimperialisti hanno smesso di percorrere le nostre strade e le nostre piazze (..) ». Mais, au-delà de la provocation, le groupe pointe, dans cette fausse information, quelque chose de vrai: la révolution a gagné car elle a engendré une « moltitudine dei cambiamenti molecolari del desiderio che la rivoluzione ha già fatto esplodere ». Même si l'échec est ailleurs : « non c'è niente di costruttivo in tutto questo »[1304].

4) Conclusion

Le mouvement de 1977 a eu le mérite de comprendre la portée nouvelle des moyens de communication et leur rôle politique croissant, en menant une bataille réelle sur l'information. Comme le mouvement féministe, il a engagé une réflexion sur la langue en redéfinissant les catégories du politique, et en engageant des formes nouvelles de politisation. Le mouvement a tenté de déstructurer les pratiques linguistiques courantes en inscrivant, dans la pratique de l' « écriture collective », le rôle révolutionnaire de nouveaux sujets sociaux. Cependant, le mouvement a justifié aussi des pratiques politiques, qui, au nom de la réalisation du communisme *hic et nunc*, et de la réappropriation de biens jugés collectifs, se sont soldées par des actions (la « spesa proletaria » ou la « riappropriazioni delle merci » qui consistaient essentiellement à dévaliser des magasins et des supermarchés pendant les manifestations) qui ont préparé le reflux vers le privé de la fin des années 1970.

Enfin, le mouvement a redéfini le concept d' « Autonomie » qui était jusqu'alors lié à la tradition opéraïste et aux luttes ouvrières de l' « automne chaud » de la fin des années 1960. Alors que les opéraïstes avaient défendu l'autonomie des luttes ouvrières par rapport

---

[1303] *Zut e A/traverso* [numéro commun] octobre 1977. Irsifar. Fondo Stefania Raspini, Busta 129, Cartella 356. Le texte avait été écrit au lendemain du 12 mars 1977 et avait été publié déjà dans le numéro de juin 1977 de *A/traverso*.

[1304] *Ibid.*

aux syndicats et aux partis, l' « Autonomie » de 1977 élargit la critique des institutions traditionnelles jusqu'à prôner un refus total de toute forme d'organisation. Malgré cela, une partie des militants du mouvement fera le choix d'entrer dans les organisations armées.

Les discours féministes ont tenté aussi de remettre en cause les discours politiques traditionnels, et en particulier les discours des groupes extraparlementaires. En voulant se démarquer de la vulgate marxiste-léniniste des groupes, les féministes introduisent un nouveau sujet, la femme, qui permet de redéfinir tout le vocabulaire de la politique. Ainsi, les catégories marxistes sont remplacées par une nouvelle forme d'exploitation (l'exploitation de la femme par l'homme) et par de nouveaux objectifs (l'« abolition du patriarcat »). Cependant, la diversité et la richesse de ces mouvements ne permet pas de définir de façon unitaire leur discours : ainsi, certains milieux féministes ont adhéré au contraire aux organisations extraparlementaires ou aux groupes politiques en calquant le combat féministe sur la lutte des classes. Malgré cela, l'originalité du discours féministe repose sur l'émergence d'un nouveau sujet politique et sur la redéfinition de nouveaux concepts qui sont politisés pour la première fois (le corps, le travail domestique, l'avortement, la libération sexuelle). Surtout, les mouvements féministes ont engendré pour la première fois une prise de parole publique des femmes.

Chapitre 9

La question du langage pendant l'enlèvement de Moro, 1978

La question du langage a été fondamentale dès le début de l'affaire Moro dans la mesure où elle a constitué la clé de voûte de la gestion de l'enlèvement de la part des autorités. La « folie » supposée d'Aldo Moro a cautionné la « ligne de la fermeté » mise en avant par le Pci, puis par la Dc[1305]. Au même moment, et pour la première fois, les autorités publiques s'attachent à décrypter les textes des Br. Il existe donc une « question de la langue » dès les premiers jours de l'affaire Moro : la non-reconnaissance politique des Br et de Moro de la part des autorités se matérialisa par un refus des discours produits par ces deux agents.

Au cours des 55 jours de l'enlèvement d'Aldo Moro, on assiste à ce que l'historien Alessandro Pizzorno a appelé une « lotta per le definizioni » qui se joue « per le definizioni che si volevano imporre alle identità degli altri, e per quelle con cui ognuno esigeva di venir a sua volta riconosciuto »[1306]. Les identités politiques sont ainsi redéfinies à partir des discours : l'analyse de la langue des Br ouvre un intense débat au sein de la gauche extraparlementaire, du Pci, et des médias sur la question de leur identité politique et de leurs traditions de référence. De même, les textes produits par Aldo Moro au cours de son enlèvement entament un processus de redéfinition du président de la Dc dont l' identité politique est niée[1307].

[1305] M. Clementi, *La pazzia di Aldo Moro*, Milano, Bur Rizzoli, 2008 [2001 Odradek].

[1306] A. Pizzorno, « Le trasformazioni del sistema politico italiano, 1976-1992 », dans F. Barbagallo (dir.), *Storia dell'Italia repubblicana, op. cit.*, p. 326. D'après Pizzorno, la question de l'identité d'Aldo Moro constitue le moment le plus dramatique de l'affaire: « Il modo di agire per liberare quell'ostaggio dipendeva da come sarebbe stata definita quell'identità », *Ibid.*, p. 329. Or, le discours des autorités officielles et de la Dc opposa, dès le début de l'affaire, le Moro public et le Moro privé qui se détournait de la «raison d'Etat».

[1307] Outre la question de la «folie» d'Aldo Moro, on affirma aussi que Moro n'était plus un démocrate-chrétien; qu'il était un membre des Br (par un processus de stockholmisation); alors qu'au même moment on commença à célébrer son passé de grand homme d'Etat, entamant ainsi un processus de béatification, qui présupposait déjà sa mort : dès le 17 mars, l'éditorial du directeur de *La Stampa*, Arrigo Levi, définit Moro comme

Mais l'affaire Moro redéfinit aussi les contours politiques des partis au gouvernement : la Dc et le Pci tiennent le même discours en défendant la « ligne de la fermeté » et les gouvernements de « solidarité nationale ». Les deux partis se présentent comme les tenants de la légalité, de l'Etat de droit et de la démocratie contre le terrorisme[1308]. Mais l'alliance porta surtout sur le terrain des définitions : le Pci, refusa aux Br l'appropriation d'une tradition culturelle et idéologique « communiste », alors que la Dc se détourna du Moro prisonnier, lui ôtant toute reconnaissance au sein du parti qu'il avait dirigé pendant trente ans.

Face à cette unité des partis au gouvernement, les milieux de la contestation se positionnent de façon unanime dans un équilibre équidistant à la fois de la violence armée et de l'Etat, en forgeant le nouveau slogan « né con lo Stato né con le Br ». L'affaire Moro conduit à une simplification et à une polarisation des discours politiques (pour ou contre le terrorisme, pour ou contre les négociations) qui conduisent à un immobilisme de la gauche extraparlementaire, et de la vie politique en général. Plus concrètement, ce moment met en lumière les contradictions inhérentes aux luttes qui s'étaient succédées depuis le début de la décennie, résumant et intensifiant le débat sur la question de la violence et du pouvoir, avec l'irruption d'un débat public autour de la question du « terrorisme ».

Ainsi, notre étude ne prendra pas en compte les différentes étapes qui ont scandé l'affaire Moro : de nombreux ouvrages ont été écrits sur l'histoire et les « mystères » de l'affaire[1309]. Nous nous attacherons à une analyse des débats politiques et idéologiques qui ont porté sur la définition des identités et des discours. Il est pour nous nécessaire de se demander pourquoi, à ce moment donné, certains termes entrent dans le vocabulaire politique courant et font l'objet d'intenses débats, alors qu'ils décrivent des phénomènes qui existaient déjà depuis près d'une décennie. Quels sont les enjeux des usages de ces catégories politiques et des redéfinitions qu'elles subissent?

« il più prestigioso statista italiano, l'erede di De Gasperi, il leader del nostro maggior partito », dans A. Giovagnoli, *Il caso Moro. Una tragedia repubblicana*, Il Mulino, Bologna, 2005, p.53.

[1308] Après avoir défendu la «ligne de la fermeté», le Psi de Craxi rompt l'unité des partis en entamant des négociations pour la libération de Moro. Le Psi se démarque ainsi pour la première fois de façon nette du Pci, le dépassant même sur sa gauche sur la question «morale ».

[1309] Je renvoie à la partie de la bibliographie sur «l'affaire Moro».

I. Le langage de Moro et des Br : la « confusion des langues »

L'affaire Moro produisit, selon les mots de Moro, une « confusione delle lingue »[1310]. Celle-ci est due en partie au rôle que joua le Président de la Dc au cours de son enlèvement, mais nous pouvons distinguer plusieurs facteurs qui peuvent expliquer cette expression.

En premier lieu, le nombre considérable de documents produits à la fois par Moro et par les Br au cours de l'enlèvement contribua à cette confusion des langages. La production importante d'écrits de Moro cautionnait le « désespoir » du prisonnier qui voulait se sauver à tout prix, alors que les neuf communiqués des Br montraient une organisation mise à mal par la longueur imprévue de la détention du prisonnier. Ainsi, plus Moro écrivait, plus il était renié par ses compagnons de parti. De même, la production importante des Br révèle une organisation dont la ligne politique n'est plus assurée: les communiqués se contredisent les uns les autres, matérialisant des retournements imprévus. Les contradictions portent notamment sur la question de la publication des interrogatoires de Moro, sur la question de l'échange de prisonniers et sur l'exécution de la sentence à laquelle Moro a été condamné.

De plus, la nature des différents documents qui sortent de la « prison du peuple » conduit à une superposition des discours : Moro écrit des lettres publiques et privées (à la Dc et à sa famille) et son interrogatoire prend la forme d'un *Memoriale*, dont un passage (sur Taviani) est joint par les Br au communiqué n.5 du 10 avril 1978[1311]. Les Br produisent neuf communiqués et la Résolution de la Direction stratégique (février 1978) est jointe au communiqué n. 4. Le 18 avril, apparaît un faux communiqué n. 7, annonçant la mort de Moro que les Br démentent deux jours après par le « vrai » communiqué n. 7 du 20 avril. Les communiqués, les lettres, le mémorial, la résolution stratégique: plusieurs types de documents qui créent une pluralité de discours provenant tous de la « prison du peuple ». La question de la nature vraie ou fausse de ces documents est constamment réitérée, le point le plus haut étant la mise en scène de la fausse mort de Moro annoncée par le faux communiqué n.7.

Un autre élément de confusion se situe dans le décryptage du langage des Br : c'est pendant l'enlèvement d'Aldo Moro que les autorités officielles s'intéressent pour la première fois, du moins de façon publique, aux écrits des Br. Les communiqués produits par les Br

---

[1310] Moro parle de "confusion des langues" dans une lettre adressée à sa femme Eleonora (Noretta) le 8 avril, dans M. Gotor, *Lettere dalla prigionia*, Torino, Einaudi, 2008, p. 32.

[1311] Dans l'étude *Lettere dalla prigionia*, *op.cit.*, M. Gotor a montré que certains écrits de A. Moro parvenaient incomplets.

deviennent un objet d'étude pour toutes sortes de commentateur, et par les « spécialistes » appelés par les autorités[1312]. Les résultats de ces analyses, qui alternent les données linguistiques aux données idéologiques, paraissent dans la presse officielle qui leur donne une ampleur sans égal. Ainsi, on crut lire dans les textes des Br des syntagmes provenant de traductions de langues étrangères – russes et espagnoles notamment – déplaçant ainsi l'origine d'un phénomène social né des conditions historiques et politiques du pays[1313]. De la même façon, l'étude des lettres de Moro fit émerger tout de suite l'hypothèse que Moro utilisait un langage « double » par lequel il chiffrait ses textes en donnant des indications sur le lieu où il était détenu[1314].

Cette confusion et cette richesse d'écrits cautionne le rôle prééminent joué par les médias qui suivent toutes les étapes de l'affaire et qui publient toutes les lettres et tous les communiqués – malgré le débat sur ce qu'il faut publier ou pas[1315] – avec nombre de détails et d'hypothèses saugrenues : on croyait pouvoir décrire ce qui passait dans la « prison du peuple », imaginant un Moro drogué, affaibli par les interrogatoires, suivant les indications dictées par ses tortionnaires.

Enfin, l'enlèvement de Moro conduisit contre toute attente à une alliance entre le Pci et la Dc qui se manifesta par l'adoption d'une langue commune des deux partis jadis opposés et qui se résuma dans la « ligne de la fermeté ». Ce retournement imprévu d'alliances cautionna la négation de la langue de Moro. La Dc refusa toute légitimité au langage de Moro dans la « prison du peuple » brigadiste : « Quelle parole non sono le sue »[1316], « parole

---

[1312] Une commission de « spécialistes » avait été mise en place par le Ministère de l'Intérieur, et par son ministre, Francesco Cossiga. Sur les liens entre cette commission et la loge P2, je renvoie à S. Flamigni, *La tela del ragno*, Kaos, Milan, 2003, p.127-157. Sur l'interprétation de la commission de spécialistes des lettres de Moro, je renvoie à M. Clementi, *op.cit*., p.128-236 et M. Gotor, *op.cit*., p.205-219.

[1313] « Commissione parlamentare d'inchiesta sulla strage di via Fani e sul sequestro e l'assassinio di Aldo Moro », Doc. XXIII, n.5, vol.54.

[1314] Les mots de Moro dans la première lettre à Cossiga du 29 mars au sujet du « dominio pieno e incontrollato » avaient été lus comme « un condominio pieno e non ancora controllato ».

[1315] Sur le rôle des médias pendant l'affaire Moro, je renvoie à l'ouvrage de A. Silj, *Brigate Rosse-Stato*, Vallecchi, Firenze, 1978 et à l'interview de M. McLuhan, « Contro i terroristi l'arma più forte è il silenzio », de G. Fantauzzi, *Il Tempo*, 19 février 1978. Dans cette célèbre interview, le sociologue Marshall McLuhan établissait une relation entre le terrorisme et les nouveaux instruments de communication: « Senza comunicazione non vi sarebbe terrorismo. Potrebbero esservi le bombe, potrebbe esserci l'hardware, ma il nuovo terrorismo è software, è elettronica. Perciò senza elettronica niente terrorismo. In altre parole i terroristi adoperano questa gigantesca arma che è l'elettronica, la quale poi è un'arma pubblica del software ».

[1316] *La Repubblica*, 30 mars 1978.

scritte sotto la tortura »[1317]. Le 26 avril, une déclaration de personnalités proches de Moro, diffusée dans les journaux, revendiqua que « l'Aldo Moro che conosciamo, con la sua visione spirituale, politica e giuridica (…) non è presente nelle lettere dirette a Zaccagnini, pubblicate come sue »[1318].

Enfin, le refus par les autorités et les médias des discours produits à la fois par Moro et par les Br, créa une sorte de retournement imprévu, car, au procès des Br contre Moro finit par se substituer le procès de Moro contre son propre parti.

1) Le langage des Br dans la Résolution de 1978 : la « : la guerre civile déployée : l'anéantissement des forces impérialistes »

L'enlèvement d'A. Moro s'inscrit dans une évolution du groupe vers la violence armée. Après le meurtre de Coco, en 1976, les Br avaient augmenté le « niveau de l'affrontement » en s'appuyant sur la violence des mouvements collectifs qui explose en 1977 avec le mouvement de l'Autonomie organisée. Ainsi, en 1977 les Br tuent l'avocat Fulvio Croce (28 avril) qui avait assumé la défense des brigadistes au procès de Turin et lancent la « campagne contre les journalistes » en réalisant plusieurs « jambisations » : Valerio Bruno (1 juin) ; Indro Montanelli (2 juin) ; Emilio Rossi (3 juin). Le 16 novembre 1977, à Turin, un commando des Br tue le directeur adjoint de *La Stampa*, Carlo Casalegno. À partir de 1978, les Br s'attaquent au milieu des prisons en tuant le magistrat Riccardo Palma (14 février 1978) et les agents Lorenzo Cutugno (11 avril 1978), Francesco Di Cataldo (20 avril) ; Rosario Berardi (10 mars). Entre 1977 et 1978, s'opère un tournant important de la violence, qui prend de plus en plus la forme de meurtres.

Cette croissance exponentielle de la violence s'accompagne d'un nouveau document produit par les Br au début de 1978 : la Résolution de la Direction Stratégique (février 1978)[1319]. Il s'agit du document le plus long produit par les Br[1320]: celles-ci entrent dans une phase de forte théorisation idéologique et de « fermeture » de leur langage, comme en

---

[1317] *La Repubblica*, Fausto De Luca, 30 mars 1978. Sur la question, voir aussi A.Giovagnoli, *op.cit.*, p.118-121.

[1318] M. Clementi, *op.cit.*, p.194.

[1319] «Progetto memoria», *Le parole scritte*, *op.cit.*, p.60-111.

[1320] Les Br produiront ensuite une autre Résolution stratégique en octobre 1980, sur le même modèle que la Résolution de 1978, *Ibid.*, p.148-198.

témoigne la longueur du document produit. Le document est d'abord écrit dans un but interne à l'organisation et s'adresse aux militants du groupe. Par la suite les Br feront le choix de le diffuser publiquement en l'intégrant au communiqué n. 4 de l'enlèvement Moro.

La résolution de la Direction stratégique de 1978 est un condensé de l'idéologie des Br qui développe et approfondit tous les aspects de leur production théorique précédente. L'analyse ne fait que reprendre et amplifier la résolution de 1975 avec un changement de taille : le passage, théorisé pour la première fois depuis la naissance du groupe, de la « propagande armée » à une nouvelle phase de la « guerre ».

En effet, la résolution de 1978 pousse plus loin la logique de l'affrontement. La Résolution de 1975 avait annoncé le passage à la « guerra civile guerreggiata »[1321], tout en affirmant qu'il fallait rester pour le moment sur le terrain de la « propaganda armata »[1322].

Dans la Résolution de 1978, les Br recourent à un nouveau concept qui remplace la « guerra guerreggiata » : c'est la « guerra civile dispiegata » définie comme « l'annientamento delle forze imperialiste »[1323]. Il s'agit de passer des actions démonstratives à des actions proprement « destructrices » du camp ennemi :

> « Il principio tattico della guerriglia in questa congiuntura è la disarticolazione delle forze del nemico. Disarticolare le forze del nemico significa portare un attacco il cui obbiettivo principale è ancora quello di propagandare la lotta armata e la sua necessità, ma in esso già comincia ad operare anche il principio tattico proprio della fase successiva, la distruzione delle forze del nemico.
>
> (…) Compito dell'organizzazione guerrigliera è di passare dalle azioni cosiddette "dimostrative" a quelle che danno al combattimento un inequivocabile significato "distruttivo" della forza nemica »[1324.]

D'après les Br, c'est la phase finale de la guerre de guérrilla (menée par les avant-gardes), qui ouvre à la guerre civile au sens propre (le prolétariat en armes)[1325] : il s'agit

---

[1321] *Résolution 1975*, «Progetto memoria», *Le parole scritte, op.cit.*, p.56. Dans la Résolution de 1975, les Br expliquaient que pendant la « guerra civile guerreggiata », «compito principale dell'avanguardia armata sarà quello di disarticolare, anche militarmente, la macchina burocratica e militare dello Stato e spezzarla ».

[1322] *Ibid.*, p.58-59. « Il passaggio a una fase più avanzata di disarticolazione militare dello stato e del Regime è prematuro e dunque sbagliato (…) l'accumulazione di forze rivoluzionarie sul terreno della lotta armata (…) ancora non è tale (…) da consentire il passaggio ad una nuova fase della guerra. Il livello di scontro adeguato a questa fase resta quello della propaganda armata ».

donc de passer de la propagande armée à la « destruction » de l'ennemi. La résolution de 1978 exacerbe le conflit entre les Br et l'Etat : deux pôles « institutionnels » qui s'affrontent dans une logique de pouvoir. Comme dans la Résolution stratégique de 1975, les Br commencent leur analyse par une longue théorie du Sim, le définissant comme un « sistema di dominio globale »[1326] qui conduit nécessairement à une généralisation de la guerre[1327] : « L'imperialismo è guerra »[1328].

Un autre élément important de la Résolution de 1978 consiste dans une théorisation exacerbée qui revendique un lien direct avec l'orthodoxie communiste. Les Br inscrivent leur discours dans la tradition marxiste-léniniste, en citant la Commune de Paris et la Révolution d'Octobre comme exemples de la lutte entre les guerres impérialistes et le prolétariat armé[1329], ils reprennent le débat entre Lénine et Boukharine sur la question de l'impérialisme[1330], et le document offre une panoplie de citations, parmi lesquelles nous trouvons Ulrike Meinhof, Gramsci, Engels[1331] mais surtout Marx[1332] et Lénine dont ils

---

[1323] *Résolution 1978, Ibid*., p.95.

[1324] *Ibid*., p.94-96.

[1325] *Ibid*., p.95. « La disarticolazione delle forze del nemico è quindi l'ultimo periodo della fase della banda armata e introduce progressivamente in quella della « guerra civile rivoluzionaria ».

[1326] *Ibid*., p.61. « L'imperialismo delle multinazionali si presenta perciò come un sistema di dominio globale in cui i vari "capitalismi nazionali" sono semplicemente sue articolazioni organiche (…). In ogni area nazionale il proletariato non si trova a fare i conti con la sua "borghesia nazionale" ma con l'articolazione locale della borghesia imperialista ».

[1327] *Ibid.*, p.73-74. « In questa fase storica, a questo punto della crisi, la pratica della violenza rivoluzionaria è l'unica politica che abbia una possibilità reale di affrontare e risolvere la contraddizione antagonistica che oppone proletariato metropolitano e borghesia imperialistica. In questa fase la lotta di classe assume, per iniziativa delle avanguardie rivoluzionarie, la forma della guerra ».

[1328] *Ibid.*, p. 74. « Certo siamo noi a volere la guerra! (…) Ma, detto questo, è necessario far chiarezza su un punto: non siamo noi a "creare" la controrivoluzione ».

[1329] *Ibid.*, p.62.

[1330] *Ibid.*, p.62.

[1331] Nous avons ainsi des citations de Croissant p.63, Schmidt p.65, Ulrike Meinhof p.66, Habasch p.74, Gramsci p.91, Brandt, Andreotti p.91, Engels p.108.

[1332] *Ibid.*, p.92. «Vuol dire: ricomposizione del lavoro manuale e intellettuale; organizzazione della produzione in funzione dei bisogni del popolo, del "valore d'uso", e non piú del "valore di scambio", vale a dire dei profitti di un pugno di capitalisti e di multinazionali. Tutto questo oggi è storicamente possibile. Necessario

s'inspirent encore une fois en utilisant les « categorie leniniste » de « anello debole » et « catena imperialista » :

> « Parafrasando Lenin, anche noi possiamo dire che: "l'imperialismo delle multinazionali è una sovrastruttura dell'imperialismo" e che, quindi, il nostro compito non è quello di buttare a mare le categorie dell'analisi leninista ("Stato nazione", "catene imperialista", "anello debole"...), ma di riconsiderare la forma e, quindi, esplicitarla, che esse assumono nella presente fase politica. Stesso discorso è da fare per le categorie "partito" e "dittatura del proletariato", la nostra riconsiderazione teorico-pratica del Partito comunista combattente non è infatti altro che la riproduzione della sostanza dell'esperienza leninista, e dei suoi sviluppi, con la rivoluzione cinese, nella fase attuale. Per questo ci definiamo "marxisti-leninisti" »[1333].

Les Br opèrent une jonction entre leurs catégories d'analyse politique et les mots issus de la tradition léniniste : leur discours est ainsi légitimé par la tradition. De même, le passage à une nouvelle phase de la guerre est toujours défini par rapport à la tradition : « La strategia insurrezionalista di derivazione terzinternazionalista esce dalla storia e fa il suo ingresso la guerriglia, la guerra di classe di lunga durata »[1334]. Dans le même sens, le Pci est décrit comme un « renégat » de la tradition marxiste-léniniste : « revisionismo » « capitalismo di stato », « compromesso », « vari eurocomunismi », « rinnegati del marxismo-leninismo, del tradimento delle aspirazioni di emancipazione della classe operaia »[1335]. La lutte avec le Pci s'engage sur le terrain de l'idéologie.

---

e possibile!» Le document se présente comme une sorte de nouveau manifeste communiste en se se terminant sur l'injonction « Proletari di tutti i paesi uniamoci ».

[1333] *Ibid.*, p.62-63. Lénine est à nouveau cité au sujet de l'internationalisme prolétarien, *Ibid.*, p.110.

[1334] *Ibid.*, p.67.

[1335] *Ibid.*, p.70. Le document redéfinit la «duplicité» du Pci : « La duplicità della funzione e della natura del PCI (da una parte, funzione poliziesca e natura conservatrice; dall'altra, funzione razionalizzatrice e natura riformistica) è probabile stia al fondo dei suoi successi elettorali e della sua "tenuta" in presenza di una lotta di classe che tocca i livelli sempre crescenti di maturità », *Ibid.*, p. 69. Mais la Résolution met aussi l'accent sur l'écart entre les dirigeants du Pci et ses militants de base, dont les Br espèrent encore obtenir un consensus: le Pci agit « indipendentemente dalla volontà dei suoi militanti », *Ibid.*

Le discours sur les militants de la lutte armée et le sort qui leur est réservé devient déterminant : une longue partie de la résolution traite de la réorganisation de la répression (police, justice, prisons, coopération entre les Etats)[1336]. Le texte devient auto-référentiel : les Br y traitent des questions liées à leur organisation et à la survie du groupe[1337].

Enfin, la dernière partie de la Résolution est consacrée à la construction du « Movimento di Resistenza Proletario Offensivo », désigné sous un nouveau sigle, le « MRPO » et à la construction du « Partito comunista combattente ».

En 1975, les Br refusaient encore de se considérer comme le « bras armé » du spontanéisme révolutionnaire des mouvements. Ils refusaient une conception de la lutte armée comme développement « dell'area legale o semilegale della cosiddetta *autonomia »*[1338] *(Résolution 1975).* L'importance croissante du mouvement de l'Autonomie, après l'explosion de 1977, pousse les Br à repenser leur rôle stratégique au sein des mouvements. Après les dures critiques de la Résolution de 1975 contre l'antagonisme spontanéiste et pas toujours armé des autonomes, en 1978, les Br tentent d'englober le mouvement de 1977 à l'intérieur d'un front plus ample de lutte en lui reconnaissant une portée révolutionnaire et en forgeant le concept de « guerra civile strisciante » [1339].

La nouveauté réside dans la création d'un nouveau concept: « Movimento di Resistenza Proletario Offensivo », le « MRPO » qui rassemble l'ensemble des mouvements

---

[1336] Un long passage de la Résolution est dédié aux prisonniers et à la situation carcérale : « Una nuova figura proletaria : il « criminale politico » ovvero il guerrigliero urbano », désigné comme « nemico interno ». Les prisons sont décrites comme des « campi di concentramento ». Un long moment du texte décrit la coopération internationale contre la lutte armée : « Il patto di mutua assistenza repressiva tra gli Stati imperialisti » ; « Dal patto di mutua assistenza repressiva all'organizzazione comune di polizia » ; « Gli apparati della controrivoluzione preventiva nel nostro paese » ; « I corpi antiguerriglia », « Il rafforzamento dei meccanismi e degli strumenti di controllo e prevenzione » ; « Integrazione delle strutture giudiziarie come braccio dell'esecutivo » ; « Ristrutturazione del carcerario », *Ibid.*, p.75-91.

[1337] « La borghesia imperialista (…) non può ammettere, né tollerare, contraddizioni e comportamenti di classe antagonistici; perché non può riconoscerli se non come "devianze criminaloidi", "terrorismo", "insorgenze irrazionali", per usare una divertente definizione del ministro, "manifestazioni di follia ideologizzante" », *Ibid.*, p.74.

[1338] *Résolution de 1975*: «Sono sbagliate tutte quelle posizioni che vedono la crescita della guerriglia come conseguenza dello sviluppo dell'aerea legale o semilegale della cosidetta "autonomia"», *Ibid.*, p.54

[1339] *Résolution de 1978:* « Non ci appare affatto improprio parlare di guerra civile strisciante. Stando ai dati ufficiali, solo nel '77 sono state compiute oltre duemila azioni offensive e nel solo mese di gennaio '78 oltre trecentocinquanta. Il tutto distribuito su cinquanta province e un centinaio di città », *Ibid.*, p.96.

révolutionnaires qui s'opposent au Sim[1340]. Il s'agit de proposer un projet unique qui puisse rassembler aussi bien les groupes armés de l'Autonomie et le terrorisme diffus, au-delà des différences idéologiques[1341]. Les Br proposent de coordonner les différentes tendances armées en donnant une direction unitaire aux mouvements et une « organizzazione strategica »[1342] au « spontaneismo armato »[1343].

En décrivant le Mrpo, les Br, comme dans la Résolution de 1975, se livrent à une analyse « sociologique » des classes révolutionnaires. Tout en affirmant la primauté de la classe ouvrière[1344] dans son rôle d'avant-garde, le texte offre une sorte de taxinomie des classes révolutionnaires qui s'inspire du projet opéraïste de déterminer une analyse de la «nuova composizione di classe »[1345]. Le document allie les concepts issus du marxisme-léninisme et de l'opéraïsme : « operaio massa » et « operaio professionale », à une analyse des nouvelles catégories d'ouvriers : « lavoratori manuali dei settori dei servizi », « emarginati »[1346], « proletariato extralegale », c'est-à-dire les prisonniers, qui sont légitimés

---

[1340] *Ibid*., p.96. « Chiamiamo Movimento di Resistenza Proletario Offensivo (MRPO) l'area dei comportamenti di classe antagonistici suscitati dall'inasprimento della crisi economica e politica (…) l'area delle forze, dei gruppi e dei nuclei rivoluzionari che danno un contenuto politico militare alle loro iniziative di lotta anticapitalistica, antimperialista, antirevisionista e per il comunismo ».

[1341] *Ibid*., p.96. « Il concetto di MRPO non riflette un movimento piatto, omogeneo, ma piuttosto un'area di lotta e di "movimenti parziali" (…) La soggettività dell'MRPO, come del resto la sua composizione non è omogenea e tra le diverse componenti si svolge una lotta politica e ideologica ».

[1342] *Ibid*., p.102.

[1343] *Ibid*., p.103. Le Mrpo apparaît comme une « disordinata esplosione di "nuclei combattenti (oltre cento negli ultimi mesi) esso in realtà è un movimento unitario solidale e duraturo », *Ibid*., p.96. Cela montre que les Br interprètent le phénomène du "terrorisme diffus" comme un succès de la lutte armée.

[1344] « La classe operaia resta quindi il centro motore del processo rivoluzionario nonché la sua direzione politica, seppure all'interno di essa siano venute producendosi profonde modificazioni che non ne fanno più una realtà omogenea e che pertanto sarà bene esaminare », *Ibid.*, p.97.

[1345] *Ibid*., p.96.

[1346] *Ibid.*, p.98-99.

dans leur action révolutionnaire par une citation de Lénine[1347] ; et enfin le « sottoproletariato tradizionale » avec une reprise de l'analyse de Marx et Engels[1348].

Mais les Br introduisent aussi de nouveaux sujets : les étudiants, (« esercito intellettuale di riserva » ; « nuova figura sociale » ; « lo studente-massa » décrit comme « una delle forze trainanti, a fianco della classe operaia, del processo rivoluzionario »)[1349], mais aussi la petite bourgeoisie apauvrie par la crise et les femmes, qui apparaissent pour la première fois comme sujets révolutionnaires dans un texte des Br. La Résolution reprend même les termes et les expressions du mouvement féministe[1350]. Le rôle de ces avant-gardes révolutionnaires et du « Mrpo » reste ancré à l'idée de la construction du « Partito comunista combattente »[1351].

[1347] « Del resto, già Lenin nel 1905 notava come in periodo di crisi economico-politica, il banditismo sociale diventa un modo specifico di lotta di certi strati proletari urbani, gettati sul lastrico dell'immiserimento; questo fenomeno tende a diffondersi all'interno della classe operaia ed è assolutamente indispensabile trasformare queste forme di lotta in azioni partigiane, coinvolgendo questi strati nella guerra civile sotto la direzione del Partito Combattente », *Ibid.*, p.100.

[1348] « Sottoproletariato tradizionale, quest'ultimo è praticamente costituito da residui di classi disgregate e pur essendo ormai un fenomeno di scarse dimensioni, almeno rispetto all'analisi che ne fecero Marx ed Engels, resta però tuttora valido il giudizio che di esso diedero: "... putrefazione passiva degli strati più bassi della popolazione suscettibile alle mene della reazione...". Esso resta pertanto, così come è venuto storicamente confermandosi, il peggiore alleato della classe operaia », *Ibid.*, p.100.

[1349] *Ibid.*

[1350] « Le donne di qualsiasi componente proletaria occupano sempre posizioni inferiori, subordinate e peggio pagate rispetto agli uomini. Inoltre subiscono la schiavitù del lavoro domestico. Il lavoro femminile, anche quello fatto in casa è pertanto antagonista alla società capitalista. (…) Il risveglio delle lotte femminili e dei contenuti impliciti ed espliciti di queste lotte avrà sempre più peso ed importanza nel movimento rivoluzionario.(…) le armi della critica radicale e la critica radicale delle armi hanno toccato finalmente anche l'ultimo tabernacolo: la sfera della famiglia e dei rapporti uomo-donna », *Ibid.*, p.101.

[1351] Le « Partito comunista combattente » est défini, comme dans la Résolution de 1975 et les premiers textes de l'organisation (1971), comme « il punto di unificazione del movimento di resistenza proletario offensivo, la sua prospettiva di potere », *Ibid.*, p.105 ; « Le Brigate Rosse non sono il Partito Comunista Combattente, ma una avanguardia armata che lavora all'interno del proletariato metropolitano per la sua costruzione », *Ibid.*, p.106. Tout de suite après ils précisent pourtant: « Mentre affermiamo che non c'è identificazione tra BR e Partito Combattente affermiamo con uguale chiarezza che l'avanguardia armata deve "agire da Partito" ». Il n'y a pas de contradiction, d'après eux, entre mouvements de masse et avant-garde armée : « Per questo non c'è contraddizione tra linea di massa e ruolo d'avanguardia, non c'è dicotomia tra una pratica di movimento e l'azione armata », *Ibid.*, p.106.

À la veille de l'enlèvement d'Aldo Moro, la Résolution de 1978 parle très peu de la Dc[1352] qui est remplacée par le Sim, dont elle constitue désormais une partie intégrante : la Dc est définie comme une « multinazionale del crimine »[1353]. L' « attaque au cœur de l'Etat » n'apparaît qu'une seule fois à la fin du texte : « capacità di realizzare un progetto strategico di attacco "al cuore dello Stato" »[1354], et a été remplacée par l' « attacco allo Stato imperialista delle multinazionali »[1355].

En réalité, l'enlèvement de Moro montre que l'idée de la Dc comme « cuore dello stato » ou comme centre de la « gestione imperialista dello Stato » demeure le point central de l'idéologie des Br : malgré leurs analyses sur le Sim, les Br reprennent dans les faits la confusion entre la Dc et l'Etat, se rattachant par là à une vision largement partagée par toute la gauche extraparlementaire.

2) Le langage de Moro : « un point irréductible de contestation et d'alternative »

Les études produites sur la question de la langue pendant les 55 jours de l'enlèvement du Président de la Démocratie Chrétienne sont consacrées notamment à la question de la langue utilisée par Aldo Moro dans ses écrits: les lettres et le « Memoriale »[1356]. La question de la véridicité des écrits du prisonnier et de la teneur de ses messages se manifeste dès les premiers jours de l'enlèvement, mais elle est immédiatement écartée sous l'effet de la thèse de la prétendue « folie » d'Aldo Moro. Le premier ouvrage qui s'intéresse à la question de la langue au moment de l'affaire Moro est le fruit des observations de l'écrivain Leonardo Sciascia. Sciascia souligne, dès les premières pages de *L'affaire Moro*, le rôle prépondérant joué par la question linguistique dans la gestion de l'enlèvement de Moro, à la fois en ce qui concerne le discours des autorités, et plus particulièrement de la Dc, le discours des médias, et le discours idéologique des Br. Mais l'ouvrage de Sciascia s'intéresse tout

[1352] Contrairement à la Résolution de 1975, la Dc n'apparaît ici que deux fois : au début, dans la description du Sim comme : "Forza centrale e strategica della gestione imperialista dello Stato, in Italia, è la Democrazia cristiana", *Ibid*., p.64 et comme objectif de l'un des fronts d'attaque au Sim, *Ibid*., p. 94.

[1353] *Ibid*., p.64.

[1354] *Ibid*., p.107.

[1355] « Portare l'attacco allo Stato imperialista delle multinazionali », injonction finale, *Ibid.*, p.110.

[1356] On peut citer à ce titre les ouvrages de L. Sciascia, *L'Affaire Moro*, Milano, Adelphi, 2009 [1978]; M. Gotor, *Lettere dalla prigionia*, Torino, Einaudi, 2008 ; M. Gotor, *Il Memoriale della repubblica*, Einaudi, Turin, 2011.

particulièrement à la langue de Moro : cet intérêt sera repris dans une étude philologique de taille des lettres d'Aldo Moro procurée par Miguel Gotor en 2008[1357].

L'intérêt de Sciascia pour la langue de Moro au cours de sa détention dans la « prison du peuple » porte sur la complexité des niveaux d'écriture du prisonnier :

> « [Un contrappasso diretto]: ha dovuto tentare di *dire* col linguaggio del *nondire*, di *farsi capire* adoperando gli stessi strumenti che aveva adottato e sperimentato per *non farsi capire*. Doveva comunicare usando il linguaggio dell'incomunicabilità. Per necessità: e cioè per censura e per autocensura. Da prigioniero. Da spia in territorio nemico e dal nemico vigilata »[1358].

Il y a le Moro qui écrit les lettres, s'auto-censurant et subissant la censure des Br, « adattando alla funzione del dire il suo linguaggio del nondire »[1359]. Il y a le Moro qui écrit le « Memoriale ». Il y a le Moro personnage public, devenu « autre » selon les mots des anciens camarades de son parti. Il y a enfin l'homme privé qui écrit à sa famille. Au-delà de ces distinctions opérées par Sciascia et reprises par Gotor[1360], celui qui nous intéresse est encore un autre Moro, le Moro comme « punto irriducibile di contestazione e di alternativa »[1361]. En effet, au fur et à mesure que les lettres de Moro sortent de la prison brigadiste et sont publiées par la presse, les rapports de force semblent se modifier : alors que les communiqués des Br répètent de façon stérile la Résolution de la Direction stratégique, le discours de Moro devient un véritable procès contre la Dc. Même si, d'après Gotor, les lettres étaient le fruit d'une négociation avec ses ravisseurs ou que, comme l'a montré Sciascia, elles étaient le fruit d'une censure et d'une auto-censure du prisonnier, il n'en demeure pas moins qu'elles incarnent la critique la plus radicale contre le régime démocrate-chrétien au cours de l'enlèvement. Le Moro « contestataire », qui écrit contre les

---

[1357] M. Gotor, *Lettere dalla prigionia*, *op.cit.*

[1358] L. Sciascia, *op.cit*., p.17.

[1359] *Ibid*., p.23.

[1360] Cependant M. Gotor conteste à Sciascia l'idée d'une simple auto-censure du prisonnier, en insistant pour sa part sur l'idée d'une "négociation" réelle entre Moro et les brigadistes : « questi testi sono il risutato di un'inevitabile interazione continua, che a tratti ha assunto la forma di una vera e propria contrattazione tra la vittima che li ha prodotti e il carnefice che prima li ha controllati all'interno della prigione e poi li ha gestiti nella loro rappresentazione esterna (...) ». M. Gotor, *Lettere dalla prigionia*, *op.cit*., p.360-361.

[1361] Lettre à Zaccagini, 24 avril 1978, *Ibid.*, p.100.

hommes de son parti, peut alors être aussi considéré comme un agent d'un « discours de la contestation ». Cet aspect du personnage, esquissé par Sciascia dans son ouvrage, n'a pas encore été exploré de façon autonome et nous tenterons ici d'en rendre compte brièvement.

En premier lieu, la question de la reprise du vocabulaire brigadiste dans les lettres de Moro montre la reconnaissance progressive, de la part du prisonnier, d'un état de « guerre ». L'utilisation de certains mots des Br a été sans doute le produit d'une négociation avec ses ravisseurs, mais la langue brigadiste s'impose au fur et à mesure dans les lettres de Moro afin de cautionner la ligne de la négociation.

En effet, Moro affirme à plusieurs reprises être un « prisonnier politique ». Dans la première lettre adressée à Cossiga, il affirme que ses ravisseurs le considèrent comme un prisonnier politique: « sono considerato un prigioniero politico, sottoposto, come Presidente della Dc, ad un processo » (lettre à Cossiga, 29 mars)[1362]. Dans la lettre à Zaccagini du 4 avril reprise par Siascia, Moro affirme : « sono un prigioniero politico » (lettre à Zaccagnini, 4 avril)[1363]. Cependant, nous savons aujourd'hui, grâce à l'étude de M. Gotor, qu'il existe deux versions de la lettre à Zaccagnini du 4 avril: dans la première, qui a été publiée, Moro affirmait « sono un prigioniero politico » alors que dans la deuxième version de la lettre il affirmait « sono un ostaggio »[1364].

Par contre, par la suite, l'expression de « prigioniero politico » s'impose dans la langue de Moro : « la fine solitaria, senza la consolazione di una carezza, del prigioniero politico condannato a morte » (lettre à Zaccagnini du 21 avril)[1365]; « porre il tema di uno scambio di prigionieri politici (terminologia ostica, ma corrispondente alla realtà) » (lettre à Taviani du 10 avril)[1366]; « che ritenevo accettabile, come avviene in guerra, uno scambio di prigionieri politici » (lettre du 29 avril)[1367]. Moro insiste aussi sur l'idée du procès: « sottoposto ad un processo popolare » (lettre à Cossiga, 29 mars)[1368] ; « il presente è che io

---

[1362] *Ibid*., p.7

[1363] L. Sciascia, *op.cit*., p.60.

[1364] M. Gotor, *op.cit.*, p.16. La deuxième version de la lettre a été retrouvée seulement en octobre 1990, lors de la découverte de la deuxième série de documents dans le repaire de via Montenevoso à Milan (la première découverte du "covo" de via Montenevoso date d'octobre 1978). Il faut donc tenir en compte que parfois il existait deux versions (ou trois versions) d'un même écrit de Moro et que sans doute le choix de la publication revenait aux Br.

[1365] L. Sciascia, *op.cit*., p.94.

[1366] *Ibid*., p.72.

[1367] *Ibid.*, p.109.

[1368] M. Gotor, *op.cit.*, p.7.

sono sottoposto ad un difficile processo politico »[1369] (lettre à Zaccagnini, 4 avril) ; « io sono condannato a morte » (lettre à Zaccagnini, 20 avril)[1370].

La question de l'échange de «prionniers politiques», avancée immédiatement par Moro, est cautionnée par la description d'une situation de « guerre », ou de «guérilla»: « guerriglia » (lettre à Cossiga, 29 mars) [1371] ; « in fatti come questi, che sono di autentica guerriglia (almeno cioè guerriglia) non ci si può comportare come ci si comporta per la delinquenza comune » (lettre à Taviani du 10 avril)[1372]; « si trattava in fondo di uno scambio di prigionieri come si pratica in tutte le guerre (e questa in fondo lo è) » (lettre à Noretta 8 avril)[1373]; « scambio di alcuni prigionieri di guerra (guerra o guerriglia come si vuole), come si pratica là dove si fa la guerra, come si pratica in paesi altamente civili » (lettre à Zaccagnini, 24 avril)[1374]. Le terme brigadiste de «guérilla» est interrogé mais aussi accepté par Moro et les Br deviennent ainsi des « combattants »: « dare umanamente un respiro a dei combattenti anche se sono al dilà della barricata » (lettre à Taviani du 10 avril)[1375]. Dans ses lettres, les mots utilisés pour décrire les hommes des Br découlent souvent d'un vocabulaire chrétien : « umanamente », « pietà dei miei carcerieri », « se gli uomini saranno ancora una volta buoni con me » (lettre à Noretta, 5-6 avril)[1376], « beneficiando di un'assistenza umana ed anche molto premurosa » (lettre à Noretta, 27 mars)[1377].

Cette utilisation du vocabulaire brigadiste, au moment même où il luttait pour affirmer son identité, s'inscrit sans doute dans les finalités de son argumentation: en reprenant les termes des Br, Moro argumente en faveur des termes de sa libération. En effet, il a besoin de décrire une situation d' « exception », qui sorte du droit commun, et qui puisse conjuguer la « raison d'Etat » et sa libération. Or, cette reconnaissance politique des Br dans les écrits de Moro, qui passait par la reprise de leur vocabulaire, cautionna l'idée de la folie

---

[1369] *Ibid.*, p.13.

[1370] *Ibid.*, p.73.

[1371] *Ibid.*, p.8.

[1372] *Ibid.*, p.41.

[1373] *Ibid.*, p.31.

[1374] *Ibid.*, p.99.

[1375] L. Sciascia, *op.cit.*, p.72. Bien évidemment le terme de « combattants » pour définir les Br fit scandale et cautionna l'idée d'un Moro passé du côté des Br: « Suggestionato o convinto, Moro ormai parla come le Brigate rosse e per le Brigate rosse: questa è la tesi che come una enorme pietra tombale scende sull'uomo vivo », *Ibid.*, p.76.

[1376] M. Gotor, *op.cit.*, p.18.

[1377] *Ibid.*, p.9.

de Moro, victime de ses ravisseurs. Dans la dernière lettre à la Dc (28 avril), Moro réaffirme sa lucidité et son autonomie intellectuelle. Bien qu'il existe deux versions de cette même lettre[1378], dans les deux versions Moro revendique la paternité de ses écrits :

> « È vero: io sono prigioniero e non sono in uno stato d'animo lieto. Ma non ho subito nessuna coercizione, non sono drogato, scrivo con il mio stile per brutto che sia, ho la mia solita calligrafia. Ma sono, si dice, un altro e non merito di essere preso sul serio. Allora ai miei argomenti neppure si risponde » (lettre à la Dc 28 avril)[1379].

Il est important de s'attacher à la description des hommes de son parti. D'après Sciascia, tant que la démarche de Moro essaie de déboucher sur des négociations, celui-ci définit les hommes de son parti comme des « autorités de l'Etat », ou des « hommes de parti ». Dans la lettre du 28 avril, en décrivant sa mort, Moro accuse les « uomini di potere »: « Io non desidero intorno a me, lo ripeto, gli uomini del potere » (lettre du 28 avril)[1380]. La critique de Moro finit par renverser les responsabilités de son sort, c'est son parti qui l'a condamné à mort et non pas les Br: « muoio se cosi deciderà il mio partito » (lettre du 28 avril)[1381] . En réalité, il existe là aussi deux versions de cette même lettre, selon le tournant qu'allaient prendre les négociations : ces deux expressions, très dures, n'apparaissent pas dans la deuxième version de la lettre qui n'a pas été publiée.

Malgré le problème des différentes versions des lettres de Moro, nous avons recueilli des expressions qui reviennent dans toutes les versions qui existent d'une même lettre : ces expressions montrent un renversement du procès. C'est Aldo Moro qui conduit le procès contre son propre parti : « moralmente sei tu ad essere al mio posto, dove materialmente

---

[1378] Le ton des deux versions est très différent: l'une est plus mesurée que l'autre, et c'est la version la plus dure qui est publiée par les Br. La deuxième version a été retrouvée lors de la première irruption dans le repaire des Br à via Montenevoso en octobre 1978.

[1379] *Ibid.*, p.140. Dans cette même lettre, il affirme aussi sa distance par rapport aux Br : « Perché questo avallo alla pretesa mia non autenticità? Ma tra le Brigate Rosse e me non c'è la minima comunanza di vedute. E non fa certo identità di vedute la circostanza che io abbia sostenuto sin dall'inizio (e, come ho dimostrato, molti anni fa) che ritenevo accettabile, come avviene in guerra, uno scambio di prigionieri politici », lettre à la Dc du 28 avril, *Ibid.*, p.141.

[1380] L. Sciascia, *op.cit*., p.113.

[1381] *Ibid.*, p.113.

sono io » (lettre à Zaccagnini, 4 avril) (présent dans les deux versions)[1382] ; « per parte mia non assolverò e non giustificherò nessuno » (lettre à Zaccagnini, 20 avril)[1383].

Dans plusieurs passages de ses lettres, Moro impute la responsabilité de son sort à la Dc : « il mio sangue ricadrebbe su voi, sul Partito, sul Paese » (lettre à Zaccagnini, 20 avril)[1384] ; « D.C. la più debole e cattiva » (lettre à Noretta, 6 avril)[1385] ; « domani gli onesti piangeranno per il crimine compiuto e soprattutto i democristiani » (lettre à Noretta 8 avril)[1386], « Il mio sangue ricadrà su di loro » (lettre à Noretta 8 avril)[1387].

On en arrive à un renversement total du procès à la Dc : le vrai procès de la Dc n'est plus le procès que les Br font à Moro, mais le procès engagé par Moro lui-même contre les hommes de son parti. Les tons très durs utilisés par Moro dans ses lettres (notamment dans le Mémorial sur Taviani, dont il existe cependant deux versions[1388]) recoupent les accusations des milieux militants contre la Dc. Dans cette même lettre à Noretta du 8 avril, Moro utilise, dans un passage peu compréhensible, l'expression de « strage di stato »[1389], terme qu'aucun homme démocrate-chrétien n'avait jamais utilisé. Ainsi, l'affaire Moro renverse complètement les limites langagières que nous avons observées jusque-là. Et c'est Moro lui-même qui relève cette confusion, lorsqu'il affirme, un peu plus loin dans la même lettre, à

[1382] M. Gotor, *op.cit.*, p.13. Moro confirme cette phrase dans une lettre à sa femme: « Son giunto a dirgli che egli moralmente avrebbe dovuto essere al posto mio », Lettre à Noretta, 6 avril, *Ibid.*, p.26.

[1383] *Ibid.*, p.72.

[1384] *Ibid.*, p.74.

[1385] *Ibid.*, p.26.

[1386] *Ibid.*, p.31-32.

[1387] *Ibid.*, p.32. Ces deux lettres du 6 et 8 avril adressées à Noretta n'ont pas été publiées au cours de l'enlèvement de Moro. La lettre à Noretta du 8 avril a été interceptée et saisie par la police dès l'après-midi du 8 avril. Elle ne sera publiée que le 13 juin 1978 par la revue *OP* de Mino Pecorelli. La lettre à Noretta du 6 avril a été remise à la femme de Moro mais elle n'a pas été publiée.

[1388] La deuxième version est dans M. Gotor, *op.cit*., p.45-49.

[1389] L. Sciascia, *op.cit*., p.145. Voici le passage où paraît l'expression "strage di stato": « L'espulsione dallo Stato è praticata in tanti casi, anche nell'Unione Sovietica, e non si vede perché qui dovrebbe essere sostituita dalle stragi di Stato. Non so se Poletti può rettificare questa enormità in contraddizione con altri modi di comportarsi della S. Sede. Con queste tesi si avvalla il peggior rigore comunista ed a servizio dell'unicità del comunismo. È incredibile a quale punto sia giunta la confusione delle lingue. Naturalmente non posso non sottolineare la cattiveria di tutti i democristiani che mi hanno voluto nolente ad una carica, che, se necessaria al Partito, doveva essermi salvata accettando anche lo scambio dei prigionieri », Lettre à Noretta, 8 avril, dans M. Gotor, *op.cit.*, p.32.

l'encontre du Saint-Siège: « è incredibile a quale punto sia giunta la confusione delle lingue »[1390].

Dans la lettre du 24 avril à Zaccagnini, Moro se définit comme un agent de la « contestation »:

> « Non creda la Dc di avere chiuso il suo problema, liquidando Moro. Io ci sarò ancora come un punto irriducibile di contestazione e di alternativa per impedire che della Dc si faccia quel che se ne fa oggi »[1391].

Les lettres de Moro, dont 8 sont publiées dans la presse, dominent tous les discours politiques au cours des 55 jours de son enlèvement. C'est peut-être encore une des raisons qui laisse le milieu de la contestation sans paroles au moment de l'affaire: les principales accusations à l'encontre de la Dc sont déjà assumées par un agent insoupçonnable, l'un des hommes les plus importants du parti. La découverte d'une grande partie de l'épistolaire en octobre 1978[1392] et la publication des lettres de Moro adressées à sa famille dans les mois qui suivent cautionnent l'idée de la rupture entre Moro et son parti.

Dans la dernière lettre à Noretta, publiée par le *Corriere della sera* le 13 septembre 1978, Moro insiste sur la responsabilité de la Dc : « Vorrei restasse ben chiara la piena responsabilità della Dc con il suo assurdo e incredibile comportamento » (lettre à Noretta, 5 mai)[1393]. Dans une dernière lettre au secrétaire de la Dc, Benigno Zaccagnini, Moro formalise sa démission de la Dc. Tout en précisant son autonomie morale : « non scrivo sotto dettatura delle Brigate Rosse »[1394] il signifie aussi la rupture avec son propre parti : « non sono più democratico cristiano »[1395] (lettre à Zaccagnini, sans date, retrouvée en 1990).

[1390] L. Sciascia, *op.cit*., p.143-144.

[1391] *Ibid.*, p. 104.

[1392] L'ensemble ne sera découvert qu'en 1990, lors d'une deuxième irruption à via Montenevoso: plusieurs lettres et plusieurs bouts du Mémorial étaient restés cachés derrière un faux mur.

[1393] M. Gotor, *op.cit.*, p.177. Lettre reçue par la famille de Moro le 5 mai, et publiée 13 septembre 1978 par le *Corriere della sera*.

[1394] *Ibid.*, p.170.

[1395] *Ibid.*, p.171.

3) Les neuf communiqués de l'enlèvement Moro (16 mars - 9 mai)

a) Le communiqué n.1

Le premier communiqué des Br est diffusé deux jours après l'enlèvement, le 18 mars[1396]. Selon le schéma récurrent de la production des Br, le communiqué est divisé en deux parties : la première partie est consacrée à la description de l'action et à la justification du choix de la victime, alors que la deuxième partie contient le discours idéologique adressé aux « compagni ».

Dans la première partie, les Br commentent rapidement leur action en insistant tout de suite sur l'idée du procès : Aldo Moro a été « catturato », et « rinchiuso in un carcere del popolo », son escorte a été « annientata »[1397] afin de « estendere (…) il processo al regime » « processo al quale verrà sottopposto da un Tribunale del Popolo »[1398]. Au même moment, les Br établissent aussi un parallélisme avec le procès de Turin décrit comme une « farsa » : « ben altro processo è in atto nel Paese »[1399]. Le choix d'Aldo Moro est justifié très rapidement à partir de formules vagues : le leader démocrate-chrétien est présenté comme « il gerarca più autorevole », « il padrino politico » au service des « centrali imperialiste »[1400], mais la présentation de Moro ne sera faite que dans le communiqué n.2.

Dans la deuxième partie du communiqué, les Br reprennent l'adresse habituelle aux « camarades » en produisant un discours de propagande sur la théorie du « Stato imperialista delle multinazionali » et sur le rôle de la Dc à l'intérieur du Sim. Les termes du communiqués reprennent exactement les mêmes formules que celles de la Résolution de la Direction stratégique de 1978 où la Dc était déjà définie comme « forza centrale e strategica della gestione imperialista dello Stato », « polo politico nazionale della controrivoluzione », « il nemico più feroce del proletariato », « filiale nazionale, lugubremente efficiente della più grande multinazionale del crimine che l'umanità abbia mai conosciuto »[1401].

[1396] *Dossier Br (1976-1978), vol. 2, op.cit.*, p.293. Le texte a sans doute été écrit rapidement car il cite l' « accordo a 6 » des partis au gouvernement (Dc, Psi, Psdi, Pri, Pli, Pci) alors que le Pli venait de sortir de la coalition.

[1397] Le terme avait déjà été utilisé pour revendiquer le meurtre de Coco et de son escorte.

[1398] *Ibid.*, p.295.

[1399] *Ibid.*, p.296.

[1400] *Ibid.*, p.293-294.

[1401] *Ibid.*, p.295.

L'analyse de ce communiqué et des huit autres produits au cours des 55 jours de détention de Moro montrent que les Br avaient plusieurs destinataires, d'où le phénomène de la bipartition des communiqués et de la superposition des niveaux de langue. Cette « pluralité des destinataires » est régie par un double message qui s'adresse à la fois aux institutions et aux mouvements : les Br recherchent en effet une double reconnaissance institutionnelle et sociale. Malgré le respect formel de leurs règles d'écriture et le maintien de l'adresse aux « compagni », qui sont pour le moment désignés comme les interlocuteurs privilégiés du groupe[1402], en réalité le discours des Br s'adressera de plus en plus aux institutions.

Dans ce premier communiqué, les Br annoncent une première fois que tout sera rendu public au prolétariat : « Tutto quanto riguarda la linea politica della nostra Organizzazione e la sua attività di combattimento è sempre stato trattato pubblicamente sarà così anche per tutto ciò che riguarda il processo ad Aldo Moro »[1403].

b) Le communiqué n.2

À partir du communiqué n.2, diffusé le 25 mars, les Br commencent à décrire le procès d'Aldo Moro. En réalité la première partie du communiqué, intitulée « Il processo ad Aldo Moro », ne dit presque rien sur le contenu du procès. Le texte revient sur la justification du choix de la victime avec une biographie des fonctions recouvertes par Moro depuis les années 1950, qui semble constituer le dossier d'accusation du procès : « perché di questo dovrà rendere conto al Tribunale del Popolo »[1404]. Le procès est décrit seulement à partir des chefs d'accusation (et il en sera de même jusqu'à la fin du « procès ») :

[1402] Le communiqué n.1 se termine par un appel à une action collective de grande ampleur et à l'unification du « mouvement de résistance offensive »: les Br cherchent le soutien des masses populaires qui se trouvent, quant à elles, sous le choc et la surprise plus que sur le pied de guerre. Cependant, au cours des 55 jours de l'enlèvement, les attentats meurtiers se multiplient : 12 attentats contre les personnes, dont deux mortels (huit attentats sont revendiqués par les Br et quatre sont attribués à des organisations du terrorisme diffus). Les Br lancent une offensive sur l'ensemble du territoire, mais elles ne sont pas suivies par les mouvements et par l'ensemble des groupes armés. G. Galli, *op.cit.*, [2003], p. 166.

[1403] *Dossier Br (1976-1978), vol. 2, op.cit.*, p.297.

[1404] *Ibid.*, p.299. Pour la période 1974-1978, Moro est décrit comme « uomo di punta della borghesia, quale più alto fautore di tutta la ristrutturazione dello Sim », *Ibid.*, p.300. Le discours sur la figure d'Aldo Moro va progressivement évoluer.

« è in corso l'interrogatorio di Aldo Moro. Esso verte : a chiarire le politiche imperialiste e antiproletarie di cui la DC è portatrice; a individuare con precisione le strutture internazionali e le filiazioni nazionali della controrivoluzione imperialista; a svelare il personale politico-economico-militare sulle cui gambe cammina il progetto delle multinazionali; ad accertare le dirette responsabilità di Aldo Moro per le quali, con i criteri della *giustizia proletaria*, verrà giudicato »[1405].

La deuxième partie du communiqué, intitulée « Il terrorismo imperialista e l'internazionalismo proletario », reprend des passages entiers de la Résolution stratégique sur l'organisation internationale du Sim[1406], manœuvrée par l'Otan. Le communiqué tente de présenter les Br comme un phénomène inscrit dans les luttes ouvrières, lié aux mouvements de classe d'inspiration maoïste : « Sin dalla sua nascita la nostra Organizzazione ha fatto proprio il principio maoista 'contare sulle proprie forze e lottare con tenacia' »[1407], ainsi qu'aux luttes internationales de libération des « militanti dell'IRA, della RAF, del popolo Palestinese, dei guerriglieri comunisti dell'America Latina »[1408].

Le communiqué tente surtout d'inscrire les Br dans les mouvements collectifs en rendant hommage à deux militants de la gauche extraparlementaire, Fausto et Iaio, tués à Milan le 18 mars 1978 par des extrémistes de droite[1409]. Cet hommage des Br suscita cependant une vive réaction des milieux extraparlementaires[1410]. Les communiqués des Br tentent de se positionner dans un dialogue continu avec les organisations de gauche, dans

---

[1405] *Ibid.*, p.300.

[1406] « Si è passati, cioè dallo stato come espressione dei partiti, ai partiti come puri strumenti dello stato », *Ibid.*, p.298. Les Br imaginent une centrale du pouvoir qui se situerait au-dessus des partis et des Etats nationaux, et qui se confondrait avec le Sim.

[1407] *Ibid.*, p.301.

[1408] *Ibid.*, p. 300

[1409] Il est rare que les Br rendent hommage à des militants morts qui ne font pas partie de leur organisation ou d'une organisation armée. Cf. Communiqué n.6 du procès de Turin, *Dossier Br, vol.2, op.cit.*, p.44 où les Br rendent hommage à Mara Cagol, Anna Maria Mantini (Nap) et à Ulrike Meinhof (Raf).

[1410] Dans les jours qui suivent l'attentat, *Lotta Continua* commente ainsi l'hommage des Br : « il messaggio termina con la frase onore ai compagni Lorenzo Jannucci e Fausto Tinelli, assassinati dai sicari del regime. È un riconoscimento allucinante e sordido, come amici di Iaio e Fausto glielo restituiamo: non gradito », Pio Marconi, « Il sequestro Moro. Una strategia allo specchio », publié dans la revue trimestrielle du Sisde, *Gnosis*, n. 3/2005, Juillet-Septembre 2005, N.61. http://gnosis.aisi.gov.it/gnosis/rivista4.nsf/servnavig/5

l'objectif d'assurer une base de consensus à la construction du « Partito comunista combattente ». Dans le même sens, le communiqué rejette l'idée d'un brigadisme « contrôlé » par une centrale mystérieuse (ou par les services secrets), comme l'avaient affirmé les journaux de la gauche officielle : « ed è questo che ha reso possibile alla nostra Organizzazione di condurre nella più completa autonomia la battaglia per la cattura ed il processo ad Aldo Moro »[1411].

c) Le communiqué n.3

Le communiqué n.3 est diffusé le 29 mars et est accompagné par la première lettre écrite par Aldo Moro au ministre de l'Intérieur, Francesco Cossiga : cela engendre une superposition entre le discours des Br et le discours de Moro. Le communiqué n. 3 ne fait qu'offrir une série de répétitions des communiqués précédents. Les termes utilisés pour décrire le procès sont les mêmes : « Aldo Moro, che oggi deve rispondere davanti ad un Tribunale del Popolo, è perfettamente consapevole di essere il più alto gerarca di questo regime, di essere il responsabile al più alto livello delle politiche antiproletarie » ; « il Tribunale del Popolo saprà tenerlo in debito conto »[1412]. De même, le communiqué n'apporte aucune information sur le procès à Aldo Moro et reprend les accusations qui avaient été décrites dans le communiqué n.2 ainsi que l'engagement à tout publier qui était apparue dans le communiqué n.1:

> « L'interrogatorio, sui contenuti del quale abbiamo già detto, prosegue con la completa collaborazione del prigioniero. Le risposte che fornisce chiariscono sempre più le linee controrivoluzionarie che le centrali imperialiste stanno attuando; delineano con chiarezza i contorni e il corpo del "nuovo" regime che, nella ristrutturazione dello Stato Imperialista delle Multinazionali si sta instaurando nel nostro paese e che ha come perno la Democrazia Cristiana »[1413].

[1411] *Dossier Br, vol.2, op.cit.*, p. 301.

[1412] *Ibid.*, p.304.

[1413] *Ibid.*, p.303. Les Br affirment seulement que Moro fournit des « illuminanti risposte ».

« Le informazioni che abbiamo così modo di recepire, una volta verificate verranno rese note al movimento rivoluzionario che saprà farne buon uso nel prosieguo del processo al regime che con l'iniziativa delle forze combattenti si è aperto in tutto il paese »[1414].

Cependant, le communiqué n.3 marque aussi le début du renversement du procès contre la Dc, désormais mené par les lettres d'Aldon Moro. Ainsi, la lettre de Moro à Cossiga est utilisée par les Br pour généraliser le procès contre le régime démocrate-chrétien dans son ensemble :

« In verità siamo tutti noi del gruppo dirigente che siamo chiamati in causa ed è il nostro operato collettivo che è sotto accusa e di cui devo rispondere » (lettre de Moro à Cossiga, 29 mars)[1415].

« Ma Moro è anche consapevole di non essere il solo, di essere, appunto, il più alto esponente del regime; chiama quindi gli altri gerarchi a dividere con lui le responsabilità, e rivolge agli stessi un appello che suona come un'esplicita chiamata di "correità" » (communiqué Br, 29 mars)[1416].

C'est à partir de ce communiqué que les Br commencent à mettre en scène l'idée un discours commun avec le prisonnier. Les mots de Moro sont utilisés pour exacerber les contradictions au sein de la Dc.

La deuxième partie s'adressant aux « compagni » reprend le passage de la Résolution stratégique qui décrit la nouvelle phase de la guerre. Ainsi, le vocabulaire de la guerre est très présent : « In questa fase la lotta di classe assume per iniziativa delle avanguardie rivoluzionarie la forma della *guerra* », « nemico », « vittoria tattica », « attacco », « Certo siamo noi a volere la guerra! » contre « la violenza e il terrorismo dello Stato Imperialista delle Multinazionali » [1417].

[1414] *Ibid.*, p.303. De même, au sujet de la lettre à Cossiga: « Ha chiesto di scrivere una lettera segreta (le manovre occulte sono la normalità per la mafia democristiana) al governo ed in particolare al capo degli sbirri Cossiga. Gli è stato concesso, ma siccome niente deve essere nascosto al popolo ed è questo il nostro costume la rendiamo pubblica », *Ibid.*, p. 304.

[1415] M. Gotor, *op.cit*., p.7.

[1416] *Dossier Br, vol.2, op.cit.*, p. 304.

[1417] *Ibid.*, p. 304-305.

Mais le communiqué n. 3 tente aussi de répondre aux accusations d' « aventurisme » politique menées par les tendances « légalistes » du mouvement, en relançant à nouveau l'idée du « partito combattente » contre « gli isterismi piagnucolosi di chi, intrappolato nella visione legalistica e piccolo borghese della lotta di classe, si è già arreso »[1418].

d) Le communiqué n.4

Le communiqué n.4 est diffusé le 20 avril avec une nouvelle lettre de Moro au Secrétaire de la Dc, Benigno Zaccagnini. C'est à partir du communiqué n. 4 que les Br commencent à commenter systématiquement les paroles de Moro : leurs communiqués deviennent des caisses de résonance des mots et des analyses de Moro, et leur parole est entièrement soumise au discours du prisonnier. Ainsi le début du texte, consacrée encore une fois à « Il processo ad Aldo Moro », constitue un commentaire de la lettre de Moro diffusée avec le communiqué :

> « Moro afferma nelle sue lettere che si trova in una situazione "eccezionale" privo della "consolazione" dei suoi compari, e perfettamente consapevole di cosa lo aspetti. In questo una volta tanto siamo d'accordo con lui » (communiqué Br, 4 avril)[1419].
>
> « Tengo a precisare di dire queste cose in piena lucidità senza avere subìto alcuna coercizione della persona; tanta lucidità almeno, quanta può averne chi è da quindici giorni in una situazione eccezionale, che non può avere nessuno che lo consoli, che sa che cosa lo aspetti» (lettre de Moro à Zaccagnini, 4 avril)[1420].

Les Br reprennent même une deuxième fois, en l'amplifiant, le terme de « situazione eccezionale » contenue dans la lettre de Moro[1421] : en réalité, la reprise de ce terme vise à

[1418] *Ibid.*, p. 305.

[1419] *Ibid.*, p.307

[1420] M. Gotor, *op.cit*., p.14.

[1421] « Che uno dei più alti dirigenti della DC si trovi sottoposto ad un processo popolare, che debba rispondere ad un Tribunale del Popolo di trent'anni di regime democristiano, che il giudizio popolare nella sua

mettre l'accent sur le début de la phrase de Moro où le prisonnier affirme qu'il écrit sans la contrainte des ses ravisseurs. En effet, contre la Dc, les Br revendiquent la paternité de Moro sur ses écrits, en refusant l'accusation d'être les auteurs de la lettre à Cossiga. Ainsi, le communiqué commente encore une fois les mots de Moro :

> « Lo scritto rivela invece, con una chiarezza che sembra non gradita alla cosca democristiana, il suo punto di vista e non il nostro. Egli si rivolge agli altri democristiani (nella seconda lettera che ha chiesto di scrivere a Zaccagnini e che noi recapitiamo e rendiamo pubblica, li chiama tutti per nome)[1422], li invita ad assumersi le loro responsabilità presenti e passate »[1423].

Les Br insistent sur l'autonomie du prisonnier en opposant la « clarté » du discours de Moro au discours des membres de son parti appelés, eux aussi, à répondre des fautes du régime démocrate-chrétien.

C'est dans ce communiqué qu'apparaît aussi pour la première fois l'idée d'une négociation et d'un échange de prisonniers. Les premiers communiqués publiés au cours de l'enlèvement de Moro sont presque entièrement consacrés à des considérations d'ordre stratégique, au procès fait à la Dc, et à l'idée d'une alliance possible avec l'ensemble des mouvements. En ce sens, l'enlèvement de Moro reproduit certaines dynamiques de l'enlèvement de Mario Sossi : dans les deux cas les Br attendent pour proposer l'échange avec des prisonniers[1424].

Mais dans le communiqué n.4 l'échange de prisonniers apparaît de façon indirecte. Le texte reprend les mots d'Aldo Moro, laissant ainsi à l'otage la responsabilité d'organiser l'issue de son enlèvement face au blocage des pouvoirs politiques et à l'inaction des Br, qui, dans le texte, affirment ne pas épouser la position de Moro. Ici se manifeste la confusion des langues que nous avons annoncée :

---

prevedibile durezza avrà certamente il suo corso, è una situazione che fino ad ora è stata "eccezionale" », *Dossier Br, vol.2, op.cit*., p.307.

[1422] « Caro Zaccagnini, scrivo a te, intendendo rivolgermi a Piccoli, Bartolomei, Galloni, Gaspari, Fanfani, Andreotti e Cossiga ai quali tutti vorrai leggere la lettera », M. Gotor, *op.cit*., p.13.

[1423] *Dossier Br, vol.2, op.cit*., p.308.

[1424] L'enlèvement de Sossi dure 35 jours (18 avril-23 mai 1974) au cour desquels les Br produisent 8 communiqués. Les Br décident de ne pas tuer l'otage en assumant l'échec partiel de l'opération (les prisonniers ne seront pas libérés) et en relâchant l'otage. C'est seulement dans le communiqué n. 4 de l'enlèvement Sossi que les Br proposent un échange de prisonniers.

« li invita a considerare la sua posizione di prigioniero politico in relazione a quella dei combattenti comunisti prigionieri delle carceri del regime. Questa è la *sua* posizione che, se non manca di realismo politico nel vedere le contraddizioni di classe oggi in Italia, è utile chiarire che non è la nostra »[1425].

Les Br, tout en commentant la lettre de Moro qui avance l'idée d'un échange de prisonniers[1426], récusent cette proposition en affirmant qu'elle n'appartient qu'au prisonnier. Les Br refusent ici la négociation et ils se contredisent en affirmant que l'un de leurs buts politiques est bien la libération des prisonniers des organisations armées détenus dans les prisons de l'Etat[1427]. Malgré cette contradiction apparente entre les propos explicités au sujet des prisonniers politiques et le refus de la négociation, les Br semblent ne pas donner un but précis à l'enlèvement si ce n'est de faire éclater les contradictions du Sim et de montrer la face cachée et violente du régime. Nous verrons que plus tard les Br reviendront sur cette position.

En réalité, le langage des communiqués montre que les Br ne savent pas quelle ligne adopter. Les propos tenus dans les communiqués se referment dans une répétition stérile des mêmes termes et des mêmes expressions. Le langage des Br tourne à vide. En effet, nous trouvons plusieurs ressemblances entre les communiqués n. 3 et n. 4 :

« processo al regime che con l'iniziativa delle forze combattenti si è aperto in tutto il paese » [1428].

« si sta attuando in tutto il paese, con l'iniziativa delle avanguardie combattenti, il processo al regime »[1429].

[1425] *Ibid*.

[1426] « Si discute qui (…) se non sia possibile dare con realismo alla mia questione l'unica soluzione positiva possibile, prospettando la liberazione di prigionieri di ambo le parti », Lettre à Zaccagnini, M. Gotor, *op.cit*., p.14.

[1427] « Abbiamo più volte affermato che uno dei punti fondamentali del programma della nostra Organizzazione è la liberazione di tutti i prigionieri comunisti e la distruzione dei campi di concentramento e dei lager di regime » et « Certo perseguiremo ogni strada che porti alla liberazione dei comunisti tenuti in ostaggio dallo Stato Imperialista », *Dossier Br, vol.2, op.cit*., p308.

[1428] Communiqué n.3, *Ibid*., p.303.

[1429] Communiqué n.4, *Ibid*., p.307.

« La cattura e il processo ad Aldo Moro non è che un momento, importante e chiarificatore »[1430].

« Il processo al quale è sottoposto Moro è un momento di tutto questo »[1431].

De même, la deuxième partie du communiqué adressée aux « Compagni » ne fait que reprendre des passages de la Résolution[1432] : or, celle-ci est diffusée en même temps que le communiqué, ce qui ôte tout intérêt à sa répétition. Le discours des Br devient répétitif et stérile et semble incapable de sortir du langage stéréotypé et idéologique de la Résolution.

e) Le communiqué n.5

Le communiqué n.5 est diffusé le 10 avril avec un bout du « Memoriale » sur Taviani. Les communiqués reproduisent un langage stéréotypé: la première partie sur « Il processo ad Aldo Moro » n'apporte aucune information et ne fait que répéter les premiers communiqués, même si Moro est dans la « prison du peuple » depuis presque un mois :

Communiqué n.5 :

« L'interrogatorio del prigioniero prosegue e, come abbiamo già detto, ci aiuta validamente a chiarire le linee antiproletarie, le trame sanguinarie e terroristiche che si sono dipanate nel nostro Paese (che Moro ha sempre coperto) »[1433].

Communiqué n.1 :

« è in corso l'interrogatorio di Aldo Moro. Esso verte : a chiarire le politiche imperialiste e antiproletarie di cui la DC è portatrice; a individuare con precisione le strutture internazionali e le filiazioni nazionali della controrivoluzione imperialista; a svelare il personale politico-economico-

---

[1430] Communiqué n.3, *Ibid*., p.304.

[1431] Communiqué n.4, *Ibid*., p.307.

[1432] Les Br annoncent le passage de la « guerra civile strisciante » à l' « offensiva generale » contenue dans la Résolution de 1978, *Ibid*., p.309.

[1433] *Ibid*., p.311.

militare sulle cui gambe cammina il progetto delle multinazionali; ad accertare le dirette responsabilità di Aldo Moro per le quali, con i criteri della *giustizia proletaria*, verrà giudicato ».

Communiqué n.3 :

« L'interrogatorio, sui contenuti del quale abbiamo già detto, prosegue con la completa collaborazione del prigioniero. Le risposte che fornisce chiariscono sempre più le linee controrivoluzionarie che le centrali imperialiste stanno attuando; delineano con chiarezza i contorni e il corpo del "nuovo" regime che, nella ristrutturazione dello Stato Imperialista delle Multinazionali si sta instaurando nel nostro paese e che ha come perno la Democrazia Cristiana ».

Encore une fois, le communiqué devient une caisse de résonance des mots de Moro. Les Br commentent le contenu du passage du « Memoriale » sur le « teppista di Stato Emilio Taviani »[1434], publié avec le communiqué :

« Non vogliamo fare nessun commento a ciò che Moro scrive perché, pur nel contorto linguaggio moroteo che quando afferma delle certezze assume la forma di "velate allusioni", esprime con chiarezza il suo punto di vista su ciò che riguarda Taviani, i suoi giochi di potere nella DC, e le trame in cui è implicato »[1435].

Cette affirmation est démentie tout de suite après : les Br finissent par commenter le texte de Moro en parlant du rôle joué par Taviani par rapport à leur organisation et en établissant un lien direct entre leur discours et les propos de Moro :

« Ma anche la nostra memoria non fa difetto, ricordiamo il teppista Taviani e la sua cricca genovese con in testa il "fu" Coco, Sossi, Castellano, Catalano, montare pezzo per pezzo il processo di regime contro il gruppo rivoluzionario XXII Ottobre, distribuire ai comunisti combattenti secoli di galera »[1436].

[1434] *Ibid*.

[1435] *Ibid*.

[1436] *Ibid*., p.312.

Dans la deuxième partie, adressée au mouvement et aux « compagni », les Br s'attaquent tout particulièrement au Pci, en reprenant encore une fois les mots de la Résolution de février qui dénonçait « la collaborazione attiva dei berlingueriani»[1437] ; « delatori e spie del regime da parte dei revisionisti del P « c »i »[1438] ; et la « politica collaborazionista dei berlingueriani »[1439]. Au même moment, le communiqué amplifie le discours de la guerre : « iniziativa armata » « concentrare l'attacco » « disarticolare » « sviluppare l'iniziativa armata » « organizzarsi » « guerra di classe » « portare l'attacco » et le régime démocrate-chrétien est encore une fois accusée de « terrorisme »[1440]. Malgré le vide linguistique qui entoure les termes du procès, les Br affirment que « che tutto verrà reso noto al popolo »[1441].

f) Le communiqué n.6

Le communiqué n.6, diffusé le 15 avril, constitue un double tournant : d'une part, il annonce la fin du procès et la condamnation à mort de Moro : « L'interrogatorio al prigioniero Aldo Moro è terminato »[1442], « Per quel che ci riguarda il processo ad Aldo Moro finisce qui. (…) Aldo Moro è colpevole e viene pertanto condannato a morte »[1443]; d'autre part, il contredit les communiqués précédents au sujet du procès. En effet, malgré les attentes créées par les communiqués précédents, les Br démentent toute idée de révélations ou de secrets livrés par le Président de la Dc :

> « non ha fatto altro che confermare delle verità e delle certezze che non da oggi sono nella coscienza di tutti i proletari. Non ci sono segreti che riguardano la Dc »[1444].

[1437] *Ibid*., p.313.

[1438] *Ibid*.

[1439] *Ibid*.

[1440] *Ibid*., p.311.

[1441] *Ibid*. Au sujet de prétendues négociations secrètes, les Br réaffirment que « niente deve essere nascosto al popolo », *Ibid*., p.312.

[1442] *Ibid*., p.314.

[1443] *Ibid*., p.316.

[1444] *Ibid*., p.314.

« Quali misteri ci possono essere del regime DC da De Gasperi a Moro che i proletari non abbiano già conosciuto e pagato con il loro sangue? »[1445].

« Non ci sono quindi "clamorose rivelazioni" da fare »[1446].

Pour minimiser leur défaite, les Br finissent par se contredire : « Comunque, come abbiamo già detto, tutto sarà reso noto al popolo »[1447], mais la publication des interrogatoires passera par la presse clandestine des organisations armées[1448]. Cependant, tout de suite après le communiqué se contredit à nouveau :

« Certo, l'interrogatorio ad Aldo Moro ha rivelato le turpi complicità del regime, ha additato con fatti e nomi i veri e nascosti responsabili delle pagine più sanguinose della storia degli ultimi anni, ha messo a nudo gli intrighi di potere, le omertà che hanno coperto gli assassini di Stato, ha indicato l'intreccio degli interessi personali, delle corruzioni, delle clientele che lega in modo indissolubile i vari personaggi della putrida cosca democristiana e questi, (nessuno si stupirà), agli altri dei partiti loro complici »[1449].

Mais le procès n'a fait que confirmer les discours de la gauche extraparlementaire sur la stratégie de la tension :

« "Centrismo", "centro-sinistra", "strategia della tensione", "governo delle astensioni", ecc. sono i termini con cui la DC e i suoi complici si sono incaricati di mantenere sotto il giogo imperialista il nostro paese (..) di scatenare il terrore e i massacri dei sicari fascisti e di Stato ogni qual volta la lotta proletaria ha messo in discussione il loro potere »[1450].

[1445] *Ibid*., p.315.

[1446] *Ibid*.

[1447] *Ibid*., p.316.

[1448] « Le informazioni in nostro possesso quindi, verranno diffuse attraverso la stampa e i mezzi di divulgazione clandestini delle Organizzazioni Combattenti, e soprattutto verranno utilizzate per proseguire con altre battaglie il processo al regime ed allo Stato », *Ibid*., p.316.

[1449] *Ibid*., p.315-316.

[1450] *Ibid*., p.315.

À l'issue de l'interrogatoire de Moro, les Br ne font que reprendre, de manière très générale, le discours courant des milieux extraparlementaires.

g) Le communiqué n.7

Le 18 avril un « faux » communiqué des Br annonce l'exécution de l'otage. Deux jours après, le 20 avril, les Br diffusent le « vrai » communiqué n.7. La condamnation à mort de Moro, qui avait été annoncée dans le communiqué n. 6 (15 avril), réapparaît dans les communiqués n. 7 (20 avril) et n. 8 (24 avril). Dans ces mêmes communiqués, l'adresse aux « camarades » disparaît : c'est le moment le plus intense de l'enlèvement de Moro alors que les issues positives de l'action semblent s'éloigner progressivement. Les Br proposent l'échange de prisonniers, cette fois-ci à leur nom : « Il rilascio del prigioniero Aldo Moro può essere preso in considerazione solo in relazione della liberazione di prigionieri comunisti »[1451]. Le discours ne s'adresse plus désormais qu'aux institutions et à la Dc : « La DC dia una risposta *chiara e definitiva* se intende percorrere questa strada; deve essere chiaro che non ce ne sono altre possibili » [1452].

La deuxième partie du communiqué porte sur le faux communiqué n.7. Les Br citent les mots et les analyses de Moro, qui impute le faux communiqué du 18 avril à une manœuvre d'Andreotti :

> « Aldo Moro che rinchiuso nel carcere del popolo ormai ne è fuori, ce li indica senza reticenze, e nel caso che lo riguarda vede come in particolare il suo compare Andreotti cercherà con ogni mezzo di trasformarlo in un "buon affare" (così lo definisce Moro), come ha sempre fatto in tutta la sua carriera e che ha avuto il suo massimo fulgore con le trame iniziate con la strage di piazza Fontana, con l'uso oculato e molto personale dei servizi segreti che vi erano implicati. Andreotti ha già le mani abbondantemente sporche di sangue, e non ci

---

[1451] *Ibid*., p.322. La proposition est précédée par un long discours sur les prisons comme « campi di concentramento ».

[1452] *Ibid*. « La DC e il suo governo hanno *48 ore di tempo per farlo a partire dalle ore 15 del 20 aprile*; trascorso questo tempo ed in caso di un ennesima viltà della DC noi risponderemo solo al proletariato ed al Movimento Rivoluzionario, assumendoci la responsabilità dell'esecuzione della sentenza emessa dal Tribunale del Popolo ».

sono dubbi che la sceneggiata recitata dai vari burattini di Stato ha la sua sapiente regia »[1453].

En reprenant les paroles de Moro (« un buon affare »), les Br semblent se ranger du côté de Moro contre ses anciens camarades de parti. Cette « communauté linguistique » qui s'établit entre le prisonnier et ses ravisseurs, déplace la figure de l'ennemi : le procès s'adresse désormais aux hommes de la Dc (« di tutto dovranno rendere conto ») et en particulier à Andreotti (« mentre denunciamo, come falso e provocatorio il comunicato del 18 aprile attribuito alla nostra Organizzazione, ne indichiamo gli autori: Andreotti e i suoi complici »)[1454].

La question des « faux » communiqués n'est pas nouvelle : pendant l'enlèvement du juge Mario Sossi, les Br avaient dénonçé la diffusion de faux communiqués dans les journaux[1455]. Pourtant, les moyens linguistiques utilisées dans le faux communiqué n.7 révèlent l'existence d'un langage propre à leur groupe : ainsi, le faussaire reprend certains éléments qui appartiennent à la sphère communicative des Br comme la précision (date, lieu) ; l'utilisation importante de guillemets (qui, dans la langue des Br sert à remettre en cause le langage courant) ; la froideur et la dépersonnalisation du corps rendu en tant qu'objet ; mais aussi l'ironie (« limaccioso perché impantanato ») [1456]. Il est intéressant de noter que le vrai communiqué n.7 des Br reprend les mêmes expressions du faux communiqué (« A quale "umanità" si possono mai appellare i vari Andreotti Fanfani, Leone, Cossiga, Piccoli, Rumor e compari? »[1457] ; « Inizino a tremare per le loro malefatte i vari Cossiga, Andreotti, Taviani e tutti coloro i quali sostengono il regime »[1458]) dans une confusion croissante des langues.

[1453] *Ibid*., p.322-323.

[1454] *Ibid*., p.323.

[1455] Communiqué n. 2, enlèvement de Mario Sossi, 23 avril 1974 : « In seguito agli innumerevoli falsi che i giornali del mattino e del pomeriggio hanno raccattato senza scrupolo, non certo con l'intento di fornire ai loro lettori un'informazione corretta e completa, facciamo presente che solo i comunicati battuti con la macchina che ha firmato il primo sono autentici. Non si tratta di un gioco e le false informazioni possono soltanto aggravare la posizione del prigioniero », *Dossier Br, vol.1, op. cit.*, p.260.

[1456] *Dossier Br, vol.2, op. cit.*, p. 318. La brièveté et la froideur du faux communiqué n.7 a frappé aussi L. Sciascia: les Br de Moretti sont généralement plus prolixes.

[1457] Communiqué n.7 des Br, *Ibid.*, p.321.

[1458] Faux communiqué n.7, *Ibid.*, p.318.

h) Le communiqué n.8

Le communiqué n.8, diffusé le 24 avril avec une deuxième lettre à Zaccagnini, se joue entièrement sur le dialogue manqué avec la Dc. Le début du communiqué commente la réponse de la Dc à la proposition d'échange de prisonniers :

> « La risposta della Democrazia cristiana
>
> Alle nostre richieste del comunicato n. 7 la DC ha risposto con un comunicato di due frasi. Di questo comunicato si può dire tutto tranne che è "chiaro" e "definitivo". Nella prima frase la DC afferma la sua "indefettibile fedeltà allo Stato, alle sue istituzioni, alle sue leggi". (…) Quindi, la prima frase del comunicato della DC non dice con chiarezza assolutamente nulla rispetto alla nostra richiesta dello scambio di prigionieri politici »[1459].

Face à l'absence de réponse de la Dc, les Br remplissent le vide de communication en réitérant une nouvelle fois la proposition d'échange de prisonniers : les Br fournissent une liste de 13 prisonniers ayant milité dans la lutte armée (Groupe XXII Octobre, Nap et Br)[1460]. Le communiqué établit une solution de continuité avec les autres organisations de la lutte armée ainsi qu'avec le passé du groupe en affirmant que l'enlèvement de Moro ne se terminera pas comme l'opération Sossi : « Se così non sarà, trarremo immediatamente le debite conseguenze ed eseguiremo la sentenza cui Aldo Moro è stato condannato »[1461]. L'exécution de la sentence d'Aldo Moro est encore une fois annoncée, ainsi que l'impératif de tout rendre public[1462]. Cette nouvelle démarche impute définitivement la responsabilité du sort de

---

[1459] *Ibid*., p.324.

[1460] *Ibid.*, p.325. « Mentre ribadiamo che sapremo lottare per la liberazione di *tutti* i comunisti imprigionati, dovendo, realisticamente, fare delle scelte prioritarie è di una parte di questi ultimi che chiediamo la libertà. Chiediamo quindi che vengano liberati: Sante Notarnicola, Mario Rossi, Giuseppe Battaglia, Augusto Viel, Domenico Delli Veneri, Pasquale Abatangelo, Giorgio Panizzari, Maurizio Ferrari, Alberto Franceschini, Renato Curcio, Roberto Ognibene, Paola Besuschio e, oltre che per la sua militanza di combattente comunista, in considerazione del suo stato fisico, dopo le ferite riportate in battaglia, Cristoforo Piancone ».

[1461] *Ibid.*, p.326.

[1462] « Noi non abbiamo niente da nascondere, nè problemi politici da discutere in segreto o "privatamente" », *Ibid.*

Moro à la Dc : « La DC e il suo Governo hanno la possibilità di ottenere la sospensione della sentenza del Tribunale del Popolo, e di ottenere il rilascio di Aldo Moro »[1463].

i) Le communiqué n.9

Le communiqué n.9 est diffusé le 5 mai, quatre jours avant l'assassinat de Moro. Le communiqué ferme définitivement le dialogue avec les institutions : les Br ne s'adressent plus désormais que « Alle organizzazioni comuniste combattenti, al Movimento rivoluzionario, a tutti i proletari »[1464]: c'est la fin du dialogue avec la Dc. Le communiqué annonce pour la dernière fois la fin de l'opération Moro et l'exécution de l'otage:

> « Compagni,
>
> la battaglia iniziata il 16 marzo con la cattura di Aldo Moro è arrivata alla sua conclusione. Dopo l'interrogatorio ed il Processo Popolare al quale è stato sottoposto, il Presidente della Democrazia Cristiana[1465] è stato condannato a morte »[1466].

Mais la responsabilité de la mort de Moro est imputée à la Dc : « Per quanto riguarda la nostra proposta di uno scambio di prigionieri politici perché venisse sospesa la condanna e Aldo Moro venisse rilasciato, dobbiamo soltanto registrare il chiaro rifiuto della DC » qui est aussi décrite comme « degli ottusi, feroci assassini al servizio della borghesia imperialista » et des « assassini capeggiati da Andreotti »[1467].

[1463] *Ibid*., p.324-325.

[1464] *Ibid.*, p.332.

[1465] Aldo Moro redevient « il Presidente della Democrazia Cristiana » comme dans le premier communiqué alors que dans les autres communiqués il est désigné comme « il prigioniero Aldo Moro » (n. 8) ou « prigioniero politico ». De même, ce n'est plus le « plus haut responsable » mais « uno dei massimi responsabili di questi trent'anni di lurido regime democristiano », *Ibid.*, p.332.

[1466] *Ibid.*

[1467] *Ibid.*, p.333-334. Les Br insistent sur le refus de la Dc de trouver une issue possible à l'enlèvement de Moro : « In questi 51 giorni la risposta della DC, del suo governo e dei complici che lo sostengono, è arrivata con tutta chiarezza, e più che con le parole e con le dichiarazioni ufficiali, l'hanno data con i fatti », « registrare il chiaro rifiuto della DC » ; « L'unica cosa chiara e che sullo scambio dei prigionieri la posizione del PSI è la stessa, di ottuso rifiuto, della DC e del suo governo, e questo ci basta », *Ibid.*, p.332-334.

« A parole non abbiamo più niente da dire alla DC, al suo governo e ai complici che lo sostengono. L'unico linguaggio che i servi dell'imperialismo hanno dimostrato di saper intendere è quello delle armi, ed è con questo che il proletariato sta imparando a parlare »[1468].

Tout en affirmant que le procès et la condamnation d'Aldo Moro ont été une « victoire » des Br[1469], le communiqué n.9 révèle la défaite du groupe au niveau de la communication. En effet, l'analyse générale de la production des Br a montré le caractère répétitif de leurs communiqués qui révèle la déception croissante du groupe. La fermeture de l'espace de médiation et le refus de la parole conduit le groupe à l'ouverture d'une phase plus intense de la guerre.

« Concludiamo quindi la battaglia iniziata il 16 marzo, eseguendo la sentenza a cui Aldo Moro è stato condannato »[1470].

4) Le bilan des Br sur leur langage

En mars 1979, les Br établissent un bilan de l'opération Moro dans un document écrit par les brigadistes emprisonnés intitulé « La campagna di Primavera »[1471]. Dans ce document, les Br répondent aux critiques sur leur langage qui était apparues dans les pages des

---

[1468] *Ibid.*, p. 334.

[1469] Les Br parlent de « una vittoria del Movimento Rivoluzionario, ed una cocente sconfitta delle forze imperialiste », *Ibid.*, p. 333.

[1470] *Ibid.*, p.334. Le gérondif employé dans le communiqué n.9 ("eseguendo") fut interprété par de L. Pace et F. Piperno comme la possibilité de poursuivre les négociations, en effet les Br attendront encore 4 jours avant de tuer Aldo Moro, cf. M. Gotor, *op.cit.*, p.278. Les Br affirment qu'ils difuseront les résultats des interrogatoires à Aldo Moro à travers instruments de propagande clandestine: «PS: Le risultanze dell'interrogatorio di Aldo Moro e le informazioni in nostro possesso, ed un bilancio complessivo politico militare della battaglia che qui si conclude, verrà fornito al Movimento Rivoluzionario e alle O.C.C. attraverso gli strumenti di propaganda clandestini», *Dossier Br, vol.2, op.cit*., p. 335.

[1471] Progetto memoria, *Le parole scritte, op.cit.*, « La campagna di Primavera », mars 1979, p. 129-148.

principaux quotidiens italiens. C'est surtout la métaphore du « procès » et les termes issus du langage de la justice bourgeoise qui sont ici critiqués :

> « L'alone di significati borghesi che avvolge le parole "banale", "processo", "carcere"... ha reso ambigui molti discorsi che sono stati fatti e a poco è servito aggiungere "del popolo". L'ambiguità si è generata dal fatto che nelle stesse parole si riflettono eventi, pratiche, sostanzialmente diverse, che non ammettono simmetria. Pratiche di lotta contro lo sfruttamento, la miseria e l'oppressione nel nostro caso. Pratiche di controrivoluzione nel caso della borghesia imperialista. (…) Parole come "processo", "tribunale", etc. richiamano alla memoria soprusi, angherie, ingiustizie, sofferenze, per il proletariato (e come potrebbe essere altrimenti, visto che a manovrare questi strumenti è da sempre la borghesia), e male si addicono alla pratica rivoluzionaria per una società comunista, ma non è delle parole che bisogna avere paura »[1472].

Les Br repensent le langage utilisé au cours de leur histoire, en prenant conscience de la répétition stéréotypée des termes de la justice bourgeoise. La même réflexion sur le langage des Br revient dans le témoignage rétrospectif de Mario Moretti. D'après Moretti, le vocabulaire des Br était certainement très pauvre et posait des problèmes réels de correspondance entre les faits et la réalité :

> « I documenti erano più poveri dell'esperienza che facevamo. Appena era parlata o scritta nel volantino, diventava più stretta, schematica, lontana. Discutevamo sulle virgole, sugli aggettivi, il volantino doveva riflettere una linea tutta comunista e perfettina. Per cui venivano fuori cose impossibili. C'era una gran voglia di esprimerci, ma non abbiamo trovato un linguaggio nostro. Prendemmo quello vecchio e ci ficcammo dentro una pratica che non aveva niente a che vedere con esso »[1473].

[1472] *Ibid.*, p.140-143.

[1473] M. Moretti, *Brigate rosse, una storia italiana*. Intervista di Carla Mosca e Rossana Rossanda. Baldini & Castoldi, Milano, 2004, p.70. « Nomina sunt consequentia rerum, dice il filosofo, ma quelle parole non ci esprimono, ci falsificano. Non siamo quello. Le abbiamo mutuate dai codici ma non indicano le stesse cose. (…) Prigione del popolo, interrogatorio, processo non esprimono una pratica sociale decente. Ma non abbiamo altri mezzi, né altre parole», *Ibid.*, p.67-68. « Ma no, non è stato un processo, anche se scrivevamo

Moretti met ici en évidence la contradiction entre le langage utilisé par le groupe et sa pratique révolutionnaire. D'après Moretti, les Br ne possédaient pas d'autres mots pour décrire la réalité où le langage dominant restait celui de l'institution et du modèle étatique. C'est sur le terrain de l'innovation linguistique que les Br ont tout d'abord échoué.

De même, la question importante qui consiste à savoir si les Br comprenaient le révélations que faisaient Moro pendant son interrogatoire demeure à ce jour encore un mystère. Les circonstances mystérieuse des retrouvailles des écrits de Moro dans le repaire des Br de via Montenovoso, à deux moments différents, en 1978 une première partie, et en 1990, une deuxième partie, offre des interprétations contradictoires[1474]. Le jugement rétrospectif de Moretti sur l'enlèvement de Moro insiste sur l'idée de deux langues qui ne se comprenaient pas :

> « Il linguaggio, i riferimenti, le categorie che usa mi sono estranei. (…) Quando stende il memoriale ha in mente coloro che posseggono le chiavi del suo linguaggio, sanno di che parla ; non pensa, credo, che io lo possa davvero capire. E infatti non lo capisco »[1475].

D'après le jugement de Moretti, la même incompréhension du langage brigadiste avait été exprimée par Moro dans la prison du peuple[1476].

Au cours de l'enlèvement, l'organisation recherche une « reconnaissance » politique de la part des institutions: les Br veulent devenir l'interlocuteur privilégié de l'Etat[1477]. Mais en réalité, l'affaire Moro semble exacerber l'opposition irréductible entre deux langages

---

così nei comunicati. Già allora quel linguaggio mi appariva tremendo », *Ibid.*, p.141. On remarque la ressemblance entre les mots de Moretti et le jugement de A. Sofri cité dans l' introduction de notre étude.

[1474] Les originaux des écrits de Moro n'ont jamais été retrouvés. F. Imposimato pense que les Br avaient compris la teneur des révélations faites par Moro, Interview mars 2011. La question porte notamment sur les affirmations de Moro sur Gladio. cf. Gotor, *Il memoriale della Repubblica*, *op.cit.*

[1475] M. Moretti, *op.cit*., p.151-156

[1476] « Per lui sinistra vuol dire Pci, non immagina che possa esserci altro di qualche rilevanza. (…) Così capisce la situazione in cui si trova e quel che vogliamo, riconosce un certo linguaggio comunista, ma è altro da quello a cui è abituato e non sa come prenderci. Mi chiede subito : Ma non c'è qualcuno nel Pci, che so, un Longo che possa parlare con lei ? », *Ibid*., p.143.

[1477] *Ibid* ., p.173 et suiv.

inconciliables : le langage de l'Etat et le langage Br qui s'affrontent, pourtant, sur le terrain de l'appropriation et de la redéfinition des mêmes termes.

En définitive, on peut affirmer que la bataille de la communication a été gagnée par Aldo Moro et par ses lettres. Les communiqués des Br, en commentant et en se référant constamment à d'autres textes (la Résolution, les écrits de Moro, les articles de journaux, les déclarations officielles de la Dc, le faux communiqué n.7, l'interrogatoire et le Mémorial de Moro) finissent par constituer une sorte d' « exégèse » d'autres textes et en particulier des écrits de Moro. L'enlèvement de Moro révèle en profondeur l'échec et l'effondrement de la communication des Br.

II. Les nouveaux enjeux de la question de la langue pendant l'affaire Moro

1) La presse et le langage des Br

Le débat sur la question de la langue de Moro et des Br a lieu surtout dans les médias : ces derniers ont joué un rôle prépondérant en dramatisant et en spectacularisant l'enlèvement du Président de la Dc.

Au moment de l'affaire Moro, le terme de « terrorisme » apparaît de façon prépondérante dans la presse officielle[1478] : il est intéressant de voir comment le terme s'affirme dans le langage alors que les Br existent déjà depuis près d'une décennie. Comme l'affirme Marica Tolomelli, le terrorisme « naît » d'un problème social mais « devient » un problème social seulement lorsqu'une opinion publique le prend en considération, lorsqu'il provoque un débat public[1479]. Or, c'est au moment de l'affaire Moro que le terme s'impose.

Il suffit de parcourir les titres des premières page des principaux quotidiens italiens entre le 17 mars et le 10 mai pour se rendre compte du changement intervenu dans le discours de la presse. C'est *La Stampa* qui utilise en premier le terme dès le 17 mars: « Con i terroristi non si tratta »; et encore le 20 mars: « Italia e terrore »; « Ridurre al minimo lo

[1478] Selon G. Pasquino, les pouvoirs publics ne décident d'utiliser le terme que lorsqu'ils lancent une vaste politique anti-terroriste après l'assassinat de Moro. G. Pasquino, « I soliti ignoti: gli opposti terrorismi nelle analisi dei presidenti del consiglio (1969-1985) », in R. Catanzaro (dir.), *La politica della violenza*, *op.cit.*, p. 93-117.

[1479] M. Tolomelli, *Terrorismo e società. Il pubblico dibattito in Italia e in Germania negli anni 70*, Il Mulino, Bologne, 2006.

spazio ai terroristi », *Corriere della Sera*, 22 mars; « Dietro il terrorismo », *l'Unità*, 5 avril; « Fra le cause del terrorismo », *Corriere della Sera*, 9 avril; « Quelle cause del terrorismo », *Corriere della Sera*, 13 avril; « Non dare spazio al terrorismo », *l'Unità*, 28 avril; « Democrazia contro terrorismo », *La Repubblica*, 6 mai; « Una forza vigile e presente La lotta sindacale contro il terrorismo », *Corriere della Sera*, 8 mai; « Terrorismo e politica d'emergenza. Dalla « mano negra » ai brigatisti », *Corriere della Sera*, 9 mai; « Contro il terrore le leggi della repubblica », *La Repubblica*, 10 mai[1480]. Au moment de l'enlèvement d'Aldo Moro, le terme « terrorisme » devient une catégorie politique à part entière.

De la même façon, la presse donne une visibilité sans précédent au langage brigadiste. Les termes usuels employés par le groupe, qui apparaissent dans les neuf communiqués diffusés par les Br, sont repris dans les journaux. Ainsi, les expressions de « prison du peuple », « prisonnier politique », « tribunal du peuple », « procès populaire » font la une des principaux quotidiens italiens et perdent, au fur et à mesure, leurs guillemets. Le lendemain de l'enlèvement, l'éditorial de *La Repubblica* signé par son directeur Eugenio Scalfari annonce : « Hanno colpito il cuore dello Stato » [1481]. La reprise du langage des Br se manifeste aussi dans *Il Popolo*, le quotidien de la Dc : « Il rapimento dell'on. Aldo Moro e il feroce assassinio degli agenti della sua scorta, ci dicono – senza alcuna possibilità di ulteriori equivoci – che siamo in guerra », « se dietro il rapimento di Aldo Moro si intendeva (…) colpire il « cuore dello Stato » (…) l'obiettivo dei terroristi e dei loro mandanti [era] fallito »[1482].

Il en est de même pour les journaux télévisés : le "GR 2" du 16 mars commente les images du massacre de via Fani en reprenant les termes du langage brigadiste : « Consapevoli di riflettere l'opinione pubblica della nazione, diciamo che l'uccisione, il rapimento, è il più grave e inaudito attacco al cuore dello Stato »[1483]. L'usage du langage des Br dans les médias sanctionne le succès de leur opération. C'est au moment de la

---

[1480] « Titoli degli articoli di fondo ed editoriali dal 17 marzo al 12 maggio », dans A. Silj, *Brigate rosse-Stato*, *op.cit.*, tableau p. 235-243.

[1481] «Hanno colpito il cuore dello Stato», *La Repubblica*, 17 mars 1978.

[1482] A. Giovagnoli, *op.cit.*, p. 44-45. L'auteur insiste pourtant sur le refus de la logique de la guerre de la part de la Dc, *Ibid.*, p. 47-48.

[1483] S. Flamigni, I. Moroni, « L'informazione durante il sequestro di Aldo Moro » dans Dondi M. (dir.), *I neri e i rossi. Terrorismo, violenza e informazione negli anni Settanta*, Lecce, edizioni Controluce, 2008, p.230.

médiatisation maximale de leurs écrits, que le langage des Br entre à part entière dans le langage courant.

Au fur et à mesure que les communiqués des Br sont publiés, ils bénéficient d'une caisse de résonance dans les journaux, qui les commentent en reprenant les termes des Br : « Questo « attacco » infame allo Stato democratico è perciò già fallito » (*La Stampa*)[1484] ; « Il « prigioniero » Moro forse è già lontano da Roma » (*La Repubblica*, 22 mars) ; « Le Br hanno cominciato il « processo » contro Moro » (*La Repubblica*, 26 mars) ; « L'interrogatorio di Moro » (*La Repubblica*, 11 avril) ; « Come nelle « prigioni del popolo » si svolgono grotteschi processi » (*La Stampa*, 19 mars) ; « Dalle Br, l'aperta dichiarazione di una lunga « guerra civile » » (*La Stampa*, 6 avril) ; « Amerio in aula non ha dubbi : fu Curcio l'inquisitore al « processo proletario » (*La Stampa*, 14 avril) ; « Messaggio Br : Moro « condannato a morte » » (*La Stampa*, 16 avril).

Seule *l'Unità* se distingue dans le langage adopté pour définir les Br. En effet, le quotidien communiste ne reprend pas les termes du langage brigadiste, mais il insiste sur l'opposition entre le « sursaut démocratique »[1485] des masses et le « terrorisme » des Br. Ainsi, l'« edizione straordinaria » de *l'Unità* du 16 mars commente ainsi l'enlèvement du Président de la Dc : « Rapito Aldo Moro. Sciopero generale e mobilitazione unitaria. I nemici della democrazia non passeranno ». Dans *l'Unità* du 19 mars 1978, Berlinguer exprime la nécessité de faire preuve d'« Unità e rigore » face à des « forze potenti, interne e internazionali che muovono le fila di questo attacco spietato contro lo Stato e le libertà repubblicane (...). È giunto il momento di decidere da che parte si sta. Noi la scelta l'abbiamo fatta. Essa è scritta nella nostra storia »[1486]. Le Pci choisit le parti de la légalité au nom de la défense du « regime democratico » et de la « costituzione »[1487]. À la veille de l'issue de l'opération Moro, le 8 mai 1978, *l'Unità* rapporte un discours de Berlinguer qui reprend les mêmes termes utilisés depuis le début de l'enlèvement: « Ancora una volta il Pci, il partito più rappresentativo della classe operaia e dei lavoratori si è dimostrato un baluardo saldo e sicuro della democrazia »[1488].

[1484] A. Giovagnoli, *op.cit.*, p.53.

[1485] «Straordinario sussulto democratico», *l'Unità*, 17 mars 1978.

[1486] M. Clementi, *op.cit.*, p.132.

[1487] Ainsi, la manifestation unitaire des syndicats Cgil, Cisl, et Uil, porte comme mot d'ordre « Contro il terrorismo e la violenza eversiva, per la difesa della democrazia e delle istituzioni », *Atlante de La Repubblica, I giorni di Moro*, Gruppo editoriale l'Espresso, 2008, p.55.

[1488] A. Giovagnoli, *op.cit.*, p.247.

Le Pci et son organe de presse acceptent pour la première fois l'idée d'un « terrorisme rouge », abandonnant enfin, après huit ans d'existence des Br, les termes habituels qui accompagnaient la définition du groupe: « sedicenti », « provocatorie», « cosidette ». Cependant, le quotidien communiste continue à dénoncer la nature fasciste des Br : dans *l'Unità* du 19 mars, Moro est décrit comme « Un uomo torturato » et les Br comme des « belve che è perfino difficile paragonare ai fascisti »[1489]. Luciano Lama, dans une interview à *la Repubblica,* établit un parallélisme avec la Résistance : « Siamo in un momento drammatico di scelta come durante la lotta antinazista »[1490], et le quotidien établit une comparaison entre « Il linguaggio di Freda e quello delle Br »[1491]. Cependant, les procès-verbaux des réunions de la Direction du Pci au cours des 55 jours de l'enlèvement de Moro, permettent aujourd'hui d'affirmer que c'est à ce moment-là que les dirigeants du Pci prennent conscience des liens qui existent entre les Br et certains secteurs de la classe ouvrière[1492].

Le paradigme de la Résistance fut évoqué de façon presque unanime par le camp démocratique pour décrier l'action des Br : les lettres écrites par Moro furent comparées aux lettres des condamnés à mort de la Résistance[1493]. Même le directeur de *La Repubblica,* Eugenio Scalfari, affirma au lendemain de l'enlèvement : « sono i nostri « nemici » non diversamente da come lo furono i fascisti »[1494]. Plusieurs figures d'anciens résistants prirent la parole publiquement contre les Br: Leo Valiani, dans ses articles du *Corriere della sera,* parla du « semianalfabetismo estremista corrente » des Br[1495] ; et le quotidien socialiste *l'Avanti!* publia, le 8 avril 1978, un « Appello al Paese degli uomini della Resistenza », signé en premier lieu par Ferruccio Parri, au nom de la défense de la Constitution[1496].

[1489] M. Clementi, *op.cit*., p.132.

[1490] «Nessuna tregua ai brigatisti», Mario Pirani, *La Repubblica*, 7 avril 1978.

[1491] « Il linguaggio di Freda e quello delle Br », *l'Unità*, 27 avril 1978.

[1492] « Gli interventi esterni vi sono ? Certamente, con precisi caratteri politici (…). L' humus del terrorismo è in Italia e la metastasi è ampia e si ritrova negli stessi ambienti operai, oltre che nelle università o tra gli intellettuali o i tecnici », intervention de Bufalini, dans A. Giovagnoli, *op.cit*., p.124 et p.312.

[1493] M. Gotor, *op.cit*., p.189 et suiv.

[1494] «Hanno colpito il cuore dello Stato», *La Repubblica*, 17 mars 1978.

[1495] A. Giovagnoli, *op.cit*., p.92-93.

[1496] A. Giovagnoli, *op.cit*., p.149. Dans le bilan sur l'opération Moro, les brigadistes emprisonnés réaffirment leur lien avec la Résistance: « ma molto più modestamente erano [le armi] in gran parte vecchi residuati della guerra partigiana del '45 (questo farà venire un attacco di bile ai berlingueriani, ma è certo che il patrimonio, anche militare, dei comunisti che hanno combattuto nella Resistenza non gli appartiene più in

2) La gauche extraparlementaire : *Lotta continua* et l'affaire Moro

L'enlèvement et l'assassinat d'Aldo Moro constituent, pour la gauche extraparlementaire, un nouvel événement fondateur, comme l'avait été, dix ans plus tôt, le massacre de piazza Fontana. En ce sens, on peut parler d'une spécularité historique entre les deux événements, l'un marquant le début d'un nouvel engagement de l'extrême gauche, l'autre le début d'un repli du militantisme[1497].

La première page du journal *Lotta continua* du 17 mars 1978 est à ce titre exemplaire: « Rapito Moro: è il gioco più sporco che sia mai stato provato sulla testa dei proletari italiani »[1498]. Comme l'avait été le massacre de piazza Fontana, l'enlèvement d'Aldo Moro est lu comme un énième attentat contre les luttes prolétariennes. La seule différence réside dans la prise de conscience d'un nouvel ennemi qui s'est coalisé avec l'ennemi de toujours, l'Etat démocrate-chrétien: ainsi, ce même article utilise deux fois le mot de « terrorisme » pour caractériser indistinctement à la fois l'Etat et les Br. Plus précisément, l'article parle de « terrorismo » pour les Br et de « rafforzamento terroristico » pour décrire l'action de l'Etat, et dénonce le même « ricatto delle Br e dello Stato ».

Lotta continua décrète un nouvel « état de guerre » : le premier communiqué des Br est comparé à un « bollettino di guerra » [1499]. Mais cette fois il s'agit d'une guerre où les masses et leurs avant-gardes – c 'est-à-dire eux-mêmes – ne jouent plus aucun rôle. C'est une guerre entre les Br et l'Etat, puisqu'il s'agit d'« una guerra in cui gli eserciti si confondono al punto di considerare ambedue ottimale una situazione di stato d'assedio »[1500]. *Lotta continua* accuse les Br d'être à l'origine de la répression qui s'abat sur le prolétariat et sur les milieux extraparlementaires. Le discours de la guerre est donc revu avec la même clé de lecture qui avait caractérisé le massacre de piazza Fontana: la différence de taille réside dans le fait que l'alliance présumée n'est plus entre l'Etat et les fascistes, mais entre l'Etat et une organisation

---

esclusiva da molto tempo) ». Progetto memoria, *Le parole scritte, op.cit.*, « La campagna di Primavera », mars 1979, p.141.

[1497] G. Panvini affirme que le 16 mars 1978 constitue la « data che la storiografia generalmente indica come l'inizio del lento rifiuto da parte della sinistra extraparlementare della violenza terrorista ». G. Panvini, « Lotta continua e i terrorismi di sinistra in Italia » dans *I neri e i rossi, op. cit.*, p.156.

[1498] *Lotta continua*, 17 mars 1978. Le sous-titre est : « Generale ripulsa verso l'azione e la pratica delle Br ».

[1499] *Lotta continua*, 20 mars 1978, article intulé « Berufsverbot ».

[1500] *Ibid.*

qui se dit révolutionnaire. L'affaire Moro cautionne l'abandon définitif de la primauté de l'« antifascisme militant », ôtant à ce qui reste de la gauche extraparlementaire la principale raison de son existence.

Les analyses de ce qui reste des groupes et des organisations militantes se ressemblent à tel point que l'analyse du langage de l'extrémisme de gauche à ce moment-là pourrait sembler rébarbative. En effet, l'affaire Moro donne lieu à une condamnation unanime de ce que désormais on appelle, même à gauche, du « terrorisme ». Une faille s'ouvre à ce moment-là dans le milieu de la contestation qui conduira à une fracture définitive entre entre ce qui reste des mouvements et « i compagni che sbagliano ». En effet, l'affaire Moro, nous l'avons déjà dit, conduit à une simplification des positions politiques du milieu de la contestation, dont seule l'Autonomie se différencie, en étant plutôt favorable à l'action des Br[1501]. Cette simplification naît de l'embarras qui submerge le milieu de la contestation sur la position à prendre, désormais requise, face à l'action des Br. Nous avons ici un tournant dans les discours de la contestation : ceux-ci ne se résument plus qu' à deux positions opposées – pour ou contre les Br –, réduisant ainsi les différences de cette zone intermédiaire qui constituaient la richesse du mouvement.

Cette position est résumée dans le célèbre slogan «Né con lo Stato né con le Br», lancé sur les pages de *Lotta continua* dès le lendemain de l'enlèvement de Moro[1502]. Ce slogan, d'après Adriano Sofri, constitua « un ponte verso l'addio definitivo alla violenza politica »[1503]. Le slogan, forgé dès les premières heures qui suivent l'enlèvement de Moro,

---

[1501] Toni Negri et l'Autonomie de Padoue se rangent autour du slogan « Né con lo stato né con le Br ».

[1502] Un article de *Lotta continua* du 17 mars 1978 s'intitule : « Respingiamo il ricatto : né con lo Stato né con le Br », A. Giovagnoli, *op.cit.*, p.297 et Interview de Gad Lerner à Benedetta Tobagi: http://www.gadlerner.it/2008/03/25/le-domande-di-benedetta-tobagi.html

[1503] Voici le témoignage complet de Adriano Sofri: « Io, per esempio, non mi riconobbi in quella formula, proprio per il suo "astensionismo": irrisolto anche nella versione emendata per combattività, "Contro lo Stato e contro le Brigate Rosse", perché non c'era un modo autonomo di fermare davvero la sfrenatezza terrorista, come mostrarono più tragicamente i 55 giorni di Moro, e quella dissociazione equidistante, o quel far parte per se stessi, si condannò di fatto a un'estraneità pilatesca ». Sur la naissance du slogan: « A quel tempo fu coniata una famigerata massima di comportamento, o piuttosto di astensione: "Né con lo Stato né con le Brigate Rosse". Per chi inizialmente la formulò, persone di quella Lotta Continua che nel 1978 si era sciolta da due anni e resisteva in un giornale quotidiano "del movimento", era un ponte verso l'addio definitivo alla violenza politica; altri intendevano che per opporsi alle malefatte brigatiste non fosse necessario sventolare la bandiera dello Stato ».

Cf. http://www.innocentievasioni.net/index.php?option=com_content&view=article&id=131:un-giudice-popolare-e-le-br&catid=58:materiali

apparaît pour la première fois lors d'une assemblée organisée à la Faculté de Sciences politiques de Rome, où enseignait Aldo Moro[1504].

Le slogan est repris de façon massive dans toutes les manifestations et les rassemblements, et résume à lui seul et de façon univoque la position du mouvement. Cette position d'« équidistance » du mouvement par rapport aux deux acteurs principaux de l'affaire montre bien la nouvelle position de la gauche extraparlementaire, qui ne réussit pas à se conquérir une place véritable dans la lutte entre les Br et l'Etat. Critiqué pour sa prétendue indifférence, ce slogan qui met en avant la négation – et donc l'incapacité d'action de la gauche extraparlementaire – sera modifié dans une version plus radicale « Contro lo Stato e contro le Br »[1505]. Malgré cela, la position du mouvement et sa capacité à mobiliser une opinion publique entre en crise.

L'action des Br place les groupes de la gauche extraparlementaire dans un immobilisme qui rend leur position ambiguë aux yeux d'une opinion publique dirigée par les médias officiels. Ainsi, si le milieu de la contestation se retranche dans une attaque directe contre l'Etat et les Br, qui sont accusés au même titre de la répression qui touche les milieux de la contestation, l'analyse a perdu le caractère mordant et tranchant qui avait suivi l'attentat de Piazza Fontana. Le langage des groupes a perdu sa puissance d'innovation: désormais le thème d'une attaque directe contre les luttes prolétariennes (qui reprend les analyses d'après piazza Fontana) sonne vieux, dépassé, et irréaliste, dans la mesure où les luttes s'étaient déjà éteintes, bref, il ne fonctionne plus comme caisse de résonance, ce qui avait été le cas pour le thème de la « strage di stato ».

Désormais, les thèmes réitérés par les discours de la contestation, qui se canalisent dans des expressions toutes faites telles que la dénonciation des « leggi liberticide » ou de la « chiusura degli spazi democratici », ne mobilisent plus qu'une infime minorité[1506]. Le thème du « complot » contre les masses prolétariennes, avancé par la gauche extraparlementaire, tisse un fil direct avec les premiers discours du Pci sur les Br que nous avons analysés dans les moments précédents : ainsi, la justification des « compagni che sbagliano » laisse la place à « chi c'è dietro » les terroristes d'extrême gauche[1507].

[1504] A. Giovagnoli, *op.cit.*, p.95.

[1505] A. Sofri, témoignage dans:

www.innocentievasioni.net/index.php?option=com_content&view=article&id=131:un-giudice-popolare-e-le-br&catid=58:materiali

[1506] Interview de Roberto Mancini, juin 2011.

[1507] *Ibid.*

Au-delà de la prise de position contre l'Etat et les Br, un sentiment d' « indifférence » et d' « étrangeté » commence à être exprimé par une partie du mouvement, révélant le début du reflux des luttes collectives et la lassitude qui est en train de gagner le mouvement. Cette « étrangeté » est décrite en premier lieu par Alberto Moravia dans un article du *Corriere della Sera* du 20 mars 1978, et est reprise dans les pages de *Lotta continua* sous la plume de Marco Boato. Alberto Moravia décrit une « étrangeté » qui n'est pourtant pas de l' « indifférence »:

> « Io sento con assoluta precisione che non avrei voluto scrivere una sola riga come quelle che scrivono le Brigate rosse (…) d'altra parte non avrei mai scritto una sola delle tantissime parole che in discorsi, articoli, libri, hanno scritto gli uomini dei gruppi dirigenti italiani negli ultimi trent'anni (…). Questo sentimento di estraneità non è affatto un sentimento di indifferenza; ma di rifiuto straziante a forza di totalità e di impotenza »[1508].

Ces paroles de Moravia représentent bien le sentiment de « refus » et d' « impuissance » qui gagne les milieux de la contestation. La critique de Moravia s'inscrit dans le refus total d'un horizon linguistique qui rapproche, tout en les distinguant, la folie des Br et le mensonge légalisé des hommes de l'Etat. C'est avant tout le refus par un écrivain d'une écriture qui lui est étrangère et donc d'un monde qu'il ne reconnaît pas. Un autre grand écrivain, Leonardo Sciascia, trois jours après la parution de l'article de Moravia, affirme partager le sentiment de son ami[1509]. C'est à partir de ces articles que l'on forge l'idée que Sciascia et Moravia ont une position d'équidistance par rapport à l'Etat et à les Br, position sur laquelle ils devront revenir publiquement[1510].

[1508] « La storia ripete i tragici errori », *Corriere della Sera*, 20 mars 1978, cité dans N. Ajello, *Il lungo addio, Intellettuali e Pci dal 1958 al 1991*, Roma-Bari, Laterza, 1997, p. 181-182. Sur la question voir aussi M. Gotor, « Processo all'album di famiglia », dans la revue *Diario*, Anno XIII, n. 11, 27 Juin/10 Juillet 2008, http://dust.it/articolo-diario/processo-all%E2%80%99album-di-famiglia/

[1509] «Quella tragica foto di Moro», interview de Alberto Stabile à Leonardo Sciascia, parue dans *La Repubblica* le 23 mars 1978.

[1510] A. Moravia y revient dans un article qui paraît dans *La Repubblica* le 19 avril 1978, intitulé « Le loro azioni ci fanno orrore », et L. Sciascia dans une interview à *Panorama* en janvier 1980 intitulée : « Decreti antiterrorismo: ostruzionismo? Noi dobbiamo farlo ». Voici le texte: Q.: "Sottoscriverebbe ancora lo slogan: "Né con lo Stato né con le BR?" R.: "Ha mai visto in un mio scritto questo slogan? E non crede, rileggendo i miei scritti dalla polemica con Giorgio Amendola in poi, che quel che volevo dire non aveva niente a che fare

Ce même sentiment d' « étrangeté » et d' « impuissance » qu'enregistrent Alberto Moravia et Leonardo Sciascia traverse aussi la gauche révolutionnaire, qui, dans un article de Marco Boato dans *Lotta continua*, s'exprime avec les mêmes mots utilisés par Moravia:

> « La sinistra rivoluzionaria: né con le BR, né con lo Stato. E poi? È giusto: né con le BR, né con lo Stato. Ma non basta. Tutti abbiamo avvertito in questi giorni una sensazione di tremenda impotenza. Il disorientamento vissuto dai compagni è reale: è esploso di fronte al rapimento di Moro, ma viene da lontano »[1511].

L'analyse de Marco Boato montre bien la teneur réelle du moment historique dont l'enlèvement d'Aldo Moro n'est que l'aboutissement. Le mouvement est plongé, selon les mots de l'auteur, dans une impuissance qui est aussi une « désorientation », c'est-à-dire une incapacité d'action, qui contraste avec la « certitude » qui avait caractérisé jusqu'alors les militants des organisations extraparlementaires. Surtout, l'auteur insiste sur une crise des mouvements qui préexiste à l'affaire Moro et que celle-ci ne fait que dévoiler dans toute son étendue. Ainsi, le slogan « né con lo Stato né con le Br » peut constituer une impasse pour le mouvement qui l'empêche de « construire » positivement une nouvelle politique : le risque d'après Boato est bien réel, « altrimenti rimarremo stritolati ». Il s'agit, pour la gauche extraparlementaire, de trouver une place dans l'antagonisme irréductible qui oppose l'Etat et les Br.

En ce qui concerne les débats linguistiques, il est important de noter que *Lotta continua* utilise le terme de « terrorisme » bien avant l'affaire Moro. Cependant, la condamnation du terme n'arrive qu'en 1978. En juin 1977, pour commenter l'attentat à Indro Montanelli, le terme n'est pas encore utilisé: « il termine « provocazione » nonostante non ci piaccia... sembra il più adatto »[1512]. Le terme de « terrorisme » apparaît après le meurtre de Carlo Casalegno, le premier journaliste tué par les Br, ancien résistant du Parti d'action, et

---

con questo slogan? La mia polemica non è stata, né è, contro le istituzioni: ma contro quello che le istituzioni contengono di marcio".

[1511] « Né con le Br né con lo Stato. E poi?... », de Marco Boato, *Lotta Continua*, 25 mars 1978. Aussi dans: www.archivio900.it/it/articoli/art.aspx?id=4038

[1512] « Ognuno è in grado di giudicare », *Lotta Continua*, 4 juin 1977. Montanelli est victime d'un attentat des Br le 2 juin 1977.

père d'Andrea Casalegno, militant de Lotta Continua[1513]. L'utilisation du terme est pourtant reconduite à l'éternel débat sur la violence et ne fait pas encore l'objet d'une critique radicale. Le débat, lancé en décembre 1977 par Gad Lerner et Andrea Marcenaro, porte sur : « Il baratro che ci separa dai compagni delle Brigate Rosse »[1514]. Les tons sont encore mesurés: les membres des Br, bien que critiqués, sont encore considérés comme des « compagni », et les auteurs de l'article ramènent le problème du « terrorisme » à la question du contexte historique : « il terrorismo in questa fase è sbagliato »[1515]. L'article de Lerner et Marcenaro constitue déjà une rupture importante par rapport aux discours précédents et subira de dures critiques mêmes à l'intérieur du journal[1516] : cela montre que l'idée d'une violence organisée contre l'Etat était encore considérée comme légitime par Lc avant l'affaire Moro.

3) Le débat des intellectuels sur le langage des Br: l' « album de famille »

Au fur et à mesure que les communiqués des Br apparaissent dans la grande presse, leur donnant ainsi une ampleur et une diffusion sans égal, certains intellectuels prennent position sur la question de la langue utilisée par les Br. C'est Rossana Rossanda, l'une des fondatrices de *Il Manifesto*, qui lance le débat après la parution du communiqué n. 2 des Br qu'elle soumet à une lecture attentive et à une analyse qu'elle considère comme « philologique ».

L'analyse de Rossana Rossanda s'attache directement à la question de la tradition politique dans laquelle il faut inscrire le langage des Br ; c'est en effet dans l'articulation entre la tradition du Pci des années 1950 et son actualisation opérée par les Br qu'il faut rechercher une clé de lecture de la langue brigadiste, et, partant, de leur idéologie. Rossanda part donc du présupposé qu'il existe une « langue » des Brigades rouges, qui serait, selon

---

[1513] Pour Gad Lerner, la mort de Carlo Casalegno (novembre 1977) constitue une rupture qui conduira à « un ripensamento decisivo dentro al movimento giovanile studentesco e operaio nato nel 68. [Prima di allora] era costume diffuso ben oltre il movimento rivendicare la propria indifferenza di fronte alla morte di un avversario politico. (…) l'inconciliabilità fra aspirazione alla giustizia sociale e ricorso all'eliminazione violenta degli avversari fu posta come questione di principio solo allora », dans A. Cazzullo, *I ragazzi che volevano fare la rivoluzione*, *op.cit.*, p. 294.

[1514] Gad Lerner et Andrea Marcenaro, *Lotta Continua*, décembre 1977, dans G. Panvini, *I neri e i rossi*, *op.cit.*, p. 165.

[1515] Cité par G. Panvini, *Ibid.*, p.155.

[1516] Pour cet aspect, A. Cazzullo, *op.cit.*, p. 294.

l'intellectuelle, le produit de la confluence d'une série de langues traditionnellement révolutionnaires, et qui s'inscrivent dans une filiation directe avec la langue du Pci d'obédience soviétique des années 1950.

Rossana Rossanda montre que la langue du Pci des années 1950 reposait sur un antagonisme irréductible entre deux sujets radicalement opposés: la Dc et le Pci, deux « ennemis » qui s'affrontaient au sein d'une « guerre froide » qui trouvait ses présupposés dans la situation internationale dirigée par deux blocs opposés. Selon Rossanda, la langue des Br reproduit cette même idéologisation de la figure de l'ennemi démocrate-chrétien. Rossanda établit donc un parallélisme entre le langage des communiqués des Br et la langue qui était apprise dans les « écoles de cadres » des sections du Pci des années 1950. Dans les deux cas, il s'agit d'une langue radicale, intellectuellement exacerbée, à forte valeur idéologique, et reposant sur une identité qui ne se définit que par opposition à la figure de l'« ennemi ».

Cette lecture de Rossana Rossanda profite d'un succès immédiat, notamment à cause de l'expression efficace d' « album de famille », qui soulève une forte polémique au sein du Pci[1517]. Les mots de Rossanda sont cependant plus complexes que la lecture sommaire qu'en donne le Pci:

> «In verità, chiunque sia stato comunista negli anni cinquanta riconosce di colpo il nuovo linguaggio delle Br. Sembra di sfogliare l'album di famiglia: ci sono tutti gli ingredienti che ci vennero propinati nei corsi Stalin e Zdanov di felice memoria. Il mondo - imparavamo allora - è diviso in due. Da una parte sta l'imperialismo, dall'altra il socialismo. L'imperialismo agisce come centrale unica del capitale monopolistico internazionale (…). Vecchio o giovane che sia il tizio che maneggia la famosa Ibm, il suo schema è veterocomunismo puro. Cui innesta una conclusione che invece veterocomunista non è, la guerriglia » [1518].

[1517] Rappelons que Rossana Rossanda est pourtant bien placée pour connaître le langage du Pci dans la mesure où elle s'est formée dans les écoles des cadres du parti dans les années 1950, devenant très vite responsable de la politique culturelle du Pci, et qu'elle été élue pour la première fois à la Chambre dans les listes du Pci en 1963.

[1518] «Di*scorso sulla Dc»*, R. Rossanda, *Il Manifesto*, 28 mars 1978.

Tout d'abord, il est essentiel de remarquer que le débat sur la question d'un prétendu « album de famille », à savoir d'une filiation entre le terrorisme rouge et la tradition communiste, émerge pour la première fois seulement au moment de l'affaire Moro. Il émerge à gauche du Pci, et plus particulièrement dans le groupe d'intellectuels « déviationnistes » du *Manifesto*.

La position de Rossana Rossanda décrit la langue des Br comme le produit d'une série d' « ingrédients » ou de « figures » que l'on peut retrouver dans « l'album de famille » de la tradition communiste. Il s'agit, pourtant, d'une tradition communiste bien particulière, puisqu'elle renvoie au pire moment de l'expérience soviétique et de la dictature stalinienne, au cœur de la guerre froide. Rossanda rappelle la rhétorique qui avait accompagné la mise en place de la doctrine Jdanov au lendemain de la Libération et qui divisait le monde en deux camps : les *forces impérialistes*, dirigées par les Etats-Unis, et les forces *pacifistes*, menées par l'URSS[1519]. Le nouveau rôle des partis communistes consistait à « se mettre à la tête de la résistance » contre « l'établissement de la domination mondiale de l'impérialisme américain »[1520]. Selon Rossanda, l'un des fondements linguistiques du discours des Br est à rechercher dans la vision jdanovienne d'un monde divisé en deux camps, qui a constitué le fondement de la rhétorique communiste des années 1950, et que le Pci a adoptée en stigmatisant l' « ennemi » démocrate-chrétien.

Cependant, tout en rattachant son analyse des discours produits par les Br à la tradition jdanovienne et stalienne, Rossanda parle aussi d'un « nouveau langage des Br » : l'expression « album de famille » renvoie à l'idée d'un produit linguistique complexe, qui résume et reprend des éléments, des « figures », extraites de plusieurs traditions différentes. La contradiction entre les présupposés issus du « veterocomunismo » et le passage à la « guérilla » relève aussi ce mélange entre tradition et renouveau qui caractérise le phénomène des Br. On voit donc que la position de Rossanda est complexe et qu'elle ne se résume pas seulement à établir un « album de famille » entre les Br et le Pci : elle montre au contraire que la tradition communiste bénéficie d'un syncrétisme riche de langages

---

[1519] La doctrine Jadanov est annoncée le 30 septembre 1947, au lendemain de la "doctrine Truman" (mars 1947) qui prévoyait l' "endiguement" ("containment") du communisme. Andreï Jdanov (1896-1948) est le théoricien de la séparation en « deux camps principaux des forces politiques qui opèrent sur l'arène mondiale : le camp impérialiste et antidémocratique, le camp anti-impérialiste et démocratique ». Citation de Jdanov extraite de Wikipédia, article « doctrine Jdanov ».

[1520] *Ibid.*

différents, qui fournissent un substrat commun de références idéologiques et linguistiques dans lequel peuvent s'inscrire à la fois les groupes armés et le Pci .

À cause des polémiques suscitées par l'article du 28 mars, Rossanda revient sur la question le 2 avril 1978 dans l'article « L'album di famiglia »[1521]. En effet, Rossanda doit se défendre contre les attaques de *l'Unità*, qui l'accuse d'avoir soutenu que « il terrorismo è figlio di Marx, Lenin, Gramsci e Togliatti »[1522]. Emanuele Macaluso, membre de la direction du Pci, conteste le lien qu'elle établit avec la tradition du Pci des années 1950 : « non so quale album conservi Rossana Rossanda. È certo che in esso non c'è la fotografia di Togliatti, né l'immagine di milioni di lavoratori e comunisti che hanno vissuto le lotte, travagli, contraddizioni di questi anni »[1523]. Macaluso refuse expressément aux membres du *Manifesto* la même tradition « familiale » que le Pci et insiste sur l'autonomie et l'originalité du parti de Togliatti par rapport à la ligne soviétique : « il disegno di Togliatti non era mai stato quello della ricerca dello scontro con la Dc »[1524]. Macaluso revendique l'abandon de la perspective révolutionnaire opérée par Togliatti dès la « svolta di Salerno » (1944)[1525].

La position de Rossanda, nous l'avons vu, est bien plus complexe et vise à démontrer qu'un même langage et un même substrat culturel peuvent donner lieu à deux praxis différentes[1526]. Cependant, les attaques directes du Pci à Rossanda finissent par déplacer très rapidement les termes du débat: la question débattue ne concerne plus le langage des Br mais l'idéologie du Pci. Rossanda est obligée de répondre sur le même ton, abandonnant sa perspective initiale et en portant ses accusations contre les failles langagières du Pci :

> « Questa debolezza presente [del Pci] gli fa scrollare violentemente la criniera di fronte al ricordo del passato, gli fa gridare "al terrorista" contro chiunque dica che, sì, la democrazia cristiana era ed è il partito della borghesia

---

[1521] « L'album di famiglia », *Il Manifesto*, 2 avril 1978.

[1522] Les mots sont d'Aldo Tortorella, ancien directeur de *l'Unità* et député proche de Berlinguer.

[1523] Ces citations sont présentes dans l'article de R. Rossanda du 2 avril 1978.

[1524] A. Giovagnoli, *op.cit.*, p.102.

[1525] S'il est vrai, comme le soutient E. Macaluso, que Togliatti a abandonné toute perspective révolutionnaire dès les années 1950, le langage radical du Pci ne reflétait pas du tout cette évolution idéologique, d'où le thème célèbre de la « doppiezza » du Pci italien sous la direction de Togliatti.

[1526] R. Rossanda se justifie en affirmant que depuis la mort de Calabresi le *Manifesto* a toujours condamné les épisodes de violence et nié que « il "partito armato" possa trovare appigli nel Bolscevismo ».

italiana e che il Pci, smettendo di dirlo, porta una responsabilità anche dell'oscurarsi del fronte di lotta (….)» [1527].

Le débat initial sur la question du langage des Br est déplacé sur la question des responsabilités du Pci dans le tournant de la violence d'extrême gauche. Il est intéressant de noter que Rossanda inscrit toujours sa critique vis-à-vis du Pci dans l'univers de la langue, affirmant que l'abandon d'une rhétorique radicale opéré par le Pci constitue une explication de la radicalisation des groupes armés. Comme nous avons essayé de le démontrer depuis le début de notre étude, la politique du « compromis historique » a sans doute constitué un tournant pour les groupes, dans la mesure où la politique d'alliance avec la Dc avait mis fin au rôle d'intermédiaire entre les milieux de la contestation et les institutions qu'avait joué jusqu'alors le Pci. D'après Rossanda, le rôle d'opposition du Pci et son langage radical avait permis de préserver la démocratie en Italie et « bloccò una svolta reazionaria nel paese e in qualche modo costrinse la stessa democrazia cristiana a quella sempre imperfetta scelta "democratica"»[1528].

Le revirement langagier du Pci n'est donc pas exempt de responsabilité vis-à-vis de la radicalisation des mouvements. Cependant, c'est cela aussi qui explique en partie la fortune électorale du Pci. Nous avons vu, dans le chapitre sur les élections de 1975-76, que le retour de nombreux intellectuels au Pci - dont le cas le plus éclatant demeure l'adhésion de l'antifasciste Altiero Spinelli, sorti du Pci dès 1937, et qui pose sa candidature comme indépendant dans les listes du Pci en 1976 - est souvent justifié par la déstalinisation totale du Pci, et par l'abandon de sa vision dogmatique et schématique du monde. Moravia lui-même avait affirmé au moment des élections de 1976 que « Il Pci di oggi non è più quello staliniano degli anni Cinquanta»[1529].

Suite au communiqué n.9 des Br, qui annonce l'exécution d'Aldo Moro, Alberto Moravia reprend la thèse de Rossanda. Dans un article publié dans *La Repubblica*, « Le loro azioni ci fanno orrore », l'écrivain affirme que « le Brigate Rosse dimostrano, sia attraverso la loro ideologia che il loro comportamento pratico, di essere un gruppo staliniano in ritardo. Il loro ricorso a una sentenza di condanna a morte dimostra da solo la completa estraneità di questo gruppo alla cultura europea e italiana » [1530]. Comme l'avait fait R.

[1527] « L'album di famiglia », *Il Manifesto*, 2 avril 1978.

[1528] *Ibid.*

[1529] N. Ajello, *op.cit*., p.111.

[1530] « Le loro azioni ci fanno orrore », A. Moravia, *La Repubblica*, 19 avril 1978.

Rossanda, Moravia établit une filiation entre la culture brigadiste et la tradition stalinienne, en prenant position contre les Br (mais aussi contre l'Etat de la Dc par opposition à l'Etat né de la Résistance) [1531].

Dans une interview de 2003 au quotidien *Europa*, Rossana Rossanda revient rétrospectivement sur ce moment en parlant d'une « ribellione filologica », qui naissait du refus de la filiation, qui avait été établie pendant l'affaire Moro, entre le terrorisme et les mouvements nés en 1968:

> « (...) accadde che nel pieno del sequestro Moro, commentando uno dei documenti delle Br, qualcuno - mi pare su Repubblica - scrisse che quelle parole scendevano dirette dal '68. Ma quando mai? Allora scrissi quell'articolo sul *Manifesto*. Per ricordare che mai il '68 aveva parlato in quei termini della Dc come agente politico della borghesia e dell'imperialismo delle multinazionali. Anzi, il '68 della Dc non parlava proprio: guardava al mondo, contestava la chiusura culturale italiana… Quei termini, scrissi, venivano diretti dalle parole d'ordine del Pci del dopoguerra. È il nostro album di famiglia, dicevo io che di quella famiglia facevo parte. Apriti cielo… » [1532].

En effet, la question de la filiation entre 1968 et les Br est une autre question soulevée au moment de l'affaire Moro. Sur ce thème plusieurs membres de la gauche extraparlementaire prennent position. Le 25 mars, dans l'article déjà cité de Marco Boato paru dans *Lotta Continua* , « Né con le Br né con lo Stato. E poi?... », l'auteur s'interroge sur la question de la filiation entre les Br et la théorie marxiste-léniniste de la révolution, en

---

[1531] La question de « quel Etat » il s'agit de défendre apparaît aussi dans les écrits de Leonardo Sciascia. Cf. N. Ajello, *op. cit*., p. 180-183.

[1532] « Quell'album di famiglia chiuso per sempre », de Stefano Menichini, *Europa*, 31 ottobre 2003. http://www.brianzapopolare.it/sezioni/politica/20031031_br_rossanda_album_famiglia.htm. La citation se termine ainsi: « (...) se ne ricavò l'assioma: allora i brigatisti vengono dal Pci. (...) Ed era un timore assurdo, perché io conoscevo bene quel partito e sapevo che qualsiasi velleità insurrezionale era stata sepolta da Togliatti praticamente subito. Mai presa in considerazione alcuna ipotesi rivoluzionaria nel Pci del dopoguerra… ».

refusant une telle relation[1533]. De plus, il établit aussi une distinction de taille entre la tradition du Pci et la tradition des mouvements nés des luttes de 1968-69:

> «Nella "tradizione comunista", purtroppo, le BR rientrano tranquillamente, anche se il PCI finge di dimenticarlo: rientrano bene nella teoria e nella pratica dello stalinismo, fin nelle sue più infami aberrazioni (o, meglio, logiche conseguenze). Ma che cosa ha a che vedere tutto ciò con noi, con "la nostra storia" (come pure è stato scritto), soprattutto con la lotta di classe e la rivoluzione comunista oggi? Il nuovo ciclo di lotte operaie e studentesche del "biennio rosso" 1968-69, la nascita dell'autonomia operaia (quella vera) e dei nuovi movimenti anticapitalistici di massa, la formazione teorica e pratica di Lotta Continua, non hanno rappresentato proprio la principale rottura con quella "tradizione comunista", con ogni residuo stalinista e terzinternazionalista? Che cosa ha a che vedere, oggi, il terrorismo con il marxismo rivoluzionario? » [1534].

Un autre journaliste de *Lotta Continua*, Gad Lerner, dans une interview à Walter Tobagi parue dans le *Corriere della Sera*, affirme que dans les Br « ci sono ex militanti nostri come del Pci» et que dans les communiqués brigadistes il y avait quelque chose de «russe»[1535]. Ainsi, si dans Lc on continue à appeler les Br des «compagni che sbagliano», c'est pour assumer un passé et une tradition commune, «lo diciamo non per ammiccare alle Br, ma per eliminare forme di rimozione che sono presenti nella sinistra» [1536].

L'idée d'une filiation entre les Br et le Pci apparaît dans les journaux de droite et dans les journaux de la gauche radicale, dans *Il Giornale* de Indro Montanelli et dans *Lotta*

[1533] « Né con le Br né con lo Stato. E poi?... », de Marco Boato, *Lotta continua*, 25 mars 1978: « Si tratta di capire se il terrorismo "di sinistra", oggi, e in particolare la teoria e la pratica delle BR hanno qualcosa a che fare con la rivoluzione comunista. Secondo me, no: assolutamente niente».

[1534] La critique des Br par Boato repose sur l'idée de « masses » et de « peuple » comme sujets de la révolution. Ainsi, Boato refuse de façon significative le vocabulaire des Br de « prison du peuple » et de « tribunal du peuple », le peuple n'ayant rien à voir avec les actions des Br : la lutte, selon la conception habituelle de Lc, ne peut se concrétiser que dans un mouvement de masse.

[1535] «Ultrasinistra incerta e divisa. Lotta continua accusa il Pci», Walter Tobagi, *Corriere della Sera*, 19 mars 1978, dans A. Giovagnoli, *op.cit.*, p.299. Walter Tobagi sera assassiné à Milan par la « Brigata XXVIII Marzo » le 28 mai 1980.

[1536] M. Gotor, « Processo all'album di famiglia », dans la revue *Diario*, Anno XIII, n. 11, 27 Juin/10 Juillet 2008, http://dust.it/articolo-diario/processo-all%E2%80%99album-di-famiglia/

continua[1537]. Cependant, la réflexion de Rossanda a été fourvoyée : très vite, la question du langage des Br est utilisée pour affirmer rhétoriquement que le terrorisme est fils des idéologies communistes, et donc du Pci. Cette question donnera lieu à un débat bien plus prolixe que le débat sur le langage[1538], et verra la participation de presque tous les journaux.

[1537] En réalité, en ce qui concerne les Br de 1978, seul Prospero Gallinari provient des rangs du Pci. Moretti provenait de milieux catholiques, et la plupart venaient de Potere operaio (Valerio Morucci, Adriana Faranda, Bruno Seghetti, Barbara Balzerani, Germano Maccari, Alvaro Lojacono, Rita Algranati, Alessio Casimirri, Enrico Triaca, Teodoro Spadaccini) organisation qui, comme Lc, s'était constituée en conflit avec le Pci.

[1538] Le spécialiste de littérature russe Vittorio Strada est le seul qui réoriente le débat sur la question du langage en parlant d'un « lessico familiare » de la gauche que l'on retrouve dans le langage des Br. Celui-ci serait le produit d'une « semplificazione violenta di parole e concetti fin troppo noti », cité dans N. Ajello, *op.cit*., p.179. Sur le débat sur la filiation entre le terrorisme rouge et le Pci, *Ibid*., p.176-183. De nombreux intellectuels participent à ce débat lancé en avril 1978 par *l'Espresso* comme Pajetta, Amendola, Colletti, Pintor, Ronchey, et même l'historien franco-hongrois François Fejtö. Sciascia et Moravia axeront le débat sur la question de « *quel* » Etat il faut défendre, et du rôle de l'intellectuel et de son engagement.

Pour la question du débat sur le terrorisme, l'engagement des intellectuels, et le Pci, je renvoie à la revue de presse proposée par Miguel Gotor dans l'article « Processo all'album di famiglia », dans la revue *Diario*, Anno XIII, n. 11, 27 Juin/10 Juillet 2008. Nous citons les renvois bibliographiques tels qu'ils sont cités par Gotor.

Giampiero Mughini, *Gli intellettuali e il caso Moro*, Milano, Feltrinelli, 1978. Per l'intervento di Moravia cfr. «La storia ripete i tragici errori», *Corriere della Sera*, 20 marzo 1978, p. 3. L'intervista di Sciascia è di Alberto Stabile, «Quella tragica foto di Moro», *la Repubblica*, 23 marzo 1978, pp. 1-2. L'intervista ad Amendola è di Gianni Corbi, «E poi c'è anche la Nikodemite. Colloquio con Giorgio Amendola», *L'Espresso*, 22, 5 giugno 1977, pp. 73-74. Il secondo intervento del dirigente comunista è in «Difendere la Repubblica», *l'Unità*, 12 giugno, 1977, pp. 1-2. Per una riflessione sulla crisi dell'antifascismo nella cultura politica italiana si veda Sergio Luzzatto, *La crisi dell'antifascismo*, Torino, Einaudi, 2004. Per la risposta di Sciascia ad Amendola cfr. «Del disfattismo, della carne e di altre cose», *La Stampa*, 9 giugno 1977, pp. 1-2. Gli interventi citati sono quelli di Eugenio Garin, «La responsabilità degli intellettuali», *l'Unità*, 24 marzo 1978; di Alfredo Reichlin, «Fermezza», *l'Unità*, 31 marzo 1978; di Rossana Rossanda, «Come non subire», *Il Manifesto*, 25 marzo 1978 e di Cesare Cases, «Terrorismo e intellettuali. Contro il ricatto», *Il Manifesto*, 24 marzo 1978. Si veda anche Giuliano Ferrara, «Il terrorismo non è soltanto un complotto è combattere ogni forma di violenza», *l'Unità*, 24 marzo 1978 e Marco Boato, «Né con lo Br, né con lo Stato. E poi?…», *Lotta Continua*, 24 marzo 1978. Gli interventi di Gad Lerner sono tratti dall'intervista di Walter Tobagi sul *Corriere della Sera*, 19 marzo 1978 e di Giuliano Zincone, «Come giudica l'ultimatum delle Br la frangia estrema della sinistra», *Corriere della Sera*, 22 aprile 1978, p. 4. Per l'intervista a più voci a cura di Ugo Stille cfr. «Quali sono i padri del terrorismo? Colloquio con Emanuele Macaluso, Rossana Rossanda e Rosario Romeo», *Corriere della Sera*, 23 marzo 1978. Per l'altra intervista a Macaluso a cura di Giorgio Rossi cfr. «Come risponde il Pci al comunicato delle Br. Intervista con Emanuele Macaluso», *La Repubblica*, 28 marzo 1978, pp. 1-2. Per l'album di famiglia

Le débat se résumera selon les mots de Ugo Stille dans le *Corriere della Sera* du 23 mars 1978 à la question des origines du terrorisme: «Quali sono i padri del terrorismo? ». Pour sa part, Ugo Stille affirmera que « Il terrorismo deriva da una matrice ideologica che non ha niente a che fare con il marxismo. Marx è il primo che ha scritto contro il terrorismo »[1539].

Cette polémique est importante dans la mesure où elle aura des conséquences directes sur les débats idéologiques et politiques de la gauche et sur les nouvelles alliances politiques du début des années 1980. Conscients des legs ambigus laissés par l'affaire Moro sur l'opinion publique, les deux principaux partis de gauche, le Pci et le Psi, s'affrontent au lendemain de la mort de Moro sur la tradition de gauche à assumer au sein d'un régime démocratique, et, partant, sur la différence entre la voie socialiste et la voie communiste.

Le débat porte sur la tradition historique et idéologique des deux partis: le secrétaire du Psi, Bettino Craxi, veut abandonner la position d'immobilisme de son parti qui a subi la prééminence idéologique du Pci tout au long de la première République : surtout, Craxi désire prendre ses distances vis-à-vis du parti communiste qui a subi l'affaire Moro plus qu'il ne l'a conduite. La question porte donc sur la tradition politique des deux partis, l'un voulant se démarquer de l'autre de façon définitive.

Le débat commence par un entretien de Berlinguer avec Scalfari sur le léninisme. Le titre de l'article, qui paraît le 2 août 1978 dans *la Repubblica*, s'intitule, de façon symbolique: « Per noi Lenin non è un dogma ». Le titre résume à lui seul la position du Pci : le secrétaire du Pci ne refuse pas la tradition léniniste, mais il veut prendre ses distances de toute position dogmatique ou radicale. Le refus de nier les legs du léninisme paraît encore dans une interview de Berlinguer qui date de 1980[1540].

---

si veda Rossana Rossanda, «Discorso sulla Dc», *Il Manifesto*, 28 marzo 1978 ed ead., «L'album di famiglia», *Il Manifesto*, 2 aprile 1978, pp. 1-2. La risposta di Macaluso è su *l'Unità*, 1 aprile 1978. Sul gruppo dell'appartamento cfr. Alberto Franceschini, *Mara, Renato ed io. Storia dei fondatori delle Br*, Milano, Arnoldo Mondadori, 1988, pp. 27-31. Sulla militanza giovanile di Curcio nella destra radicale si vedano *Giovane nazione*, IV, settembre 1963, e V, ottobre 1963, e i testi riportati da Sergio Flamigni, *La sfinge delle Brigate rosse. Delitti, segreti e bugie del capo terrorista Mario Moretti*, Milano, Kaos edizioni, 2004, p. 30, nota 48. Questo passato è taciuto da Renato Curcio, *A viso aperto*, a cura di Mario Scialoja Milano, Arnoldo Mondadori, 1993. Su Mario Moretti CM, XLII, pp. 365-367 (audizione di don Elio Frumenti) e CM, vol. XXXIII, p. 789. Per Potere operaio si rinvia ad Aldo Grandi, *La generazione degli anni perduti. Storie di Potere operaio*, Torino, Einaudi, 2003.

[1539] A. Giovagnoli, *op.cit.*, p. 300.

[1540] M. Gotor, *Il Memoriale della Repubblica, op.cit.*, note 118, p. 555.

Le secrétaire du Parti socialiste répond à Berlinguer dans *l'Espresso*, le 27 août 1978, par un article intitulé « Il Vangelo socialista », où il repense l'idéologie du « nouveau » parti socialiste, ou plutôt son « nuovo corso ». Craxi refonde une nouvelle tradition socialiste, jusqu'alors liée au Pci à partir de grands penseurs communs comme Gramsci, Lénine, et Marx, ou à de grands moments historiques comme la Révolution française. Le nouvel « évangile » de Craxi s'inspire du penseur français de l'anarchisme mutualiste, Pierre-Joseph Proudhon, qui, dans l'article, s'oppose en tout et pour tout à Lénine. La référence à Proudhon étonne les milieux communistes et pousse le leader communiste Fernando Di Giulio à se demander pourquoi Craxi a choisi « questo strano modesto pensatore francese da contrapporre a Lenin »[1541]. Le but de l'article est évident: Craxi veut recréer une « nouvelle » tradition politique du socialisme italien qui puisse s'opposer au « léninisme » de Berlinguer. A côté de Bertrand Russel, Carlo Rosselli, Gramsci, Rosa Luxembourg, et Daniel Cohn-Bendit, Norberto Bobbio devient le nouveau maître à penser politique du Psi, alors que Marx ne figure plus que dans une seule citation. C'est la fin définitive de ce qu'on considérait encore comme « l'unité » de la gauche[1542].

4) Un pas en arrière: les lectures des Br en 1978

Un élément de réponse au débat sur « l'album de famille » se trouve dans les livres que les forces de l'ordre ont séquestrés lors de leur irruption dans le repaire brigadiste de via Montenevoso à Milan, en octobre 1978, au moment des retrouvailles des copies dactylographiées des lettres et du mémorial d'Aldo Moro. A côté de ces documents précieux, d'armes et de munitions, le repaire milanais des Br offrait une vaste panoplie d'ouvrages révolutionnaires.

Arrêtons-nous un moment sur les ouvrages que lisait un membre des Br en 1978. Les ouvrages sont nombreux et renvoient à des traditions politiques différentes que nous pouvons diviser en trois catégories principales: les ouvrages inspirés des luttes du Tiers-Monde, les grands classiques de la littérature révolutionnaire, et des études plus récentes sur l'Etat italien

[1541] N. Ajello, *op.cit.*, p. 188.

[1542] Pour tout le débat, N. Ajello, *op.cit.*, p. 186-189.

et sur son économie. Miguel Gotor, dans *Il Memoriale della repubblica*[1543], a établi une liste complète de ces ouvrages que nous avons subdivisés en trois catégories principales.

Nous avons tout d'abord les ouvrages d'inspiration tiers-mondiste ou concernant les luttes récentes des nouveaux mouvements nés à la fin des années 1960: *Lotta armata in Iran* de Bizhan Jazani, théoricien socialiste iranien mort en 1975; *La resistenza eritrea* de Piero Gramacchio; *Prateria in fiamme*, le programme politique des « Wheater underground », mouvement américain d'inspiration marxiste, *Tupamaros: libertà o morte* de Oscar José Dueñas.

Les classiques de la littérature révolutionnaire sont aussi présents dans le repaire brigadiste de via Montenevoso : les *Opere scelte* de Mao Tse-Tung ; *La lotta di classe in Urss* de Charles Bettelheim ; *La rivoluzione in Italia* du héros du Risorgimento et théoricien de la « propagande par le fait », Carlo Pisacane, dont s'était inspiré le résistant Giaime Pintor pour établir un lien entre la Résistance et la culture révolutionnaire du Risorgimento[1544] ; une copie de *Il sangue dei leoni*, le manuel de guérilla publié par Feltrinelli en 1969[1545] ; et des documents sur la « Rote Armee Fraktion » allemande, qui à l'époque avait des relations avec les Br. A côté de cela, les forces de l'ordre ont trouvé aussi les *Dialoghi di profughi* de Bertold Brecht, dans l'édition Einaudi de Cesare Cases; et un classique de la littérature féministe, *Vassilia: l'amore, la coppia, la politica: storia di una donna dopo la rivoluzione* de l'héroïne soviétique Alexandra Kollontaï.

Enfin, nous avons aussi des ouvrages qui portent sur des thèmes plus proprement liés à l'histoire de l'Etat italien et à la réorganisation de l'entreprise publique en Italie: *Lo Stato padrone, La borghesia di Stato;* au monde de la télévision: *L'antenna dei padroni : radiotelevisione e sistema di informazione;* et au thème des multinationales: *Multinazionali: tutto il loro potere in Europa*, de Stephen Hugh-Jones; *Multinazionali e comunicazione di massa* du sociologue français Armand Mattelard. En liaison avec l'interrogatoire de Moro sur l'Otan et les techniques de guerre non-conventionnelle, on

---

[1543] M. Gotor, *Il Memoriale della Repubblica, op.cit.*, p. 52-53. Pour les éditions, *Ibid.*, p. 125.

[1544] Giaime Pintor est le frère de l'ancien membre du Pci, puis fondateur de *Il Manifesto*, Luigi Pintor. Giaime Pintor, résistant, est mort à 24 ans. Giaime Pintor avait redécouvert cet ouvrage de Pisacane en 1942, en préparant l'édition pour Einaudi. cf. *Saggio sulla rivoluzione*, de Carlo Pisacane, éditée par Giaime Pintor, Einaudi, Turin, 1942.

[1545] Il s'agit d'un ouvrage divisé en deux parties ; dans la première, on pouvait lire un long discours du leader congolais Edouard-Marcel Sumbu ; dans la deuxième partie, il y avait un manuel des « Special Forces » où étaient présentées les principales techniques d'anti-guérilla et de sabotage utilisées par les « bérets verts » américains dans les situations de guerre non-conventionnelle pendant la guerre froide. Je renvoie au chapitre 3.

trouve aussi un compte-rendu sur l'organisation de la « Rose des vents » ; ainsi qu'une copie d'un discours de Umberto Agnelli de 1976 (une question de l'interrogatoire de Moro portait sur l'élection en 1976 de Umberto Agnelli dans les rangs de la Dc)[1546].

Selon Miguel Gotor, il s'agit « di un pacchetto di libri assai lontani dall'armamentario tipico del militante comunista iscritto al Pci »[1547] . En effet, ces lectures appartiennent plus à la culture de la gauche extraparlementaire qu'à la tradition des militants du Pci. Les livres dont s'inspirent les Br font référence aux traditions tiers-mondistes, trotskistes, maoïstes, guévaristes, anticapitalistes, du « risorgimento », et libertaires, que nous avons déjà analysées dans les moments précédents.

D'après Gotor, ces traditions sont « di sicura ispirazione antistalinista »[1548], et l'historien remet ainsi en cause l'image de Rossana Rossanda de « l'album de famille » emprunté à la tradition du Pci des années 1950. Or, nous ne pouvons pas nier qu'il y a bien quelque chose, comme le soutient Rossanda, qui rappelle les modalités linguistiques des années 1950, notamment dans l'extrémisation de la figure de l'ennemi et dans l'absolutisation de la lutte entre le communisme et l' « impérialisme des multinationales ». Cependant, le langage des Br est le fruit d'un processus complexe d'assemblage de vielles traditions et d'héritages assumés par les nouveaux mouvements.

Gotor montre que les Br et les jeunes générations des mouvements possédaient un même substrat culturel, lisaient les mêmes livres, s'abreuvaient des mêmes paroles, « come se le due realtà fossero attraversate da uno stesso sistema di vasi comunicanti »[1549]. Or, on peut utiliser la même métaphore pour décrire le rapport des Br avec la tradition du Pci : certes, les lectures n'étaient pas les mêmes, et nous l'avons démontré tout au long de notre étude, cependant, c'est toujours au nom de la tradition communiste (et en se référant aux grands classiques du marxisme-léninisme) que les groupes armés justifient le choix de la violence, c'est cela qui a émergé de notre étude des positions théoriques et linguistiques des Br tout au long de la période.

C'est aussi au nom de la tradition communiste que, tout au long des années 1970, des débats ont animé les divisions des différents groupes de la gauche radicale sur la question de

---

[1546] Selon le rapport de la police, cité par M. Gotor, dans l'appartement il y avait aussi de nombreuses « riviste pornografiche», une « settimana enigmistica » et un livre de blagues intitulé *Carabinieri*, illustré par Bertellier et publié par Samonà et Savelli. cf. M. Gotor, *Il Memoriale della Repubblica, op.cit*., p.53.

[1547] *Ibid.*, p.53.

[1548] *Ibid.*, p.54.

[1549] *Ibid.*, p.54.

la violence et des différentes formes d'engagement. Malgré les mêmes lectures, il s'agit bien de plusieurs « réalités » différentes, ce qui montre que malgré une langue et une culture radicale communes et partagées, les militants des années 1970 ont opéré des choix et ont assumé des pratiques très différentes. C'est ainsi que les discours de la contestation se distinguent tout en puisant dans un même substrat culturel commun[1550].

[1550] Nous pouvons conclure cette étude par une citation rétrospective de Sofri sur les liens entre le langage des Br et la tradition communiste revendiquée aussi par les extraparlementaires: « Per quanto distanti da noi, e sconosciuti, e anzi agli antipodi ci sembrassero i brigatisti, e straniera la loro lingua – tuttavia scorgevamo ancora nelle loro imprese un'ombra lugubre di ciò in cui noi avevamo creduto, della lingua che noi avevamo parlato. Ricordo la mortificazione con cui lessi, in un primo prolisso documento delle Brigate rosse (…) l'espressione *agire da partito*. Avevo coniato io, anni prima, quell'espressione (…). Mi riconoscevo. C'entravo ». A. Sofri, *L'ombra di Moro*, dans M. Gotor, *Lettere dalla prigionia*, p.385. L'expression "agire da partito" apparaît dans la Résolution de 1978, «Progetto memoria», *Le parole scritte, op.cit.*, p. 106.

CONCLUSION

I. Présupposés

Notre étude sur la langue et les discours de la contestation en Italie a tenté de dégager les enjeux et les représentations qui ont amené à l'utilisation de tel ou tel mot pour caractériser les faits historiques vécus par les témoins d'une époque. Nous avons suivi le fil de l'utilisation de certains mots-clés du langage politique qui ont fait leur apparition ou qui ont été redéfinis au cours de la période étudiée, en tentant de rendre compte des débats qui ont accompagné ces modifications lexicales. La démarche que nous avons adoptée vise à fournir une clé supplémentaire pour la compréhension d'un moment historique : l'histoire langagière permet de mettre en évidence les enjeux et les représentations qui ont conduit les acteurs d'une époque à interpréter le réel et à agir pour le modifier. Le but recherché est de mettre en évidence un vocabulaire ou un lexique politique des années 1970 en Italie.

Pour mener notre recherche nous avons choisi deux critères méthodologiques : une approche linguistique, que nous avons nommée « philologie politique », qui vise à reconstruire l'emploi des mots à partir d'une mise en contexte et d'une historicisation précise de la langue politique ; et une approche chronologique. Le choix de cette démarche s'inscrit à la fois dans le processus d'historicisation des usages linguistiques et dans le parti pris de rendre compte d'une évolution de la période : en effet, nous avons voulu montrer que les années 1970 ont connu des tournants et des étapes qui scandent la période et incitent à ne pas les considérer comme un seul bloc.

L'approche chronologique a donc été choisie dans la mesure où elle permet de rendre compte d'une évolution temporelle du langage politique. D'une part, elle a permis d'analyser les choix idéologiques et linguistiques des groupes en les mettant en relation avec les événements qui ont en partie déterminé ces choix ou qui au contraire ont mis en lumière leur volontarisme par rapport à la situation politique et sociale réelle. D'autre part, l'approche chronologique a permis de rendre compte des évolutions d'un mot ou d'une expression au cours de la période : ainsi, par exemple, nous avons insisté sur l'évolution du sens et de

l'usage des expressions « strage di stato » et « stratégie de la tension » à partir d'autres épisodes qui viennent conforter ces lectures. De même, l'évolution du vocabulaire brigadiste et de sa réception montre que ce vocabulaire n'est reconnu et « accepté » qu' à partir de l'affaire Moro.

Enfin, cette approche a permis de montrer les spécificités linguistiques de chaque groupe et les tournants linguistiques qui s'opèrent dans un même groupe d'un moment à l'autre, ainsi que leur impact sur les usages postérieurs du lexique politique. En effet, certains mots forgés au cours de la période ont connu des contaminations qui ont dépassé les clivages traditionnels et qui ont fait circuler ces mots indépendamment des différences idéologiques de leurs énonciateurs : il en est ainsi des catégories pasoliniennes comme « Palazzo » ou « nuovo fascismo » que l'on retrouve dans certains textes des Br ainsi que dans les pages des grands quotidiens[1551]. Nous avons tenté de dégager ces processus de contamination linguistique qui ont œuvré à l'intérieur des milieux de la contestation mais qui ont fini aussi par modifier le lexique politique traditionnel.

Le choix d'un corpus varié de textes a permis une approche transversale qui a tenté de considérer différentes typologies de discours. Nous avons pu mettre en évidence d'une part, les caractéristiques linguistiques des discours de la contestation ; d'autre part, les différents phénomènes de réception de cette langue, afin de ne pas restreindre ce phénomène aux groupes ou au milieu de la contestation. Notre analyse a tenté de tenir compte des différents supports de cette communication en montrant les spécificités des médias choisis (communiqué de revendication, tract, affiche, article de presse) et en offrant une approche globale du texte qui puisse rendre compte de différents niveaux de lecture (mots utilisés, structures syntaxiques, finalité du texte, question du destinataire, intertextualité).

Notre étude a permis de dégager trois thèmes principaux.

En premier lieu, nous avons essayé de rendre compte d'un double processus de mimétisme et de différenciation dans la mise en place d'une langue politique des groupes. Notre étude a

---

[1551] La reprise du terme « Palazzo » forgé par Pasolini dans l'article "Fuori dal Palazzo", *Lettere luterane*, Einaudi, Turin, 2003 [1976], p. 92, apparaît dans l'écrit des Br, « La campagna di Primavera », mars 1979, Progetto memoria, *Le parole scritte, op.cit.*, p.134. L'idée pasolinienne d'un "nuovo potere" apparaît dans la Résolution de la Direction stratégique de février 1978, où les Br analysent le Sim comme une nouvelle forme de pouvoir qui n'est ni sociale ni fasciste, et parlent de « nuovo fascismo », Résolution de 1978, *Ibid.*, p.67. Le "nuovo potere" est défini dans plusieurs écrits de Pasolini, dont notamment l'article "Il vero fascismo e quindi il vero antifascismo", *Scritti corsari*, Garzanti, Milan, 2000 [1975], p.45

mis en évidence que la compétition entre les groupes passait aussi par une compétition linguistique sur la réappropriation des traditions passées et sur la redéfinition des termes de la politique. En effet, il y a des thèmes, des débats, des mots qui se sont sans cesse croisés dans notre étude et qui sont revenus de manière récurrente au fil des événements au point de devenir des grilles de lectures partagées : des liens et des influences réciproques caractérisent les discours politiques de la période. Bien que ces discours puisent aussi leurs références dans des traditions politiques plus récentes (maoïsme, guérillas), l'influence de la tradition marxiste-léniniste dans la formation linguistique des groupes est indéniable. Ce substrat culturel commun, qui a joué un rôle important dans la formation d'une véritable « langue », pousse les groupes à tenter de se différencier par de longs excursus théoriques sur les pages de leurs journaux mais aussi en passant de la parole aux faits.

La sclérose rapide du langage de la contestation, incapable de se rénover et réitérant toujours les mêmes thèmes, met fin à la période d'innovation qui avait caractérisé le début du mouvement : le but n'est plus de convaincre ou de susciter de nouvelles adhésions, mais de consolider une culture commune et partagée. La parole devient de plus en plus auto-référentielle : le martèlement incessant des mêmes thèmes, la récupération des mêmes grilles de lecture reflète une crise linguistique qui rend la parole stérile. Le processus d'imitation et de différenciation entre les groupes perd la charge d'innovation linguistique qu'il avait contribué à créer en se refermant sur des usages figés de la langue de la contestation.

En deuxième lieu, nous avons mis en évidence l'influence et le rôle du Pci et de la nouvelle ligne du « compromis historique » sur la langue de la contestation. Dans les textes produits par les groupes de la gauche extraparlementaire ou de la lutte armée, la référence au Pci et au « compromis historique » est presque omniprésente, le plus souvent sous forme d'attaque, mais aussi comme espoir d'un consensus de la part de ses militants de base. La ligne du compromis historique, qui marque en grande partie la période étudiée (1973-1979), permet au Pci de se donner l'image d'un parti démocratique en rupture avec le Pci stalinien des années 1950 et avec l'immobilisme des années 1960. Ce revirement, qui permet au Pci d'obtenir un consensus toujours plus grand lors des élections, pousse la gauche radicale à se désolidariser du parti et à proposer une alternative à gauche.

La perte d'une figure d'opposition institutionnelle conduit la nouvelle gauche à récupérer la tradition d'un discours radical et l'opposition traditionnelle à la Dc. Elle contribue aussi au « retour » aux traditions de référence abandonnées par le Pci et à une « relecture » des textes du marxisme dans un sens plus radical qui vise à remplir le vide laissé par le Pci. Nous avons plusieurs fois insisté sur le rapport ambigü qui s'installe entre les groupes et le Pci : alors que le premier désavoue toute opposition qu'il ne peut contrôler, la nouvelle gauche tout en essayant d'innover par la création de nouvelles formes politiques (les groupes extraparlementaires) finit par reproduire la forme traditionnelle du parti, comme le démontrent l'expérience du cartel Democrazia proletaria et la centralisation croissante des groupes.

En troisième lieu, nous avons tenté de rendre compte du débat sur la violence en analysant le passage d'une violence symbolique à une violence armée Si la violence était considérée comme nécessaire (la question ne se posait même pas) et était unanimement acceptée, les positions diffèrent sensiblement d'un groupe à l'autre en donnant lieu à plusieurs choix politiques qui ne peuvent être considérés sous un seul angle de lecture. De plus, l'approche chronologique a permis de montrer les différentes étapes d'un débat qui apparaît dès le mouvement étudiant, mais qui évolue sensiblement seulement dans la deuxième moitié de la décennie.

Nous avons montré que le passage à la violence a été accompagné par une production toujours croissante d'écrits qui permettait une abstraction du langage et une dépersonnalisation progressive de la figure de l'ennemi. Dans la production des Br, celle-ci se généralise au point d'assumer les contours symboliques et abstraits de l'Etat. En définitive, c'est la généralisation croissante des discours et des objectifs qui marque le passage à la violence armée. S'il y a eu une acceptation et une justification de masse de la violence, sa mise en pratique a été le choix d'une minorité.

II. Périodisation

Cette perspective a mis en évidence des étapes et des tournants linguistiques et idéologiques que l'on peut définir à partir de quelques conclusions partielles. Ainsi, il est utile de revenir sur une brève chronologie des évolutions linguistiques que nous avons analysées.

D'une part, nous avons remarqué que les discours des années 1967-1980 sont étroitement liés à l'expérience de la Résistance, dont ils se réclament et avec laquelle ils tentent d'établir une continuité. D'autre part, ces discours reprennent des concepts qui se mettent en place dès le milieu des années 1960 comme la théorisation par l'extrême droite de la « guerre non-orthodoxe », qui ensuite donnera lieu à la stratégie de la tension, et les thèses opéraïstes, qui renouvellent le vocabulaire marxiste par les concepts d' « autonomie ouvrière » et d' « ouvrier-masse ».

La contestation étudiante qui explose en 1967-1968 apporte un changement profond du langage politique : elle introduit une nouvelle modalité du rapport au politique qui repose sur l'idée de participation collective (assemblées, démocratie directe) et qui passe par de nouveaux supports et des modes de communication immédiats (assemblée, cortège, slogan, tract, affiches murales, chansons, ironie, jeux de mots) qui modifient les espaces et les discours politiques traditionnels. Cependant, dès le printemps 1969, le reflux du mouvement étudiant et le début des luttes ouvrières conduisent très vite le mouvement à repenser sa stratégie : le spontanéisme est rejeté et remplacé par un nouveau mot d'ordre qui marque toute la période : l'organisation. Avec la naissance des organisations extraparlementaires et le début de la fermeture des groupes dans des sphères linguistiques de plus en plus auto-référentielles, la lutte politique se déplace sur le terrain du pouvoir et du consensus. Le « pouvoir étudiant » cède la place à une requête de pouvoir tout court.

L' attentat de piazza Fontana constitue un tournant majeur qui modifie sensiblement la vision que les milieux radicaux ont du pouvoir. Ce dernier se définit désormais à partir de deux expressions qui apparaissent au lendemain de l'attentat : la « strategia della tensione » et la « strage di stato ». Piazza Fontana est immédiatement perçu comme un « acte de guerre » contre le mouvement et les luttes prolétariennes : la vision de la lutte se complexifie en ajoutant à la figure traditionnelle de l'ennemi capitaliste, un nouvel ennemi qui est le fruit de l'alliance entre l'Etat et les fascistes. Les mouvements tirent les conséquences de ces nouveaux rapports de force en forgeant deux nouvelles pratiques politiques : la « contre-

information » militante, qui se bat pour la vérité sur piazza Fontana, et la préparation à la lutte armée.

Le discours sur la violence des milieux militants connaît ici un tournant majeur : la « strategia della tensione » et la « strage di stato » sont des lectures partagées par tous les milieux radicaux même si elles conduisent à des formes d'engagement très différentes. Le vocabulaire de la guerre entre à part entière dans le lexique politique de la gauche radicale, ainsi que de nouveaux mots-clés comme « strage di stato », « strategia della tensione », « terrorismo », « golpe », « violenza proletaria », « violenza dei padroni » « propaganda armata », « antifascismo militante ». Ces mots marqueront toute la décennie et deviendront des clés de lecture figées et de plus en plus partagées (au point d'entrer à part entière dans le lexique politique courant après les attentats de 1974).

Cette radicalisation des milieux militants conduit à une théorisation croissante de la violence politique, alors que le thème de la « strage di stato » apparaît dans presque tous les écrits des groupes. À partir de 1972-73, l'imaginaire des groupes se cristallise autour de cet épisode fondateur qui permet de justifier leurs choix idéologiques : la violence et ses articulations (répression, lutte armée, « omicidi di stato ») deviennent presque les seuls termes du débat politique. Alors que les mouvements collectifs connaissent une première vague de reflux, les milieux militants se referment dans des conflits idéologiques et théoriques autour de la violence de masse et de la violence d'avant-garde, la préparation ou pas à l'insurrection. Les groupes se referment de plus en plus et renforcent leur compétition alors qu'en réalité leurs textes reproduisent un nombre réduit de slogans partagés (« Liberare Valpreda », « La strage è di Stato ») et une pratique unitaire, l' « antifascisme militant ».

L'année 1974 constitue un deuxième tournant dans la mesure où elle marque l'irruption dans le vocabulaire politique commun de termes qui ont été forgés à l'origine par la gauche extraparlementaire : la « stratégie de la tension » devient la clé de lecture courante des événements qui marquent l'année 1974. En ce sens, les réactions de l'opinion publique après le massacre de Brescia révèlent une prise de conscience nouvelle de la société civile qui émerge aussi au niveau du langage politique. Le deuxième terme qui est redéfini au cours de l'année 1974 est le terme de « golpe » : l'omniprésence de la question du golpe dans tous les débats politiques (milieux extraparlementaires, lutte armée, milieux politiques, milieux intellectuels, presse) montre que la vision de la politique dans les années 1970 était intimement liée à la question du coup d'Etat. C'est en effet à ce moment-là que les groupes de la lutte armée théorisent pour la première fois l' « attaque contre le cœur de l'Etat » (Br et Nap).

Le moment électoral de 1975-1976 cristallise le choix des milieux militants autour de trois positions différentes : le « saut » vers la lutte armée, l'institutionnalisation dans des formes de politique traditionnelles (parti, élections) ou l'abandon de la politique (de nombreuses expériences se terminent après les élections, comme par exemple l'autodissolution du groupe Lotta continua). Alors que les groupes de la lutte armée radicalisent leur théorisation de la violence (passage au meurtre et création du concept de « stato imperialista delle multinazionali » pour les Br, mais aussi développement du « terrorisme diffus » et création de nouveaux groupes comme Prima linea), les milieux extraparlementaires tentent la voie institutionnelle du combat politique en participant au moment électoral et en proposant une vision alternative de la démocratie (la démocratie directe contre la démocratie des partis). Contre le « compromis historique » du Pci, les milieux militants reprennent la tradition du discours radical et l'opposition à la Dc avec un cartel (« Democrazia proletaria ») qui représente la tradition marxiste-léniniste.

Le double échec de la voie institutionnelle (échec du cartel de Dp, et échec du Pci qui ne parvient pas à se démarquer de la Dc, malgré son succès électoral) introduit une vague de reflux. Les discours politiques sont marqués par le repli sur des requêtes partielles et les organisations extraparlementaires sont dépassées par la tentative de renouveau des discours des mouvements féministes et du mouvement autonome. Alors que le discours féministe tente de se démarquer de la vulgate marxiste des groupes en introduisant une nouvelle figure d'exploitation (l'exploitation de la femme par l'homme) et de nouveaux objectifs (l'« abolition du patriarcat »), il reprend souvent la vision schématique d'une lutte des classes réinterprétée au féminin. Malgré cela, l'originalité du discours féministe repose sur l'émergence du sujet-femme et sur la politisation de nouveaux concepts comme le corps, la relation au père et au mari, la maternité, le mariage, le travail domestique, l'avortement, la libération sexuelle. Les groupes féministes, très nombreux et très différents, ont proposé un dépassement du marxisme au nom de l' autonomie des femmes et ont engendré pour la première fois une véritable prise de parole publique et politique des femmes.

Le dépassement du marxisme et des groupes extraparlementaires est tenté aussi par l'expérience des collectifs autonomes qui explose en 1977 : là aussi, les différentes âmes du mouvement ne parviennent pas à produire un discours et des pratiques communes, mais elles constituent néanmoins la tentative d'une prise de parole nouvelle qui déstructure les pratiques linguistiques usuelles. L'irruption de nouveaux sujets sociaux, les nouveaux supports de communication comme les radios et la redéfinition de l' « autonomie ouvrière »

constituent un moment de forte créativité mais favorisent aussi le passage direct à la violence.

L'affaire Moro constitue le troisième tournant de notre histoire, dans la mesure où elle scelle l'abandon définitif de certaines grilles de lecture courantes : l'enlèvement et l'assassinat du Président de la Démocratie chrétienne remet en cause les clivages idéologiques dans un rejet unanime de l'action des Br (bien qu'avec des positions très différentes) et de la violence politique. Alors que l'idée d'un « terrorisme » de gauche est désormais acceptée et qu'elle s'impose comme catégorie politique à part entière, les Br refuseront cette catégorie tout au long de leur histoire, lui préférant l'idée de guerre ou de guérilla. Ce moment est en effet caractérisé par la médiatisation maximale des écrits des Br et par la prise de conscience du phénomène de la lutte armée : le vocabulaire brigadiste est utilisé tel quel, souvent même sans guillemets, dans la presse officielle et entre dans le langage courant.

L'étude de ce vocabulaire et les débats qu'il suscite révèlent une prise de conscience nouvelle surtout à gauche : la question de l' « album de famille » ouvre un intense débat au sein du Pci, des groupes extraparlementaires et des intellectuels. En effet, les textes des Br reposent sur la tentative volontariste de joindre la tradition marxiste-léniniste à une nouvelle conception du pouvoir dirigé par des monopoles économiques internationaux, le « Sim ». Le débat sur les traditions de la gauche révolutionnaire ouvre une crise définitive au sein de la gauche extraparlementaire, mais aussi du Pci qui se répercutera sur les résultats aux élections de 1979 et qui ouvrira la voie, dans les années 1980, au repli du militantisme et au nouveau rôle politique du Psi. Les années 1970 se terminent sur deux épisodes majeurs : le massacre de piazza Bologna (2 août 1980) et la marche des 40 000 à Turin, structurée par les cadres de la Fiat (14 octobre 1980), marche qui met un terme à la conflictualité ouvrière des années 1970 et qui démontre la lassitude de la société par rapport aux luttes sociales.

III. Tentatives de définition

Nous pouvons à présent tenter de définir les caractéristiques de ce que nous avons nommé la langue de la contestation. Bien que notre étude ait tenté de montrer les différences linguistiques et idéologiques entre les groupes, il y a pourtant des caractéristiques récurrentes qui interviennent dans la langue des groupes d'extrême gauche.

En effet, nous avons pu constater une certaine uniformisation des contenus des messages qui s'attachent à décrire souvent les mêmes événements (manifestations réprimées par la police, luttes ouvrières et étudiantes, « strage di stato »..). Cela conduit à un martèlement incessant des mêmes thèmes au point de donner lieu à de véritables campagnes (justice par rapport aux militants morts, procès) mais aussi à une stéréotypie du langage (à la fois dans les thèmes abordés, le choix des mots, les structures syntaxiques, les formules figées des slogans..). Cette uniformisation conduit à l'adoption de schémas fixes qui permettent d'analyser chaque événement à partir des mêmes grilles de lecture (dont notamment la lutte des classes). Ces éléments se répercutent d'un texte à l'autre au point de créer une forme fixe du langage de la contestation.

Il est important de souligner aussi la question du support médiatique des discours produits par les groupes. Ces distinctions dans le genre du document vont toujours de pair avec le but recherché par l'écriture (convaincre, susciter l'enthousiasme ou la révolte, communiquer un fait, annoncer une action à venir, fédérer un groupe social) et avec le choix du destinataire auquel il s'adresse. Ainsi, nous avons défini un corpus très varié qui pouvait rendre compte des différentes formes de discours de la contestation : tracts, affiches, compte-rendus, livres, brochures, articles de presses, contre-enquêtes, documents théoriques, communiqués mais aussi chansons, pièces de théatre, slogans. Tous ces documents correspondent à autant de formes d'engagement.

Pour ce qui est de notre problématique initiale, nous pouvons parler d'un rapport complexe entre tradition et renouveau que nous tenterons à présent de résumer.

L'unité linguistique provient d'un même substrat culturel : le langage des mouvements puise son lexique dans la tradition marxiste-léniniste, ou dans le lexique politique courant (le langage de la justice dans la production des Br). Tout au long de notre étude, on a pu noter les échos des traditions marxiste-léniniste ou maoïste dont le lexique était massivement utilisé (*borghesia, capitale, proletario, classe, revisionismo, guerra di lunga durata, avventurismo*) mais aussi ceux du discours économique (*accumulazione capitalistica, profitto, plusvalore, rapporti di produzione*) qui auparavant était le fait d'une élite.

Mais à partir de là, on assiste aussi à plusieurs innovations, dont notamment la resémantisation et/ou la redéfinition de certains termes..

En effet, l'utilisation des termes traditionnels dans le langage de la contestation s'accompagne souvent d'un processus de redéfinition, la forme la plus récurrente étant l'emploi de ces termes dans un contexte différent (*giustizia proletaria, violenza delle masse, processo popolare*). La variation du sens d'un terme par rapport à son usage traditionnel est réalisée notamment grâce à l'ajout d'adjectifs qui redéterminent le sens originel du terme (*magistratura democratica, informazione militante, spontaneismo armato, autonomia operaia organizzata, lotte operaie e studentesche*). Les termes traditionnels sont ainsi redéfinis à partir de leur appartenance de classe (*violenza dei padroni/giustizia proletaria*) ou rejetés par la resémantisation en négatif des termes « borghese » (*democrazia borghese, legalità borghese*) ou « riformista » (*politica riformista*). L'utilisation des guillemets (*regime « democratico »*) montre la remise en question du sens commun des termes. De même, les gestes dans les cortèges, les nouveaux mots, les slogans engendrent une redéfinition partielle du système de représentation.

La création de nouveaux termes est plus rare. Cependant, nous avons pu constater l'apparition des expressions « strategia della tensione » et « strage di stato » qui se sont imposées dans le lexique courant. De même, de nouvelles pratiques politiques ont été redéfinies par l'apposition de préfixes qui marquent des figures d'opposition : *contro-informazione, extraparlamentare, anti-guerriglia*. La nouveauté passe surtout par la création de slogans criés dans les manifestations ou écrits sur des banderoles (*attento poliziotto, arriva la compagna P38 ; lotta dura senza paura ; tremate le streghe son tornate)* et par de très rares néologismes comme *fanfascismo*, forgé par Lotta continua en 1971 par la jonction entre Fanfani et fascismo.

Cependant, la rapidité dans la production des messages (notamment les tracts) a participé aussi à la création d'un langage stéréotypé et à la réitération de grilles de lecture figées : nous avons montré que les tracts en particulier adoptaient des structures syntaxiques figées en dépit du thème abordé. Cette uniformisation et le recours récurrent des mêmes expressions et des mêmes thèmes conduit à une réduction de la transmission d'informations : en effet, la répétition réduit la capacité d'attention du destinataire. De plus, la longueur des textes produits, qui remplissent souvent l'intégralité de la feuille distribuée, et leur contenu théorique, ne permet pas d'attirer l'attention du lecteur sur le message principal.

Cette forte théorisation est présente dans le recours massif à un vocabulaire scientifique et technique, qui se manifeste dans une substantivation excessive (termes avec suffixes en *izzazione, -izzare, -ismo, -ista* : *militarizzazione ; revisionismo, militarismo ; contestualizzare ; riformista*) et dans l'utilisation exacerbée de formules de raccord (*nella misura in cui, non a caso, al limite, al livello, a monte*, ecc.) ou de termes issus d'un niveau de langue élevé (*oggettivo, oggettivamente, criterio, principio*). Les textes deviennent de plus en plus incompréhensibles à l'extérieur du groupe, et se referment dans des dissertations théoriques qui s'adressent aux membres du groupes : notamment par l'utilisation de sigles (*Sim, Mpro*), et par le recours à de nombreuses citations. Le discours est fortement théorique et volontariste (*deve, dobbiamo, è necessario*). Cette théorisation prend de plus en plus d'ampleur et nous avons montré que la crise des mouvements collectifs engendre une production plus importante des écrits des groupes.

Au niveau syntaxique, les textes sont marqués par des figures d'opposition nombreuses et récurrentes. Nous avons montré la bipartition des tracts (*violenza proletaria/ repressione, attacco/ risposta*) qui s'adapte aussi bien aux articles de presse qu'aux autres formes de discours. Cette structure syntaxique reproduit une vision d'opposition (structures syntaxiques, bipartition, rythmes binaires) qui renvoie à la lutte entre deux camps et qui rend bien compte de l'idéologie des groupes, marquée par l'opposition entre la société civile et l'Etat et ses institutions (tout particulièrement la Dc). En effet, nous avons plusieurs fois analysé le recours constant à un vocabulaire de la « guerre » et de l' « ennemi ». Cette forte opposition montre que les textes cherchent moins à convaincre qu'à réitérer un parti pris : celui qui accepte le tract ou qui achète le journal s'inscrit déjà dans une prise de position.

La forte expressivité des textes va dans le même sens: le vocabulaire affectif vise à susciter l'adhésion, à créer un consensus. Cela passe par l'utilisation d'adjectifs fortement valorisants ou dépreciatifs (*bello, brutto, magnifico, tremendo, sporco, lurido esaltante, entusiasmante*) ou de termes fortement connotés (*galera* au lieu de *prigione* ; *sbirri, aguzzini, servi* au lieu de *poliziotti* o *carcerieri*). Les adjectifs à connotation négative prennent le dessus au cours de la période. De même, les gros mots et les insultes visent à rompre les tabous linguistiques (*cazzo, incazzato, merda, porco, cane*) et à dénigrer la figure de l'ennemi (*servo dei padroni, fascista, opportunista, collaborazionista*).

La théorisation croissante des textes, les répétions liées à l'utilisation de formules stéréotypées qui se répètent à l'infini posent le problème de la clarté des textes. En effet, la production écrite des groupes (de la gauche extraparlementaire aux groupes armés) devient de plus en plus auto-référentielle : les textes traitent de questions internes liées à l'organisation du groupe voire à sa survie. Nous avons aussi étudié l'intertextualité des textes produits par les mouvements (renvoi à des citations produites par d'autres groupes, tracts qui se répondent) qui révèle la fermeture des groupes et de leur langage qui ne s'adresse plus qu'aux membres du groupe. Ces phénomènes linguistiques révèlent la rupture croissante avec la société civile et les mouvements collectifs : le langage employé par les groupes devient sélectif et manifeste un fort risque d'incompréhensibilité.

Mais la fixité de ce langage a permis aussi de fournir un instrument de cohésion des groupes et d'affirmation identitaire : l'adoption d'une langue commune devient un instrument de reconnaissance. Le langage devient une fin en soi : au-delà du message qu'il véhicule, le texte par le seul fait d'exister établit un lien entre l'énonciateur et le destinataire : le seul fait d'avoir un tract ou de le distribuer indique l'appartenance à un groupe déterminé, et la circulation du tract dépend plus de ces formes de solidarité que de son contenu. Ce n'est donc pas l'analyse du thème qui compte mais le fait qu'il y ait une parole sur ce thème, une parole qui prend une dimension collective.

Le constat de la production énorme de textes politiques au cours de la période démontre une participation réelle d'une partie de la société au débat sur le gouvernement de la cité. Pourtant, cet excès de verbalisme a conduit aussi à réitérer les mêmes formules et à adopter un langage codifié qui s'appuyait sur des expressions récurrentes et figées.

Sans doute, cette langue n'a pas su innover complètement, malgré une tentative réelle pour modifier la conception du politique. La fin de cette période est marquée par l'abandon de ces transformations linguistiques, ce qui constitue, peut-être, un autre symptôme de la défaite des militants. En ce sens, la réflexion de l'ex-brigadiste Enrico Fenzi, dans un entretien avec Sergio Zavoli, sur la « sconfitta della parola » des groupes armés, peut valoir aussi pour les autres discours produits dans la période :

> « C'è stata una sconfitta sociale del terrorismo, una sconfitta politica, una sconfitta militare e c'è anche stata certamente questa enorme, e secondo me determinante, sconfitta della parola, della comunicazione (…) Questo era un movimento rivoluzionario (…) che, quindi, avrebbe dovuto inventare, come le grandi rivoluzioni inventano, un nuovo linguaggio, nuovi costumi, nuove espressioni, nuove idee, nuove immagini. Ciò non è avvenuto nella maniera più clamorosa, e questa è stata la sconfitta più atroce »[1552].

IV. Des années de paroles

Notre étude sur la langue de la contestation en Italie a mis en lumière un rapport complexe entre des traditions politiques passées et les innovations linguistiques produites dams la période. En effet, malgré une langue et une culture radicale communes, les militants des années 1970 ont produit des discours et des formes d'engagement très différents. C'est ainsi que les discours de la contestation se distinguent tout en puisant dans un même substrat culturel commun. Encore une fois, il est nécessaire de rappeler qu'à cette époque un « mimétisme » linguistique a opéré, conduisant à la création d'une véritable langue, qui elle-même se subdivisait en microcosmes linguistiques propres à chaque groupe. Ainsi, malgré l'utilisation d'une langue commune pour leur communication politique, des différences persistaient dans l'ensemble des mouvements.

[1552] S. Zavoli, *La notte della Repubblica*, Mondadori, Milan, 1995 [1992], p. 218.

Cette langue reposait en particulier sur des lectures différentes des textes du marxisme mais aussi sur le recours à des traditions politiques plus récentes (guérilla, tiers-mondisme, maoïsme) donnant lieu à plusieurs interprétations de la tradition communiste qui, tout au long de la période, ont animé des débats et des divisions entre les groupes de la gauche radicale. Ces divisions ont porté notamment sur la question de la violence et ont produit différentes formes d'engagement.

Plus généralement, notre étude a voulu démontrer que toute innovation linguistique ou idéologique s'est accompagnée d'un recours constant aux textes traditionnels de la gauche radicale. Ainsi, les débats portaient moins sur des différences idéologiques que sur la bonne lecture ou la bonne réappropriation des classiques du marxisme. L'objet principal de notre recherche était de voir comment la création d'un langage, ou du moins d'innovations linguistiques, est ce qui permet de renforcer les liens structurels d'un mouvement. L'organisation est d'abord passée par le langage : créer un groupe politique voulait dire, d'abord, avoir des choses à dire. Et les dire *autrement*.

Le langage, loin d'avoir seulement un aspect théorique, a constitué un facteur de cohésion et de subsistance du groupe : il a permis une unité interne mais aussi une pratique défensive vis-à-vis des attaques de l'extérieur. Le langage a donc agi comme une sorte de charpente des groupes : il a permis aux groupes de se structurer autour d'une parole et d'une idéologie commune qui a légitimé l'existence du groupe. Cependant, la structure linguistique et idéologique a été utilisée aussi pour compenser les crises des luttes et des mobilisations, conduisant à un excès de verbalisme et de volontarisme. L'uniformisation du langage a fini par éloigner les discours du réel, donnant lieu à une interprétation univoque de la réalité.

Cependant, ces discours ont eu aussi le mérite de créer une parole collective qui puisse s'opposer à la parole officielle : la rupture de la confiance envers l'Etat s'est d'abord manifestée par une réappropriation des mots du politique. Cette parole collective, tout en étant porteuse d'un discours radical, a permis de créer une communauté linguistique qui a participé aux avancées réelles de la société et à des batailles civiques de grande ampleur (divorce, avortement, statut des travailleurs, condition des femmes). Malgré les diffèrences idéologiques, cette parole collective a pu recréer une force d'opposition à gauche du Pci et mobiliser une partie de la société civile.

En définitive, cette recherche a tenté de démontrer l'importance historique de ces discours et leur impact sur les générations qui se sont formées à cette époque-là. Leur compréhension constitue une étape fondamentale d'une étude critique de l'histoire italienne, afin de ne pas s'arrêter à une vision des années 1970 comme des années où seul le plomb a prévalu. En inscrivant l'étude des phénomènes linguistiques dans le processus d'historicisation de cette époque, nous avons tenté de donner une valeur historique à ce langage et à ces discours: notre intention visait à réhabiliter la portée historique de ces textes, qui ont rarement été étudiés en tant que tels dans le cadre d'une recherche scientifique, et qui ont été utilisés essentiellement dans le cadre juridique des procès des militants.

L'étude de ces discours a permis de remonter à l'origine des phénomènes qui ont caractérisé la période, permettant ainsi de donner une lecture plus complète de certains événements dont le sens ne se situe pas seulement dans l'action accomplie mais aussi dans la parole qui l'accompagne. Ainsi, cette époque a été aussi une décennie de paroles et l'on peut réinterpréter l'expression d' « années de plomb » sous une perspective nouvelle qui ne renvoie plus seulement au « plomb » de la violence et des armes à feu mais aussi au « plomb » de l'écriture, qui servait à désigner l'ensemble des caractères d'imprimerie qui permettaient l'impression des journaux. Ces années furent aussi marquées par l'ouverture d'espaces de parole, par des innovations langagières, par des débats sans fin dont on ne peut saisir que les traces écrites mais qui furent aussi des mots et des phrases prononcées par une génération de militants. Ces « années de plomb » furent donc aussi des années de prise de parole, et c'est ce que cette thèse a cherché à établir.

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

CONTEXTE GÉNÉRAL

AA.VV., *Il Sessantotto, la stagione dei movimenti (1960- 1979)*, a cura della redazione di "Materiali per una nuova sinistra", Roma, Edizioni associate, 1988.

AA.VV., *Anni di piombo. Il Piemonte e Torino alla prova del terrorismo*, Soveria Manelli, Rubbettino, 2004 [réed. 2006].

AA.VV., *La politica italiana. Dizionario critico 1945-1995*, Roma-Bari, Laterza, 1995.

AA.VV., *Le date del terrore, La genesi del terrorismo italiano e il microclima dell'eversione dal 1945 al 2003*, Luca Sossella editore, Roma, 2003.

AA.VV., *Le bombe di Milano*, Milano, Rizzoli, 2009.

AJELLO Nello, *Il lungo addio,Intellettuali e Pci dal 1958 al 1991*, Roma-Bari,Laterza, 1997.

ARMATI Cristiano, *Cuori Rossi*, Newton Compton editori, Roma, 2010 [2008].

ASSOCIAZIONI DI FAMILIARI VITTIME PER STRAGI, *Il terrorismo e le sue maschere. L'uso politico delle stragi*, Bologna, Edizioni Pendragon, 1996.

BALDONI Adalberto, PROVVISIONATO Sandro, *La notte più lunga della Repubblica. Sinistra e destra, ideologie, estremismi, lotta armata (1968-1989)*, Roma, Sercangeli, 1989.

BALDONI Adalberto, *Il crollo dei miti : utopie, ideologie, estremismi*, Roma, Settimo Sigillo, 1996.

BALDONI Adalberto, *A che punto è la notte ?*, Firenze,Vallecchi, 2003.

BALDELLI *Pio*, *Informazione e controinformazione*, coll. Eretica speciale, Viterbo, Nuovi Equilibri, 2006 [1972].

BALESTRINI Nanni, MORONI Primo, *L'orda d'oro 1968-1977*. L*a grande ondata rivoluzionaria e creativa, politica ed esistenziale*, Milano, Feltrinelli, 2003 [1988].

BARBAGALLO Francesco (dir.), *Storia dell'Italia repubblicana***,** Einaudi, Turin, 1995, 3 tomes: I. La costruzione della democrazia; II. La trasformazione dell'Italia: sviluppo e squilibri: 1. Politica, economia, società; 2. Istituzioni, movimenti, culture; III. L'Italia nella crisi mondiale. L'ultimo ventennio: 1. Economia e società; 2. Istituzioni, politiche, culture.

BARBAGALLO Francesco, «Il doppio Stato, il doppio terrorismo», il caso Moro, *Studi Storici*, Anno 42, No. 1 (Jan. - Mar., 2001), p. 127-138.

BARBAGALLO Francesco, «Il Pci dal sequestro di Moro alla morte di Berlinguer», *Studi Storici*, Anno 42, No. 4, L'Italia repubblicana negli anni Settanta (Oct. - Dec., 2001), p. 837-883.

BARBERI Andrea, FINI Marco, *Valpreda. Processo al processo*, Milano, Feltrinelli, 1972.

BENSUSSAN Gérard, LABICA Georges, *Dictionnaire critique du marxisme*, Paris, Puf-Quadrige, 1999.

BERLINGUER Enrico, *La questione morale. La storica intervista di Eugenio Scalfari*, Aliberti editore, Reggio Emilia, 2011.

BERLINGUER Enrico, *Austerità, occasione per trasformare l'Italia*, Roma, Ed. Riuniti, 1977.

BERMANI C., CORVISIERI S., DEL BELLO C., PORTELLI A., *Guerra civile e Stato. Per una revisione da sinistra*, Roma, Odradek, 1998.

BISCIONE Francesco M., *Il sommerso della Repubblica. La democrazia italiana e la crisi dell'antifascismo*, Torino, Bollati Boringhieri, 2003.

BOATTI Giorgio, *Piazza fontana. 12 dicembre 1969. Il giorno dell'innocenza perduta*, Torino, Einaudi, 1999.

BOCCA Giorgio, *Il terrorismo italiano (1970-1978)*, Milano, Rizzoli, 1978.

BOCCA Giorgio, *Il caso 7 aprile. Toni Negri e la grande inquisizione*, Milano, Feltrinelli, 1980.

BOCCA Giorgio, *Gli anni del terrorismo. Storia della violenza politica in italia dal '70 ad oggi*, Milano, Armando Curcio Editore, 1988.
BONANATE Luigi (dir.), *Dimensioni del terrorismo politico*, F. Angeli, Milano, 1979.
BIACCHESSI Daniele, Ombre *nere : il terrorismo di destra da Piazza Fontana alla bomba al Manifesto*, Milano, Mursia, 2002.
BORRACCETTI Vittorio (dir.), *Eversione di destra, terrorismo, stragi* : *i fatti e l'intervento giudiziario*, Milano, F. Angeli, 1986.
CANTORE Romano, ROSSELLA Carlo, VALENTINI Chiara, *Dall'interno della guerriglia*, Milano, Mondadori, 1978.
CASTRONOVO Valerio, **TRANFAGLIA Nicola (dir.)**, *La stampa italiana del neocapitalismo*, Bari, Laterza, 1976.
CEDERNA Camilla, *Pinelli, una finestra sulla strage*, Milano, Feltrinelli, 1971.
CEDERNA Camilla, *Sparare a vista, Come la polizia del regime Dc mantiene l'ordine pubblico*, Feltrinelli, 1975.
CIPRIANI Gianni, DE LUTIIS Giuseppe, GIANNULI Aldo, *L'Italia dei misteri e delle stragi, servizi segreti dal dopoguerra a Firenze maggio 1993*, , Roma, Avvenimenti, 1993.
COLARIZI Simona, *Storia dei partiti nell'Italia repubblicana*, Roma-Bari, Laterza, 1996.
COLOMBO Fausto, *Il paese leggero. Gli italiani e i media tra contestazione e riflusso (1967-1994)*, Laterza, Roma- Bari, 2012.
CORTELAZZO Michele, *Il linguaggio dei movimenti di contestazione*, Milano, ME/DI Sviluppo, Firenze, Giunti-Marzocco,1979.
CRAINZ Guido, *Storia del miracolo italiano. Culture, identità, trasformazioni fra anni cinquanta e sessanta*, Roma, Donzelli, 2005 [1996].
CRAINZ Guido, *Il paese mancato*. D*al miracolo economico agli anni ottanta*, Roma, Donzelli, 2003.
CRAINZ Guido, *Il paese reale. Dall'assassinio di Moro all'Italia di oggi,* Roma, Donzelli, 2012.
CRAVERI Piero, *La Repubblica dal 1958 al 1992*, Milano, Tea, 2000.
D'AMICO Tano, *Gli anni ribelli (1968-1980)*, Roma, Editori Riuniti, 1998.
DE FELICE Franco, *L'Italia repubblicana, Nazione e sviluppo. Nazione e crisi***,** Einaudi, Turin, 2003 [les deux essais *Nazione e sviluppo* et *Nazione e crisi* sont publiés aussi dans F. Barbagallo (dir.), *Storia dell'Italia repubblicana***,** Einaudi, Turin, 1995].
DE FELICE Franco, «Doppia lealtà, doppio stato », *Studi storici*, n. 3, 1989.
DE LUNA Giovanni, *Le ragioni di un decennio*. *1969-1979, Militanza, violenza, sconfitta, memoria*, Milano, Feltrinelli, 2009.
DONDI MIRCO (dir.), *I neri e i rossi. Terrorismo, violenza e informazione negli anni Settanta*, Lecce, edizioni Controluce, 2008.
DE LUTIIS Giuseppe, *Storia dei servizi segreti in Italia*, Roma, Editori Riuniti, 1984.
DE LUTIIS Giuseppe , SILJ Alessandro, SCHAERF Carlo, *Vent'anni di violenza politica in Italia (1969-1988)*, Università La Sapienza, 1992.
FERRARESI Franco, *Minacce alla democrazia*. *La destra radicale e la strategia della tensione in Italia nel dopoguerra*, Milano, Feltrinelli, coll. Campi del Sapere, 1995.
FINI Marco, STAJANO Corrado, *La forza della democrazia*, Torino, Einaudi, 1977.
FLAMINI Gianni, *L'amico americano. Presenze e interferenze straniere nel terrorismo in Italia*, Editori riuniti, 2005.
FLAMINI Gianni, *Il partito del golpe. La strategia della tensione e del terrore dal primo centrosinistra organico al sequestro Moro*, 4 vol., Bologna, Bovolenta editore, 1982.
FLORES Marcello, GALLERANO Nicola, *Sul Pci, Un'interpretazione storica*, Il Mulino, Bologne, 1992.
FLORES D'ARCAIS Paolo, MUGHINI Giampiero, *Il piccolo sinistrese illustrato*, Milano, SugarCo, 1977, [Introduction de G. Bocca].

FO Dario, *Compagni senza censura*, Milano, 2 vol., Gabriele Mazzotta Editore, 1970 et 1973.
FO Dario, *Morte accidentale di un anarchico*, Torino, Einaudi, 2004.
FO Dario, *Il Fanfani rapito*, Verona, Bertani editore, 1975.
FO Dario, *Attento te...! Il teatro politico di Dario Fo*, di Lanfranco Binni, Bertani Editore, Verona, 1975
FOA Vittorio, *Sindacati e lotte operaie, 1943-1973*,Torino, Loescher, 1980 [1975].
FOSSATI Marco, *Terrorismo e terroristi*, Milano, Mondadori, 2003.
GALASSO Giuseppe, *Seguendo il Pci, Da Togliatti a D'Alema (1955-1996)*, Costantino Marco editore, Lungro (Cs), 1998.
GALLENI Mauro, *Rapporto sul terrorismo*, Saggi Rizzoli, Milano, 1981.
GALLI Giorgio, *Il partito armato. Gli « anni di piombo » in Italia (1968-1986)*, Milano, Kaos edizioni, 2003 [1993].
GALLI Giorgio, *Storia del Pci, Il Partito Comunista italiano: Livorno 1921, Rimini 1991*, Milano, Kaos edizioni, 1999.
GALLI Giorgio, *Piombo rosso. La storia completa della lotta armata in italia dal 1970 a oggi*, Milano, Baldini Castoldi Dalai, 2004.
GALLI Giorgio, *Il decennio Moro-Berlinguer. Una rilettura attuale*, Milano, Baldini Castoldi Dalai, 2006.
GALLI Giorgio, *Storia della Dc, 1943-1993: mezzo secolo di Democrazia cristiana*, Milano, Kaos, 2007.
GENTILE Emilio, *Il fascismo in tre capitoli*, Laterza, Rome-Bari, 2004.
GIANNETTINI Guido, RAUTI Pino, LOTTA CONTINUA (a cura di), *Le mani rosse sulle forze armate*, Roma, Savelli, 1975.
GIANNULI Aldo, *Bombe a inchiostro*, Milao, Rizzoli, 2008.
GIANNULI Aldo, «La categoria del terrorismo: la sua pertinenza storica e l'uso adottato dai mezzi di informazione», in Dondi M. (dir.), *I neri e i rossi. Terrorismo, violenza e informazione negli anni Settanta*, Lecce, edizioni Controluce, 2008.
GINSBORG Paul, *Storia d'Italia dal dopoguerra a oggi,* Torino, Einaudi, 1989.
GINZBURG Carlo, *Il giudice e lo storico. Considerazioni in margine al processo Sofri*, Torino, Einaudi, 1991.
GUNDLE Stephen, *I comunisti italiani tra Hollywood e Mosca. La sfida della cultura di massa 1943-1991*, Firenze, Giunti Editore, 1995.
GIOVAGNOLI Agostino, PONS Silvio (dir.), *L'Italia repubblicana nella crisi degli anni Settanta. Tra guerra fredda e distensione*, Vol. 1, Rubbettino, 2003.
HESS Henner, *La rivolta ambigua. Storia sociale del terrorismo italiano*, Sansoni, 1991.
IGNAZI Piero, *Il potere dei partiti. La politica in Italia dagli anni Sessanta ad oggi*, Laterza, Roma-Bari, 2002.
ILLUMINATI Augusto, *Percorsi del '68. Il lato oscuro della forza*, Roma, Derive Approdi, 2007.
ISNENGHI Mario, *L'Italia in piazza*, Milano, Mondadori, 1994.
KOSELLECK Reinhart, *L'expérience de l'histoire*, Seuil, Gallimard, Paris1997.
KOSELLECK Reinhart, *Le Futur passé, Contribution à la sémantique des temps historiques*, Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris, 1990.
LANARO Sivio, *Storia dell'Italia repubblicana. Dalla fine della guerra agli anni novanta*, Venezia, Saggi Marsilio, 1992.
LAZAR Marc, MATARD-BONUCCI Marie-Anne (dir.), *L'Italie des années de plomb.* Le terrorisme entre histoire et mémoire, Paris, Autrement, 2010.
LEPRE Aurelio, *Storia della prima repubblica. L'Italia dal 1943 al 2003*, Bologna, Il Mulino, 2004.
LUCARELLI Carlo, *Blu notte. Nuovi misteri italiani*, Torino, Einaudi, 2003.

LUMLEY Robert, *Dal '68 agli anni di piombo. Studenti e operai nella crisi italiana*, Giunti, 1998.
LUMLEY Robert, *Dal '68 agli anni di piombo. Studenti e operai nella crisi italiana*, Firenze, Giunti, 1998.
LUMLEY Robert, *Social mouvements in Italy (1968-1978)*, University of Birmingham, 1983.
LUPO Salvatore, *Partito e antipartito.* Una storia politica della prima Repubblica, 1946-78, Donzelli, Roma, 2004.
LUSSANA Fiamma, **MARRAMAO Giacomo (dir.)**, *L'Italia repubblicana nella crisi degli anni Settanta. Culture, nuovi soggetti, identità*, Vol. 2, Rubbettino, 2003.
MAC SMITH Denis, *Storia d'Italia dal 1861 al 1997*, Laterza, Roma-Bari, 1998.
MAFAI Miriam, *L'uomo che sognava la lotta armata. La storia di Pietro Secchia*, Milano, Rizzoli, 1984.
MAMMARELLA Giuseppe, *L'Italia contemporanea, 1943-2007*, Il Mulino, Bologna, 2008.
MANGANO Attilio, *Le riviste degli anni Settanta. Gruppi, movimenti e conflitti sociali*, a c. di G. Lima, Bolsena, Massari, 1998.
MELUCCI Alberto, *L'invenzione del presente: movimenti, identità, bisogni collettivi*, Il Mulino, Bologna, 1982.
MONTANELLI Indro, CERVI Mario, *L'Italia degli anni di piombo (1965-1978)*, Milano, Rizzoli, 2001 [1991].
MORO Giovanni, *Anni Settanta*, Torino, Einaudi, 2007.
MOVIMENTO STUDENTESCO, *Documenti della rivolta universitaria*, Laterza, Rome-Bari, 2008 [1968].
NEGRI Antonio, *Dall'operaio massa all'operaio sociale. Intervista sull'operaismo*, Ombre corte, 2007, [1ère édition: 1979].
NEUBERG A., *L'insurrezione armata*, Milano, Feltrinelli, 1970 [1928].
OLIVA CARLO, RENDI ALOISIO, *Il movimento studentesco e le sue lotte*, Feltrinelli, Milan, 1969.
ORTOLEVA Peppino, *I movimenti del '68 in Europa e in America*, Roma, Editori riuniti, 1998 [1988].
PANSA Giampaolo, *Storie italiane di violenza e terrorismo*, Roma-Bari, Laterza, 1980.
PANSA Giampaolo, *L'utopia armata*, Roma, Sperling & Kupfer, 2006.
PANVINI Guido, *Ordine nero guerriglia rossa. La violenza politica nell'Italia degli anni Sessanta e Settanta (1966-1975)*, Torino, Einaudi, 2009.
PASOLINI Pier Paolo, *Scritti corsari*, Milano, Garzanti, 2000 [1975].
PASOLINI Pier Paolo, *Lettere luterane*, Torino, Einaudi, 2003 [1976].
PASSERINI Luisa, *Autoritratto di gruppo*, Milano, Giunti editore, 2008.
PAVONE Claudio, *Una guerra civile*, Milano, Bollati e Boringhieri,1995 (1ère édition 1991).
PECCCHIOLI Ugo, *Tra misteri e verità. Storia di una democrazia incompiuta*, Baldini&Castoldi, 1985.
PELLEGRINO Giovanni, *Luci sulle stragi*, Lecce, Editori di Comunicazione Lupetti/Piero Manni, Lecce, 1996.
PESCE Giovanni, *Senza tregua*, Milano, Feltrinelli, 2003.
PIZZORNO Alessandro, « Le trasformazioni del sistema politico italiano 1976-1992», in Barbagallo F. (dir), *Storia dell'Italia repubblicana***,** Einaudi, Turin, 1995.
PROVVISIONATO Sandro, *Misteri d'Italia*, Roma-Bari, Laterza, 1993.
REVELLI Marco, « Movimenti sociali e spazio politico », Volume II, Tome 2, in Barbagallo F. (dir), *Storia dell'Italia repubblicana***,** Torino**,** Einaudi, Turin, 1995.
REVELLI Marco, *Lavorare in Fiat. Da Valletta ad Agnelli a Romiti. Operai Sindacati Robot*, Garzanti, Milano, 1989.
RICCI Aldo, *I giovani non sono piante. Da Trento 1968 a Bologna 1977*, SugarCo Edizioni.

RIZZI Fabrizio (dir.), *L'Italia delle stragi, Da Portella della Ginestra alla strategia della tensione nella relazione della Commissione stragi*, Milano, Il Minotauro, 1997.
ROSSANDA Rossana, *La ragazza del secolo scorso*, Torino, Einaudi, 2005.
SABATUCCI Giovanni, **VIDOTTO Vittorio**, *Storia d'Italia, vol. 6, L'Italia contemporanea, dal 1963 a oggi*, Bari-Roma, Laterza, 1999.
SALVADORI Massimo L., *Storia d'Italia e crisi di regime: alle radici della politica italiana*, Bologna, Il Mulino, 2001.
SCOPPOLA Pietro, *La Repubblica dei partiti, Evoluzione e crisi di un sistema politico, 1945-1996*, Bologna, Il Mulino, 1997.
SILJ Alessandro, *Malpaese. Criminalità, corruzione e politica nell'Italia della prima Repubblica*, Roma, Donzelli, 1994.
SKINNER Quentin, *Dell'interpretazione*, Il Mulino, Bologna, 2001.
SOFRI Adriano, *La notte che Pinelli*, Palermo, Sellerio, 2009.
SOMMIER Isabelle, *La violence politique et son deuil. L'après 68 en France et en Italie*, Presses Universitaires de Rennes, 1998.
SPRIANO Paolo, *Storia del Partito comunista italiano*, 8 volumes, L'Unità-Einaudi, Torino, 1967; 1975.
STATERA Gianni (dir.), *Violenza sociale e violenza politica nell'Italia degli anni '70*, Franco Angeli, Milano, 1983.
TATÒ Antonio, *La "Questione comunista", 1969-1975*, Roma, Editori riuniti, 1975.
TATÒ Antonio, *Caro Berlinguer. Note e appunti riservati di A. Tatò a E. Berlinguer, 1969-1984*, Torino, Einaudi, 2003.
TELESE Luca, *Cuori neri*, Milano, Sperling & kupfer, 2005.
TOBAGI Walter, *Storia del movimento studentesco e dei marxisti-leninisti in Italia*, Sugar editore, Varese, 1970.
TRANFAGLIA Nicola, «Un capitolo del "doppio stato". La stagione delle stragi e dei terrorismi, 1969-84», in Barbagallo F. (dir), *Storia dell'Italia repubblicana***,** Einaudi, Turin, 1995.
UVA Christian, *Schermi di piombo. Il terrorismo nel cinema italiano*, Cosenza, Rubbettino, 2007.
VALLE Annachiara, *Parole, opere e omissioni. La Chiesa nell'Italia degli anni di piombo*, Milano, Rizzoli, 2008.
VECCHIO Concetto, *Vietato obbedire*, Milano, Rizzoli, 2005.
VENEZIANI Massimo, *Controinformazione. Stampa alternativa e giornalismo d'inchiesta dagli anni Sessanta ai nostri giorni*, Roma, Castelvecchi, 2006.
VENTRONE Angelo, *Il nemico interno. Immagini e simboli della lotta politica nell'Italia del '900*, Donzelli editore, Rome, 2005.
VETTORI Giovanni, *Canzoni italiane di protesta, 1794-1974, dalla Rivoluzione Francese alla repressione cilena*, Newton Compton Editori, Rome, 1976.
ZANCARINI Jean-Claude, « Une philologie politique. Les temps et les enjeux des mots, Laboratoire Italien, n°7, Ens éditions, Lyon, 2007.
ZAVOLI Sergio, *La notte della repubblica*, Milano, Mondadori, 1992.

VIOLENCE POLITIQUE ET TERRORISME

Le « Progetto Memoria »

(Ce projet, mis en œuvre par Renato Curcio dans sa coopérative éditoriale *Sensibili alle foglie*, propose de réunir et de présenter plusieurs documents sur la période, afin d'offrir des éléments pour la recherche sur la lutte armée. Cinq volumes sont parus.)

« Progetto Memoria », *La Mappa perduta*, Sensibili alle foglie, 2006 [1994]
[ce volume rassemble des données, des statistiques, des témoignages et des documents sur les mouvements de lutte armée en Italie entre 1969 et 1989].
« Progetto Memoria », *Sguardi ritrovati*, Sensibili alle foglie, 1995
[ce volume présente les militants morts].
« Progetto Memoria », *Le Parole scritte*, Sensibili alle foglie, 1996
[ce volume contient l'ensemble des écrits des organisations de lutte armée : programmes, tracts, documents, revendications, discussions internes, résolutions stratégiques, etc.].
« Progetto Memoria », *Le Torture affiorate*, Sensibili alle foglie, 1998
[ce volume analyse la question de la répression de la lutte armée et le problème de la torture].
« Progetto Memoria », *Il carcere speciale*, Sensibili alle foglie, 2006.
[ce volume analyse la question des prisonniers détenus dans les prisons de haute sécurité].

Les ouvrages de l' Institut Carlo Cattaneo :

CATANZARO Raimondo, MANCONI Luigi (dir.), *Storie di lotta armata*, Bologna, Il Mulino, 1995.
CATANZARO Raimondo (dir.), *Ideologie, movimenti terrorismi*, Bologna, Il Mulino, 1990.
CATANZARO Raimondo, *La politica della violenza*, Bologna, Il Mulino, 1990.
DELLA PORTA Donatella, **ROSSI Maurizio**, *Cifre crudeli, Bilancio dei terrorismi italiani*, Bologna, Istituto di studi e ricerche Carlo Cattaneo, 1984.
DELLA PORTA Donatella (dir.), *Terrorismi in Italia*, Bologna, Il Mulino, 1984.
DELLA PORTA Donatella, *Il terrorismo di sinistra*, Bologna, Il Mulino, 1990.
DELLA PORTA Donatella, *Movimenti collettivi e sistema poltico in Italia. 1960-1995*, Roma-Bari, Laterza, 1996.
DELLA PORTA Donatella, PASQUINO Gianfranco (dir.), *Terrorismo e violenza politica*, Bologna, Il Mulino,1983.
PASQUINO Gianfranco (dir.), *La prova delle armi*, Bologna, Il Mulino,1984.
TARROW Sidney, *Democrazia e disordine*, Roma-Bari, Laterza, 1996.

LES BRIGADES ROUGES

AA.VV (P. Gallinari, B. Seghetti, A. Coi, F. Piccioni), *Politica e Rivoluzione*, Giuseppe Mai Editore, 1983.
ALEMI Carlo, *L'affare Cirillo. L'atto di accusa del giudice Carlo Alemi*, Roma, Editori Riuniti, 1989.
BENEDETTI Amedeo, *Il linguaggio delle nuove Brigate rosse. Frasari, scelte stilistiche e analisi comparativa delle rivendicazioni dei delitti D'Antono e Biagi*, ERGA, 2002.
BIACCHESSI Daniele, *Il delitto D'Antona. Indagine sulle nuove Brigate rosse*, Mursia, 2001.
BIACCHESSI Daniele, *L'ultima bicicletta. Il delitto Biagi*, Mursia, 2003.
BIACCHESSI Daniele, *Walter Tobagi. Morte di un giornalista*, Baldini Castoldi Dalai, 2005.
BIACCHESSI Daniele, *Una stella a cinque punte. Le inchieste D'Antona e Biagi e le nuove Br*, Baldini Castoldi Dalai, 2007.
BIANCONI Giovanni, *Il brigatista e l'operaio, L'omicidio di Guido Rossa.* Einaudi, 2011.
CASAMASSIMA Pino, *Il libro nero delle Brigate Rosse*, Roma, Newton & Compton, 2007.
CAVALLINI Massimo, *Il terrorismo in fabbrica. I lavoratori di fronte all'attacco delle Brigate rosse*, Roma, Editori Riuniti, 1978.
CERELLA Antonio, *Il ritorno della violenza. Le BR dal ventennio rosso al XXI secolo*, Il Filo, 2007.
CHIOCCHI Antonio, « Catastrofi del politico. Teatro di senso, razionalità e categorie della lotta armata », *Quaderni di « Società e conflitto »*, n.8/1995-2005.
CIPRIANI Gianni, *Brigate rosse. La minaccia del nuovo terrorismo*, Milano, Sperling & Kupfer Editori, 2004.
CLEMENTI Marco, *Storia delle Brigate Rosse*, Roma, Odradek Edizioni, 2007.
DIANESE Maurizio, *Codice 955. L'inchiesta impossibile sull'omicidio Biagi*, Nuova Dimensione, 2005.
DINI Vittorio, MANCONI Luigi, *Il discorso delle armi. L'ideologia terroristica nel linguaggio delle Brigate rosse e di Prima Linea*, Roma, Savelli 1981.
FELIZIANI Giancarlo, *Colpirne uno educarne cento. La storia di Guido Rossa*, Arezzo, Limina, 2004.
FLAMIGNI Sergio, *La sfinge delle Brigate rosse. Delitti, segreti e bugie del capo terrorista Mario Moretti*, Kaos edizioni, 2004.
GALLI Giorgio, *Il partito armato. Gli « anni di piombo » in Italia (1968-1986)*, Milano, Kaos edizioni, 2003 [1993].
GALLI Giorgio, *Piombo rosso. La storia completa della lotta armata in italia dal 1970 a oggi*, Milano, Baldini Castoldi Dalai, 2004.
GRANDI Aldo, *L'ultimo brigatista*, Milano, Rizzoli, 2007.
GUIDELLI Giorgio, *Operazione Peci. Storia di un sequestro mediatico*, Urbino, Edizioni Quattroventi, 2005.
GUIDELLI Giorgio, *Terra di piombo*, Urbino, Edizioni Quattroventi, 2006.
LIMATA Luca, *« Nulla resterà impunito ! ». Le Brigate rosse dal 1965 al 1975*, Edimedia, 2005.
LUPACCHINI Otello, *Il ritorno delle Brigate rosse. Una sanguinosa illusione*, Roma, Koinè Nuove Edizioni, 2005.
MANCONI Luigi, *Terroristi italiani. Le Brigate Rosse e la guerra totale (1970-2008)*, Milano, Rizzoli, 2008.
MANZINI Giorgio, *Indagine su un brigatista rosso. La storia di Walter Alasia*, Torino, Einaudi, 1978.
NANNI Mara, PIERPAOLI Stefano, *E allora ?*, Edizioni interculturali, 2002.

PERGOLIZZI Paolo, *L'appartamento. Br : dal Pci alla lotta armata*, Reggio Emilia, Aliberti, 2006.
PERGOLIZZI Paolo, *Le nuove BR*, Reggio Emilia, Aliberti, 2008.
PODDA Stefania, *Nome di battaglia Mara. Vita e morte di Margherita Cagol il primo capo delle Br*, Milano, Sperling & Kupfer, 2007.
PODESTÀ Lorenzo, *Annamaria Ludmann. Dalla scuola svizzera alle Brigate rosse*, Bradipoli, 2006.
RUGGIERO Lorenzo (dir.), *Dossier Brigate Rosse (1969-1975)*, vol.1, Kaos Edizioni, Milano, 2007.
RUGGIERO Lorenzo (dir.), *Dossier Brigate Rosse (1976-1978)*, vol. 2, Kaos Edizioni, Milano, 2007.
SEIFERT Stefan, *Lotta armata. Bewaffneter Kampf in Italien. Die Geschichte der Roten Brigaden*, Edition ID-Archiv, 1991.
SILJ Alessandro, *Brigate rosse - Stato: lo scontro spettacolo nella regia della stampa quotidiana*, Vallecchi, 1978.
SILJ Alessandro, *Mai più senza fucile: alle origini dei Nap e delle Br*, Vallecchi, 1977.
SOCCORSO ROSSO, *Brigate rosse : che cosa hanno fatto, che cosa hanno detto, che cosa se ne è detto*, Milano Feltrinelli, 1976.
TESSANDORI Vincenzo, *BR. Imputazione : banda armata. Cronaca e documenti delle Brigate rosse*, Milano, Baldini Castoldi editore, 2000 [1977].
TESSANDORI Vincenzo, *Qui Brigate Rosse : il racconto, le voci*, Milano, Baldini Castoldi Dalai, 2009.
TOLOMELLI Marica, *Terrorismo e società. Il pubblico dibattito in Italia e in Germania negli anni Settanta*, Il Mulino, Bologne, 2006.

L'AFFAIRE ALDO MORO

AMARA Emmanuel, *Nous avons tué Aldo Moro*, Paris, Patrick Robin Éditions, 2006.
ARLATI Roberto, MAGOSSO Renzo, *Le carte di Moro. Perché Tobagi*, Franco Angeli, 2003.
ATLANTE DE LA REPUBBLICA, *I giorni di Moro*, Gruppo editoriale l'Espresso, Milano, 2008.
BALIANI Marco, *Corpo di Stato. Il delitto Moro*, Milano, Rizzoli, 2003.
BELCI Corrado/Bodrato Guido, *1978. Moro, la Dc, il terrorismo*, Brescia, Morcelliana, 2006.
BIANCONI Giovanni, *Eseguendo la sentenza. Roma, 1978. Dietro le quinte del sequestro Moro*, Torino, Einaudi, 2007.
BISCIONE Francesco M., *Il memoriale di Aldo* Moro, Roma, Coletti, 1993.
BISCIONE Francesco M., *Il delitto Moro. Strategie di un assassinio politico* Editori Riuniti, Roma, 1998.
BOCCA Giorgio, *Moro. Una tragedia italiana. Le lettere, i documenti, le polemiche*, Milano, Bompiani, 1978.
BONFIGLI Silvio (& SCE Jacopo), *Il delitto infinito. Ultime notizie sul sequestro Moro*, Kaos Edizioni, 2002.
CASSITTA Giampaolo, *Il giorno di Moro*, Genova, Fratelli Frilli Editori, 2006.
CASTRONUOVO Manlio, *Vuoto a perdere. Le Brigate Rosse, il rapimento, il processo e l'uccisione di Aldo Moro*, Nardò, Besa, 2007.
CLEMENTI Marco, *La « pazzia » di Aldo Moro*, Roma, Odradek, 2001. Réed. 2006.
COLOMBO Andrea, *Un affare di Stato. Il delitto Moro e la fine della prima Repubblica*, Milano, Cairo Publishing, 2008.

DRAKE Richard, *Il caso Aldo Moro*, Tropea, 1996.
DE LUTIIS Giuseppe, *Il golpe di Via Fani, Milano, Sperling & Kupfer, 2007.*
FASANELLA Giovanni, SESTIERI Claudio, PELLEGRINO Giovanni, *Segreto di Stato. La verità da Gladio al caso Moro*, Torino, Einaudi, 2000.
FASANELLA Giovanni, ROCA G., *Il misterioso intermediario. Igor Markevic e il caso Moro*, Torino, Einaudi, 2003.
FLAMIGNI Sergio, *La tela del ragno. Il delitto Moro*, Kaos Edizioni, 2003 [1988].
FLAMIGNI Sergio, *« Il mio sangue ricadrà su di loro ». Gli scritti di Aldo Moro prigioniero delle Br*, Kaos Edizioni, 1997.
FLAMIGNI Sergio, *Convergenze parallele. Le Brigate rosse, i servizi segreti e il delitto Moro*, Kaos Edizioni, 1998.
FLAMIGNI Sergio, *Il covo di Stato. Via Gradoli 96 e il delitto Moro*, Kaos Edizioni, 1999.
FLAMIGNI Sergio, **MORONI Ilaria**, « L'informazione durante il sequestro di Aldo Moro », in Dondi M. (dir.), *I neri e i rossi. Terrorismo, violenza e informazione negli anni Settanta*, Lecce, edizioni Controluce, 2008.
GALLONI Luigi, *Trent'anni con Moro*, Roma, Editori riuniti, 2008.
GIANNULI Aldo, *Il noto servizio, Giulio Andreotti e il Caso Moro*, Marco Tropea Editore, 2011.
GIOVAGNOLI Agostino, *Il caso Moro. Una tragedia repubblicana*, Bologna, Il Mulino, 2005.
GOTOR Miguel, MORO Aldo, *Lettere dalla prigionia*, Torino, Einaudi, 2008.
GOTOR Miguel, *Il memoriale della Repubblica: gli scritti di Aldo Moro dalla prigionia e l'anatomia del potere italiano*, Torino, Einaudi, 2011.
GOTOR Miguel, « Processo all'album di famiglia », dans la revue *Diario*, Anno XIII, n. 11, 27 Juin/10 Juillet 2008.
GRASSI Stefano, *Il caso Moro. Un dizionario italiano*, Milano, Mondadori, 2008.
IMPOSIMATO Ferdinando, **PROVVISIONATO Sandro,** *Doveva morire. Chi ha ucciso Aldo Moro, il giudice dell'inchiesta racconta*, Milano, Chiarelettere, 2008.
MARCONI Pio, « Il sequestro Moro. Una strategia allo specchio », *Gnosis*, n. 3/2005, Juillet-Septembre 2005.
MARCUCCI Eugenio, SELVA Gustavo, *Il martirio di Aldo Moro. Cronaca e commenti sui 55 giorni più difficili della repubblica*, Cappelli Editore, 1978.
MARLETTI Carlo, «Immagini pubbliche e ideologia del terrorismo», in L. Bonanate (dir.), *Dimensioni del terrorismo politico*, F. Angeli, Milano, 1979.
MASTRANGELO Gianni, *La luna rossa. Il sequestro e l'omicidio di Aldo Moro, le Brigate rosse e il KGB*, Controcorrente, 2004.
MORO Agnese, *Un uomo così*, Milano, Rizzoli, 2003.
MORO Aldo, *L'intelligenza e gli avvenimenti: testi 1959-1978*, a cura della Fondazione Aldo Moro, Milano, Garzanti, 1979.
MORO Alfredo Carlo, *Storia di un delitto annunciato. Le ombre del caso Moro*, Roma, Editori Riuniti, 1998.
PALLOTTA Gino, *Obiettivo Moro : un attacco al cuore dello Stato*, Roma, Newton Compton Editori, 1978.
PARISI Paolo, *Il sequestro di Aldo Moro*, BeccoGiallo, 2006.
QUIRICO Stefano, « Il modello organizzativo delle Brigate rosse in una prospettiva comparata », *Quaderno di Storia Contemporanea*, n.44, Isral, 2008.
SATTA Vladimiro, , *Odissea nel caso Moro*, Edup, Roma, 2003.
SATTA Vladimiro, *Il caso Moro e i suoi falsi misteri*, Rubbettino, 2006.
SAVOIA Salvatore, *« ...L'iniqua ed ingrata sentenza della DC »*, Milano-Roma-Bologna, 2006.
SCIASCIA Leonardo, *L'Affaire Moro*, Milano, Adelphi, 2009 [1978].

SELVA Gustavo, MARCUCCI Eugenio, *Aldo Moro. Quei terribili 55 giorni*, Rubbettino Editore, 2003.
SOFRI Adriano, *L'ombra di Moro*, Sellerio, Palermo, 1991.

AUTRES MOUVEMENTS EN ITALIE

Prima Linea, Nap

BORASO Giuliano, *Mucchio selvaggio, Ascesa apoteosi caduta dell'organizzazione Prima Linea*, Castelvecchi, 2006.
FERRIGNO Rossella, *Nuclei Armati Proletari. Carceri, protesta, lotta armata*, Napoli, La Città del sole, 2008.
SEGIO Sergio, *Miccia corta. Una storia di Prima Linea*, Roma, DeriveApprodi, 2005.
SEGIO Sergio, *Una vita in prima linea*, Milano, Rizzoli, 2006.
SILJ Alessandro, *Mai più senza fucile: alle origini dei Nap e delle Br*, Vallecchi, 1977.
SOCCORSO ROSSO NAPOLI, *I Nap. Storia dei Nuclei armati proletari e requisitoria del tribunale di Napoli*, Milano, Feltrinelli, 1976.
STAJANO Corrado, *L'Italia nichilista. Storie di una società ferita*, Torino, Einaudi, 1992.

La gauche extraparlementaire

AA.VV., *Cari compagni, care compagne, Lettere a Lotta continua*, Edizioni Lotta continua, Roma, 1978.
AA.VV., *La strage di Stato, Samonà e Savelli, Roma, 1971, 5ème édition [1ère édition: juin 1970]*.
BOBBIO Luigi, *Storia di Lotta Continua*, Feltrinelli, Milan, 1988.
COCCIA Massimiliano, *Gli occhi di Piero. Storia di Piero Bruno, un ragazzo degli anni settanta*, Edizioni Alegre, 2006.
CAZZULLO Aldo, *I ragazzi che volevano fare la rivoluzione, 1968-1978: storia di lotta continua*, Milano, Mondadori, 1998.
DEGLI INCERTI Davide, *La Sinistra rivoluzionaria in Italia : documenti e interventi delle tre principali organizzazioni, Avanguardia operaia, Lotta continua, PdUP*, Savelli, Rome, 1976.
GRANDI Aldo, *La generazione degli anni perduti. Storie di Potere Operaio*, Torino, Einaudi, 2003.
GRANDI Aldo, *Insurrezione armata*, Milano, Rizzoli, 2005.
PANVINI Guido, « Lotta continua e i terrorismi di sinistra in Italia » dans Dondi M. (dir.), *I neri e i rossi, Terrorismo, violenza e informazione negli anni Settanta*, Lecce, edizioni Controluce, 2008.
SOFRI Adriano, SOFRI Luca, *Si allontanarono alla spicciolata. Le carte riservate di polizia su Lotta continua*, Sellerio, Palermo, 1996.
SOFRI Adriano, DE LUIGI Teo, *Giocare da libero. Conversazione con Adriano Sofri*, Limina, 2005.
SOFRI Adriano, *Memoria*, Palermo, Sellerio, 1990.

STAJANO Corrado, *Il sovversivo. L'Italia nichilista. Storie di una società ferita*, Torino, Einaudi, 1992.
VETTORI Giovanni, *La sinistra extraparlamentare in Italia: storia, documenti, analisi politica*, Newton Compton editori, 1973.
VIOLI Patrizia, *I giornali dell'estrema sinistra*, Milano, Garzanti, 1977.
MILANA Fabio, TROTTA Giuseppe (dir.), *L'operaismo degli anni Sessanta. Da "Quaderni rossi" a "classe operaia"*, DeriveApprodi, Rome, 2008.
VIALE Guido, *S'avanza uno strano soldato*, Edizioni Lotta continua, Roma, 1973.
WRIGHT Steve, *L'assalto al cielo. Per una storia dell'operaismo*, Edizioni Alegre, Rome, 2008.

Democrazia Proletaria

GAMBETTA William, *Democrazia Proletaria. La nuova sinistra tra piazza e palazzi*, Edizioni Punto rosso, Milano, 2010.
PUCCIARELLI Matteo, *Gli ultimi mohicani una storia di Democrazia Proletaria*, Alegre, Rome, 2011.
PROTTI Daniele, *Cronache di Nuova Sinistra. Dal Psiup a Democrazia Proletaria*, Gammalibri, Milano, 1979.

Féminisme

AA.VV. *Memoria, Rivista di storia delle donne*, **«** Il movimento femminista degli anni '70**»**, n.19-20, 1987.
AA.VV. *Le siècle des féminismes*, sous la direction de Éliane Gubin, Catherine Jacques, Florence Rochefort, Brigitte Studer, Françoise Thébaud, Michelle Zancarini-Fournel, Les éditions de l'Atelier, Paris, 2004.
BERTILOTTI Teresa et SCATTIGNO Anna, (dir.), *Il femminismo degli anni Settanta*, Viella, Rome, 2005.
CALABRO Anna Rita et GRASSO Laura, *Dal movimento femminista al femminismo diffuso. Storie e percorsi a Milano dagli anni '60 agli anni '80*, Fondazione Badaracco - Franco Angeli, Milano 2004.
DUBY Georges et PERROT Michelle (sous la direction de), *Histoire des femmes en Occident, Volume V, Le XXème siècle*, Perrin, 2002. En particulier :
ERGAS Yasmine, « Le sujet femme. Le féminisme des années 1960-70 », p.667-695.
BOCCIA Maria Luisa, *L'io in rivolta. Vissuto e pensiero di Carla Lonzi*, La Tartaruga, Milano, 1990.
FRAIRE Manuela (dir.), *Lessico politico delle donne 3. Teorie del femminismo*, Milano, Gulliver, 1978.
FRAIRE Manuela (dir.), *Lessico politico delle donne: teorie del femminismo*, Fondazione Badaracco-Franco Angeli, Milano, 2002.
LUSSANA Fiamma, **«** Le donne e la modenizzazione: il neofemminismo degli anni 70**»**, dans *Storia dell'Italia repubblicana*, Einaudi, Turin, 1995, Volume III, tome 2, p. 473-565.

DI CORI Paola, **«** Culture del femminismo. Il caso della storia delle donne**»**, dans *Storia dell'Italia repubblicana*, Einaudi, Turin, 1995, Volume III, tome 2, p.803-61.
LONZI *Sputiamo su Hegel. La donna clitoridea e la donna vaginale*, Rivolta Femminile, Milano, 1974.
ROSSANDA Rossana, *Le altre. Conversazioni sulle parole della politica*, Milano, Feltrinelli 1979.
SERONI Adriana, *La questione femminile in Italia 1970-77*, a cura di E.Rava, Roma 1977.

Le mouvement de 1977

AA.VV, A/traverso, *Alice è il diavolo. Sulla strada di Majakovskij: testi per una pratica di comunicazione sovversiva*, Milano, L'erba voglio, 1976.
AA.VV, *Piazza Maggiore era troppo piccola : cronache, fotografie e documenti del 23-24-25 settembre 1977 sul Convegno di Bologna*, Milano, Edizioni Movimento Studentesco, 1977.
AA.VV, *Una sparatoria tranquilla, per una storia orale del'77*, Roma, Odradek, 2005 [1997].
AA.VV, *Bologna, marzo 1977…fatti nostri..*, Nda Press, Rimini, 2007 [Bertani Editori, Verona, 1977].
AA.VV, *Sarà un risotto che vi seppellirà. Materiali di lotta dei circoli proletari giovanili di Milano*, ed. Squi/libri, Milan, 1977.
AA.VV, *Settantasette. La rivoluzione che viene,* DeriveApprodi, Collana Castelvecchi, Roma, 1997.
AA.VV, *...ma l'amor mio non muore, origini documenti strategie della "cultura alternativa" e dell' "underground" in Italia*, Roma, DeriveApprodi, 2003.
ANNUNZIATA Lucia, *1977. L'ultima foto di famiglia,* Torino, Einaudi, 2007.
ASOR ROSA Alberto, *Le due società : ipotesi sulla crisi italiana*, Torino, Einaudi, 1977.
BALESTRINI Nanni, *Gli invisibili*, Milano, Bompiani, 1987.
BERARDI Franco, *Chi ha ucciso Majakovskij?*, Milano, Squilibri edizioni, giugno 1977.
BERARDI Franco, *Scrittura e Movimento*, Venezia-Padova, Marsilo Editori, 1974.
BERARDI Franco, *Finalmente il cielo è caduto sulla terra*, Squi/libri, Milano, 1978.
BERARDI Franco, BRIDI Veronica, *1977 l'anno in cui il futuro incominciò*, Fandango libri, Istituto Gramsci Emilia Romagna, 2002.
BERARDI Franco, *Teoria del valore e rimozione del soggetto : critica dei fondamenti teorici del riformismo,* Verona, Bertani, 1977.
BIANCHI Sergio, CAMINITI Lanfranco, *Gli Autonomi, I, II, III. Le storie, le lotte, le teorie*, [trois volumes], Roma, Derive Approdi, 2007 et 2008.
BIANCHI Sergio, CAMINITI Lanfranco, *Settantasette. La rivoluzione che viene*, Roma, Derive Approdi, 1997.
BERNOCCHI Piero, COMPAGNONI Enrico, D'AVERSA Paolo, STRIANO Raffaele, *Movimento settantasette storia di una lotta*, Torino, Rosenberg & Sellier, 1979.
BERNOCCHI Piero, *Dal'77 in poi*, Roma, Erre emme Edizioni, 1997.
CASTELLANO Lucio, *La storia e i documenti: da Potop all'Autonomia organizzata*, Roma, Savelli, 1980.
D'AMICO Tano, *Gli anni ribelli, 1968-1980. Storia fotografica della società italiana*, Editori riuniti, Roma, 1998.
ECHAURREN Pablo, *Parole ribelli. I fogli del movimento del '77*, Stampa Alternativa, Roma, 1997.
ECHAURREN Pablo, SALARIS Claudia, *Controcultura in Italia, 1967-1977. Viaggio nell'Underground*, Bollati Boringhieri, Milano, 1999.

GAGLIANO *Giuseppe*, *Agitazione sovversiva, guerra psicologica e terrorismo nel movimento del '68 e del '77*, Editrice *UNI Service, 2010.*
GRISPIGNI Marco, *1977*, Manifestolibri, Roma, 2006.
GRUBER Klemens, *L'avanguardia inaudita. Comunicazione e strategia nei movimenti degli anni settanta*, Costa & Nolan, Milano, 1997.
NEGRI Toni, *Il dominio e il sabotaggio*, Feltrinelli, Milano, 1978.
LERNER Gad, SINIBALDI Marino, MANCONI Luigi (a cura di), *Uno strano movimento di strani studenti. Composizione, politica e cultura dei non garantiti*, Milano, Feltrinelli, 1978.
VECCHIO Concetto, *Ali di piombo*, Milano, Rizzoli, 2007.
ZANGHERI Renato, *Bologna '77, intervista di Fabio Mussi*, Roma, Editori Riuniti, 1978.

TÉMOIGNAGES

AA.VV, *Storie di lotta armata*, a cura di R. Catanzaro e L. Manconi, Bologna, Il Mulino, 1995.
AA.VV, *Le parole e la lotta armata. Storia vissuta e Sinistra militante in Italia, germania e Svizzera*, a c. di P. Moroni, E. Gallo e A. Negroni, Milano, Shake, 1999.
AA.VV., *Una sparatoria tranquilla. Per una storia orale del '77*, Roma, Odradek, 2005.
AMBROSOLI Umberto, *Qualunque cosa succeda. Giorgio Ambrosoli oggi nelle parole del figlio*, Milano, Sironi, 2009.
BALZERANI Barbara, *Compagna luna*, Milano, Feltrinelli, 1998.
BIANCONI Giovanni, *Mi dichiaro prigioniero politico. Storie delle Brigate rosse*, Torino, Einaudi, 2003.
BOCCA Giorgio, *Noi terroristi*, Milano, Garzanti, 1985.
BRAGHETTI Anna Laura, TAVELLA Paola, *Il prigioniero*, Milano, Feltrinelli, 2003.
CALABRESI Mario, *Spingendo la notte più in là. Storia della mia famiglia e di altre vittime del terrorismo*, Milano Mondadori, 2007.
CAPRA Gemma, *Mio marito, il commissario Calabresi*, Edizioni Paoline, Torino 1990.
CASAMASSIMA Pino, *Donne di piombo. Undici vite nella lotta armata*, Milano, Bevivino, 2005.
CORSINI Piero A., *Lo sbirro. Umberto Improta, vita e indagini*, Laurus Robuffo, 2004.
COSSI Paolo, *Storia di Mara*, Lavori, 2006.
CURCIO Renato, SCIALOJA Mario, *A viso aperto*, Milano, Mondadori, 1993.
FARANDA Adriana, *Il volo della farfalla*, Milano, Rizzoli, 2006.
FENZI Enrico, *Armi e bagagli. Un diario dalle Brigate rosse*, Costa & Nolan, 2006 [1998].
FELTRINELLI Carlo, *Senior Service*, Milano, Feltrinelli, 1999.
FRANCESCHINI Alberto, *Mara, Renato e io. Storia dei fondatori delle Br*, Mondadori, Milano, 1988.
FRANCESCHINI Alberto, FASANELLA Giovanni, *Che cosa sono le BR*, Milano, Rizzoli, 2004.
GALLINARI Prospero, *Un contadino nella metropoli. Ricordi di un militante della Brigate rosse***,** Milano, Bompiani, 2006.
GARIBALDI Luciano, *Com'erano le mie Brigate. Gli anni di piombo visti da un giornalista « dalla parte sbagliata »*, Nuove idee, 2005.
« GIORGIO », *Memorie. Dalla clandestinità un terrorista non pentito si racconta*, Savelli Editori, 1981.

GIRALUCCI Silvia, *L' inferno sono gli altri. Cercando mio padre, vittima delle Br, nella memoria divisa degli anni Settanta*, Milano, Mondadori, 2011.
GIROTTO Silvano, *Mi chiamavo Frate Mitra*, Paoline editoriale, 2002.
GUAGLIARDO Vincenzo, *Di sconfitta in sconfitta*, Edizioni Colibrì, 2002.
GUICCIARDI L. (dir.), *Il tempo del furore. Il fallimento della lotta armata raccontato dai protagonisti*, Milano, Rusconi, 1988.
LENCI Sergio, *Colpo alla nuca*, *Colpo alla nuca*, Il Mulino, Bologna 2011 [1988].
MANCONI Luigi, *Vivere con il terrorismo*, Milano, Mondadori, 1980.
MAZZOCCHI Gianni, *Nell'anno della tigre. Storia di Adriana Faranda*, Baldoni & Castoldi Dalai, 1994.
MORETTI Mario (& ROSSANDA Rossana), *Brigate rosse. Una storia italiana*, Baldini & Castoldi, 2004 [1994].
MORLACCHI Manolo, *La fuga in avanti. La rivoluzione è un fiore che non muore*, Milano, Agenzia X, 2007.
MORUCCI Valerio, *Ritratto di un terrorista da giovane*, Piemme, 1999.
MORUCCI Valerio, *La peggio gioventù*, Milano, Rizzoli, 2004.
MORINI Maurizia (dir.), *Figli delle vittime. Gli anni Settanta, le storie di famiglia*, Reggio Emilia, Aliberti, 2012.
MUGHINI Giampiero, *Il grande disordine. I nostri indimenticabili anni settanta*, Milano, Mondadori, 1998.
NEGRI Anna, *Con un piede impigliato nella storia*, Milano, Feltrinelli, 2009.
NOVELLI Diego, TRANFAGLIA Nicola, *Vite sospese. Le generazioni del terrorismo*, Milano, Garzanti, 1988 [réed. Baldini Castoldi Dalai, Milano, 2007].
PANSA Giampaolo, *Storie italiane di violenza e terrorismo*, Roma-Bari, Laterza, 1980.
PECI Patrizio, *Io l'infame*, Milano, Mondadori, 1983.
PELLEGRINO Giovanni, FASANELLA G., SESTRIERI C., *Segreto di Stato*, Torino, Einaudi, 2000.
PELLEGRINO Giovanni, **FASANELLA Giovanni,** *La guerra civile*, Milano, Rizzoli, 2005.
PINELLI Licia, **SCARAMUCCI Piero**, *Una storia quasi soltanto mia*, Feltrinelli, 2009 [1982].
ROSSA Sabina, FASANELLA Giovanni, *Guido Rossa mio padre*, Milano, Rizzoli, 2006.
ROSTAGNO Maddalena, **GENTILE Andrea,** *Il suono di una sola mano. Storia di mio padre Mauro Rostagno*, Milano, Il saggiatore, 2011.
SAMBO Marco Maria, *Contro chi. La primavera spezzata di Ezio Tarantelli*, Castelvecchi, 2005.
SCORTI Piero V., *Il delitto paga ? L'affare Tobagi*, Sugarco Edizioni, 1985.
SEGIO Sergio, *Una vita in prima linea*, Milano, Rizzoli, 2006.
SEGIO Sergio, *Miccia corta. Una storia di Prima Linea*, Roma, Derive Approdi, 2005.
SOSSI Mario, *Nella prigione delle Br*, Editoriale Nuova, 1979 [réed. Cigra 2003, 2004].
TOBAGI Benedetta, *Come mi batte forte il tuo cuore*, Torino, Einaudi, 2009.
TORREGIANI Alberto, RABOZZI Stefano, *Ero in guerra ma non lo sapevo*, Varese, Agar, 2006.
VERBANO Carla, *Sia folgorante la fine*, Milano, Rizzoli, 2010.

JUSTICE, PROCÈS, PRISONS, rapports parlementaires (Réfugiés politiques)

AA.VV, *Vingt ans après. Réfugiés italiens, vies en suspens*, Paris, Nautilus, 2003.
AGLIETTA Adelaide, *Diario di una giurata popolare al processo delle Brigate rosse*, Milano libri Edizioni, 1979.
ARMENI Gianremo, *La strategia vincente del Generale dalla Chiesa contro le Brigate rosse… e la mafia*, Edizioni associate, 2004.
BATTISTI Cesare, *Ma cavale*, Paris, Grasset, 2006.
BIACCHESSI Daniele, *Il caso Sofri. Cronaca di un'inchiesta*, Roma, Editori Riuniti, 1998.
BIACCHESSI Daniele, *Vie di fuga. Storie di clandestini e latitanti*, Milano, Mursia, 2004.
BOCCA Giorgio, *Il caso 7 aprile. Toni Negri e la grande inquisizione*, Milano, Feltrinelli, 1980.
BOFFANO Ettore, TESSANDORI Vincenzo, *Il procuratore. Gianfranco Caselli. Un giudice fra Mafia e terrorismo*, Baldini Castoldi Dalai, 1995.
CASSITTA Giampaolo, SPANU Lorenzo, *Supercarcere Asinara. Viaggio nell'isola dei dimenticati*, Genova, Frilli, 2002.
CASSITTA Giampaolo, *Asinara. Il rumore del silenzio*, Genova, Frilli, 2005.
CAVALLINA Arrigo, *La piccola tenda azzurra che i prigionieri chiamano cielo*, Milano, Ares, 2005.
CAZZULLO Aldo, *Il caso Sofri. Dalla condanna alla « tregua civile »*, Milano, Mondadori, 2004.
COLOTTI Geraldina, *Per caso ho ucciso la noia*, Roma, Voland, 1997.
COLOTTI Geraldina, *Il segreto*, Milano, Mondadori, 2003.
COLOTTI Geraldina, *Certificato di esistenza in vita*, Milano, Bompiani, 2005.
CURCIO Renato, *Wkhy*, Roma, Fatamorgana, 1984.
CURCIO Renato, *La soglia*, Sensibili alle foglie, 1996.
CURCIO Renato, *Reclusione volontaria*, Sensibili alle foglie, 1997.
CURCIO Renato, **PETRELLI Stefano, VALENTINO Nicola**, *Nel bosco di Bistorco*, Sensibili alle foglie, 1997.
D'ELIA Sergio/Turco Maurizio, *Tortura democratica. Inchiesta su « La comunità del 41 bis reale »*, Venezia, Marsilio, 2002.
DE LUCA Erri, *Lettere da una città bruciata*, Napoli, Libreria Dante & Descartes, 2002.
EVANGELISTI Valerio, *Il caso Cesare Battisti. L'emergenza infinita e i fantasmi del passato*, Nda Press, 2004.
GINZBURG Carlo, *Il giudice e lo storico. Considerazioni in margine al processo Sofri*, Torino, Einaudi, 1991.
GRIPPO Antonella, FASANELLA Giovanni, *I silenzi degli innocenti*, Milano, Rizzoli, 2006.
MAMBRO Francesca, *Il bacio sul muro*, Sperling Paperback, 2000.
MELE Annino, *Mai. L'ergastolo nella vita quotidiana*, Sensibili alla foglie, 2005.
NOTARNICOLA Sante, *L'evasione impossibile*, Roma, Odradek, 1997 [1972].
PANIZZARI Giorgio, *Libero per interposto ergastolo*, Kaos edizioni, 1990.
PERRAULT Guillaume, *Génération Battisti*, Paris, Plon, 2005.
PERSICHETTI Paolo, *Exil et châtiment. Coulisses d'une extradition*, Paris, Textuel, 2005.
ROSALBO, *Brigate rosse. Cronaca quotidiana del processo di Torino 1978*, Arktos Editore, 2008.
PERSICHETTI Paolo, SCALZONE Oreste, *Il nemico inconfessabile*, Roma, Odradek, 1999.
PERSICHETTI Paolo, SCALZONE Oreste, *La révolution et l'État*, Dagorno, Paris, 2000.
SOFRI Adriano, *Memoria*, Palermo, Sellerio, 1990.
SOFRI Adriano, *Le prigioni degli altri*, Palermo, Sellerio, 1993.

SOFRI Adriano. *A doppia mandata. Riflessioni sul carcere, la pena, la giustizia*, Nuovi Equilibri, 1997.
VARGAS Fred (*et alii*), *La vérité sur Cesare Battisti*, Viviane Hamy, 2004.
VERDE Salvatore, *Massima sicurezza. Dal carcere speciale allo Stato penale*, Roma, Odradek, 2002.

ROMANS

ARPAIA Bruno, *Il passato davanti a noi*, Milano, Guanda, 2006.
BALESTRINI Nanni, *La grande rivolta, Vogliamo tutto, Gli invisibili, L'editore*, Milano, Bompiani, 2000.
BALZERANI Barbara, *La sirena delle cinque*, Santa Croce sull'Arno, Il Grandevetro, 2003.
BATTISTI Cesare, *L'ultimo sparo. Un deliquente comune nella guerriglia italiana*, Roma, DeriveApprodi, 1998.
BATTISTI Cesare, *L'orma rossa*, Torino, Einaudi, 1999.
BATTISTI Cesare,*Travestito da uomo*, Bologna, Granata Press, 1992.
BATTAGLINI R/ NEGRI A., *Settanta*, Roma, derive Approdi, 2007.
BONAMI Francesco, *Lezioni di fumo*, Marsilio, 2005.
CARBONE Rocco, *Libera i miei nemici*, Mondadori, Milano, 2005.
CARLOTTO Massimo, *Arrivederci amore, ciao*, Roma, Edizioni e/o, 2000.
CARLOTTO Massimo, *Il fuggiasco*, Roma, Edizioni e/o, 1994.
CIMATTI Duccio, *Piombo*, Piemme, 2005.
COSSI Paolo, *Storia di Mara*, S. Maria, Lavieri, 2006
COSTA Francesco, *Il dovere dell'ospitalità*, Milano, Rizzoli, 2006.
DE CATALDO Giancarlo, *Romanzo criminale*, Torino, Einaudi, 2002.
D'ERAMO Luce, *Nucleo zero*, Milano, Mondadori, 1981.
DE FRANCHI Marco, *La carne e il sangue*, Siena, Barbera Editore, 2008.
DETTI Ermanno, *Gilda*, Liguori, Napoli, 2006.
DE LUCA Erri, *Aceto, arcobaleno*, Milano, Feltrinelli, 1992.
FLORIS Gianluca, *Il lato destro*, Cagliari, CUEC, 2006.
FOIS Marcello, *Ferro recente*, Torino, Einaudi, 1999 [1992].
FRANCESCHINI Alberto, SAMUELI Anna, *La borsa del Presidente, Ritorno agli anni di piombo*, Ediesse, 1997.
GIACCHINO Claudio, *Il circuito dei camosci*, Roma, Robin, 2005.
GIORDANA Marco Tullio, *Vita segreta del signore delle macchine*, Milano, Mondadori, 2005.
GRASSI Roberto, *La ricreazione è finita*, Milano, ed. Kowalski, 2005.
LAMBIASE Sergio, *Terroristi brava gente*, Cava de' Tirreni, Marlin Editore, 2005.
LUCARELLI Valerio, *Buio rivoluzione*, Ancona, Pequod, 2006.
MANTOVANI Vincenzo, *Il cattivo maestro*, Giunti, 1997.
MARILOTTI Gianni, *La quattordicesima commensale*, Nuoro, Il Maestrale, 2004.
MORUCCI Valerio, *Klagenfurt 3021*, Fahrenheit 451, 2005.
NANNI Mara, STEFANO Pierpaolo, *E allora ?*, Edizioni interculturali, 2002.
PAOLIN Demetrio, *Una tragedia negata. Il racconto degli anni di piombo nella narrativa italiana*, Nuoro, Il Maestrale, 2008.
PENNACCHI Antonio, *Il fasciocomunista. Vita scriteriata di Accio Benassi*, Milano, Mondadori, 2003.
POZZI Paolo, *Insurrezione*, Roma, Derive Approdi, 2007.

PENT Sergio, *Un cuore muto*, Roma, Edizioni e/o, 2005.
PESCIATINI Carla, *Il retrovisore*, ETS, 2003.
RASTELLO Luca, *Piove all'insù*, Torino, Bollati Boringhieri, 2006.
RAVERA Lidia, *La festa è finita*, Milano, Mondadori, 2002.
SARTORI Giacomo, *Anatomia della battaglia*, Milano, Sironi, 2005.
SCÒZZARI Filippo, *Prima pagare poi ricordare. Da « Cannibale » a« rigidaire » storia di un manipolo di ragazzi geniali*, Castelvecchi, 1997
SIDOLI Carlo, *La Stella malata*, Diabasis, 1999.
SILVI Roberto & CALVI Cecilia, *Le ragioni dell'altro*, Milano, Colibrì, 2005.
TASSINARI Stefano, *L'Amore degli insorti,* Marco Tropea Editore, 2005.
VERALDI Attilio, *Il Vomerese*, Napoli, Avagliano, 2004.
ZONI ZANETTI Teresa, *Clandestina*, DeriveApprodi, 2000.

CINÉMA

AMELIO Gianni, *Colpire al cuore*, 1983
BELLOCCHIO Marco, *Sbatti il mostro in prima pagina*, 1972
Diavolo in corpo, 1986
Buongiorno Notte, 2003
BERNINI Franco, *Le mani forti*, 1997
BERTOLUCCI Bernardo, *La tragedia di un uomo ridicolo*, 1981
Segreti segreti, 1985
Innocenti (The Dreamers), 2003
CALOPRESTI Mimmo, *La Seconda Volta*, 1996
COMENCINI Cristina, *La fine è nota*, 1992
CORBUCCI Sergio, *Donne armate*, 1990
DAMIANI Damiano, *Io ho paura*,1977
DE BOSIO Gianfranco, *Il Terrorista*, 1963
DE MARIA Renato, *Paz!*, 2002
La prima linea, 2009
FERRARA Giuseppe, *La pista nera*, 1972
Faccia di spia, 1975
Il caso Moro, 1986
Guido che sfidò le Brigate rosse, 2007
LABATE Wilma, *La mia generazione*, 1996
LIZZANI Carlo, *San Babila, ore 20: un delitto inutile*, 1976
Kleinhoff Hotel, 1977
Nucleo Zero, 1984
LUCCHETTI Daniele, *Mio fratello è figlio unico*, 2007
MARTELLI Massimo, *Per non dimenticare*, 1992
MARTINELLI Renzo, *Piazza delle Cinque Lune*, 2003
MONICELLI Mario, *Vogliamo i colonnelli*, 1973
Signore e signori, buonanotte, 1976
Un borghese piccolo piccolo, 1977
Facciamo paradiso, 1995
MORETTI Nanni, *Io sono un'autarchico*, 1977
La messa è finita, 1985
MURGIA Pier Giuseppe, *La Festa perduta*, 1981

NICCHIARELLI Susanna, *La scoperta dell'alba*, 2012
PETRI Elio, *Indagine su un cittadino al disopra di ogni sospetto,*1970
*La classe operaia va in paradiso,*1971
*La proprietà non è più un furto,*1973
*Todo Modo,*1976
PECORELLI Giannandrea, *Fuga senza fine*, 1984
PIRRI Massimo, *Italia, ultimo atto*, 1977
PLACIDO Michele, *Un eroe borghese*, 1995
Il grande sogno, 2009
POLIZZI Rosalia, *Riconciliati*, 2000
RISI Dino, *Caro papà*, 1979
ROSI Francesco, *Cadaveri eccellenti*, 1976
Tre fratelli, 1981
SALCE Luciano, *Colpo di stato*, 1968
...Il belpaese, 1977
SINDONI Vittorio, *Una fredda mattina di maggio*, 1990
SOAVI Michele, *Arrivederci amore ciao*, 2006
SORRENTINO Paolo, *Il Divo*, 2008
SQUITIERI Pasquale, *Gli Invisibili*, 1989
TULLIO-GIORDANA Marco, *Maledetti vi amerò*, 1980
La caduta degli angeli ribelli, 1981
Pasolini, un delitto italiano, 1995
I cento passi, 2000
La Meglio Gioventù, 2003
Romanzo di una strage, 2012
TURCO Mario, *Vite in sospeso*, 1998
VON TROTTA Margarethe, *Die bleirerne Zeit / Années de plomb*, 1981

Documentaires

AGOSTI Silvano; BELLOCCHIO Marco; PETRAGLIA Sandro; RULLI Stefano, *Matti da slegare*, 1975
AMAT Jorge, *Ciao bella ciao*, 2002
BELLOCCHIO Marco, **CASELLI Daniela**, *Sogni infranti, ragionamenti e deliri*, 1995
BERNAGOZZI Giampaolo, *Italicus*, 1974
BIACCHESSI Daniele, *Il filo della memoria*, 2001
COMOLLI Jean-Louis, *L'affaire Sofri*, 2001
BRONZINO Marina, **MELANO Alessandro**, *« Avvocato! ». Il processo di Torino al nucleo storico delle Brigate Rosse*, Torino, Rai-Trade, 2007
FAENZA Roberto, *Forza Italia !*, 1977
GRECO Federico, MONTANARI Mazzino, *Fuori fuoco, cinema ribelli e rivoluzionari*, 2005
GRECO Roberto, *Il trentasette. Memorie di una città ferita*, 2005
MARAZZI Alina, *Vogliamo anche le rose*, 2007
MARTONE Mario, *Così venne ucciso Pasolini*, 2005
PASOLINI Pierpaolo et LOTTA CONTINUA, 12 Dicembre, 1970
PERELLI Luigi, *La trama nera*, 1972
I giorni di Brescia, 1974
PETRI Elio, *Ipotesi sulla morte di Giuseppe Pinelli*, 1970

PICHLER Andread, *Gladio, l'esercito segreto della Nato*,2009
SAUVAGEOT Pierre André, *Cesare Battisti, résistances*, 2003
SCERESINI Andrea, *Intervista al generale Maletti*, 2009
SOLARI Francesca, *Addio Lugano bella*, 2000
TORRE Roberta, *La notte quando è morto Pasolini*,2009
VERDE Giacomo, *S'era tutti sovversivi, dedicato a Franco Serantini*, 2002
ZAVOLI Sergio, *La notte della Repubblica*, 2000

Je renvoie aussi aux émissions *Blunotte- Misteri italiani* de C. Lucarelli et *La storia siamo noi* de G. Minoli, produites par la Rai.

SITOGRAPHIE

- ARCHIVES EN LIGNE/DOCUMENTS

ANPI: www.anpi.it
Site officiel de l'ANPI, Associazione nazionale partigiani d'Italia.

Archivi Beni culturali: GRISPIGNI Marco, MUSCI Leonardo (sous la direction de), *Guida alle fonti per la storia dei movimenti in Italia (1966-1978)*, Fondazione Lelio e Lisli Basso-Issoco, Ministero per i Beni e le attività culturali, Direzione generale per gli archivi, 2003.
http://www.archivi.beniculturali.it/DGA-free/Strumenti/Strumenti_CLXII.pdf

Archivi Beni culturali: *Rete degli archivi per non dimenticare, Guida alle fonti per una storia ancora da scrivere*, a cura di Ilaria Moroni, Icpal- Istituto centrale per il restauro e la conservazione del patrimonio archivistico e librario, Rome, 2010.
http://www.archivi.beniculturali.it/servizioIII/studi/conv_pubbl/retedegliarchivi.pdf
http://www.retedegliarchivipernondimenticare.org/Index.aspx

Archivi del Novecento : http://www.archividelnovecento.it/
Inventaire des archives sur l'histoire du XXème siècle parmi lesquelles : Istituto della Enciclopedia italiana, Fondazione Gramsci, Fondazione Basso, Istituto Sturzo, Archivio Flamigni, Irsifar.

Archivio 900 : http://www.archivio900.it/it/index.aspx
Beaucoup de documents sur le XXème siècle.

Archivio Flamigni : www.archivioflamigni.org

Biblioteca marxista : http://www.bibliotecamarxista.org/
Œuvres complètes des grands penseurs du marxisme.

Brigate rosse : http://www.brigaterosse.org
Site dédié à l'histoire des BR avec chronologie, biographies, de nombreuses recensions, références bibliographiques, nombreux documents : textes des Br, textes juridiques (sur les repentis, la dissociation), documents des prisons, etc.

Comune di Bologna: http://www.comune.bologna.it/iperbole/asnsmp/immagini.html
Photos et affiches de 1968 et des années 1970, surtout de Ao et Dp. Site de la mairie de Bologne.

Cronologia Leonardo: http://cronologia.leonardo.it/

Fisica/Mente : http://www.fisicamente.net/index-98.htm
La rubrique intitulée « Memoria » contient un grand nombre de documents sur les années 1970 et notamment plusieurs documents des Br, les lettres de Moro, presque tous les compte-rendus des Commissions parlementaires d'enquête sur Gladio, P2, Moro, stratégie de la tension…

Femminismo Ruggente: http://www.femminismoruggente.it/femminismo/roma.html#
De nombreux documents (tracts, affiches, livres) du mouvement féministe de 1971 à 1978, surtout sur le mouvement de Padoue.

Fondazione Baldaracco : http://www.fondazionebadaracco.it/pubblicazioni/index.htm
Site de la Fondation Baldaracco d'étude et de documentation sur l'histoire des femmes.

Fondazione Basso: http://www.fondazionebasso.it/site/it-IT/
Site de la Fondazione Lelio e Lisli Basso- Issoco.

Fondazione Cipriani: http://www.fondazionecipriani.it/
Site de la fondation Luigi Cipriani, militant de la gauche extraparlementaire, contient une chronologie très complète rédigée par Vincenzo Vinciguerra:
http://www.fondazionecipriani.it/Kronologia/Krono.htm

Fondazione Feltrinelli: http://www.fondazionefeltrinelli.it/feltrinelli-cms/
Site de la Fondation Feltrinelli de Milan.

Istituto Carlo Cattaneo : http://www.cattaneo.org/it/
Site de l'Institut Carlo Cattaneo de Bologne qui a étudié notamment la question de la violence politique et des conflits sociaux dans les années 1970.

Manifesti politici: http://www.manifestipolitici.it/
Recueil d'affiches politiques de 1944 jusqu'à nos jours, site créé par la Fondation Gramsci d'Emilie-Romagne.

Miccia corta: http://www.micciacorta.it/
Le site rassemble des documents sur le groupe Prima Linea.

Misteri d'Italia: http://www.misteriditalia.it/

Nel vento: http://www.nelvento.net/
Textes des chansons militantes.

Nel vento: http://www.nelvento.net/archivio/68/index.html
Ensemble de documents relatifs aux mouvements des années 1970 : de très nombreux documents des principales organisations extraparlementaires.

Parlamento: http://www.parlamento.it/parlam/bicam/terror/home.htm
Site officiel de la commission d'enquête parlementaire sur le terrorisme en Italie : «Commissione parlamentare d'inchiesta sul terrorismo in Italia e sulle cause della mancata individuazione dei responsabili delle stragi», XIII Legislatura.

Progetto Memoria-Sensibili alle foglie : http://www.sensibiliallefoglie.it/
Site consacré à l'explication du « Progetto memoria » et à la présentation des ouvrages de la maison d'édition.

Quaderni di storia contemporanea:
http://www.isral.it/web/web/pubblicazioni/quadernodistoriacontemporanea.htm
Site de la revue *Quaderni di storia contemporanea*, où l'on trouve les anciens numéros et plusieurs articles en ligne. Site de l' « Istituto per la storia della Resistenza e della società contemporanea in provincia di Alessandria Carlo Gilardenghi».

Radio Alice: http://www.radioalice.org/
Site dédié au mouvement de 1977 et à l'expérience de Radio Alice.

Radio Radicale: http://www.radioradicale.it/argomenti-av/brigate-rosse
Site de Radio radicale, présentant les émissions consacrées aux Br de 1978 à 2012. On y trouve de nombreuses interviews des Br historiques (Anna Laura Braghetti, Prospero Gallinari, Valerio Morucci, Adriana Faranda, Mario Moretti) et des nouvelles Br.

Roberto Bartali: http://www.robertobartali.it/
Site qui présente de nombreux documents et analyses, ainsi que des liens intéressants. Voir aussi la section « archivio ».

Senato della Repubblica: http://www.senato.it/legislature/297885/sitostorico.htm
Archives du Sénat: présentation des différentes législatures avec de nombreux documents (discours, biographies, compte-rendus..).

Società e conflitto : http://www.cooperweb.it/societaeconflitto/quaderni.html
Revue d'histoire en ligne avec de nombreux articles sur la question de la violence politique, notamment dans les années 1970.

Storia delle donne: http://www.storiadelledonne.it/riguard/lista.htm
Description des groupes féministes, site de E.Baeri et A.Buttafuoco.

Strano-Stragi : http://www.strano.net/stragi/indice.htm
Plusieurs documents sur les massacres : biographies, références bibliographiques, documents et la version intégrale de l'ouvrage *La strage di stato.*

Ultime lettere: http://www.ultimelettere.it/ultimelettere/ulelenco.php
Versions intégrales des dernières lettres des condamnés à mort de la Résistance.

Università delle donne: http://www.universitadelledonne.it/index-2.html

- ASSOCIATIONS DES PARENTS DES VICTIMES

Les sites contiennent beaucoup de documents de l'époque dont notamment tous les actes judiciaires.

http://www.vittimeterrorismo.it/
Site officiel de l'Aviter, « Associazione italiana vittime del terrorismo » fondée en 1985 par Maurizio Puddu.

http://www.stragi.it/
Associazione tra i Familiari delle Vittime della Strage alla Stazione di Bologna del 2 Agosto 1980

http://www.28maggio74.brescia.it/index.php
Site de l'association Casa della Memoria 28 maggio 1974 (Brescia)

http://www.stragetreno904.com/ST9/index.php?option=com_content&view=frontpage&Itemid=60
Associazione tra i Familiari delle Vittime della Strage sul Treno Rapido 904 del 23-12-1984

http://www.piazzafontana.it/
Victimes de Piazza Fontana

http://www.stragediustica.info/
Associazione parenti delle vittime della strage di Ustica

http://www.stragi80.it/
Archives de deux journalistes sur Ustica

http://www.reti-invisibili.net/
Site dédié à plusieurs victimes des années 1970. Liens intéressants à d'autres sites et de nombreux documents relatifs aux victimes, notamment les actes judiciaires.

http://www.pernondimenticare.net/
Site dédié aux événements d'avril 1975 et à la mémoire de Claudio Varalli e Giannino Zibecchi.

http://www.walterrossi.it/
Site dédié à la mémoire de Walter Rossi, assassiné en 1977 par un groupe de néofascistes. Quelques documents.

ARCHIVES[1553]

Archivio Marco Pezzi, Bologne.

Fondo « Centro Nazionale Democrazia proletaria », 1977-1991, 25 fascicoli [non catalogués].

Biblioteca Franco Serantini, Pise.

Fondo Giuseppe Milano, 12 PER.
Il Potere operaio, Pisa, actuellement, UNIPI/P.67.134.
Unità proletaria, actuellement, UNIPI/P.30.349.

Biblioteca della Camera dei deputati, Rome.

Relazione della Commissione Parlamentare d'inchiesta sulla strage di via Fani, sul sequestro e l'assassinio di Aldo Moro e sul terrorismo in Italia, VIII Legislatura (20 dicembre 1979- 29 giugno 1983), doc. 23, n.5, Réf. : 379 05 03.
Commissione Parlamentare d'inchiesta sul terrorismo in Italia e sulle cause della mancata individuazione dei responsabili delle stragi, X, XI, XII, XIII Legislatura (1988-2001), Réf. : 484 05 01.
Il terrorismo, le stragi e il contesto storico politico : proposta di relazione, Giovanni Pellegrino, Réf. : CD 95 00039.
Indice degli Atti della Commissione Parlamentare d'inchiesta sulla loggia massonica P2, Réf. : XL 01 561.
Relazione della Commissione Parlamentare d'inchiesta sulla loggia massonica P2, Réf. : R 07 573.
I servizi di informazione e sicurezza nei documenti delle Commissioni Parlamentari : atti della Commissione SIFAR, Moro, P2 (1987), Réf. : R 06 371 bis/ 016.

Biblioteca Nazionale Centrale, Rome.

Corriere della sera, MF. P. 80.
Lotta continua, MF. P. 119.
Il Manifesto MF.P. 85.
Potere operaio, PER.A. 200.
La Repubblica, MF.P. 129.
La Stampa, MF. P. 8 ; Giorn. 884.
L'Unità, MF.P. 24/A.

Biblioteca di Storia Moderna e Contemporanea, Rome.

Lotta continua, Ra 42.
Potere operaio, Giorn. C. 153.

[1553] Il s'agit des archives consultées dans le cadre de notre travail.

Istituto Gramsci, Archivio del Partito comunista italiano, Rome.

Fondo APC, Microfilm 006.
Fondo APC, Microfilm 057.
Fondo APC, Microfilm 073.
Fondo APC, Microfilm 081.
Fondo APC, Microfilm 083.
Fondo APC, Microfilm 084.
Fondo APC, Microfilm 0201.
Fondo APC, Microfilm 0203.
Fondo APC, Microfilm 0205.
Fondo APC, Microfilm 0211.
Fondo APC, Microfilm 0227.
Fondo APC, Microfilm 0239.
Fondo APC, Microfilm 0305.
Fondo APC, Microfilm 0307.
Fondo APC, Microfilm 0308.

Istituto romano per la storia d'Italia dal fascismo alla Resistenza, Irsifar, Rome.

Centro operativo tra genitori per l'iniziativa democratica e antifascista nella scuola, busta 12, busta 14, busta 15.
Fondo Stefania Bernardi, busta 3, busta 4, busta 5.
Fondo Gisella Bochicchio, busta 7.
Fondo Guido Crainz, busta 29, busta 31, busta 32, busta 35, busta 36.
Fondo Ester Fano.
Fondo Marco Grispigni, busta 60.
Fondo Massimo Ilardi, busta 62.
Fondo Franco Lipparini-Stefania Raspini, busta 70, busta 71, busta 71 bis, busta 81, busta 82, busta 83, busta 92, busta 117, busta 121, busta 124, busta 129.
Fondo Stefania Raspini, busta 73, busta 118, busta 121, busta 123, busta 129.
Fondo Raul Mordenti, busta 13, busta 16.
Fondo Leonardo Musci, busta 1/143.
Fondo Paolo Palazzi, busta 4/152.
Fondo Giovanni Paoloni, busta 1.
Fondo Claudio Pavone, busta 2.
Fondo Alberto Poli, busta 150-158.
Fondo Rossana Sgarri, busta 1/347.
Fondo Massimo Virginio.